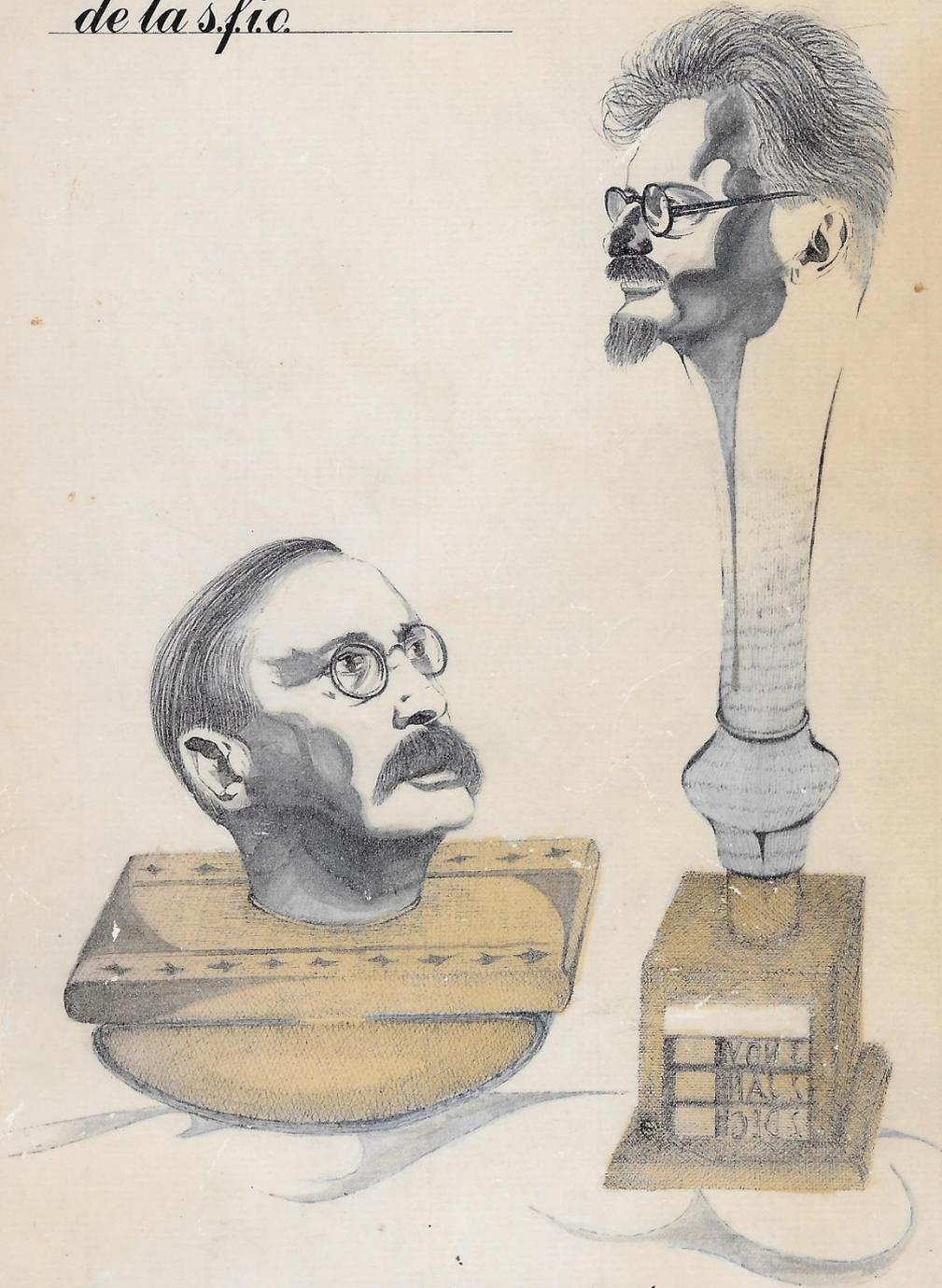


Jean-Paul Joubert
Révolutionnaires
de la s.f.c.



*presses de la fondation nationale
des sciences politiques*

Table des Matières

Introduction

Chapitre 1 : La vieille maison après la tourmente

- Août 1914
- Nouveaux alignements
- La vieille maison reconstruite
- Marceau Pivert au temps de la reconstruction.

Chapitre 2 Crise dans la crise

- La crise mondiale
- Crise mondiale de la social-démocratie
- La Bataille socialiste face aux « néos »
- Poussée à gauche.

Chapitre 3 :1934, bataille pour l'unité

- Lendemain de Février
- Le PC face à la poussée unitaire
- La SFIO et la CGT face au mouvement
- Pivert-Zyromski pour le front unique
- Les trotskystes
- Bataille au PC sur la question du front unique
- L'unité imposée par le débordement ?
- Le tournant du PC.

Chapitre 4 : Le temps des choix

- L'unité, assurance contre le débordement
- Doriot à la croisée des chemins
- Les trotskystes : « entrisme » à la SFIO
- Développement de la « gauche socialiste »
- Du front unique au front populaire
- La direction socialiste confortée.

Chapitre 5 : Naissance de la Gauche révolutionnaire

- La Bataille socialiste à la croisée des chemins
- Pivert contre l'union sacrée
- Les trotskystes exclus des Jeunesses
- Trotsky : pour un parti révolutionnaire
- Crise chez les bolcheviks-léninistes
- Vers la nouvelle tendance, contre un nouveau parti.

Chapitre 6 : La tendance « révolutionnaire » de la SFIO

- [Les débuts de la Gauche révolutionnaire](#)
- [Les noyaux constitutifs](#)
- [Implantation de la Gauche révolutionnaire](#)
- [Ambiguïté de la Gauche révolutionnaire.](#)

[Chapitre 7 : L'épreuve du feu](#)

- [La Gauche révolutionnaire et le Front populaire](#)
- [Tendance « révolutionnaire » ou caution de gauche ?](#)
- [Le doigt dans l'engrenage.](#)

[Chapitre 8 : Collaboration critique ou opposition loyale ?](#)

- [L'« exercice » du pouvoir](#)
- [Le PC canalise](#)
- [La Gauche révolutionnaire et la vague gréviste](#)
- [Un pas vers la critique](#)
- [Vers l'opposition ouverte ?](#)

[Chapitre 9 : Révolution et guerre d'Espagne comme révélateurs](#)

- [Révolution en Espagne](#)
- [La Gauche révolutionnaire et le POUM](#)
- [La non-intervention.](#)

[Chapitre 10 : Une dissolution acceptée](#)

- [L'élection partielle de l'Allier](#)
- [La fusillade de Clichy](#)
- [Répression et sanctions](#)
- [Pivert s'incline](#)
- [Un combat d'arrière-garde](#)
- [La coexistence est-elle possible ?](#)
- [Contre la scission quand même.](#)

[Chapitre 11 : L'exclusion de la Fédération de la Seine](#)

- [Le « deuxième round »](#)
- [Une crise gouvernementale pas comme les autres](#)
- [Les pivertistes prennent la fédération de la Seine](#)
- [Aggravation de la crise](#)
- [La fédération de la Seine brise la discipline](#)
- [Contre-attaque de la direction nationale](#)
- [Débat sur les perspectives](#)
- [Le congrès de Royan : la scission consommée](#)
- [Scissionnistes à contre-cœur.](#)

[Chapitre 12 : Naissance du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan](#)

- [Les premiers pas](#)

- [Perspectives et organisation](#)
- [Des contradictions sérieuses](#)
- [La question de la guerre](#)
- [Une tentative de synthèse.](#)

[Chapitre 13 : Contre le Courant](#)

- [Face à l'offensive anti-ouvrière](#)
- [La crise de Munich](#)
- [Symptômes de crise.](#)

[Chapitre 14 : La défaite de novembre 1938](#)

- [Riposte ouvrière aux décrets-lois](#)
- [La grève du 30 novembre](#)
- [Le PSOP et les luttes ouvrières](#)
- [Trotsky reprend la discussion](#)
- [La réponse du PSOP.](#)

[Chapitre 15 : L'approche de la catastrophe](#)

- [Débats sur la question de la guerre](#)
- [Bataille autour de la franc-maçonnerie](#)
- [L'offensive antitrotskyiste](#)
- [La réplique de Trotsky.](#)

[Chapitre 16 : L'épreuve suprême, la guerre](#)

- [Marceau Pivert aux Etats-Unis et au Mexique](#)
- [Réflexions d'un exilé sur la guerre](#)
- [Le secrétariat d'Oslo](#)
- [La décomposition du PSOP](#)
- [Le mouvement national révolutionnaire](#)
- [L'Insurgé](#)
- [Des révisions nécessaires ?](#)

[Chapitre 17 : L'enfant terrible est de retour](#)

- [Une période d'hésitation](#)
- [Les fondements du retour](#)
- [Nouveaux combats dans la SFIO](#)
- [La « troisième fin »](#)
- [La question coloniale](#)
- [Bilan d'échec.](#)

[Conclusion](#)

[Bibliographie](#)

Introduction



Les hommes de notre génération ont eu le privilège d'assister, en un peu plus d'une décennie, au saisissant spectacle de la mort d'un parti ouvrier lié à toute l'histoire du mouvement socialiste dans ce pays, le parti socialiste SFIO, tué par le ralliement à la Cinquième République de son secrétaire général Guy Mollet, puis à la renaissance spectaculaire du « *nouveau parti socialiste* » qui constitue incontestablement l'un des événements majeurs de ces dernières années. Phénomène à vrai dire surprenant au premier abord, mais facilement explicable si l'on veut bien l'examiner dans le contexte de toute une époque historique, où il apparaît alors comme récurrent, l'image même de ce Phénix aux ailes rouges et dorées se consumant entièrement pour renaître de ses cendres avec ses couleurs chatoyantes... seulement pour se consumer à nouveau.

C'est au cours de nos études universitaires comme au travers des lectures où nous entraînait notre soif militante de comprendre pour agir, que nous avons compris que nous n'avions pas été les premiers à qui il avait été donné d'assister à un spectacle aussi saisissant, la mort et la renaissance d'un grand parti ouvrier, toujours le même et pourtant différent. Car le grand parti socialiste de Jaurès était mort, lui aussi, d'une cruelle agonie, des mains mêmes des lieutenants de celui qui avait incarné son réformisme conquérant, devenus ministres des gouvernements de guerre et chantres de l'Union sacrée en 1914. Il était mort aussi des mains mêmes de ses militants dont la majorité, tournée vers la révolution russe au lendemain de 1917, avait choisi à Tours, en décembre 1920, d'adhérer à l'Internationale communiste. Quelle était triste et vieille la maison que Léon Blum appelait alors à garder, et comme cette garde, comparée à l'enthousiasme des fondateurs de la Section française de l'Internationale communiste, avait des allures de veillée funèbre ! La SFIO, pourtant, allait renaître, modestement d'abord au cours des années 20 puis, plus tumultueusement, portée sur des milliers de jeunes épaules dans les années 30, hissée au pouvoir, avec le premier ministère Blum en 1936, autant par la victoire électorale du Front populaire que par le plus grandiose mouvement gréviste que le pays ait jusqu'alors connu. Quatre ans plus tard, en 1940, une importante fraction du groupe parlementaire et le « *patron* » de l'appareil, le secrétaire général Paul Faure, en tête, se ralliaient au « *sauveur* » provisoire et précaire des classes dirigeantes, Philippe Pétain et à l'« Etat français ». L'attitude des parlementaires qui, ce jour-là, comme disent les historiens « *sauvèrent l'honneur* », n'a pu, pour les militants, effacer le goût d'ignominieuse faillite qu'eut pour eux ce nouvel assassinat du parti par ceux qui en étaient les principaux responsables.

Les militants socialistes ont été nombreux, certes, à s'engager les premiers dans l'activité clandestine contre le régime de Vichy et l'occupation hitlérienne. Mais la majorité d'entre eux ne le faisaient pas — ou du moins pas encore — au compte d'un parti qui venait de mourir sans gloire, quelques mois d'ailleurs après avoir voté la mise hors-la-loi du parti communiste. La mort prématurée d'hommes comme le doyen Gosse ou encore Pierre Brossolette, devenu à Londres le mentor du colonel Passy, a interrompu une trajectoire politique qui commençait à se charger de signification. Mais la force affichée au lendemain de la Libération par les partisans d'un « *mouvement travailliste* » — fusion des éléments socialistes avec les ex-« *démocrates-chrétiens* » et futurs « *républicains populaires* » — semblait confirmer la destruction définitive de la très vieille maison.

Une fois de plus, pourtant, le parti socialiste SFIO allait renaître dans les années de l'immédiat après-guerre. Pour notre part, c'est avec une certaine stupeur que nous avons découvert, dans les livres, l'époque où Yves Dechézelles était secrétaire général-adjoint de la SFIO, et où des centaines de jeunes socialistes défilaient le poing levé au Mur des Fédérés, manifestaient contre la « *sale guerre* »

d'Indochine que venaient d'entamer des gouvernements où siégeaient des ministres des deux partis ouvriers. Le Phénix à nouveau renaissait de ses cendres, mais seulement pour se consumer et, avec lui, bien des enthousiasmes et des militants. Le parti, qui était aussi celui de Ramadier, Félix Guoin et Jules Moch, revêtait aux yeux de la génération de la guerre d'Algérie l'habit de la guerre coloniale, dénoncée dans la campagne électorale, poursuivie avec acharnement une fois le mandat obtenu par la promesse contraire, il était le parti du gouverneur général Robert Lacoste, et, pour finir, celui de Guy Mollet allant prêter hommage à Colombey et siégeant dans le gouvernement de Gaulle aux côtés de Jacques Soustelle. Troisième mort en quarante ans.

Nous nous en tiendrons là de ce bref rappel historique, bien involontairement ironique, nécessaire pourtant pour justifier notre démarche et nos curiosités. Car, de toute évidence, ce n'est pas dans on ne sait quelle spécificité, quelle mystérieuse tendance à un développement cyclique aussi prononcé, que peut se trouver l'explication de ces décès authentiques et de ces résurrections qui ne le sont pas moins. La clé, de toute évidence, se trouve ailleurs, dans les contradictions mortelles du système capitaliste à l'échelle impérialiste, ses crises, y compris sa crise politique, dans les contradictions d'un parti ouvrier dont les dirigeants sont au service de leur bourgeoisie nationale, dans le flux et le reflux de la révolution mondiale, dans le rapport de forces enfin à l'intérieur même du mouvement ouvrier et en particulier avec le parti communiste né à Tours, mais, lui aussi, chargé par la suite d'une lourde histoire.

C'est parce que nos sympathies allaient, dans ce congrès de Tours, à cette minorité de guerre qui devenait majorité, à cette poignée d'adversaires de la guerre et de l'union sacrée, d'admirateurs de la révolution russe, qui réussissaient à gagner le vieux parti pour en faire un parti communiste, que nous avons, sincèrement étonné, cherché à comprendre comment, dans les années trente, il avait été possible que se développe, dans ce parti ouvertement « réformiste » depuis Tours, un courant puis une tendance qui se voulait révolutionnaire et qui y regroupa des militants révolutionnaires. Car son exclusion — celle de la fédération la Seine — en 1938, satisfait évidemment notre besoin de logique, mais confirmait en même temps son existence et le danger qu'elle représentait et, disons le mot, l'inattendue fertilité des cendres du parti de Léon Blum et Paul Faure. Renonçant alors à nos schémas tout faits, laissant de côté les manuels qui taisent ce qu'ils ne peuvent pas expliquer, nous avons, d'abord dans le cadre d'une recherche universitaire, tenté de reconstituer, puis de comprendre la signification de ce rameau « révolutionnaire » autour de Marceau Pivert, jailli dans le sein du parti réformiste, et dont l'existence n'inquiéta pas les seuls dirigeants socialistes. *

** Que tous les anciens de la Gauche révolutionnaire et du PSOP qui nous ont ouvert leurs archives, facilité nos démarches et accepté de répondre à nos questions trouvent ici nos remerciements les plus sincères. Sans eux ce travail n'aurait pas pu être mené à bien. Que soient tout particulièrement remerciés Raymond Abellio, Claude Beraud, Michel Collinet, Danno, Maurice Deixonne, Jacques Enock, Henri Goldschild, Daniel Guérin, Colette Guyot, Madeleine Hérard, Lucien Hérard, Maurice Jaquier, Charles Lancelle, Jean-Jacques Marie, René Modiano, Germaine Pivert, Maryse Poireau, Emile Rouaix, Jean Rous, René Rul, Spinetta, Louis Vallon, André Weil-Curiel, Fred Zeller.*

Chapitre 1

La vieille maison après la tourmente



Au cours des années 1920-1930, de jeunes hommes encore inconnus adhèrent au parti socialiste SFIO parce qu'ils attendent de lui qu'il dirige la lutte pour le socialisme en France. Marceau Pivert est l'un d'eux. Sans doute n'ont-ils pas encore pris conscience que le parti auquel ils apportent leur enthousiasme et leur dévouement ne fait qu'émerger temporairement d'une crise mortelle et qu'il a reçu, des années auparavant, en 1914, des coups dont il ne se remettra jamais.

Août 1914

Pour la social-démocratie, l'année 1914 avait constitué l'épreuve de vérité. Le développement prodigieux du capitalisme dans les décennies précédentes conduisait à l'impasse et à la lutte sans merci pour la conquête des colonies et l'hégémonie en Europe. Dans des résolutions de congrès, de Stuttgart et de Bâle, ainsi qu'à la veille même de la guerre, les instances de la Seconde Internationale condamnaient la guerre comme le plus grand des crimes de la bourgeoisie et affirmaient leur volonté de mettre à profit la crise ainsi provoquée pour organiser la révolution sociale. Mais les premiers coups de canons entraînèrent l'effondrement des partis social-démocrate, incapables de résister à l'épreuve historique. Les partis de la Seconde Internationale oublièrent vite presque toutes leurs résolutions de congrès pour se ranger dans le camp de leur bourgeoisie respective. Fait brutal qui n'avait pas été prévu par les plus perspicaces : devant le Vorwärts annonçant que les députés sociaux-démocrates votaient les crédits militaires, Lénine crut qu'il s'agissait d'un faux de l'état-major allemand.

La nouvelle, pourtant, était exacte et n'était que l'aboutissement brutal d'un processus engagé depuis plusieurs dizaines d'années et, sans doute, faut-il chercher les raisons profondes de ce naufrage dans l'époque où naquit et se développa l'Internationale. Se réclamant de l'internationalisme, les partis de la Seconde Internationale étaient en fait des partis profondément nationaux, constitués dans l'époque d'un développement capitaliste qui s'était déroulé dans une large mesure sur une base nationale désormais trop étroite. La lutte professionnelle s'était adaptée à la situation de l'industrie nationale, la lutte politique à celle du parlementarisme national. Durant plusieurs dizaines d'années, ces partis avaient agi dans le cadre d'un relatif immobilisme politique : les frontières des Etats et leurs formes politiques demeuraient inchangées. A l'inverse de la Première Internationale qui s'était, d'emblée, constituée sur la base d'un programme et d'une activité internationale, mais qui n'avait pu trouver, dans la base matérielle insuffisante de l'époque du capitalisme naissant, la possibilité de réaliser son programme, la Seconde Internationale s'était développée dans l'époque de la concentration sociale et politique du prolétariat sur une base nationale, s'adaptant aux formes économiques et gouvernementales du capitalisme national. La stabilité de la vie politique, l'octroi de réformes sociales rendues possibles par d'immenses surprofits coloniaux avaient entraîné le développement de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières. Habités à négocier les miettes que les gouvernements capitalistes concédaient pour obtenir la paix sociale dans la période de prospérité d'avant-guerre, les partis sociaux-démocrates en étaient arrivés à considérer comme immuables cette situation et notamment les formes parlementaires de la vie politique.

Le prolétariat anglais, torrent révolutionnaire au temps du chartisme, s'était apaisé dans les eaux calmes du trade-unionisme grâce aux fabuleux surprofits que conféraient à l'Angleterre sa position de première puissance du monde et son immense empire colonial. Au lendemain de l'écrasement de la Commune de Paris, le prolétariat français s'était développé au rythme ralenti de l'industrialisation du pays. Aux formes gouvernementales démocratiques et conservatrices de la Troisième République, répondait un socialisme marqué par les traditions nationales de défense de la République et l'héritage de la grande Révolution dont Jaurès fut le plus prestigieux porte-parole. Le congrès d'unité de 1905 avait certes vu la victoire des « révolutionnaires » puisque la charte du parti le définissait comme un parti « *d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument* ». En fait, cette victoire n'était qu'apparente. L'influence guesdiste, porteuse d'un marxisme formel, n'avait cessé de décliner face au prestige et à l'autorité de Jaurès. Dans la SFIO d'avant-guerre, le groupe parlementaire jouit d'une indépendance réelle et constitue la véritable direction tandis que l'autonomie des

fédérations ne cesse de s'affirmer, le plus souvent au bénéfice de la recherche d'accords électoraux avec les radicaux. De plus, le divorce consacré entre le parti et les syndicats fait de ces derniers le refuge des éléments les plus révolutionnaires rebutés par l'électoratisme, cependant que le parti socialiste se tourne pour sa part vers les classes moyennes et se voue presque exclusivement à l'action électorale.

La guerre de 1870, en mettant fin à l'hégémonie continentale de la France et en achevant l'unité allemande, avait favorisé, après l'expansion économique, le développement d'un puissant parti ouvrier marchant en théorie sous le drapeau du marxisme et qui constituait l'orgueil de la social-démocratie internationale : le parti de Bebel et de Liebknecht était pénétré, lui aussi, de la croyance en un progrès continu, jusqu'à la conquête de la majorité absolue. Le fossé était pourtant profond entre l'intransigeance programmatique maintenue par des leaders prestigieux et affirmée face à un pouvoir absolutiste et les conditions historiques qui imposaient une pratique quotidienne réformiste. Le puissant parti social-démocrate allemand s'adapta lui aussi aux méthodes de l'Etat absolutiste en créant une organisation aux millions de membres et disposant d'une bureaucratie toute-puissante animée du fétichisme de l'organisation, tandis que les progrès foudroyants du capitalisme nourrissaient les tendances à lier le sort du prolétariat à la prospérité nationale. Le « *révisionnisme* » de Bernstein constitua une tentative pour réconcilier la théorie marxiste avec la pratique réformiste : bien que battu lors du grand débat théorique, il triompha dans les faits, se nourrissant de la pratique quotidienne du mouvement, députés, journalistes et permanents sociaux-démocrates vivant continuellement dans cette atmosphère bornée par le sentiment national et leur « *possibilisme* » propre.

L'obtention de réformes sociales et la progression parlementaire conçues comme le moyen de parvenir à la révolution étaient ainsi devenues le but au moment où l'économie, sortant définitivement du cadre national, rendait caduc le programme minimum. Les premières convulsions sanglantes de l'impérialisme auraient exigé des partis capables d'audace et d'initiative, mais la guerre mit brutalement à nu leur caractère borné et leur inadaptation aux conditions nouvelles. La fin de la période de croissance relativement pacifique signifiait que la nation bourgeoise exigeait désormais que les partis sociaux-démocrates collaborent à sa victoire sur les autres bourgeoisies et leur laissait espérer en retour le partage des dépouilles. La majorité des partis accepta donc de lier leur sort à celui d'une des puissances belligérentes et de participer à la défense des frontières. Faillite de la Deuxième Internationale que ce reniement de principes proclamés ? Sans doute. Mais son « *cadavre* » ne disparaissait pas pour autant de la scène

Nouveaux alignements

Le déchaînement de la guerre européenne, sans faire disparaître totalement les tendances anciennes, introduisit dans les rangs du mouvement ouvrier des clivages nouveaux. Liant désormais ouvertement le sort des partis sociaux-démocrates à celui de leur nation, leurs dirigeants en faisaient des appareils travaillant à l'assujettissement des travailleurs aux buts de guerre : selon la formule de Lénine, le réformisme se métamorphosait en « *social-chauvinisme* ». Quatre jours après l'assassinat de Jaurès, trois semaines après les proclamations du congrès national en faveur de la « *grève générale ouvrière simultanée* » en cas de guerre, les groupes parlementaires français et allemand votaient les crédits de guerre. A la fin d'août, Jules Guesde et Marcel Sembat entraient dans le gouvernement français d'union sacrée au nom de la défense de la démocratie contre - l'autocratie prussienne tandis que la fraction sociale-démocrate allemande apportait son soutien unanime au chancelier Bethman-Hollweg, au nom de la défense de la « *démocratie* » contre l'autocratie tsariste.

La gauche social-démocrate, isolée dans le pays et dans son propre parti, en butte à la répression conjuguée de l'appareil gouvernemental et de celui du parti, n'était forte que de l'assurance que lui donnait sa victoire théorique sur les tenants du développement pacifique et de la disparition des contradictions du capitalisme. Privée de tous moyens d'expression dans et hors du parti, réduite à des

noyaux d'opposition internationalistes éparpillés et persécutés, elle se préparait pourtant à l'étape suivante, ce moment qu'elle estimait inéluctable où les masses elles-mêmes se dresseraient contre la guerre impérialiste.

Dès les premiers jours d'août, les internationalistes se posent le problème de l'Internationale, plus que jamais nécessaire à leurs yeux après la faillite des efforts dépensés au cours de toute une période historique : Lénine et Rosa Luxemburg, Trotsky, Rakovski et Radek sont d'accord sur cette perspective. Pourtant, la question du « *comment* » suscite hésitations et débats. Nombreux sont ceux qui, comme Rosa Luxemburg, craignent qu'une scission immédiate ne produise qu'une secte : ils hésitent à se couper du « *centre* » qui trouve ses porte-parole dans les partis des pays neutres mais aussi chez les belligérants, dans les courants qui veulent en quelque sorte mettre la guerre entre parenthèses et revenir à l'unité d'avant-guerre par la réconciliation des socialistes et la reconstruction de l'Internationale, au besoin épurée de ses éléments les plus compromis. De 1914 à 1917, les défenseurs des bolcheviks sont peu nombreux, isolés dans le mouvement ouvrier. En Allemagne, le petit noyau internationaliste groupé autour de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, pourtant le plus proche de Lénine, préfère à la lutte pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, la lutte pour la paix et n'accepte pas de prendre les initiatives qui permettraient de poser les jalons de la nouvelle Internationale qu'ils considèrent comme prématurée.

En France, c'est dans la CGT que se constitue le premier noyau de résistance internationaliste : les militants groupés autour de La Vie ouvrière avec Pierre Monatte et Alfred Rosmer qu'appuient la fédération des métaux de Merrheim et celle de l'enseignement de Beniet. Puis l'opposition gagne le parti lui-même ; en avril 1916, plusieurs députés socialistes prennent part à la conférence de Kienthal.

L'année 1917 constitue le tournant décisif qui, malgré la répression, accélère et précise les reclassements amorcés. Le mécontentement, l'opposition à la guerre montent : mutineries dans l'armée française, soulèvement à Turin, grève générale en Espagne, grandes grèves en Grande-Bretagne, en Scandinavie et surtout en Allemagne. Le mouvement culmine avec les révolutions russes de février et d'octobre. A partir de cette dernière s'ébauche un gigantesque reclassement. Elle constitue un exemple et une preuve, donne prestige et autorité à cette « *gauche de Zimmerwald* » qui vient enfin de connaître un premier succès et annonce fièrement son programme : la révolution européenne. Elle donne aux bolcheviks, si longtemps isolés au sein même de la social-démocratie, leurs lettres de crédits et, bientôt, l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire : les premiers, ils ont réussi, vérifié les analyses de Marx, Engels et des théoriciens du socialisme, et l'expérience vécue compte mille fois plus que les pronostics les plus achevés. Une génération entière de cadres ouvriers regarde désormais vers Moscou, vers le parti et l'Etat, bientôt vers la nouvelle Internationale. Le débat de principe, ouvert le 4 août 1914, est posé désormais dans un contexte nouveau, débattu avec passion dans le monde entier par des dizaines de millions d'hommes.

Dès son retour de Russie, Lénine avait fixé comme « *premier devoir à réaliser sans attendre* » la fondation de la Troisième Internationale. Les différentes tentatives du « *centre* » pour reconstruire la Seconde, la montée révolutionnaire en Europe et l'espoir d'une révolution en Allemagne amenèrent les dirigeants bolcheviks à la proclamer en mai 1919. Le but déclaré : « *constituer un centre* » subordonnant les intérêts du mouvement de chaque pays aux intérêts communs de la révolution internationale et se donnant dans cette période de « *effondrement de tout le système capitaliste mondial* », l'objectif de la « *destruction de l'appareil d'Etat bourgeois* » et de l'organisation de la dictature du prolétariat.

Mais il ne suffit pas de proclamer la nouvelle Internationale, encore faut-il gagner le meilleur des forces vives de l'ancienne en même temps que les courants que son opportunisme avait tenus à l'écart du mouvement socialiste, en particulier les syndicalistes révolutionnaires. Pour les bolcheviks, il s'agit donc de mener une lutte implacable contre les éléments « *social-patriotes* » et de détacher les éléments

révolutionnaires du centre par une critique impitoyable de leurs chefs. La rupture organisationnelle avec les « *centristes* » est pour eux absolument nécessaire à une certaine étape du développement.

La situation est pourtant loin d'être identique dans les différents pays. Des regroupements transitoires apparaissent, reflétant l'évolution des masses. En Allemagne, deux ans avant la proclamation de la Troisième Internationale, le développement de l'opposition avait déterminé les dirigeants du parti social-démocrate à prendre des mesures préventives d'exclusion. Les opposants avaient fondé, à Pâques 1917, le parti social-démocrate indépendant (USPD) — un parti de masse de 120 000 adhérents — dont la majorité souhaite renouer avec la tradition d'avant-guerre d'un parti unitaire organisant la coexistence des différentes tendances. Rosa Luxemburg, Liebknecht et le groupe Spartakus décident de rejoindre afin d'en faire évoluer les éléments les plus intéressants vers des positions révolutionnaires. Les « *radicaux de gauche* » qui se veulent les correspondants allemands des bolcheviks s'en tiennent à l'écart et se prononcent, eux, pour un parti indépendant sur une base révolutionnaire.

En France, trois courants divisaient le parti français avant la révolution russe les majoritaires, partisans de l'union sacrée jusqu'au bout qui rassemblent aussi bien Guesde que Vaillant, Cachin que Léon Ilium ; les minoritaires que dirigeant Jean Longuet et Paul Faure et qui, tout en continuant à soutenir les efforts de guerre, demandent la reprise des liens internationaux pour la recherche d'une solution de paix et la gauche attirée par les zimmerwaldiens : Blanc, Brizon et Raffin-Dugens, liés aux syndicalistes du « *Comité pour la reprise des relations internationales* ». L'année 1917 fait apparaître de nouvelles lignes de clivage. Les modérés de la gauche et de la droite se regroupent autour du centre longuettiste, les jusqu'aboutistes sont isolés, mais les partisans de la révolution russe demeurent peu nombreux.

En octobre 1918, le centre devient majoritaire. Cachin est promu directeur de L'Humanité et Frossard, secrétaire du parti. La marche à la scission est inévitable, les bolcheviks la souhaitent et la provoquent avec les vingt et une conditions. Le dilemme est simple : pour ou contre la révolution russe, et, à partir de là, reconstruction de la Seconde Internationale ou adhésion à la Troisième.

On connaît le processus qui conduit à la scission. La droite du « *Comité de résistance socialiste* », qui va de Thomas et Renaudel l'extrême-droite, jusqu'à Léon Blum qui opère la jonction avec les longuettistes, met en garde contre le bolchevisme, inapplicable en France. Le centre reconstituteur, avec Longuet et Paul Faure, veut préserver l'unité du parti et « *reconstruire* » l'Internationale. La gauche, groupée autour du noyau de la « *gauche zimmerwaldienne* », s'organise dans le comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale où se retrouvent les syndicalistes révolutionnaires Monatte et Rosmer et les socialistes Lorient, Vaillant-Couturier et Raymond Lefebvre. Au congrès de Tours, Cachin et Frossard se prononcent, non sans réserves, pour l'adhésion à la Troisième Internationale, en grande partie parce que le mouvement en sa faveur tend dans le parti à devenir irrésistible. Avec les vingt et une conditions d'adhésion, et l'insistance des bolcheviks, la scission de Tours se produit au milieu du centre : Longuet, expressément exclu par l'IC, Paul Faure, Mistral demeurent avec Blum et la droite, cependant que Cachin, Frossard et Raffin-Dugens votent pour l'adhésion à la Troisième Internationale.

Le partage est fait, en principe, entre « *révolutionnaires* » et « *réformistes* ». La réalité n'est pourtant pas aussi simple et les nuances revêtent ici toute leur importance. Dans le nouveau parti communiste, confluent en effet de vieux courants socialistes à teinte guesdiste, des équipes de jeunes éveillés à l'action politique par la guerre, des anciens combattants, une partie de l'ancien syndicalisme révolutionnaire avec, comme toile de fond, l'attraction exercée sur les masses par la révolution russe. Mais le parti socialiste continue, lui aussi, à se réclamer en partie de la tradition guesdiste que Paul Faure, Séverac, Bracke, Lebas, Osmin, Zyromski et, plus tard, Marceau Pivert ne cesseront de revendiquer. La SFIO ne se déclare pas « *réformiste* ». A la différence des socialistes anglais ou allemands, elle considère « *la violence révolutionnaire* » comme un « *suprême recours* ». La « *vieille maison* » a certes perdu la majorité de ses adhérents et, avec 30 000 militants, elle est loin derrière le parti communiste, mais elle conserve la majorité des élus, députés et maires. Ses dirigeants, profondément divisés, la veille, ceux du

« *Comité de résistance socialiste* » et les « *reconstructeurs* », sont, pour l'essentiel, unis contre ceux qu'ils appellent les « *scissionnistes* », avec lesquels la polémique — souvent injures et coups — va faire rage pendant plus de dix ans. Nouveau patron de l'appareil, Paul Faure, entouré de son équipe « *néo-guesdiste* », et Léon Blum, principal théoricien du parti, sont contraints de mettre leurs divergences au second plan. Ce dernier a donné à Tours une conclusion toute provisoire « *Pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison* ».

Cette reconstruction va être grandement facilitée par la politique du PC. Parti communiste et parti socialiste nés de la scission de Tours continuent, en effet, à constituer deux éléments organiquement liés du mouvement ouvrier français, alors même qu'ils s'opposent violemment. Le cours suivi par le PC, « *bolchévisé* », puis « *stalinié* », les zig-zag et l'incohérence de sa politique conduisent à son isolement dans la classe ouvrière, ce dont la SFIO bénéficie directement.

La vieille maison reconstruite

La 13^e conférence du PC russe, en janvier 1924, consacre la défaite de Trotsky et de l'opposition constituée en 1923 en faveur d'un « *cours nouveau* » démocratique. La victoire de Staline et Zinoviev, puis le règne sans partage du premier viennent interrompre brutalement la transformation du PC français. En quelques années, ce parti social-démocrate de type ancien se transforme en un parti de type nouveau : un parti stalinien. A proprement parler, il n'y a jamais eu de parti « *communiste* » en France. La crainte des dirigeants russes de voir des partis communistes prendre fait et cause pour l'opposition les amène, sous couleur de « *réorganisation* » et de « *bolchévisation* », à se débarrasser des éléments indépendants susceptibles de soutenir l'opposition russe. Pour ce faire, l'exécutif de l'Internationale jouit du prestige que lui confère la révolution d'Octobre, dispose de moyens matériels importants qui permettent la sélection d'un appareil permanent vivant grâce à l'exécutif et dépendant étroitement de lui. Le cours du parti est profondément transformé : c'est le triomphe du « *léninisme* » érigé en religion, l'attachement bruyant au monolithisme, à l'unité, la disparition des tendances et des discussions, la chasse aux opposants, l'unanimité dans les votes et les batailles dans le huis-clos de l'appareil sanctionnées par des épurations périodiques. Le PC français épouse désormais tous les tournants décidés par Staline, maître absolu du PCR et de l'IC. De 1924 à 1925, les PC se comportent comme s'ils se trouvaient partout une situation révolutionnaire alors qu'au lendemain du fiasco de 1923, la stabilisation est évidente. Les dirigeants de l'IC mettent à profit celle première période ultra-gauche pour se débarrasser de Monatte et Rosmer, partisans de Trotsky, qui protestent contre le caporalisme.

La chute de Zinoviev, en 1925, entraîne celle de ses protégés, Treint et Suzanne Girault, à l'exception de ceux qui rallient le camp du vainqueur Staline : Semard, Doriot et Thorez. Elle ouvre une nouvelle période qui voit en Russie la politique « *prokoulak* » sous la houlette de Boukharine, nouveau secrétaire de l'IC. Période d'« *opportunisme avoué* », elle est marquée par la dissolution du PC chinois dans le Kuomintang de Tchang Kai-chek, nommé président d'honneur de l'IC, par la politique dite du Comité anglo-russe qui conduit à l'échec de la grève générale anglaise de 1926 et en France par des alliances avec les républicains socialistes et radicaux. Au lendemain de la défaite de la révolution chinoise de 1927, s'ouvre, selon le titre d'une brochure de Trotsky, « *La troisième période d'erreur de l'IC* ». La situation proclamée révolutionnaire dans le monde entier, les masses sont censées se radicaliser tous les jours un peu plus, les assauts menés de façon minoritaire par les militants du PC sont présentés comme des « *assauts révolutionnaires du prolétariat* ». Les socialistes, rebaptisés « *social-fascistes* » deviennent l'ennemi numéro un. Une telle politique, si elle favorise la sélection d'un appareil docile, décime les rangs du PC et l'isole. En 1929, il n'a plus que 35 000 membres, un peu plus de 20 000 en 1932, alors qu'il en avait plus de 120 000 au lendemain de la scission de Tours.

Le rôle répulsif de la stalinisation du parti communiste, sa politique aventuriste et ultra-gauche favorisent la reconstruction de la SFIO et suscitent en sa faveur un contre-courant des militants ayant

adhéré au parti communiste dans l'élan de la scission de Tours et de la fondation de la Troisième Internationale. Dans les rangs de la SFIO se retrouvent des militants qui ont effectué au parti communiste un séjour plus ou moins long : Frossard, Maurice Paz, Amédée Dunois... Parmi les futurs compagnons de Marceau Pivert dans la Gauche révolutionnaire, Lucien Hérard a adhéré au parti communiste en 1921 sous l'influence d'Albert Mathiez ; responsable de la fraction communiste dans la fédération unitaire de l'enseignement, il quitte le parti communiste en 1926, participe à la fondation de la fédération communiste indépendante de l'Est, puis rejoint la SFIO en 1934. Maurice Jaquier, secrétaire administratif de la Gauche révolutionnaire et du PSOP, a milité au parti communiste de 1922 à 1926, date à laquelle il rejoint la tendance de la SFIO, « *Action socialiste* ». Henri Goldschild, un des fondateurs de la Gauche révolutionnaire, futur trésorier du PSOP, est un socialiste d'avant-guerre, militant des Jeunesses socialistes à quinze ans : il a rejoint après Tours le parti communiste et la jeunesse communiste, les quitte en 1922 pour adhérer à l'Union fédérative socialiste et retourne avec elle en 1924 à la SFIO. Claude Beaurepaire est sympathisant du parti communiste dans les années 20 ; c'est pourtant à la SFIO qu'il adhère en 1931.

La conjoncture économique et sociale favorise également ce processus de reconstruction. La stabilisation relative qui suit la crise d'après-guerre redonne une certaine vie aux illusions réformistes et parlementaires. De plus, la conjoncture de la vie politique française permet à la SFIO de faire une cure d'opposition bénéfique et de retrouver, grâce à l'alliance électorale avec les radicaux, une audience électorale importante. En 1925, la « *vieille maison* » a déjà retrouvé 110 000 membres ; aux élections de 1924, elle obtient 101 sièges de députés et environ un million cinq cent mille voix. Bien que contestée par le parti communiste dans les régions industrielles, elle conserve son bastion ouvrier du Nord, progresse dans les zones rurales aux dépens du radicalisme et redevient, en particulier grâce à ses liens avec la CGT, le principal parti ouvrier français, largement pénétré, il est vrai, d'une mentalité petite-bourgeoise.

Marceau Pivert au temps de la reconstruction

Marceau Pivert est l'un des nombreux militants qui rejoignent le parti socialiste dans cette période. Rien ne semble à cette époque le destiner à prendre un jour la tête de l'opposition de gauche dans la SFIO. D'une famille campagnarde de tradition républicaine de Seine-et-Marne, il est entré à l'école normale d'instituteurs de Nemours. Mobilisé en décembre 1914, il va au combat « *tout feu, tout flamme, le crâne encore bourré par son professeur d'histoire* ». En 1917, gazé, il est évacué et réformé à 60 070. Comme le note Jean Rabaut,¹ il a tiré de son expérience le dégoût de la guerre et la haine du haut commandement et épouse l'état d'esprit pacifiste et antimilitariste des fantassins de 1917. De retour à la vie civile, il reprend son métier d'enseignant, exerce comme instituteur, puis entre à l'école normale de Melun où il reçoit l'enseignement d'Albert Thierry, syndicaliste révolutionnaire, disciple de Pelloutier et ami de Monatte. Il fonde l'association des anciens combattants de l'enseignement public dont il devient le premier secrétaire général, milite au syndicat national des instituteurs et devient membre de son conseil national. Il doit au riche député Pierre-Etienne Flandin d'être sanctionné par le ministre de l'Enseignement public, Léon Bérard. C'est en 1922 qu'il adhère au parti socialiste, dont il reconstitue la fédération de l'Yonne. Farouchement laïque, pacifiste et républicain, il ne semble pas s'être alors situé particulièrement à gauche : il se fait initié à la franc-maçonnerie et donne son adhésion à la « *Ligue de la République* » animée par le républicain socialiste Paul Painlevé, d'orientation cartelliste. Il va à Paris, poursuit ses études à la Sorbonne où il travaille sous la direction du professeur Bouglé à une étude sur Constantin Pecqueur, économiste collectiviste. Reçu à l'école normale primaire supérieure de Saint-Cloud (sciences), il passe le concours d'inspecteur des écoles primaires et de directeur d'école normale mais ne recevra jamais de nomination et doit se contenter, durant des années, d'un poste dans un cours complémentaire de la Seine, avant de devenir, à la Libération, professeur de physique au collège Jean-Baptiste Say où il enseigne les mathématiques et la physique. Assoiffé de connaissance, il s'était plongé avec la même ardeur dans l'action politique. Etudiant, il est l'un des dirigeants des étudiants socialistes, puis en 1930, secrétaire, avec Jean Zyromski, de la fédération socialiste de la Seine. Il fait alors figure de

second de Zyromski, les deux hommes sont pourtant fort différents. Daniel Guérin, qui vient du syndicalisme révolutionnaire, prend contact en 1930 avec le parti socialiste. Il se sent peu attiré par « *la vieille maison* » et le caractère un peu étriqué de ses militants mais est immédiatement frappé par les deux hommes qui représentent, dit-il, deux « *exceptions* » dans le parti socialiste. Il note cependant les différences : « *Jean Zyromski — il vient d'atteindre la quarantaine — est un « guesdiste » de la vieille école, sanguin, hirsute, tonitruant, quelque peu démagogue. A la tribune, il frappe du poing, le visage empourpré, les yeux injectés, sa voix de stentor près de s'étrangler* »². Marceau Pivert, écrit-il, n'est pas pétri dans la même pâte : « *Marceau fait jeune : il n'a pas plus de trente-cinq ans. Il est séduisant, corps élancé, regard clair, mise soignée, lèvres sensibles que ponctue une petite moustache bien taillée, teint pâle et narines pincées d'ancien gazé. Dans la rue, il se coiffe d'un martial béret basque* »³.

Selon Georges Lefranc, Marceau Pivert est plus « *un propagandiste qu'un penseur* » avec un verbe romantique où l'appel au sentiment et à l'action compte plus que les affirmations doctrinales. Daniel Guérin note en lui « *quelque chose de simple, de sobre, de sincère qui, dès le prime abord, inspire la confiance et lui attache fortement aussi bien ses élèves que, dans le parti, les militants de base* ». Jugement semblable chez Jean Rabaut :

« *Sur son tempérament, aucun doute : Marceau Pivert est un fougueux, un combatif, un brin romantique. Un homme de droiture aussi, étranger à toute petitesse, à toute vanité, à toute ambition étroite. Il y a de l'apôtre en lui, y compris la candeur, une candeur qui parfois l'amène à commettre des maladresses, à faire sourire de lui ses camarades qui l'aiment bien et ne l'en suivent pas moins... Au total, il a du rayonnement personnel. Est-ce par l'effet de ses qualités de tribun, de sa supériorité intellectuelle ? Non, il est un orateur de bonne qualité, mais point transcendant ; il n'est pas un théoricien. Mais le courage, l'ardeur, la générosité, la bonne volonté sont si évidents chez lui qu'ils forcent le respect des adversaires de tendance, pourvu qu'ils ne soient pas des hommes d'appareil* »⁴.

Le revers de la médaille de ces incontestables qualités sera, note Daniel Guérin, l'hétérogénéité de ses partisans, liés à lui « *moins par une claire identité de vues politiques que par une allégeance personnelle* ». Pour l'instant, en tout cas, l'histoire n'a pas encore créé de situation où puissent s'épanouir ses qualités et se révéler ses faiblesses.

Les dix années qui suivent le congrès de Tours ne sont en effet marquées par aucun mouvement de grande ampleur du prolétariat. La stabilisation économique favorise l'offensive bourgeoise tandis que la politique du PC rend impossible tout front unique susceptible de redonner l'initiative au prolétariat. La vie politique se cantonne, dans une large mesure, dans la sphère parlementaire, ce qui n'est pas pour déplaire aux dirigeants de la SFIO, soucieux de reconquérir une audience électorale, mais fait bien vite ressurgir la tentation du pouvoir et les conflits qui en découlent. Jusqu'en 1933, la question de la participation est une constante de la vie du parti, monopolise les débats et nourrit la bataille de tendances. En 1924, une minorité se forme à droite, qui réclame la formation d'une alliance durable avec les radicaux-socialistes. Léon Blum en prenant position pour un simple accord stratégique « *d'une minute* », limité aux cas où cette alliance s'avère indispensable pour battre la réaction, puis pour un « *soutien sans participation* », réalise l'unanimité. Le problème ressurgit pourtant à chaque crise et aboutit à la formation de deux blocs irréductibles : les « *participationnistes* », appuyés sur le groupe parlementaire et l'organe de tendance La Vie socialiste et les « *anti-participationnistes* » appuyés sur la CAP, qui créent en 1927, La Bataille socialiste. L'antagonisme entre participationnistes et anti-participationnistes, entre le groupe parlementaire et la commission administrative permanente (CAP), ne cesse désormais de s'aggraver. Le discours de Paul Faure au congrès extraordinaire de janvier 1926 est une explosion de colère et d'impatience à l'égard des « *concessions* » faites à l'aile droite durant les derniers mois, un réquisitoire contre la politique du groupe parlementaire. Léon Blum, dans un effort de synthèse qui aboutit surtout à retarder le conflit, opère la fameuse distinction entre la « *conquête* » et l'« *exercice du pouvoir* » : si les socialistes étaient amenés au pouvoir par une victoire électorale, ils auraient à respecter « *le cadre du régime capitaliste* » et ne devraient pas chercher à transformer l'« *exercice* » en « *conquête* ».

» du pouvoir. L'introduction de cette nouvelle formulation vise à donner satisfaction à la volonté de participer de la droite et du groupe parlementaire sans pour autant renier les principes. Malgré ces tentatives de conciliation, le climat se détériore. La tension semble à son comble lorsque, le 26 octobre 1929, le groupe parlementaire se prononce pour accepter l'offre de Daladier de participer à la formation du cabinet. La CAP condamne sévèrement l'attitude du groupe, mais le vote au conseil national montre que la droite participationniste n'est pas loin de l'emporter : 1590 mandats seulement suivent la CAP contre 1 450 en faveur de la participation. Au congrès extraordinaire convoqué pour trancher le différend, les 25 et 26 janvier 1930, Paul Faure, en faisant appel à la défense du parti et jouant sur un antiparlementarisme toujours vivace, parvient à conserver une majorité qui pour être réelle n'est plus confortable (2 066 contre 1 507). L'habileté de Léon Blum proposant pour la préparation des élections de 1932, Les Cahiers de Huyghens, allait pourtant retarder le conflit de quelques mois. Il envisageait la possibilité d'un gouvernement de coalition avec les radicaux, mais il ne s'agissait encore que de propositions au cas où le parti deviendrait le premier parti à la Chambre. Si la formule blumiste de « *participation sous conditions* » s'imposait majoritairement, chacun donnait un sens différent aux « *conditions* ». Pour les antiparticipationnistes, il s'agissait de faire la « *preuve expérimentale* » de l'impossibilité d'une participation socialiste. Ils proposaient un programme minimum allant bien au-delà des propositions de Léon Blum. La position de l'aile droite était radicalement inverse : elle pensait qu'il fallait tout tenter pour faciliter la participation gouvernementale des socialistes et, par conséquent, limiter la portée des conditions. En tout état de cause, les antiparticipationnistes admettaient théoriquement la possibilité d'une participation socialiste à un gouvernement dans le cadre du régime capitaliste. Il viendra un jour où ces « *conditions* » paraîtront peu de choses pour obtenir une participation socialiste, jugée nécessaire pour apaiser les assauts révolutionnaires des masses. Léon Blum ne se fera alors pas faute de rappeler à Marceau Pivert ce vote unanime du congrès de 1932.

Mais cette contradiction, comme bien d'autres, n'apparaîtra qu'avec une nouvelle crise mondiale : au cours des années 30, quand l'orage de la crise économique secoue le monde et dissipe les illusions, les militants socialistes se retrouvent confrontés à des questions qu'ils avaient cru pouvoir résoudre, voire éluder : la social-démocratie découvre alors qu'elle n'était pas véritablement sortie de la crise ouverte en 1914 et que la « *crise dans la crise* » lui impose des choix nouveaux.

Notes :

1. Rabaut (Jean), Tout est possible ! Les gauchistes français 1929-1944, p. 133.
2. Guérin (Daniel), Front populaire, révolution manquée, p. 16.
3. Ibid.
4. Rabaut (Jean), op. cit., p. 134.

Chapitre 2

Crise dans la crise



L'échec de la révolution allemande en 1923 avait constitué le point de départ d'une stabilisation, d'ailleurs toute relative, du monde capitaliste. La révolution était refoulée et contenue aux limites de l'ancienne Russie. L'économie, entraînée par la « *prospérité* » américaine, semblait retrouver un second souffle et les régimes politiques amorçaient un retour « *à la normale* ». Pourtant, les contradictions qui

avaient conduit à la guerre, provoqué la vague révolutionnaire et entraîné une nouvelle distribution des forces au sein du mouvement ouvrier, n'avaient pas disparu pour autant. La crise mondiale qui éclate aux Etats-Unis en 1929 est l'expression de la crise fondamentale de la société, un nouveau développement, à un stade supérieur, de l'ère des guerres et des révolutions. Les années 1923-1929 n'auront finalement constitué qu'un court intermède avant que les relations entre les classes et les bourgeoisies européennes ne redeviennent à nouveau explosives.

La crise mondiale

La crise disloquait le marché mondial et la division internationale du travail au chômage des millions de travailleurs, ruinait du jour au lendemain petits bourgeois et petits paysans. Cette fois, elle frappait au cœur. Elle était partie des Etats-Unis, plus durement touchés, expression de leur rôle mondial nouvellement acquis et du caractère mondial de la crise. Mais la dépendance nouvelle des pays capitalistes d'Europe à l'égard du nouveau maître conduisait à ce qu'une fois de plus, c'était en Allemagne que le destin de l'Europe allait se sceller. La défaite, les amputations du territoire, la perte des colonies, l'encerclement économique sur le continent, des réparations écrasantes, concentraient en Allemagne des contradictions insoutenables. La « prospérité » économique des 1924-1929 et l'aide de Etats Unis avaient quelque peu relâché l'étau. La crise mondiale le resserrait transformant l'aide financière américaine en véritable catastrophe nationale.

Crise économique et sociale, la crise est aussi crise politique de la domination de classe. Le parlementarisme de fraîche date constitué en Allemagne autour de la République de Weimar, « *la plus démocratique du monde* » selon ses défenseurs, avec ses pouvoirs étendus au Reichstag élu au suffrage universel et à la proportionnelle, qui limitaient le pouvoir du président de la République, était impuissant à donner une réponse à cette épouvantable catastrophe. Pour le capital financier, il n'y avait d'autres issues que d'écraser le prolétariat, broyer ses organisations, instaurer une dictature de fer et préparer l'aventure d'une nouvelle guerre européenne qui lui ouvrirait par la force des armes les marchés que le traité de Versailles lui avait refusés. Avant de déchaîner les troupes du fascisme, la grande bourgeoisie allemande hésita. S'appuyer sur la social-démocratie signifiait accepter des concessions sociales infiniment trop coûteuses et aux résultats incertains, mais déchaîner les bandes fascistes ne lui apparaissait pas sans risque. Obligés de tolérer l'existence des organisations ouvrières dans la mesure où ils n'avaient pas la force de les liquider, contraints de tolérer et de protéger les fascistes comme rempart contre la révolution, les gouvernements bonapartistes de Brüning, Von Papen, Von Schleicher, marquent les étapes de ces oscillations, prélude à l'écroulement de l'équilibre ancien.

Les nazis arrivaient au pouvoir sans même que la classe ouvrière ait pu combattre. Le prolétariat le plus puissant d'Europe par sa place dans la production, son poids social, la force de ses organisations, n'avait manifesté aucune résistance lors de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, obtenu sans peine devant les rangs ouvriers divisés. La social-démocratie allemande s'était accrochée à la légalité, au parlementarisme en cours de liquidation. Pensant trouver son salut dans l'Etat, elle avait appelé en 1932 à voter pour le président Hindenburg, celui-là même qui, en janvier 1933, appelait Hitler au pouvoir, elle avait refusé de mobiliser la force pourtant considérable du parti, des syndicats et de la Reichsbanner. De leur côté, le parti communiste allemand et l'Internationale communiste, à travers la politique du « *social-fascisme* », avaient dressé un mur entre ouvriers socialistes et communistes. Le PCA considérant, selon la formule de son dirigeant, Thaelmann, que « *l'arbre nazi* » ne devait pas cacher la « *forêt social-démocrate* », en tirait la conclusion que l'ennemi principal était la social-démocratie et mena la politique du pire en affirmant que la victoire du nazisme, loin de constituer un événement capital, était une « *étape historique nécessaire* », le dernier stade du capitalisme avant la révolution sociale. Deux mois après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le comité exécutif de PIC alla jusqu'à affirmer que l'établissement d'une dictature ouverte, détruisant dans les masses les « *illusions démocratiques* », les libérait de l'emprise de la social-démocratie et précipitait l'Allemagne sur la voie de la révolution prolétarienne.

La crise de domination de classe qui conduit à la victoire hitlérienne est loin de constituer un phénomène spécifiquement allemand. L'Allemagne n'est que la première expression la plus aiguë, il est vrai d'une crise générale de la démocratie la bourgeoise et du système parlementaire minant les bases du réformisme social-démocrate.

A vrai dire, la crise de domination de classe des bourgeoisies avait constitué un phénomène général au lendemain de la guerre. L'incapacité de la bourgeoisie à surmonter la crise révolutionnaire par les moyens parlementaires dans le cadre de sa propre légalité l'avait amenée, pour gagner ou empêcher la guerre civile, à se doter de régimes « exceptionnels » : recours à des gouvernements de « gauche » à participation ou à soutien socialiste en Angleterre et en France. Après l'échec de la révolution allemande de 1923, à la stabilisation économique avait correspondu celle des régimes politiques. Le fascisme semblait reculer, les éléments « démocratiques » de la bourgeoisie accédaient au pouvoir. Le retour à la normale était d'ailleurs tout relatif avec les coups d'Etat de Pologne, du Portugal, et de Yougoslavie, à la fois limité dans le temps et d'une grande fragilité. La situation allemande illustre les limites de cette « restauration » des démocraties : avec la présence permanente des formations paramilitaires de droite comme du mouvement ouvrier, la République de Weimar avait des allures de veillée d'armes.

Le réformisme s'était constitué dans la période ascendante du capitalisme. Il avait trouvé ses bases objectives dans la prospérité réelle de toute la période d'avant-guerre. Il vivait, à la fois, des concessions du capitalisme qui constituèrent l'aristocratie ouvrière et de la collaboration avec l'Etat bourgeois par l'entremise des institutions parlementaires. A partir de la première guerre mondiale, la tendance générale est à la disparition de ces bases objectives : la crise économique et sociale rend impossibles des concessions sérieuses et durables, la crise de domination de classe fait passer le centre de la vie politique hors des assemblées parlementaires. Pourtant la force de résistance des partis sociaux-démocrates, de leurs appareils ainsi que celle des appareils bureaucratiques des centrales syndicales qui leur étaient liées, se révélèrent extrêmement grandes et permirent à ces partis de sauver de la révolution la société bourgeoise européenne au cours de la vague révolutionnaire de 1917-1923. Cette force, les partis socialistes la puisaient dans leur origine, dans la fonction d'organisation de la classe ouvrière qu'ils avaient jouée au cours des décennies précédentes. Le fait que n'existait pas, hors le parti bolchevique de véritable parti communiste capable de combiner la lutte pour arracher les masses à l'influence de la social-démocratie, constitua dans cette conjoncture un élément déterminant. Ce n'est, en effet, qu'à ses troisième et quatrième congrès que l'Internationale communiste commença l'élaboration d'un programme et d'une stratégie complète. Mais, entretemps, la combinaison de la résistance à l'unité des partis sociaux-démocrates et l'absence d'authentiques partis communistes entraînaient les défaites du mouvement révolutionnaire en Europe.

La « stalinisation » du parti et de l'Etat russes, de l'Internationale et des partis communistes — expression, puis facteur du recul et des échecs de la révolution mondiale — donnait à la social-démocratie un sursis inespéré. Mais, simultanément, la crise mondiale du capitalisme et de l'état démocratique remettait à nouveau en cause l'influence des partis socialistes dans la classe ouvrière, minait les bases mêmes du réformisme, nourrissait en son sein le développement de courants de gauche, qui menait, au sein des partis socialistes, vers de nouvelles scissions.

L'Allemagne, nous l'avons dit, fut le premier pays d'Europe à être touché de plein fouet par la crise, et, tout naturellement, c'est là que s'exprima d'abord la rupture entre l'Etat bourgeois et le réformisme. Au nom du « moindre mal », les dirigeants de la social-démocratie allemande donnèrent leur appui à des gouvernements bonapartistes qui ouvraient la voie au fascisme. Dans les rangs du parti social-démocrate, les traditions démocratiques autant que les réactions de nombre de militants face à ce reniement, provoquèrent la cristallisation d'une aile gauche, animée par Rosenfeld et Seydewitz, qui combattait la politique de capitulation de ses dirigeants. Pourtant la puissance de l'appareil bureaucratique fut une fois encore suffisante pour obtenir en 1931 l'exclusion de ces opposants et la poursuite de cette politique à la fois prudente et suicidaire. Les militants exclus allaient alors participer,

avec une partie de l'opposition de droite exclue du parti communiste allemand, à la fondation d'un nouveau parti, le parti socialiste (SAP) : une scission à gauche qui était un signe des temps, mais à laquelle la victoire nazie ne laissa pas le temps de développer ses conséquences jusqu'à leur terme.

Crise mondiale de la social-démocratie

La crise mondiale impliquait certes la crise du réformisme, mais les formes de cette crise et les résultats auxquels elle aboutissait dans chaque pays n'étaient pas pour autant donnés d'avance. La montée du nazisme avait abouti en Allemagne à l'exclusion de l'aile gauche. En France, elle conduisait à celle de la droite. Question capitale que celle de la réaction des différents partis socialistes face à la « peste brune », selon l'expression du futur dirigeant de la Gauche révolutionnaire, Daniel Guérin. D'elle dépendaient, en effet, dans une large mesure, le sort du prolétariat organisé et celui de millions d'hommes, d'elle dépendait, dans une large mesure, la possibilité d'opposer aux bandes nazies le front de classe qui pouvait seul leur barrer la route. Les socialistes français ont disposé de plus de temps. La France semble, en effet, échapper initialement à la crise. L'arriération relative de l'économie, sans rapport avec le rôle politique mondial que la France continue à jouer, la préserve des convulsions qui partent de Wall Street. Protégée par son retard économique et sa faible intégration aux échanges mondiaux, elle n'échappera cependant pas à la crise, en particulier après la dévaluation anglaise qui porte atteinte à la compétitivité des prix. L'impuissance parlementaire, la paralysie et la floraison des scandales provoquent une vague d'antiparlementarisme et contraignent les milieux capitalistes à chercher une politique de rechange.

De leur côté, les masses tentent de trouver une issue à l'impasse où les conduisent à nouveau le système capitaliste et l'impuissance révélée des deux Internationales. La défaite allemande nourrit certes amertume et découragement, mais elle provoque également réflexion et volonté d'empêcher un dénouement identique. Un mouvement surgit des profondeurs, s'amorce pour le droit de vivre, les revendications et la lutte contre le fascisme. Des luttes partielles annoncent des combats de grande envergure. Les masses pressentent que « cela ne peut plus durer » et tentent d'éviter d'avoir, une fois encore, à faire les frais de la crise. Elles tendent à imposer à leur parti leurs propres exigences et, au premier chef, celle de l'unité qui a si cruellement manqué en Allemagne.

Il peut sembler paradoxal que ce mouvement conduise dans une large mesure les masses vers la social-démocratie alors qu'une seconde fois, en moins de vingt ans, elle vient de connaître en Allemagne une épouvantable faillite. Apparent paradoxe que la crise qui mine les bases du réformisme aboutisse, au moins dans un premier temps, au renforcement du parti socialiste. Telle est pourtant la réalité. Pour les larges masses qui n'accèdent à la conscience qu'en gravissant un à un les degrés de l'expérience, les seuls outils disponibles pour l'action immédiate sont les partis traditionnels, socialiste et communiste : leur premier mouvement est de tenter de leur faire changer leur politique.

Les partis socialistes s'appuient à cette époque sur une tradition que les PC ont été incapables de remettre en question et ils peuvent encore apparaître comme les plus efficaces. Les frontières entre les deux partis, en France, épousent les lignes de différenciations sociales, puisque le PC n'organise guère que des ouvriers non qualifiés et des chômeurs et demeure donc, dans une large mesure, marginal. De plus, en dépit de la réelle autonomie de l'appareil et du groupe parlementaire, le parti socialiste semble proposer un modèle de démocratie interne plus réelle que celle du PC où la chasse aux opposants s'accompagne des dénonciations rituelles qui rebutent plus d'un militant ou sympathisant. La longue « cure d'opposition » de la SFIO, la latitude qu'elle a donnée à ses dirigeants d'utiliser un langage « gauche », la nécessité qui pèse sur elle de défendre les formes démocratiques pour survivre, la font apparaître comme plus « unitaire », plus « démocratique » et surtout plus digne de confiance quand elle se réclame de l'héritage du mouvement socialiste français : c'est vers le parti socialiste que se tournent à nouveau des di-maigres de milliers de militants, anciens qui se remettent à la tâche, jeunes qui se lancent dans la bataille.

Cet afflux de militants, les exigences croissantes des masses qui se tournent vers le parti, se combinent aux effets de l'impasse de la crise du capitalisme et de l'impact de la catastrophe allemande pour diviser profondément l'appareil, désormais écartelé entre deux comportements dont l'aboutissement lui semble, de toute façon, sa propre condamnation à mort : la « *capitulation* » ou l'« *aventure* ». Pour nombre de dirigeants socialistes même, c'est en effet comme une « *capitulation* » qu'apparaît la politique menée par les sociaux-démocrates allemands : Paul Faure,¹ secrétaire général et patron de l'appareil, l'explique dans un ouvrage au titre significatif, *Au seuil d'une révolution*, où il reproche à la social-démocratie allemande d'avoir « *subordonné* » sa doctrine et sa « *mission révolutionnaire* » aux réformes, et d'avoir renoncé à la « *lutte révolutionnaire imposée par les circonstances* ». Il note qu'en Allemagne on découvre « *jour par jour* » ce « *qu'on ne doit jamais faire* » sous peine d'aboutir au même effondrement lamentable.

Largo Caballero, secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol en vient à des conclusions semblables. Cet ancien conseiller d'Etat de Primo de Rivera, et futur ministre d'Azana emprisonné à la suite de l'écrasement de l'insurrection des Asturies en octobre 1934 dans laquelle le parti socialiste avait pris une part essentielle, constate que le parti socialiste a poussé la « *loyauté* » jusqu'à contribuer à faire adopter la législation répressive utilisée contre les travailleurs et à empêcher des grèves qui auraient bouleversé l'économie du pays. Il constate que la bourgeoisie n'a pas fait preuve de la même loyauté en chassant le parti socialiste de façon ignominieuse du pouvoir et conclut que les socialistes continueront à lutter dans le cadre de la légalité, mais que, si le gouvernement en sort, alors ils « *feront ce que j'ai dit devant le tribunal militaire quand a comparu devant lui le Comité révolutionnaire : que nous étions allés à la révolution parce que le gouvernement de la monarchie n'autorisait pas la liberté comme il aurait dû le faire et que la classe ouvrière ne trouvait pas de solutions immédiates pour l'amélioration de ses conditions* »².

Paul Faure reprochait à la social-démocratie allemande son « *parlementarisme* », il lui reprochait aussi de n'avoir pas « *voulu ou pas su* » utiliser la force de l'organisation d'autodéfense de la Reichsbanner. Le 12 février 1934, les travailleurs autrichiens combattent, encadrés par l'organisation d'autodéfense social-démocrate Schutzbund. Ils sont écrasés par l'armée du chancelier Dollfuss et les fascistes de la Heimwehr. En Espagne, lorsque le parti socialiste se décide à se défendre même, en octobre 1934, dans les conditions les plus défavorables, qu'il avait lui-même préparées, et organise l'insurrection, le mouvement des masses reste sporadique, les anarcho-syndicalistes refusent de soutenir une insurrection dirigée par des « *politiciens traîtres* » et l'armée espagnole peut noyer dans le sang la « *commune des Asturies* » isolée.

Face à des Paul Faure et à des Largo Caballero qui stigmatisent la capitulation socialiste en Allemagne, la droite socialiste peut désormais rétorquer que la lutte armée n'a abouti qu'à un sanglant écrasement des combattants ouvriers d'Autriche et d'Espagne les grands combats de classe de 1934 semblent enfermer l'appareil social-démocrate dans l'insoluble dilemme de la capitulation ou de l'aventure comme étapes vers l'écrasement. Mais, pour la grande masse des travailleurs français et espagnols, 1934 est à la fois l'année de l'unité esquissée et partiellement réalisée au combat, et celle de l'issue. C'est dans ce mouvement que se forge au sein du parti socialiste le courant unitaire et révolutionnaire qui constitue le sujet de notre étude.

La Bataille socialiste face aux « *néos* »

L'élan donné au mouvement ouvrier par la crise, la permanence du danger « *révisionniste* » provoquent la crise la plus sérieuse que la SFIO ait connue depuis Tours. L'occasion en est une offre classique de participation ministérielle de Daladier au groupe parlementaire socialiste, au lendemain de la chute du cabinet Paul-Boncour, le 28 janvier 1933. La majorité du groupe parlementaire autour de Compère-Morel, Renaudel et Marquet se prononce pour l'acceptation. Lebas et Bracke, rejoints par Léon Blum, y sont opposés dans la mesure où Daladier refuse les conditions, pourtant bien timides des Cahiers de

Huyghens. Déat et Auriol proposent de demander à Daladier une déclaration dans laquelle il s'engagerait à mener une action gouvernementale inspirée des orientations générales proposées au parti radical par le parti socialiste. Après le refus de Daladier de souscrire un engagement pourtant bien limité, la participation semble une fois encore repoussée à des jours meilleurs. Pourtant le groupe parlementaire persévère. Le 5 février, le conseil national rappelle à l'ordre le groupe des 64 députés. Il fait remarquer que le groupe parlementaire ne peut engager le parti sans son assentiment exprès et précise qu'il n'est pas autorisé à collaborer à la Chambre de façon permanente et organique avec d'autres partis. Le groupe parlementaire en appelle à un congrès extraordinaire et apporte un soutien systématique au cabinet Daladier dont il approuve les mesures déflationnistes parmi lesquelles la diminution du traitement des fonctionnaires. Conscient de l'hostilité du parti, Léon Blum prend les devants et présente aux votes du congrès une motion contre la participation qui l'emporte par 2 807 mandats contre 925 à celle que défend Renaudel. Blum s'est vu contraint d'accepter les amendements de Jean Zyromski et de Marceau Pivert qui « *gauchisent* » sa motion. Le climat du congrès est très antiparlementaire. Séverac, bras droit de Paul Faure, parle de la nécessité d'exclure la droite. La marche à la scission est effectivement engagée après que le groupe parlementaire ait annoncé son intention de ne rien changer à son attitude. Au congrès national ordinaire de juillet 1933, la motion de Paul Faure condamnant l'attitude du groupe parlementaire est adoptée par 2 197 voix contre 911 à une motion Vincent Auriol qui se contente d'exprimer des regrets et 752 à celle de Renaudel qui l'approuve. Fin octobre, la rupture est consommée, quelques jours avant la session du conseil national où allait être décidée, à la demande de la CAP, l'exclusion de six députés, de ceux qu'on appelle alors les « *néo-socialistes* » ou, tout simplement, les « *néos* ».

Le congrès de juillet 1933, révèle la signification de la scission néo. Ces derniers se livrent en effet à une attaque en règle contre la doctrine et la tactique du socialisme traditionnel. Influencé par les théories du belge Henri de Man, Marcel Déat demande au parti d'étendre son Influence auprès des classes moyennes pour « *gagner le fascisme de vitesse* ». Adrien Marquet lance son fameux triptyque : « *ordre-autorité-nation* ». Les néos veulent battre le fascisme « *national* », prétendent planifier le capitalisme, n'hésitent pas à emprunter au fascisme des formules qu'ils estiment « *modernes* » par rapport aux analyses traditionnelles, « *dépassées* ». Ils vont si loin que Léon Blum se déclare « *épouvanté* » de leurs propos.

Le fer de lance de la lutte contre les néos a été constitué par la Bataille socialiste. Créée en 1927 pour défendre, dans le parti, « *l'orthodoxie marxiste* », lutter contre le « *révisionnisme* », la tentation du « *ministérielisme* » et la « *collaboration de classe* », la tendance Bataille socialiste, à travers son journal, se réclame de la tradition guesdiste. L'évolution historique aboutit, selon elle, à « *l'accroissement des antagonismes de classes* », à la constitution d'un bloc bourgeois de « *conservation sociale* » en face du bloc du prolétariat. Elle considère que le parti radical a perdu son caractère « *plébéen et populaire* », qu'il représente des catégories sociales attachées aux privilèges capitalistes et qu'en conséquence, il est erroné de rechercher son alliance, le mouvement général ne laissant plus de place pour un parti « *intermédiaire* » servant de « *tampon* » dans la « *mêlée sociale* ». La Bataille socialiste ne se prononce pas contre la lutte pour des « *réformes* », mais elle affirme qu'elles ne sauraient résulter que de l'action autonome des masses et qu'il est vain de les attendre d'une alliance électorale ou gouvernementale avec un parti radical déjà incapable d'appliquer son propre programme.

Les spécialistes de la SFIO ont généralement considéré la Bataille socialiste comme une tendance de « *gauche* ». G. Ziebura, après John T. Marcus, la qualifie de « *révolutionnaire* » et Claude Willard la présente comme « *une gauche héritière du guesdisme* » qui s'opposerait au « *centre largement majoritaire* » de Paul Faure et Léon Blum: Comme le note avec pertinence G. Ziebura dans son analyse de l'« *oligarchie* » de la SFIO, le groupe dirigeant du parti se caractérise par la coexistence d'un noyau relativement stable et de groupes étonnamment mobiles opérant de véritables migrations vers d'autres partis ou groupes parlementaires : « *On peut dire d'une façon générale que la démocratie parlementaire exerçait une réelle séduction, un tel pouvoir d'intégration sur les dirigeants socialistes que, chaque année ou presque, l'un*

ou l'autre d'entre eux s'y abandonnait. Dans aucun pays sans doute, la liste des transfuges socialistes n'est aussi longue qu'en France »³. Mais le fait nouveau, avec la scission des « néos », est que, cette fois, la migration qui suit est collective et qu'elle a des colorations fascistes.

Quant au « *noyau stable* » Ziebura relève « *l'étonnante stabilité* » de la CAP : sur ses trente membres, neuf le sont sans interruption du congrès de Tours à 1933, et cinq autres n'ont connu qu'une seule année d'interruption. Quant aux modifications intervenues, elles s'expliquent largement par le renouvellement entre 1925 et 1928 d'une génération d'anciens militants par un groupe de jeunes dont Léon Blum était plus ou moins le chef de file. Loin de constituer une « *gauche révolutionnaire* » opposée au « *centre* » de Paul Faure, la Bataille socialiste est au contraire le résultat de la radicalisation d'une fraction de l'appareil du parti — et même de sa fraction dirigeante — contre le danger de parlementarisation rapide. Loin de constituer une tendance de gauche s'opposant à l'appareil, elle est le laboratoire des antiparticipationnistes au premier rang desquels se trouve le secrétaire général, Paul Faure. La Bataille socialiste contrôle les deux plus puissantes fédérations du parti : celle du Nord et de la Seine. Le Nord est le principal bastion ouvrier, de la SFIO. Elle contrôle les sièges de députés et les municipalités les votes de congrès, les mandats du Nord pèsent très lourd. Quant à la Seine, son importance politique dépasse de loin le nombre de ses mandats. A côté de l'oligarchie que représente la CAP, il y a ce que Gilbert Ziebura nomme des « *sous oligarchie* », les états-majors de tendance. C'est dans la fédération de la Seine que s'élaborent les projets de résolution, les compromis, bien avant que les fédérations de province aient commencé à se donner une opinion. Proche de la CAP, la direction de la Fédération de la Seine peut être considérée comme un élément important de l'appareil surtout dans un pays où la politique se fait dans la capitale.

Ziebura nomme des « *sous-oligarchies* », les états-majors de tendance. C'est dans la fédération de la Seine que s'élaborent les projets de résolution, les compromis, bien avant que les fédérations de province aient commencé à se former une opinion. Proche de la CAP, la direction de la fédération de la Seine peut être considérée comme un élément important de l'appareil surtout dans un pays où la politique se fait dans la capitale.

La Bataille socialiste est donc liée à l'appareil de la SFIO, à son secrétaire général Paul Faure et non à Léon Blum. C'est Séverac, bras droit de Paul Faure, qui assure la direction politique du journal de la tendance auquel Paul Faure collabore régulièrement en compagnie de Bracke, Lebas, Osmin, Descourtieux, Jean Zyromski et Marceau Pivert. Dans sa lutte contre le groupe parlementaire, l'appareil se trouve amené à faire de constantes références à l'orthodoxie marxiste, à fustiger le « *ministérielisme* » et la « *collaboration de classes* ». Pourtant, il est vrai que coexistent dans la Bataille socialiste la fraction dirigeante, l'appareil de la CAP autour de Paul Faure, Bracke, Séverac, Léon Osmin, Lebas, et le courant rassemblé autour de Zyromski et Marceau Pivert, caractérisé par son insistance sur le thème du retour à l'unité ouvrière, et, en attendant, la nécessité de l'unité d'action.

Or, après l'exclusion des néos, les antagonismes se développent au sein de la Bataille socialiste. La scission remet en cause l'équilibre traditionnel du parti. Le réformisme, en tant que courant du mouvement ouvrier, tirait sa stabilité de la position privilégiée de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière dans l'Etat capitaliste. La crise économique, la victoire du nazisme minent ces fondements. La radicalisation des militants socialistes amène l'appareil à exclure les « *néos* » dont la politique menace l'existence même du parti. Le mouvement à gauche de la masse des militants perturbe l'équilibre antérieur reposant sur une « *division du travail* » entre le groupe parlementaire et l'appareil de la CAP. Conjoncturellement, le réformisme perdait sa stabilité originelle pour refléter, quoique de façon temporaire et transitoire, cette évolution elle-même. Les mois qui suivent la scission « *néo* » peuvent être caractérisés comme ceux de l'accélération d'un processus tendant à la destruction de l'équilibre d'un parti réformiste, précédant d'ailleurs de peu les phénomènes concomitants que sont les réalignements à l'intérieur du camp de la bourgeoisie et la crise de la structure démocratique de l'Etat.

Cette rupture d'équilibre accentue l'instabilité, détermine un reclassement et de nouveaux regroupements en groupes et tendances.

Les partisans des « *néo-socialistes* » se lançaient en réalité les uns dans une politique de bloc organique avec les radicaux, voie traditionnelle de l'intégration parlementaire et ministérielle, les autres, au travers d'une politique dite des « classes moyennes » vers le fascisme et cherchaient à s'adapter à la crise de l'Etat en s'alignant sur les solutions bonapartistes. Mais l'exclusion des néos brisait organiquement la droite réformatrice dont une bonne partie n'avait pu suivre les néos et restait dans le parti. Ses membres furent contraints de disparaître, au moins momentanément, de l'arène politique. Le « *centre* » de Vincent Auriol, institué par la fraction de la droite réformatrice qui avait refusé de suivre les néos n'avait plus de raison d'être et se ralliait, soit aux « attentistes », soit à Léon Blum, lequel comprenait que l'évolution du parti interdisait de mettre la participation ministérielle à l'ordre du jour.

Poussée à gauche

La Bataille socialiste avait épuisé ses possibilités dans la lutte contre les néos. Elle était un produit classique de l'équilibre ancien du parti réformatrice. Sa victoire contre les néos marquait son apogée, mais aussi le début de sa régression et de sa crise. L'adversaire néo disparu, de profondes oppositions politiques la fractionnaient. Le groupe de l'appareil, d'anciens guesdistes, Lebas, Séverac, Paul Faure la quittaient. D'autres anciens guesdistes, derrière Zyromski, restaient fortement attachés à la routine de la lutte de la Bataille socialiste contre le groupe parlementaire, mais, sur beaucoup de questions, en particulier internationales, se rapprochaient de Léon Blum.

Sur les ruines des fractions réformatrices et du « *centre* », de nouveaux groupements tentaient de s'organiser : celui de Révolution constructive et de Combat marxiste. Critiquant eux aussi le réformatrice, les « bonzes », le parlementarisme, affirmant la faillite des deux Internationales, leurs analyses ne sont pas sans liens avec celle des « néos ». Ils puisent d'ailleurs aux mêmes sources : celles d'Henri de Man. Eux aussi mettent au premier plan les classes moyennes, l'autarcie, l'intervention de l'Etat pour soutenir un secteur privé jugé défaillant. Sur le plan politique, ils préfèrent une alliance avec la direction planiste de la CGT au front unique avec le PC qu'ils condamnent. Si Combat marxiste et Révolution constructive sont sans liaison avec la base ouvrière du PS, il n'en est pas de même du CASR qui recrute de façon quasi exclusive dans les rangs ouvriers : il a de fortes positions dans la Meurthe-et-Moselle et dans les Vosges. Le CASR se réorganise sur les ruines de l'Action socialiste qui avait constitué une expression du contre-courant vers la SFIO de militants ayant un instant travaillé avec le parti communiste. Partisans du front unique avec le PC, ses militants adhèrent aux comités Amsterdam-Pleyel. Le CASR est fortement influencé par le stalinisme.

Mais l'élément décisif de tous ces reclassements en cours est sans conteste le profond mouvement à gauche de la grande masse des militants. Cette démarche instinctive vers des positions plus radicales s'opère dans le plus grand désarroi théorique. L'écrasement, non seulement physique mais moral, de la social-démocratie allemande pesait de tout son poids sur les militants et jetait un doute inquiet sur l'avenir du mouvement ouvrier français. On sentait qu'il fallait une radicalisation de la politique, mais on ne savait pas comment la réaliser ni en quel sens. Parmi les fractions dirigeantes, aucune ne semblait apporter une réponse satisfaisante alors que les militants sentaient confusément qu'il fallait faire quelque chose, et rapidement. A côté des tendances existantes, des groupes se formaient où l'on discutait sans fin, avec passion et sérieux, de ce qu'on aurait dû faire et de ce qu'il allait falloir faire. C'est dès ce moment que, autour de Marceau Pivert — certainement de tous les dirigeants socialistes le plus sensible à cette pression de la base — commencent à se grouper, de façon informelle, anciens guesdistes, ouvriers d'avant-garde et la plupart des jeunes de la Bataille socialiste.

Dans les mois qui s'écoulaient de l'exclusion des néos au 6 février 1934, rien ne semble définitif ; chacun cherche sa place dans le parti dont la physionomie est profondément modifiée, tous attendent et tentent

de se préparer à de grands événements qui ne peuvent manquer de surgir même si on ne les souhaite pas. Paul Faure parle haut : « *C'est la réforme qui est devenue utopique* », « *le fascisme trouvera à qui parler* », le « *socialisme est en marche vers le pouvoir* ». C'est sans doute le trotskyste espagnol Esteban Bilbao réfléchissant au même moment sur l'évolution comparable du parti socialiste espagnol qui donne l'explication la plus claire du processus :

« Il semble que le parti socialiste se soit rendu compte que la bourgeoisie se prépare à éliminer complètement tout ce que le monde ouvrier a réussi à bâtir au cours de l'évolution historique. Et comme en définitive, le parti socialiste est partie intégrante de ce monde ouvrier et s'en nourrit, il ne s'agit plus pour le parti socialiste de servir la bourgeoisie en usant de son influence pour endormir le prolétariat, car la bourgeoisie lui a fait savoir que non seulement elle ne lui paierait rien pour le service, mais encore qu'une nécessité supérieure la conduisait à exécuter son vieux serviteur.

Placé dans cette macabre situation, le parti socialiste, atterré, s'écrie : " Il faut faire la révolution ! " comme le condamné à mort qui au pied de l'échafaud hurle qu'il ne veut pas mourir. C'est parce qu'il a peur que le parti socialiste entreprenne un tournant radical et se tourne vers des positions révolutionnaires. Et le seul fait qu'il parle de révolution concentre alors autour du parti socialiste tout le prolétariat et les masses populaires. Tous les regards se tournent vers lui, tous les bras se tendent, toutes les bouches l'acclament, tous les cœurs brûlent d'enthousiasme... Mais ce dont la classe ouvrière a besoin en ce moment, c'est d'un parti qui veuille et qui puisse faire la révolution, non d'un parti qui puisse seulement en brandir la menace. Car la contre-révolution n'est pas aujourd'hui le libre choix de la bourgeoisie, mais une nécessité irréfragable pour le capitalisme » 4.

Mais comme le notait Trotsky dès 1932 dans Et maintenant : « *Un social-démocrate effrayé, ce n'est pas encore un révolutionnaire* ». Le 6 février 1934 allait le montrer.

Notes :

1. Faure (Paul), Au seuil d'une révolution, p. 190.
2. Broué (Pierre), La révolution espagnole 1931-1939, p. 113.
3. Ziebura (Gilbert), Léon Blum et le Parti socialiste, p. 186.
4. Broué (Pierre), La révolution espagnole (1931-1939) p. 114.

Chapitre 3

1934, bataille pour l'unité



Le 6 février 1934, l'assaut des ligues contre le régime parlementaire entraîne la démission du gouvernement Daladier. Pour les travailleurs, la menace fasciste n'a plus seulement les traits de l'hitlérisme, mais aussi ceux des Croix de Feu du colonel de la Rocque. L'émeute provoque la réaction des masses qui, le 12 février, imposent aux organisations ouvrières, partis et syndicats, le front unique auquel elles se sont refusées en Allemagne.

Lendemain de Février

Un équilibre précaire en résulte. L'émeute a certes obtenu le départ du gouvernement mais non le renversement des institutions. La grève générale du 12 a arrêté l'offensive des ligues, mais elle n'a pas voulu ni pu imposer de solution gouvernementale. Aucun des deux camps ne l'a emporté de façon décisive. La vie politique française s'en trouve pourtant radicalement modifiée. Le système parlementaire apparaît comme le grand perdant.

Les Chambres continuent à siéger mais abandonnent une grande partie de leurs pouvoirs à Gaston Doumergue, chef d'un gouvernement d'« *Union nationale* » qui n'est pas le résultat d'une coalition parlementaire traditionnelle. Avec la neutralisation réciproque des forces mises en mouvement le 6 et le 12, l'axe du pouvoir s'élève au-dessus des classes et de leur représentation parlementaire. Le gouvernement Doumergue n'est plus l'exécutif d'une majorité parlementaire, mais l'arbitre entre les deux camps en lutte, un arbitre qui, s'il s'émancipe du contrôle politique, dirige, bien entendu, au compte de la classe la plus puissante. Le chef du gouvernement a d'ailleurs été choisi en dehors du Parlement et des partis politiques. A ses côtés, André Tardieu est chargé d'étudier la réforme constitutionnelle dans le sens de l'accroissement des pouvoirs de l'exécutif. Il s'agit en somme de mettre le droit en rapport avec la réalité nouvelle qui voit le centre de la vie politique transféré hors du Parlement. Avec la présence du maréchal Pétain, qui apporte l'appui de l'Etat-major, l'appel à la discipline et les menaces contre les fonctionnaires, le nouveau gouvernement se veut un gouvernement d'ordre s'appuyant sur l'armée, la police et l'appareil d'Etat. La participation d'Edouard Herriot apporte la caution ou plutôt l'abdication de la majorité parlementaire, tandis que celle du néo-socialiste Marquet fait espérer la bienveillance de la CGT. Quelques mois seulement après l'Allemagne, la marche à l'Etat fort semble engagée en France avec, note L. Trotsky,¹ le passage du parlementarisme au premier stade du bonapartisme : « *Un bonapartisme préventif dissimulé sous les formes vides de l'Etat parlementaire et louvoyant entre le camp encore insuffisamment fort du fascisme et celui insuffisamment conscient de l'Etat prolétarien* »

Le gouvernement Doumergue ne manque pas en effet de ressemblance avec les gouvernements forts apparus en Allemagne dans les années 30, dirigeant au nom des intérêts généraux de la bourgeoisie et de sa fraction hégémonique dans des moments où la guerre civile menaçante rend impossible le fonctionnement normal des institutions parlementaires, mais où aucun des deux camps ne l'emporte encore de façon décisive. La stabilité du gouvernement est déterminée moins par sa force propre que par l'équilibre, par ailleurs instable et temporaire, entre les deux camps du prolétariat et du fascisme.

La crise de l'Etat qui vient de gagner la France implique celle de la SFIO qui lui est dialectiquement liée. Parallèlement aux mutations qui interviennent dans le système de l'Etat et qui déplacent son centre de gravité vers l'indépendance de l'exécutif, il s'en produit d'autres, en sens contraire, dans le système de la social-démocratie. Comme l'écrit Trotsky : « *A mesure que disparaît la démocratie parlementaire de l'Etat bourgeois, la démocratie interne du parti socialiste devient, elle, en revanche, de plus en plus une réalité (...). Alors que l'Etat à travers l'étape bonapartiste marche vers le fascisme, le parti socialiste, à travers une opposition loyale, quasi parlementaire, à l'Etat bonapartiste, marche vers une lutte à mort avec le fascisme* » **2.**

L'appareil du parti socialiste se trouve en effet pris dans l'étau des profondes contradictions de classes qui sont à la source de la crise de l'Etat. Ses dirigeants tentent de préserver l'équilibre instable instauré dans le système de l'Etat. Ils se prononcent contre les méthodes révolutionnaires de lutte réclamées par une grande partie de la base éveillée par l'émeute fasciste. Ils espèrent une amélioration de la conjoncture qui permettrait la restauration de l'Etat parlementaire et réclament à cette fin l'organisation de nouvelles élections dont ils espèrent un renouveau des institutions parlementaires. Dans l'immédiat, ils demandent au gouvernement Doumergue une protection contre le fascisme. Mais l'appareil est également contraint d'envisager la nécessité de se défendre (quelques jours à peine après l'avertissement du 6 février, les ouvriers autrichiens sont écrasés) ; de plus, il ne peut ignorer

l'impatience et la colère des masses, et, d'abord, des militants socialistes qui exigent la lutte contre le fascisme et réclament des directives d'action.

De même que la scission néo précédait de quelques mois le coup d'Etat du 6 février, de même la crise de la SFIO anticipait dans une certaine mesure sur celle de l'Etat. L'ouverture de la crise de l'Etat allait nécessairement conduire à l'exacerbation des contradictions au sein du parti socialiste. Si la crise de l'Etat implique celle de la SFIO, elle conduit, comme le remarque Trotsky, à un développement en sens contraire. La SFIO reproduit en son sein le régime de l'Etat parlementaire et démocratique. A la tendance au remplacement de l'Etat démocratique par l'Etat fort correspond un épanouissement de la démocratie intérieure du parti socialiste. Le secret de cet apparent paradoxe réside dans le fait que les leaders réformistes ne disposent pas, à la différence de la bourgeoisie, d'un appareil de contrainte comparable, capable de faire régner l'ordre et de s'émanciper de tout contrôle. Alors que le 6 février conduit à l'instauration d'une forme d'Etat fort, la révolte des néos entraîne la radicalisation du parti socialiste, la pression des militants parvenant le 12 février à imposer à l'appareil la réalisation du Front unique.

Le PC face à la poussée unitaire

A posteriori, tant le parti communiste que le parti socialiste ont revendiqué le 12 février comme l'expression de leur politique « unitaire » et antifasciste. La réalité, que ne parviennent pas à dissimuler des milliers de pages écrites de part et d'autre, est qu'elle fut plus subie que désirée. La politique du parti communiste est loin de ressembler à l'image d'Epinal que nous en donnent ses historiographes officiels qui passent un peu rapidement sous silence le fait que le 6 février L'Humanité appelait les militants communistes à manifester. Certes, elle donnait comme mot d'ordre de manifester contre les ligues fascistes, la presse fasciste, la police et le gouvernement Daladier et pour le gouvernement ouvrier et paysan, mais le même numéro contenait l'appel de l'ARAC dont le dirigeant n'est autre que le frère de Jacques Duclos, Jean Duclos, qui invitait, lui, les anciens combattants à se rendre au Rond-Point des Champs-Élysées et à se joindre à la manifestation de l'UNC contre le gouvernement Daladier. Incontestable est également le fait que, dans la manifestation, fascistes et militants du parti communiste affrontent ensemble et confondus la police **3**. Cette attitude n'a rien d'inexplicable.

La ligne officielle dite du « front unique à la base » reste en vigueur dans toute l'Internationale communiste, même après les événements d'Allemagne. La 13e assemblée plénière du comité exécutif de l'Internationale communiste vient de confirmer la nécessité pour les sections de l'IC de lutter, « en dépit des chefs traîtres de la social-démocratie » et « contre eux », pour la « réalisation du front unique de lutte avec les ouvriers sociaux-démocrates »**4**. Tirant le bilan de cette réunion de l'exécutif de l'IC, Maurice Thorez réfute, le 1er février 1934, l'opinion selon laquelle le parti communiste pourrait entretenir des rapports avec les dirigeants de la SFIO. Il donne comme orientation de s'appuyer sur la « discorde » créée par la « poussée révolutionnaire » dans les « sommets social-fascistes » pour pousser plus avant le procès de « décomposition » et de « scission » des partis socialistes. Il considère qu'il n'y a pas de divergences fondamentales parmi les dirigeants « social-fascistes », « durs » et « mous » ou « attentistes » et « extra-durs » et qu'il ne s'agit que du reflet des contradictions dans le camp de la bourgeoisie portant sur les « méthodes de soutien du capital et de lutte contre la révolution »**5**.

A vrai dire, la direction du parti communiste fait quand même une différence entre les leaders « social-fascistes » : Les Cahiers du bolchevisme du 15 février 1934 appellent le parti à concentrer l'attention sur la fraction « Blum-Faure-Zyromski-Pivert », considérée comme « l'instrument le plus efficace de la bourgeoisie pour tromper et trahir les ouvriers ». Marceau Pivert est même tout particulièrement visé : A. Marty lui consacre un article des Cahiers du bolchevisme de février 1934 : « Les paroles et les actes de M. Marceau Pivert »**6**.

Non seulement cette ligne prévaut dans les semaines et les mois précédant le 6 février, mais la manifestation du 12 février, même si elle infléchit un instant cette orientation, ne la modifie pas fondamentalement. Le 15 avril, les Cahiers du bolchevisme publient un article de Marcel Gitton intitulé

« Feu sur l'opportunisme » dans lequel il déclare à nouveau que « taire le rôle social-fasciste du parti socialiste, c'est affaiblir la lutte antifasciste des masses » et demande au parti d'œuvrer à l'application souple de la tactique du « front unique par en bas » en poursuivant la « dénonciation de l'ennemi du front unique et de la lutte antifasciste : la social-démocratie »⁷. Ainsi le parti communiste continue imperturbablement à considérer que la social-démocratie constitue un danger bien plus grand que le danger fasciste. Il n'hésite pas, comme d'ailleurs il l'avait fait en Allemagne, en particulier lors du plébiscite en Prusse de 1932, à se mêler aux fascistes, contre la démocratie. Pour l'Internationale communiste, le fascisme ne constitue que les derniers soubresauts du régime bourgeois précédant la révolution prolétarienne.

En se joignant à la manifestation et à la grève générale organisées par la CGT et le parti socialiste, la direction du parti communiste a fait une concession au mouvement des masses, mais n'entend pas modifier la tactique du front unique à la base. Le 17 février, les dirigeants socialistes participent aux obsèques des victimes communistes de la manifestation du 9. Vaillant-Couturier commente dans L'Humanité le geste des « social-fascistes » : « Nous n'oublions pas que nos camarades ont été tués par des balles payées sur les crédits votés par les élus socialistes »⁸.

La SFIO et la CGT face au mouvement

Pas plus que celle du parti communiste, la direction de la SFIO et de la CGT ne semble désireuse de s'engager dans la voie de l'unité et de la riposte décisive aux menées fascistes. Le 7 février au matin, Léon Blum rencontre Daladier, lui demande de rester au gouvernement, et, fait sans précédent, lui promet la participation socialiste à la condition que le Parlement vote l'état de siège et que la Chambre ne soit pas prorogée. Une grève est envisagée par Léon Jouhaux, Léon Blum et le ministre de l'Intérieur de Daladier, Eugène Frot, comme moyen de faire contrepoids à la pression exercée par les ligues factieuses sur un gouvernement qui n'est pas encore démissionnaire. Pour la commission administrative de la CGT qui siège sans désespérer, il s'agit « de marquer l'adhésion de la classe ouvrière à une politique active de défense du régime républicain »⁹. Mais quand, le 7 février vers 13 heures, une délégation de la CGT tente de voir Daladier pour lui apporter, comme Léon Blum le matin, son soutien, elle apprend sa démission. L'après-midi, la commission administrative se réunit pour examiner la nouvelle situation. Pour Léon Jouhaux, la grève de 24 heures dont le principe avait été accepté, alors que l'on se proposait de mener cette action en accord avec le gouvernement, paraît maintenant inapplicable après le départ de Daladier. Malgré l'avis de la fédération des cheminots et de Léon Jouhaux, la commission administrative décide de maintenir la décision de grève de 24 heures et en fixe la date au 12. Selon André Delmas qui participait à la réunion, l'opération présentait aux yeux de ses initiateurs un triple intérêt : la responsabilité de la CGT était désormais de se substituer à un gouvernement absent, la grève permettrait de mettre un terme à l'activité des groupes fascistes, de remettre à leur juste place les partis politiques de gauche et obligerait la CGTU à suivre le mouvement en laissant l'initiative à la CGT.

Un processus identique par bien des aspects se déroule dans les locaux du parti socialiste. Le secrétaire général, Paul Faure, est hostile à tout rapprochement avec le parti communiste. Aujourd'hui pas plus qu'hier, il n'est question de rechercher une entente avec ceux dont le but avoué est de rechercher la scission de la SFIO. L'affaire lui semble mal engagée à Paris. Sceptique à l'égard de la grève, il compte plutôt sur une contre-offensive partie de la province et appuyée sur les municipalités des grandes villes contrôlées par la SFIO. Le 9 février, il envoie une circulaire aux secrétaires fédéraux leur demandant de constituer avec la CGT des comités de vigilance chargés de surveiller la marche des événements et qui, au besoin, si Paris succombait sous un coup de force, organiseraient la résistance vigoureuse de la province. Il est également opposé à l'organisation d'une manifestation :

« Le secrétariat général, écrit Léon Blum, représenté par Paul Faure et Séverac, n'était pas très enthousiaste. Mais la majorité fut entraînée par les appels ardents, véhéments de Vincent Auriol et de Raoul Evrard. La manifestation publique fut alors décidée, il ne restait qu'à l'organiser. Nous voulions

frapper fort et aussi frapper vite. Nous sentions que la réplique au fascisme devait être éclatante et aussi qu'elle devait être prompte, presque immédiate... » 10.

Mais comme le note G. Lefranc : « *Se mettre en travers d'un courant qui s'affirmait pour l'unité d'action risquait de heurter une mystique en passe de devenir puissante. De ce côté, on décida de temporiser » 11.*

Le secrétariat du parti appelle finalement les sections et les fédérations à organiser la grève et la manifestation du 12 février. Le 10 février, l'appel du peuple de Paris pour la manifestation du 12 est signé par les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, le groupe parlementaire socialiste et la CAP.

Ainsi, on peut dire que, dans une très large mesure, l'unité d'action réalisée le 12 février a été imposée par le mouvement même des masses à la SFIO, au PC et à la CGT qui tentent dès les lendemains du 12 d'en atténuer les conséquences et de ne pas la prolonger. Les émeutes du 6 avaient en effet provoqué une réaction spontanée qui semblait irrésistible. La preuve en est qu'au niveau local et en province, dès avant les décisions des instances nationales, la riposte s'organise bien souvent dans l'unité de la base au sommet. La distinction entre les différentes organisations est cependant d'importance. Le parti communiste a à peine infléchi sa position le 12 février : sa direction continuera imperturbablement la même politique jusqu'au moment où l'Internationale communiste décidera le tournant en juin 1934. En revanche, le parti socialiste et la CGT montrent une grande fragilité : ils cèdent très vite à la pression de leurs militants, composent avec eux en prenant l'initiative de la grève générale et de la manifestation du 12 auxquelles le PC est contraint de se rallier, désorienté qu'il est par le fait que, pour la première fois, les socialistes se battent à sa gauche.

Pivert-Zyromski pour le front unique

Les événements du 6 février, dans leur violente brutalité, entraînent une cristallisation des forces à l'intérieur de la SFIO. Sous la pression de la base, Marceau Pivert et Jean Zyromski engagent la bataille pour le front unique. La question de l'unité constituait, depuis la fondation de la Bataille socialiste en 1927, un des thèmes de la tendance. En 1930, Zyromski et Marceau Pivert avaient démissionné de leur responsabilité au secrétariat de la fédération de la Seine à la suite de la décision du conseil fédéral de maintenir au second tour des élections de Belleville le candidat du parti socialiste, Robert Jardel, alors que Maurice Thorez était arrivé en tête au premier tour. Lors de la conférence socialiste internationale d'août 1933 12 Zyromski et Pivert avaient présenté une motion proposant que l'Internationale socialiste prenne l'initiative d'une campagne pour la reconstitution de l'unité au niveau international et national, notamment en engageant des pourparlers avec l'Internationale communiste, et pour la convocation d'un congrès international de toutes les organisations antifascistes et anticapitalistes. Mais jusqu'au 6 février, la politique du parti communiste et la situation générale faisaient de la question de l'unité une simple hypothèse d'école que Paul Faure lui-même utilisait dans la polémique contre les « *scissionnistes* ». La situation est désormais tout autre.

Dès le 5 février, à l'annonce de la manifestation des ligues, les commissions exécutives de la Seine et de la Seine-et-Oise s'adressent au parti communiste, à la CGT et à la CGTU pour leur proposer l'organisation d'une riposte commune. Le 6 février au soir, les fédérations lancent un appel : « *Trêve aux divisions, unité d'action loyale. Contre le fascisme, contre les scandales, tout le pouvoir aux travailleurs » 13.*

Elles s'adressent au parti communiste, lui demandant une entrevue, afin de fixer les bases d'un « *accord loyal* » et de « *réaliser* » l'unité d'action des travailleurs » formant ainsi une « *barricade infranchissable au péril fasciste* » 14. A minuit, une délégation conduite par Farinet, Pivert et Zyromski se rend, en infraction à la discipline du parti, au siège du parti communiste, puis à L'Humanité où Marty, Vaillant-Couturier, Berlioz, Cornavin et Soupé sont présents. Les responsables socialistes proposent, à titre de

ripostes immédiate, l'organisation d'une manifestation commune le 8 à la Bastille. Ils ne parviennent pas à obtenir de réponse, Marty se retranche derrière la décision du bureau politique ; il déclare qu'il n'a pas la possibilité de le joindre, ignorant le lieu de ses délibérations. Une réponse est cependant promise pour le 7 **15**. Tandis que, le 7 au matin, Le Populaire annonce la manifestation socialiste du 8 à la Bastille, Marcel Gitton fait enfin parvenir, le 7 au soir, la réponse du PC sous la forme de la copie de l'article que L'Humanité publiera le lendemain. Les premières lignes constituent une fin de non-recevoir : « *Le gouvernement sanglant Daladier-Frot, soutenu par le parti socialiste a préparé la venue au pouvoir de l'Union nationale. Il vient de lui céder la place. C'est ainsi que parti radical et parti socialiste font le lit du fascisme (...)* » **16**. L'article se termine par un appel aux ouvriers socialistes à manifester non le 8 avec leur parti, mais le 9 à la République avec le parti communiste.

La position du PC renforce celle de Paul Faure, hostile à tout rapprochement. Mais Zyromski et Pivert s'appuient sur un courant puissant dont la direction doit tenir compte. Le 6 au soir, cette influence naissante, qui ne fera que croître durant les mois à venir, est sanctionnée par la constitution d'un « *comité permanent* » du parti socialiste chargé de prendre toutes les décisions d'action qui s'imposent. Zyromski, Pivert et Descourtieux en sont membres avec Léon Blum, Paul Faure, Fournet, Auriol et Lebas. Pour Zyromski, « *la défense nécessaire des libertés publiques* » exige désormais « *l'offensive révolutionnaire* » et la fin de la « *politique du moindre mal* » **17**. Marceau Pivert considère que « *l'action révolutionnaire est commencée* » et qu'en conséquence, l'objectif du parti doit être de marcher vers la prise du pouvoir. Il demande au prochain congrès d'adopter un programme clair qui s'engage à réduire à l'impuissance les formations fascistes, à exproprier sans indemnité les puissances capitalistes qui les entretiennent, à faire appel à l'« *action directe* » des masses. Il oppose la violence révolutionnaire, « *le pavé et la rue* », à ceux qui hésitent à envisager la lutte finale :

« *Le sang de nos camarades assassinés, par le fascisme n'est-il pas suffisamment éloquent ? Reculer, refuser de donner l'ordre d'attaquer au moment favorable, freiner toujours, composer sans cesse, espérer obstinément une solution pacifique impossible, est-ce que cela a empêché en quoi que ce soit le corps à corps inéluctable entre les fascistes et les socialistes ? Non, cela a simplement conduit à la défaite* » **18**.

Il réclame du parti qu'il se prépare à l'insurrection, propose la création d'une organisation d'autodéfense, première étape vers l'armement du prolétariat. Il accuse la passivité de la direction : « *Je n'hésite pas à considérer comme des auxiliaires, conscients ou non, du fascisme qui monte, tous ceux qui voudraient emprisonner l'effort prolétarien dans le cadre vermoulu de la légalité bourgeoise* » **19**.

A cette politique attentiste, il oppose « *l'action directe de classe* », l'agitation préparatoire à la prise du pouvoir, la constitution d'un gouvernement ouvrier excluant les représentants des partis bourgeois et la réalisation de l'« *alliance ouvrière* » sous la forme du regroupement de l'ensemble des organisations ouvrières, posant leur candidature au pouvoir :

« *Des énormes rassemblements dont, la plupart du temps, nous avons pris l'initiative sont déjà une excellente préparation psychologique. Il faut les utiliser pour sommer ce gouvernement de vieillards d'avant-guerre, de cyniques, de renégats, de domestiques du grand capital, du sabre et du goupillon, de céder la place à un gouvernement ouvrier au nom même de leur légalité* » **20**

Le 6 février aura séparé définitivement Marceau Pivert et Zyromski de Paul Faure. Au congrès de Toulouse, en mai, Zyromski et Pivert proposent que le parti socialiste adhère au comité Amsterdam-Pleyel et réclament l'envoi d'une délégation auprès de l'Internationale communiste à Moscou pour y mettre au point l'unité d'action, propositions qui recueillent plus d'un tiers des mandats. Le 20 février, Paul Faure, dans une note aux secrétaires fédéraux, demande aux fédérations d'observer « *la prudence nécessaire* » dans la conclusion d'accords locaux. Quelques jours plus tard, le 26, la conférence des secrétaires de la Seine et Seine-et-Oise interprète cette prudence sous la forme de « *la recherche de l'unité d'action à la base dans le cadre local entre organisations ouvrières* » **21**. Lors de la réunion de la

CAP du parti, le 21 février, les positions sont tranchées : si l'unanimité se réalise pour approuver l'action du comité de vigilance, il est difficile de revenir sur le fait accompli. En revanche, « *l'invitation* » aux sections de « *favoriser le mouvement vers l'unité d'action* » est repoussée par 15 voix contre 6 : celles de Pivert, Zyromski, Délépine, Descourtieux, Lagorgette et Farinet.

Entre le 6 février et la signature du pacte d'unité d'action le 27 juillet, le bloc Pivert-Zyromski constitue le pivot du mouvement unitaire qui se développe. Dès le 9 février, Marceau Pivert prend la parole dans son fief du 15^e arrondissement aux côtés des trotskystes Pierre Frank et Gérard Rosenthal. Une résolution est adoptée décidant la création d'un comité d'initiative du 15^e ouvert aux délégués de toutes les organisations ouvrières. Le mouvement se généralise : réunion dans le 18^e avec Joublot pour la SFIO et Rosenthal pour la Ligue communiste, dans le 19^e avec Daniel Guérin pour la SFIO, Pierre Naville et Rigaud pour la LCI, dans le 20^e avec le député socialiste Jardel et le trotskyste R. Molinier. Parfois, ces rassemblements obtiennent la participation du parti communiste. A Suresnes et Asnières, sont constitués des comités d'alliance ouvrière regroupant parti socialiste, parti communiste, jeunesses socialistes et Ligue communiste. A Corbeil, le parti communiste, le parti socialiste, la Ligue communiste et la CGTU convoquent un meeting commun ; dans le 14^e arrondissement, meeting également avec le parti communiste, le parti socialiste, la Ligue communiste et la Ligue des droits de l'homme 22.

Le plus célèbre de ces comités sera constitué à l'initiative de Doriot pour préparer le 12 février à Saint-Denis. Regroupant les représentants locaux des partis communiste et socialiste et des syndicats confédérés et unitaire, il adopte un programme en cinq points : lutte contre les organisations fascistes locales, constitution de groupes paramilitaires d'autodéfense, création d'un comité d'action dans chaque entreprise et convocation après la grève d'une conférence locale des organisations ouvrières et des usines. L'accord prévoit enfin le libre droit de critique entre organisations participantes. Le 12 février, le comité se transforme en un comité de vigilance antifasciste acclamé par les manifestants.

Les trotskystes

Marceau Pivert est au centre de toutes ces réalisations. Il rencontre Jacques Doriot à Saint-Denis, mais collabore en permanence avec les trotskystes de la Ligue communiste. C'est sous leur influence qu'il se prononce pour la constitution de l'« *Alliance ouvrière* », pour le « *gouvernement ouvrier* » et les « *milices ouvrières* ». Avec les aspirations unitaires des lendemains du 6 février, la Ligue communiste trouve pour la première fois une large audience. Les idées et les principes qu'elle défendait seule depuis de longues années deviennent le patrimoine commun de milliers de militants. Les « *bolcheviks-léninistes* » suivent avec passion la crise du parti socialiste et bientôt celle du parti communiste. Leur nombre d'adhérents est certes encore dérisoire, mais, pour la première fois, ils ne sont plus « *contre le courant* ». La présence en France de Trotsky, installé incognito à Barbizon près de Paris depuis le 10 novembre 1933, donne confiance aux militants à qui il apporte les conseils de son expérience. Dès le mois de juillet 1933, Trotsky avait demandé sans succès à ses camarades de construire une fraction dans le parti socialiste afin d'en hâter le processus de différenciation. A partir de février, les militants de la Ligue communiste et de la gauche socialiste collaborent. Trotsky rencontre leurs dirigeants qu'il séduit, mais ne convainc pas toujours. Fin 1933, il a discuté à Paris avec Daniel Guérin, il aura bientôt une entrevue avec Marceau Pivert. Dans la lutte pour le front unique, militants socialistes et bolcheviks-léninistes apprennent à se connaître. Les meetings communs favorisent l'exposition des idées, le travail quotidien dans les comités de quartier favorise le respect mutuel. Marceau Pivert a pris l'initiative de constituer un centre de liaison des forces antifascistes. La Ligue communiste y participe aux côtés des fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, du parti d'unité prolétarienne, de la fédération autonome des fonctionnaires, de la Ligue contre l'antisémitisme, du « *Front commun* » et de quelques organisations d'anciens combattants républicains. Un contact permanent est ainsi institué entre dirigeants. L'on discute des problèmes de l'action immédiate, mais aussi des questions de fond. Dans cette confrontation, la Ligue communiste est gagnante : la gauche socialiste est hétérogène, peu structurée, son orientation est hésitante, il n'y règne aucune discipline collective. La Ligue bénéficie en revanche d'une rigueur

théorique certaine et d'une orientation clairement définie. Numériquement faible, elle est fortement centralisée et son rendement est élevé. Nombreux sont les militants socialistes — en particulier dans les Jeunesses socialistes — qui sont séduits par l'intransigeance politique des bolcheviks-léninistes, la clarté de leurs mots d'ordre et de leurs propositions. L'intervention de la Ligue communiste constitue un facteur de polarisation non négligeable au sein même de la gauche socialiste.

Bataille au PC sur la question du front unique

Pourtant, si le courant en faveur de l'unité d'action se renforce, les réalisations piétinent et le 12 février apparaît bientôt comme une parenthèse vite refermée. Le PC continue à dénoncer la SFIO comme le principal soutien de la bourgeoisie : dans son rapport devant le comité central du 14 mars, Marcel Gitton réaffirme que « *la SFIO reste plus fortement que jamais le parti du social-fascisme* » **23**. La gauche socialiste ne renonce pas pour autant. Les fédérations socialistes de la Seine et Seine-et-Oise participent les 19 février, 20 avril et 20 mai aux rassemblements convoqués par le mouvement Amsterdam-Pleyel contrôlé par le PC. Elles proposent au PC l'organisation en commun de la traditionnelle manifestation au mur des fédérés le 27 mai. Dès le 3 mai, elles demandent à la région parisienne du PC et à l'union CGTU l'ouverture des pourparlers. Les représentants du PC donnent leur accord de principe, mais se refusent à discuter avec le centre de liaison dans lequel siègent les trotskystes qualifiés de « *contre-révolutionnaires* ». Le centre de liaison décide alors de charger les fédérations de Seine et Seine-et-Oise de les représenter. Des rencontres ont lieu durant le mois de mars. Mais la position du PC reste inflexible sur le fond : il considère que le front unique doit se réaliser sous sa direction dans le comité Amsterdam-Pleyel et non avec lui entre partenaires égaux. Il se déclare prêt à accepter la participation des socialistes à toutes les actions dont il prend l'initiative, mais se refuse à les organiser en commun avec eux. Le 17 mai, la région Paris-ville du PC répond à la fédération au sujet de la manifestation au mur des fédérés : « *Nous vous avons dit : manifestation au mur, manifestation du comité central de notre parti, non seulement nous ne voyons aucun inconvénient à ce que des travailleurs socialistes se joignent à nous, au contraire (...)* » **24**.

Placés devant le choix, à leurs yeux impossible, soit de manifester sous la direction du PC, soit de ne pas appeler à manifester, les dirigeants socialistes de Seine et Seine-et-Oise décident alors de former leur propre cortège qui défilera à la suite de celui du PC. Ainsi, trois mois après le 12 février, le même schéma se reproduit : socialistes et communistes défilent au même moment et au même endroit, mais n'ont pu se mettre d'accord pour organiser ensemble le rassemblement.

La tactique du PC n'est que l'application de la ligne définie après le 13^e plénum de l'IC par Maurice Thorez qui écrivait : « *(...) que le processus de décomposition (de la social-démocratie) se continuera, que de nouvelles scissions se produiront, si notre parti agit efficacement* » **25**. Cette tactique est réaffirmée, tant par Marcel Gitton dans son rapport au comité central du 14 mars que par Lucien Constant, spécialiste des articles sur la SFIO dans les Cahiers du bolchevisme qui commente, le 15 juin 1934, le congrès de Toulouse de la SFIO en ces termes :

« *(...) Cette gauche (de Zyromski et M. Pivert) est particulièrement dangereuse dans la situation actuelle car son rôle consiste à retenir les ouvriers socialistes désabusés par la politique de leur parti dans les rangs de la SFIO en leur faisant croire qu'on peut détruire les bases du fascisme et faire la révolution sans rompre avec le réformisme (...)* » **26**.

La direction du parti communiste est d'autant plus acharnée contre la gauche de la SFIO qu'elle a maintenant à faire, dans ses propres rangs à une opposition organisée, dirigée par Jacques Doriot, qui lutte pour la réalisation du front unique avec le parti socialiste.

Dès le début de février, Jacques Doriot a en effet levé l'étendard de la révolte contre le bureau politique et Maurice Thorez. L'affaire ne peut que prendre une importance considérable tant par la personnalité

de Jacques Doriot, certainement le personnage le plus populaire du PC après Maurice Thorez, que par le cheval de bataille qu'il enfourche : la question du front unique. La révolte de celui qui est considéré comme l'enfant chéri du PC et le modèle du militant communiste ne constitue pas une crise classique comme le PC en a connu beaucoup depuis sa naissance. Les circonstances sont exceptionnellement favorables à Doriot dans la mesure où, durant quelques mois, son nom va s'identifier aux attentes pressantes des masses à l'unité. La direction du PC est en quelque sorte prise à revers, Doriot défendant publiquement, sans se soucier de la discipline, les conceptions mêmes qu'elle combat chez Marceau Pivert et Zyromski. Mais peut-être encore plus incompréhensible est le fait qu'elle tolère, durant près de cinq mois, cette épine dans le pied, alors même que l'histoire des dernières années démontre, s'il le faut, que les décisions expéditives étaient du domaine courant.

Dès le début de l'année 1934, Doriot fait écho aux propositions de Pivert et Zyromski. Le 2 février, il propose aux fédérations de Seine et Seine-et-Oise d'organiser en commun des contre-manifestations pour riposter aux menées fascistes. Il accepte de participer à la manifestation prévue par le parti socialiste pour le 8. Le 11, il est à l'initiative de la création du comité d'action de Saint-Denis qui sera follement acclamé par des milliers de manifestants. Le 9 février 1934 le trouve à la tête de la manifestation communiste de la gare de l'Est durant laquelle plusieurs milliers de manifestants de la banlieue Nord affrontent la police qui tire par balles. Entre le 6 et le 12, les principaux dirigeants étant partis se cacher dans la grande banlieue, Doriot apparaît comme le chef du parti. Doriot a été écarté en 1929 de la direction. Mais il a su se constituer à Saint-Denis un véritable fief. Dans quel but ? Rien aujourd'hui ne permet de répondre clairement à cette question, en dehors, bien sûr, de la connaissance de sa trajectoire politique ultérieure. D'autres opposants à l'intérieur du parti communiste — par exemple André Ferrat, lui aussi partisan du front unique — évitent de se lier à lui, soupçonnent des contacts secrets avec des hommes comme Pierre Laval. En 1934, en tout cas il tire profit d'une situation exceptionnellement favorable à une sécession. Au comité central de janvier 27, il prononce un véritable réquisitoire contre la politique de Thorez, oppose ligne à ligne, conteste point par point la ligne de « *front unique à la base* », montre qu'elle ne tient aucun compte des modifications intervenues à la SFIO après l'exclusion des néos, du fait qu'on y parle maintenant de « *prise de pouvoir* » et que les parlementaires sont obligés d'employer des phrases pseudo-révolutionnaires. Il affirme que le PC ne peut ignorer de tels faits qui influent sur la conscience des militants en développant chez eux de nouvelles illusions sur la capacité de leurs dirigeants. Les militants socialistes, dit-il, sont fiers d'avoir chassé les néos et voient dans cette scission la récompense de leurs efforts. Ils attendent de leur parti une action de classe plus résolue, et, bien que relativement satisfaits des mots d'ordre sur le pouvoir avancés par leur parti, les jugent encore insuffisants et croient sincèrement qu'une nouvelle épuration de leur parti permettra l'unité organique avec les communistes. Il souligne que, compte tenu de cet état d'esprit des militants, la politique de « *front unique à la base* » est inopérante : les socialistes la tiendront pour un piège, car ils pensent à juste titre que, si le parti communiste voulait vraiment réaliser le front unique, il devrait commencer par le proposer lui-même au parti socialiste. Pour combattre les illusions des ouvriers socialistes, il faut leur faire faire leur propre expérience, leur démontrer dans les faits que leurs dirigeants ne veulent pas l'unité ouvrière. Encore faut-il pour cela que les communistes fassent, eux, la démonstration irréfutable qu'ils en sont sincèrement partisans. Il est donc nécessaire de compléter les propositions d'unité à la base par des propositions opportunes au sommet. Si les chefs socialistes refusent le front unique proposé successivement par en bas et par en haut, tout le préjudice sera pour eux, car la démonstration de leur rôle exact sera ainsi établie aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière. Doriot conteste, enfin, qu'une telle stratégie conduise au renforcement du parti socialiste. Ce serait vrai, dit-il, seulement si la SFIO était un groupe homogène sans liaison avec la masse et qu'en l'invitant à participer à une action commune nous lui créions une situation favorable lui permettant de sortir de son isolement. Mais tel n'est pas le cas : les chefs socialistes sont hostiles au front unique et sont contraints de mettre leur parti en garde contre le danger d'une union avec le parti communiste. Compte tenu du courant très fort dans le parti socialiste en faveur du front unique, les propositions de front unique par en bas et par en haut, loin de renforcer le parti socialiste, accroîtraient

le désarroi dans ses rangs et, bien menées, pourraient provoquer une nouvelle rupture dont bénéficierait le parti communiste.

En s'opposant ainsi à Maurice Thorez, Jacques Doriot ferme la porte à tout compromis avec le numéro un du parti communiste français. Mais comme le note J.-P. Brunet, le calcul n'est pas aussi désespéré qu'il le paraît au premier abord :

« En identifiant à sa personne la politique, qualifiée alors d'" opportuniste ", d'ouverture vers le parti socialiste, (il) pose implicitement sa candidature à la direction du parti pour le jour où la politique pratiquée jusqu'alors sera considérée comme ayant définitivement fait faillite et où les dirigeants du PCF qui l'auront assumée seront cassés par le Komintern » 28.

L'unité imposée par le débordement ?

La position de Doriot semble en effet solide. C'est seulement à partir de la troisième semaine de mars que L'Humanité s'en prend aux principaux collaborateurs de Doriot, Barbé qui l'a rejoint après son éviction du bureau politique et Simon Rolland, dirigeant du syndicat des métaux et animateur du comité de vigilance de Saint-Denis. Rien pourtant n'est dit contre Doriot lui-même comme s'il bénéficiait d'une protection puissante. Le 25 février, puis au cours de la première semaine de mars, Doriot a délibéré avec le représentant du Komintern à Paris, Fried, véritable dirigeant du PCF sans l'avis duquel M. Thorez ne prenait jamais de décision. D. Wolf, biographe de Doriot, constate que nous ne savons rien sur cet entretien, mais ajoute que : *« Le comportement ultérieur de Doriot fait supposer qu'il ne fut ni brutalement éconduit, ni même menacé d'exclusion » 29.*

Le 9 mars, lors de la conférence du 9e rayon de Saint-Denis devant laquelle Doriot et Thorez présentent leur point de vue respectif, les délégués approuvent Doriot par 110 voix contre 61. Une motion Falasse, certainement inspirée par Doriot, propose que le conflit soit tranché par le Komintern, ce qui semble indiquer que Doriot jouit à Moscou, ou croit y jouir, d'une position solide.

A partir d'avril, Maurice Thorez brusque les choses. Il obtient la condamnation de Doriot par la conférence des organisations communistes de la région Paris-Nord. Le 6 avril, L'Humanité s'en m'end nommément à Doriot. Le 9 avril, il contre-attaque, démissionne de ses fonctions de maire et s'engage, au cas où il serait battu, à abandonner son mandat de député. Le 11 avril, il publie sa lettre ouverte à l'Internationale communiste, véritable acte d'accusation contre la politique *« d'inertie »* et *« d'impuissance »* du bureau politique durant les événements de février. Le conflit prend désormais une autre tournure : le bureau politique s'est abstenu de présenter un candidat contre Doriot, mais il met tout son poids dans la bataille. Le 21 avril, L'Humanité invite les militants du PC à se rendre en masse *« avec Cachin, Thorez, Duclos, Marty, Gitton, Frachon, Racamond et Vaillant-Couturier »* à la *« bataille de Saint-Denis »* où tout l'état-major du PC a accepté de participer à une réunion publique contradictoire. Chacun regroupe ses forces pour la soirée du 26 avril. Pourtant le 26, avant la réunion, le bureau politique propose à Doriot la transformation du meeting contradictoire en une réunion unitaire au cours de laquelle ne parleraient ni Doriot, ni Thorez. Un télégramme de l'IC est arrivé au siège du PC : *« Au BP, à Thorez et à Doriot. Nous considérons nécessaire de cesser la lutte intérieure dans le parti. Envoyez Thorez et Doriot ici. L'IC examinera le désaccord fractionnel dans le parti français. Informez-nous quand ils partiront » 30.* Thorez part immédiatement. Doriot refuse de quitter Saint-Denis avant la fin des élections. *« Je veux, écrit-il, aller discuter avec les dirigeants de l'IC d'égal à égal. Je ne veux pas me rendre à Moscou en bourgeois de Calais, en chemise et la corde au cou » 31.*

La rupture semble consommée : lors du meeting du 26 avril, Doriot tente vainement de se faire entendre. Marcel Cachin n'a pas plus de succès. La position de Doriot ne paraît pourtant pas totalement compromise : le télégramme de convocation de l'Internationale communiste ne comporte aucun reproche à son égard et, mieux, le place sur le même plan que Maurice Thorez. A la suite de son refus,

Le Komintern se contente de renouveler sa demande, affirme qu'il souhaite un armistice au sein du parti communiste français et qu'en l'état actuel des choses, la question de l'exclusion ne se pose pas. Après une nouvelle demande le 10 mai, le 16, l'Internationale communiste donne plein pouvoir au comité central du parti communiste pour prendre toute mesure qu'il considérera comme nécessaire. Le 18, le bureau politique fait savoir à Doriot que, s'il déclare cesser la lutte contre le comité central et accepter sa discipline, sa place au bureau politique lui sera garantie. Mais Doriot est bien décidé à rompre : il publie une seconde lettre ouverte à l'Internationale communiste dans laquelle, non seulement, il ne procède pas à son autocritique, mais demande au contraire que la direction du parti communiste fasse la sienne et propose à Moscou de faire contrôler le parti français par une commission internationale. Son exclusion sera décidée par la conférence d'Ivry (23-26 juin 1934) au retour de Moscou de Maurice Thorez.

Le voile est loin d'être levé sur les mobiles de Doriot. Doriot était un homme d'appareil profondément corrompu, souvent comparé à Mussolini par ses propres camarades dès cette époque. Bénéficiant d'une base ouvrière incontestable, il choisit de « *tomber à gauche* » afin de préserver une clientèle. Ses relations exactes avec le Komintern et les informations qui lui en parvenaient, peut-être par l'intermédiaire de Vassart, responsable à l'organisation du parti communiste français en poste à Moscou, ne sont pas non plus totalement élucidées. De plus, il semble incontestable qu'une crise profonde déchire les sommets de l'Internationale communiste. Si nous ne savons pas quels en furent les protagonistes et les étapes, nous en connaissons au moins la conclusion. Staline et la direction de l'Internationale communiste étaient en train, dans une perspective qui était la leur, de changer de politique et de reprendre les propositions avancées par Doriot depuis le début de janvier, ce qui explique peut-être les ménagements dont on fait preuve à son égard.

Quoi qu'il en soit, moins de six mois après le 12 février, le tableau politique s'est profondément modifié. Le courant en faveur du front unique regroupe désormais des forces considérables, que ce soit celles rassemblées autour des fédérations de Seine et Seine-et-Oise dans le comité d'action antifasciste ou celles qui se regroupent autour du rayon de Saint-Denis, principal bastion ouvrier du PC, qui suit Doriot dans sa sécession. Doriot, menant toute sa campagne municipale de Saint-Denis sur le thème de l'unité d'action, a été réélu par plus de 75% des voix, ce qui est considérable. La gauche socialiste, qui regroupe plus d'un tiers du parti socialiste, a suivi la bataille de Saint-Denis avec passion. Daniel Guérin écrit un article pour L'Emancipation. Les militants de la gauche socialiste sont présents au meeting du 26 avril aux côtés des partisans de Doriot. « *Ce n'était pas une personnalité, ni une politique de clocher que nous étions venus applaudir, note Daniel Guérin, un seul fait s'imposait à nous : pour la première fois, une voix s'élevait dans l'Internationale communiste en faveur du front unique, du vrai* »³². Cette fois les conditions d'un débordement des appareils semblent mûres.

Le tournant du PC

Coup de théâtre. Lorsque Maurice Thorez, retour de Moscou, prend la parole devant les militants du parti communiste réunis à la Grange-aux-Belles, le 23 mai, sur le thème « *L'Internationale a parlé* », il laisse entendre que la politique de la Troisième Internationale n'exclut nullement l'ouverture de négociations avec les chefs socialistes. Le 31 mai, le comité central s'adresse à la direction de la SFIO pour lui proposer une action commune en faveur de Ernst Thaelmann incarcéré en Allemagne. Le même numéro de L'Humanité reproduit un article de la Pravda qui stigmatise les manquements à la discipline de Jacques Doriot tout en montrant la patience et le sens de la démocratie intérieure du Komintern. L'article débat sur un ton nouveau des possibilités d'une collaboration entre communistes et socialistes : « (...) *A plus forte raison, un pareil appel aux dirigeants socialistes est-il possible dans un pays comme la France où la social-démocratie n'a pas encore été au pouvoir, où les éléments d'extrême-droite ayant quitté les rangs du parti socialiste, les ouvriers pensent que leur parti ne suivra pas le chemin de la social-démocratie allemande* »³³.

Les arguments avancés sont ceux-là mêmes que défendait J. Doriot en janvier. A la conférence d'Ivry qui décide de son exclusion, les raisons invoquées ne manquent pas de sel : l'exclusion est justifiée par l'attitude « *antiunitaire* » de Doriot qui « *considère le front unique comme une manœuvre subalterne* », souhaite le « *refus du parti socialiste* » alors que le parti communiste souhaite « *la réalisation d'un accord pour la lutte contre le fascisme* »**34.**

Selon Cécile Vassart, Maurice Thorez serait resté quinze jours à Moscou sans rencontrer aucun responsable de l'Internationale 35. De nouvelles instructions seraient parvenues ensuite sous la forme d'un document servant de base à la conférence d'Ivry et rédigé à Moscou par Albert Vassart. Les Cahiers du bolchevisme du 15, juin publie encore un article de M. Thorez, certainement écrit avant son départ pour Moscou, dans lequel il appelle les communistes à « *démasquer les manœuvres des chefs et d'organisations social-réformistes* ». Mais à partir du 1er juin, il applique scrupuleusement la nouvelle orientation. Le 11 juin, a lieu la première rencontre entre Léon Blum et Zyromski d'une part, Benoît Frachon, Marcel Gitton et M. Thorez de l'autre. Il s'agit de tenter d'établir un accord mettant fin aux attaques entre les deux partis. La formule de « *pacte de non-agression* » lancée par la fédération socialiste du Nord est reprise par Le Populaire le 23 juin. Le 25, la conférence d'Ivry du PC affirme que le parti communiste est décidé à « *renoncer aux attaques dans la propagande écrite et orale dans le cadre de l'action engagée* » et s'engage à pratiquer « *constamment* » et « *loyalement* » la tactique du front unique et adresse à la SFIO un projet de pacte d'unité d'action **36.**

Les dirigeants socialistes sont surpris et quelque peu désorientés par l'initiative communiste. Il était jusque-là possible de démontrer que la direction du parti communiste s'opposait à l'unité. Il n'en est pas de même maintenant, d'autant que Pivert et Zyromski profitent de l'occasion pour forcer la main de la CAP. Afin de hâter un processus qui évolue à leurs yeux trop lentement, les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise acceptent, contre l'avis de la CAP, la proposition d'organiser — cette fois en commun — un grand meeting avec la région parisienne du PC. La volonté unitaire des travailleurs s'y manifesta puissamment au point qu'un second meeting dût être organisé en hâte au gymnase Huyghens, la salle Bullier s'avérant trop petite pour contenir les auditeurs. Tandis qu'à Huyghens, Vaillant-Couturier et Henaff pour le PC et Joublot et Graziani pour la SFIO improvisent, à Bullier, Cachin, Duclos et Lampe pour les communistes, Farinet, Pivert, Just et Zyromski célèbrent l'événement dans l'enthousiasme : « *Voilà quinze ans que j'attends cette soirée, s'écrie Claude Just, j'espère qu'elle ne sera pas sans lendemain* »**37.** Lampe lui en donne l'assurance : « *Ce que nous avons réalisé régionalement sera réalisé demain sur le plan national* » **38.** Zyromski déclare que désormais « *il n'y a plus face à face que les partis de réaction et l'ensemble de la classe ouvrière* »**39** tandis que Marceau Pivert proclame : « *Aucune force au monde n'arrêtera notre marche, coude à coude, vers la révolution prolétarienne* »**40.** Une motion est finalement adoptée par acclamation, les participants s'engageant « *à se battre unis sur le front de classe contre le gouvernement d'union nationale* »**41.**

La gauche socialiste mène campagne pour l'acceptation des propositions du PC. A la veille du conseil national du 15 juillet, Marceau Pivert écrit : « *Nous souhaitons que le conseil national dise avec le maximum de netteté : camarades du parti communiste, pour l'action commune à l'échelle nationale, voici notre signature, voici nos mains fraternelles* » **42.**

Cette fois le courant unitaire est trop fort pour que le secrétariat puisse envisager de s'y opposer. Le conseil national accepte l'offre du PC. Il met seulement des conditions : que, pendant la durée du pacte et même en dehors de l'action commune, la propagande et l'action spécifiques de chaque parti excluent l'injure et l'outrage, que soient appelés à participer à l'action commune tous ceux qui veulent défendre les libertés, que soit exclu tout recours systématique à la violence afin de ne pas « *énervier* » la « *vigueur militante de la classe ouvrière* » et que ne soient pas multipliées les manifestations « *jusqu'au point de créer la lassitude et l'indifférence de la masse* ». Le parti socialiste demande, enfin, que soit mis en place un comité de coordination composé des représentants des deux partis, organisme qui ne pourra pas porter atteinte aux droits statutaires des fédérations du parti socialiste en matière d'action publique et

de propagande. Pivert et Zyromski acceptent ces « conditions » destinées à donner le contenu le moins offensif possible au front unique désormais inévitable.

Marcel Gitton commente dans les Cahiers du bolchevisme : « *Le conseil national socialiste, par sa décision, permet le développement de cette unité d'action à l'échelle nationale. C'était le but recherché par notre parti, en toute loyauté, sans la moindre arrière-pensée* »⁴³.

Le PC donne les apaisements souhaités et, le 27 juillet 1934, André Blumel, représentant Léon Blum, Lebas, Descourtieux, Lagorgette, Just et Zyromski signent avec Thorez, Duclos, Marty et Soupé le pacte d'unité d'action.

La gauche socialiste accueille avec enthousiasme la signature du pacte. Ses militants estiment, et à juste raison, que cet aboutissement est en grande partie leur oeuvre, qu'il constitue une vérification de la justesse et du caractère réaliste du combat qu'ils viennent de mener au sein du parti socialiste. Cette bataille pour l'unité a considérablement renforcé le prestige de la Bataille socialiste et des hommes qui ont incarné ce combat. La gauche de la SFIO s'est trouvée portée par le mouvement des masses, l'exprimant plus que l'orientant ou le contrôlant. L'une des conditions de l'« offensive révolutionnaire » est maintenant acquise. La gauche — car elle est désormais indiscutablement une gauche — a acquis prestige au sein du parti socialiste et confiance de ses propres forces. Elle constitue un facteur de poids dans la lutte des classes et non plus seulement les éléments d'un jeu d'appareil au sein du parti socialiste. Les insultes de L'Humanité et des Cahiers du bolchevisme contre les « chefs réformistes » et les « démagogues de gauche à la Marceau Pivert » prouvent que l'impact des militants de la Bataille socialiste s'étend largement au-delà des frontières de leur parti et concerne maintenant l'ensemble du mouvement ouvrier.

La question est maintenant de savoir si le courant qui s'incarne désormais en Zyromski et Marceau Pivert, et dont le développement est incontestablement un symptôme d'une modification des rapports de force, va devenir un facteur actif et si son intervention va être à même de peser désormais de façon indépendante dans la lutte des classes.

En signant le pacte d'unité d'action, parti communiste et parti socialiste ont certes cédé devant le mouvement des masses, mais ainsi ils ont écarté temporairement le danger de débordement. Marceau Pivert, les trotskystes et le rayon de Saint-Denis n'ont plus désormais le monopole de la lutte pour le front unique dont peuvent maintenant se réclamer les directions socialiste et communiste. Significatif et lourd de menaces est le fait que Marceau Pivert, dont le rôle fut essentiel dans la recherche de l'unité d'action, ait été écarté de la délégation socialiste, le 27 juillet, afin sans doute de ne pas indisposer les nouveaux alliés.

Notes :

1. Trotsky (Léon), « L'évolution du parti socialiste SFIO », 10 juillet 1934, La Vérité, 17 août 1934.
2. Ibid.
3. Berstein (Serge), Le 6 février 1934.
4. Cahiers du bolchevisme, 13 janvier 1934.
5. Thorez (Maurice), « Contre l'opportunisme », Cahiers du bolchevisme, 1^{er} février 1934.
6. Cahiers du bolchevisme, 15 février 1934.
7. Gitton (Marcel), Cahiers du bolchevisme, 15 avril 1934.
8. « Qui a payé les balles ? », L'Humanité, 15 février 1934.
9. Delmas (André), A gauche de la barricade, p. 17.
10. « Il y a seize ans », Le Populaire, 12 février 1950.

11. Lefranc (Georges), Le mouvement socialiste sous la Troisième République, p. 310.
 12. « Les raisons de notre démission », Le Populaire, 1^{er} octobre 1930.
 13. Papiers des Amis de Marceau Pivert.
 14. Lefranc (Georges), op. cit., p. 29.
 15. Pivert (Marceau), Descourtieux (André), « La marche à l'unité d'action antifasciste », La Bataille socialiste, novembre 1934.
 16. L'Humanité, 8 février 1934.
 17. La Bataille socialiste, novembre 1934.
 18. « Vers la décision », La Bataille socialiste, 15 février 1934.
 19. Ibid.
 20. Ibid.
 21. La Bataille socialiste, 15 mars 1934.
 22. Coudène, Revol, Joubert, Trotsky, l'opposition de gauche et le groupe bolchevique-léniniste (1929-1936), p. 80.
 22. Lancelle (Charles), rapport au premier congrès du PSOP, La Vérité, juillet 1939.
 23. Bulletin intérieur du PSOP, avril 1939.
-

Chapitre 4

Le temps des choix



En signant le pacte qui les unit, les directions du parti socialiste et du parti communiste ont confisqué à leur profit l'unité qu'elles comptent bien utiliser désormais pour leur propre défense, pour contrôler tout mouvement de masse remettant en cause leur position et barrer la route à toute tentative de débordement sur la gauche. Le pacte d'unité d'action prévoit expressément en son dernier paragraphe que « *chaque parti s'engage à réprimer les défaillances et les manquements qui pourraient se produire dans le sein de ses propres organisations* ».

L'unité, assurance contre le débordement

En faisant tout pour éviter que se prolonge l'unité concédée le 12 février, les directions du PC et de la SFIO avaient certes opéré un repli, maintenu le statu quo, évité le débordement. Les mois qui suivent le 12 février furent caractérisés par les échecs successifs des manifestations et rassemblements organisés dans la confusion, le fiasco du 1^{er} mai 1934 marquant le niveau le plus bas de l'activité de la classe ouvrière. En compressant et en émiettant le mouvement des masses, les appareils réformiste et stalinien avaient également provoqué la réaction inverse : le développement à l'intérieur de leur propre parti d'une effervescence politique jusqu'alors inconnue qui se traduisait par le renouvellement et la reprise à un niveau supérieur du mouvement à gauche dans le parti socialiste et par la scission de Doriot dans le PC. De plus, le printemps voit une reprise de l'activité des masses. Les bagarres de rue avec les fascistes, dans lesquelles ces derniers ont le dessous, se multiplient.

En s'engageant sur la voie de l'unité, PS et PC font une concession apparente qui leur permet, pour le PC, d'éliminer Doriot sans trop de mal en lui confisquant son programme, et pour la direction socialiste, d'apaiser la gauche socialiste. De plus, l'unité, se réalisant maintenant de façon privilégiée au « *sommet*

», ouvre la voie à la normalisation du système des comités d'alliance mis en place à partir des lendemains du 6 février et qui couvrent une surface considérable.

Les partisans de la gauche socialiste se trouvent à l'intérieur du front unique réalisé. Ils ont vu leur parti évoluer considérablement sur la question de l'unité. Leur audience s'est accrue et il leur semble possible de continuer à infléchir la politique du parti socialiste vers la voie révolutionnaire. De plus, ils ne désespèrent pas voir l'unité d'action conduire à l'unité organique dont ils attendent la régénérescence du mouvement ouvrier. Cette hypothèse est d'autant moins exclue que les directions du PC et de la SFIO semblent un instant s'engager dans cette voie. Au conseil national de la SFIO qui se prononce pour l'acceptation des propositions d'unité présentées par le parti communiste, Séverac donne lecture du compte rendu sténographique des discussions préliminaires entre représentants de la CAP et du comité central sur la possibilité de l'unité organique. Au lendemain de la tentative de putsch nazi à Vienne, marqué par l'assassinat du chancelier Dollfuss, Maurice Thorez publie un article dans lequel il présente l'unité organique comme le développement naturel de l'unité d'action. Quelles que soient les intentions réelles de part et d'autre, parti communiste et SFIO avancent le mot d'ordre d'unité organique pour les mêmes raisons qu'ils ont de conclure le pacte d'unité d'action. Il s'agit d'éviter de poser le problème de l'action en faisant une concession apparente aux aspirations à l'unité des masses et de s'épauler contre tout danger de débordement.

Si Marceau Pivert et ses amis peuvent espérer donner de l'intérieur un contenu offensif au front unique, il n'en est pas de même pour les trotskystes et les partisans de Doriot. La réalisation du front unique est dans une certaine mesure leur œuvre. L'unité du parti socialiste et du parti communiste ouvre des possibilités considérables, peut-être celle de modifier de façon décisive le rapport des forces en Europe en ouvrant la possibilité d'une nouvelle offensive révolutionnaire. Mais cette unité se réalise dans une très large mesure contre eux. Les exclusives, portées par le parti communiste à leur encontre, prennent maintenant leur pleine signification. La satisfaction de voir leur politique confirmée par le développement de l'histoire ne leur ouvre pas nécessairement le chemin des masses. Leur victoire risque même de le leur fermer tant il est vrai que les appareils du PC et du PS utilisent l'unité pour se garantir mutuellement contre toute intrusion d'un courant qui ne serait pas sous leur contrôle. En ce mois de juillet 1934, les révolutionnaires peuvent méditer sur le fait que l'idée juste ne devient une force matérielle que par sa soudure avec le mouvement des masses.

Doriot à la croisée des chemins

Le projet de Jacques Doriot, résumé dans la formule « *une seule classe, une seule CGT, un seul parti* », est de ce point de vue proche de celui de la gauche socialiste avec qui il entretient d'ailleurs des relations suivies, quoique discrètes jusqu'au printemps 1935. C'est celui d'un retour au parti unifié de 1905, un parti dans lequel il occuperait une place de tout premier plan. Il poursuit la publication de son journal L'Emancipation, « *organe central de l'unité totale des travailleurs* », et considère que le parti unifié devra être « *à l'abri des interventions intempestives de nos camarades russes dans les questions de tactique du prolétariat français* »¹. Pourtant, il n'y a encore nulle marque d'antisoviétisme dans ses propos : le 1^{er} septembre 1934, à propos du conflit sino-soviétique, il écrit que « *la défense de l'Union soviétique* » est une « *cause sacrée* » qui se « *confond avec la défense de l'humanité tout entière* »².

Les travaux de la commission d'unification constituée entre le PC et la SFIO piétinant, il regarde du côté de la SFIO qui avait largement utilisé son nom, dans les mois précédents la signature du pacte, dans sa polémique contre le PC, et pour laquelle il semble d'ailleurs n'avoir que mépris. A l'automne 1934, Paul Faure et J.-B. Séverac examinent avec lui l'éventualité de son entrée dans la SFIO, solution que recommandaient également Rosenfeld et Grumbach. En novembre 1934, Farinet et Zyromski prennent la parole lors d'une réunion du « *rayon majoritaire* » de Saint-Denis. En mars 1935, Lebas déclare qu'en cas de fusion entre la SFIO et le PC, le PUP et les partisans de Doriot devraient avoir leur place au sein du front unique. L'entrée de Doriot dans la SFIO aurait certes constitué un apport ouvrier non négligeable

et renforcé l'image de marque du parti socialiste en accréditant l'idée que toutes les tendances pouvaient y prendre place. La direction socialiste ne dédaigne sans doute pas utiliser Doriot pour faire éventuellement pression sur ses nouveaux alliés ; fondamentalement, elle choisit cependant l'alliance avec le parti communiste qui a fait clairement comprendre que tout appui donné à Doriot et à son mouvement serait considéré comme une rupture de l'accord du 27 juillet 1934. A titre de monnaie d'échange, la direction du PC cesse de soutenir la tendance Action socialiste. Les deux directions sont bien décidées à traiter seule à seule. Jacques Doriot fait les frais de cet accord. Le PC s'emploie à détruire le comité de vigilance de Saint-Denis qui constituait le symbole de la lutte pour l'unité et la manifestation du risque d'un débordement. Le 9 décembre 1934, le rayon reconstitué demande son adhésion au comité de vigilance de Saint-Denis en laissant clairement entendre qu'il cherche par ce moyen à paralyser l'action de Doriot. Le comité de vigilance répond en acceptant l'adhésion du rayon minoritaire à condition que cessent les attaques locales et nationales contre le « *rayon majoritaire* » conformément aux décisions du 27 juillet excluant la polémique dans l'action commune entre organisations participantes. Cet engagement est repoussé par le rayon reconstitué qui exige alors de la section socialiste qu'elle constitue avec lui un comité de coordination comme le prévoyait le pacte d'unité d'action. L'opération réussit enfin lors des élections des 5 et 12 mai 1935 pour lesquelles les socialistes de Saint-Denis concluent un accord avec le rayon reconstitué. Le 2 juillet 1935, Thorez et Zyromski assistent ensemble à une réunion à Saint-Denis où ils fêtent leur victoire sur le « *renégat Doriot* ». A la suite de cette décision, la commission d'unification ouvrière exclut Barbé et Doriot de toute collaboration ultérieure. Ainsi, la réalisation du front unique a eu comme première conséquence de rejeter celui qui en avait été le porte-parole le plus bruyant. Les différentes tentatives de Doriot pour constituer une force nationale échouent les unes après les autres : accord avec le PUP de Paul Louis sans lendemain, échec des tournées en province, systématiquement sabotées par le PC, fiasco de la conférence nationale qu'il convoque le 20 octobre 1934. Sa dernière tentative pour jouer un rôle dans le mouvement ouvrier se situe en février 1935 où il participe à une conférence des partis n'appartenant ni à la Seconde ni à la Troisième Internationale. Homme d'appareil, Doriot a été formé à l'école du stalinisme. Dépité, il abandonne un combat qui aurait exigé une abnégation et une morale révolutionnaire qu'il n'avait jamais possédées, pour chercher dans l'appui d'autres forces sociales et politiques la possibilité de rester un chef. Une autre histoire commence, celle qui le conduira dans les rangs du fascisme.

Les trotskystes : « entrisme » à la SFIO

Dès la signature du pacte, Trotsky, qui, après son expulsion de Barbizon en avril 1934, a trouvé un précaire asile à Domène près de Grenoble, saisit le danger d'isolement et propose à ses camarades la tactique qui deviendra célèbre sous le nom « *d'entrisme* ». A ses yeux, la manifestation du 12 février inaugure en France une période de radicalisation ouvrière que les révolutionnaires abordent dans un état d'extrême faiblesse. Le reflux du mouvement ouvrier après 1923, le régime intérieur de l'Internationale communiste et la puissance matérielle de l'appareil stalinien dirigeant ses persécutions les plus rudes contre eux, les avaient profondément isolés, les obligeant à lutter « *contre le courant* ».

La situation ouvre maintenant de nouvelles perspectives. Le mouvement ouvrier français est placé, selon Trotsky, devant une perspective à court terme : « *Dans un laps de temps de six mois à deux ans, ou bien le prolétariat détruira le fascisme et fera un formidable bond en avant dans la lutte pour le pouvoir, ou bien il sera lui-même détruit et toute l'Europe sera l'arène du fascisme et de la guerre* »³. C'est la pression de ces terribles événements qui a forcé SFIO et parti communiste à marcher sur la voie du front unique, mais, constate-t-il, ni l'un ni l'autre n'utilisent le pacte d'unité d'action pour aller de l'avant, mais, au contraire, font tout pour que les masses trouvent satisfaction dans l'unité pour elle-même. Il considère que désormais le danger principal réside dans « *les illusions du front unique* ». Si les possibilités d'une victoire révolutionnaire existent désormais en France, encore faut-il que l'avant-garde soit présente à l'intérieur du front unique pour le « *féconder* » d'un contenu révolutionnaire et empêcher qu'il ne soit dévoyé. Pour Trotsky, il ne suffit pas d'avoir des idées justes, encore faut-il que ces idées deviennent

force matérielle par leur jonction avec les masses, les travailleurs ne venant pas à des idées justes, mais à un mouvement qui concrétise dans des actes ces idées justes. Pour gagner les masses, il faut leur permettre de faire leur expérience. La conjoncture pose le problème en termes particuliers : pour être dans le mouvement des masses et l'aider à se dégager des illusions, il faut, présentement, être à l'intérieur du front unique. Or, le rapport de forces ne permet pas aux bolcheviks-léninistes d'occuper une place indépendante dans le front unique en constituant une troisième force qui imposerait sa présence et serait reconnue par les masses. Les bolcheviks-léninistes n'étant pas parvenus dans les années passées à nouer des liens décisifs avec les masses, la seule possibilité reste celle d'entrer en tant que fraction indépendante dans l'un des partis qui composent le front unique. Si, du point de vue théorique, le choix entre les deux partis est indifférent, pratiquement pourtant seule l'entrée dans la SFIO est possible. Pour les trotskystes, dont la majorité vient d'être exclue du parti communiste, un travail de fraction n'y serait possible que sous une forme clandestine qui ne correspond pas à la nécessité de déployer largement les idées révolutionnaires. Par contre, le régime interne de la SFIO, l'existence de tendances et le droit reconnu d'en créer de nouvelles peuvent permettre leur expression sans qu'ils aient à abandonner leur journal ni leur organisation.

De plus, l'entrée dans la SFIO présente pratiquement un intérêt supplémentaire. L'évolution de la SFIO pourrait permettre grâce à l'intervention du « *levier marxiste* » de constituer dans l'aile gauche un pôle de regroupement révolutionnaire qui, du même coup, accélérerait la maturation de la crise au sein du PC. Pour Trotsky, la différence pratique entre la SFIO et le PC est en effet considérable : le processus de transformation de courant « *réformiste* », en courant « *centriste* » est déjà bien avancé dans le parti socialiste. Or, contrairement au « *stalinisme* », produit de la décomposition du bolchevisme, qui représente un courant politique relativement stable, car lié aux intérêts de la puissante caste bureaucratique en URSS, le « *centrisme* » du parti socialiste, produit de la décomposition du réformisme, représente un système politique extrêmement instable et transitoire dont il est possible de faire évoluer certains éléments. En relation avec ce fait, Trotsky avait demandé dès le lendemain de la scission néo à ses camarades de construire une fraction dans la SFIO. Alors même que les bolcheviks-léninistes étaient encore membres de l'IC, il écrivait que : « *L'opposition de gauche internationale se trouvait devant la tâche d'accélérer l'évolution des organisations socialistes de gauche en introduisant dans ce processus ses idées et son expérience* »⁴.

Le 22 février 1934, il écrit que : « *La nouvelle Internationale devra se développer surtout sur le compte des tendances et des organisations centristes qui dominant actuellement* »⁵. Et il demande, à nouveau, à ses partisans de se « *rapprocher des ouvriers socialistes* » : « *Non pour leur "faire la leçon" de haut en bas, en qualité de savants spécialistes qui savent tout, mais pour s'instruire auprès des ouvriers avancés, en serrant avec eux les coudes sur la base de l'expérience effective de masse que poursuit inéluctablement le prolétariat français dans la voie de la lutte révolutionnaire* »⁶.

En reprenant à son compte la tactique que Lénine avait en son temps conseillée aux communistes anglais en leur demandant de rentrer dans le Labour Party, Trotsky ne fait qu'appliquer le principe selon lequel les révolutionnaires doivent aller défendre leurs idées et leur programme partout où se trouvent les masses. La construction du parti révolutionnaire passe par un séjour tactique et conjoncturel dans la SFIO.

Après de vives discussions, les bolcheviks-léninistes, réunis en conférence nationale le 24 août 1934, décident l'entrée à la SFIO. Les réticences sont nombreuses : chez nombre de militants, il reste du passé « *oppositionnel* » dans l'Internationale communiste l'idée, radicalement fautive aux yeux de Trotsky, que l'appareil du PC constitue un « *moindre mal* » que celui de la SFIO, et qu'être « *communiste* » c'est moins mal et plus à gauche que d'être « *socialiste* ». Parmi les partisans de l'entrée, de nombreuses ambiguïtés subsistent. Certains considèrent que cette tactique ne se justifie que parce que la marche à l'unité organique est engagée et proposent de prendre la tête du courant en faveur de la fusion, celle-ci ouvrant, selon eux, la possibilité d'un nouveau congrès de Tours. Trotsky intervient dans le débat, objecte aux uns

qu'il faut apprendre à se débarrasser des mœurs d'une organisation étroite et fermée pour aller à la conquête des masses ; aux autres, il rétorque que, si l'unité organique constitue l'une des éventualités qu'il faut envisager, il est illusoire de penser que sa réalisation signifierait l'écroulement des deux bureaucraties : elle entraînerait au contraire leur défense mutuelle contre le courant révolutionnaire qui cherche à se frayer la voie. Il considère que parti communiste et parti socialiste n'avancent le mot d'ordre d'unité organique que comme un substitut à l'action alors que le problème posé est celui du contenu de l'unité.

Les dirigeants socialistes ne se montrèrent pas mécontents d'accueillir dans leurs rangs ces transfuges du parti communiste. L'expérience ne leur avait-elle pas prouvé dans le passé, que les exclus du parti communiste s'intégraient facilement dans la SFIO ? La gauche socialiste, elle, était partagée entre la satisfaction d'avoir de nouveaux alliés et la crainte d'une concurrence. Le groupe bolchevique-léniniste devenait une tendance du parti socialiste, ayant les mêmes droits que les autres. La CAP reconnaissait aux bolcheviks-léninistes leur droit à l'ancienneté et les autorisait à poursuivre la publication de leur journal *La Vérité* qui devient l'« *organe du groupe bolchevique-léniniste (SFIO) — ancienne Ligue communiste* ». En réalité, il s'agit d'une tendance profondément différente de toutes celles qu'a connues jusqu'à ce jour le parti socialiste. Les trotskystes restent solidement organisés, conservent leur physionomie propre, leur journal, leur structure — cellules et comité central — ainsi qu'une discipline internationale absolue sur toutes les questions. C'est, comme le note Daniel Guérin, « *un corps étranger* » qui se greffe sur la vieille maison, mais un corps étranger qui fera preuve d'étonnantes capacités d'adaptation. Avec l'entrée des trotskystes dans la SFIO, l'horizon de M. Pivert s'élargit et cesse d'être borné par les simples frontières du parti socialiste : c'est bien l'ensemble du mouvement ouvrier français qu'il s'agit de reconstruire dans une situation prérévolutionnaire. Il ne s'agit plus, désormais, seulement de défendre une tradition — le guesdisme — que Pivert considère comme largement insuffisante, mais de dépasser les contradictions et de surmonter les divisions issues de la scission de Tours en proposant à la classe ouvrière une stratégie pour la victoire de la révolution.

Les bolcheviks-léninistes s'attaquent au travail de regroupement et de clarification de la gauche socialiste. Ils développent leurs positions propres dans un texte de quatorze points rédigé par Trotsky et intitulé « Où va la France ? » et s'adressent aux autres tendances de gauche pour leur proposer une plate-forme minimum : création d'une milice, préparation de la grève générale, réunions communes des sections socialistes et communistes pour préparer l'unité organique **7**. Les premiers résultats sont encourageants : en novembre 1934, la 19^e section adopte à l'unanimité une « motion d'alarme » qui reprend l'essentiel de leurs propositions **8**. Quelques jours plus tard, le conseil fédéral de la Seine fait sien cette motion. Elle considère que le maintien et l'élargissement des conquêtes démocratiques doivent être assurés avant tout par « *la lutte extraparlimentaire des masses* », réclame la dissolution du Parlement, donne l'objectif de la grève générale ayant pour but la constitution d'un « *gouvernement ouvrier* » susceptible de rallier la grande masse des travailleurs et des couches hésitantes de la petite bourgeoisie dont le programme devrait essentiellement comporter l'armement des travailleurs et la satisfaction des principales revendications et qui devrait s'appuyer sur les organes du pouvoir des masses travailleuses : comités d'usines et comités locaux de front unique, fédérés régionalement et nationalement. Marceau Pivert a accepté les propositions des bolcheviks-léninistes. Il est réticent à les mettre en pratique et invoque la nécessité d'attendre la décision des instances régulières du parti socialiste. Ses interventions sont pourtant de plus en plus claires et résolues.

Développement de la « gauche socialiste »

En novembre 1934, Doumergue cède la place à Flandin qui constitue un gouvernement à participation radicale dont sont exclus le maréchal Pétain et André Tardieu. Le remplacement de Doumergue par Flandin constitue à vrai dire un simple correctif de la part des milieux dirigeants qui estiment que la situation n'impose ni de faire appel à un gouvernement à direction radicale, ni de maintenir de façon aussi ouverte la menace de la dictature militaire incarnée par le maréchal Pétain. Il apparaît inutile de

compromettre prématurément les radicaux. Tout aussi inutile et même dangereux est le maintien de André Tardieu et du maréchal Pétain alors que la réalisation de l'unité de la SFIO et du parti communiste constitue plutôt, dans l'immédiat, une reprise en main et un facteur d'ordre. Bref, le pendule du bonapartisme, appuyé à sa droite sur la police et sur l'armée et à sa gauche sur les chefs radicaux, oscille quelque peu à gauche. Rien de fondamental cependant : la déclaration ministérielle du nouveau gouvernement affirme « *vouloir défendre la République contre les entreprises de révolution et de dictature* ». Dans les faits, le nouveau gouvernement ne semble pas vouloir juguler l'action des ligues factieuses. La CAP du parti socialiste, au nom de la politique du « *moindre mal* », émet un vote favorable à la collaboration avec le nouveau gouvernement.

Devant le conseil national sélectionné sur la base de votes antérieurs à la scission néo, et ne reflétant donc aucunement l'évolution récente du parti, Marceau Pivert défend avec fougue, dans une atmosphère hostile, la résolution du conseil fédéral, brandissant devant les dirigeants socialistes effrayés l'insurrection, les milices, la grève générale et l'armement du prolétariat. Dans ses articles, il développe maintenant ouvertement les conceptions qui, hier encore, étaient l'apanage des bolcheviks-léninistes, mène campagne pour la grève générale et les milices ouvrières. Il s'engage pratiquement en organisant un embryon de milice du parti, les TPPS (toujours prêts pour servir) dont l'efficacité sera redoutée par les fascistes. En décembre 1934, les TPPS reçoivent l'instruction d'interdire la tenue d'une concentration Croix de Feu convoquée à Conflans Sainte-Honorine. Le colonel de la Rocque décide alors, au dernier moment, d'annuler le rassemblement. La direction du parti est hostile au développement des TPPS. En mettant à sac en avril 1935, le local de la rue Feydeau, siège de la fédération de la Seine, les Croix de Feu rendent à Marceau Pivert un service inespéré. Léon Blum se félicite que personne n'ait été présent au local lors de l'agression. Marceau Pivert s'en prend violemment à la « *passivité* » de la CAP qui réside, selon lui, dans la ligne générale du « *social-pacifisme* », dans laquelle il voit un « *péril mortel* » pour le parti :

« Les dirigeants du parti croient à la possibilité de lutter contre le fascisme en faisant appel au " jeu normal " de la démocratie bourgeoise et de ses forces de coercition. Une discussion récente à la CAP m'a montré des camarades répugnant à employer la " violence " comme étant une méthode fasciste, et s'obstinant dans l'emploi exclusif de la propagande s'adressant " à la raison et au cœur des hommes "... Hitler ne leur a rien appris. Et l'on m'a accusé de provoquer la venue " plus rapide " du fascisme, parce que je demandais à la CAP les répliques immédiates qui s'imposent... »9.

La majorité de la CAP se retranche derrière l'absence de décisions de congrès qui n'ont jamais décidé la création des formations paramilitaires. Elle est pourtant contrainte de céder. Profitant de l'émotion, Marceau Pivert et les bolcheviks-léninistes obtiennent enfin l'autorisation de développer les TPPS. Un état-major est constitué avec Marceau Pivert, Georges Rul et les bolcheviks-léninistes Balay et Laurent. Organisés en dizaines, trentaines et centaines, quoique mal armés — ils disposent de quelques revolvers — ils assurent la protection des locaux et des militants, protègent la vente des journaux et donnent la chasse aux fascistes. Lors de la manifestation de Front populaire, le 14 juillet 1935, Marceau Pivert obtiendra, malgré les protestations du parti communiste, l'autorisation de faire défiler les TPPS. Plusieurs centaines de TPPS, cinq cents Jeunes gardes socialistes — l'équivalent des TPPS dans les Jeunesses — défilent en rang et en uniforme, chemise bleue et cravate rouge, aux cris de « *Gouvernement ouvrier et paysan ! Front populaire de combat ! Milice ouvrière ! A bas la défense nationale !* »

L'influence des bolcheviks-léninistes va croissant : lors du premier congrès de la fédération de la Seine, tenu mi-mai 1935, la motion de la Bataille socialiste obtient 2 581 mandats, celle de Lebas-Séverac 1 336, les bolcheviks-léninistes 803, Action socialiste 125, Révolution constructive 183, et le CASR 96. Lors du second congrès, quinze jours plus tard, les bolcheviks-léninistes passent à 1 087 voix tandis que la Bataille socialiste perd 200 voix. Au congrès national de Mulhouse de la SFIO, Jean Rous est élu à la CAP. Le phénomène est encore plus marqué dans l'Entente de la Seine des Jeunesses : lors du congrès de

février 1935, les bolcheviks-léninistes qui présentent un texte commun avec la tendance « *Jeunes socialistes* » obtiennent 235 voix contre 406 à la tendance « *Jeunesse socialiste révolutionnaire* » de Fred Zeller, proche de M. Pivert et 35 au groupe Spartakus. Pour la préparation de la conférence nationale des Jeunesses de juillet 1935, toute la gauche se rallie aux positions des bolcheviks-léninistes qui obtiennent les trois quarts des voix.

Les progrès réalisés par les trotskystes dans leur travail « *entriste* » constituent un facteur nouveau dans le développement de la gauche dans le parti socialiste. Marceau Pivert, qui rencontre Léon Trotsky au printemps 1935, semble en avoir été fortement impressionné. Le 20 août, il reconnaît « *qu'un nombre croissant d'ouvriers socialistes se trouvent d'accord avec les bolcheviks-léninistes : milices ouvrières, défaitisme révolutionnaire, grève générale insurrectionnelle, conquête du pouvoir et dictature de classe du prolétariat* ». Incontestablement, la petite phalange du groupe bolchevique-léniniste a correctement apprécié l'évolution interne du parti, et ses contradictions. La stratégie unitaire et combative qu'elle propose répond aux aspirations de nombreux militants. Mais il n'y a pas, dans la situation ainsi créée, de place pour plusieurs courants « *révolutionnaires* » dans le parti socialiste : ou bien Pivert, avec les éléments les plus à gauche de la Bataille socialiste prend la tête d'un nouveau courant rassemblant leurs propres forces, celles des bolcheviks-léninistes et les nouveaux militants, qu'ensemble ils peuvent espérer gagner, ou bien il rallie ceux qui, dans le vieux parti, commencent à réagir face aux progrès d'une tendance que beaucoup ressentent comme un corps étranger — et qui l'est largement encore, par sa discipline de fraction comme par son vocabulaire politique. Paul Faure a mis Marceau Pivert en garde contre « *les manœuvres des trotskystes* » qui sont des « *communistes conséquents* » et veulent « *renouveler Tours* ». Dans Le Populaire du 5 mars 1935, il stigmatise le vote émis par le conseil fédéral de la Seine en février et demande à Marceau Pivert de choisir entre son patriotisme de parti et le programme « *étranger* » à la SFIO qu'il semble avoir la faiblesse de défendre : « *Nous pensons à ce qui s'est passé en 1920 au congrès de Tours. Et permettez-moi de vouloir éviter que, dans les expériences actuelles, notre maison péniblement reconstruite, ne soit à nouveau démolie... Quand je retrouve ici des idées que nous avons combattues en 1920, je suis inquiet (...)* » **10.**

Du front unique au front populaire

C'est dans les dernières semaines du printemps 1935, au cours de la préparation du congrès de Mulhouse de la SFIO que se produit l'événement décisif. Sous la pression du parti communiste, le front unique socialiste-communiste se transforme en front populaire élargi au parti radical. Le tournant du PC prend toute son ampleur au lendemain de la signature en mai 1935 du pacte franco-soviétique par Pierre Laval et Staline. Désormais, c'est par rapport à ces faits nouveaux que s'opère le reclassement des courants à l'intérieur du mouvement ouvrier. La Bataille socialiste va devoir choisir entre son orientation « *unitaire* » et ses aspirations « *révolutionnaires* ».

C'est entre avril et juin 1934, que s'est préparé à Moscou le revirement tactique qui conduit, le 27 juillet, à la signature du pacte d'unité d'action. Rien apparemment dans le contenu des déclarations n'annonce l'ouverture vers les radicaux. Si l'IC était revenue le 27 juillet sur la qualification de la social-démocratie, la position du PC à l'encontre du parti radical semblait maintenue. Le 15 juin 1934, commentant la décision du congrès de Toulouse de la SFIO de soutenir les candidats radicaux qui accepteraient un engagement public de combattre l'union nationale, Lucien Constant se félicitait dans les Cahiers du bolchevisme de ce que de nombreux délégués se soient prononcés pour un candidat prolétarien unique :

« Nous connaissons très bien ce que valent ces engagements de ce genre pris à la veille des élections. (...) Le caractère même du parti radical, parti bourgeois de " gauche ", mène ses représentants, dans la situation critique pour la bourgeoisie, à abandonner pour une certaine période, leurs phrases et leurs gestes " de gauche " pour sauver la " mère malade ". Croire que des engagements écrits, même les plus solennels, peuvent changer la nature de politiciens représentant une classe déterminée, en l'occurrence

de la bourgeoisie, cela signifie ne rien comprendre à la vie sociale et à la lutte des classes. Le faire croire aux autres comme le font les chefs socialistes, cela signifie tromper les ouvriers qui les suivent encore, les enchaîner au char de la bourgeoisie »**11**.

Pourtant dès le 15 août, Jacques Duclos, définissant la stratégie du PC pour les élections cantonales, écrit qu'il s'agit d'« entraîner les travailleurs radicaux à l'action contre l'union nationale et le fascisme » et que, dans ces conditions, « si un candidat radical fait une déclaration contre le gouvernement d'union nationale, contre les décrets-lois, contre les bandes fascistes, nous pouvons faire voter pour lui pour, d'une part, battre le fascisme et, d'autre part, empêcher que les masses qui suivent le parti radical ne soient à leur insu livrées au fascisme » **12**. Le 27 août devant l'assemblée des militants du PC, c'est encore Duclos qui précise que la ligne adoptée à Ivry doit être comprise comme la recherche de l'« élargissement » du front unique de la classe ouvrière aux classes moyennes. Le 9 octobre 1934, au cours d'une réunion du comité de coordination des partis socialiste et communiste, Maurice Thorez propose « d'élargir » l'unité en vue de sceller « l'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière ». Le lendemain, au cours d'un meeting à la salle Bullier, il lance le mot d'ordre « d'un vaste rassemblement populaire pour le pain, la liberté et pour la paix » **13**

A partir du 22 octobre, Marcel Cachin dans L'Humanité reprend systématiquement l'expression « front populaire » dont Maurice Thorez précise à Nantes, à la veille du congrès radical, qu'il doit englober « les groupements radicaux hostiles à la réaction ». Le 5 janvier 1935, le PC accepte sans aucune condition l'adhésion de la fédération radicale-socialiste de la Seine au comité central d'unité d'action antifasciste.

Le parti communiste justifie cet « élargissement » par la nécessité de gagner les classes moyennes. D'autres considérations semblent pourtant avoir été déterminantes. Dès le lendemain du pacte, Léon Trotsky s'appuyant en particulier sur le fait que « l'appel contre la guerre » lancé par les PC de France, d'Allemagne, d'Angleterre et de Pologne ne contenait aucune critique à l'égard de l'impérialisme français, avance l'idée que le tournant de l'IC a été dicté par la nécessité d'empêcher à tout prix, en fonction des dangers croissants de guerre, l'isolement diplomatique de la Russie soviétique. L'IC utilise le PC français pour contraindre le gouvernement français à maintenir et à renforcer les alliances militaires avec l'URSS, et en contrepartie, l'IC s'engage à apaiser le mouvement révolutionnaire. L'explication de Trotsky se trouve vérifiée de façon éclatante avec la signature du pacte franco-soviétique. Le 15 mai 1935, la presse française publie la célèbre déclaration de Pierre Laval de retour de Moscou : « Monsieur Staline comprend et approuve la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa défense ».

L'Humanité, qui, le 2 avril, titrait encore « Laval, c'est la guerre » publie la déclaration du 16 mai et couvre Paris des célèbres affiches « Staline a raison ». La propagande antimilitariste est désormais considérée comme une provocation. Jean Rabaut, alors dirigeant des Etudiants socialistes, raconte que, lors de la réunion préparatoire à la manifestation du 14 juillet 1935, les Jeunesses communistes auraient pressé les Jeunesses socialistes de renoncer à leurs mots d'ordre et à leur uniforme : « Si le 14 juillet vous insultez les leaders radicaux, le drapeau tricolore et la Marseillaise, nous vous briserons la nuque ». Les Jeunesses socialistes tiennent bon et manifestent aux cris de « A bas la défense nationale ». Ce jour-là, Jacques Duclos célèbre la « réconciliation française », la Marseillaise et le drapeau tricolore. Les manifestants du parti communiste lancent le mot d'ordre « Daladier au pouvoir » et lacèrent les banderoles des militants révolutionnaires « A bas les décrets-lois Laval-Herriot ».

Il apparaît maintenant clairement que le revirement opéré en mai-juin 1934 n'était que la première étape d'une stratégie à plus long terme de la diplomatie russe qui impliquait notamment la réhabilitation d'une politique de défense nationale. Georges Luciani, correspondant à Moscou du Petit Parisien, écrit :

« L'attitude des fins diplomates soviétiques n'a au fond rien de surprenant. Ils sont placés devant le dilemme : ou bien pousser le front populaire en France, s'emparer des véritables leviers de commande,

ce qui équivaut à une révolution, entraîne une guerre civile, provoque l'affaiblissement de la France en tant que puissance militaire, la paralyse et en fait une proie facile pour les appétits hitlériens. Ou bien le front populaire renvoie la révolution à des temps meilleurs et se fait l'animateur de la défense nationale, entraîne la bourgeoisie pacifiste et le peuple antimilitariste, fait sentir à tous la nécessité d'être fort pour résister à Hitler. Moscou se prononce nettement pour cette seconde ligne de conduite » 14

Il s'agit en effet d'assurer à l'Union soviétique le soutien diplomatique de la France et, pour cela, de tendre la main en France aux partisans de la sécurité collective. La victoire des nazis a placé l'Union soviétique devant le plus grave des périls qu'elle ait connu depuis longtemps. Le rapprochement germano-polonais de janvier 1934 l'isole, alors qu'elle se sent menacée à l'Est par le Japon. Les furieuses attaques d'Hitler, les plans d'expansion développés par Rosenberg conduisent le gouvernement soviétique à ébaucher une politique de rapprochement avec les puissances occidentales : traité de non-agression avec l'Italie fasciste (2 septembre 1933), reprise des relations avec les Etats-Unis (12 septembre 1933), entrée de l'URSS à la SDN (septembre 1934). Dans cette stratégie, la France devient une pièce maîtresse de la sécurité de la Russie soviétique. Le voyage à Moscou d'Edouard Herriot, puis celui du ministre de l'Air, Pierre Cot, inaugurent un rapprochement entre le gouvernement français et l'Union soviétique qui aboutit à la signature du pacte franco-soviétique.

Le choix des dirigeants russes, bientôt imposé au parti communiste français, signifie donc qu'il ne saurait plus être question de lutte pour la révolution socialiste. A la fin d'avril 1935, les dirigeants des Jeunesses communistes russes, Kossarev et Tchomodanov, le signifient aux dirigeants de la Jeunesse socialiste de la Seine, Fred Zeller et Béranger, en présence du dirigeant de la jeunesse communiste, Raymond Guyot. Les Russes adjurent les jeunes dirigeants socialistes stupéfaits de renoncer à la lutte pour la révolution en France afin de participer à une politique de défense nationale qui contribuerait à la défense de l'URSS. Le 23 mai, Maurice Thorez explique la nouvelle politique aux militants communistes réunis salle Bullier. Les dangers qui menacent l'URSS sont graves. Aussi, une guerre dans laquelle un Etat impérialiste se trouverait aux côtés de l'Union soviétique, ne pourrait-elle pas être considérée comme impérialiste « *car il serait monstrueux de considérer comme un camp impérialiste le camp où se trouve le pays du socialisme* ». Maurice Thorez précise que, dans une telle hypothèse, les communistes n'appliqueraient pas leur mot d'ordre de « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* » 15.

La direction socialiste confortée

Dans le parti socialiste, la nouvelle position du PC renforce de façon considérable la direction et la droite du parti qui voit désormais s'ouvrir devant elle des perspectives électorales, la possibilité de jouer un rôle de premier plan à la charnière entre le PC et les radicaux et l'assurance que le PC ne jouera pas le « *double jeu* », mais qu'il contribuera au contraire à éviter l'explosion révolutionnaire qu'elles redoutent.

Au début de l'année 1935, sous la poussée à gauche des militants et des masses, la SFIO avait été contrainte de lancer un manifeste d'allure radicale où il était question de détruire l'armature capitaliste, de conquérir le pouvoir, d'instaurer une démocratie ouvrière et paysanne. La nouvelle politique du parti communiste lui permet de battre en retraite. Dans Le Populaire du 1^{er} juillet 1935, Léon Blum écrit qu'« *en présence et en fonction de la menace fasciste* », « *l'occupation du pouvoir politique par le prolétariat pourrait devenir indispensable* », afin d'interdire l'accès du pouvoir aux fascistes quand bien même elle ne permettrait « *ni d'accomplir* » « *ni de préparer* » l'instauration du régime socialiste. Le 12 juillet, il oppose les « *nationalisations avec rachat* » qui sont aux socialisations ce que l'exercice du pouvoir est à la conquête, précise que les nationalisations se situent dans le cadre du régime capitaliste et sont donc concevables et exécutables « *sans conquête préalable du pouvoir politique par le prolétariat, sans destruction préalable de l'appareil politique de la bourgeoisie* » et constituent un « *moment de l'évolution capitaliste et non pas un moment de la révolution sociale* ».

C'est enfin sur la question décisive de la défense nationale que l'évolution de la direction socialiste est la plus nette. Jusqu'alors, la position de la SFIO sur la défense nationale était marquée du sceau de l'ambiguïté et du compromis. Pour la première fois depuis 1914, la question avait été mise à l'ordre du jour du congrès de Tours, en 1931, et abordée en terme exclusivement parlementaire. Le texte voté n'approuvait ni ne rejetait le principe de la défense nationale en régime capitaliste et se contentait de donner au groupe parlementaire le mandat précis de refuser de voter les crédits militaires. En mars 1935, le groupe parlementaire avait voté contre la loi des « deux ans ». Pourtant, dans son discours devant la Chambre, Léon Blum n'avait pas repoussé l'éventualité d'une participation socialiste à la défense nationale : « *Je suis absolument convaincu, dit-il, que pour répondre à une agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne, tous les travailleurs de ce pays se lèveraient comme les autres Français* » **16**

Au congrès de Mulhouse, Léon Blum annonce sa satisfaction de voir le PC affirmer « *la coexistence possible entre le devoir international d'un prolétariat et son devoir national de défense du sol de la patrie* ». Il précise que le parti socialiste se doit d'être réaliste et d'envisager la défense nationale lorsque toutes les autres solutions auront été épuisées : « *Mais cette attitude de prévention désespérée contre la guerre ne suffit plus quand la guerre est un fait. Elle ne suffit même plus quand la guerre, sans être un fait, pèse sur le monde comme une menace. Dans ce cas, le parti ne peut se borner à dire : « Tout pour empêcher la guerre »* » **17**.

Pour Léon Blum, il y a coexistence entre le devoir de défense de la patrie et le devoir international du prolétariat quand il y a agression flagrante et invasion du territoire national. Il ajoute que la nouvelle orientation du PC constitue un élément susceptible de favoriser l'unité organique entre les deux partis. Enfin, il signifie clairement qu'il n'est pas prêt à supporter beaucoup plus longtemps ceux qui tenteraient de remettre en cause cette politique et lance aux trotskystes cet avertissement lourd de menaces : « *Camarade Molinier, je vous dirais sans aucune espèce de ménagement ni de précautions oratoires que, si l'unité organique pouvait s'établir entre les communistes et nous, que cette unité laisse en dehors d'elle-même le petit groupe où vous figurez, j'en prendrais aisément mon parti* » **18**.

L'avertissement ne vise pour l'instant que les bolcheviks-léninistes mais, par-delà leur groupe, il s'adresse déjà à tous les courants qui refuseraient de se plier aux implications, maintenant claires, de la politique dite de front populaire. La Bataille socialiste qui, jusqu'à présent, était à la fois « *unitaire* » et « *révolutionnaire* », est prise à revers, car l'unité se referme comme un piège contre les révolutionnaires et devient maintenant synonyme d'abandon de la lutte révolutionnaire au profit de la préparation d'une nouvelle union sacrée.

Or, durant tout le début de 1935, la base de la SFIO, en contact direct avec les masses populaires mises en mouvement par la crise, a poursuivi un mouvement de radicalisation amorcé avec la scission néo et amplifié à partir des lendemains du 6 février. C'est en adoptant des positions hardies et tranchées qui reflètent cette évolution, que Marceau Pivert est devenu l'une des figures les plus populaires du parti socialiste. Mais, au printemps 1935, comme contrecoup de la nouvelle orientation du parti communiste, le cours à gauche du parti socialiste est brutalement interrompu et la majorité de la direction de la SFIO se cristallise à nouveau sur des positions réformistes. Le rapport des forces au sein du parti socialiste s'en trouve pourtant profondément modifié dans la mesure où le choc des événements a libéré une importante minorité d'éléments révolutionnaires. Ces militants d'avant-garde sont confrontés à une situation nouvelle. Si la radicalisation des masses ouvre tous les espoirs, en revanche les sommets du parti communiste et de la SFIO s'apportent un solide appui réciproque dirigé contre tout ce qui les menace sur la gauche. Pour Marceau Pivert, l'heure du choix a sonné. L'éclatement de la Bataille socialiste n'est que la première conséquence de ces nouveaux rapports.

Notes :

1. L'Emancipation, 25 août 1934.

2. L'Emancipation, P' septembre 1934.
 3. « The League in face of the turn », Internai Bulletin, Communist League of America, juillet 1934.
 4. Trotsky (Léon), « Les organisations sociales de gauche et nos tâches », La Vérité, 14 juillet 1933, article signé Gourov.
 5. Trotsky (Léon), « Centrisme et IV' Internationale », 22 février 1934.
 6. Trotsky (Léon), « L'évolution du parti socialiste SFIO » La Vérité, 17 août 1934.
 7. Trotsky (Léon), « Où va la France », La Vérité, 2 novembre 1934.
 8. « Motion d'alarme », La Vérité, 2 novembre 1934.
 9. « Groupons-nous contre la capitulation », La Vérité, 25 août 1935.
 10. Bulletin intérieur de la LCI, n° 1, avril 1935.
 11. Cahiers du bolchevisme, 15 juin 1934. Lucien Constant ne reprenait là que la position traditionnelle du PC et de Maurice Thorez qui considérait le parti radical comme un parti « qui réalise dans tous ses détails la politique de la grande bourgeoisie » et qui constitue « un moyen pour maintenir la domination de la grande bourgeoisie sur les masses petites-bourgeoises sous le couvert d'une démagogie de gauche ».
 12. Duclos (Jacques), « Elargissons le front unique de lutte », Cahiers du bolchevisme, 1er septembre 1934.
 13. Bodin (Louis), Racine (Nicole), Le parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres, p. 208.
 14. Le Petit Parisien, 16 juin 1936.
 15. L'Humanité, 24 mai 1935.
 16. Le Populaire, 16 mars 1935.
 17. Le Populaire, 11 juin 1935.
 18. Compte rendu sténographique du congrès de Mulhouse, p. 125.
-

Chapitre 5

Naissance de la gauche révolutionnaire



Avec la signature du pacte franco-soviétique, ce sont à nouveau les lignes de forces mondiales qui suscitent et modèlent de nouveaux regroupements dans le parti socialiste. Le pacte franco-soviétique et le vote par le Parlement de la loi des deux ans constituent la réponse à une aggravation de la menace allemande, le danger de guerre est désormais constant et le parti socialiste ne peut plus l'ignorer. Dans la Bataille socialiste, comme d'ailleurs dans l'ensemble du parti, l'attitude à adopter face à la menace de guerre, et en cas de guerre, ne faisait pas l'objet d'une doctrine bien précise. A vrai dire, on évitait même le plus possible de revenir sur un débat qui avait été à l'origine de la scission encore toute fraîche entre communisme et socialisme. La Bataille socialiste qui se réclamait du guesdisme laissait entre parenthèses l'activité du ministre de l'Union sacrée. Le congrès de Mulhouse, malgré les appels pressants de Marceau Pivert, avait refusé d'inscrire la question à son ordre du jour. Depuis le congrès de Tours, le débat s'était cantonné au strict minimum visant à définir l'attitude du groupe parlementaire quant au vote des crédits militaires. En cela, il n'était qu'un des éléments du débat et du conflit touchant à la participation ministérielle.

La Bataille socialiste à la croisée des chemins

La nouvelle orientation du parti communiste vers l'union sacrée, la transformation du front unique en son contraire par son « *élargissement* » aux radicaux, la signature du pacte franco-soviétique prennent

à contrepied les partisans de la Bataille socialiste. Durant des années, ils ont combattu pour la rupture avec les radicaux et pour l'alliance avec le parti communiste. Or c'est cette unité, réclamée et obtenue, qui réalise maintenant sous le nom de front populaire une nouvelle mouture du « *Bloc des gauches* », élargi, il est vrai, au parti communiste. Dès le 5 juin 1935, à la suite de la chute du gouvernement Flandin, des conversations ont lieu au Palais-Bourbon en vue de constituer un gouvernement de Front populaire. Maurice Thorez se déclare prêt à envisager le soutien du parti communiste. Bien plus, il justifie l'alliance avec les radicaux par la nécessité de la lutte contre le fascisme qui avait constitué le thème principal de propagande de la Bataille socialiste depuis février 1934. Le programme de la Bataille socialiste se trouve donc doublement confisqué et transformé en son contraire, alors même que, sur la question de la défense nationale et de la guerre, ses positions sont loin d'être claires comme elles pouvaient l'être sur le problème de la participation ou de l'unité avec le parti communiste.

Depuis plusieurs années, il existe en effet déjà plus que des nuances entre Pivert et Zyromski. Ce dernier n'exclut pas la défense nationale en régime capitaliste, considère que la défense des libertés démocratiques peut amener les socialistes à se prononcer pour la défense du territoire national. La victoire hitlérienne donne évidemment une tout autre panée à cette position et amène Zyromski à une position somme toute plus « *belliciste* » que celle de Blum qui, lui, place encore ses espoirs dans les accords internationaux et l'action de la SDN que Zyromski rejette comme « *utopiques* ». Pour ce dernier, la seule « *défense révolutionnaire* » consiste à se battre, et le prolétariat devra se battre si la guerre éclate : le réalisme, dans la situation ouverte par la victoire hitlérienne, consiste non à la recherche de négociations avec l'Allemagne, mais dans les efforts pour « *renforcer les liens avec la Russie et marcher ensemble en cas de guerre* ». Au congrès de Mulhouse, il déclare approuver « *franchement* », « *nettement* », la déclaration de Blum à la Chambre et s'élève contre les conceptions « *tolstoïennes* » de certains pacifistes, désignant ainsi Marceau Pivert sans le nommer.

Formellement écartée de l'ordre du jour, la question de la défense nationale n'en a pas moins implicitement dominé les débats du congrès. Marceau Pivert soutient que la lutte pour chasser la bourgeoisie doit être tenue pour prioritaire et primer toute autre considération. Pour empêcher la montée du fascisme et faire reculer la guerre, il faut prendre le pouvoir. Alors que Zyromski est prêt à repousser la révolution « *après la guerre* », il souligne, lui, que c'est maintenant que la situation en France va devenir révolutionnaire. A la perspective de l'union sacrée, il oppose celle de la « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* », précisant toutefois que ce choix n'a pas pour le moment de portée pratique, dans une situation dominée « *par la nécessité et l'urgence de la conquête du pouvoir révolutionnaire en France* », par laquelle passe le règlement de la défense de l'URSS et de la lutte contre l'hitlérisme. Soucieux de défendre l'URSS, en effet, il se refuse à abandonner pour ce faire la lutte pour le pouvoir en France et affirme que c'est en faisant la révolution que le prolétariat français aidera le plus efficacement l'Union soviétique. En situant ainsi le débat sur la guerre et la défense nationale dans le cadre de la lutte révolutionnaire immédiate, il en vient à poser la question des implications du pacte franco-soviétique et du tournant vers le front populaire : faut-il, au nom de la lutte antifasciste, et afin d'obtenir le soutien des radicaux, abandonner la lutte pour la révolution ? A cela, il se refuse.

Or la droite du parti se prononce sans ambiguïté en faveur du pacte franco-soviétique. Il ne s'agit pas pour elle de la défense de l'URSS mais de celle de la France bourgeoise. Or, une défaite de l'URSS signifierait celle de la France. Paul Faure évite de se prononcer clairement. Soucieux avant tout de préserver son contrôle sur le parti, il continue à se réclamer d'un pacifisme général qui répond à la mentalité de la grande majorité de la SFIO et dont l'avenir seul révélera la véritable nature.

Zyromski a d'abord hésité. Le 30 mai, analysant la déclaration de Staline, il réaffirme le principe selon lequel toute union sacrée ou union nationale est exclue tant que la bourgeoisie détient le pouvoir. Il se déclare donc en désaccord avec Staline mais précise que la question regarde le seul parti communiste et concerne les relations internes entre les différentes tendances de l'Internationale communiste.

L'essentiel, pour lui, est que l'accord entre la SFIO et le parti communiste soit préservé et qu'il conduise à l'unité organique. Au congrès de Mulhouse, Zyromski et Marceau Pivert opposent ensemble une motion repoussant catégoriquement toute coalition ou collaboration avec les radicaux au texte de Lebas qui admet dans des « *circonstances exceptionnelles* » le concours « *exceptionnel* » des socialistes à un « *gouvernement de combat* » pour « *la sauvegarde des libertés démocratiques* » regroupant « *tous les républicains déterminés à opposer à la violence fasciste la force républicaine* ».

Pourtant le choix de Marceau Pivert est fait. Il rétorque à Zyromski qu'il est vain de chercher à concilier l'indépendance de classe du prolétariat avec l'acceptation de la défense nationale et la fidélité aux exigences de la lutte des classes avec l'engagement dans une politique de guerre aux côtés de la bourgeoisie. Si l'on se prononce pour la défaite militaire de l'Allemagne nazie, il faudra nécessairement appuyer toutes les mesures dictées à l'Etat-major par le simple souci « *d'assurer ses arrières* », ce qui implique la censure, l'emprisonnement des opposants, la mobilisation des consciences. La guerre entraîne nécessairement une tension sociale extrême qui contraint la classe dominante à renforcer sa dictature de classe. De gré ou de force, indépendamment des déclarations d'intention, l'acceptation de la guerre conduit à celle de l'union sacrée.

Pivert contre l'union sacrée

La rupture semble consommée sur le plan des idées. Pourtant Marceau Pivert hésite encore. Son hésitation à briser des liens personnels d'amitié, la camaraderie, la fraternité de parti qu'il place au-dessus des divergences politiques, constituent sans doute l'un des traits de sa personnalité chaleureuse, de sa sincérité et de son total désintéressement. Le refus de l'union nationale formulé par Zyromski lui paraît constituer une possibilité de maintenir l'unité de leur tendance. En dépit des autres divergences, l'accord sur la nécessité de la lutte pour la révolution ne peut-il pas constituer un ciment suffisant ? Tirant le bilan du congrès, il dément les rumeurs qui courent d'une rupture entre le « *stalinien* » Zyromski et le « *trotskyisant* » Pivert. Les prendre pour argent comptant, ce serait, écrit-il, « *oublier la cohésion idéologique d'un groupe qui bataille depuis huit années au sein du parti, pour une politique autonome de classe, pour une action spécifique de classe, pour l'unité de classe retrouvée sur une ligne révolutionnaire* » **1**.

Les rumeurs sont pourtant fondées et la vie va bientôt se charger de dissiper les illusions de Pivert. Zyromski, qui n'est peut-être pas encore « *stalinien* », n'en a pas moins choisi de s'aligner sur le parti communiste. Déjà il a contribué à normaliser le comité de vigilance de Saint-Denis et, bientôt, il va prêter la main à la mise au pas des éléments qui, dans le parti socialiste, continuent à soutenir une politique de défaitisme révolutionnaire, d'indépendance de classe du prolétariat et de préparation à l'offensive révolutionnaire. Il se fait maintenant l'avocat des mesures partielles préconisées par Blum. Quand, le 13 juillet 1935, Marceau Pivert prend l'initiative d'organiser une contre-manifestation en réplique au rassemblement de la Solidarité française, Farinet et Zyromski le désavouent.

Zyromski approuve la politique de Léon Blum lors du conflit éthiopien, fait écho à Paul Faure contre l'autodéfense dont il demande qu'elle reste sous le contrôle strict du parti, exécutant sa politique au lieu de la formuler et dont il précise qu'elle ne doit pas être utilisée « *comme un instrument révolutionnaire contre l'Etat* ».

La rupture est consommée à la fin de l'été 1935. Marceau Pivert tempête contre la politique de sécurité collective et de bloc défensif contre l'Allemagne, reprend contre la SDN la fameuse formule de Lénine : « *caverne de brigands impérialistes* » et réaffirme ce qui restera — il faut le dire — jusqu'à la guerre sa position constante : « *A aucun prix, sous aucun prétexte, les travailleurs ne doivent se laisser intoxiquer par les pernicious sophismes capitalistes : non, pas de défense en régime capitaliste. Contre la guerre, révolution, partout* » **2**.

Ce faisant, Marceau Pivert est persuadé de défendre les principes mêmes du socialisme révolutionnaire :

« Ceux qui désespèrent, ceux qui attendent la révolution pour « après la guerre » nous entraînent à un nouveau 1914. Ceux qui pensent que l'internationalisme prolétarien peut avoir un sens en dehors du « défaitisme révolutionnaire » ferment les yeux sur les terribles expériences de ces vingt dernières années. Lénine ne s'est pas demandé en 1917 si sa fidélité au véritable internationalisme serait comprise de tous les prolétariats au premier coup. Mais grâce à lui, grâce au défaitisme révolutionnaire, un immense chantier social est installé sur un sixième du globe » 3.

En invoquant 1914, en reprenant à son compte la politique de Lénine face à la guerre impérialiste, c'est peut-être, sans même en avoir conscience, le débat même du congrès de scission de Tours que Marceau Pivert ouvre de nouveau. Les accents de l'appel aux travailleurs qu'il lance dans la tribune libre du Populaire renouent avec la grande tradition antimilitariste et antipatriotique du mouvement ouvrier français d'avant-guerre telle qu'elle s'était incarnée dans le syndicalisme révolutionnaire et l'hervéisme :

« Debout travailleurs du monde, brisez toute solidarité, toute apparence complice à l'égard de votre propre impérialisme. Parlez partout le même langage internationaliste. Ne faites jamais chorus sous aucun prétexte avec votre bourgeoisie. Solidarité avec le peuple éthiopien, solidarité avec nos frères antifascistes italiens dont la position, est juste et peut devenir décisive. Faites sauter le maillon le plus faible de la chaîne. La défense des conquêtes d'Octobre passe par la révolution en Italie, en Allemagne, en France bien plus sûrement que par la guerre. Il est encore temps. Nous pouvons encore parler. Mères, jeunes gens, camarades, futures victimes, dressez-vous contre votre propre capitalisme. Exigez par votre action directe de masse de plus en plus vigoureuse, que les poings tendus et les muscles d'acier des ouvriers et paysans français se saisissent des manettes de commande à une heure grave qui rappelle 1914. Défendre votre pain, assurer les libertés, sauvegarder la paix, c'est la même tâche sacrée qui vous appelle. Plus que jamais dans vos clameurs et votre action méthodique, marchez au combat sous un seul drapeau : " Tout le pouvoir aux travailleurs " » 4.

Les événements mondiaux ont contraint à ce débat que personne ne souhaitait dans le parti socialiste. Marceau Pivert se trouve du même coup en opposition fondamentale avec les appareils du parti communiste et de la SFIO, engagés dans une politique d'union sacrée.

Dans la reprise de ce vieux débat sur la question même qui avait conduit à la scission à l'échelle mondiale du mouvement socialiste, l'histoire, par une malicieuse ironie, présente des acteurs changés pour des rôles identiques. Le « *communiste* » Cachin est engagé dans une politique patriotique qui lui eût valu en 1920 d'être rejeté des rangs communistes mais qu'approuverait sans doute « *le social-patriote* » de 1914-1918 se rendant en mission en Italie pour tenter d'entraîner ce pays dans la guerre. Et c'est le « *socialiste* » Pivert, entré après la scission dans le parti des « *social-patriotes* », qui défend avec conviction les principes que mettaient en avant, lors de la scission, les partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste et de l'acceptation de ses 21 conditions. Mais ce n'est là confusion qu'en apparence. S'il est vrai, en effet, qu'en 1920 les termes de « *socialiste* » et de « *communiste* » recoupaient en gros fidèlement ceux de « *droite* » et de « *gauche* » dans le mouvement socialiste, ceux de « *réformistes* » et de « *révolutionnaires* », il n'en est plus ainsi désormais. S'il existe en France une « *gauche* » qui soit « *révolutionnaire* » au sein du mouvement ouvrier, c'est seulement autour de Marceau Pivert, voire des trotskystes de la SFIO, qu'elle est susceptible de se regrouper.

L'un des résultats les plus évidents de la montée des masses et de leur tentative d'utiliser le vieux parti à leurs objectifs propres est en effet l'existence, dans les rangs socialistes, d'une avant-garde potentielle restée jusqu'à maintenant à l'extérieur des rangs relativement fermés de la Bataille socialiste. Il s'agit essentiellement de militants relativement jeunes, qui ont adhéré au lendemain du 6 février 1934 sur la

base des leçons de la défaite allemande, du commencement de réalisation du front unique contre le fascisme, et qui pensent, plus ou moins confusément, que c'est en employant la même méthode, en conduisant l'offensive révolutionnaire, que le prolétariat repoussera la « peste brune ».

Militants de fraîche date dans le parti socialiste, ils subissent peu le poids de ces traditions « *guesdistes* » que la Bataille socialiste se proposait de conserver. Ce n'est pas tant au « *parti socialiste* » qu'ils ont adhéré qu'au parti qui, et principalement dans la fédération de la Seine, s'est montré capable depuis plusieurs mois de prendre des positions révolutionnaires. Ce sont les militants de la fédération de la Seine qui travaillent depuis le 6 février à la réalisation du Front unique ouvrier, à la constitution des groupes d'autodéfense, aux meetings et aux manifestations. Jusque-là, ils ont le plus souvent fait confiance à la Bataille socialiste et aux hommes qui parlaient en son nom sans en partager les traditions ni les hésitations. Marceau Pivert perd la bataille dans l'aréopage de la Bataille socialiste restée en majorité fidèle à Zyromski ou définitivement ralliée à Paul Faure, mais ces militants de base sont disponibles, prêts à suivre Marceau Pivert comme ils l'ont fait depuis plusieurs mois. Encore faudrait-il que Marceau Pivert lui-même, rattaché par mille et un liens aux traditions de la Bataille socialiste et du parti, choisisse cette voie.

Les trotskystes exclus des Jeunesses

Or sa décision de rompre avec Zyromski le place dans une position difficile. La direction du parti socialiste — et Blum l'a rappelé brutalement à Mulhouse — est bien décidée à ne plus tolérer, dans les rangs du parti, d'opposition à sa nouvelle politique. Appliquant la vieille tactique selon laquelle il est préférable de diviser des alliés potentiels pour ne pas avoir à les affronter ensemble, elle s'en prend à partir du congrès de Mulhouse aux bolcheviks-léninistes qui ne peuvent pas se réclamer des mêmes traditions que Pivert et bénéficient d'une protection plus limitée. Marceau Pivert est contraint de se définir face à l'attaque contre ses « *alliés* ». La question est d'importance : elle pose concrètement la question de savoir s'il est encore possible de défendre à l'intérieur du parti socialiste une politique résolument hostile à l'union sacrée et à la défense nationale ou bien si les partisans d'une telle orientation ne sont pas désormais contraints de s'en aller pour construire un nouveau parti.

Le jour de l'ouverture du congrès de Mulhouse, Trotsky quitte Domène pour se rendre en Norvège et s'arrête à Paris. Il laisse une lettre au secrétariat international de son organisation **5**. Il s'agit maintenant pour les bolcheviks-léninistes d'opérer « *un nouveau tournant* » et de se préparer à sortir de la SFIO : pour Trotsky une nouvelle étape commence avec le nouveau cours du parti communiste sur la voie de l'union sacrée. La justesse de l'entrée des bolcheviks-léninistes dans la SFIO a été démontrée par les progrès qu'ils y ont accomplis et par le regroupement de la gauche auquel ils ont largement contribué. Il pense cependant que le passage des trotskystes dans le parti socialiste leur a permis de faire le plein de leurs possibilités et qu'il leur faut dorénavant s'orienter dans les plus brefs délais vers la construction d'une organisation indépendante. Il adjure ses camarades de ne faire aucune concession ni à la bureaucratie réformiste, ni aux « *centristes* » et d'« *opposer irréductiblement leur drapeau, celui de la Quatrième Internationale à tous les autres drapeaux* ». Le tournant définitif de l'Internationale communiste vers l'union sacrée rend indispensable aux yeux de Trotsky l'existence d'un parti n'ayant pas fait la moindre concession à la théorie de la défense nationale et pouvant servir de pôle d'attraction dans les nouveaux regroupements prévisibles. De plus, il considère que l'alliance de fait sur la question de la défense nationale entre la majorité du parti socialiste et le parti stalinien signifie que l'exclusion de la minorité révolutionnaire est inéluctable. Il pense que, loin de chercher un compromis pour rester dans la SFIO, il faut attaquer résolument la politique de la direction socialiste, condition pour obliger les hésitants, et Marceau Pivert au premier chef, à choisir.

Les jours et les semaines qui suivent le congrès de Mulhouse confirment cette analyse. La conférence nationale des Jeunesses socialistes, réunie à Lille du 28 au 30 juillet 1935, voit les menaces proférées par Léon Blum à Mulhouse recevoir un début d'application. La gauche se rend à Lille pleine d'illusions : ses

progrès sont considérables, Révolution, journal de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine, tire désormais à 80 000 exemplaires alors que le Cri des jeunes, organe national des jeunes socialistes, n'est édité qu'à 30 000. Mais les délégués de la Seine — un quart des mandats environ — vont rapidement déchanter. La droite, regroupée autour de Lagorgette, Bernard Chochoy et Florimond Lecomte est décidée à les exclure. L'atmosphère est houleuse, les délégués de la gauche systématiquement interrompus, et certains frappés : Bresler, membre du comité national mixte et délégué de la gauche, doit être transporté, évanoui, hors de la salle. La droite, par la bouche de Bieau, propose l'exclusion de treize dirigeants de la Seine et de la Seine-et-Oise. Parmi eux les « *léninistes* », Rousset, Van Rigal, Bressler, Craipeau, Braudo, Maria Craipeau, Corvin et Pero, un « *spartakiste* » Lissansky et le secrétaire de l'Entente, Fred Zeller. Tous sont membres de la commission exécutive des Jeunesses socialistes de la Seine ou de la Seine-et-Oise ; la motion d'exclusion invoque la position de l'Entente en faveur de « *l'affiliation à la Quatrième Internationale* » et sa politique de dénigrement systématique à l'égard du parti socialiste. Colt justifie la décision en termes fort réalistes : « *Ce n'est pas une scission mais une exclusion et l'an prochain, ç'aurait été une scission. Vous vous seriez étendus à la province et c'est parce que vous êtes un danger que nous vous excluons* »**6.**

Bieau refuse un compromis de Mireille Osmin, pourtant très dur pour la gauche, et, par 3 667 voix contre 1 534 et 331 abstentions, l'exclusion est votée. Chassés de la salle par le service d'ordre, les délégués exclus se réunissent dans une arrière salle de café : il y a là 56 délégués de la Seine sur 70, la majorité de ceux de Seine-et-Oise, des délégués de l'Yonne, de la Haute-Vienne, du Rhône, du Morbihan, des Alpes-Maritimes, de la Drôme, du Loir-et-Cher, du Lot-et-Garonne et du Finistère. Ils envoient sans succès des représentants plaider une dernière fois leur réintégration. Rentrés à Paris, les dirigeants de l'Entente ont la mauvaise surprise de trouver leur local de la rue Feydeau vidé de ses fichiers, la porte scellée par les soins de la direction de la SFIO.

Cette offensive brutale place la gauche dans son ensemble devant un fait nouveau. Les exclus n'appartiennent pas seulement à la tendance bolchevique-léniniste, et certains, tel Fred Zeller, sont les amis et les protégés de Marceau Pivert. Or il est clair que la direction du parti socialiste n'a pas l'intention de s'en tenir là. Au lendemain des exclusions, Marceau Pivert prend publiquement position, s'affirme pleinement solidaire des exclus et écrit que cette mesure « *a une signification politique extrêmement grave* », au moment où « *sous aucun prétexte (...) le parti ne doit se prêter à propager l'idée de l'acceptation de la guerre* ». Il demande aux exclus de ne rien faire pour aggraver la situation et de s'adresser au parti dont ils restent membres afin qu'il rapporte sa décision. Il ne croit pas en effet que le parti soit rallié définitivement à la défense nationale : « *Ne nous découragez pas, vous ne serez pas les seuls à défendre le droit des minorités à vivre dans un parti démocratique comme le nôtre* » **7.**

Il affirme en revanche que les bolcheviks-léninistes ont accumulé les erreurs « *psychologiques* », et que les bureaucrates ont utilisé « *l'arme qui leur était tendue* ». Il décrit le parti « *braqué par la peur du noyautage* » et demande aux bolcheviks-léninistes de faire des concessions : « *Et si même, pour que vous puissiez obtenir satisfaction, l'étiquette bolchevique-léniniste ou trotskyste devait disparaître de la circulation, je suis certain que vous n'hésiteriez pas à la changer (...). L'essentiel n'est pas de porter sur le nombril un nom prestigieux mais de s'appliquer à suivre les enseignements qu'il comporte* » **8.**

Quelques jours plus tard, il précise sa pensée dans une lettre au dirigeant bolchevique-léniniste, Raymond Molinier : « *A tout prix, il faut rester dans le parti, abandonner cette impossible attitude d'une affiliation à deux Internationales à la fois (...) mais je crois que le sacrifice de La Vérité s'impose* » **9.**

Trotsky : pour un parti révolutionnaire

Les exclusions de Lille renforcent la conviction de Trotsky sur la nécessité de préparer la sortie de ses camarades de la SFIO. Il résume sa pensée quelques semaines plus tard par cette formule brutale : « *L'exclusion des Jeunesses révolutionnaires est un acte de police patriotique destiné à préparer l'union*

nationale en cas de guerre »**10**. Contre l'union nationale, il faut attaquer résolument, refuser tout compromis avec l'appareil et obliger les centristes à se prononcer. Le jour même des exclusions, il télégraphie à ses camarades : « *Nouveau pas en avant — stop — offensive vigoureuse nécessaire. Préparez indépendance. Lettre suit* »**11** . Il n'est pas question pour lui de mener une lutte à caractère défensif : « *Nous accusons* », écrit-il. Il pense que les concessions nécessaires pour rester dans le parti socialiste seraient trop importantes et aboutiraient à la dislocation des positions acquises dans les mois précédents. La situation y est désormais sans issue pour l'avant-garde, prise dans l'étau des deux bureaucraties, qui mènent désormais la même politique : alors que la reprise de l'agitation ouvrière conduit tout droit à une explosion révolutionnaire, les dirigeants socialistes, assurés du soutien du parti communiste, préparent pour l'enrayer, un gouvernement de coalition avec les radicaux. Trotsky ne voit d'issue que dans la jonction des révolutionnaires avec les masses ouvrières qui vont passer à l'action. Malgré les appels à la prudence des organisations, malgré les mises en garde contre les « *provocations* », les travailleurs passent en effet à l'action directe contre les décrets-lois qui les atteignent durement. Dans la moindre commune s'organisent des manifestations de masse. La CGT est contrainte, malgré l'interdiction gouvernementale, de convoquer contre les décrets-lois une manifestation place de l'Opéra. Avec les événements de Brest et de Toulon, se produit l'occasion attendue : une première étape importante sera franchie pour la construction du parti révolutionnaire si l'aile révolutionnaire de la SFIO assure la jonction avec cette avant-garde qui fait brusquement irruption dans la rue, et si elle sait du même coup attirer les éléments du parti communiste qui ne se résignent pas au tournant patriotique ni aux combinaisons électorales en préparation avec les radicaux. Pour trouver accès à cette avant-garde, il faut avoir une attitude intransigeante, offensive. Deux jours après les événements de Brest et de Toulon, Trotsky en formule ainsi les leçons

« La rébellion des marins indique le rythme accéléré du mouvement révolutionnaire. C'est sous ce point de vue que nous devons maintenant mener notre campagne contre les réformistes et les staliniens et aussi contre les hésitations d'alliés ou mi-alliés centristes. Toutes les considérations de formes, de discipline intérieure, etc. doivent céder la place aux considérations de l'action dans les masses ou en tête des masses... Personne de nous n'a jamais considéré que nos possibilités dans le sein de la SFIO sont illimitées et que nous resterons liés à ce parti indéfiniment... Toutes les manœuvres statutaires doivent maintenant, après les éclairs de la révolution, être subordonnées à l'offensive implacable sur le plan de la stratégie révolutionnaire... Nous devons nous dire à nous-mêmes : la période transitoire de l'adaptation au régime de la SFIO approche de sa fin naturelle. Nous devons nous orienter pratiquement vers le parti révolutionnaire dans le délai le plus court en ouvrant la période de l'action indépendante dans les masses » **12**.

Telle est, selon lui, la condition nécessaire pour obliger les « *centristes* » à se prononcer et pour tenter de les gagner. Ce faisant, Trotsky n'a pas en vue seulement Pivert et ses amis, il pense également au parti communiste dans lequel le tournant patriotique a provoqué heurts et résistances.

Au sein même de l'appareil, un groupe d'opposition venait de se former autour du polonais Georges Kagan, fonctionnaire de l'IC, membre du comité central et du bureau politique. Parmi les militants qui les rejoignent, d'anciens dirigeants des JC comme Lucien Cahen dans l'Isère, ancien dirigeant fédéral, ou Paul Valière, responsable des métaux à Brest. A Paris, on assiste à la rébellion d'un rayon entier, le lie, dont le secrétaire, Roger Clair, rallie le groupe bolchevique-léniniste. A Nice, des militants ouvriers, responsables de l'union régionale, Boivert et Campa sont exclus. A Alger, est exclu le jeune journaliste Albert Camus.

Trotsky pense que chaque concession faite à Marceau Pivert, loin de le rapprocher des bolcheviks-léninistes, le pousse au contraire à droite, dans les bras de Zyromski. Ses camarades semblant renoncer à engager la polémique qu'il estime nécessaire, il s'en charge lui-même. Reprenant les termes mêmes que Marceau Pivert avait employés dans sa lettre aux exclus : « *Etiquettes et numéros* », il défend le bolchevisme dont il affirme qu'il ne nie pas « *la structure démocratique du parti* ». Il reproche, en

revanche, à Pivert d'idéaliser et d'embellir la démocratie « *hypocrite et mensongère de la SFIO* » et d'aligner sa position, non sur les masses, mais sur Blum et Zyromski : « *Le malheur de Pivert, c'est que jusqu'à maintenant il n'a pas rompu le cordon ombilical qui le relie au petit monde des Blum et des Zyromski. A chaque occasion nouvelle, il regarde ses « amis » et leur tâte le pouls avec inquiétude. Et c'est cette politique fausse, illusoire, non réaliste qu'il réclame des bolcheviks-léninistes* »**13** .

Pour Trotsky, il est hors de question que les bolcheviks-léninistes renoncent à leur nom et d'ailleurs, écrit-il, les ouvriers ne craignent ni le bolchevisme, ni le léninisme et si les partis communistes prétendent « *communistes* » retiennent une partie importante du prolétariat, c'est parce qu'ils se présentent comme porteurs des traditions de la révolution d'octobre. Il affirme au contraire que le devoir des révolutionnaires prolétariens conséquents est non de renoncer au nom de bolcheviks mais de montrer dans les faits « *leur bolchevisme* », et que l'aversion pour les « *étiquettes* » et les « *numéros* » est aussi dangereuse en politique que celle des définitions précises dans le domaine scientifique : « *En politique, le " nom " c'est le " drapeau ". Celui qui renonce aujourd'hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts, celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore* » **14**. Il en est de même pour les « *numéros* » :

« *Celui qui n'a pas compris jusqu'au bout l'effondrement des deux Internationales, celui-là ne peut pas lever le drapeau de la nouvelle Internationale. " Avec ou sans changement de numéro ? ". Cette phrase est dénuée de sens. Ce n'est pas par hasard que les trois anciennes Internationales se sont trouvées numérotées. Chaque « numéro » correspond à une époque déterminée, un programme et des méthodes d'action. La nouvelle Internationale doit être non la somme de deux cadavres comme le rêve le vieux social-patriote Zyromski... Mais la négation vivante de ces cadavres et, en même temps, la « continuation » du travail historique accompli par les Internationales précédentes. En d'autres termes, il s'agit de la Quatrième Internationale* » **15**.

Intraitable, Trotsky ne ferme cependant pas la porte à la discussion. Il affirme que les bolcheviks-léninistes sont prêts à « *travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires* » mais fixe les limites de cette coopération : en aucun cas, ils n'accepteront « *d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et à renoncer à leur propre drapeau* ».

Marceau Pivert répond quelques jours plus tard à la charge de Trotsky. Il souligne d'abord que, si Trotsky et ses amis considèrent que l'Internationale est « *un cadavre dont il n'y a plus rien à tirer* », leur entrée dans la SFIO « *prend le caractère d'un débauchage, après tant d'autres, au sein de notre parti* ». Il écarte cependant cette hypothèse pour discuter les appréciations de Trotsky. C'est, selon lui, non à la « *psychologie des cliques opportunistes* » qu'il s'agit de s'adapter, mais plutôt à celle des ouvriers socialistes capables « *d'évoluer* », de « *modifier leurs perspectives* » et de « *reformer une avant-garde révolutionnaire sous le fouet de leur propre expérience* ». Il considère que les ouvriers ont une connaissance expérimentale du bolchevisme, différente évidemment du « *bolchevisme des origines* » et qu'ils le rejettent. « *Réformisme et bolchevisme, écrit-il, sont aujourd'hui dépassés dans la conscience ouvrière* ». Le prolétariat français veut maintenant l'unité, la réconciliation et une action révolutionnaire largement appuyée sur toutes les victimes de la crise. Quant à la liberté d'expression et de discussion dans la SFIO, elles sont bien plus grandes que Trotsky ne le croit : « *Jusqu'à la preuve du contraire, oui, je crois à la démocratie intérieure du parti socialiste. Grâce à elle, nous avons reconstitué un grand parti : nous l'avons gardé des erreurs ministérielles, malgré la volonté de 90 % des élus (...)* » **16**. Il ne pense pas que l'exclusion des Jeunesses, pour inquiétante qu'elle soit, ait un caractère décisif. Il croit à la possibilité d'imposer au parti socialiste, dont rien ne prouve qu'il soit incapable de s'adapter à un niveau supérieur de la lutte des classes, une autre orientation : « *La bureaucratie réformiste a réussi également à écarter des discussions le problème de la guerre (...) nous la contraindrons néanmoins à céder : elle ne pourra pas encore longtemps frauder avec le fonctionnement démocratique d'un grand parti* » **17**. Il suffira, dit-il, de faire appel à l'instinct de conservation du parti, à ses traditions démocratiques, à l'esprit de justice qui anime ses militants, pour que soient réparées les atteintes à la démocratie intérieure. Il

demande encore une fois à ceux qui ont eu à se plaindre des procédés antidémocratiques de ne se laisser aller à aucun geste de découragement ni à aucun acte irréparable, d'attendre avec confiance que les militants du parti se prononcent et, à cette fin, d'éviter à tout prix « *l'insurrection contre le parti* » qui constituerait « *un geste impardonnable* ». Il fait appel à l'unité du parti, demande aux bolcheviks-léninistes que cessent « *les appréciations blessantes à l'égard de ceux que la haine fasciste prend pour cible* », et, à la direction, de ne pas gaspiller l'énergie du parti par l'exclusion de militants dévoués et sincères. Il aborde enfin la question déterminante, aux yeux de Trotsky, de l'union sacrée : « *Nous repoussons l'hypothèse suivant laquelle le parti en arriverait à nous intégrer dans l'union sacrée ou à faire descendre le niveau du Front populaire au niveau de M. Herriot. Il ne faut pas exagérer. S'il en arrivait là, évidemment, il se briserait net pour avoir quitté sa base constitutive de classe. Mais nous croyons le mieux connaître, là aussi, que nos camarades trotskystes (...)* » **18**. La conclusion de Marceau Pivert est qu'il existe une place pour la constitution d'une gauche révolutionnaire puissante dans le parti socialiste.

Crise chez les bolcheviks-léninistes

La publication des lettres de Marceau Pivert et de Léon Trotsky, l'annonce par Marceau Pivert de la constitution d'une gauche révolutionnaire signifient la rupture. L'attachement de Marceau Pivert à la « *vieille maison* » se révèle plus puissant que l'attrait indiscutable qu'exerce sur lui le prestigieux chef bolchevique qu'il a rencontré quelques mois auparavant. Il se veut conciliant « *Nous n'oublions pas le mot de Jaurès : des hommes qui se combattent servent souvent les mêmes causes* ». Trotsky, lui, a pour principe de faire passer les appréciations politiques avant les jugements personnels ou psychologiques ; il écrit le 16 septembre à ses camarades : « *Plus j'y réfléchis, plus je me persuade que le dernier article de P... est une misérable et ignoble reculade devant la poussée social-patriote. En réalité, il a déjà occupé envers Léon Blum la même fonction qu'avait accomplie avant lui Zyromski* » **19**.

Les camarades de Trotsky sont pourtant loin de tenir le même langage que lui. Ils multiplient hésitation et compromis, se placent exclusivement sur le terrain juridique et luttent pour la réintégration dont Trotsky considère qu'elle ne doit pas être qu'une « *manœuvre* » ayant pour but : « *La préparation d'une sortie véhémente qui prendra à l'improviste l'adversaire* ». Alors qu'il leur demande de consacrer « *neuf dixièmes au minimum de nos forces pour l'offensive politique et le travail dans les masses et un dixième au maximum pour la lutte statutaire et les mesures purement pédagogiques* » **20**, les dirigeants du groupe bolchevique-léniniste considèrent que le chapitre SFIO n'est pas clos.

Ils ne raisonnent pas en fonction du changement de situation à l'échelle internationale mais seulement en fonction de leur progression dans le parti socialiste. Entrés dans la SFIO pour y opérer un regroupement, ils ont connu d'incontestables succès, et ils pensent que ce mouvement peut se poursuivre et qu'il est possible de gagner la province après Paris. Ils ont cherché à faire évoluer les « *centristes* » et y sont, dans une grande mesure, parvenus puisque Pivert vient de rompre avec la Bataille socialiste sur la question de la défense nationale. Mais ils ne veulent pas quitter ce qui constitue leur « *milieu de travail* » et se séparer de Marceau Pivert en pleine évolution.

Les dirigeants du groupe bolchevique-léniniste pensent toujours qu'il faut « *parvenir à la direction de la fédération de la Seine en faisant bloc avec d'autres tendances révolutionnaires* » et qu'il serait « *criminel de songer à sortir du parti socialiste* ». Raymond Molinier pense que le but est la « *conquête politique de sections et de fédérations et de les orienter vers une autonomie relative de propagande* ». Pierre Naville et Jean Rous semblent acquis à la conception de Trotsky. Dans les faits, ils acceptent pourtant la politique des reculs successifs devant les attaques de la direction du parti socialiste. La majorité du groupe bolchevique-léniniste continue à croire qu'une campagne vigoureuse contre le caractère anti-statutaire et bureaucratique des exclusions permettra la réintégration des exclus et la poursuite du travail dans la SFIO. Pour ne pas « *provoquer* » la bureaucratie, le groupe bolchevique-léniniste multiplie les reculades : la publication de La Vérité est interrompue pendant quatre semaines, celle de Révolution également. Quand un numéro paraît enfin, le 27 septembre 1935, il est entièrement consacré aux questions

paysannes. Le groupe courbe le dos devant l'offensive et cache son programme. Le 10 août, Trotsky, inquiet de ne pas voir paraître la « *Lettre ouverte pour la Quatrième Internationale* », écrit à Jean Rous pour connaître les raisons de ce retard. C'est pour apprendre qu'à la suite de David Rousset, qui avait demandé à l'assemblée générale du groupe le renvoi de cette publication « *inoportune* », la majorité du comité central s'est opposée à sa parution afin de ne pas « *se couper des éléments intéressants* ». C'est cette raison qui motive l'orientation donnée au numéro de La Vérité de septembre dans lequel la question de la lutte pour le nouveau parti et pour la Quatrième Internationale est passée sous silence. La motion des bolcheviks-léninistes, préparatoire au congrès fédéral de la Seine des 26 et 27 octobre 1935 dont Pierre Naville est l'un des principaux rédacteurs, ne comporte pas un mot sur la nécessité de construire un nouveau parti et une nouvelle Internationale. Elle se prononce pour la formule équivoque de « *front populaire de combat* », pour l'unité organique et demande la réintégration des exclus. Elle développe par ailleurs la nécessité de trouver de nouvelles méthodes de travail fédéral, de créer un journal de la fédération de la Seine et de réorganiser les divers secteurs. Il semble bien que ses rédacteurs aient la perspective d'une installation définitive dans la SFIO. Le 11 septembre, Raymond Molinier, cinq jours après la lettre de Marceau Pivert lui conseillant la suppression de La Vérité, fait la proposition d'en cesser la parution, ce que Trotsky qualifie de « *suicide politique* ». Jean Rous, élu à la CAP au titre du groupe bolchevique-léniniste au congrès de Mulhouse, confirme l'acceptation par les trotskystes des « *conditions* » de Mireille Osmin, « *soucieux de maintenir l'unité de la jeunesse, désireux d'éviter toute provocation à la scission* ». Révolution, qui rend compte des exclusions, titre : « *L'entente continue* ». La Vérité met en garde contre tout mouvement « *irréfléchi* » et contre toute scission « *criminelle* ».

Ces reculs successifs n'obtiennent pas les résultats escomptés, mais incitent au contraire la direction de la SFIO, confortée par les prises de position de Marceau Pivert, à pousser un peu plus son attaque. Le 28 août, la CAP déclare que « *le journal La Vérité ne saurait plus être considéré comme un organe du parti socialiste* » **21** et demande « *au prochain conseil national de prendre... toutes les sanctions, si graves soient-elles, que l'intérêt du parti peut exiger* » **22**.

Les exclusions des membres du groupe bolchevique-léniniste sont décidées. Le 13 septembre, Raymond Molinier est suspendu pour trois ans, le 15, onze membres dirigeants du groupe bolchevique-léniniste : Danno (Valenciennes), Devreyer (Lille), Hic, Frank (14e), Rous, membre de la CAP, Rousset (19e), Naville (20e), Rigal (13e), Zeller (Stains) Yvan et Maria Craipeau sont convoqués devant la commission des conflits aux fins d'exclusion. Ils sont considérés comme « *responsables des attaques injurieuses dirigées par le journal La Vérité contre les militants investis de la confiance du parti et de la campagne menée par cet organe pour la constitution d'une Quatrième Internationale* » **23**.

Le 19 septembre, la demande d'exclusion est confirmée par la commission nationale des conflits, le 2 octobre, la CAP vote l'exclusion par seize voix dont celles de Séverac, Paul Faure, Rivière, Evrard, Dormoy, Zyromski, Descourtieux, Lebas contre sept : Auriol, Blumel, Coeylas, Délépine, Moch, Morizet, Pivert. L'exclusion est définitivement ratifiée par le conseil national du 17 novembre.

Vers la nouvelle tendance, contre un nouveau parti

Les jeux sont faits désormais. Les bolcheviks-léninistes sortent contraints et forcés de la SFIO. Marceau Pivert, lui, est bien décidé à y rester mais il s'interroge encore : « *La marche à la révolution serait-elle donc seulement possible par le canal d'une avant-garde audacieuse se détachant organiquement des vieux partis et des vieux syndicats en entraînant, par-dessus leurs têtes, leurs cadres, leur résistance bureaucratique et légalitaire, le torrent des masses humaines levées contre le fascisme, contre la crise et contre la guerre ?* » **24**.

Il reconnaît que la Révolution russe a dû emprunter cette voie mais ne pense pas qu'il s'agisse d'un processus nécessaire, toutes les expériences révolutionnaires tentées jusqu'à présent par le moyen de

la scission ayant échoué à l'exception de la Révolution russe. Il postule que le parti socialiste est capable de « *régénération* » parce qu'il est porté par des travailleurs qui évoluent eux-mêmes vers la ligne révolutionnaire. Dans ces conditions, la conquête de la majorité ne constitue ni un leurre ni une absurdité, mais un moment de la lutte pour l'unité organique qui reste à ses yeux la seule voie de création d'un parti révolutionnaire :

*« J'ai écrit, bien avant le pacte d'unité d'action, que la révolution socialiste en France passerait par l'axe des partis socialistes et de la CGT. Je suis toujours du même avis et je précise : ce sont les masses organisées au sein de la centrale syndicale unique et du parti révolutionnaire unifié qui fixeront elles-mêmes l'ordre de marche, le choix des moyens et, au besoin, le remplacement des cadres nécessaires à la conduite de la révolution. Cette position fondamentale est celle qui nous sépare le plus, mes camarades et moi, du groupe trotskyste, dont les mots d'ordres rejoignent, par ailleurs, le plus souvent, ceux que nous avons toujours défendus dans le parti »**25.***

C'est dans cette perspective et sur la base de cette analyse qu'à la fin de septembre 1935, Pivert appelle à la constitution, dans le parti d'une nouvelle tendance, la Gauche révolutionnaire. Daniel Guérin, qui, lui aussi, regrette que les trotskystes ne se soient pas plus attachés à une entreprise de « *rénovation socialiste* », a tenté d'expliquer les raisons de cette initiative : « *Dans le double vide ainsi créé au sein du parti par la capitulation social-patriote de Zyromski et le départ des bolcheviks-léninistes, la nécessité se fit sentir de créer une nouvelle tendance, internationaliste et révolutionnaire »**26.***

La naissance de la Gauche révolutionnaire est certes le produit de ce double vide. Mais un autre vide existe, de toute évidence : celui précisément que Trotsky appelait Pivert à combler, à la gauche des deux partis ouvriers qui sont en train de s'engager ensemble dans le front populaire. Aussi pourrait-on dire que la Gauche révolutionnaire a comme première conséquence, sinon comme premier objectif, de retenir à l'intérieur de la SFIO de nombreux militants en passe de rompre avec la social-démocratie. La fondation de la Gauche révolutionnaire, le 30 septembre 1935, en pleine vague d'exclusions, va fournir à de nombreux militants influencés par les bolcheviks-léninistes, le cadre qui leur permet d'exprimer leur opposition à la politique d'union sacrée et de défense nationale sans pour autant avoir à rompre avec le parti socialiste. Comment expliquer autrement que l'appareil social-démocrate, qui déclenche dans toutes les fédérations la chasse « *aux bolcheviks-léninistes* », accepte sans broncher la constitution d'une tendance à l'indépendance aussi affichée ?

En réalité, la naissance officielle de la tendance « *pivertiste* » fournit aux dirigeants de la SFIO un précieux alibi, une caution à gauche : elle semble démontrer sur l'instant que des révolutionnaires authentiques ont encore leur place dans les rangs du parti d'où ne sont chassés que les « *noyauteurs* » qui refusaient de jouer le jeu de la démocratie interne et du combat loyal. En même temps, elle constitue un écran efficace entre les trotskystes — qui ne savent pas encore, ni sous quelle forme, ni quand ils vont appeler à une organisation indépendante — et les nombreux militants qu'ils ont influencés mais qui hésitent devant une rupture aussi décisive.

Face aux hésitations, aux tergiversations et aux palinodies de certains dirigeants du groupe bolchevik-léniniste, la fondation d'une tendance « *révolutionnaire* » avec la caution de Pivert, son autorité morale et son prestige, sur un programme et avec des propositions d'action calquées sur celles des bolcheviks-léninistes, retient dans les rangs de la SFIO et y organise solidement toute une couche de militants qui traduisent la poussée des jeunes générations ouvrières. L'événement est d'importance, y compris pour le parti communiste où le « *tournant patriotique* » n'a pas été accepté sans réticences, mais à qui il retire d'emblée le cadre possible d'accueil — un nouveau parti pour ceux qui iraient jusqu'à la rupture.

Pour l'heure, la fondation de la Gauche révolutionnaire facilite la politique des appareils des deux grands partis ouvriers : elle constitue pourtant un facteur nouveau par elle-même et, finalement, un éventuel pôle d'attraction, limité mais réel.

Maurice Jaquier, rappelant dans ses mémoires la réunion constitutive de la Gauche révolutionnaire, évoque l'impression produite sur son ami Charleval et lui-même : « *Le soir où nous en revînmes, avec Charleval, nous exultions. Enfin quelque chose venait de naître à quoi nous raccrocher* » **27**.

Quelques pages plus tôt, à propos de la situation dans les premiers mois de l'année, il expliquait le regret que la bataille n'ait pas été engagée sur ce terrain plus tôt, et constatait que cinq mois au moins avaient été perdus. Malgré les espérances que soulevait chez bien des militants cette unification des tendances révolutionnaires, il était évident que le fait qu'elle ne se soit produite qu'au lendemain des premières expulsions de certains d'entre eux — les bolcheviks-léninistes — quelles qu'aient été les maladroites commises par ces derniers, constituait déjà, pour son avenir, une lourde hypothèque.

Notes :

1. La Bataille socialiste, juin-juillet 1935.
 2. Le Populaire, 26 août 1935.
 3. Ibid.
 4. Ibid.
 5. Trotsky (Léon), Lettre au secrétariat international, 10 juin 1935.
 6. La Vérité, 2 août 1935.
 7. Lettre de Marceau Pivert aux camarades frappés par le congrès national des Jeunesses de Lille, le 30 juillet 1935, Bulletin de la XV* section du parti socialiste SFIO.
 8. Ibid.
 9. Lettre de Marceau Pivert à Raymond Molinier, 3 septembre 1935, citée par Nicole Braun in L'Organe de masse, p. 17.
 10. Ibid, p. 7.
 11. Ibid.
 12. Ibid.
 13. Trotsky (Léon), « Etiquettes et numéros », Bulletin de la XV^e section du parti socialiste SFIO, 7 août 1935.
 14. Ibid.
 15. Ibid.
 16. Pivert (Marceau), « Réponse au camarade Trotsky », 20 août 1935, Bulletin de la XV' section du parti socialiste SFIO.
 17. Ibid.
 18. Pivert (Marceau), « Entre nous, très sérieusement... », Le Populaire, 10 septembre 1935.
 19. Trotsky (Léon), « Lettre de Crux (Léon Trotsky) à Jean Rous, 16 septembre 1935 » in L'Organe de masse, p. 17.
 20. Ibid, p. 14.
 21. Le Populaire, 28 août 1935.
 22. Ibid.
 23. La Vérité, 27 septembre 1935.
 24. Le Populaire, 10 septembre 1935.
 25. Ibid.
 26. Guérin (Daniel), op. cit., p. 94.
 27. Jaquier (Maurice), Simple militant, p. 83.
-

Chapitre 6

La Tendance « Révolutionnaire » De La SFIO.



Les ambitions affirmées de Marceau Pivert et de ses amis fondateurs de la Gauche révolutionnaire sont de regrouper dans ses rangs tous les courants et tous les militants opposés à l'union sacrée, et de conquérir la majorité du parti socialiste afin d'en faire le levier décisif de l'action révolutionnaire.

L'appareil n'ignore pas le danger, comme le prouvent les mesures brutales à l'encontre des bolcheviks-léninistes. Pourtant, nous l'avons vu, la fondation de la Gauche révolutionnaire ne constitue pas pour lui un danger immédiat. Elle contribue en effet pour l'instant à canaliser dans le parti socialiste une partie de la remontée ouvrière maintenant incontestable, après la manifestation du 14 juillet 1935 qui a rassemblé plusieurs centaines de milliers de manifestants et les émeutes de Brest et de Toulon.

L'appareil avait poussé à la séparation avec les néos. Il en était résulté un renforcement du parti socialiste, une capacité accrue à accueillir les nouvelles générations ouvrières mises en mouvement par la crise et la menace fasciste. Une scission de toute la gauche aurait de tout autres conséquences : elle l'isolerait, le rejetterait à droite et le paralyserait alors qu'apparaissent les signes annonciateurs d'une explosion révolutionnaire avec laquelle il va falloir composer. De ce point de vue — et sans que ses fondateurs l'aient le moins du monde voulu — la Gauche révolutionnaire se révèle d'une incontestable utilité. Contre les bolcheviks-léninistes, l'appareil a déjà utilisé la Bataille socialiste qui a apporté sa caution à la CAP. Sous une autre forme, les arguments de Marceau Pivert contre le « *trotskyisme* » et le « *bolchevisme* » ont constitué indirectement autant de justifications des exclusions. Sans être bien nouveaux, ils étaient en effet d'autant plus convaincants qu'ils étaient avancés par le porte-parole le plus prestigieux des éléments révolutionnaires de la SFIO.

Marceau Pivert a placé le patriotisme de parti au-dessus de tout. Avant d'envisager des mesures contre lui et la tendance dont il devient le porte-parole, l'appareil tentera d'abord d'obtenir la caution des « *révolutionnaires* » au « *front populaire* » et à l'« *exercice du pouvoir* ». L'opération n'est pas sans danger, mais les situations exceptionnelles exigent des moyens qui sortent de l'ordinaire et il n'est pas indifférent pour la direction socialiste de pouvoir présenter une facette révolutionnaire capable de canaliser dans ses rangs une part de l'initiative révolutionnaire des masses. Si l'appareil se montre prêt à faire une place à la Gauche révolutionnaire, c'est dans l'intention de l'utiliser pour apaiser et intégrer le mouvement révolutionnaire qui se développe. Il montrera bientôt qu'il est tout aussi capable de s'en séparer — tout comme des bolcheviks-léninistes — lorsque l'existence de la tendance deviendra une menace. Mais, d'ici là, il faudra d'abord faire rentrer dans son lit la colère ouvrière.

Les débuts de la Gauche révolutionnaire

Durant le mois d'octobre 1935, la Gauche révolutionnaire voit le jour. Il apparaît vite qu'elle n'est que très secondairement le produit de la crise de la Bataille socialiste. La très grande majorité des membres de cette dernière reste avec Zyromski qui reconstitue la tendance en décembre 1935. La Gauche révolutionnaire est plutôt le produit du désarroi et de la réaction de défense des différentes tendances de gauche confrontées, à la suite de l'exclusion des bolcheviks-léninistes, à l'attente des militants qui comptent sur des directives et une orientation. Rester dans l'expectative signifierait laisser le terrain aux bolcheviks-léninistes et leur conférer le monopole de l'opposition. Le risque serait grand d'une scission qui, pour Marceau Pivert, serait une catastrophe. Il lui faut donc se défendre à la fois contre l'appareil

du parti et contre le groupe bolchevique-léniniste et apporter aux militants une réponse en constituant une tendance qui confisque le programme d'opposition de ce dernier.

La première réunion, le 20 septembre 1935 au café Augé, est convoquée sur la base d'un texte adressé à toutes les tendances de gauche qui « *éprouvent le besoin de coordonner leurs efforts et de constituer une armature solide prête à toutes les éventualités* ». Des représentants des principaux groupes, sont présents Jaquier et Charleval du CASR, René Lefevre du groupe « *luxemburgiste* » de Masses et des Cahiers de Spartacus, Lucien Laurat du Combat socialiste, Claude Beaurepaire de Révolution constructive, Malarte et Perigaud, les anciens de l'Action socialiste, Michel Collinet, l'ancien trotskyste que certains considèrent comme « *souvarinien* » alors qu'il a été plus proche de Doriot, Fred Zeller, le dirigeant des Jeunesses socialistes, Albert Treint l'ancien secrétaire général du parti communiste, et même — mais seulement comme observateur — le dirigeant bolchevique-léniniste Raymond Molinier. La discussion accroche sur les rapports avec le groupe bolchevique-léniniste sur le point d'être exclu. Marceau Pivert renouvelle sa « *solidarité* », mais devant leur intention affirmée de conserver leur propre physionomie, il se refuse à faire bloc avec eux. Il pense qu'ils auraient tôt fait d'imposer leurs méthodes si la faculté leur était donnée de préserver leur organisation de fraction. Aussi propose-t-il de se borner avec eux à l'organisation d'un comité de coordination. Treint souligne que l'exclusion des Jeunesses socialistes n'est que la première étape d'une répression qui vise toute la gauche et propose la constitution d'un cartel des tendances menacées que lierait une discipline commune. Acceptée par les bolcheviks-léninistes, la proposition est repoussée par la majorité qui se prononce pour la constitution d'une véritable tendance dont la plate-forme est adoptée sur le champ. Les fondateurs de la Gauche révolutionnaire y prennent position pour la dictature du prolétariat, la création de « *milices populaires* » et pour la « *conquête des masses* » par un « *front populaire de combat* ». Ils proposent l'élection de « *comités populaires* » ou « *comités de salut public* », qui, fédérés et réunis en « *Etats généraux des masses travailleuses* », constitueraient les éléments du « *pouvoir populaire* ». Le terme de « *défaitisme révolutionnaire* » a été retiré du projet initial, mais le texte adopté dénonce la défense nationale en régime capitaliste comme une « *duperie sanglante* », affirme que la défense de la démocratie, la défense de l'URSS et la lutte contre la guerre ne peuvent être menées victorieusement que par le renversement du capitalisme et, au cas où la guerre éclaterait avant la révolution, se prononce pour « *la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* » : « *(les socialistes) doivent être convaincus que la défaite de la bourgeoisie de leur propre pays sera le levier de leur victoire et la seule aide véritable à la révolution russe* ». **1**

Le 3 octobre, la Gauche révolutionnaire propose au groupe bolchevique-léniniste — pas encore exclu — la fusion sur cette plate-forme dont l'essentiel a été décalqué de la leur, ce qui accroît leur désarroi. Au moment de l'exclusion des bolcheviks-léninistes, la Gauche révolutionnaire demande à ses militants de faire voter dans les sections des motions de protestation et de continuer à accueillir les partisans des bolcheviks-léninistes dans les sections qu'ils contrôlent, ce qui, plus qu'un acte de solidarité, constitue le moyen d'éviter que le départ des bolcheviks-léninistes n'entraîne trop de militants.

Une nouvelle tendance est née. Marceau Pivert en informe Léon Blum dans une lettre que Le Populaire publie le 11 octobre. La direction du parti socialiste lui accorde les droits traditionnellement reconnus aux tendances de la SFIO, notamment celui d'éditer un journal de tendance, et l'accès à la tribune libre du Populaire.

Les noyaux constitutifs

La Gauche révolutionnaire s'organise. Un comité directeur est élu le 20 octobre : Floutard devient secrétaire administratif et Maurice Jaquier secrétaire général. La décision est prise d'éditer deux mensuels : le premier, La Gauche révolutionnaire, sera un journal de tendance exclusivement réservé aux membres de la SFIO, le second, Masses, épuré des articles évoquant trop distinctement la vie interne du parti socialiste, est destiné à la vente publique. Un comité de presse est constitué autour de R. Lefevre, éditeur de Spartacus, Boris Goldenberg, émigré allemand du SAP, Simone Kahn et Goldschild.

L'hétérogénéité de la Gauche révolutionnaire est frappante : y convergent des hommes et des courants au passé fort différent. Nous trouvons d'abord les inconditionnels de Marceau Pivert. Membre de la CAP depuis son installation à Paris, il s'est constitué dans la 15e section, dont il a fait la plus forte de la capitale, un véritable fief où tous les militants lui sont personnellement dévoués, sur la base d'un travail militant quotidien dans lequel il fait preuve d'un désintéressement total et d'un incontestable talent de propagandiste et d'agitateur. Le revers de la médaille, note Daniel Guérin, est pourtant l'hétérogénéité des rangs de ses partisans liés à lui « *moins par une claire identité de vues politiques que par une allégeance personnelle* ». La 15e section constituera la base de la tendance, lui fournira ses responsables, les premiers cadres : l'architecte Floutard, secrétaire-adjoint de la 15e section, qui s'occupe du secrétariat de la tendance, les secrétaires des groupes du 15e, Pansu, de Necker, Laurans, de Saint-Lambert, Marion, de Grenelle, Bret, Tissier. On trouve également les anciens de l'Action socialiste et du CASR : Maurice Jaquier, Perigaud, Malarte, Canet, Gravier, Preiss, ceux de Révolution constructive, les polytechniciens Beaurepaire, Georges Soulès, plus connu sous son pseudonyme d'écrivain de Raymond Abellio, le pilote Edouard Serre, François Moch ; des pacifistes : le couple Modiano, l'instituteur Krihiff, les frères Goldschild ; le groupe des Jeunesses, partagé entre les élèves et les partisans de Marceau Pivert, Lucien Weitz, Jacques Lalande, Pierre Stibbe et ceux de René Lefeuve, André Cerf, Jean Meier. Il faut encore ajouter les noms du métallurgiste Lucien Vaillant, de René Rul et de nombreux secrétaires de sections de la région parisienne, Mouly, Chabrier, Gillet, Sanson, Tanguy, Devreyer, Bonnardel. Ces militants constituent le cadre organisateur de la tendance. Ils ont pour la plupart un certain passé dans le parti socialiste — la majorité d'entre eux ont adhéré entre 1930 et 1934 — et ils ont conquis des postes de responsabilité à l'échelle de la section ou du groupe. Ce sont eux, quels que soient les courants dont ils sont issus, qui enracinent la tendance dans le parti socialiste. En province, quelques secrétaires de fédération rejoignent la Gauche révolutionnaire : Auricoste, secrétaire de la fédération du Lot, Midon, agitateur de talent et secrétaire de celle de Meurthe-et-Moselle, Benoit, secrétaire de la fédération des Vosges, Poireau de Vendée, Maurice Deixonne, secrétaire de la fédération du Cantal, qui conservera toujours à son égard une grande indépendance.

Dans cette équipe de direction, nous trouvons ce que Daniel Guérin nomme le « *brain-trust* » de la tendance dont la composition est encore beaucoup moins homogène et qui regroupe certains des hommes cités précédemment mais aussi des individualités, adhérents de fraîche date et dont certains ont rallié plus la Gauche révolutionnaire que le parti socialiste. Jacques Enock, encore étudiant en droit qui a été secrétaire des Etudiants socialistes de 1929 à 1933, est un conseiller écouté de Marceau Pivert ; Claude Beaurepaire, polytechnicien, directeur de la Régie des Tabacs est secrétaire de la 17e section ; il a adhéré au parti socialiste en 1931 ; le professeur agrégé René Modiano et sa femme Hélène, membres de la 14e section ; au parti socialiste depuis 1926, pacifistes, ils sont connus pour leurs articles contre les marchands de canons et les trusts internationaux du pétrole ; le jeune avocat André Weil-Curiel, franc-maçon, chargé des relations publiques de la tendance ; René Lefeuve, animateur des Cahiers de Spartacus, se réclame de Rosa Luxemburg, est très lié avec les émigrés de la social-démocratie allemande, en particulier les anciens du SAP, il s'occupe des publications de la Gauche révolutionnaire ; Boris Goldenberg, plus connu sous le pseudonyme de Boris Gilbert, est un réfugié du SAP ; Suzanne Nicolitch, franc-maçonne enflammée et oratrice de talent, exerce sur Marceau Pivert, nous dit Daniel Guérin, une influence de « *médium* ».

A côté de ce premier groupe lié à la social-démocratie française ou internationale, il faut souligner le rôle joué par trois hommes aux origines très différentes : Daniel Guérin, Michel Collinet et Lucien Hérard. Daniel Guérin, écrivain et correcteur d'imprimerie a fréquenté les milieux du syndicalisme révolutionnaire et beaucoup voyagé. A l'été 1935, bien que sceptique à l'égard du parti socialiste, il lui donne néanmoins son adhésion afin de rejoindre une gauche en pleine évolution. Michel Collinet, lui, vient du trotskysme. Aux Jeunesses communistes en 1925, il rejoint l'opposition de gauche en 1930, puis rompt avec elle sur un désaccord avec sa stratégie syndicale. C'est un syndicaliste, militant de la fédération unitaire de l'enseignement — il est agrégé de mathématiques — secrétaire en 1935 de l'union locale unitaire de Rouen. Partisan acharné de l'unité syndicale, il est en même temps secrétaire du cartel

service public confédéré : durant l'hiver 1935-1936, il préside le meeting d'unité syndicale qui se tient à Rouen en présence de Belin et Frachon. Il a été attiré un moment par Doriot avec qui il a travaillé après le 6 février 1934 mais il rompt avec lui lors des élections municipales de mai 1935. Apprenant la constitution de la Gauche révolutionnaire, il adhère au parti socialiste en octobre 1935, afin de militer dans ses rangs. L'itinéraire de Lucien Hérard, qui sera avec Marceau Pivert le principal porte-parole de la tendance dans les congrès du parti, est quelque peu différent. Membre du parti communiste, il est l'un des responsables de la fraction dans la fédération de l'enseignement dans les années 1923-1924. En 1927, il est exclu pour « *trotskyisme* », pour s'être opposé à la direction du parti communiste sur la question russe, la tactique dite « *classe contre classe* » et la « *radicalisation des masses* ». Avec un autre militant, Ducret, exclu comme lui de la fédération de Besançon, et Renard, de Montbéliard, il jette les bases d'une Fédération communiste indépendante du Doubs qui publie un journal, Le Travailleur. En 1932, la Fédération communiste indépendante du Doubs se transforme en Fédération communiste indépendante de l'Est après l'exclusion de Paul Rassinier, secrétaire du rayon de Belfort, coupable d'avoir réalisé l'unité avec les socialistes. La Fédération communiste indépendante de l'Est a été liée avec le cercle communiste démocrate de Boris Souvarine et a maintenu son existence jusqu'au début de l'année 1934 en tentant de s'appuyer sur les traditions du Jura. A la fin de l'année 1934, Lucien Hérard rejoint la SFIO, à Dijon, où il anime une tendance locale qui publie un petit journal : L'Effort. Contacté par l'état-major de la Gauche révolutionnaire, il donne — non sans hésitation — son adhésion à la tendance. Son passage au parti communiste lui avait laissé une grande méfiance des « *états-majors* » parisiens.

Implantation de la Gauche révolutionnaire

La Gauche révolutionnaire s'est donnée pour objectif de « *gagner la majorité* » de la SFIO. Les premiers résultats sont loin d'être négligeables. C'est à Paris que la tendance est la mieux implantée. Quelques jours à peine après sa proclamation, elle peut se compter au congrès de la fédération de la Seine. La Bataille socialiste, qui vient rejoindre les éléments du CASR restés autour de Claude Just et Combat marxiste de Laurat, rallie toutes les voix de droite qui se portent sur sa motion. Elle obtient 3 255 voix qui peuvent se décomposer en 1 684 voix proprement Bataille socialiste, les autres constituant des ralliements tactiques. La Gauche révolutionnaire obtient 1 895 voix et les bolcheviks-léninistes 374. Alors qu'à Paris elle obtient presque la majorité, elle est nettement minoritaire en banlieue, fief de la droite du parti socialiste. Le 28 octobre 1935, elle peut compter sur environ un tiers des mandats dans l'ensemble de la fédération de la Seine. Dans les vingt sections de Paris, elle obtient déjà 40 070 des voix. Dès le début de l'année 1936, Marceau Pivert peut écrire que la Gauche révolutionnaire contrôle l'ensemble des grosses sections de la capitale. Quelques jours après sa proclamation, la tendance annonce l'adhésion de 642 militants dont 408 dans la Seine, 52 dans la Seine-et-Oise et 182 en province, répartis dans 32 départements. Il s'agit là d'une audience encore limitée.

Les progrès sont constants : au congrès extraordinaire des 1er et 2 février 1936, la Gauche révolutionnaire a 11% des mandats, en mai 1936, 13,5 %, ce qui correspond à environ 20 000 sympathisants. En juillet 1937, dans des conditions très difficiles, puisque la tendance vient d'être dissoute, la motion présentée par la « *minorité de la CAP* » rassemble 894 mandats contre 1 545 pour la Bataille socialiste et 2 949 pour la motion Blum-Paul Faure, soit 16,5 070 des mandats. Le parti a alors 280 000 adhérents. L'année suivante, au congrès de Royan — le dernier tenu avant la scission — la tendance obtient 1 400 mandats contre 4 872 à la majorité et 1 735 à la Bataille socialiste. A ces 1 400 mandats, il faut, pour être exact, ajouter 450 mandats de la Seine qui ont été invalidés. C'est à 1 800 mandats, soit 21,5 070 que l'on peut estimer l'audience réelle de la Gauche révolutionnaire à ce moment. Le nombre d'adhérents de la SFIO étant de 277 000, la Gauche révolutionnaire peut donc compter sur 50 000 sympathisants dans toute la France.

Son implantation présente des caractéristiques particulières. On peut noter que la tendance se développe particulièrement dans les fédérations en forte progression. On peut même dire qu'elle supplante la Bataille socialiste : en effet, entre 1929 et 1934, il existe une relation frappante entre les

taux de croissance rapide et les votes en faveur de la Bataille socialiste **2**. Entre 1934 et 1937, la Gauche révolutionnaire supplante la Bataille socialiste dans les secteurs les plus vigoureux du parti socialiste. Mais il faut préciser. La Gauche révolutionnaire est forte là où le parti socialiste progresse le plus vite aux élections comme dans le recrutement, mais ce sont également les secteurs où les fédérations sont relativement faibles au regard de la population et les résultats électoraux n'y ont jamais été brillants. La Gauche révolutionnaire ne parviendra pas à mordre sur les puissantes fédérations du Nord, Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône, pas plus que dans tous les secteurs où la SFIO bénéficie d'une implantation parlementaire ancienne. Dans ces fédérations-là, elle ne parviendra pas à ébranler l'emprise de l'appareil et du groupe parlementaire. Le cas de la Meurthe-et-Moselle constitue un bon exemple d'une fédération Gauche révolutionnaire. La fédération a été largement touchée par la crise néo. Le secrétaire de la fédération, Levy, adhère au parti socialiste de France. La gauche minoritaire se retrouve majoritaire. La fédération devient alors l'une des fédérations les plus à gauche du parti socialiste dans l'un des départements les plus à droite. Liée au CASR de Claude Just, elle est à la pointe de la bataille pour l'unité d'action durant l'année 1934. En 1935, son secrétaire, Mi-don, s'oppose au tournant vers le front populaire et prend contact avec Marceau Pivert qui vient animer plusieurs meetings. Il rejoint la Gauche révolutionnaire en entraînant toute la fédération **3**.

Ambiguïté de la Gauche révolutionnaire

La nouvelle tendance est sans conteste profondément originale. C'est la première fois que le parti socialiste connaît une tendance aussi militante, aussi structurée et défendant un programme radicalement opposé sur toutes les questions à la politique du parti socialiste. Comme le note Daniel Guérin :

*« Les coûteuses précautions que nous prenions ne parvenaient pas à dissimuler sur le plan politique, notre profonde hétérodoxie. Nous nous donnions beaucoup de peine pour ne pas apparaître comme un parti dans le parti. Mais nos positions étaient si tranchées et exposées de façon si percutante qu'au sein d'une formation essentiellement électoraliste et intégrée dans l'ordre existant, nous faisons figure, tout comme il n'y a pas si longtemps encore les trotskystes, de corps étranger » **4**.*

Un « corps étranger » dont la position est pourtant très ambiguë. La Gauche révolutionnaire réaffirme à chaque occasion son attachement indéfectible au parti socialiste. « *Nous nous posions en militants loyaux de la SFIO, écrit Daniel Guérin, nous recrutions pour elle, nous poussions l'esprit de sacrifice jusqu'à défendre publiquement des positions que nous n'approuvions pas* » **5**.

Sur la question essentielle du front populaire, elle croit trouver dans le mot d'ordre de « *Front populaire de combat* » le moyen de concilier son patriotisme de parti avec son opposition à l'union sacrée. La Gauche révolutionnaire accepte, en effet, l'élargissement de l'alliance aux radicaux pour la défense des libertés mais craint que lorsqu'il s'agira de s'attaquer à la question sociale, au régime capitaliste lui-même, au mur d'argent, l'appui des radicaux ne fasse défaut. Mais elle pense, en définitive, que puisque le parti socialiste a montré qu'il était capable d'évoluer sous la pression des masses, il peut en être de même d'un éventuel gouvernement de front populaire. « *Un gouvernement de front populaire rencontrera, dès qu'il essayera de satisfaire même aux aspirations les plus modestes des masses, la plus farouche résistance extra-parlementaire des forces capitalistes. Il lui faudra alors ou bien trahir honteusement ou bien se jeter sous la pression des masses dans un combat en direction du socialisme* » **6**. La tendance considère qu'un gouvernement de front populaire pourra, sous la pression des masses et de sa propre intervention, se transformer en un gouvernement ouvrier et paysan, engageant les tâches de transformation socialiste. En choisissant d'agir de « *l'intérieur* » pour favoriser ce processus, elle se situe à l'extrême-gauche du Front populaire, tout en acceptant son principe au risque d'en constituer l'alibi de « *gauche* ».

La Gauche révolutionnaire apparaît en fait comme le produit de circonstances particulières et le point de rencontre de forces et d'intentions diverses. D'un côté, il y a le mouvement des masses qui se dirige vers la gauche, vers l'explosion révolutionnaire de 1936. Pour les raisons analysées plus haut, ce mouvement a trouvé une expression dans les rangs du parti socialiste. Pour la nouvelle génération militante socialiste, la création de la Gauche révolutionnaire constitue une ouverture, un instrument d'action. Il est particulièrement significatif que la quasi-totalité de la première vague d'adhésion à la Gauche révolutionnaire rassemble des hommes venus à l'action politique depuis 1934. Ce sont les nouvelles recrues qui, adhérant au parti socialiste, rejoignent en même temps sa « *gauche révolutionnaire* ». Ils voient dans la SFIO l'instrument qui réalisera leurs aspirations et, dans la Gauche révolutionnaire, le moyen de faire pression sur sa direction, de la contraindre à une attitude plus efficace et plus combative.

Marceau Pivert et ses amis ont senti l'existence de ce courant profond et souterrain. Ils lui permettent de s'exprimer en lui donnant un cadre et en même temps tentent de l'utiliser au compte d'un projet politique hérité des luttes de tendances passées, du combat de la Bataille socialiste contre la participation et pour l'unité organique et ce projet les conduit à rejeter toute orientation qui n'aurait pas le redressement du parti socialiste comme objectif. Le tournant brutal des directions du parti communiste et du parti socialiste en faveur d'un front populaire et l'expulsion des trotskystes qui en est résultée, ont brusquement créé les conditions d'une telle rencontre. Les militants d'avant-garde trouvaient une forme dans laquelle ils pouvaient se rassembler en évitant ce qui pouvait apparaître au premier abord comme une aventure : la constitution d'une organisation indépendante à laquelle les trotskystes les appelaient. Marceau Pivert et de nombreux cadres venus d'horizons extrêmement différents trouvaient, eux, une base militante pour tenter de réaliser une vieille espérance.

La Gauche révolutionnaire s'est rapidement imposée comme la tendance d'extrême-gauche, attirant ceux des nouveaux venus qui attendent avec impatience que le Front populaire change leurs conditions de vie. Or l'événement, à la fois attendu et prédit par ses animateurs, se produit au printemps, avec la victoire électorale du Front populaire et le mouvement de grèves sur le tas. La Gauche révolutionnaire subit l'épreuve du feu avec cette irruption des plus larges masses sur la scène politique : l'occasion souhaitée, prévue, attendue, espérée, est enfin là. Marceau Pivert et ses camarades ont choisi de rester au sein du parti socialiste afin de demeurer au contact des masses qui voient encore en lui le parti de leurs espérances. Mais il sera bientôt le parti au pouvoir, et l'on peut se demander si, toute influente qu'elle soit, la tendance « *pivertiste* » a réellement la force de poursuivre dans de telles conditions sa lutte pour transformer le parti socialiste en parti révolutionnaire. Elle constitue, de façon incontestable, la principale force organisée à l'intérieur du mouvement ouvrier français qui s'oppose à la politique des deux partis ouvriers, et cela seul suffit pour lui attirer bien des néophytes. Mais il n'est pas facile de se réclamer à la fois de la révolution mondiale et du parti de Léon Blum et, en fait, c'est une rude épreuve qui commence pour Marceau Pivert et ses lieutenants.

Notes :

1. La Gauche révolutionnaire, n° 1, 20 octobre 1935.
 2. Voir Joubert (Jean-Paul), A contre-courant : le pivertisme. De la « vieille maison » au « parti révolutionnaire ». Etude d'un courant socialiste révolutionnaire entre la SFIO et le PCF, cartes.
 3. Moine (Jean-Marie), Le mouvement socialiste en Meurthe-et-Moselle sous la Troisième République, p. 128.
 4. Guérin (Daniel), op. cit., p. 107.
 5. Id., p. 106.
 6. La Gauche révolutionnaire, 20 octobre 1935.
-

Chapitre 7

L'épreuve du feu.



Le 10 janvier 1936, après une laborieuse élaboration, le programme du Front populaire voit enfin le jour. Dans l'ensemble, le texte s'aligne sur les propositions du parti radical, à qui le parti communiste a fait, durant les négociations, toutes les concessions demandées. Même les nationalisations prévues dans le programme du parti socialiste ont été repoussées.

La Gauche révolutionnaire et le Front populaire

Au congrès de la fédération de la Seine, en octobre 1935, Marceau Pivert a rejeté catégoriquement « *tout front populaire de parade occupé aux cuisines électorales* ». S'il admet que le Front populaire peut constituer le moyen de « *rassembler les masses en vue de conquérir le pouvoir* », il précise en décembre qu'il existe trois conditions minimales sur lesquelles la Gauche révolutionnaire « *ne cédera pas* ». La première concerne les alliances, la seconde, les étapes et la troisième, l'organisation des masses.

L'alliance avec les radicaux est une « *trahison* », écrit-il **1**. Le parti radical n'est pas l'expression de la petite bourgeoisie démocratique, mais l'agent que le grand capital utilise pour trahir les aspirations démocratiques des masses. Il est condamné, au même titre que tous les partis bourgeois libéraux, par l'évolution du capitalisme. Le rôle du prolétariat n'est pas de le remplacer ou de se placer sur son terrain mais de « *faire venir par une politique hardie et compréhensive les masses petites-bourgeoises sur le terrain révolutionnaire* »**2**.

Le Front populaire est certes un « *chaînon nécessaire* », mais il ne doit constituer qu'une étape à laquelle il n'est pas question de s'arrêter sous peine de défaite et qui ne doit pas faire oublier la « *préparation minutieuse de l'action directe révolutionnaire* ». Enfin, pour créer les conditions de cette action, la classe ouvrière devra exiger l'élargissement de ses libertés de propagande et d'agitation, le respect de tous les engagements pris au nom du Front populaire et préserver et développer les « *formations miliciennes* » et les « *comités populaires de masse* » indispensables à l'offensive révolutionnaire.

La signature du programme de Front populaire constitue en fait une douche froide pour la Gauche révolutionnaire. Pour Lucien Hérard, le parti socialiste, en le signant, a accepté de participer à un gouvernement radical sur un programme « *dont l'inefficacité est visible dès aujourd'hui* ». Il ne reste plus, selon lui, à la Gauche révolutionnaire qu'à « *dégager sa responsabilité* » et à mettre en garde « *contre une réédition aggravée du cartel* ».

René Modiano écrit de son côté :

« *Qui aurait pu croire, après les déboires du cartel, quand nous luttions pour le redressement du parti, pour l'adoption d'une politique autonome de classe, contre les compromissions avec la bourgeoisie, qu'un jour nous accepterions de voir à la même tribune les représentants des partis ouvriers et ceux des partis de la démocratie bourgeoise. Et quand nous mettions en dehors du parti les néos que nous traitions de fascistes et qui nous « épouvantaient », qui donc aurait cru que nous les retrouverions eux aussi, à quelques exceptions près, dans la lutte contre le fascisme ? Tout cela, c'est le Front populaire et c'est l'œuvre de la bourgeoisie* »**3**.

Il conclut :

*« Où allons-nous ? Sans doute à un succès électoral. Sans doute aussi à un succès gouvernemental : la substitution d'un gouvernement Mercier à un gouvernement de Wendel. Si cela se réalise, les masses s'apercevront alors que le capitalisme de « gauche » est de même nature que le capitalisme de « droite » et, découragées, elles laisseront faire alors l'expérience fasciste »***4.**

Au congrès socialiste extraordinaire des 1^{er} et 2 février 1936, la Gauche révolutionnaire s'oppose à la stratégie électorale, décidée à une très large majorité, qui prévoit un désistement mutuel pour le second tour entre partis signataires de l'accord de Front populaire. La Gauche révolutionnaire répète que la tâche du moment est la conquête révolutionnaire du pouvoir, laquelle ne saurait se confondre avec l'obtention de portefeuilles ministériels. Elle considère que le Parlement ne peut être le lieu d'une lutte pour les réformes et l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Pour combattre le fascisme et la crise, il faut l'action directe des masses, non pour la défense d'une démocratie bourgeoise périmée, mais pour construire les organes du pouvoir populaire. La campagne électorale doit donc être menée non dans le but d'obtenir le maximum de mandats, mais pour mobiliser les masses sur les mots d'ordre de la révolution prolétarienne. Pour marcher dans cette direction, il faut réaliser l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations, refuser la confiance à un éventuel gouvernement de gauche et éviter toute coalition, au pouvoir comme dans les élections, avec les partis « bourgeois » et, au premier chef, le parti radical. La motion de la Gauche révolutionnaire demande au congrès de proposer au parti communiste, et éventuellement au PUP, la désignation, dans chaque circonscription, d'un « *candidat unique du prolétariat* ». Si le parti communiste refusait, elle propose que toutes les fédérations soient tenues de présenter partout des candidats au premier tour, et, qu'au second, aucun désistement n'ait lieu « *sous aucun prétexte* », en faveur d'un candidat « *ayant donné sa confiance aux gouvernements d'union nationale et aux mesures de répression, de misère, de complicité avec le fascisme et de guerre qui ont caractérisé les équipes dirigeantes issues du 6 février* ». Le but est clair ; il s'agit d'empêcher tout désistement en faveur des radicaux, dont Marceau Pivert souligne que la défaite est inévitable : il suffirait, dit-il, « *d'une déclaration favorable au Front populaire, le matin du second tour et les voix ouvrières iront armer les futurs Gallifets* » **5.**

Il réclame l'application stricte de la tactique électorale adoptée au congrès de Huyghens qui prévoyait la préférence pour le désistement au candidat prolétarien. La préférence seulement, et c'est là toute l'ambiguïté de sa position. La motion Gauche révolutionnaire, si elle cherche à limiter les accords avec les radicaux, ne les exclut pas totalement, dans la mesure où cela conduirait à remettre en cause le Front populaire lui-même. Elle précise que le désistement d'un candidat du parti socialiste ne pourra être envisagé qu'en faveur d'un autre candidat prolétarien ou « *d'un candidat s'engageant à briser toutes les résistances des oligarchies économiques et financières* » conformément aux mesures envisagées par la CGT réunifiée.

Diagnostiquant sur le mode humoristique à propos du programme du Front populaire, René Modiano résume le scepticisme de la tendance, mais aussi son accord :

« Il est né le divin enfant... Il est fort laid, il gémit sans arrêt, il ne regarde pas en face et naturellement il n'a pas une dent. Quant à son front, il est démesurément large, ce qui n'est pas forcément une preuve de génie, enfin le teint est d'un rose bien pâle... L'enfant est né sous le signe du verseau... si bien qu'il tournera souvent sa veste. Peut-être en ramassera-t-il aussi. Il n'est pas sûr qu'il soit viable » **6.**

Malgré ce pronostic peu encourageant, il conclut : « *S'il ne meurt pas d'ici peu de temps, il sera appelé aux plus hautes destinées* » **7.**

Daniel Guérin s'est attaché à expliquer comment la Gauche révolutionnaire se trouvait dans l'embarras au sujet du Front populaire :

« Le vocable recouvrait deux marchandises de nature fort différente... D'un côté, le puissant mouvement populaire, l'unité d'action antifasciste dont les organisations ouvrières, politiques et syndicales, secondées par les intellectuels, avaient pris l'initiative... De l'autre, la mésalliance, sur le plan parlementaire et électoraliste, du radicalisme bourgeois et du stalinisme, sous le signe de la défense nationale, mésalliance à laquelle la SFIO avait eu la faiblesse de se prêter... Nous ne pouvions entériner ni la collusion électorale, ni les comités para-communistes (Amsterdam-Pleyel) mais nous ne pouvions pas non plus, en condamnant sans appel le Front populaire, apparaître comme nous isolant du formidable mouvement qui, depuis 1936, revigorait la France... Nous étions des adversaires résolus du Front populaire numéro un et des partisans enthousiastes du Front populaire numéro deux » 8.

En fait, la Gauche révolutionnaire accepte finalement de jouer le jeu. Elle est décidée à jouer la politique de présence, à accepter le « *Front populaire numéro un* » pour le propulser et l'amener à se confondre avec le « *Front populaire numéro deux* », en d'autres termes, à transformer la coalition électorale avec des partis bourgeois en un front unique révolutionnaire entraînant derrière le prolétariat les couches de la petite bourgeoisie et de la paysannerie pauvre. Elle va se comporter comme un groupe de pression se fixant pour tâche de déborder, de faire évoluer et de transformer un éventuel gouvernement de coalition avec la bourgeoisie en un gouvernement ouvrier et paysan, composé des seules organisations ouvrières et qui pourrait, alors, mener à terme la transformation révolutionnaire de la société.

Pour cela, Marceau Pivert et ses amis comptent sur l'initiative des masses qui, « *imposant une seconde fois aux chefs leur volonté, créent elles-mêmes un véritable front populaire de combat* »9.

Il faut bien admettre qu'à la veille des élections qui allaient porter au pouvoir une majorité front populaire et accélérer, grâce à la confiance que cette victoire donnera aux travailleurs, le rythme de la lutte des classes, les objectifs affirmés par les « *pivertistes* » et la stratégie, qui est la leur, semblent contradictoires. Si le Front populaire constitue vraiment, comme ils l'affirment, la préparation d'un gouvernement de coalition pour enrayer une montée ouvrière de plus en plus évidente, comment être à la fois dans le Front populaire et vouloir orienter le mouvement vers une issue révolutionnaire qu'il a précisément pour mission d'éviter ? Comment concilier une attitude fort intransigeante envers la défense nationale avec le soutien du Front populaire ?

Les dirigeants de la tendance pensent pouvoir résoudre la contradiction en employant le vocable de « *Front populaire de combat* », systématiquement mis en avant à partir de janvier 1936. Mais change-t-on les choses en changeant leur nom ? Tout le monde ne le pense pas dans la Gauche révolutionnaire, notamment les anciens du CASR dont Jaquier dit qu'ils trouvent le mot d'ordre « *inconséquent* » et qu'ils proposent la perspective de « *comités de base du rassemblement populaire* ». En vain, « *Les théoriciens de la Gauche révolutionnaire, commente-t-il, ne nous sentaient sans doute pas capables d'affronter les débats à la base, puisque, finalement, ils nous faisaient adopter une ligne qui consistait à soutenir le Front populaire en nous appuyant sur les pressions qu'exerçaient les masses populaires* ».

Tendance « révolutionnaire » ou caution de gauche ?

En fait, dès cette époque, des risques apparaissent que bien des militants n'entrevoient qu'à peine : la Gauche révolutionnaire ne va-t-elle pas servir trop loyalement le « *Front populaire numéro un* » au nom de la nécessité de le dépasser, et devenir ainsi otage et bonne conscience du gouvernement comme du parti ? La réponse, cette fois, ne peut plus être donnée sur le plan théorique, mais seulement à l'épreuve des faits.

Malgré ses réserves, la Gauche révolutionnaire participe à la campagne électorale du parti socialiste. Marceau Pivert appelle les militants de la tendance à faire leur travail loyalement en respectant absolument la discipline du parti. « *Nous apprécierons, dit-il, les responsabilités après la bataille* ». «

Notre capital politique est trop précieux, notre volonté de conquérir la majorité du parti à des positions révolutionnaires est trop absolue pour donner, même en apparence, un aliment quelconque aux campagnes sourdes de discrédit qui nous présentent comme des scissionnistes ou des diviseurs de la classe ouvrière » 10

Il donne l'exemple. Candidat de la SFIO dans la circonscription de Javel, il met son grand talent de propagandiste à forger le « *mythe Léon Blum* » qu'il contribuera à développer après la victoire électorale. L'occasion est fortuite : le 13 février 1936, le leader socialiste est agressé par des membres de l'Action française lors de l'enterrement de l'écrivain royaliste Jacques Bainville. Les responsables de la Gauche révolutionnaire proposent « *d'appliquer* » eux-mêmes le décret de dissolution de l'Action française en donnant l'instruction aux TPPS d'empêcher la tenue de leurs réunions. Le secrétariat refuse. En accord avec Zyromski, Marceau Pivert obtient la convocation d'une manifestation de riposte qui réunit, le dimanche 16 février, près de 200 000 manifestants du Panthéon à la Bastille. Marceau Pivert, chargé du service cinématographique de la SFIO, obtient que le parti consacre un film à l'attentat. Léon Blum y est décrit comme « *un des meilleurs serviteurs du peuple de France, un des meilleurs combattants pour le pain, la paix, la liberté* ». Dans La Gauche révolutionnaire, Marceau Pivert rend hommage à « *l'un des représentants les plus qualifiés du mouvement ouvrier français* ».

Les résultats électoraux sont quelque peu différents des pronostics. Devant l'assemblée de la tendance, le 5 mai, Marceau Pivert présente son analyse du scrutin. Le phénomène marquant consiste dans le déplacement de masses importantes de la petite bourgeoisie qui sont venues sur les positions du prolétariat dont les partis gagnent 111 sièges, seule une minorité ralliant les fascistes. Les masses petites-bourgeoises sont en train d'abandonner le parti radical qui passe au second plan de la scène politique. Il faut maintenant traduire ce phénomène dans la formation du gouvernement, ne pas permettre au parti radical, rejeté par les électeurs, de refaire surface en prenant la direction d'un gouvernement de coalition. Marceau Pivert exprime son soulagement :

« Alors qu'on pouvait craindre un rythme plus lent, une consolidation momentanée des partis moyens, une infériorisation du parti socialiste dans la nouvelle majorité, ce qui aurait posé des problèmes bien plus difficiles encore que ceux que nous avons à résoudre, nous voici placés par le suffrage universel à la tête du Front populaire et désignés nécessairement pour conduire une bataille politique et sociale d'une importance historique formidable » 11.

En écrivant cela, il se rallie à la perspective ouverte par Léon Blum dans l'édition spéciale du Populaire du 4 mai où il revendiquait, pour le parti socialiste, la responsabilité de constituer et de diriger un gouvernement de Front populaire. Marceau Pivert, qui ne voulait pas d'un gouvernement radical à participation socialiste, accepté la participation des radicaux à un gouvernement dont le parti socialiste aurait la direction et à la condition que les organisations ouvrières, parti communiste, parti socialiste et CGT, y soient majoritaires.

Si le parti communiste refuse de participer, Marceau Pivert pense que le parti socialiste doit constituer « *un gouvernement homogène de minorité composé exclusivement de socialistes* » et annoncer son intention de faire le pays « *juge* », si l'appui parlementaire indispensable venait à lui manquer. Dans les deux cas, le gouvernement devra appliquer « *intégralement* », dans les trois mois qui suivront, le programme « *limité* » du rassemblement populaire. Aussi, il ne saurait y avoir de clôture de la session parlementaire avant sa réalisation intégrale. Si le gouvernement rencontrait la résistance du Sénat ou des menaces d'émeute fasciste, il devra faire appel à l'action directe des masses qui doivent être mobilisées en permanence et défendues par la constitution de « *gardes populaires* ». Enfin, il demande de ne pas oublier que : « *Le gouvernement populaire ne peut-être, pour les socialistes, que l'étape nécessaire vers la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, la suppression de ses forces de coercition et la réalisation d'une République ouvrière et paysanne où sera définitivement aboli le régime d'exploitation capitaliste* » 12.

Le 6 mai, la CAP se réunit. Elle approuve à l'unanimité — Marceau Pivert compris — la position prise par Léon Blum et Paul Faure au lendemain du scrutin. Au cours de la discussion, Marceau Pivert exprime son accord sur le fond avec Léon Blum. Il ajoute cependant qu'il est nécessaire d'aller plus vite, de faire preuve de plus de vigueur. Il demande la convocation immédiate du Rassemblement populaire et des élus du Front populaire, la formation d'un gouvernement à l'image du Front populaire et, dans le cas où une organisation membre se déroberait, la constitution d'un ministère purement socialiste. Il faut commencer la bataille immédiatement, ne pas attendre la présentation devant les Chambres : « *Les Croix de feu comptent sur notre inertie, les sorties d'or se multiplient, il faut sommer le gouvernement Sarraut de céder la place* » **13.**

A Léon Blum qui pense qu'il faut respecter le jeu constitutionnel et attendre le 2 juin, jour fixé officiellement pour la présentation du gouvernement, il oppose une tactique fondée sur la vitesse et l'offensive : « *Je ne parviens pas à comprendre pourquoi la constitution du gouvernement qui représente la volonté des masses est impossible. Croyez-vous que les fascistes à notre place auraient hésité une minute ? Tout doit être subordonné à la volonté du peuple. Agissons tout de suite : nous sommes certains que la nouvelle Chambre et le pays ratifieront nos décrets* » **14.** Le parti, selon lui, doit prendre l'initiative, donner immédiatement aux masses, qui ont voté pour le Front populaire, le sentiment qu'elles ne seront pas déçues.

Mais c'est une autre préoccupation qui l'emporte chez Léon Blum : apaiser une opinion, ne pas aggraver une situation financière pleine de périls. Il répond à Marceau Pivert « *Soyez patients* » et concède : « *Mais enfin, si dans deux ou trois jours les choses s'aggravent, alors oui, nous passerons à la manière forte* » **15.**

Le 10 mai, le conseil national de la SFIO se réunit. La Gauche révolutionnaire a publié une édition spéciale de son journal. Elle déclare avoir de « *graves reproches à faire* » à la direction du parti pour son attentisme, mais ne vouloir consacrer à cette question qu'un « *minimum de temps* ». Elle affirme que ces « *divergences* » ne gêneront « *à aucun titre et sous aucun prétexte l'action générale du parti en faveur des revendications développées devant le corps électoral* ». La tendance lance un appel aux délégués :

« *La lutte se précise et devient plus ardente. Votre tâche aujourd'hui est de ne pas laisser perdre par manque d'initiative ou par pusillanimité le fruit de la victoire.*

« *Allez-vous laisser tomber l'enthousiasme des masses ? Déjà le pays s'étonne de ne pas vous voir à l'oeuvre... Il nous a hissés au pouvoir et il a le sentiment que nous hésitons à escalader la dernière marche* » **16.**

L'appel se fait pressant :

« *Allez-vous compromettre l'œuvre de demain ? Les capitaux s'enfuient. La situation financière, critique aujourd'hui, sera catastrophique dans quinze jours... Exigez du gouvernement Sarraut les mesures indispensables pour conserver la situation intacte... Si nous ne pouvons obtenir ces mesures que les masses réclament avec nous, ou si la situation continue à s'aggraver, alors il faut exiger le pouvoir de suite et gouverner par décrets, en prenant toutes mesures utiles qu'elles soient légales ou non* » **17.**

Marceau Pivert prend la parole devant le conseil national. Il fait part de son inquiétude devant l'absence de décisions

« *Nous avons le sentiment de voir se propager et se prolonger les méthodes de la démocratie bourgeoise. Nous ne voulons pas, et nous le disons tout net, qu'il s'agisse, pour la période que nous allons vivre, de couler purement et simplement la matière en fusion de l'enthousiasme populaire dans le vieux moule de la démocratie et du parlementarisme bourgeois. Non, camarades. Nous pensons qu'il y aura autre chose*

à faire. Et cette victoire qui nous a portés au pouvoir, qui nous a portés à l'exercice du pouvoir pour aller plus loin, n'est-ce pas ? cette victoire a été l'action des masses » **18.**

Se tournant alors vers Léon Blum :

« Camarade Blum, vous entendez bien, nous avons confiance en vous parce que nous savons que vous serez toujours au service de cette classe qui souffre... (Applaudissements). Ecoutez mon appel, camarade, ne freinez jamais les travailleurs. Vous avez le droit de leur demander de vous faire confiance lorsque vous organisez le résultat de la victoire mais écoutez leurs aspirations profondes et lorsqu'ils exigeront de passer à une étape ultérieure, soyez, comme maintenant, à leur tête pour aller encore plus loin avec eux » **19.**

Il conclut :

« Si des résistances s'accumulent sur votre chemin, si on veut briser le gouvernement socialiste, nous vous le crions : " Ne partez pas, ne partez pas. Restez au pouvoir ". Il faut que vous ayez cette volonté de ne pas céder d'un pouce à l'ennemi... S'il y avait des résistances du Sénat, s'il y avait des résistances de la rue, la classe ouvrière les briserait » **20.**

Malgré ces réserves, la Gauche révolutionnaire vote en définitive la motion d'unanimité. « Nous aurions voulu, dit-elle, plus de rapidité dans la formation du gouvernement, plus d'intransigeance envers les hauts fonctionnaires, plus de volonté belliqueuse envers les bandes fascistes » **21**, mais elle ajoute ne pas vouloir risquer, par une attitude incompréhensible, de se « couper des masses ». « Nous voulons, dit-elle, vivre et pousser avec tout le parti, avec toute la classe » **22.**

Le doigt dans l'engrenage

Marceau Pivert vient d'accepter « l'exercice du pouvoir ». Il compte bien qu'il ne constituera qu'une étape vers la « conquête ». Il s'en expliquera fort clairement dans ses souvenirs :

« En ce mois de mai 1936, quand la nouvelle du succès éclatant des masses populaires était répandue par la radio, il aurait fallu une équipe d'hommes résolus et une ligne politique sans équivoques : alors, tout était possible. Le mouvement des masses débordait tout ; il pouvait se nourrir de ses propres victoires et poser la question de transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir. L'auteur de ces pages ne peut penser à ces heures d'exaltation sans être submergé par une profonde amertume. Oui, tout était possible. Un prolétariat en pleine action, des paysans compréhensifs, des intellectuels et des techniciens dévoués à la cause du peuple, petits commerçants dévoués au service de la solidarité ouvrière, hommes de troupes dans l'armée et dans la police s'identifiant aux lutteurs antifascistes, un mouvement syndical brusquement soulevé démontrant sa force et son efficacité. Que n'avions-nous pas alors entre nos mains ? La Gauche révolutionnaire du parti socialiste montrait le chemin depuis des mois et des mois, en particulier dans ses numéros de mars et d'avril de sa revue *Le Drapeau rouge*. Elle énumérait les mesures à prendre " dans trois jours, trois semaines, trois mois " pour assurer la progression méthodique jusqu'à la victoire finale » **23.**

Persuadé qu'il ne faut, ni présenter de fissures à l'adversaire, ni faire preuve d'un parti pris de critique systématique, convaincu que Léon Blum a besoin de l'autorité que seul peut lui conférer le soutien de l'ensemble du parti, il accorde sa confiance à l'homme qui, devant le conseil national, a déclaré que, dans une bataille comme celle-là, il fallait un chef et qu'il était candidat à ce poste. Pourtant, ce chef qu'il reconnaît et à qui il accorde sa confiance, Marceau Pivert pense que les masses pourront le contrôler. Le 12 mai, dans la « tribune libre » du Populaire, il apporte sa caution à Blum en écrivant : « Il n'y a pas de responsable du mouvement ouvrier, si grand soit-il, qui puisse se dispenser de tenir compte de la

volonté populaire. Celui qui prétendrait diriger et décider sans consulter les militants, n'aurait rien de commun avec les véritables traditions démocratiques de ce pays » 24.

La CAP du 5 mai et le conseil national du 10 marquent un tournant dans l'activité de la Gauche révolutionnaire. La revue *Que Faire ?* du mois de juin, dirigée par l'ancien membre du bureau politique du parti communiste, André Ferrat, parle du « *nouveau programme de la Gauche révolutionnaire* », fustige le nouveau langage « *ministérieliste* » de la tendance et l'abandon de la politique de lutte contre la guerre qui était la cause première de sa constitution, puisque, en donnant sa confiance au gouvernement Blum, elle accepte la politique de « *l'assistance efficace* » dans les cadres de la SDN qui ne signifie rien d'autre que « *les alliances en vue de la guerre contre quiconque oserait violer le statu quo* ».

Un instant attirée par les positions intransigeantes de la Gauche révolutionnaire, *Que Faire ?* la critique violemment :

« La victoire électorale a montré le peu de consistance de cette position. L'absence d'une plate-forme marxiste précise et la peur d'être coupé du courant populaire ont poussé Marceau Pivert dans les bras de Léon Blum au moment où le devoir des révolutionnaires prolétariens est précisément de ramer " contre le courant ", en acceptant le risque de rester pour une certaine période un groupe relativement peu nombreux. Le camarade Pivert sacrifie tout son bagage révolutionnaire, toute son intransigeance, hélas, seulement verbale, pour s'intégrer dans le camp de la démocratie petite-bourgeoise et fournir des conseils techniques à Blum sur la meilleure façon d'entraîner les masses derrière la politique radicale » 25.

Nombre de sympathisants de la Gauche révolutionnaire ont également des réticences que Marceau Pivert cherche à apaiser en justifiant son attitude dans le bulletin intérieur de la tendance :

« Nous avons considéré le conseil national du 10 mai comme une manifestation politique nécessaire qui devait imposer notre parti dans son ensemble à l'attention du pays. Nous sommes persuadés d'avoir eu l'attitude qui convenait à cette manifestation : expression de nos préférences mais aussi de notre dévouement absolu au parti, chargé désormais des plus lourdes responsabilités devant l'histoire.

Est-ce à dire, comme on tentera de le faire, que nous n'avons plus rien à dire, ni que notre mouvement de la Gauche révolutionnaire n'a plus de raison d'être ? Au contraire. Plus nous serons à notre poste de combat solidaires du parti, et plus nous revendiquerons le droit de proposer nos solutions aux difficultés qui se préparent » 26.

Il justifie sa modération par la nécessité de s'adapter à la situation présente, de ne pas se couper des militants et de leur état d'esprit à la veille d'un congrès décisif :

« Le congrès national se développera, lui aussi dans une atmosphère spéciale, enthousiasme des grands élans d'espérance, besoin d'unité dans le combat, refus d'examiner les divergences tactiques... Nous devons être très attentifs à une telle atmosphère, facile à expliquer : une attitude sectaire, négative et pessimiste nous couperait du parti et des masses ; une attitude d'aveugle et d'illusion ingénue nous réserverait de cruels lendemains. (...) Ligne générale à ne pas perdre de vue : l'occupation du pouvoir, rendue inévitable par le jeu parlementaire et la volonté des électeurs, ne dispense nullement de l'action directe de classe, indispensable pour briser l'armature de l'Etat capitaliste » 27.

A la veille du congrès du parti socialiste, le 30 juin au gymnase Huyghens, et alors que le mouvement de grève est déjà commencé dans la métallurgie, Marceau Pivert publie dans la tribune libre du *Populaire* son célèbre article « *Tout est possible* ». Comme le fait remarquer Pierre Broué, le titre de l'article a plus

frappé les commentateurs que son contenu réel. Le mot d'ordre le plus hardi de l'article est en effet celui des « *comités populaires entraînant dans le mouvement toutes les catégories prolétariennes sans gêner, bien au contraire, le développement du parti et des syndicats* ». Le « *Tout est possible* » avec un « *tel parti* », à la condition qu'il reste fidèle à « *son objet, à sa structure et à ses principes* » et, au-delà du parti aux masses « *beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine* », doit être compris non dans le sens d'une tentative de débordement du gouvernement de Front populaire qui n'est pas encore constitué mais comme la reprise de l'exhortation adressée à Léon Blum depuis la victoire électorale : qu'il s'engage à utiliser l'occupation du pouvoir pour aller à sa conquête comme il l'avait laissé entendre au dernier congrès de Toulouse. Si Marceau Pivert pense à un débordement possible, c'est à celui du programme de Front populaire qu'il songe : « *On ne pourra pas impunément remettre à plus tard sous prétexte que le programme du Rassemblement populaire ne l'a pas explicitement définie, l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse* » **28**. Il faut forcer la main aux radicaux : « *Il n'est pas vrai que nos amis radicaux puissent ou même désirent s'opposer à certaines revendications d'ordre économique, comme la nationalisation du crédit, de l'énergie électrique ou des trusts. Il n'est pas vrai qu'ils soient destinés à servir de terre-neuve aux compagnies d'assurances. Ce goût du suicide politique n'est pas tellement développé sous la pression croissante des masses vigilantes* » **29**. Il faut, si nécessaire, forcer la main au parti communiste : « *Il n'est pas vrai que nos frères communistes puissent ou même désirent retarder l'heure de la révolution sociale en France pour répondre à des considérations diplomatiques d'ailleurs dignes d'examen* » **30**.

Mais en tout état de cause, il espère que le parti socialiste et Léon Blum prendront la tête de ce débordement. Il croit que, si le gouvernement de Front populaire est un gouvernement de combat, il sera capable de « *parcourir une première étape, de prendre des forces, de rayonner de plus en plus et de gagner l'étape suivante* ». C'est dans cet état d'esprit que, trois jours plus tard, Marceau Pivert affirme : « *Il ne s'agit pas encore de la conquête révolutionnaire du pouvoir ; nous ne sommes pas au pouvoir ; nous allons exercer le pouvoir dans le régime bourgeois...* » **31**.

C'est bien ainsi que l'entend Léon Blum. A la tribune du congrès, il rappelle que la réalisation du socialisme demeure le but du parti mais précise aussitôt que la conquête du pouvoir n'est pas à l'ordre du jour :

« *Mais je veux vous dire, avec la même franchise et la même clarté : la mission présente du gouvernement de Front populaire, dont vous revendiquez la direction, et à la direction duquel vous déléguerez des membres du parti socialiste, cette tâche-là est différente. Elle est différente, en tout cas, dans le temps. Marcelle Pommera l'a rappelé tout à l'heure avec une justesse parfaite : nous n'avons pas eu la majorité aux dernières élections. Non seulement le parti socialiste n'a pas eu la majorité prolétarienne. Il y a la majorité de Front populaire, dont le programme du Front populaire est le lieu géométrique. Notre objet, notre mandat, notre devoir, c'est d'accomplir et d'exécuter ce programme. Il s'ensuit, je l'ai dit au conseil national, et vous me permettrez, vous m'excuserez si je reprends la même formule, il s'ensuit que nous agissons à l'intérieur du régime social actuel, de ce même régime dont nous avons démontré les contradictions et l'iniquité au cours de notre campagne électorale* » **32**.

Marceau Pivert revient à la charge : « *Il faut bien préciser que nous ne pouvons pas, une seule minute, considérer cet exercice du pouvoir en dehors de notre but final* » **33**. Devant cette hypothèse, Blum reste vague : « *Il s'agit de savoir, concède-t-il, s'il est possible d'assurer un passage, un aménagement paisible, amiable, entre cette société et la société dont la réalisation définitive est et reste notre but* » **34**.

La Gauche révolutionnaire vote finalement la motion d'unanimité. Marceau Pivert a participé à son élaboration. Elle définit le cadre de l'expérience Blum comme un « *exercice du pouvoir* » dans le cadre du régime capitaliste et de la légalité et rejette la conquête, et par conséquent l'action révolutionnaire, au-delà de cette expérience.

Les intentions de la Gauche révolutionnaire sont bien différentes de la résolution que ses délégués viennent de voter. Paul Faure avait pourtant pris soin d'en préciser le contenu exact :

« Je voudrais qu'au dehors on soit convaincu que nous ne risquons ni illusions, ni déceptions. Nous n'aurons pas d'illusions parce que nous savons que nous n'allons pas demain au pouvoir conquis par la classe ouvrière... Ce n'est pas la conquête du pouvoir par le socialisme qui nous attend : c'est l'exercice du pouvoir, et ce n'est pas à un gouvernement socialiste que nous allons demain : c'est à un gouvernement de Front populaire de coalition. Ce n'est pas non plus pour réaliser le programme socialiste que nous allons au gouvernement... mais pour réaliser strictement le programme de Rassemblement populaire » **35.**

Le parti communiste avait, lui aussi, préparé à sa façon le congrès du parti socialiste. La veille de son ouverture, le 29 juin, L'Humanité publie un article de Marcel Gitton intitulé « *Tout n'est pas possible* ». Par son seul titre, l'article de Marceau Pivert présente en effet un véritable danger. Marcel Gitton précise qu'il n'est nullement question de chambardement ou d'anarchie et qu'il y a tout simplement « un programme de Front populaire dont le président Daladier a fait récemment observer qu'il n'avait rien de révolutionnaire et qu'il n'était pas de nature à effrayer qui que ce soit ». Marcel Gitton soutient que tout n'est pas possible et précise pourquoi : « *Nous estimons impossible une politique qui, face à la menace hitlérienne, risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France pour laquelle le Front populaire est responsable* »**36.** Il met en garde brutalement Marceau Pivert :

*« Non, non, il ne s'agit aucunement " d'un changement radical, à brève échéance de la situation politique et économique ", comme l'écrit le camarade Pivert. Non, non, Marceau Pivert, il n'est pas question pour le gouvernement de demain " d'opérations chirurgicales " et nous nous étonnons que pour aboutir à de telles formules, Pivert reprenne les calomnies de Doriot en racontant que les communistes agissent selon certaines considérations diplomatiques »***37.**

Aucun des responsables de la Gauche révolutionnaire ne peut nourrir, sur ce point, la moindre illusion : ce sont bien Paul Faure et Marcel Gitton qui définissent la politique que le parti socialiste, le parti communiste et le gouvernement de Front populaire entendent suivre. La Gauche révolutionnaire, qui semble avoir abandonné son programme d'octobre 1935, a même renoncé à présenter sa propre motion au congrès de Paris. Elle pousse même la « *loyauté* » jusqu'à abandonner un de ses sièges à la CAP à Jules Moch éliminé par Paul Faure. « *Il n'est pas possible, déclare le représentant de la tendance, qu'un homme de la valeur de Jules Moch ne soit pas membre de la CAP* ». Au moment où débute en France la vague de grèves la plus gigantesque qui se soit jamais produite jusqu'alors dans ce pays, la tendance « révolutionnaire » du parti socialiste renonce même à exprimer des réserves sur la ligne exposée par Léon Blum et, dans les faits, se met au service de sa politique.

Notes :

1. La Gauche révolutionnaire, 10 décembre 1935.
2. La Gauche révolutionnaire, 25 février 1936.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.
6. La Gauche révolutionnaire, 5 janvier 1936
7. Ibid.
8. Guérin (Daniel), op.cit., p. 94.
9. La Gauche révolutionnaire, 25 février 1936.
10. La Gauche révolutionnaire, mars-avril 1936.

11. Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire, n° 4, avril 1936.
 12. Ibid.
 13. La Gauche révolutionnaire, 10 mai 1936.
 14. Ibid.
 15. Ibid.
 16. Ibid.
 - 17. Ibid.
 18. La Gauche révolutionnaire, 15 juin 1936.
 19. Ibid.
 20. Ibid.
 21. Ibid.
 22. Ibid.
 23. Pivert (Marceau),,i A dônde va Francia ?, p. 45-46.
 24. Le Populaire, 12 mai 1936.
 25. Que faire ?, juin 1936.
 26. Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire, n° 5, mai 1936.
 27. Ibid.
 28. Le Populaire, 27 mai 1936.
 29. Ibid.
 30. Ibid.
 31. 33' congrès de la SFIO, 1936, compte rendu sténographique, p. 134.
 32. Ibid., p. 182.
 33. Ibid.,p. 184.
 34. Ibid., p. 182.
 35. Ibid., p. 179.
 36. L'Humanité, 29 mai 1936.
 37. Ibid.
-

Chapitre 8

Collaboration critique ou opposition loyale ?



Logique avec lui-même, Marceau Pivert met son talent et son dévouement au service du parti socialiste et de Léon Blum. Renonçant à une position politique indépendante par crainte de s'isoler des masses, il cherche dans la « *technique* » où peut s'affirmer son goût de l'action, le moyen de donner au parti socialiste et au gouvernement de Front populaire un caractère plus offensif. Dans le domaine de la propagande et l'agitation, il ne manque pas de talent. Il introduit dans le parti socialiste l'usage du cinéma. Avec son ami Robert Talpain, il fonde le service cinématographique de la fédération de la Seine qui assure le reportage de la plupart des manifestations socialistes et la réalisation de montages de propagande et d'éducation socialiste. Avec Serge Tchakhotine, qui a minutieusement étudié les techniques de propagande du nazisme, il dirige la campagne de Léon Blum. Tous deux organisent en particulier la gigantesque parade du Vélodrome d'hiver au lendemain de la formation du gouvernement : orchestre, chorale, haies de TPPS en uniformes, débauche de projecteurs et drapeaux rouges y accueillent Léon Blum.

L' « exercice » du pouvoir

Mais Marceau Pivert s'engage plus encore en acceptant des fonctions plus proprement politiques. A la condition de conserver entier son droit de critique, il accepte la proposition de Léon Blum de devenir, au secrétariat général de la présidence du Conseil, le responsable du contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma. Ce poste, note Daniel Guérin, équivalait sans le titre et sans participation aux délibérations gouvernementales, à un portefeuille de secrétaire d'Etat à l'information. On a fait également appel aux autres « *techniciens* » de la Gauche révolutionnaire : le polytechnicien Georges Soulès assure la présidence de la commission des grands travaux à laquelle participe également Claude Beaurepaire. Au comité directeur de la Gauche révolutionnaire, Daniel Guérin exprime son désaccord. Il voit dans la proposition de Léon Blum un moyen de lier la tendance et de lui faire cautionner de fait les décisions gouvernementales.

« *L'exercice du pouvoir* » ne tarde pas en effet à révéler sa véritable nature. Dès la formation du gouvernement, dirigeants communistes et socialistes unissent leurs efforts pour tenter d'enrayer la vague gréviste. Lorsque le 7 juin au soir, Léon Blum parle au Vélodrome d'hiver, au cours de la gigantesque parade organisée par Marceau Pivert, ce n'est pas pour appeler les masses à l'action. Dans son discours, il loue « *l'esprit de conciliation* » du patronat et invite les travailleurs à se contenter de ce qui sera obtenu. « *Il y a, s'écrie-t-il, espoir, espoir sérieux d'aboutir. Eh bien, je suis sûr que la classe ouvrière de Paris, si, comme je le souhaite de toutes mes forces, un accord intervient... Je suis sûr que le peuple de Paris saura tenir l'engagement qui a été pris en son nom* »¹.

Il s'agit de ramener dans son lit le torrent populaire. Pour cette opération, le patronat ne trouve pas trop cher le prix qu'il est indispensable de payer. Les impératifs politiques, la préservation de la propriété privée l'emportent de très loin sur le coût momentané des hausses de salaires. Léon Blum s'en expliquera très nettement au procès de Riom :

« *A ce moment, dans la bourgeoisie, on m'espérait comme un sauveur. On était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle : je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fît entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force* »².

Le PC canalise

Et c'est bien ainsi que le comprend André Ferrat qui, le 25 mai, s'est opposé lors de la réunion du comité central à l'attitude du PC à l'égard du gouvernement Blum. Le gouvernement de Léon Blum, sous lequel Pivert estime que « *Tout est possible* » est pour André Ferrat non un « gouvernement révolutionnaire » mais un « gouvernement bourgeois » qui, dans la mesure où il ne « *brise pas l'appareil de l'Etat capitaliste* », ne peut être autre chose que « *le conseil d'administration de la bourgeoisie* ». Et André Ferrat demande que le PC conserve toute sa liberté de critique vis-à-vis d'un tel gouvernement afin de ne pas apporter sa caution à ses capitulations à venir et prenne en main l'organisation de l'action autonome de classe³.

La direction du PCF ne l'entend pas ainsi. Le 10 juin, le bureau politique entame la procédure d'exclusion d'André Ferrat. Le 11, Maurice Thorez présente un rapport devant l'assemblée d'information des militants communistes de la région parisienne. Il y défend la nécessité d'arrêter le mouvement gréviste et de cantonner ses objectifs à ce qui a été obtenu :

« *... Et s'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif, il faut aussi savoir le terminer. Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. (...) " Tout n'est pas possible ". Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant*

progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir aux compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications. Il faut savoir organiser, préparer l'avenir, il faut savoir reprendre cette riposte que nous avons faite à Pivert quand il écrit dans un article dans Le Populaire : " Tout est maintenant possible " ; nous et nous seuls, nous avons répondu : " Non, tout n'est pas possible maintenant " »4.

Le même numéro de L'Humanité publie un communiqué du comité central du parti communiste : « Le CC du PC s'est réuni le 13 juin 1936. Le Front populaire, c'est l'ordre. Salut aux métallurgistes parisiens. Il faut savoir terminer une grève »5.

Le comité central approuve le rapport présenté par Maurice Thorez à l'assemblée des communistes parisiens au gymnase Jaurès, le 11 juin, tandis que Jacques Duclos présentait un rapport analogue à la Grange-aux-Belles.

Il se réjouit de l'effet produit par la déclaration de Maurice Thorez :

« Il faut savoir terminer une grève, dès l'instant que les revendications essentielles ont été obtenues. Il faut savoir consentir aux compromis afin de ne perdre aucune force et notamment de ne pas faciliter les campagnes d'affolement et de panique. " Tout n'est pas possible ". Le PC, conscient de ses responsabilités, a pris courageusement position sans craindre de s'attaquer aux gesticulations hystériques des trotskystes et trotskysants comme il a fait triompher le Front populaire en combattant le bavardage des sectaires qui condamnaient l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes. Le CC a approuvé le bureau politique d'avoir combattu les opinions de ceux qui déclarent, sans aucun souci des responsabilités qui pèsent sur les organisations ouvrières que, " tout est possible " et il oppose à cette formule dangereuse, la déclaration communiste " Tout n'est pas possible ", le mot d'ordre capital du parti reste " Tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire " »6.

Le 7 juillet, le ministre de l'Intérieur socialiste, Roger Salengro, répond au sénateur radical, Bienvenu-Martin, qui lui demandait si le gouvernement allait encore tolérer de nouvelles occupations d'usines et de fermes : « Je répète que le gouvernement est résolu à assurer l'ordre public et si, demain, des occupations de magasins, de bureaux, d'usines de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, entend y mettre un terme » 7.

Le 10 juillet, la délégation des gauches, dont fait partie le groupe parlementaire du PC, exprime son « entière confiance » à Salengro. Le 14 juillet, L'Humanité publie un appel de Benoît Frachon aux grévistes : « Nous leur disons avec franchise que le prolongement de l'agitation gréviste, la continuation de l'occupation des usines, les desserviraient. L'occupation des usines n'est pas le seul moyen d'obtenir satisfaction »8.

Le 14 juillet, Léon Blum demande à la classe ouvrière de laisser le gouvernement libre de régler le rythme de la « progression ». Il met en garde contre les « formes données aux revendications ouvrières » qui contiennent des « risques sérieux », qui « propagent » et « prolongent » dans le pays un état de « malaise » et « d'alarme ».

La Gauche révolutionnaire et la vague gréviste

Dès leur apparition, la Gauche révolutionnaire a pris position pour les occupations d'usines, la « grève sur le tas », dans lesquelles R. Lefevre voit une nouvelle forme d'action que les travailleurs ont choisie « eux-mêmes », « en dehors et contre la bureaucratie syndicale », parce qu'ils estimaient que cette pression serait plus efficace que « la grève dans le calme et dans la dignité ». Répondant à la revue Que

faire ? qui reproche à la Gauche révolutionnaire d'abandonner la lutte pour l'organisation autonome du prolétariat, Marceau Pivert explique que, durant toute la période qui a suivi les élections, la Gauche révolutionnaire a travaillé au sein des usines et des bureaux « *pour le débrayage comme pour le soutien aux grévistes, pour le développement de l'autodéfense et le nettoyage des quartiers ouvriers de la vermine fasciste* ». Et il est vrai que Marceau Pivert multiplie les visites aux usines et aux grands magasins occupés et que ses camarades font de même. Il est vrai également que le « *Tout est possible* », lancé le 27 mai, constituait, indépendamment de son contenu réel, un appel à l'action et L'Humanité ne s'y trompait pas qui répétait comme un leitmotiv : « *Non, tout n'est pas possible* ».

Pourtant, la tendance ne joua aucun rôle indépendant dans le mouvement de grève. La Gauche révolutionnaire avait bien des militants dans de nombreuses usines, mais elle ne chercha pas à utiliser cette force. Ses militants se comportèrent en militants loyaux de la CGT et du parti socialiste. Ce n'est que le 28 juillet que la tendance demande à ses membres d'envisager la création dans les entreprises de « *noyaux socialistes* », chargés de répandre les mots d'ordre « *socialistes révolutionnaires* » et de chercher à occuper des postes de responsabilité dans les bureaux syndicaux et comme délégués du personnel.

L'incapacité de la Gauche révolutionnaire à jouer un rôle propre dans la grève générale ne tient pas seulement au fait qu'elle était largement calquée sur la structure électoraliste du parti socialiste, mais aussi, et peut-être surtout, au fait que son orientation politique lui interdit de jouer un tel rôle. Marceau Pivert, en effet, ne cherche pas à assigner aux grèves de juin l'objectif d'« *opérations chirurgicales* ».

La Gauche révolutionnaire approuve la signature de l'accord Matignon dans la nuit du 7 au 8 juin 1936. Elle les tient pour une « *grande victoire* ». Ils constituent, selon elle, le « *maximum* » que la classe ouvrière pouvait obtenir dans de telles circonstances. L'attitude du gouvernement est présentée comme ayant été « *positive* » et ayant permis à la tactique si « *efficace* » des occupations d'usines de se dérouler pacifiquement et de s'étendre, ce qui aurait été impossible si la bourgeoisie avait conservé un gouvernement de combat anti-ouvrier. Les événements démontrent, selon elle, que « *l'action parlementaire* » et « *l'action directe* », loin de « *s'opposer* », peuvent, au contraire, « *se conjuguer* » pour « *développer au maximum la capacité d'action et les possibilités de victoire du prolétariat* ». La résistance des ouvriers métallurgistes, continuant la grève après les accords, est considérée comme un incident de parcours concernant une catégorie spécifique : les accords ne prévoyaient pour certaines catégories de ces ouvriers bien payés aucune amélioration sensible et une poursuite de l'occupation des usines se justifiait pour aboutir à un alignement. La Gauche révolutionnaire justifie la poursuite de l'occupation non comme une tentative de pousser plus avant le développement politique, mais simplement comme la nécessité de ne pas abandonner les usines avant l'acceptation par le patronat du contrat collectif dont la signature devait intervenir le 13 juin. Pour les mêmes raisons, la poursuite du mouvement dans les grands magasins et les assurances est légitime à ses yeux, puisque, à la date du 14 juin, aucun accord n'a pu encore être conclu.

C'est dire qu'il n'y a pas de tentative, ni même d'intention de sa part, d'orienter la vague de grèves vers une issue révolutionnaire. Le mouvement d'occupation des usines est seulement considéré comme une « *tactique efficace* » pour négocier avec le patronat. Le « *Tout est possible* » se réduit finalement à l'obtention d'une augmentation des salaires de 7 à 14 % et l'instauration des délégués d'ateliers. Si, à leur sujet, la Gauche révolutionnaire parle de « *contrôle ouvrier* », sa conception du « *contrôle* » se réduit à la nécessité de faire respecter les accords conclus. Il est donc incontestable que, au moment où le gouvernement de Front populaire saisit le numéro de La Lutte ouvrière qui publie l'article de Trotsky, « *La révolution française a commencé* » et un appel à constituer milices ouvrières et comités d'usines, au moment où le CC du PCF décide, sans autre forme de procès, l'exclusion d'André Ferrat qui dénonce la politique de soutien du gouvernement Blum qui « *pousse, en fait, le parti à collaborer avec la bourgeoisie pour freiner et briser le mouvement gréviste du prolétariat* », la Gauche révolutionnaire doit être classée

parmi les courants opposés aux tentatives de débordement. Pour l'heure, elle demeure le serviteur loyal du Front populaire.

L'action du gouvernement contre les occupations d'usines l'amène, à partir de l'été 1936, à prendre quelque peu ses distances. René Lefevre qualifie de « *lamentable* » la déclaration de Salengro. Colette Audry reproche au gouvernement, un instant porté par la vague ouvrière, de plier l'échine devant la formidable contre-attaque menée par le capitalisme. Analysant les dernières déclarations gouvernementales, elle constate avec amertume que les maîtres du capitalisme, en sommant le gouvernement de faire évacuer les usines, ont mesuré d'un coup de sonde la capacité de résistance du gouvernement et de la direction du Front populaire. Ils ont pu constater, écrit-elle, qu'en cette circonstance, ils avaient devant eux « *non un gouvernement de combat mais un gouvernement conciliateur, non un gouvernement ouvrier mais un gouvernement petit-bourgeois* ». La Gauche révolutionnaire se penche sur le bilan des réformes obtenues et modifie quelque peu son appréciation initiale de juin sur les rapports entre le mouvement de masse et l'action gouvernementale. Le journal note que le programme du Front populaire — si modeste soit-il — n'a pu être réalisé que sous la pression de l'action des travailleurs et qu'il existe une relation directe entre le rythme des réformes et celui de la lutte gréviste. Alors qu'en juin la Gauche révolutionnaire voyait dans l'action des masses et dans celle du gouvernement deux facteurs complémentaires, elle pense maintenant que c'est moins de l'action du gouvernement que de la poursuite des grèves avec occupations que dépend le sort des réformes. Quatre trains de projets ont été déposés par le gouvernement : le premier est voté dans les deux jours à la Chambre et, un mois après, n'est pas encore passé au Sénat. Le troisième est voté dans les dix jours à la Chambre et subit le même sort à la porte du Sénat ; quant au quatrième, il n'est pas encore voté à la Chambre au bout de quinze jours. Pour la Gauche révolutionnaire, la différence de rythme s'explique aisément : la Chambre a voté, sous la pression directe du mouvement de grève, le premier train de lois sociales, le Sénat l'a également voté dans de brefs délais sous le signe de la peur. Aucune action de masse ne soutenant plus les autres projets, ils traînent à la Chambre et sont arrêtés au Sénat, sauf quand ils correspondent aux vœux des capitalistes comme la convention avec la Banque de France.

Dans ses réflexions de « *militant de base* », Maurice Jaquier est, a posteriori, sévère pour la politique de la tendance dont il était l'un des piliers et qu'il avait portée sur ses épaules, tout en développant la section de Bagneux et les organisations de la CGT parmi les ouvriers en grève. Car, pour lui, la situation est loin d'avoir été défavorable, mais elle n'a pas été exploitée, faute de perspectives. Il écrit :

« *Les centaines de milliers d'adhérents nouveaux à la CGT ne subissaient pas encore la contrainte stalinienne. Pourtant la Gauche révolutionnaire recrutait au profit de la SFIO, mais sur ses positions intrinsèques, celles de sa tendance. Mais il n'y avait pas de comités de base reliés les uns aux autres, pas d'embryons d'organisations locales, départementales, nationales* » **9**.

Désabusé, mais sans doute réaliste, il ajoute : « *Nous n'avions pas pu aller au-delà de notre propre force. Nous n'avions pas pu surmonter notre impuissance. Nous n'étions pas des velléitaires, mais de jeunes militants encore empêtrés dans les fils de leur cocon social-démocrate* » **10**.

Un pas vers la critique

Les contradictions allaient se développer sans que les militants de la Gauche révolutionnaire puissent jamais disposer des instruments — théoriques et pratiques — leur permettant de les utiliser à défaut de les maîtriser.

En juillet 1936, Marceau Pivert publie un article dont le titre reprend le cri lancé en mai : « *Tout est possible* ». Il pense toujours que le gouvernement de Front populaire peut jouer le rôle historique qu'il lui assigne, mais il l'exhorte à ne plus capituler devant le Sénat, à ne plus se comporter comme « *une équipe chargée d'arbitrer les difficultés nées de la lutte des classes* », mais au contraire à briser les résistances en appelant à des manifestations devant le Sénat et en entamant de nouvelles réformes

décisives. Le programme du Rassemblement populaire est maintenant « dépassé », dit-il, de nouvelles décisions doivent être prises : « *Epuration des cadres et de la haute administration, enquêtes sur les fortunes rapides des hommes politiques, monopole du commerce extérieur et nationalisation des trusts, banques, assurances, usines, réseaux d'énergie électrique, etc.* »**11.**

Début septembre, l'agitation gréviste reprend de plus belle. Ici et là éclatent des grèves avec occupation d'usines. Le 9 septembre, c'est la grève des textiles de Lille et des environs : contre le refus du patronat d'augmenter les salaires, 33 000 ouvriers et ouvrières occupent 113 entreprises. Le mouvement repart également à Paris. Le 8 septembre, il y a une grève d'une heure à la chocolaterie Suchard. Le 14, à la suite du licenciement de 20 dessinateurs, les 1 200 ouvriers de l'usine Sautter-Harlé occupent l'entreprise et élisent un comité de grève. Quelques jours plus tard, 11 entreprises de chocolaterie sont en grève dont celle de la rue des Gourmets dans le XV^e arrondissement. En novembre, le Nord relaie la région parisienne. Le 18 novembre, 2 500 métallos débrayent à Fives-Lille contre le licenciement d'un délégué. Le mouvement s'étend et, le 30, il y a près de 15 000 grévistes dans la sidérurgie du Nord.

Le gouvernement est bien décidé à ne plus tolérer grèves et occupations. Le 9 septembre, la police fait évacuer la chocolaterie de la rue des Gourmets que les travailleurs ne veulent pas quitter. Le 20 septembre, Blum donne au Sénat des assurances à Caillaux. Le lendemain, Daladier affirme qu'il est indispensable « *de mettre un terme à ces occupations sans cesse renaissantes* ». Le 29 septembre, Blum déclare au Sénat que les occupations « *ne doivent pas durer et qu'elles ne dureront pas* ». Il lance cet avertissement : « *La confiance que la classe ouvrière met dans le gouvernement de Front populaire épargnera à celui-ci d'employer d'autres moyens que la conciliation et la persuasion* »**12.**

Paul Faure lui fait écho : à Toulouse, lors d'un meeting, il s'écrie : « *Plus de mouvements chaotiques, plus d'occupations d'usines* ».

Les cas où des usines occupées sont évacuées par la police se multiplient : le 11 juillet à Djidjelli en Algérie, les ouvriers de l'usine Liège-Clazada sont expulsés par les tirailleurs sénégalais et l'on dénombre 30 blessés ; le 30 juillet, le personnel de la Société marseillaise, une des banques d'Alger, est également chassé par la police. Après la chocolaterie des Gourmets, c'est au tour, le 3 octobre, des grévistes de plus de trente hôtels ou cafés d'être expulsés de force. Le 20 décembre, ce sont les entrepôts d'alimentation qui connaissent le même sort. Le 8 janvier, Le Populaire peut publier cette manchette triomphale : « *Il n'y a, en fait, plus de grève en France* ».

Devant l'attitude du gouvernement, La Gauche révolutionnaire se fait critique. Il n'y a pas un domaine, explique le numéro de septembre, où le gouvernement de Front populaire ne cède devant l'ennemi de classe, abandon, sous la pression du Sénat, de l'échelle mobile ; dévaluation sans aucune garantie pour les travailleurs qui en supporteront les conséquences principales ; faiblesse face aux ligues fascistes en voie de reconstitution. Les nouveaux accords sur l'arbitrage obligatoire constituent en fait une restriction apportée au droit de grève. Quand la police intervient à la chocolaterie des Gourmets, le journal dénonce la « *soumission* » au capitalisme et affirme qu'il n'y aura de la part de la Gauche révolutionnaire « *aucune solidarité* » qui puisse être « *complicité* ».

Cette opposition, la Gauche révolutionnaire la conçoit pourtant encore comme une aide au gouvernement Blum. Le gouvernement, explique Marceau Pivert, est « *prisonnier* » de l'Etat-major qui dicte ses lois par l'intermédiaire de certains chefs radicaux, de la haute administration qui n'a pas été épurée et de toute la classe ennemie contre laquelle il n'a pas voulu prendre l'offensive. Il s'agit de « *délivrer* » le gouvernement par l'action directe des masses. De nombreux militants pensent, eux, qu'il faut d'abord dégager la tendance de sa position ambiguë et estiment que la présence de Marceau Pivert au gouvernement est maintenant inopportune.

Celui-ci n'en est pas convaincu : il apporte en septembre quelques « *précisions* » sur son rôle à la présidence du Conseil. S'adressant à la droite qui l'accuse d'être le « *dictateur des ondes* », à l'extrême-gauche qui lui reproche d'être lié à Léon Blum, et surtout à ses camarades de tendance qui pensent qu'il n'est pas possible de cautionner plus longtemps le gouvernement de Front populaire, il précise que sa tâche est strictement « *technique* », qu'il n'a qu'un pouvoir consultatif et en aucun cas de pouvoir de décision. Il continue à penser qu'une collaboration « *technique* » loyale au travail gouvernemental peut parfaitement être conciliée avec la préparation de la « *deuxième étape* » désormais nécessaire **13**.

Au conseil national du 7 novembre 1936, pour la première fois depuis le congrès de Huyghens, la Gauche révolutionnaire vote contre la motion inspirée par Léon Blum afin de marquer « sa volonté de résistance à la pression de la bourgeoisie ». Marceau Pivert parle d'une « *sourde inquiétude* » qui travaille les sections **14**. La tendance oppose sa propre motion : le gouvernement cède sur toute la ligne, explique-t-elle, le parti socialiste a le devoir de réagir, de faire entendre sa voix et de passer à l'application de son propre programme. Elle demande que le parti mette à l'ordre du jour l'élaboration et la réalisation dans les plus brefs délais d'un second programme de Front populaire qui, cette fois, devra s'attaquer résolument au capitalisme.

A vrai dire, les revendications avancées diffèrent fort peu du programme traditionnel du parti socialiste, mais, maintenant que le gouvernement est décidé à la pause, elles constituent une source de conflit. Encore faut-il noter que la motion de la Gauche révolutionnaire résulte d'un compromis. Quelques militants, dont Michel Collinet Marcel Fourrier et Simone Kahn, avaient en effet proposé un texte beaucoup plus dur pour le gouvernement et la direction du parti. Leur texte affirmait qu'il fallait tirer le bilan décevant de cinq mois de collaboration des organisations ouvrières avec une fraction de la bourgeoisie : il s'en prenait aux ministres socialistes, aux dirigeants du parti communiste et à ceux de la CGT qui avaient « *facilité* » la contre-attaque patronale par leurs appels à la paix sociale, à l'ordre et à l'évacuation des usines occupées ; il affirmait que, dans l'ensemble des domaines, le gouvernement n'avait fait que poursuivre la politique des gouvernements bourgeois, recherchant la confiance des possédants et tentant d'effectuer le sauvetage du régime capitaliste, abandonnant même dans cette voie le programme pourtant fort modéré du Front populaire. Le texte concluait que, sans l'application immédiate d'un nouveau train de mesures en faveur de la classe ouvrière, la poursuite de la collaboration entre les différentes formations se réclamant du Front populaire ne pourrait se faire qu'au détriment de la classe ouvrière **15**. Ainsi, à l'entrée de l'hiver 1936, les perspectives de la Gauche révolutionnaire et celles de la direction du parti apparaissent de plus en plus difficilement conciliables.

Vers l'opposition ouverte ?

Début janvier, la rupture semble proche. La Gauche révolutionnaire critique ouvertement la politique gouvernementale. Dans le numéro de janvier, Pivert dénonce l'abandon de toute politique socialiste de la part de la direction du parti : « *Mais où est l'action spécifiquement socialiste ? Au gouvernement ? Il est défendu d'en parler... Au parti ? La majorité croit qu'il ne faut pas gêner le gouvernement et pour cela qu'il faut se taire. Le Populaire n'est plus qu'un journal officiel* » **16**.

La motion de la Gauche révolutionnaire au conseil national de janvier 1937 condamne la « *politique de paix sociale et d'union sacrée menée par le gouvernement* ». Le 12 janvier, Pivert rédige pour la tribune libre du Populaire un article qui sera censuré par la CAP :

« Nous n'avons pas signé quoi que ce soit contre les occupations d'usines. Au contraire, notre première manifestation de parti a été de saluer ce magnifique mouvement.

Nous n'avons pas signé le service de deux ans. Au contraire, notre motion unanime du congrès de juin réclamait le retour au service d'un an à court terme.

Nous n'avons pas signé un programme de surarmement formidable. Au contraire, le programme du Front populaire comporte le désarmement général.

Nous n'avons pas signé certaines nominations de hauts fonctionnaires liés aux trusts. Au contraire, nous voulons l'épuration.

Nous n'avons pas signé de propositions d'ententes industrielles, au contraire, nous voulons la nationalisation des trusts et le contrôle ouvrier.

Nous n'avons pas signé un programme permettant d'interdire Le Populaire dans les casernes et de mettre en prison les jeunes soldats qu'on soupçonne d'être socialistes. Au contraire, nous considérons comme une liberté démocratique élémentaire le droit pour les militants de lire les journaux qui leur conviennent et de se réunir pour discuter et s'éduquer en dehors des heures de service. Puisqu'on parle de l'armée républicaine, qu'on commence donc par faire entrer la politique dans les casernes.

Enfin, ce que nous avons signé pour les colonies, c'est la mise en vigueur des libertés démocratiques de la métropole... Cela devrait être réalisé, comme première étape, dans le plus court délai, disait notre conseil national... Mais, en octobre, en Indochine, et en novembre, au Maroc, on arrêtait encore des indigènes qui avaient pris au sérieux ces perspectives » 17.

En censurant l'article de Marceau Pivert dans Le Populaire, la direction du parti socialiste prend l'initiative. Alors que le parti a déjà décidé la pause que Léon Blum va annoncer publiquement dans son discours aux fonctionnaires du 13 février 1937, la Gauche révolutionnaire devient maintenant un obstacle qu'il lui faut éliminer pour réaliser cette nouvelle étape. Un meeting organisé à Bordeaux par les étudiants socialistes servira de prétexte.

A la suite du meeting, Pivert expose devant des militants du parti socialiste la position de la Gauche révolutionnaire. Lucien Weitz, secrétaire de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine, intervient également. La fédération de la Gironde proteste auprès de la CAP contre la présence de Pivert. La plainte de la Gironde est l'occasion de l'ouverture du « procès » de la Gauche révolutionnaire. Lors de la CAP du 13 janvier, Lagorgette attaque l'action de tendance « intolérable » de la Gauche révolutionnaire dans la Seine et en particulier dans les Jeunesses. Paul Faure parle de la nécessité qu'il y a à procéder à une « épuration ». Il justifie la nécessité d'une attitude intransigeante : « Il ne faut pas croire que l'action de la Gauche révolutionnaire n'est pas dangereuse, qu'une écrasante majorité se dégagera toujours contre elle. Il y a cent mille hommes nouveaux dans le parti qui peuvent être la proie d'une démagogie facile »18.

Il fait état de lettres de secrétaires fédéraux l'alertant, réclamant une intervention. Il donne l'exemple de la fédération des Alpes-Maritimes dont une grande partie menace de passer à la Gauche révolutionnaire. Dans toute la France, explique-t-il, il y a des éléments qui ont cru « que tous les appétits, toutes les rancunes allaient être satisfaits », il suffit qu'une tendance d'extrême-gauche se présente pour rassembler tous ces mécontentements. Paul Faure propose que la direction nationale des Jeunesses socialistes use des moyens les plus « autoritaires » et qu'un mandat soit donné à la direction du Populaire afin d'empêcher la parution de tous les articles jugés « dangereux » pour le parti. Sa conclusion est claire : les militants de la Gauche révolutionnaire doivent comprendre les nécessités du moment et cesser leur action. S'ils ne le faisaient pas, il faudrait se séparer d'eux, comme des bolcheviks-léninistes en 1935.

Le 19 janvier, le secrétariat du parti envoie aux sections et fédérations une note connue sous le nom de « circulaire 273 ». La circulaire parle de « tentatives de désagrégation », « d'attaques injustes et systématiques contre les décisions voulues par les assemblées souveraines du parti ». Elle affirme que « l'ennemi fait usage des propos des militants et notamment ceux du camarade Marceau Pivert », et que le parti doit à nouveau se défendre contre des éléments « dissolvants » et « indisciplinés ». La circulaire invoque Léon Blum, « attaqué », « injurié », « menacé », affirme « qu'on n'a pas le droit de tirer dans le dos des hommes qu'on a mis en avant, on n'a pas le droit de semer la division et la méfiance, on n'a pas le droit d'armer l'adversaire ». Et Paul Faure prend la défense de l'œuvre du gouvernement : les engagements pris par le gouvernement de Front populaire ont été « au-delà de ce que les plus optimistes

espéraient ». Le parti doit se défendre et le conseil national ne doit pas hésiter à prendre envers la Gauche révolutionnaire les « *sanctions* » au besoin « *nécessaires* » **19**.

Le conseil national se réunit à Montrouge le 14 février 1937. Le secrétariat n'a pas autorisé la Gauche révolutionnaire à assurer sa défense par le canal du Bulletin intérieur du parti socialiste. Aussi, La Gauche révolutionnaire publie-t-elle un numéro spécial qui appelle les militants à réagir contre cette « *tentative bureaucratique* » destinée à briser une minorité « *loyale* » et « *dévouée* » au parti. Le journal déclare que la tendance est décidée à tout faire pour ne pas être exclue du parti. Elle revendique seulement le droit à la parole, le droit de critiquer la direction et le gouvernement. En même temps, Pivert donne des gages de fidélité :

« Nous répudions formellement, écrit-il, ceux qui, se réclamant abusivement de notre tendance, demanderaient le retrait de nos délégués au gouvernement ou la dislocation du Front populaire. Nous répudions aussi tout langage qui, sous l'apparence d'une critique idéologique, comporterait des accusations injurieuses à l'égard de nos camarades ministres et de Léon Blum dont nous savons le tranquille courage et la volonté pacifique » **20**.

Les délégués de la Gauche révolutionnaire demandent que le parti aille de l'avant et s'en prenne au « *mur d'argent* ». Léon Blum répond franchement. D concède que devant les résistances rencontrées et leur ampleur il n'y aurait en effet qu'une solution, la solution socialiste, la socialisation du crédit. Mais il n'envisage cette hypothèse que pour la rejeter aussitôt : cette mesure de force, de contrainte, lui semble impossible pour des raisons de politique internationale. Elle doit être écartée pour l'instant car elle créerait un malaise avec l'Angleterre et les Etats-Unis. Il ne voit donc que deux solutions : la première consiste à faire une pause, à attendre, à ralentir le rythme des réformes, patienter quelques mois dans l'attente d'une amélioration de la situation budgétaire, retarder le vote des lois nouvelles prévues. Il sera même difficile, déclare-t-il, de financer les mesures urgentes annoncées dans le discours de Lyon du 24 janvier sur les calamités agricoles, le fonds national de chômage et la retraite des vieux travailleurs. Il envisage ensuite la seconde solution : laisser à d'autres « *pour lesquels il y aurait moins d'hostilités* » le soin de passer la période transitoire.

Le parti pourrait alors, peut-être, revenir ensuite au pouvoir. Léon Blum conclut en faisant part aux congressistes de son découragement, dû non à un moment de fatigue, ou de défaillance physique, mais aux circonstances nouvelles qui commandent une attitude différente **21**. Un tel discours est propre à émouvoir Marceau Pivert et ses amis et il atteint effectivement ce but. La majorité de la tendance est maintenant hostile à la présence de Marceau Pivert au gouvernement.

Quelques jours après le conseil national, Pivert démissionne de ses fonctions gouvernementales. Connue le 28 février, la nouvelle est publiée dans La Vague, le premier mars : « *Je rentre dans le rang, écrit-il, la conscience tranquille, après avoir donné pendant huit mois toutes mes forces au service du gouvernement, du parti socialiste, du prolétariat* » **22**.

Faisant certainement allusion à l'aide qu'il a pu apporter à l'Espagne grâce à ses fonctions, il précise qu'il a pu se rendre compte des « *possibilités précieuses* » que l'exercice du pouvoir met à la disposition des travailleurs à condition d'aborder les problèmes en « *militant* ». Il précise également que, pour lui, la collaboration aurait parfaitement pu se poursuivre. Léon Blum lui avait assuré en juin que son indépendance critique de militant n'était nullement incompatible avec la participation au travail gouvernemental. Il se déclare prêt à apporter encore son dévouement le plus complet à la tâche gouvernementale pour laquelle il ne pose qu'une seule condition : conserver le droit de dire ce qu'il pense à l'égard de l'action du parti. Il donne les raisons de sa démission :

« Quant à moi, je préfère risquer de n'être pas compris, je préfère me priver des joies fortes d'un passionnant travail d'équipe, mais conserver intact, sans subir les reproches de mon parti, le droit de dire non.

Non, je ne serai jamais un complice silencieux et timoré.

Non, je n'accepte pas de capituler devant le militarisme et les banques.

*Non, je ne consens ni à la paix sociale ni à l'union sacrée. Et je continuerai à le dire quoi qu'il puisse m'en coûter »**23**.*

Les précautions de style n'y changent rien : les motifs de sa démission font de la lettre de Pivert un acte d'accusation. Il s'agit bel et bien d'une rupture, dont le leader de la Gauche révolutionnaire proclame qu'il est décidé, d'avance, à payer le prix. Une fois de plus, la question se pose : la place des révolutionnaires est-elle au sein du parti de Léon Blum ? Une fois de plus, la réponse sera donnée par des événements de la lutte des classes, déclenchés indépendamment des militants de la Gauche révolutionnaire, mais qui vont les contraindre à ces choix devant lesquels ils tentent, depuis des années, de se dérober.

Notes :

1. Papiers des Amis de Marceau Pivert.
2. Ribet (Maurice), Le procès de Riom, 1945, p. 169.
3. Ferrat (André), Lettre ouverte aux membres du PC.
4. L'Humanité, 13 juin 1936.
5. Ibid.
6. Ibid.
7. Publié dans les quotidiens du 8 juillet 1936.
8. L'Humanité, 14 juillet 1936.
9. Jaquier (Maurice), op. cit., p. 89.
10. Ibid
11. La Gauche révolutionnaire, 10 juillet 1936.
12. La Gauche révolutionnaire, 20 janvier 1937.
13. La Gauche révolutionnaire, 10 octobre 1936.
14. La Gauche révolutionnaire, novembre 1936.
15. Archives Claude Beaufort.
16. La Gauche révolutionnaire, 20 janvier 1937.
17. La Gauche révolutionnaire, supplément au n° 14, janvier 1934.
18. Ibid.
19. Pivert, Modiano, Hérard, Quatre discours et un programme, mai 1937, supplément n° I des Cahiers rouges.
20. La Gauche révolutionnaire, janvier 1937.
21. Compte rendu analytique du discours prononcé par Léon Blum au CN du 14 février 1937, Archives Claude Beaufort.
22. La Vague, 1^{er} mars 1937.
23. La Gauche révolutionnaire, 1^{er} mars 1937.

Chapitre 9

Révolution et guerre d'Espagne comme révélateurs



Au premier rang des facteurs qui expliquent la décision de Pivert, figurent les divergences qui ont éclaté à l'intérieur du parti socialiste à propos de la guerre civile et de la révolution espagnole. Pour des raisons de commodité, nous les abordons ici, afin de pouvoir mieux analyser pas à pas l'impact des événements espagnols sur le mouvement ouvrier français, le parti socialiste, et la Gauche révolutionnaire elle-même.

Révolution en Espagne

Le 18 juillet 1936, le coup d'Etat militaire du général Franco ouvre la guerre civile en Espagne. Depuis 1931, l'action des ouvriers et des paysans espagnols mettait en danger le régime existant. La dure répression de l'insurrection ouvrière des Asturies en octobre 1934 n'avait pas endigué cette montée révolutionnaire, et les tentatives pour la canaliser dans un cadre électoral et parlementaire avaient seulement retardé les échéances. Mieux, le succès électoral du Front populaire aux élections de février 1936, avait constitué un encouragement à l'action des masses. Dès la proclamation des résultats, des foules de travailleurs se portent vers les prisons pour appliquer le point du programme de la coalition de Front populaire qui demandait la libération des détenus politiques de l'insurrection de 1934. Les exigences des ouvriers et des paysans se font pressantes : grèves, manifestations et initiatives révolutionnaires se succèdent.

Devant l'échec des solutions politiques, les classes dirigeantes penchent désormais pour la manière forte, quels qu'en soient les dangers. Le soulèvement de l'armée, dirigé par le général Franco maintenu à un important commandement par le gouvernement républicain issu des élections, est un soulèvement « *préventif* », une initiative contre-révolutionnaire visant à prévenir et empêcher une révolution qui semble inévitable mais qui tarde à prendre conscience d'elle-même.

En quelques jours, les réactions de défense de la classe ouvrière parviennent — malgré le refus obstiné des gouvernements républicains d'armer la population — à briser la contre-révolution armée des généraux dans une partie importante du territoire. Comme le note le dirigeant révolutionnaire Andrés Nin, le déclenchement de la rébellion du 19 juillet « *accélère le processus révolutionnaire en provoquant une révolution prolétarienne plus puissante que la révolution russe elle-même* »¹.

Il est un fait que, si les chefs militaires se sont soulevés pour prévenir la révolution, leur initiative en provoque le développement impétueux. Dès les premières semaines de lutte, des comités voient le jour qui ne sont pas sans ressembler aux soviets de la révolution russe ou aux conseils de l'Allemagne de 1918-1923. Comme le note Pierre Broué :

« *Tous les comités, quelles que soient leurs différences de nom, d'origine, de composition, présentent un trait commun fondamental. Tous, dans les jours qui suivent le soulèvement, ont saisi localement tout le pouvoir, s'attribuant des fonctions tant législatives qu'exécutives, décidant souverainement dans leur région, non seulement des problèmes immédiats comme le maintien de l'ordre et le contrôle des prix, mais aussi des tâches révolutionnaires de l'heure : socialisation ou syndicalisation des entreprises, expropriation des biens du clergé, des « factieux » ou plus simplement des grands propriétaires, distribution entre les grands métayers ou exploitation collective des terres, confiscation des comptes en banque, municipalisation des logements, organisation de l'information écrite ou parlée, de l'enseignement, de l'assistance sociale. Pour reprendre l'expression saisissante de G. Munis, partout se sont installés des « comités-gouvernement » dont l'autorité s'appuie sur la force des ouvriers en armes et auxquels, bon gré, mal gré, obéissent les restes spécialisés de l'ancien Etat* »².

Cette révolution, qui vient de vaincre dans une partie du territoire espagnol, reste isolée en Europe face à la redoutable coalition de l'Allemagne et de l'Italie fasciste qui ravitaillent l'armée franquiste, mais

aussi face à l'Angleterre dont le gouvernement conservateur hésite entre un soutien à Franco, que lui dictent ses sympathies et le souci de préserver ses intérêts espagnols, et la nécessité d'isoler l'Allemagne nazie qui constitue un danger d'hégémonie en Europe. Il en est de même du gouvernement français de Front populaire qui s'engage dans une politique de « *non-intervention* » visant à éviter le conflit avec l'Allemagne. Quant au gouvernement de l'Union soviétique où Staline commence l'extermination de la vieille garde bolchevique, il consacre tous ses efforts à poursuivre la politique inaugurée avec le Front populaire français qui vise à « *mériter* » l'alliance franco-anglaise. Il approuve la politique de « *non-intervention* » tout en faisant contrepoids, à partir d'octobre 1936, à l'aide allemande et italienne en ravitaillant la République espagnole. L'aide militaire ne va pas sans contreparties politiques : la livraison d'armes est assortie d'une pression politique visant à repousser l'extension de la révolution à des temps plus lointains afin de préserver l'alliance avec la bourgeoisie républicaine espagnole et de ne pas effaroucher les gouvernements occidentaux. Cette stratégie amène le parti communiste espagnol à se faire le champion du maintien de l'ordre social au nom de la lutte contre Franco et ses alliés Hitler et Mussolini. Il apporte ainsi un renfort décisif à la bourgeoisie républicaine espagnole, laquelle peut justifier sa lutte contre la révolution sociale par la nécessité de maintenir l'entente militaire avec la Russie soviétique.

La guerre et la révolution sont donc étroitement liées. Pour vaincre en Espagne, la révolution doit résister aux troupes lancées contre elle. Pour cela, il lui faut des armes, lesquelles ne lui sont accordées qu'au prix de concessions majeures. La victoire de la révolution espagnole implique qu'elle parvienne à déborder les frontières d'Espagne. Cette possibilité existe. La défaite sans combat du prolétariat allemand devant Hitler a certes ouvert une période de réaction et de recul du mouvement ouvrier international qui culminera avec la seconde guerre mondiale. Cependant, avec « *juin 36* » en France, la révolution espagnole constitue une possibilité de renverser cette tendance.

Tout pas en France sur la voie de la révolution peut desserrer l'étau dans lequel la réaction tente d'étouffer l'Espagne ouvrière ; toute action en faveur de l'Espagne constitue en France un puissant facteur de radicalisation de la lutte des classes que Blum s'efforce de concilier. Les travailleurs espagnols ont conscience que la guerre civile qu'ils mènent n'est pas une guerre nationale mais mondiale et qu'il leur faut rompre l'isolement. Cette conscience existe également en France où se multiplient les gestes de solidarité, et où travailleurs communistes et socialistes réclament du gouvernement de Front populaire qu'il passe à l'action.

La gauche révolutionnaire et le POUM

La Gauche révolutionnaire et le POUM, qu'elle considère comme son parti frère, sont confrontés à une terrible exigence ; ils constituent deux des principaux courants du mouvement ouvrier ayant pris position pour une issue socialiste, tant en France qu'en Espagne, à la crise ouverte depuis 1934. L'activité des masses d'un côté et de l'autre des Pyrénées constitue un puissant levier dans cette perspective. Mais encore faudrait-il que, des deux côtés de la frontière, chaque prolétariat avance vers le pouvoir et qu'ils se soutiennent mutuellement. La Gauche révolutionnaire et le POUM ont à régler la difficile question de leur attitude envers la politique de Front populaire de France et d'Espagne.

La Gauche révolutionnaire tient le POUM pour la seule organisation susceptible de conduire le prolétariat espagnol à la victoire. Lorsque Marceau Pivert se rend à Barcelone en septembre 1936, il est accueilli par les dirigeants du POUM, c'est dans leurs meetings et leurs réunions qu'il prend la parole **3**. De même, Michel Collinet adhère au POUM et, à son retour, en France, participe à la fondation de La Révolution espagnole, journal en langue française du POUM.

En novembre 1936, la conférence de Bruxelles discute de l'aide à l'Espagne. A côté de John MacNair et Fenner Brockway de l'Independent Labor Party, de Paul-Henri Spaak, de la gauche socialiste belge, et de Julian Gorkin qui représente le POUM, nous trouvons Marceau Pivert et Michel Collinet.

A vrai dire, cette association a quelque chose de surprenant tant les différences sont grandes entre le POUM et la Gauche révolutionnaire. Le POUM est incontestablement le plus prestigieux et le plus sérieux de tous les courants qui adhèrent au bureau de Londres. Mise à part l'opposition de gauche en Russie, dans les années 1920, c'est le seul parti se réclamant des analyses de Marx, Lénine et Trotsky, le seul parti communiste antistalinien qui ait été capable, depuis la victoire de Staline en URSS, d'atteindre une dimension telle qu'il apparaisse effectivement comme la direction réelle de certains secteurs du prolétariat. Le POUM a été fondé en septembre 1935 par la fusion de la Gauche communiste d'Andrès Nin et du Bloc ouvrier et paysan de Joaquin Maurin, contre l'avis de Trotsky qui aurait préféré voir ses camarades entrer au parti socialiste plutôt que de fusionner avec l'organisation de Maurin dans un bloc qu'il considère comme hétérogène et dans lequel règne la confusion sur un certain nombre de questions qu'il considère comme décisives **4**.

Le POUM qui compte plus de 30 000 membres, a une importante influence dans la classe ouvrière, particulièrement en Catalogne. Il se pose en parti marxiste, indépendant des deux Internationales, tandis que la Gauche révolutionnaire se veut encore opposition loyale à l'intérieur de la social-démocratie. Pourtant POUM et Gauche révolutionnaire ont bien des points communs : tous deux cherchent la voie de la construction d'une organisation ouvrière en dehors des deux appareils qui contrôlent la classe. Pour Pivert, le redressement attendu du parti socialiste ne saurait être qu'une étape vers le rétablissement de l'unité organique qui permettrait, selon lui, la construction d'un parti et d'une Internationale échappant à l'emprise des appareils. Dès le début de la guerre civile, un groupe de volontaires, dirigé par Nicolas Sundelevitch, membre de la 15e section, a été chargé par la Gauche révolutionnaire de la mission de rechercher l'unification des anarchistes, du POUM et de l'aile gauche du parti socialiste **5**. Le POUM, lui, a définitivement rompu avec l'Internationale communiste dont étaient issus aussi bien le Bloc ouvrier et paysan que la gauche communiste. Il se propose pourtant de travailler à une « unification » des « marxistes », c'est-à-dire au rassemblement des courants révolutionnaires dispersés dans les différents partis, et confond souvent en pratique cet objectif avec celui de l'unité organique. Comme la Gauche révolutionnaire, le POUM est en conflit avec Trotsky, ce qui ne l'empêche pas de proposer à ce dernier, par l'intermédiaire de Jean Rous, de venir en Catalogne, où sa présence pourrait être précieuse. Enfin, la Gauche révolutionnaire, comme le POUM, sont hostiles à la création de la Quatrième Internationale, et se retrouvent dans le bureau de Londres qui rassemble les courants internationaux qui ont rompu avec la Deuxième et la Troisième Internationale, mais refusent dans l'immédiat la construction de la Quatrième.

Reste enfin la question de l'attitude à l'égard du Front populaire. Pivert a accepté de servir loyalement le gouvernement Blum et de participer à son secrétariat général. Le POUM, lui, après la victoire électorale du rassemblement de gauche dont il faisait encore partie en janvier, a pris ses distances vis-à-vis du Front populaire, et n'a jamais défendu même un « *front populaire de combat* ». Dans la pratique pourtant, à partir de septembre 1936, et pour ne pas se « *couper des masses* », il s'en rapproche et accepte même d'entrer dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne, une coalition de type Front populaire élargie à lui et aux courants anarchistes et anarcho-syndicalistes. Cette décision, qui provoque la rupture définitive entre Trotsky et Nin, est au contraire chaudement approuvée par la Gauche révolutionnaire. C'est Michel Collinet qui s'en explique, opposant la situation à Madrid, où le gouvernement Largo Caballero ne peut pas être considéré, selon lui, comme un gouvernement prolétarien, malgré la participation de représentants de l'UGT et de la CNT, à celle de Barcelone où le comité central des milices a été, durant les deux mois de son existence, le seul pouvoir réel, l'ancien pouvoir de la Généralité ne subsistant que formellement pour signer les décrets présentés par le comité central et recevoir les ambassadeurs étrangers. Il est, selon lui, incorrect de parler de dualité de pouvoir en Catalogne entre le gouvernement légal de Companys et le comité central des milices puisque en fait le « *partage* » de l'autorité y est fait au profit exclusif du comité central qui concentre tout le pouvoir réel. Collinet considère donc que la participation du POUM au gouvernement de la Généralité et la dissolution du comité central des milices antifascistes ne constituent pas l'acceptation de la conciliation

entre le nouveau pouvoir et l'ancien au profit de la reconstruction de l'Etat bourgeois démembré mais une simple décision technique destinée à instaurer l'unité de commandement nécessaire à la conduite de la guerre. Il répond aux critiques des trotskystes, qui reprochent au POUM de participer à un gouvernement dans le cadre de la démocratie bourgeoise catalane, que le nouveau gouvernement de la Généralité n'a rien de commun avec l'ancien, et que, s'il n'est pas un pouvoir totalement prolétarien, puisqu'y collaborent des représentants des partis ouvriers et des partis républicains antifascistes, il est en quelque sorte une dictature inachevée du prolétariat, un gouvernement révolutionnaire de transition. Pour lui, le gouvernement de la Généralité représente en quelque sorte le modèle du « *gouvernement de combat* » dont Marceau Pivert espère encore que Blum prendra la tête pour mettre au pas les féodalités capitalistes **6**.

Cette politique, somme toute identique à des nuances près, vis-à-vis du Front populaire constitue pour l'instant un élément d'unité entre la Gauche révolutionnaire et le POUM. Elle ne posera de graves problèmes que lorsqu'il apparaîtra que le soutien à Blum est en contradiction même avec l'aide la plus élémentaire au gouvernement de Front populaire d'Espagne qui réclame armes et munitions. En juillet 1936, le gouvernement français semble pourtant décidé à soutenir Madrid. La présence de Pivert auprès de Léon Blum ne peut que favoriser cette orientation.

La non-intervention

Le 20 juillet, le Premier ministre espagnol, José Giral, télégraphie à Léon Blum et lui demande l'envoi d'armes et d'avions pour faire face à la rébellion militaire. Le gouvernement français prend la décision de souscrire à la demande espagnole mais de le faire le plus discrètement possible afin de ne pas susciter de campagne de la droite ainsi que de l'Italie et de l'Allemagne. Cela n'empêche pas la presse de droite de s'emparer de l'information et de déclencher une violente campagne de presse à partir du 23 juillet à laquelle répondent, dès le 25, de puissantes manifestations ouvrières regroupant socialistes, communistes et cégétistes. Léon Blum hésite. Le voyage qu'il a fait à Londres, le 24 juillet, l'a persuadé que les conservateurs anglais ne sont pas favorables à l'initiative française. Selon Joël Colton, il est peu vraisemblable que les Anglais et l'ambassadeur de France à Londres aient fait pression sur Blum **7**. Quoiqu'il en soit, il est certain qu'ils ne l'ont pas encouragé et que leurs sympathies vont du côté de leurs intérêts, c'est-à-dire à Franco ou à la neutralité. A son retour en France, Blum se heurte à l'opposition des radicaux Chautemps et Delbos qui demandent que l'on revienne sur les premières décisions. Le lendemain, 25 juillet, le Cabinet prend des mesures destinées à apaiser la droite. Il annonce que pour éviter d'éventuelles « *complications internationales* », le gouvernement suspend tout envoi de matériel de guerre. Pourtant, des arrangements sont discrètement pris pour transférer au Mexique une partie du matériel afin qu'il puisse être remis à la République espagnole. Tout indique que le gouvernement commence à battre en retraite. Léon Blum envisage alors de démissionner. Ce sont les représentants socialistes espagnols, Fernando de los Rios et Ximenes de Asua qui, après avoir consulté Madrid, insistent auprès de Léon Blum pour qu'il accepte la « *non-intervention* » plutôt que de démissionner.

Marceau Pivert fait tout ce qu'il peut pour faciliter le passage des armes en Espagne. Il met à profit ses fonctions officielles pour faciliter l'acheminement de munitions, d'armes et de renseignements et participe à toutes les manifestations de mobilisation de masse en faveur de l'Espagne républicaine. Juliàn Gorkin lui rendra hommage dans la préface qu'il écrit au livre de Pivert, *Où va la France ?* écrit au Mexique durant la guerre :

« Je dois le proclamer ouvertement, tous les antifascistes lui doivent de la gratitude pour son comportement pendant les premiers mois de la guerre civile. Silencieusement, il nous a rendu les services les plus qualifiés. Il fallait contrer la propagande franquiste. Tous les jours, à quatre heures, nous communiquions à la présidence du Conseil, à partir de la Capitanía General de Barcelone où siégeait le comité central des milices, les nouvelles que nous voulions diffuser aux quatre vents. Elles étaient transmises par Pivert à toutes les stations de radio de France. Il surveillait en outre les sombres

manoeuvres des agents franquistes en France et au Maroc français. Au cours d'un voyage que j'ai fait à Paris, j'ai eu la possibilité de lire plus d'une centaine de télégrammes de ces agents. Par ailleurs, Pivert a utilisé ses fonctions à la présidence pour nous faciliter l'achat d'armes. Et pour nous aider à écarter toute une série de difficultés et à venir à bout d'obstacles qui n'étaient pas mineurs. En outre, il ne s'est pas tenu à Paris une seule réunion en faveur de la cause antifasciste espagnole sans l'intervention de Marceau Pivert »8.

La marge de liberté laissée à Pivert par ses fonctions officielles se trouve bien vite limitée par la politique de « *non-intervention* » dans laquelle s'engage le gouvernement.

Le 30 juillet, l'intervention de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste aux côtés de Franco est un fait accompli. Loin d'amener le gouvernement français à réviser sa politique et à compenser cette intervention par une aide accrue à la République de Madrid, elle le décide à reculer et à s'engager dans une politique de neutralité qui isole l'Espagne républicaine et encourage l'Italie et l'Allemagne. Le 1er août, le Cabinet adopte un projet de pacte de non-intervention destiné à être soumis d'abord à l'Italie et à l'Angleterre. Un communiqué officiel, adressé à tous ceux qui se réclament de l'aide à l'Espagne, fait cependant savoir que, tant que la discussion se prolonge et compte tenu de l'aide que reçoivent les rebelles, le gouvernement français entend réserver sa liberté d'action.

La Gauche révolutionnaire se trouve dans une position plus qu'embarrassante. Pivert tente tous les moyens de pression possibles sur Léon Blum, lui envoie Jaquier qui vient de vivre en Espagne, comme représentant des Faucons rouges, les premières semaines de la révolution et la guerre civile. L'entrevue tourne court. Jaquier, encore transporté par ce qu'il vient de vivre, littéralement possédé par l'angoisse qui l'étreint devant le manque d'armes, parle en militant socialiste, tutoie le président du Conseil qui répond, en le vouvoyant, dans le langage d'un homme d'Etat. Le ton monte et Blum, offensé, quitte son bureau pour n'avoir pas à répondre aux reproches de Jaquier 9. Pivert, selon Jaquier, est « *consterné* ». Quand le comité directeur de la Gauche révolutionnaire se réunit, le 5 août, l'essentiel ne lui paraît pas être l'aspect politique du problème, cette non-intervention engagée par le gouvernement que préside le leader de son propre parti, mais l'action pratique, l'aide camouflée qui fonctionne à Perpignan et envoie armes et munitions avec la complicité des autorités. C'est Jaquier qui est désigné pour prendre en mains ce « *comité de Perpignan* » qui réussira en neuf mois à envoyer aux Espagnols quelque 7 à 8 000 tonnes de matériel militaire ou stratégique payé sur les fonds recueillis par la solidarité. Mais, dans l'intervalle, la proposition française est devenue proposition franco-anglaise, et le 8 août, le gouvernement Blum a mis l'embargo sur toutes les expéditions d'avions à destination de l'Espagne républicaine, cependant que le matériel de guerre italien et allemand est en train de faire pencher la balance en faveur des militaires soulevés.

Le 6 septembre, les troupes nationalistes entrent dans Irun. Le soir même, Léon Blum prend la parole à la réunion organisée à Luna-Park par la fédération socialiste de la Seine devant plusieurs dizaines de milliers de militants socialistes et de travailleurs. La majorité des socialistes sont hostiles à la non-intervention. Devant une foule, au départ, hostile, qui crie « *Des avions pour l'Espagne* » « *Blum à l'action* », il tente de justifier sa politique. Avec un incontestable talent, il réussit à émouvoir et à retourner l'auditoire. Il lui explique qu'il comprend la volonté des masses ouvrières d'aider l'Espagne et qu'il ressent les mêmes sentiments qu'eux. S'il est venu s'expliquer, c'est qu'il ne veut pas laisser s'installer un « *malentendu cruel* » entre le gouvernement de Front populaire et au moins une partie des masses ouvrières. La politique de non-intervention aussi douloureuse soit-elle, doit être poursuivie. Certes, elle peut apparaître impitoyable et il reconnaît que l'embargo décidé le 8 août a lié les mains à la France, alors que les puissances fascistes gardaient leur liberté d'action, mais il affirme que cette politique est guidée par l'intérêt supérieur de la paix et la nécessité d'éviter une course aux armements qui ne pourrait conduire qu'à un conflit international. Il demande la confiance des militants, lui qui ne les a « *jamais trompés* », il leur demande de l'approuver dans la poursuite d'une politique qui est la seule à pouvoir

préserver la paix. Et d'ailleurs, interroge-t-il, « *tout le monde ne respecte-t-il pas maintenant l'embargo ?* » **10**

Incontestablement, en jouant sur les sentiments pacifistes des militants socialistes et en brandissant le spectre de la guerre menaçante, Blum réussit, non à convaincre, du moins à introduire le doute dans la pensée de nombre de militants socialistes qui s'étaient rendus à Luna-Park dans la ferme intention de manifester pour l'aide à l'Espagne. Il a dû pour cela déployer tous ses talents oratoires et même, un instant, brandir la menace de sa démission.

Léon Blum s'est concilié ses auditeurs de la fédération de la Seine. Ce n'est pas pour autant que la majorité du parti lui est acquise. La Bataille socialiste, elle, est pour la levée de l'embargo et l'aide officielle à l'Espagne. Elle considère que si cela doit conduire à la guerre, mieux vaut ne pas reculer et affronter dès maintenant Hitler. Elle craint la guerre mais espère qu'une victoire révolutionnaire en Espagne constituerait un puissant facteur pour l'éviter. Tel n'est pourtant pas l'avis de Marceau Pivert, sensible aux arguments de Léon Blum. Il est, bien sûr, persuadé que la révolution espagnole a un besoin urgent d'armes pour tenir tête aux fascistes puissamment aidés. De Barcelone, il ne s'est pas fait faute de réclamer l'envoi de munitions et non de « *haricots* » **11**. Et, nous l'avons vu, il déploie toute son imagination pour aider ses camarades espagnols. Il approuve pourtant la sagesse de Blum. Il ne pense pas que ce soit au gouvernement français qu'il appartient d'aider directement la révolution espagnole. Il donne raison à Blum selon lequel une aide officielle et directe du gouvernement aggraverait les dangers de guerre en incitant les conservateurs anglais à se ranger ouvertement du côté de Hitler et de Mussolini. De plus, il craint qu'une aide officielle du gouvernement français ne se traduise par la demande de « *contreparties* » politiques aux capitalismes étrangers qui ne pourraient être accordées qu'au détriment des transformations sociales en cours. Il affirme que le gouvernement du Front populaire ne pouvait guère, en ce domaine, faire mieux que ce qu'il a fait « *sans risquer de compromettre la paix mondiale* ».

Il affirme que l'aide militaire doit être réalisée par « *l'action directe* » de la classe ouvrière, les armes achetées par collectes et acheminées en contrebande par les organisations ouvrières. Exprimant un optimisme que les faits démentiront, il va jusqu'à écrire, quelques mois après l'embargo : « *Les conséquences, dès maintenant, s'inscrivent dans l'histoire : la paix maintenue provisoirement permet à la révolution sociale de se développer à l'abri d'une victoire militaire probable* » **12**.

Mais les réticences grandissent dans les rangs de la Gauche révolutionnaire. Ses militants aident effectivement l'Espagne, mais doivent le faire en secret, tout en défendant publiquement la non-intervention : ils ont donc à subir, sans pouvoir même se défendre, la surenchère des organisations du PC qui mènent campagne pour des « *armes pour l'Espagne* ». En outre, dans la même direction, s'expriment les vigoureuses critiques que les arguments de la direction du POUM, aussi bien sans doute que la situation espagnole qu'il connaît bien, inspirent à Michel Collinet. Ce dernier réfute l'argument selon lequel la guerre pourrait sortir de la concurrence dans les livraisons d'armes : elle en serait en tout cas le prétexte, non la cause. La signature d'un pacte de non-intervention présente d'ailleurs les mêmes dangers, car toute violation ouvre la porte à des incidents. Collinet affirme qu'à l'extérieur comme à l'intérieur, le gouvernement Blum a, en réalité, cédé devant le chantage des dirigeants radicaux. Il qualifie action directe et livraison d'armes en contrebande de « *rêveries* », assure qu'elles ne peuvent pas « *répondre aux nécessités militaires de la lutte contre les franquistes et leurs alliés européens* » **13**. A la fin du mois d'août, d'Espagne, Collinet s'adresse à Pivert, lui demandant entre autres d'envisager de quitter ses responsabilités auprès du président du Conseil pour ne pas continuer à apporter sa caution à la politique espagnole de Blum **14**.

La « *question espagnole* » divise désormais profondément la Gauche révolutionnaire elle-même. Les thèses opposées s'affrontent, dans les bulletins intérieurs, sur la question de l'embargo. Un référendum

est organisé en janvier 1937. Bien que n'ayant pu en connaître les résultats, nous avons toutes raisons de supposer que les positions défendues par Collinet l'emportèrent.

Le premier numéro des Cahiers rouges édité par la Gauche révolutionnaire apporte en effet son soutien au Comité d'action socialiste pour l'Espagne (CASPE) qu'animent Zyromski, Longuet et Louis Lévy et qui mène campagne pour la levée de l'embargo. En mars 1937, la Gauche révolutionnaire publie un article, rédigé au nom du comité directeur par Michel Collinet, qui prend nettement position contre l'embargo.

De son côté, le POUM fait campagne contre l'embargo. C'est sous son influence que, lors du congrès de Bruxelles réuni à l'appel du bureau de Londres, une résolution condamne « *énergiquement* » la politique de neutralité, et dénonce le blocus de fait de la République espagnole, établi à l'initiative du gouvernement français, « *capitulant devant la pression de la bourgeoisie réactionnaire française et des Etats fascistes* ». L'intervention de Marceau Pivert tentant de justifier la politique de non-intervention du gouvernement Blum est sévèrement critiquée par la majorité des orateurs. Le journal du POUM, La Batalla, juge plus sévèrement encore l'attitude de Léon Blum. Au lendemain de son discours à Luna-Park, il écrit :

*« Dans " l'aventure espagnole ", Blum ne discerne rien d'autre que l'intérêt national et l'intérêt impérialiste de la France dont il s'est érigé le fidèle gardien. Le sort des masses travailleuses espagnoles, et le sort du socialisme qui est le véritable enjeu de la guerre civile espagnole, ne l'intéressent pas le moins du monde. Plus exactement, il ne s'y intéresse que pour les répudier. Si Blum était sûr qu'il ne s'agisse uniquement que de sauver en Espagne la république démocratique bourgeoise, son attitude serait certainement différente. Mais il est convaincu que le dilemme posé aujourd'hui à l'Espagne n'est pas celui de la république ou de la monarchie, ni celui de la démocratie ou du fascisme, mais celui de la révolution ou de la contre-révolution, du socialisme ou du fascisme. Il s'effraye à l'idée de la victoire de la révolution socialiste en Espagne et de son irradiation en France où les masses travailleuses qui se radicalisent de jour en jour, voient dans la révolution espagnole le début de leur propre révolution. Cela suppose, dans un avenir très proche, la liquidation du socialisme réformiste de Blum, de sa politique de Front populaire et, enfin de son gouvernement »***15.**

A la veille du conseil national de Puteaux qui devait décider de la dissolution de la Gauche révolutionnaire, le journal du POUM presse Pivert de rompre cette fois avec Blum et de s'orienter vers la proclamation d'un parti indépendant, un POUM français :

*« S'il y a une crainte à signaler, c'est que, pour rester à tout prix dans le parti, les militants menacés de ces mesures d'exclusion, renoncent à leur propagande et " se soumettent à nouveau à la discipline du parti ". Il existe des nécessités plus impérieuses que toutes les disciplines du monde. Quand il y a contradiction entre le devoir révolutionnaire et la discipline du parti dans lequel on milite, c'est un crime d'hésiter. Toutes les habiletés du monde ne peuvent prévaloir sur cette exigence élémentaire : dire la vérité au prolétariat »***16.**

Ainsi la question espagnole fait-elle apparaître l'hétérogénéité de la Gauche révolutionnaire face aux problèmes essentiels de la guerre menaçante et du Front populaire et sa difficulté à élaborer une stratégie internationale. La position de la direction du parti socialiste et du gouvernement de Front populaire français envers l'Espagne contribue à tendre encore un peu plus les rapports entre la Gauche révolutionnaire et l'appareil du parti. Si le début de l'année 1937 fait douter les militants de la Gauche révolutionnaire de la possibilité de poursuivre en France la révolution commencée en 1934 avec Léon Blum et sa politique de Front Populaire, la guerre civile espagnole leur démontre, elle, que le soutien à Léon Blum est également incompatible avec la solidarité la plus élémentaire avec la révolution espagnole. Significatif nous semble être le fait que, bien que dans l'ensemble d'accord avec la politique de Marceau Pivert, le POUM en arrive, pour tenter de briser l'étau qui l'enserme, à une critique féroce de la politique de soutien à Blum, et à demander à l'organisation sœur de reprendre sa liberté.

Notes :

1. Cité par Pierre Broué, *La révolution espagnole, 1936-1939*, Etudes marxistes, 1969, p. 15.
 2. Broué (Pierre), Temine (Emile), *La révolution et la guerre d'Espagne*, p. 111-112.
 3. Lettre de Mme Germaine Pivert, 26 mai 1972.
 4. Les dirigeants de la Gauche communiste, section espagnole de l'opposition de gauche jusqu'en 1933, puis du mouvement pour la Quatrième Internationale ensuite, sont quelques-uns des plus connus des fondateurs du PC espagnol ; Nin, qui avait été secrétaire de la CNT, avant d'être pendant plusieurs années, à Moscou, secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, Juan Andrade, ancien dirigeant des JS et du premier PC, Luis Garcia Palacios, premier secrétaire des Jeunesses communistes, etc. Dès la fondation de leur organisation, ils entrent en conflit avec Trotsky, sur l'appréciation à porter sur le Bloc ouvrier et paysan et la politique de Maurin, sur le rôle dans l'opposition internationale de certains militants, et enfin, à partir de 1932 parce qu'ils opposent à la ligne « opposition-niste » de redressement du PC et de l'IC la recherche d'une ligne « plus indépendante » pouvant aboutir à un nouveau parti communiste. Le conflit ne cesse de s'envenimer, même après l'abandon de la ligne de redressement par l'ancienne opposition de gauche et le début de la lutte pour construire la Quatrième Internationale. La Gauche communiste s'oppose résolument au tournant « entriste » et refuse, comme Trotsky le lui propose, d'entrer dans les Jeunesses — très radicalisées sous la direction de Santiago Carrillo — et dans le parti socialiste où se développe une puissante aile gauche autour de Largo Caballero. Un moyen terme semble être trouvé en 1935 : la direction de la Gauche communiste propose l'entrée dans un parti formé autour du Bloc ouvrier et paysan en Catalogne, l'entrée dans le PS et les JS ailleurs. Mais la base ne suit pas et décide la fusion avec le Bloc, à l'échelle de toute l'Espagne, dans un nouveau parti., le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste). Trotsky est hostile à cette initiative, car il considère Maurin comme un « cacique provincial » et lui reproche à la fois ses sympathies pour l'opposition communiste de droite et le caractère confus de ses positions sur la question nationale, qu'il qualifie de « catalanistes », et sur le caractère « démocratique-socialiste » de la révolution. Il a été particulièrement frappé par le refus, longtemps maintenu par Maurin, de se prononcer sur les « questions russes », c'est-à-dire de prendre position par rapport au stalinisme. 11 ne rompra pourtant officiellement avec ses anciens camarades entrés dans le POUM qu'après que ce dernier ait signé le bloc électoral des gauches qui préfigure la coalition et le programme de front populaire, au début de 1936.
 5. Note manuscrite de Marceau Pivert, Archives Charles Lancelle.
 6. « L'Espagne vers le socialisme », *La Gauche révolutionnaire*, 20 novembre 1936.
 7. Voir en particulier les déclarations de Churchill, pourtant dans l'opposition : « Dans cette querelle espagnole, j'étais neutre. Naturellement je n'étais pas pour les communistes. Comment l'eussé-je été alors que si j'avais été espagnol, ils m'auraient assassiné ». Churchill (Winston), *The gathering storm* (N.Y., 1948), p. 214, cité par Colton (Joël), Léon Blum, p. 249.
 8. Préface de Julián Gorkin au livre de Marceau Pivert, „ A dônde va Francia ?, p. 11.
 9. Jaquier (Maurice), op. cit., p. 116-117.
 10. Voir Rabaut (Jean), Léon Blum et le socialisme démocratique, p. 87, et Colton (Joël), Léon Blum, p. 263.
 11. *La Gauche révolutionnaire*, octobre 1936.
 12. *La Gauche révolutionnaire*, 15 décembre 1936.
 13. *La Gauche révolutionnaire*, 20 novembre 1936.
 14. Entretien avec Michel Collinet.
 15. *La Batalla*, 9 septembre 1936.
 16. *La Batalla*, 22 avril 1937.
-

Chapitre 10

Une dissolution acceptée



Le mois de mars marque un tournant dans l'histoire du Front populaire. C'est le 1er mars qu'est publiée la lettre de démission de Marceau Pivert. Le 13 février, Léon Blum a annoncé « *la pause* ». Le 5 mars, il nomme, à la tête du fonds d'égalisation des changes, les experts Jaques Rueff et Paul Baudoin. Devant ces mesures, comme le note Georges-le-Franc : « *Paul Reynaud triomphe* ». Le Temps écrit : « *On ne peut qu'approuver* ». La situation est désormais bien différente de celle de 1936. C'est le parti socialiste qui a assumé seul les responsabilités gouvernementales, c'est lui qui fait maintenant les frais du désenchantement de la classe ouvrière. Le parti communiste conserve, lui, une image de marque qui lui permet de ne pas apparaître comme totalement responsable de la politique gouvernementale et, éventuellement, de s'en désolidariser : le 4 décembre 1936, suite aux divergences sur la politique de non-intervention en Espagne, les députés du parti communiste se sont abstenus lors du vote de confiance. Comme le note Pierre Broué : « *Tout se passe comme si on allait à une scission du Front populaire, la ligne de partage devant passer au milieu de la SFIO. Tel est du moins l'espoir de ceux qui ont, de tout temps, opposé un Front populaire à un autre* » **1.**

L'élection partielle de l'Allier

Au mois de décembre 1936, le député socialiste de La Palisse, petite ville de l'Allier, démissionne de ses fonctions. Les élections partielles portent au grand jour la crise du parti socialiste. La fédération socialiste de l'Allier demande à Paul Faure d'être candidat. Il accepte, puis se rétracte. Les sections socialistes de la circonscription désignent alors Rucklin. Sont en présence : Rucklin, Lamoureux, candidat du parti radical, Villonet, communiste, ainsi qu'un candidat fantôme, membre du parti radical, qui ne fera pas campagne et dont la présentation semble n'être qu'une manoeuvre destinée à placer quelqu'un à droite de Lamoureux. Lamoureux fait campagne contre le Front populaire.

Au premier tour, Lamoureux arrive en tête avec 11 660 voix contre 10 049 à Rucklin et 2 282 à Villonet. Le 29 décembre, les militants de la fédération de l'Allier se réunissent en congrès extraordinaire. A peine ont-ils commencé leurs travaux qu'ils apprennent par la radio que la CAP du parti socialiste demande à la fédération de l'Allier d'accepter le désistement de son candidat en faveur du candidat radical, à condition que celui-ci donne son adhésion au Rassemblement populaire. A l'unanimité des 75 sections, la fédération vote une motion déclarant que, en aucun cas, elle ne retirera son candidat au profit de Lamoureux qui « *a fait acte d'hostilité au Front populaire et au gouvernement issu de cette formation* » **2.** Rucklin déclare s'en tenir par discipline à la décision de la CAP et se retire. Le congrès envoie alors une délégation à Paris auprès de la CAP et décide de continuer à siéger jusqu'à son retour. Les représentants de la fédération ne trouveront pas la CAP que Paul Faure n'a pas convoquée. Ils n'obtiennent pas modification de la décision mais apprennent que le parti radical a menacé de rompre la solidarité gouvernementale si le candidat socialiste ne se désistait pas en faveur de Lamoureux.

Après l'exposé du compte rendu de la délégation, le congrès fédéral décide de passer outre la décision de la CAP et de présenter au second tour Louis Désormières, paysan et conseiller municipal d'une petite commune rurale. Désormières est un inconnu, il a contre lui son parti, dont la direction nationale appelle à voter Lamoureux, le parti communiste, qui fait de même, et le gouvernement de Front populaire. Malgré cette coalition, le résultat est serré : Lamoureux n'est élu qu'avec 12 522 voix, gagnant 862 voix sur le premier tour, alors que Désormières obtient 11 723 voix et gagne 1 674 voix sur le candidat SFIO

du premier tour, malgré le désistement du parti communiste pour Lamoureux et la campagne de la direction du parti socialiste.

L'élection de La Palisse a révélé le malaise : Petit et Auberger, membres de la CA de la fédération de l'Allier, en appellent aux membres du parti. La fédération socialiste de l'Allier, écrivent-ils, « *revendique l'honneur de s'être insurgée contre la décision de la CAP* ». Le danger pour la direction du parti socialiste est grand de voir la Gauche révolutionnaire, qui a répercuté et amplifié les critiques de la fédération de l'Allier, faire sa jonction avec le mécontentement de la « *base* ».

L'affrontement entre le gouvernement de Front populaire et les masses, évité de justesse pendant les premiers mois de l'année 1937, se produit le 16 mars à Clichy et, comme le note Pierre Broué, « *pose le problème dans les termes mêmes où les dirigeants du Front populaire ont, depuis mai 1936, évité qu'il le soit* » **3.**

La fusillade de Clichy

Le 16 mars, le PSF du colonel de La Rocque organise à Clichy une réunion que le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy refuse d'interdire, malgré les demandes du comité local de Front populaire. Un appel à contre-manifester est lancé par le maire SFIO de Clichy, Auffray, le député communiste Honel et le conseiller général communiste Naile. La contre-manifestation se heurte au service d'ordre. La police frappe puis tire : on relève cinq morts parmi lesquels la militante de la Gauche révolutionnaire Solange Demangel et des centaines de blessés dont le propre chef de cabinet de Léon Blum, André Blumel, venu dès qu'alerté.

La réaction ouvrière est immédiate : de violents grèves politiques se déclenchent. L'exigence qui monte dans les usines du châtiment des responsables des forces de l'ordre se couple avec des mesures d'épuration contre les cadres qui passent pour fascistes. L'union départementale CGT lance pour le lendemain un mot d'ordre de grève générale d'une demi-journée. L'appel à la grève est accompagné d'une recommandation d'éviter toutes les provocations, toutes les manifestations de rues et d'un appel à reprendre le travail dans l'après-midi. Bothereau explique que la grève générale a été décidée pour « *coordonner et discipliner l'explosion naturelle de la classe ouvrière parisienne* ». Blum révèle que ses initiateurs « *désiraient cantonner cette agitation et la limiter dans le temps et l'espace* ». Il s'agit, pour les organisations ouvrières, de reprendre en main un mouvement qui peut très bien constituer l'étincelle permettant au mécontentement latent d'exploser. Henri Raynaud, secrétaire de la CGT et dirigeant communiste, confirme que, seul, l'ordre de grève générale d'une demi-journée a permis d'arrêter un mouvement de grève spontanée. « *Ainsi, cette grève générale, écrit-il, a été une grève pour le maintien de l'ordre* » **4.**

Maurice Thorez, arrivé à la mairie de Clichy le soir même, refuse de s'adresser du balcon aux travailleurs qui se pressent sur la place. Selon le témoignage d'un militant du parti communiste, il recommande le calme et promet de demander la démission de Dormoy, puis il traite de « *sales trotskystes* » des ouvriers qui réclament la création de milices ouvrières. Le parti communiste demande le châtiment des responsables du service d'ordre et qualifie la répression de « *monstrueuse provocation* » **5.**

Il vote pourtant à la Chambre des députés un ordre du jour de confiance que Jacques Duclos dépose lui-même.

Léon Blum condamne à la Chambre l'initiative des élus du Front populaire de Clichy. Il estime que l'appel à la population était une erreur, « *c'est-à-dire pire qu'une faute* ». « *J'adjure mes amis de ne pas renouveler un geste pareil* », s'écrie-t-il avant de demander que chacun respecte les lois, « *celles qui protègent les droits du travail comme celles qui protègent les libertés politiques* » **6.**

Il confirme que le PSF est un parti légal qui a, en conséquence, droit à la protection qui lui a d'ailleurs été accordée à Clichy. Aux députés de droite qui s'inquiètent des mesures d'épuration dans les usines, il répond qu'il s'agit là d'incidents « déplorables » et « intolérables » provoqués par des « éléments qui échappent au contrôle d'organisations ouvrières ». Il se déclare convaincu que ces dernières « ne laisseraient pas introduire chez elles des pratiques auxquelles le tempérament français répugne ». Il s'explique, enfin, sur le sens qu'il faut accorder à la grève décidée par la CGT qui a eu pour intention et pour résultat de « cantonner » et de « limiter » l'agitation.

Il précise qu'aucune sanction ne sera prise contre le service d'ordre, à moins que l'enquête ne prouve qu'il ne s'est pas conformé aux ordres reçus. Il conclut son discours en affirmant que, pour la première fois peut-être, le sang a coulé « sans creuser un fossé entre les masses populaires et le régime ». Il en a, en tout cas, creusé un au sein de la SFIO.

La fédération de la Seine avait appelé à la contre-manifestation de Clichy. Les militants de la tendance étaient nombreux parmi ceux qui résistaient aux attaques des forces de police : au conseil national de Puteaux, Marx Dormoy affirmera qu'il y avait à Clichy « 200 membres de la Gauche révolutionnaire organisés en TPPS et participant à l'attaque du barrage de police ». Une militante de la Gauche révolutionnaire a été tuée, l'émotion et la colère sont grandes parmi les militants.

Dans la soirée du 20 mars, Claude Beaufort, Jacques Lalande, Lucien Weitz et Jean Meier rédigent la manchette de La Jeune garde, organe des Jeunesses socialistes de la Seine : « Huit milliards pour l'emprunt, cinq morts à Clichy, l'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers » « nous avons lutté avec nos poings contre des matraques, avec des pierres contre les revolvers, rétablissons l'équilibre ». L'article poursuit sur le même ton :

« Sous un gouvernement de Front populaire, avec un ministre de l'Intérieur socialiste, des militants ouvriers sont assassinés par l'appareil policier de l'Etat... Ainsi le sang de nos camarades va servir à affermir une politique qui, loin de nous rapprocher du socialisme, recherche la confiance des possédants, la " paix sociale ", l'aide des banques, l'approbation des trusts et des deux cents familles »⁷.

Les adultes de la fédération de la Seine ne restent pas non plus inactifs. Des sections de Paris contrôlées par la Gauche révolutionnaire publient une affiche. On peut y lire :

*« Parti socialiste (SFIO)
section de...
Assez de sang
Assez de capitulations
En Tunisie : 16 morts, 80 blessés
A Clichy : 5 morts, 200 blessés
Les forces de police tirant sur les ouvriers antifascistes...
Sous un gouvernement de Front populaire à direction socialiste
Est-ce la rançon de la politique de confiance exigée par
les banques ?
Non, cela ne peut pas durer.
La réaction instinctive de la classe ouvrière inquiète pour
ses libertés, pour son pain, s'est exprimée puissamment.
Honneur aux ouvriers tombés.
Sanctions impitoyables aux responsables.
Si haut placés soient-ils.
Travailleurs,
serrez les rangs dans la lutte qui va devenir plus sévère
ayez confiance en vous-même*

imposez d'urgence :
La dissolution effective des ligues fascistes
L'épuration des hautes administrations de la police
De l'armée
La nationalisation des trusts
Pour le pain, pour la liberté, pour la paix.
Plus de capitulations
Front populaire de combat » 8.

Répression et sanctions

Le gouvernement de Front populaire fait saisir La Jeune garde dès parution, les affiches des sections socialistes de la Seine sont lacérées par la police. Marceau Pivert n'a pas participé à l'élaboration de ces documents dont il n'approuve ni le ton ni le contenu, mais il a laissé faire, ce qu'il ne tardera pas à regretter, la publication de La Jeune garde conduisant à l'exclusion des Jeunesses socialistes. Le 1er avril, le comité national mixte des Jeunesses socialistes exclut 22 dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine. L'Entente reconstituée par la Gauche révolutionnaire, après l'exclusion des bolcheviks-léninistes, est de nouveau dissoute. La fédération des étudiants socialistes subit le même sort. Comment ne pas laisser se dilapider le précieux capital que constituent ces quelques milliers de jeunes, sans organiser la scission du parti socialiste, ou au moins, sans en prendre le risque ? C'est en tout cas ce que pensent les dirigeants de l'Entente qui demandent à leurs camarades de continuer à se réunir, et de se préparer, tout en restant intimement liés à la Gauche révolutionnaire, à la constitution d'un nouveau parti.

Tout semble, en effet, aller dans ce sens : le 9 avril, Léon Blum prend la parole devant près de 5 000 militants socialistes réunis au gymnase Huyghens. Accueillis d'abord par un déchaînement d'enthousiasme, il est interrompu par des cris hostiles quand il aborde la question de la pause. Lorsqu'il justifie l'emprunt de défense nationale, les demandes de vote de crédits militaires importants par la nécessité de « *supporter les conséquences de l'instauration en Allemagne du service de deux ans* », il ne parvient plus à se faire entendre dans l'atmosphère houleuse de la salle où les cris de « *Vive Blum* » répondent à ceux de « *A bas les deux ans* », « *A bas la guerre* ». Quand il parle du Sénat et de la nécessité de « *donner des ménagements* », les cris de « *dissolution* » reprennent de plus belle. Il déclare alors qu'il envisage d'abandonner le pouvoir, puis en vient aux incidents de Clichy. Il est de nouveau interrompu lorsqu'il déclare que le gouvernement n'a pas commis de faute. Et le tumulte reprend de plus belle. En entendant dans la salle le slogan « *Les milices ouvrières* », il s'emporte : « *Il ne faudrait pas parler des milices ouvrières pendant que je traite ce sujet* ». Le tumulte croît quand il tente d'expliquer qu'il ne pouvait pas interdire la réunion de Clichy et parle de « *son ami Dormoy* ». Les cris de « *Dormoy, démission* » couvrent alors ceux de « *Vive Blum* ».

Marceau Pivert se refuse à prendre la tête de cette opposition. A la sortie de la salle, mécontent, il semonce les responsables de la Gauche révolutionnaire qui ont pris l'initiative du chahut. S'il a pris la défense des exclus et revendiqué dans leur subversion sa responsabilité personnelle, il ne veut donner aucun prétexte à la direction, car il estime qu'un compromis est encore possible 9.

La question des Jeunesses réglée, l'appareil n'est pas décidé pourtant à arrêter son offensive, car il veut pouvoir aborder le prochain congrès en contrôlant la situation intérieure du parti. A 26 jours du congrès, la CAP convoque à Puteaux un conseil national extraordinaire. A l'ordre du jour : l'acte d'accusation de la Gauche révolutionnaire. Le dossier a été soigneusement préparé. A l'activité de la tendance durant les événements de Clichy et au rôle des TPPS, à l'affiche des sections parisiennes et au numéro de La Jeune garde, vient s'ajouter le « *document Collinet* ».

En août ou septembre 1936, Michel Collinet avait adressé d'Espagne à quatre responsables de la Gauche révolutionnaire dont Marceau Pivert et Daniel Guérin, une lettre véhémement contre l'embargo. Il y

critiquait la politique du gouvernement dans les affaires de l'Espagne, reprochait à Marceau Pivert l'appui donné à la politique de non-intervention et souhaitait le voir démissionner de ses fonctions au gouvernement. Il insistait également sur la nécessité pour la Gauche révolutionnaire de s'implanter davantage dans les entreprises et pour cela de créer des « cellules d'entreprises ». Le document confidentiel parvint entre les mains du secrétariat qui utilise le terme de « cellules » contenu dans la lettre pour attaquer l'activité « fractionnelle » de la Gauche révolutionnaire **10**. Enfin, pour faire bonne mesure, le secrétariat accuse la tendance de s'ingérer dans les affaires intérieures des fédérations : à l'occasion d'un meeting qu'il était allé tenir dans le département du Lot pour le compte du parti socialiste, Collinet avait en effet assisté au congrès fédéral des Jeunesses socialistes.

Cette fois, Marceau Pivert est contraint de se prononcer. La marche de manœuvre n'est plus celle dont il disposait lors de l'expulsion des bolcheviks-léninistes. Il se défend de l'accusation d'indiscipline, invoque son rôle modérateur dans l'affaire de Clichy :

*« Imaginez, déclare-t-il à la tribune du conseil national, la révolte et la douleur des compagnons de Solange Demangel, membre de notre 18e section, couchée sur le sol avec une balle dans le crâne. Imaginez l'atmosphère des sections parisiennes au lendemain de cette fusillade tragique. Et vous comprendrez comment j'ai été amené à considérer comme une obligation de fournir aux militants le moyen d'exprimer, avec le maximum de modération — je dis bien de modération — leurs véritables sentiments... »**11***

Il qualifie l'appel des Jeunesses à la constitution d'un nouveau parti d'« imprudence de langage », traduisant un état d'esprit « assez confus » qu'explique à ses yeux la brutalité de la mesure prise contre eux. Il stigmatise les « excès dans la répression bureaucratique qui déterminent des réactions en sens contraire ». Mais le dilemme est clair : « Ou dissolution de la Gauche révolutionnaire ou exclusion du parti ». Il s'incline. Cela signifie pourtant l'écroulement d'une partie importante des réalisations antérieures : la tendance est dissoute, son journal disparaît.

Pivert s'incline

Il tente de s'en expliquer dans le bulletin intérieur de la 15e section qui lui permet pour un temps de s'exprimer. La dissolution décidée par le conseil national ne signifie pas, selon lui, que les anciens militants de la Gauche révolutionnaire soient désormais privés de l'exercice de leurs droits démocratiques qui leur sont au contraire « garantis » par le parti, où la liberté d'appréciation et d'expression à l'intérieur demeure, selon lui, « totale ». A ceux qui voient dans cette attitude une capitulation de sa part, il rétorque qu'« on ne peut pas dissoudre un courant d'opinion sérieux et profond qui demeure conforme aux principes constitutifs du parti » et il maintient qu'en dehors de ce dernier « tout effort est stérile par avance », l'essentiel étant donc que la minorité révolutionnaire « conserve la possibilité de devenir majoritaire demain ». Décidé à demeurer au parti coûte que coûte, il est décidé à en payer le prix, il assure le parti de son « dévouement absolu » et de sa loyauté « hors de tout soupçon », tout en réaffirmant son droit de demeurer dans le parti et de continuer à s'y exprimer en faveur de « l'internationalisme prolétarien, de l'action autonome de classe, de l'utilisation des avantages de l'exercice du pouvoir pour préparer la conquête du pouvoir ».

Bien des amis de la Gauche révolutionnaire ressentent comme une capitulation cette attitude de Pivert devant le conseil national qui dissout sa tendance. Il faut au premier chef citer le POUM dont l'organe central, La Batalla, juge sévèrement cette prise de position :

« " Je m'incline devant votre décision ". Par ces paroles solennelles, Marceau Pivert a donné son accord à la dissolution de la tendance de gauche qu'il dirigeait au sein du parti socialiste français. L'enfant terrible qui combattait au même titre staliniens et réformistes, baisse la tête devant le sermon de ses anciens et accepte docilement leurs décisions qui signifient la disparition de toute possibilité de

radicalisation du parti socialiste, de toute critique de l'œuvre du Front populaire. Il n'y a qu'à voir qui a applaudi le geste de Pivert pour se rendre compte de sa signification réelle : L'Humanité en fait un éloge discret, les leaders réformistes reconnaissent sa " sérénité " et son " désir de conciliation " .

En effet le geste de Pivert a — ou au moins peut avoir — de graves conséquences pour l'avenir du mouvement révolutionnaire en France. Jamais comme aujourd'hui, le prolétariat français n'a à ce point manqué d'un parti révolutionnaire marxiste pour le diriger. Il n'existe que de petits groupes qui se débattent dans leur sectarisme. Seule la Gauche révolutionnaire, par son importance, pouvait arriver à se transformer en germe de ce parti futur. Si Pivert avait accepté le défi de Paul Faure et des vieux réformistes et avait provoqué la scission emmenant avec lui la partie la plus consciente et la plus révolutionnaire des masses du parti socialiste, il aurait fait un grand pas vers la constitution de ce parti marxiste.

La soumission de Pivert, même si elle n'empêche pas la scission — qui est fatale et certaine et se produira peut-être au prochain congrès du parti socialiste — la rend difficile, la retarde et accumule les difficultés de la cristallisation du parti marxiste qui doit guider la classe ouvrière française sur le chemin de la révolution.

*Le tremplin de l'orientation à gauche est une tentation. Maintenir des positions révolutionnaires contre une minorité agressive requiert un courage et une fermeté de position dont Pivert a démontré qu'il ne les a pas »**12.***

Le POUM n'est pas le seul. Au congrès de Royan, Germaine Degron fera allusion au fait que les amis de Marceau Pivert l'accusèrent, à la sortie du conseil national de Puteaux, de s'être « *dégonflé* » **13.** Selon La Lutte ouvrière, lors d'une réunion d'information à laquelle la fédération de la Seine avait délégué ses observateurs pour veiller à l'application des décisions du conseil national, l'accueil fait à Pivert fut plutôt froid et les observateurs de la majorité furent chahutés **14.** Deux membres du comité directeur de la Gauche révolutionnaire, Zahn et Grouazel, démissionnent même de la tendance. Grouazel s'en prend à Marceau Pivert qu'il traite de « *pantin* », « *manié par la franc-maçonnerie* », ce qui lui paraît la clé de sa « *misérable capitulation* » **15.** Revenant sur ces événements, trente ans après, Daniel Guérin considère qu'une scission était à ce moment « *prématurée* », qu'un « *incroyable patriotisme de parti* » et la « *persistance de la mystique du Front populaire* » « *freinaient* », même chez des militants avancés, leur départ de la SFIO **16.**

Il est vrai qu'au conseil national, Midon, responsable fédéral et animateur de la Gauche révolutionnaire en Meurthe-et-Moselle, était allé jusqu'à porter les mandats de sa fédération sur une motion de confiance au gouvernement, ratifiant l'exclusion des Jeunesses socialistes de la Seine : « Etant de ceux qui devraient faire partie de la charrette, écrit-il, qu'il me soit permis de dire à nos amis que les fautes reprochées à des camarades de la Gauche révolutionnaire méritaient l'exclusion » **17.**

Maurice Jaquier en arrive, lui, à des conclusions inverses. Il constate non sans amertume : « *Notre action aurait pu porter ses fruits si nous avions eu la notion qui nous manquait encore : celle d'une organisation révolutionnaire indépendante* » **18.**

Quel que soit le patriotisme de parti dont Marceau Pivert était d'ailleurs le premier à célébrer le culte, son maintien dans la SFIO ne dépendait pas des seules intentions de la Gauche révolutionnaire, dont l'hétérogénéité et l'ambiguïté apparaissaient au grand jour. L'avenir n'allait pas tarder à montrer que le seul choix qui lui restait était entre une scission préparée ou une exclusion subie.

Un combat d'arrière-garde

Pourtant, Marceau Pivert entend bien utiliser toutes les possibilités statutaires pour continuer à combattre au sein de la SFIO, et bientôt la tendance édite un nouveau journal, mensuel, Les Cahiers rouges, « revue d'étude et d'action révolutionnaire », dont le premier numéro paraît en mai 1937, en vue de préparer le congrès de Marseille. « *La minorité continue* », titre le premier numéro. L'éditorial de Marceau Pivert « *affirme que la minorité demeure attachée au Parti et entend le servir de toutes ses forces, en se soumettant à ses " règles ", à ses " décisions " et à sa " nature " essentiellement démocratique* ». Il maintient que les conceptions de la minorité sont conformes à l'« idéologie socialiste la plus classique : internationaliste et révolutionnaire ». La nouvelle tendance, qui s'intitule désormais « *minorité de la CAP* », agit comme si la décision du conseil national de Puteaux ne constituait qu'un intermède douloureux ne remettant pas en cause l'existence ni l'exercice du droit de tendance.

Prévu pour le mois de mai, le congrès du parti socialiste est reporté par la CAP à juillet. Le 21 juin, devant le refus du Sénat de lui accorder les pleins pouvoirs financiers, le gouvernement Blum démissionne. La décision est prise par Blum seul, sans qu'aucune motion de la CAP ou du conseil national n'intervienne. Le 22 juin, le conseil national est mis devant le fait accompli. Marceau Pivert adjure Léon Blum de se maintenir au pouvoir, de faire appel au pays et d'intimider le Sénat par des manifestations de masses.

Devant le conseil national, Léon Blum définit sa position avec le maximum de netteté : faire appel aux masses contre le Sénat, ce serait — comme en Espagne — déclencher une guerre civile ; devant cette alternative, il préférerait se retirer. Léon Blum ne suit donc pas Pivert. L'ambassadeur américain Bullitt rapportera en ces termes les confidences que le chef du gouvernement de Front populaire lui fait alors :

*« Lorsqu'il dut quitter le pouvoir sous la seule pression du Sénat, il me confia qu'il eût été facile de briser cette opposition, sans même faire appel, mais en donnant libre cours à la force physique du peuple. Mais il ajouta qu'il refusait de prendre une telle responsabilité par crainte d'affaiblir son pays en face de la menace grandissante de l'Allemagne, même au détriment de son parti, même au prix du pouvoir qu'il considérait d'ailleurs comme une charge non comme un avantage »***19.**

Marceau Pivert tente alors, par l'intermédiaire de la fédération de la Seine, d'organiser une mobilisation contre le Sénat. Le 21 juin, la fédération de la Seine appelle à une manifestation de rue : plus de 10 000 manifestants se battent contre les gardes mobiles, de la porte Maillot jusqu'à la Concorde.

La manifestation a été décidée en fait par la coalition de la Gauche révolutionnaire et de la Bataille socialiste. La proposition de Blum d'accepter la participation au gouvernement Chautemps se heurte à l'opposition de nombreux militants. L'appareil du parti lui-même est réticent.

Dans son livre écrit au Mexique durant la guerre, Marceau Pivert fait un récit du climat qui règne dans les instances dirigeantes du parti socialiste :

« Exactement douze mois plus tard, sans consulter l'assemblée nationale du parti ni son exécutif — la CAP — ni, au moins, tous les ministres socialistes (puisque Henri Sellier, ministre de la Santé publique, fut laissé à l'écart pour avoir écrit aussi des lettres prophétiques d'avertissement), Léon Blum annonçait brusquement sa démission et, d'accord avec le Président de la République, transmettait ses pouvoirs au radical Camille Chautemps. Par la suite, il prononçait à la radio un appel au calme... Néanmoins, la nuit même, après une préparation de quelques heures, les travailleurs parisiens, répondant à l'appel de la fédération de la Seine, manifestaient par milliers à Luna-Park, puis, en dépit des barrages de gardes mobiles, marchaient jusqu'à la place de la Concorde en réclamant une politique d'offensive révolutionnaire. Le lendemain matin, le conseil national du parti, convoqué télégraphiquement, est l'objet des mêmes pathétiques adjurations ; mais ses membres résistent ; le jeune député du Tarn, Malroux, pleure de rage. La pilule est trop amère, les fonctionnaires du parti, habituellement dociles, sont pleins de réticences : les détenteurs de paquets de mandats, dont dépend en définitive le résultat de la réunion, échangent leurs impressions. Dans la soirée, des négociations ont lieu dans le plus grand secret

: Lebas, Paul Faure et Dormoy, l'homme de toutes les machinations, maquignonnent avec Camille Chautemps ; ce dernier ne veut pas prendre dans son ministère le médiocre Lebas. Mais les 700 mandats de Lebas, représentant la puissante fédération du Nord, peuvent faire pencher la balance du résultat ; s'il vote contre la participation, le gouvernement de Chautemps est impossible... A la fin du marchandage, Paul Faure, Dormoy et Lebas feront partie du ministère Chautemps ; ils entrent au conseil national et votent pour la participation. Ces détails sordides doivent être connus, car c'est précisément dans ces heures que se jouait le sort des travailleurs de France, dont la volonté de lutte était sacrifiée à quelques portefeuilles ministériels. Le socialisme se purifie en dévoilant l'attitude des hommes qui l'ont indignement représenté. Au cours de la discussion, la Gauche révolutionnaire pose de nouveau et plus nettement le dilemme. A quoi Blum répond avec un de ses gestes hiératiques : " Mais cela signifierait la guerre civile, comme en Espagne ". A quoi le délégué répondit : " Oui, mais le chemin que vous suivez conduit directement à la dictature fasciste et à la guerre impérialiste " »20.

La coexistence est-elle possible ?

La participation socialiste au gouvernement radical accentue la cassure intervenue après Clichy et que seule la dissolution de la Gauche révolutionnaire a empêchée jusque-là d'exploser au grand jour.

En juillet, le congrès de Marseille se déroule dans une ambiance lugubre. Le secrétariat du parti a mis en place avec des éléments de la pègre marseillaise un service d'ordre qui brutalise des délégués de la Gauche révolutionnaire, dont les interventions sont systématiquement interrompues.

En réplique au réquisitoire de la Gauche révolutionnaire contre les capitulations successives du gouvernement de Front populaire, le discours de Léon Blum se veut une mise au point susceptible de clore le malentendu né au congrès de 1936.

« Il y a, dit-il, l'éternelle, la redoutable, la funeste confusion entre l'exercice du pouvoir et sa conquête révolutionnaire. Vous le connaissez ce débat. Il ne date pas d'hier. Oui, il y avait alors quelques-uns d'entre nous, et Marceau Pivert était comme toujours le plus catégorique et le plus net... qui disaient : " Il faut revendiquer le pouvoir, il faut saisir cet instant qui est un instant révolutionnaire, et si on nous oppose la moindre résistance, eh bien il faut transformer l'exercice légal en conquête révolutionnaire ". Il remonte à ce jour-là le dissentiment entre nous. Il ne nous a pas échappé, Marceau, vous le savez. Et j'ai évoqué cette scène qui présageait déjà tant de choses, dans laquelle votre discours d'aujourd'hui était déjà contenu virtuellement. Je l'ai évoquée devant des amis, bien des fois... Eh bien, une immense majorité du parti, je veux dire l'unanimité du parti, à quelques réserves individuelles près, était d'un sentiment entièrement opposé. Le parti disait : non, tout n'est pas possible, et tout n'est pas possible parce que le vainqueur n'est pas le parti socialiste, parce qu'il n'est pas une alliance des partis prolétariens, parce qu'il est le rassemblement populaire...

Je sais bien que nous n'étions pas un cabinet tout à fait pareil aux autres. Mais enfin, tout de même, nous étions un cabinet légal, un cabinet régulier, un cabinet constitutionnel, un cabinet reposant sur la légalité et la tradition républicaine, soumis à toutes les lois et à toutes les règles constitutionnelles de la République... Et dans le fond, ce qui vous révolte, ce que vous ne pouvez pas accepter, c'est qu'il soit parti comme d'autres, dans les mêmes conditions que d'autres. Et il est parti comme d'autres parce que dans le fond, essentiellement, il n'était pas aussi différent que vous l'avez cru. Parce qu'il n'était tout de même qu'un gouvernement... mais oui... bien que porté par cette immense vague de volonté et d'espoir, eh bien, malgré tout, il n'était qu'un gouvernement d'exercice du pouvoir par une collaboration de partis, dans le cadre de la société présente et de la légalité républicaine » 21.

Et Léon Blum conclut cette implacable définition du Front populaire par ces mots adressés à Pivert : « Je suis sûr que je touche là, en ce moment, à ce qui est le centre, le centre sensible, le centre souffrant des sentiments que vous avez accumulés dans ces quelques semaines, au fond de vous » 22.

Il rappelle ensuite l'appel que la fédération de la Seine unanime lui a adressé le 20 juin, lors de la bataille du Sénat, lui demandant de faire appel aux masses et de résister comme le 12 février :

« Nous pouvions, à coup sûr, persévérer dans une lutte légale contre le Sénat... Mais tenir bon, qu'est-ce que cela signifiait, sinon d'attendre le moment où précisément des manifestations populaires de plus en plus amplifiées, de plus en plus énergiques auraient fait pencher la balance du côté du suffrage universel ?... Si nous engagions une telle lutte, il fallait, vous le sentez bien, la conduire jusqu'à son terme et la conduire victorieusement. Et alors, il fallait y aller, il fallait commencer la bataille, il fallait lutter jusqu'à la victoire. Dans cette lutte, est-ce que le Front populaire nous aurait suivis ? Est-ce que cette lutte, nous pouvions la mener sans demander et sans obtenir le concours actif des organisations ouvrières ? Dans quel état jetions-nous le pays ?... Eh, bien oui, placés devant tout cela, placés devant cette alternative, ou bien nous retirer, ou bien nous engager dans une lutte qui — Marceau Pivert a raison de le dire — était nécessairement, presque dès son départ et, en tous cas, dès son développement une crise d'offensive révolutionnaire, placés devant cette alternative, considérant l'état intérieur du pays, son état politique, son état psychologique, considérant le danger extérieur, nous avons dit : nous n'avons pas le droit de faire cela » 23

Envisageant l'éventualité de la constitution d'un ministère avec le parti communiste et la CGT, il estime que la participation du PC aurait été probable et admet que celle de la CGT aurait pu être obtenue. « ... Et je m'engageais dans cette lutte, peut-être sans majorité à la Chambre, avec le Sénat à peu près unanime contre moi, c'est-à-dire — on en revient toujours là, parce que c'est toujours la même question et qu'il n'y en a qu'une — c'est-à-dire obligé alors, du jour au lendemain, ou de capituler sans combattre, ou d'engager la bataille révolutionnaire : c'est toujours là qu'on en revient » 24.

Ce discours en réponse à Pivert nous paraît capital. D'abord parce que — et c'est ce que Marceau Pivert et ses amis y verront au premier chef — il constitue un refus franc du dirigeant socialiste de s'engager dans ce qu'il appelle la « bataille révolutionnaire ». Ensuite, parce qu'il paraît aux militants de la Gauche révolutionnaire l'aveu que la situation révolutionnaire était effectivement à portée de la main des socialistes, qu'elle dépendait de leurs initiatives, mais aussi que le gouvernement du Front populaire n'était en définitive qu'un « gouvernement comme les autres », qui ne pouvait en aucun cas, de l'aveu même de son chef, prendre une telle responsabilité. En dernière analyse, le discours de Blum est peut-être moins significatif en lui-même que par les conséquences qu'il provoque en particulier chez les partisans de Pivert, qui voient s'effondrer les illusions, s'évanouir les rêves qu'avaient entretenus chez eux l'arrivée des socialistes et la simple gestion du pouvoir. Mieux que personne, Pivert exprime ce qu'il avait vainement attendu du gouvernement de Léon Blum quand il évoque l'attitude de ce dernier vis-à-vis du célèbre complot de la « Cagoule ».

« La liste des personnes affiliées au CSAR et à la Cagoule — liste que Dormoy eut entre les mains — aurait suffi à faire sauter le régime sous l'explosion de la colère populaire. Parmi elles, douze généraux en activité, et le maréchal Pétain lui-même. Parmi les personnalités politiques figure le nom de Pierre Laval... Le peuple français n'oubliera jamais la couardise de ce prétendu socialiste Dormoy, de ce prétendu radical Daladier, qui avaient connaissance du danger et le dissimulaient, couvrant leur couardise du manteau du prétexte patriotique... » 25.

Le congrès de Marseille semble, du coup, sonner le glas de la coexistence au sein du même parti des partisans de la Gauche révolutionnaire et de ceux de l'appareil dirigeant. Les brutalités dont les délégués pivertistes sont l'objet constituent un signe de la dégradation de la situation. Au lendemain du congrès, Marceau Pivert analyse « l'étape de Marseille » dans le Bulletin socialiste du XVe. Dans la vie du parti socialiste écrit-il, « le 34e congrès fera date ». Il dresse un bilan de l'action du parti qu'il n'a pas réussi à infléchir :

« Pour la première fois, placé d'ailleurs devant le fait accompli, il a approuvé la participation ministérielle en période " descendante " de la bourgeoisie.

Pour la première fois, il a entériné les capitulations les plus invraisemblables : celles de la CAP devant le groupe parlementaire, celles du groupe parlementaire devant un gouvernement non socialiste, celle du gouvernement non socialiste devant la volonté des banques et de l'Etat-major...

Pour la première fois, il a accepté de prendre en charge une super-fiscalité vingt fois dénoncée dans l'opposition, un surarmement dont le Comité des forges tire de scandaleux profits, une faillite monétaire livrant à la haute banque des possibilités énormes de bénéfices et de retours politiques triomphants » 26.

Il reconnaît qu'une question, de plus en plus souvent, est posée, et pas seulement par de jeunes militants mais également par des socialistes chevronnés : *« Que faisons-nous dans ce parti dont l'action et les complaisances à l'égard du capital financier et du militarisme n'ont plus rien de commun avec les principes et la charte constitutive que nous nous sommes engagés à respecter ? » 27.*

Le parti socialiste serait-il un parti *« comme les autres »*, s'interroge-t-il ?

« Comme les autres partis politiques de la bourgeoisie, qui promettent démagogiquement monts et merveilles lorsqu'ils se présentent devant les électeurs et qui s'inclinent complaisamment devant le mur d'argent ou le " danger extérieur " lorsqu'ils sont au pouvoir ? Comme les autres partis sociaux-démocrates d'Europe qui ont été utilisés par le grand capital financier pour neutraliser l'action directe prolétarienne au moment où elle aurait pu réussir, puis rejetés, après épuisement, pour laisser la place au fascisme ?

Le parti socialiste SFIO, qui avait résisté aux compromissions participationnistes en période de recul prolétarien, va-t-il se vautrer dans une participation déshonorante avec les ministres imposés par la Banque Lazard, en période de montée des masses ? Le parti socialiste SFIO qui avait chassé de ses rangs les révisionnistes les plus étrangers à un véritable parti prolétarien et internationaliste, va-t-il reprendre à son compte la trilogie " Ordre, autorité, nation " ? » 28

La question est posée par Marceau Pivert lui-même : *« Est-ce que nous devons être solidaires de tout cela ? Ou le dénoncer impitoyablement ? » 29.*

Contre la scission quand même

Le refus d'accepter met en question l'existence même de la tendance. Marceau Pivert est conscient que, depuis la dissolution du comité directeur de la Gauche révolutionnaire, c'est l'exclusion qui est désormais à l'ordre du jour. Il s'en est confié à ses proches au lendemain du conseil national du 18 avril.

Mais il n'est pas convaincu que cette issue soit inévitable. Il demande à ses camarades de faire preuve de prudence et de respecter les engagements pris publiquement. Il pense qu'il est encore possible d'opérer la jonction avec les forces saines du parti qui pourront faire échouer les entreprises dirigées contre eux :

« Abandonner cette lutte, même si certaines apparences de facilité venaient nous séduire, ce serait, nous aussi, à notre tour, signer notre propre impuissance. Notre postulat " confiance dans les masses " nous impose, comme première conséquence, de rester en contact avec elles, vivant au milieu d'elles, veillant sur leur expérience pour les orienter, de l'intérieur, vers l'issue, la seule issue possible : la conquête du pouvoir » 30.

Une telle issue est-elle impossible ? La conquête de la majorité est-elle une illusion ? Il ne le pense toujours pas :

« Nous étions une poignée... calomniés, accablés, incompris et la bureaucratie réformiste, devinant en nous des adversaires dangereux pour ses propres perspectives de résignation social-démocrate, a voulu nous chasser du parti... Nous avons refusé tout prétexte, nous nous sommes inclinés devant les exigences, les oukases, les flétrissures...

Mais nous avons tenu ferme sur un seul point : personne ne nous empêchera de parler au parti.

Nous sommes socialistes. Nous voyons venir la grande crise. Nous connaissons la force de l'adversaire. Nous savons que la lutte des classes comporte des exigences implacables. Nous pressentons qu'une fraction importante du parti préférera capituler. Mais nous savons aussi les dévouements admirables qui font la richesse de ce parti ; les militants désintéressés, qui n'ont rien à perdre dans la révolution, que leurs chaînes, et qui sont prêts à tous les sacrifices pour qu'enfin le socialisme monte au pouvoir. Nous voulons donc rester en contact avec ces travailleurs révolutionnaires ; par-dessus les bureaucrates et les permanents qui nous calomnient, nous voulons faire la preuve que nous sommes, nous aussi, désintéressés, prêts à tous les sacrifices et dignes de leur confiance fraternelle... C'est l'expérience, la dure expérience collective qui reclassera les valeurs et les hommes. Ceux qui pensent par ordre ou par complaisance ne comptent pas longtemps dans un mouvement comme le nôtre : devant la rigueur des faits, le parti socialiste se renouvelle et se place au niveau des circonstances : c'est nous, en définitive qui servons le mieux notre parti et qui voulons le protéger contre les déformations, les déviations, les défigurations qui le conduiraient à la ruine » 31.

Il faut dire que, malgré sa dissolution formelle, la Gauche révolutionnaire continue à progresser. Trois votes sont intervenus durant le congrès de Marseille. Le premier porte sur l'approbation de l'action du premier gouvernement Blum. La Gauche révolutionnaire recommande l'abstention, elle recueille 826 mandats soit 15 % des mandats. Lors du deuxième vote, elle vote de concert avec la Bataille socialiste pour demander le retrait des ministres socialistes du gouvernement radical : leur motion obtient 1 866 mandats contre 3 484 au texte présenté par Léon Blum et Paul Faure, soit 34,6 % des mandats. N'y a-t-il pas là, se demandent les dirigeants de la Gauche révolutionnaire, la possibilité d'une coalition capable de renverser la majorité de Léon Blum et de Paul Faure, et de ramener le parti dans une voie de lutte de classe et de révolution ? Lors du dernier vote, enfin, les motions de la majorité, de la Bataille socialiste et de la Gauche révolutionnaire obtiennent respectivement 2 949, 1 545 et 894 mandats, soit 54 %, 28,6 % et 16,5 %.

De plus la tendance a progressé en province. Malgré la répression, elle obtient des mandats dans presque tous les départements : il n'y a que 9 fédérations sur 96 où elle n'en recueille aucun. A Paris et dans la région parisienne, elle est presque majoritaire : dans la Seine, 174 contre 178 à la Bataille socialiste et 73 seulement à la direction. Dans les départements périphériques, le phénomène est de même nature, quoique moins sensible. Si elle obtient la majorité dans quelques fédérations (Lot, Aisne, Alpes-Maritimes, Calvados, Côte-d'Or, Maine-et-Loire, Marne, Meurthe-et-Moselle, Maroc, Vosges et Sénégal), l'appareil continue pourtant à dominer totalement les grosses fédérations du Nord et du Pas-de-Calais : dans le Nord, la minorité n'obtient aucun mandat, alors que Blum et Paul Faure en recueillent 560. Phénomène identique dans les Bouches-du-Rhône où les 210 mandats se portent tous sur la motion majoritaire.

Tendance nationale, la Gauche révolutionnaire, malgré sa dissolution formelle, apparaît ainsi comme un « *parti dans le parti* », au moins aux yeux des hommes de l'appareil qui ont encore réussi à l'éliminer des délégations importantes de province, et qui veulent éviter à tout prix une conjonction, fût-elle momentanée, entre la Gauche révolutionnaire et la Bataille socialiste, qui risquerait de menacer ses positions. Elle est désormais traitée, à son tour, en corps étranger dans ce parti dont elle se proclame

partie intégrante et opposition loyale. Le courant historique va dans le sens de son exclusion ou d'une scission qu'elle préparerait. Fidèle tant à ses origines qu'aux principes affirmés en septembre 1935 et réaffirmés en février 1937, elle continue à refuser d'envisager la deuxième solution, au moment où tout pourtant démontre que l'appareil est parfaitement décidé à lui barrer, par tous les moyens dont il dispose, la voie qui pourrait éventuellement la conduire à la majorité.

Notes :

1. Broué (Pierre), Dorey (Nicole), *Le Mouvement social*, janvier-mars 1966, p. 113.
2. *La Gauche révolutionnaire*, 20 janvier 1937.
3. Broué (Pierre), Dorey (Nicole), *Le Mouvement social*, janvier-mars 1966, p. 113.
4. *Le Soir*, 18 mars 1937.
5. *La Lutte ouvrière*, 19 mars 1937.
6. *Le Populaire*, 24 mars 1937.
7. *La Jeune garde*, numéro spécial, mars 1937.
8. Archives Claude Beaufrepaire.
9. *La Lutte ouvrière*, 16 avril 1937.
10. Numéro spécial hors série de *La Gauche révolutionnaire*, strictement réservé aux membres du parti.
11. Discours prononcé au CN de Puteaux, d'après les notes de séance, *Quatre discours et un programme. Supplément aux Cahiers rouges*, mai 1937, p. 37.
12. « Le geste de Marceau Pivert », *La Batalla*, 23 avril 1937.
13. Congrès de Royan, compte rendu sténographique.
14. *La Lutte ouvrière*, 21 mai 1937.
15. *La Lutte ouvrière*, 16 avril 1937.
16. Guérin (Daniel), op. cit., p. 107.
17. *Le Populaire de l'Est*, 24 avril 1937.
18. Jaquier (Maurice), op. cit., p. 149.
19. Préface de W.C. Bullitt à *L'Histoire jugera*, recueil d'articles suivis de la défense de Léon Blum au procès de Riom, Montréal, 1943.
20. Pivert (Marceau), e; *A dônne va Francia ?*, p. 112-113.
21. Congrès de Marseille, compte rendu sténographique, p. 465-472.
22. Ibid.
23. Ibid.
24. Ibid.
25. Pivert (Marceau), *i A dônne va Francia ?*, p. 113.
26. *Bulletin socialiste du XV'*, juillet-août 1937.
27. Ibid.
28. Pivert (Marceau), *Pour une politique de classe, pour un parti de classe comme les autres ?*, p. 1, Archives Claude Beaufrepaire.
29. Ibid.
30. Lettre de Marceau Pivert aux militants responsables de la Gauche révolutionnaire, 21 avril 1937, Archives Claude Beaufrepaire.
31. Ibid.

Chapitre 11

L'exclusion de la Fédération de la Seine



Quelle que soit la perspective choisie par elle à l'été 1937 — lutte pour le droit à l'existence et à la démocratie interne dans le parti socialiste ou préparation de la scission et la construction d'un nouveau parti — la Gauche révolutionnaire avait désormais à livrer de dures batailles. Ses chances d'en sortir victorieusement dépendaient dans une large mesure de sa capacité à exprimer, au cours des mois à venir, le mécontentement diffus d'une classe ouvrière déçue mais non point battue, et à lui fournir les éléments d'organisation d'un combat qui s'annonçait difficile et pour lequel elle avait inévitablement à affronter tant l'appareil de la CGT que ceux du parti socialiste et du parti communiste.

Il n'était paradoxal qu'en apparence, et seulement pour l'observateur superficiel, que la tendance « révolutionnaire » et « unitaire » du parti socialiste se trouve à ce moment décisif acculée à un conflit ouvert avec les appareils des deux partis qu'elle avait projeté de réunir et de fusionner à travers les combats de la classe ouvrière. La situation de 1938 — poursuite de l'offensive ouvrière ouverte en juin 1936 ou liquidation définitive de ses conquêtes — imposait à une tendance « révolutionnaire » un combat acharné avec les détachements de la classe qui refusaient la liquidation, et par conséquent de réaliser... contre elle l'unité des appareils. Significatif est, à cet égard, l'acharnement mis par les dirigeants du parti communiste dans leur dénonciation des pivertistes, beaucoup plus dangereux à leurs yeux que les dirigeants socialistes eux-mêmes.

Le « deuxième round »

A la fin de l'année 1937, commence avec la grève Goodrich et celle des services publics, ce que Daniel Guérin a appelé le « deuxième round ». Cette deuxième vague de luttes qui prendra toute son ampleur avec la grève des métallos parisiens de mars-avril 1938 va tourner à un affrontement sévère et aussi à une démoralisation rapide de ceux qui, selon la formule de Pierre Broué, « vont tenter le débordement sans direction, sans avoir nettement conscience de l'enjeu, en un mot de ceux qui se sont heurtés au Front populaire au nom du Front populaire »¹

Le 23 décembre 1937, les travailleurs de l'usine Goodrich, à Colombes, occupent l'usine. La grève a pour origine le mécontentement contre le système Bedeaux et le renvoi d'un ouvrier. L'occupation est méthodiquement organisée par un comité de grève élu en assemblée générale. Le 23 décembre, vers 5 heures, l'usine est encerclée par 600 gardes mobiles. Le comité de grève actionne les sirènes de l'entreprise pour faire appel à la population et, vers 11 heures, plus de 30 000 travailleurs sont massés devant l'usine, tandis que le syndicat des métaux lance l'ordre de grève générale. L'après-midi, le syndicat donne l'ordre de reprise du travail dans les autres usines, Goodrich est toujours occupé, les gardes mobiles encerclant l'usine. A la sortie du travail, les ouvriers reviennent vers l'usine et le gouvernement décide de retirer les forces de police. En reculant, le gouvernement a certes évité l'affrontement ouvert, un affrontement dans lequel les « provocations » ne pourraient pas être invoquées comme à Clichy. Mais un précédent est créé : la pratique des grèves sur le tas, condamnée par les organisations syndicales et le Front populaire, va-t-elle à nouveau se généraliser ?

Au moment où se déroule la grève Goodrich, Paris est paralysé par une grève déclenchée à l'improviste par les services publics de la Seine qui prive la capitale d'eau, de gaz, d'électricité, de voirie et de transports. Il s'agit, note Georges Lefranc, « d'un sérieux glissement vers les méthodes d'action directe de catégories sociales demeurées relativement paisibles en mai-juin 1936 », catégories qui ont été durement frappées depuis par les hausses du coût de la vie. Cette initiative, à la veille des fêtes de Noël, rencontre l'hostilité du gouvernement ainsi que du parti socialiste. Le président du Conseil, le radical Camille Chautemps, déclare que « le gouvernement saura remplir son devoir et assurer, en dépit de toute résistance, la reprise des services publics et le maintien de l'ordre », tandis que Daniel Mayer, dans Le Populaire, juge « inconcevable » le déclenchement à l'improviste d'un mouvement qui « pouvait ne pas

*paraître justifié aux yeux de la population »*². Encore une fois pourtant, le gouvernement recule : à la demande des ministres socialistes, des concessions aux grévistes des services publics permettent d'éviter la généralisation.

Le 13 janvier 1938, lors de la rentrée des Chambres, Camille Chautemps tire le bilan des grèves qui ont troublé les fêtes de fin d'année et demande à la classe ouvrière de renoncer à la violence et à l'illégalité, sous quelque forme que ce soit. Il admet que le patronat porte des responsabilités et conclut en posant la question de confiance. Coup de théâtre : lors de la réunion de la délégation des gauches, les députés communistes font savoir qu'ils s'abstiendront. Au cours de la séance de nuit, le député communiste Ramette donne lecture de la déclaration de son groupe : il explique que de multiples catégories de travailleurs attendent la satisfaction de leurs revendications. Camille Chautemps répond en donnant congé au groupe communiste : « *Monsieur Ramette demande sa liberté, c'est son droit. Quant à moi, je la lui donne »*³.

C'est la rupture de la majorité du Front populaire, bien éprouvée il est vrai depuis quelques mois. Le groupe socialiste décide de retirer ses ministres du gouvernement, tout en regrettant que le parti communiste ait décidé de se séparer de la majorité de Front populaire dans le vote, et que Camille Chautemps ait répondu en donnant à la politique gouvernementale une nouvelle orientation, non conforme au pacte de Front populaire. Camille Chautemps présente alors sa démission.

Une crise gouvernementale pas comme les autres

Les grèves de décembre 1937 ont eu pour première conséquence d'ouvrir une crise gouvernementale. Le groupe parlementaire socialiste réclame la constitution d'un gouvernement de Front populaire à direction socialiste, mais il ne s'agit que d'une déclaration pour engager les négociations. Le 14 janvier, la CAP socialiste se réunit. Léon Blum repousse l'idée de la participation socialiste à un gouvernement Sarraut, mais déclare qu'il ne lui semble pas inconcevable d'accepter la constitution d'un gouvernement de « *concentration à gauche* » que les socialistes pourraient éventuellement soutenir moyennant certaines garanties. Bracke se déclare d'accord avec Léon Blum, mais demande qu'avant d'en arriver à une telle solution le parti tente de constituer un gouvernement tel qu'il le désire. La CAP se prononce finalement pour un gouvernement « *à l'image du Front populaire* » et, si celui-ci s'avérait impossible, pour un gouvernement qui soit « *l'émanation du Front populaire* ». Les six délégués Gauche révolutionnaire, six membres de la Bataille socialiste sur sept (Desphelippon) et André Blumel ont voté contre ; ils refusent d'accepter la constitution d'un gouvernement radical soutenu par le parti socialiste qui se constituerait sous l'étiquette « *d'émanation du Front populaire* ».⁴

Le président Lebrun fait appel à Georges Bonnet qui tente de constituer un ministère radical à participation socialiste. Sensible au climat d'hostilité à une telle solution, Léon Blum refuse : « *Je ne crois plus que notre parti accepte désormais la participation à aucun ministère, quelle que soit la personne qui le dirige. L'opinion générale de notre parti est que si nous devons prendre des responsabilités gouvernementales, ce ne peut être qu'en dirigeant nous-mêmes le gouvernement* »⁵.

Consulté à son tour par le président Lebrun, Léon Blum propose alors la constitution d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Edouard Herriot et allant de Paul Reynaud à Maurice Thorez, solution que Herriot, consulté, repousse. Albert Lebrun consulte alors Chautemps et Sarraut qui se retirent. Lebrun demande enfin à Léon Blum de constituer un cabinet. Léon Blum peut-il réaliser autour de sa personne ce que Herriot a refusé ? Il doit d'abord obtenir l'accord du parti socialiste : la Gauche révolutionnaire, en accord avec Bracke et Zyromski, demande en effet qu'aucune décision ne soit prise avant que le conseil national ne se soit prononcé.

Celui-ci se réunit le 17 janvier. Léon Blum explique les difficultés que rencontre la solution à laquelle il est favorable. Un gouvernement, « *dépassant le Front populaire* » allant de Paul Reynaud à Maurice

Thorez, est irréalisable, puisque les radicaux refusent la participation des communistes. Comme solution de remplacement, il ne rejette pas une éventuelle participation socialiste à un gouvernement Chautemps. Finalement une motion est déposée par Sérol soutenue par Léon Blum, Paul Faure et Lebas. Elle autorise le groupe SFIO à participer à un gouvernement qui « *se grouperait sur le programme du Front populaire* ». Pour la première fois, le conseil national repousse la proposition Blum-Faure qui obtient 4 035 mandats. Contre elle, une motion Pivert recueille 1496 mandats et une motion Zyromski, Bracke, 2 659, soit au total 4 155 mandats. Comme la motion de la Gauche révolutionnaire, celle de la Bataille socialiste repousse toute participation et tout appui socialiste à un ministère radical.

La situation est extrêmement tendue : Paul Faure annonce sa démission ; la Gauche révolutionnaire voit dans les résultats du vote la possibilité concrète d'un changement de direction. C'est compter sans les artifices de procédure : la CAP se réunit aussitôt. Après des heures de discussions, elle adopte un texte de compromis présenté par Graziani, accepté par la Bataille socialiste, qui dans les faits se rallie tacitement au soutien à un gouvernement radical.

Le conseil national marque un tournant décisif. La situation gouvernementale est peu modifiée. Camille Chautemps réussit à constituer un ministère sans la participation des socialistes, simple gouvernement de transition. Du point de vue des relations entre les tendances au sein de la SFIO, le conseil national a montré que l'appareil du parti était menacé à tout moment par une conjonction des voix de la Bataille socialiste et de la Gauche révolutionnaire. Certes, au prix de quelques concessions de forme à la Bataille, un compromis de dernière minute a permis d'isoler la Gauche révolutionnaire et de revenir, par l'intermédiaire du vote de la CAP, sur les décisions du conseil national. Il n'en reste pas moins que ce dernier a désavoué la politique menée par Léon Blum et Paul Faure.

C'est un avertissement dont les deux hommes se souviendront dans la préparation du prochain congrès du parti. Ils l'oublieront d'autant moins que, à peine la crise ministérielle apaisée, un changement de majorité intervient dans la fédération de la Seine, où la Gauche révolutionnaire obtient la majorité et renverse l'ancien bureau à majorité Bataille socialiste.

Les pivertistes prennent la fédération de la Seine

Déjà lors des grèves de décembre, la Gauche révolutionnaire avait obtenu que la fédération de la Seine se déclare solidaire des grévistes. Lors du congrès de la fédération, le 23 janvier 1938, la majorité est renversée. La Gauche révolutionnaire obtient la majorité relative avec 7 450 mandats contre 4 087 à la Bataille socialiste et 3 688 à la tendance Paul Faure. Le bureau de la fédération composé de trois membres de la Bataille, Desphelippon, Jousse et Dufour, et de deux minoritaires, H. Gols-child et A. Weil-Curiel, est remplacé par un bureau Gauche révolutionnaire dont Marceau Pivert devient secrétaire politique **6**. C'est un renfort considérable pour les pivertistes qui disposent désormais de la fédération de la Seine pour exprimer leur politique de tendance. La fédération décide de publier un hebdomadaire, *Juin 36*, dont le premier numéro paraît début février. La décision est d'importance : il ne s'agit plus en effet, d'une publication intérieure au parti socialiste mais au contraire d'un journal fédéral largement diffusé à l'extérieur. Cette décision est conforme aux statuts qui laissent aux fédérations une assez large autonomie en matière de presse.

Ce changement de majorité ouvre dans la Seine une période de crise. Les tendances Paul Faure et Bataille socialiste ne reconnaissent pas la majorité Gauche révolutionnaire et multiplient les incidents. A la fin du mois de février, la direction de la fédération de la Seine peut légitimement poser la question : « *Où veut-on en venir ? Préparerait-on la dissolution de la fédération ?* »**7**.

Aggravation de la crise

C'est dans cette situation de scission virtuelle que deux facteurs vont accélérer le rythme des événements : la proposition d'union nationale faite par Léon Blum après l'Anschluss et la poursuite à un niveau supérieur du mouvement gréviste avec la grève des métallos parisiens.

Le 11 mars, la crise européenne rebondit avec l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Dans l'émotion qui suit l'événement, Léon Blum tente de constituer un « *rassemblement national autour du Front populaire* ». Le 12 mars au matin, le conseil national accepte la proposition de Léon Blum. Le soir, Léon Blum convoque les groupes de l'opposition à la Chambre des députés pour leur soumettre la proposition de constituer un gouvernement d'union nationale allant de Maurice Thorez à Louis Marin, proposition qui a été acceptée par le parti radical et par le parti communiste. Il s'adresse à eux :

« Ainsi donc, tout le monde accepterait et ce serait vous qui refuseriez... Qu'est-ce qui vous détermine : la présence des communistes au gouvernement ? Si le malheur des temps voulait qu'on fût contraint d'en revenir à ce que nous avons vu, à l'union sacrée de guerre, rejetteriez-vous hors de l'union sacrée de guerre les représentants du parti communiste, les représentants de quinze cent mille ouvriers... N'aurez-vous pas besoin du concours de la CGT si demain vous voulez obtenir des industries de guerre un rendement plus intense ? Réfléchissez, je vous en conjure » 8.

Seul le refus de la droite empêchera l'opération projetée de réussir : Paul Reynaud s'était prononcé en faveur de la proposition de Léon Blum, mais Flandin la repousse. Léon Blum constitue alors, le 13 mars, son second ministère qui sera renversé par le Sénat au bout de vingt-six jours.

Le gouvernement Blum, à peine installé, le mouvement gréviste reprend avec la grève des métallos parisiens, le 24 mars 1938. Six jours après l'investiture de Léon Blum, la grève débute aux usines Citroën. Dès le 25, elle est élargie à près de 30 000 ouvriers de la région parisienne. Elle se prolongera pendant toute la durée du gouvernement Blum dans « *l'équivoque* » et la « *confusion* ». Après la chute du gouvernement Blum, Renault débraie, portant à 150 000 le nombre des grévistes. Cinq jours plus tard, la grève prend fin, le syndicat des métaux acceptant la sentence arbitrale rendue par le contrôleur général Jacomet.

Quelle est, à ce moment, l'attitude des organisations ouvrières ? C'est le parti communiste qui est à l'initiative du déclenchement de la grève Citroën. Il tente ensuite de freiner le mouvement puis le généralise pour l'arrêter, à partir du 11 avril, après la chute du gouvernement Blum. Pourquoi cette attitude ? Pierre Broué a tenté de répondre à la question. Il écrit :

« Le parti communiste a-t-il cherché, en déclenchant les grèves Citroën, à exercer sur le gouvernement Blum une certaine pression ? C'est possible. Mais il ne ménage pas ses efforts ultérieurs pour en empêcher l'extension. Sa sonde, maintenant, comme en 1936, a-t-elle atteint la " nappe de souffrance et d'espoir " et provoqué une explosion qui lui échappe ? C'est possible. Pourquoi généralise-t-il la lutte des métallos parisiens à partir du 11 avril ? Parce qu'il se sent réellement débordé, et que, le gouvernement Blum tombé, il n'a plus de raisons de demeurer le " dos au mur ". Ou ne coiffe-t-il la grève que parce que c'est l'unique moyen d'en venir à bout ? Ne termine-t-il la grève, ainsi que l'affirment les minorités révolutionnaires, que parce qu'il l'a d'abord usée, et que le moment est venu pour lui de montrer son autorité, après que Daladier lui eût donné des garanties sur la politique de " fermeté " qu'il entend mener vis-à-vis de Hitler, fermeté dont la présence de Paul Reynaud au gouvernement semble la caution » 9.

Du côté de la SFIO l'attitude est plus simple : les dirigeants socialistes mettent en œuvre tout ce qui leur est possible afin de freiner et d'arrêter un mouvement qui gêne l'action gouvernementale.

La fédération de la Seine brise la discipline

Lors du conseil national du 12 mars, l'entrée du parti socialiste dans un gouvernement d'union sacrée a reçu une large approbation. Zyromski s'y est rallié avec enthousiasme. Seuls, Pivert, la Gauche révolutionnaire et la fédération de la Seine s'y sont opposés. Ils sont désormais le dos au mur. Au lendemain du conseil national, un tract signé Gauche révolutionnaire est diffusé à l'intérieur du parti. Signé des noms des responsables de la tendance, il est titré « *A bas l'union nationale* », condamne « *la violation formelle des promesses faites en 1936 et le couronnement désastreux d'une politique de faiblesse et d'abdication* », que sanctionne le vote du conseil national. Le tract déclare que la Gauche révolutionnaire se refuse à apprécier la situation extérieure autrement qu'en fonction des intérêts du prolétariat **10**.

Le 18 mars, la fédération de la Seine adresse aux autres fédérations, un texte intitulé : « *Alerte, le parti est en danger* ». Il pose aux militants du parti la question : « *Voulez-vous recommencer août 1914 ?* », et réclame la convocation d'un congrès extraordinaire. Le secrétariat du parti réagit immédiatement : le 24 mars, Paul Faure adresse une lettre à Marceau Pivert. Il qualifie la distribution du tract d'acte « *d'indiscipline caractérisée* » et demande l'arrêt immédiat de sa distribution. Marceau Pivert répond que le procédé est normal et que la distribution continuera **11**.

La riposte du secrétariat ne se fait pas attendre : le 28 mars, la commission d'administration générale demande à la CAP de traduire devant la commission des conflits, aux fins d'exclusion, les douze représentants de la Gauche révolutionnaire à la commission exécutive de la Seine. Les motifs invoqués sont de deux ordres : il leur est reproché l'envoi d'un tract « *Le parti est en danger* » ainsi que la publication par la fédération de la Seine d'un tract adressé aux métallos parisiens désavouant la direction du parti.

Le jeudi 24 mars, la grève était déclenchée aux usines Citroën. Le lendemain, la fédération de la Seine a distribué un tract dans toutes les usines de la région parisienne en grève. Elle y affirme son absolue solidarité avec les occupations **12**.

Cette prise de position est sévèrement combattue par les directions du parti communiste et du parti socialiste. L'Humanité du 27 mars s'étonne que des groupements « *dont les attaches avec le parti actuellement au pouvoir sont connues, publient et développent des mots d'ordre en contradiction avec les conseils donnés par le chef du gouvernement* ». Git-ton, dans L'Humanité, appelle le gouvernement à sévir contre les « *provocateurs trotskystes* » **13**. Le 28 mars, un tract de la CGT Renault dénonce la « *bête trotskyste* » qui pousse à la grève **14**. A l'usine Nieuport, le PC accuse la Gauche révolutionnaire d'être responsable du débrayage alors qu'il a été décidé à l'initiative des militants du parti communiste qui contrôlent la section syndicale **15**.

Le parti socialiste met tout son poids au service du maintien de l'ordre ; André Blumel déclare aux responsables des amicales socialistes d'entreprises qu'il a convoqués à l'hôtel Matignon : « *Si lundi (28 mars) la grève n'est pas terminée, Blum s'en va et vous aurez Pétain* » **16**. Doury et Timbaud, dirigeants communistes des métaux répondent à la section d'Alstom-Lecourbe qu'ils tiennent de Vincent Auriol que le gouvernement démissionnerait si la fédération des métaux lançait elle-même l'ordre de grève **17**. L'incident éclate quand Francis Desphilipon, responsable national des amicales socialistes, invite, dans Le Populaire, les membres des amicales à ne plus participer au mouvement **18**. La fédération de la Seine désavoue par tract Desphilipon.

L'union sacrée, la grève des métallos contribuent à creuser un fossé que la démission de Léon Blum va encore approfondir. Le 6 avril, Léon Blum demande au Parlement de lui accorder des pouvoirs financiers plus étendus. La Chambre des députés les lui accorde, mais il est évident que le Sénat va refuser. Marceau Pivert a plus d'une fois adjuré Léon Blum de faire appel, contre le Sénat, à la mobilisation populaire. Il n'a jamais été entendu. Le 6 avril, dans la nuit, la fédération de la Seine décide —la direction

du parti ayant refusé — d'appeler seule à une manifestation de rue contre le Sénat pour le lendemain. Marceau Pivert rédige le tract :

« Il faut en finir.

Une poignée de vieillards au cœur sec, installés dans leur Bastille sénatoriale, pour la défense des 200 familles, s'oppose systématiquement, depuis 18 mois, aux volontés du peuple.

Aux ordres du patronat de combat qui veut en finir avec le mouvement syndicaliste et les lois sociales, leur sabotage a considérablement aggravé le désordre financier, la crise économique et la situation internationale, expression de l'anarchie meurtrière d'un vieux monde qui croule de toutes parts.

Il faut en finir.

Pour signifier notre volonté aux repus,

Pour briser la résistance des trusts, des banques et de leurs serviteurs insolents,

Pour l'ouverture de la frontière espagnole,

Pour la solidarité avec les ouvriers occupant leurs entreprises,

Commerçants, ouvriers, fonctionnaires, anciens combattants,

vieux travailleurs, femmes, chômeurs, locataires, tous vous avez à en

souffrir de ce repaire d'égoïsme et d'intérêt de classe.

Venez crier votre colère avec nous

A bas les saboteurs.

A bas les trusts.

A bas le Sénat.

Tous au Luxembourg, ce soir, jeudi 7 avril, à 18 h 30.

La fédération de la Seine, 7 rue Meslay » 19.

Dans la nuit les troupes des TPPS collent les affiches et mobilisent les sections. Le jeudi à midi, le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Front populaire interdit la manifestation. La fédération de la Seine maintient son mot d'ordre et, en fin d'après-midi, 25 000 manifestants se heurtent, dans le Quartier latin, aux forces de police qui protègent le Palais du Luxembourg.

Les événements des mois de mars et d'avril ont constitué un prodigieux accélérateur pour la crise de la SFIO. Les initiatives que l'appareil de la SFIO va prendre contre la fédération de la Seine, mettent, malgré les réticences de beaucoup de militants, la question de la scission à l'ordre du jour.

Contre-attaque de la direction nationale

Le 11 avril, la commission nationale des conflits suspend de toute délégation les dirigeants de la fédération de la Seine : Marceau Pivert est suspendu pour trois ans, Weil-Curiel, René Cazenave, H. Goldschild, Gillet, Daniel Guérin, René Rul et Jaquier sont suspendus pour deux ans.

Le conseil fédéral de la Seine refuse de s'incliner. Par 11 488 voix contre 204 et 1 579 abstentions, il décide de maintenir dans ses fonctions le bureau suspendu. La CAP prononce alors, le 14, la dissolution de la fédération de la Seine et entreprend la reconstitution d'une nouvelle fédération. Les militants pivertistes résistent. Ils occupent les locaux de la fédération et proclament dans un numéro spécial de Juin 36 : « *Ils veulent la scission pour mieux trahir, nous répondons : la fédération continue* » 20.

Entre la dissolution de la fédération et le congrès, plus d'un mois va s'écouler. De fait, la fédération de la Seine constitue une autre organisation et mène une vie autonome indépendante du parti socialiste qui ne la reconnaît plus. Plusieurs meetings de protestation, auxquels se pressent des milliers de militants, sont organisés par la fédération. Le 22 avril, dans le 18e, le 26, au Moulin de la Galette et dans tous les arrondissements.

L'influence de la fédération est grande : la lutte menée contre le Sénat par la manifestation du 7 avril, la ferme opposition à l'union sacrée, la solidarité avec les métallos en grève, lui ont redonné un prestige quelque peu affaibli au lendemain du conseil national de Puteaux. Les amicales socialistes d'entreprise de la Seine restent dans l'ensemble fidèles à la direction pivertiste. De plus, la crise est désormais publique, gagne de jour en jour, atteint toutes les fédérations.

En fait, depuis l'accession au pouvoir du premier gouvernement de Front populaire, la politique des dirigeants de la Gauche révolutionnaire n'a cessé d'accumuler les difficultés sous ses propres pas. Maurice Jaquier le note lucidement : « *Nous jouions à l'intérieur du parti, nous de la Gauche révolutionnaire, un jeu difficile et critique. Nous endossions les responsabilités de Blum au pouvoir, et notre audience n'était pas assez forte pour que les travailleurs nous entendent. Nous menions une sorte de jeu subtil en espérant ne pas être jetés hors du parti avant d'avoir réussi à l'investir* »**21**.

Mais à ce point des contradictions internes à une organisation, l'espérance n'est plus suffisante, et le choix est nécessaire. Pour Jaquier, il ne fut jamais fait : « *Nous n'avions ni la volonté de rompre, ni celle de mener un combat dur et impitoyable contre " nos ministres "* ». Et il ajoute : « *Nous n'étions ni une tendance dure, ni une fraction éprouvée* ».

Débat sur les perspectives

Il semble pourtant pratiquement impossible désormais — au moins aux yeux d'un observateur extérieur — pour la Gauche révolutionnaire de se maintenir au sein du parti socialiste. La création d'une nouvelle organisation, autour de la fédération de la Seine, semble en revanche possible. Le POI presse la Gauche révolutionnaire de s'orienter dans cette voie. Le 22 avril, à l'assemblée d'information de la fédération de la Seine, il distribue aux 2 000 présents une « *Lettre ouverte aux socialistes de la Seine pour préparer l'unité révolutionnaire sous le drapeau de la Quatrième Internationale* »**22**.

« *Allez-vous vous laisser étouffer par la bureaucratie ? Constituer un parti " indépendant ", comme le POUM ? Ou bien tirant les leçons de la révolution espagnole, ralliez-vous le mouvement pour la Quatrième Internationale ?* » titre l'appel. Ce langage rencontre un écho : plusieurs militants de la Gauche révolutionnaire — Tissot, Galetti, Hiltz, Tuau-deau — rendent publique une lettre dans laquelle ils affirment que la scission est irréversible et qu'il est nécessaire de constituer un parti indépendant **23**.

Daniel Guérin penche pour cette solution. Il pense que l'expérience a prouvé que Pivert avait raison contre Trotsky en 1935, et qu'il était juste de rester, coûte que coûte, au parti socialiste puisque la Gauche révolutionnaire a réussi — non sans peine il est vrai — à y reformer une avant-garde révolutionnaire et à concilier l'appartenance au parti avec une opposition énergique à la politique de ses dirigeants. Mais il juge qu'une situation nouvelle est désormais créée. S'il y a début de « *scission effective* », ce n'est pas la faute de la Gauche révolutionnaire. Durant les derniers mois, les idées révolutionnaires défendues par la tendance et la politique menée par la direction sont devenues tellement irréductibles que la simple opposition de la Gauche révolutionnaire est désormais « *intolérable* » aux yeux de la bureaucratie du parti. Cette situation doit être regardée en face. Les chances que le conseil national vienne à intégrer de nouveau la fédération dans ses droits sont infimes : il faudrait que les causes de la scission soient supprimées et qu'un redressement fondamental du parti ait lieu à Royan. Sans ce redressement, il n'est possible de rester dans le parti qu'au prix de compromis qui reviendraient à « *reculer pour plus mal sauter* » et l'état de scission se reproduirait inévitablement dans des circonstances beaucoup moins favorables. De plus, les éléments révolutionnaires les plus combattifs risquent d'être démobilisés et de tout abandonner, et l'audience réelle, acquise auprès de nombreux ouvriers communistes ou sans parti qui traversent une grave crise morale, peut être gaspillée par un nouveau recul. Daniel Guérin est convaincu que la Gauche révolutionnaire est acculée à la scission. Dans ces conditions, mieux vaut la préparer que d'être pris au dépourvu, et sans perspectives, alors que s'imposeront des décisions immédiates et audacieuses. Il demande que l'on discute de l'attitude de la

tendance à Royan, que l'on rédige un manifeste, que l'on prévoit une réunion de délégués et surtout que l'on prépare les cadres et les militants à l'éventualité de la scission : « *Si elle (la base) n'est pas préparée dès aujourd'hui à toutes les éventualités, craignez qu'à l'heure du Rubicon, elle pourrait patauger, refuser de se jeter à l'eau, et être finalement perdue pour tout le monde* »²⁴. Le 26 avril, devant 3 000 militants de la fédération de la Seine au Moulin de la Galette, il affirme que si le congrès ne leur donne pas satisfaction, alors « *des conditions objectives, sortirait d'elle-même la nécessité d'un nouveau parti* ».

Pourtant Marceau Pivert hésite encore. Il pense qu'il faut de toute façon attendre Royan avant de prendre une décision. Il n'est pas convaincu que la coexistence dans la SFIO avec les courants partisans de la défense nationale soit terminée. Au meeting du 26 avril, tous les discours sont dominés par le souci tactique de ne rien faire qui puisse ressembler à un désir de scission. Dans Juin 36, Pivert presse les militants d'éviter « *tout ce qui pourrait aggraver les tensions au sein du parti et de la classe ouvrière* ». Il affirme sa confiance dans la « *base* » du parti pour réviser une sentence injuste, et insiste sur son intention de ne pas envenimer la crise actuelle. Il dément l'« *intention trotskyste* » qu'on leur prête de vouloir « *faire un parti révolutionnaire* ». Pour nous, écrit-il, « *le parti révolutionnaire est tout construit : c'est le parti socialiste* »²⁵.

Devant ces hésitations, la tactique du secrétariat général est habile. Il laisse entrevoir l'espoir d'un compromis à Royan et impose dans le même temps la signature, avant le 14 mai, d'un engagement de fidélité. Passée cette date, ceux qui n'auront pas signé seront considérés comme définitivement exclus. Lucien Hérard penche pour la conciliation, croit en la bonne foi de Paul Faure et demande qu'on procède au remplacement de Pivert à la CAP. De plus, beaucoup croient à une « *médiation* » de Blum. On souligne dans les milieux de la Gauche révolutionnaire que Blum n'a pas assisté au meeting des amicales socialistes organisé par Desphelippon, le 8 mai, à Luna-Park, et qu'il faut y voir un signe de la distance que prend Blum à l'égard de Paul Faure. On accueille avec une vive satisfaction l'article de Commin et d'Andrée Marty-Capgras paru dans la tribune libre du Populaire qui se termine par ces mots encourageants : « *Il faut que le congrès de Royan manifeste sa volonté que la question (des sanctions contre la Gauche révolutionnaire) soit reconsidérée et que, par une large amnistie, par exemple, les militants soient assez conscients des nécessités de l'heure pour renforcer la cohésion de notre parti et opérer son redressement* »²⁶.

On escompte même une coalition de la Gauche révolutionnaire, de la Bataille socialiste et de Léon Blum contre le secrétariat. C'est pour ne pas l'empêcher que la direction de la Gauche révolutionnaire invite ses militants à ne donner aucune arme à Paul Faure par des actes d'indiscipline. Juin 36 presse les militants de ne pas troubler le discours de Desphelippon à Luna-Park ; Hérard accepte dans Le Populaire du 9 mai la censure sur le problème des sanctions et à la réunion du 26 avril, Pivert explique que le moment n'est pas favorable pour créer un nouveau parti et qu'il est préférable de rester dans la SFIO, même s'il faut encore le payer par des concessions.

Plus on avance vers la date d'ouverture du congrès, plus la marche à la scission semble irréversible. Le 29 mai, lors de la traditionnelle manifestation au mur des fédérés, c'est déjà pratiquement une autre organisation qui participe au défilé : la fédération est massivement présente, elle arbore son emblème : le poing fermé traversé de trois flèches. Il s'agit de savoir, dit son appel, « *si les descendants des Communards vont conclure une alliance monstrueuse avec ceux des Versaillais. La fédération de la Seine a choisi* »²⁷.

Le congrès de Royan : la scission consommée

Le 3 juin, s'ouvre à Royan le 35e congrès du parti socialiste. Plusieurs centaines de militants de la Gauche révolutionnaire et de la fédération de la Seine sont venus en masse assister aux débats et soutenir leurs délégués. Une permanence de la tendance est installée à une centaine de mètres de la salle de congrès.

Les militants arborent l'insigne de la fédération dissoute, vendent Juin 36 à la criée à l'entrée du congrès. Marceau Pivert, bien qu'handicapé par un accident de voiture, est présent. Toutes les démarches sont restées vaines : il n'a pas obtenu l'autorisation d'assister au congrès. En son absence, Lucien Hérard dirige la délégation dont le nombre a été considérablement réduit. La fédération exclue est privée de tous ses mandats, seuls sont pris en considération les mandats de la fédération reconstituée dont les chiffres sont manifestement surévalués.

A la veille du congrès, la position de la fédération est encore très équivoque. Le congrès fédéral a adopté une résolution déclarant que la seule conclusion consiste dans l'annulation pure et simple des mesures prises à l'égard de la fédération, de ses mandataires et de ses jeunes ainsi que leur réintégration sans condition. Si ces mesures sont acceptées par le congrès, la fédération se déclare disposée à « *ne pas s'arrêter aux calomnies dont elle a été victime* ». Dans l'hypothèse inverse, si le congrès ne rétablissait pas dans ses droits la fédération, alors :

« La preuve serait faite que ce parti considérerait désormais comme statutaire toute décision bureaucratique. Alors cela voudrait dire que le parti reconsidérerait en fait sa charte constitutive en y introduisant l'acceptation de l'union nationale et de l'union sacrée. Nous n'aurions plus alors devant nous un parti de lutte de classe et de révolution mais un parti transformé dans son essence, un parti qui, à aucun titre, ne pourrait se réclamer des principes inscrits dans la charte de 1905 ».

Dans une telle hypothèse, conclut le texte : « *C'est à nos délégués qu'il appartiendrait alors et sans tarder, à Royan même, de se réunir avec les délégués des fédérations de province afin de prendre toute décision en vue d'assurer la continuité du parti socialiste, parti de lutte de classe et de révolution* » **28**.

Ainsi l'activité de la fédération n'est pas tournée vers la préparation de la scission que Pivert pense toujours pouvoir éviter, cependant, l'éventualité en est envisagée.

L'atmosphère du congrès est houleuse. Une altercation a lieu entre des militants de la Seine et Marx Dormoy à propos des événements de Clichy. Dans l'état-major parisien, la ligne de la scission semble l'avoir emporté. Lors de la réunion du comité directeur de la Gauche révolutionnaire avant le congrès de Royan, René Rul et J. Enock montrent le danger de la scission, mais annoncent qu'ils se rallieront à la majorité. Michel Collinet et Daniel Guérin sont résolus à l'« *inévitable cassure* ». Marceau Pivert également : il a beaucoup balancé entre les conseils de son aile gauche et ceux de Suzanne Nicolitch, il espère lui aussi, une possible médiation de Léon Blum.

La situation est très différente en province. La Gauche révolutionnaire n'y est pas vraiment organisée. Elle reste une tendance comme les autres, Marceau Pivert poussant le loyalisme jusqu'à négliger de réunir les secrétaires fédéraux Gauche révolutionnaire. Les événements de la Seine semblent lointains et le patriotisme de parti, renforcé par les hésitations de l'état-major parisien et son orientation constante vers le « *redressement* » du parti socialiste, est incontestable. Maurice Deixonne, secrétaire fédéral du Cantal est hostile à la scission. Jean Migliori de Meurthe-et-Moselle, la considère comme une « *gaffe monumentale* » qui « *renie tous les efforts de la Gauche révolutionnaire au sein du parti* » **29** ». La fédération de Seine-Inférieure, à majorité Gauche révolutionnaire, après avoir mandaté ses délégués pour protester contre les exclusions, a pris la précaution d'indiquer qu'elle s'inclinerait devant la décision de Royan quelle qu'elle soit **30**. Lucien Hérard, qui a la responsabilité de la tendance à Royan, n'est pas plus enthousiaste. Il est en plus réticent quant au sérieux des amis de Marceau Pivert. Il pense que le maintien dans le parti est possible et que, en tout cas, toute autre solution est vouée à l'impasse **31**. Il ira jusqu'à l'ultime limite des concessions, accepte de se rallier à des motions de conciliation présentées par Minjoz du Doubs et par la fédération de la Haute-Vienne qui condamnent pourtant en termes sévères l'action de la Gauche révolutionnaire. Ses efforts seront pourtant inutiles : Paul Faure est fermement décidé à la rupture et Léon Blum qui avait laissé espérer sa possible médiation lui apporte son soutien.

La motion du Nord confirmant la dissolution de la fédération est votée par 4 904 pour, 3 033 contre, et 292 abstentions. Ce vote intervenu, la Gauche révolutionnaire déclare qu'elle ne quitte pas pour autant le parti. La tendance fait une dernière tentative : obtenir de la Bataille socialiste la rédaction d'un texte commun, proposition qui est refusée par Zyromski.

Lorsqu'intervient le vote d'orientation, la motion Blum l'emporte par 4 872 voix, la Bataille socialiste obtient 1 735 voix et la Gauche révolutionnaire 1 430. Il y a 259 abstentions. Ce vote décide la fédération de la Seine à la scission : le 8 juin, à 4 heures du matin, un manifeste est distribué aux congressistes et aux journalistes. Rédigé avant la scission par Michel Collinet dans l'hypothèse probable que le congrès se terminerai ainsi, il annonce la création d'un nouveau parti : le parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP).

Scissionnistes à contre-cœur

La Gauche révolutionnaire avait envisagé cette scission, elle ne s'y était pas préparée. « *Nous avons tout fait pour que le congrès de Royan ne nous contraignît pas au départ* » **32**. Lucien Hérard commente avec regret : « *J'ai cédé aux pressions de mes camarades* » **33**. Marceau Pivert donne une version identique : « *Nous voici placés, écrit-il, par la force des choses, en face de responsabilités politiques très importantes... Ne perdons pas de temps à regretter une autre issue du congrès de Royan. Nous avons été vaincus par l'appareil* » **34**.

Marceau Pivert a maintenant été acculé à cet acte que Trotsky voulait lui faire accomplir trois ans plus tôt dans une situation politique incomparablement plus favorable. Les nombreuses hésitations des « *pivertistes* » devant une scission, pourtant inévitable, ne servent pas le nouveau parti. De nombreux militants, surtout en province, ne comprennent pas le sens d'une rupture à laquelle ils n'ont pas été préparés, et refusent de partir : c'est le cas de Maurice Deixonne, secrétaire fédéral du Cantal, qui, après avoir signé le manifeste de fondation du PSOP revient à la SFIO et rédige pour son compte une brochure, La vérité sur la scission de Royan, qui sera abondamment utilisée par la direction du parti socialiste pour retenir les militants tentés de suivre Marceau Pivert. Reprenant les arguments utilisés en 1935 contre les trotskystes par Pivert lui-même, Deixonne affirme que la Gauche révolutionnaire a multiplié les « *maladresses* » et qu'elle est tombée dans le piège que lui tendait la direction du parti.

Et Marceau Pivert invoque cette fois contre Maurice Deixonne des arguments qui ne sont pas sans rappeler ceux de Trotsky contre Marceau Pivert. Il affirme fondamentalement que la scission n'a rien à voir avec des manœuvres et des maladresses mais qu'elle s'est faite à propos de la question éminemment politique de l'union sacrée. Il situe les limites exactes des possibilités de redressement du parti et les responsabilités de celui dont ils avaient espéré la médiation : « *Pour avoir vu fonctionner le système pendant dix ans, j'affirme que la direction du parti est entre les mains du groupe parlementaire qui, lui-même, fait ce que décide Léon Blum* » **35**.

En fait, qu'elle ait ou non commis des maladresses, qu'elle soit ou non tombée dans un piège tendu, la Gauche révolutionnaire se trouve désormais dans une situation irréversible. Elle est exclue du parti socialiste qu'elle avait cru pouvoir redresser et entraîner vers la conquête du pouvoir. Elle est la bête noire du parti communiste avec lequel elle avait cru pouvoir réaliser la réunification de la classe ouvrière.

Marcel Gitton condamne dans L'Humanité du 27 juillet l'« acte de scission » qu'il attribue aux pivertistes dans lesquels il voit les « *agents des pires ennemis de la classe ouvrière* », tandis que Georges Cogniot, qui voit dans le PSOP les « *agents* » de la « *réaction fasciste* », invite les ouvriers révolutionnaires à refuser « *l'impasse équivoque et puante du trotskysme* » **36**, et que Etienne Fajon commente en ces termes la création du PSOP :

« Scission de la classe ouvrière, attaque contre le Front populaire sous prétexte de créer un " Front populaire de combat ", défense des espions franquistes châtiés par l'Espagne républicaine, attaque contre l'URSS, érection de la provocation en système, tel paraît être le " programme " du nouveau parti d'après son premier manifeste dont il semble bien que des aventuriers trotskystes aient assumé la rédaction... » 37.

Quelques années plus tard, dans son exil mexicain, Marceau Pivert tentera d'expliquer la faillite des espoirs qu'il avait, au cours de ces années militantes, placés dans le parti socialiste. Il écrira :

« La dégradation du parlementarisme bourgeois a contribué à l'impuissance de ce grand parti... Le parti socialiste était littéralement imprégné d'idéologies petites-bourgeoises et de toutes les illusions qui caractérisaient les milieux dirigeants avant la première guerre mondiale : réformisme systématique, transformation dans le cadre de la légalité, passage graduel du capitalisme au socialisme, confiance illimitée dans les institutions parlementaires bourgeoises, croyance puérile dans l'efficacité de la participation ministérielle... incapables de penser internationalement, les " petits bourgeois qui se croient socialistes " ont simplement contribué à abuser un bon nombre de militants révolutionnaires. La majorité des députés socialistes ne croyaient pas à la lutte des classes et méprisaient dangereusement ses règles fondamentales... » 38.

Le jugement d'amoureux trahi qu'il portera alors sur Léon Blum est à l'image de l'ambiguïté de ce qu'était la Gauche révolutionnaire du parti socialiste SFIO :

« Jouhaux et Belin n'ont pas été autre chose que d'ignorants prétentieux ; Frachon et Racamond, comme Thorez et Duclos n'ont jamais été plus que de serviles employés du satrape de Moscou ; Paul Faure n'a jamais donné de preuves de valeur, n'étant pendant longtemps que le complice aveugle ou intéressé de Léon Blum. Mais Léon Blum n'est pas un ignorant, ni un employé servile, ni même un homme dénué de valeur. Sa culture raffinée et sa connaissance des principes fondamentaux de la recherche marxiste aggravent considérablement ses responsabilités. Léon Blum est aujourd'hui aux mains des pires jésuites et des fascistes. Les travailleurs français doivent l'arracher à cette parodie de justice. Au début de ce siècle, c'est eux qui ont imposé la révision du procès du capitaine Dreyfus, faussement accusé de trahison et victime d'un Etat-major féroce réactionnaire ; en 1917, c'est eux qui ont empêché Clemenceau d'envoyer au peloton de Vincennes le grand bourgeois Joseph Caillaux, bien qu'il n'ait pas valu grand-chose ; et c'est eux qui feront tout leur possible pour empêcher l'inévitable dans la sinistre pièce montée à Riom par les marionnettes de Hitler.

Mais ce sera pour soumettre les coupables (ceux-là et ceux qui se permettent de les juger) à la véritable justice du peuple. Le jour de rendre les comptes viendra, sans aucun doute. Alors, les ouvriers et les paysans qu'il a si cruellement trompés, feront comparaître devant le Tribunal populaire le vieux chef du parti socialiste. Ils n'auront pas à la bouche l'injure avilissante, ni au coeur la haine, parce qu'ils sont d'une nature... généreuse et au-dessus des préjugés raciaux ; ils ne parleront pas de peine de mort, de cette peine de mort que son ami Sérol veut appliquer aux internationalistes. Non, parce que cette peine ne fait pas partie de l'échelle des peines socialistes. Mais leur jugement sera de ceux auxquels Léon Blum est le plus sensible, parce que, à peine sortis de l'enfer de la guerre et de la dictature, ces travailleurs lui diront : " Léon Blum, vous nous avez dupés, vous n'êtes pas des nôtres, vous n'avez jamais été des nôtres " » 39.

Sans doute la Gauche révolutionnaire avait-elle, pour sa part, contribué à « abuser » les « militants révolutionnaires » qu'elle avait retenus au sein du parti socialiste, et son départ de la SFIO était-il une reconnaissance, au moins implicite, de cette longue erreur. Ce qui est certain, c'est que la Gauche révolutionnaire ne se décide à se constituer en parti « révolutionnaire indépendant » que parce qu'elle n'a plus d'autre issue en dehors de la capitulation pure et simple et du suicide politique. Ce qui est évident, c'est qu'elle se décide enfin à franchir ce Rubicon à un moment particulièrement difficile, où la

tension internationale ne cesse de s'aggraver et où la deuxième guerre mondiale se profile à un proche horizon. Une autre histoire commence, celle du parti socialiste ouvrier et paysan.

Notes :

1. Broué (Pierre), Dorey (Nicole), *Le Mouvement social*, janvier-mars 1966, p. 119.
 2. Mayer (Daniel), *Le Populaire*, 29 décembre 1937.
 3. Lefranc (Georges), *Histoire du Front populaire*, p. 266.
 4. « L'attitude de la Gauche révolutionnaire au cours des derniers événements, 13 janvier - 18 janvier », *Les Cahiers rouges*, supplément au n° 7 de janvier 1938.
 5. Lefranc (Georges), op. cit., p. 257.
 6. « Le sabotage de l'action fédérale, mise au point de la minorité du bureau fédéral », janvier 1938, Archives Claude Beurepaire.
 7. « Pour un parti libre et fort contre les saboteurs », réponse aux tracts du Socialiste et de La Bataille socialiste du 20 février 1938. Déclaration de la Gauche révolutionnaire, Archives Claude Beurepaire.
 8. Lefranc (Georges), op. cit., p. 470.
 9. Broué (Pierre), Dorey (Nicole), *Le Mouvement social*, janvier-mars 1966, p. 125.
 10. *Papiers des Amis de Marceau Pivert*.
 11. Id.
 12. *Juin 36*, 8-22 avril 1938.
 13. *L'Humanité*, 27 mars 1938.
 14. *La grève de la métallurgie parisienne - 24 mars - 16 avril 1938. La bête trotskyte explique aux métallos trahis comment et pourquoi ont été abandonnées les quarante heures*, Publication du PCI (Quatrième Internationale), Paris, 1938.
 15. *Juin 36*, 8 avril 1938.
 16. *Juin 36*, 1^{er} mai 1938.
 17. *Le Réveil syndicaliste*, 25 avril 1938.
 18. *Le Populaire*, 28 mars 1938.
 19. Lefranc (Georges), op. cit., p. 479.
 20. *Juin 36*, 20 avril 1938, n° spécial.
 21. Jaquier (Maurice), op. cit., p. 147.
 22. *La Lutte ouvrière*, 20 avril 1938.
 23. *La Lutte ouvrière*, 2 juin 1938.
 24. *Rapport de Daniel Guérin*, Archives Jean-Jacques Marie.
 25. *Juin 36*, 17 juin 1938.
 27. *Juin 36*, 27 mai 1938.
 28. *Juin 36*, 17 juin 1938.
 29. *Le Populaire de l'Est*, 18 juin 1938.
 30. Archives Jean-Jacques Marie.
 31. Entretien, 24 octobre 1971.
 32. *Juin 36*, 17 juin 1938.
 33. Entretien, 24 octobre 1971.
 34. *Bulletin intérieur du PSOP*, *Papiers des Amis de Marceau Pivert*.
 35. Pivert (Marceau), *Rupture nécessaire*.
 36. « La voie des ouvriers révolutionnaires », *L'Humanité*, 20 juin 1938.
 37. « Le congrès socialiste de Royan », *Cahiers du bolchevisme*, juillet 1938.
 38. Pivert (Marceau), *é, A d'onde va Francia ?*, pp. 108-109.
 39. Ibid.
-

Chapitre 12

Naissance du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan



Le congrès de Royan de la SFIO ouvre donc une page toute nouvelle dans l'histoire du courant pivertiste. La rupture est consommée, non seulement avec le parti socialiste, la « *vieille maison* », mais aussi avec tout le passé du pivertisme.

Le pas que Marceau Pivert et ses camarades vont se décider à franchir, c'est celui-là même que Trotsky leur avait demandé, en 1935, avec tant d'insistance, et qu'ils avaient catégoriquement refusé de faire. C'est celui-là même que le POUM, à la veille de disparaître sous les coups de la répression, leur avait si amèrement reproché de ne pas franchir, à l'époque de la dissolution de la Gauche révolutionnaire. Le fait que Pivert et ses camarades de tendance se soient décidés si tardivement, contraints et forcés par leurs adversaires, n'est évidemment pas indifférent. Mais, sur le coup, au moment où est consommée cette scission qui a été si longtemps à l'ordre du jour, sinon pour Pivert, du moins dans la réalité des positions politiques et de leurs implications, l'essentiel est que ce pas ait été franchi. A partir de là s'ouvrent des virtualités diverses, des possibilités de choix pour les militants pivertistes qui retrouvent partiellement leur liberté de mouvement et d'initiative.

Une liberté qui est cependant limitée, d'une certaine façon, par leur propre passé, tel qu'il se traduit dans leur état d'esprit, dans leur mentalité, certains diraient dans leurs préjugés. Rien n'est pourtant écrit ni déterminé d'avance et, en ce début de juin 1938, on peut dire que la destinée du PSOP est entre les mains des hommes qui ont à rédiger ses premières prises de position, autant que dans les combats de classes qui vont se livrer en France dans les mois qui viennent.

Les premiers pas

Le mercredi 8 juin à 4 heures du matin, le congrès de Royan de la SFIO prend fin. La déclaration de la fédération de la Seine appelant à la constitution du PSOP est distribuée aux journalistes. Le soir même, au Palais de la Mutualité, à Paris, devant près de 2 000 militants, Marceau Pivert, Lucien Hérard et Daniel Guérin rendent compte du déroulement du congrès et donnent le coup d'envoi de la campagne de constitution du nouveau parti. Le 11 juin, paraît Juin 36, désormais organe du parti socialiste ouvrier et paysan, un nom qui a été préféré à celui de parti socialiste révolutionnaire proposé par Jaquier et quelques autres. Le 17 juin, le PSOP abandonne les anciens locaux de la fédération socialiste de la Seine et s'installe dans de nouveaux locaux, 42, rue Rochechouart.

La scission est consommée, le nouveau parti va devoir se définir, non plus comme courant d'opposition mais comme organisation indépendante ayant son visage, son programme et son orientation propres. Dans l'immédiat, il s'agit d'abord de convaincre tous les partisans de la Gauche révolutionnaire de rompre avec la « *vieille maison* ». Beaucoup sont indécis, surtout en province. Jusqu'au dernier moment, ils ont pensé que la scission pourrait être évitée, compté notamment sur l'appui de Léon Blum, qui, en privé, avait laissé entendre, avant le congrès, qu'il prendrait la parole contre toute exclusion. Des conversations ont eu lieu entre Lucien Hérard et G. Monnet, ministre de l'Agriculture et proche de Léon Blum pour tenter une ultime médiation. L'intervention de Léon Blum a été ressentie comme un « *coup de massue* » **1**.

Georges Soulès, responsable de la Drôme, membre de la CAP au titre de la Gauche révolutionnaire, refuse de signer le manifeste du PSOP. D'autres comme Fisher, Berthe Fouchère ou Maurice Deixonne

signent mais restent en définitive à la SFIO, un geste qui sera, bien sûr, exploité par la direction du parti socialiste. Lucien Hérard, à qui Paul Faure et Séverac ont laissé entendre qu'il pourrait devenir député s'il restait au parti socialiste, rejoint le PSOP sans trop y croire et après avoir épuisé toutes les possibilités de compromis. Cette réticence à consommer la scission ne touche pas seulement les cadres de province : un dirigeant des amicales socialistes d'entreprises de la région parisienne écrit à Daniel Guérin que « *bien que n'ayant jamais capitulé dans la lutte révolutionnaire* », il n'est pas d'accord avec la création du PSOP : « *Mon expérience personnelle m'a appris que le départ des grandes organisations politiques du prolétariat aboutit à l'isolement et à l'impuissance* »². Frémont, délégué de la Seine, explique qu'il aurait accepté la dissolution de la fédération et réintégré le parti socialiste si le congrès de Royan s'était prononcé contre l'union nationale.

Cet état d'esprit coexiste avec l'enthousiasme que suscite le fait d'avoir enfin une organisation propre, libre de ses décisions. A Royan, la fondation du PSOP a été accueillie avec enthousiasme par les nombreux militants présents. Les réticences de la province s'expliquent cependant lorsque l'on sait que la Gauche révolutionnaire était restée, dans une large mesure, une tendance essentiellement parisienne. En province, sa physionomie était demeurée à peu près partout celle qu'avait eue pendant des années la Bataille socialiste. Les militants socialistes, qui, à l'occasion des congrès, donnaient leurs voix aux motions de la Gauche révolutionnaire, ne se sentaient pas pour autant liés par une discipline de tendance. Ils ne diffusaient pas la presse. Bien que membre de la CAP au titre de la Gauche révolutionnaire, il arrivait souvent à Lucien Hérard de voter avec Paul Faure ou Léon Blum contre Marceau Pivert. Cet état d'esprit joue en 1938 au bénéfice de ceux qui veulent rester à la SFIO.

Malgré cet accouchement difficile, le PSOP prend son essor. Lors de la conférence constitutive, 271 délégués représentent 171 sections déjà constituées dans 56 départements. Quelques semaines plus tard, Juin 36 peut proclamer l'existence de 280 sections, 75 dans la région parisienne, dont 47 à Paris, et 205 en province. Le PSOP est une véritable organisation nationale avec un certain nombre de noyaux déployant une activité réelle en province : à Dijon, autour de Lucien Hérard, dans les Alpes-Maritimes, autour de Broussaudier, dans le Var autour de Charlotte Ricard, à Lyon autour de Marie Fugère, dans le Nord autour de Léon Danno, à Marseille avec Lucien Ancette, en Vendée avec Poireaudeau, en Meurthe-et-Moselle avec Midon, ancien suppléant à la CAP, mais aussi Bordeaux, Rouen, Le Havre. Au total, environ dix mille membres dont il restera encore la moitié au début de l'année 1939.

Dans l'ensemble, la composition sociale du PSOP est largement prolétarienne. Afin de fixer son opinion sur l'intérêt d'une fusion, Léon Trotsky avait demandé à Alfred Rosmer des précisions sur le PSOP, en particulier sur la composition sociale ³. Les dirigeants trotskystes estimaient qu'au mois de décembre 1938 il restait encore cinq à six mille membres du PSOP dont la moitié étaient des ouvriers. La composition des sections parisiennes était à majorité petite-bourgeoise, mais il existait des minorités ouvrières importantes, par exemple dans le 15^e de Marceau Pivert. En revanche, les sections de banlieue, Montrouge, Les Lilas, Aubervilliers, Levallois... étaient à majorité ouvrière. En province, les éléments prolétariens étaient nombreux dans les grandes villes.

Au total, il semble possible d'avancer que, si les éléments qui constituaient le PSOP sont issus des couches les plus prolétariennes que comptait la SFIO, sa composition resta cependant largement tributaire de celle de la SFIO dont le recrutement s'effectuait essentiellement sur la base de la localité et non de l'entreprise. Les fichiers du PSOP ont malheureusement disparu dans la tourmente de la guerre. Il nous reste une liste établie en 1941 par un indicateur de police qui porte sur 995 militants de la région parisienne et 106 de province, échantillon suffisant qui permet de saisir la très grande hétérogénéité sociale du PSOP ⁴. Bien qu'on y trouve 37 ouvriers de Renault-Billancourt, ce qui est loin d'être négligeable, il y a peu d'ouvriers de la grande industrie. La majorité est constituée de petits employés de commerce, de bureau, d'agents de la SNCF et des PTT, de petits artisans et d'instituteurs. Point de paysan, en revanche, à l'exception de Desnots, ancien membre du comité central du parti communiste, devenu trotskyste.

Quelques mois plus tard, alors que seront débattus les projets de fusion entre les trotskystes et le PSOP, Trotsky, faisant référence à Staline qui avait, « *en complète rupture avec le marxisme, prêché, pour les pays d'Orient, en faveur de partis ouvriers et paysans* », fera remarquer à Daniel Guérin que, du point de vue du marxisme, un parti « *ouvrier et paysan* » est un non-sens et, non sans malice, en profite pour revenir sur la question des « *étiquettes* » :

« *Un parti ne peut pas être ouvrier et paysan. La classe paysanne entre, au sens sociologique, dans la petite bourgeoisie. Un parti du prolétariat, et de la petite bourgeoisie, est un parti petit-bourgeois. Un parti socialiste révolutionnaire ne peut être que prolétarien. Il englobe dans son sein des paysans dans la mesure où ils adoptent le point de vue du prolétariat... Le titre du parti, c'est un drapeau. Une erreur dans le titre est toujours grosse de dangers* » 5.

En fait, si dans les différents manifestes du PSOP, les « *travailleurs des champs* » sont toujours certes en bonne place, comme le note Daniel Guérin, « *le travail en restera à l'élaboration d'un programme de revendications immédiates* » et le PSOP n'aura jamais de positions notables dans les campagnes.

Perspectives et organisation

Le PSOP est contraint de se définir. Pour ses fondateurs, la continuité du socialisme incombe désormais — compte tenu du renoncement de la SFIO, devenue « *néo-socialiste* », à ses propres principes — à un nouveau parti qui a le devoir de préserver et de poursuivre la tradition socialiste. Mais, quels que soient les intentions ou les regrets des fondateurs. Il semble bien qu'il y ait, dans la référence constante au parti unifié de 1905, le désir de ne pas compromettre un éventuel retour au parti socialiste. Mais quelles que soient les intentions, ou les regrets des fondateurs du PSOP, la Gauche révolutionnaire de la SFIO est bien morte, même si les premières décisions consistent à tenter d'assurer sa survie.

La filiation avec l'ancienne SFIO est revendiquée comme un gage pour l'avenir. Les cartes des membres fondateurs du PSOP sont réservées aux anciens adhérents du parti socialiste, seuls conservent leur droit à l'ancienneté les membres du PSOP ayant adhéré à la SFIO avant le congrès de Royan. Pour tous les autres, les droits que leur confère leur ancienneté dans une autre organisation ouvrière ne sont reconnus qu'après un séjour de 18 mois au PSOP. Ces subtilités sont loin d'être secondaires dans la mesure où, pour être membre de la CAP, délégué au congrès ou au conseil national, secrétaire de fédération ou candidat aux législatives, trois années consécutives sont nécessaires. Ces règles établissent donc le monopole absolu des anciens militants de la Gauche révolutionnaire sur le nouveau parti.

Même volonté de continuité dans la définition des structures du PSOP. La conférence constitutive prévoit que la section locale demeure l'organisation de base. La décision de fonder des « *groupes d'entreprise* » et de rendre la syndicalisation obligatoire traduit incontestablement la volonté de prendre pied dans les usines. Les groupes d'entreprise ne sont que de simples organisations de travail ne devant pas faire double emploi avec les sections et n'ayant qu'un caractère consultatif. La différence est somme toute mineure avec le mode d'organisation intérieure de la SFIO, si souvent critiqué auparavant par les militants de la Gauche révolutionnaire, et les « *groupes d'entreprise* » n'ont apparemment pas beaucoup plus de poids que n'en avaient, au sein de la SFIO, les « *amicales socialistes* ». Sur les questions de discipline, c'est encore par référence à la SFIO que le PSOP se détermine. Les militants de la Gauche révolutionnaire avaient durement ressenti le régime interne de la SFIO. Ils avaient été souvent frappés de multiples sanctions : privation de mandats, blâmes, dissolution de fédérations et de sections, exclusions. L'appareil du parti les avait isolés par de multiples manœuvres, les empêchant de faire appel à l'ensemble du parti. Aussi, la peur du bureaucratisme confine-t-elle, chez eux, à la hantise.

L'appel à la constitution du PSOP, rédigé au soir de la scission, se terminait sur l'affirmation de la nécessité d'un parti dans lequel il n'y aurait ni « *chef vénéré* », ni « *bureaucratie omnipotente* », mais où

régneraient une « *discipline librement consentie* » et une « *large démocratie intérieure qui permettrait à tous les courants de la pensée ouvrière d'apporter leur contribution et leurs initiatives à l'élaboration de la tactique prolétarienne* » **6.**

Il prévoit en effet que nul ne peut être élu plus de trois fois membre d'un bureau quelconque, qu'il s'agisse du parti, de la fédération, ou de tout autre organisme ou commission. La seule exception à cette règle est dans la structure de base — la section — mais il faudra alors que l'intéressé obtienne 80 % des voix de la CA de la section et de l'assemblée générale de la section. La représentation proportionnelle intégrale des minorités à tous les échelons de l'organisation est de droit. Fait plus que remarquable : le règlement prévoit que si, dans les congrès du parti, aucune motion de politique générale n'obtient 90 % des mandats, le vote est renvoyé aux sections, centralisé par les fédérations, et dépouillé au siège du parti par une commission nommée spécialement à cet effet. Dans cette hypothèse, la direction de l'organisation n'est pas élue alors par le congrès, mais à la proportionnelle, par un collège électoral composé des adhérents des sections réunies en assemblée générale. De plus, un amendement de Claude Beaurepaire prévoyant la possibilité de recourir, entre deux congrès, à l'usage du référendum est adopté comme garantie supplémentaire de la prépondérance de la base. Enfin la conférence décide que, en cas de conflit, la question sera réglée par des rapporteurs spécialisés et des juges, renouvelés à chaque conflit et tirés au sort sur une liste de cent noms **7.**

On le voit, bien des précautions sont prises. Elles ne sont pourtant pas les seules. De peur que ne se développent des phénomènes comparables au poids acquis dans le parti socialiste par le groupe parlementaire, les élus locaux et ceux de l'appareil, le règlement prévoit l'incompatibilité totale de certaines fonctions : tous ceux qui exercent les fonctions rétribuées de maire, d' élu départemental, d' élu législatif ou de permanent ne peuvent être membres du bureau d'une section, d'une fédération, du parti ou de tout autre organisme. De plus, contrairement à la pratique du parti socialiste, les fédérations ne sont pas représentées au conseil national par un délégué unique, mais par une délégation formée selon une représentation proportionnelle aux mandats exprimés. En outre, un quart des membres du conseil national peut à tout moment provoquer une réunion de cet organisme dont le pouvoir de décision est évidemment confiné dans les limites des décisions du congrès **8.**

Le résultat de ces efforts peut apparaître surprenant. D'une part, le PSOP, qui se veut un parti de lutte de classes, s'est donné une organisation identique à celle de la SFIO, elle-même conforme à la perspective électoraliste de ce parti faisant coïncider les structures de base avec celle des circonscriptions électorales. D'autre part, il a maintenu des structures semblables à celles que la SFIO s'était données avant 1914, CAP élue à la proportionnelle des tendances, conseil national réuni régulièrement entre les congrès, pour des problèmes précis, et après consultation des adhérents dans le cadre des fédérations. Mais, en outre, il a manifesté, tout au long de cet effort de reconstruction du vieux parti unifié, un souci quasi maladif d'empêcher, par le biais de mesures d'organisation, de garanties réglementaires, de garde-fous institutionnels, tout danger bureaucratique et toute direction « *personnelle* ». Ce faisant, alors qu'il a conscience de se constituer dans une période difficile de luttes âpres, dans une perspective révolutionnaire où la rapidité des décisions, l'efficacité de l'exécution sont des conditions nécessaires à la victoire, il a, par avance, paralysé sa propre direction, rendu difficile la formation de cadres expérimentés, ouvert le risque de la paralysie politique, et favorisé immobilisme et « *conservatisme* » sous prétexte de précautions contre une bureaucratisation qui n'était pas à l'ordre du jour immédiat dans son cas.

Pour la première fois dans son histoire, le courant pivertiste était également confronté à la nécessité d'opérer une franche délimitation théorique et politique : devenu un parti, il avait à travers ses propres frontières, à se doter d'un programme et d'une ligne politique propres. Tâche difficile pour des hommes qui ont vécu, senti, pensé jusque-là en opposants. Le travail a commencé par l'élaboration d'un certain nombre de documents de référence : l'appel de Royan à la constitution du PSOP, la « *charte* » adoptée par la conférence nationale des 16 et 17 juillet 1938. Cette dernière décide, en outre, non seulement

l'adoption d'un « *programme d'action immédiate* », mais l'élaboration, dans les mois qui suivent, d'un Programme, à la fois théorique et politique, complet qui — le fait est à noter — ne verra jamais le jour...

Des contradictions sérieuses

La charte du PSOP situe d'emblée le parti dans la continuité du courant socialiste. Le texte de référence est celui du congrès socialiste international d'août 1904, proclamation dirigée contre le révisionnisme et le parlementarisme pour un parti de luttes de classes et de révolution. L'objectif de Marceau Pivert et de ses compagnons reste celui de l'unité du prolétariat dans un seul parti politique, le retour, en quelque sorte, à ce qu'était la Seconde Internationale avant-guerre. Marceau Pivert, qui considère que le stalinisme était en quelque sorte « *contenu* » dans le bolchevisme et ses « *méthodes d'organisation* », reprend à son compte contre Trotsky les critiques que Rosa Luxemburg formulait, trente-quatre ans plus tôt, contre la « *dictature blanquiste* » établie par Lénine dans le parti social-démocrate russe. Après une longue discussion, la conférence repousse la formule de « *dictature du prolétariat* » et lui substitue celle, moins « *bolchevique* », de « *dictature des couches profondes de la population laborieuse et des classes travailleuses* ». Daniel Guérin regrette d'ailleurs que la réévaluation n'ait pas été poussée jusqu'au bout et que le terme « *impropre et suranné* » de « *dictature* » ait été maintenu.

Par son refus du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat, son opposition au « *bolchevisme* », au « *léninisme* » et au « *trotskysme* », par ses méthodes d'organisation et les nombreuses précautions prises pour affirmer la continuité d'un socialisme épuré de ses tares opportunistes et bureaucratiques, le PSOP apparaît comme restant fondamentalement lié à la social-démocratie dont il est issu en dépit de la scission que beaucoup des siens regrettent.

Mais, d'un autre côté, les raisons mêmes qui ont été à l'origine de la rupture, l'acte de la constitution des « *pivertistes* » en parti indépendant, la disposition des forces sur l'échiquier mondial de la lutte des classes, ne laissent pas de place pour une seconde organisation social-démocrate. Pour les « *psopistes* », puisque telle est la nouvelle appellation des militants de la Gauche révolutionnaire, la simple nécessité d'exister et de survivre les pousse à adopter des positions qui, dans les faits, les rapprochent plus du « *bolchevisme* » que de la social-démocratie. Mais une fois adoptées les grandes déclarations de principe, reste à prendre position sur le plus épineux : les questions du Front populaire et de la menace de guerre qui constituent le critère décisif et la pierre de touche de la détermination du nouveau parti de suivre sa propre voie.

La question de l'adhésion du PSOP au Rassemblement populaire est longuement et vivement discutée à la conférence constitutive. Deux positions sont en présence. Hélène Modiano prend la parole au nom des adversaires de l'adhésion que défend Weil-Curiel soutenu par Marceau Pivert. Marceau Pivert propose que le PSOP mène campagne pour un « *front de combat* » et un « *gouvernement de combat* ». Il précise que ces termes doivent être compris au sens de la lutte pour la constitution d'un gouvernement « *ouvrier* », « *anticapitaliste* », expression d'un « *front de classe* » et assurant la « *transition* » vers le socialisme. Mais la portée véritable de ses intentions apparaît singulièrement limitée lorsqu'il précise aussitôt que le gouvernement Blum de 1936 était un « *gouvernement de combat* », de même que celui de la Généralité de Catalogne auquel le POUM avait participé en septembre 1936 **9**.

Et sans doute est-il significatif qu'au lendemain d'une scission et d'une exclusion qu'il assume en définitive, il manifeste encore autant de réticence à rompre un des derniers liens — mais peut-être le plus fondamental à cette date — qui le lie encore à son passé. Cette fois, la conférence du PSOP ne suit pas son leader en préférant par 100 voix contre 83 et 11 abstentions la position d'Hélène Modiano. Le PSOP n'adhère pas au Front populaire, pour le moment du moins, car le caractère serré du vote, la minceur de la majorité justifient, aux yeux des délégués, l'organisation d'un référendum au sein des sections. Le temps de l'organiser, il n'y aura plus de Front populaire. Il est pourtant évident que cette

décision — prise contre l'opinion de Pivert — constitue le premier pas réel vers une politique indépendante, et Trotsky, au moins, la considérera comme telle.

La question de la guerre

Mais le grand problème demeure celui de la guerre. Non seulement en lui-même, en ce milieu de l'année 1938 où la politique allemande en précise tous les jours la menace, mais par l'ensemble de ses implications.

Depuis deux ans, en effet, la situation internationale et la menace de guerre ont été invoquées par les différents partis du Front populaire comme auto-justification de leur politique intérieure. Le manifeste du PSOP entreprend de répondre à ce problème capital et d'abord à la question, si souvent débattue depuis un demi-siècle, de savoir de quelle façon les travailleurs doivent lutter contre la guerre.

Le PSOP fait sienne la position de la Gauche révolutionnaire qui estimait que la lutte contre la guerre, inséparable de la lutte contre le fascisme, devait conduire les travailleurs à se dresser contre leur propre bourgeoisie : « *Abattre le capitalisme est le seul moyen de supprimer les causes profondes de la guerre* » **10.**

Cela signifie, notamment, qu'ils ont le devoir — mais « *par leur action propre* » — de refuser aux impérialistes fascistes les matières premières indispensables à la guerre, mais aussi celui de refuser aux impérialistes « *démocratiques* » les « *crédits de mort* » nécessaires à la défense nationale. Pourtant, c'est au-delà de cette position de principe, apparemment fort claire, et qui était déjà celle des guesdistes avant 1914, que commencent les véritables difficultés. Le PSOP reprend à son compte et rappelle dans sa charte la résolution adoptée par la Seconde Internationale, en 1907, lors de son congrès de Stuttgart : « *Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans tous les pays intéressés, c'est un devoir pour tous ses représentants aux différents Parlements que de faire tous leurs efforts afin d'empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent le mieux appropriés* » **11.**

Mais, l'histoire l'avait démontré, l'accord pouvait se faire sur la détermination, en ces termes, de l'attitude du prolétariat face à la menace de guerre : elle n'impliquait pas pour autant une attitude unanime face à la guerre, à partir du moment de son déclenchement. C'est dans cette perspective que Rosa Luxemburg et Lénine avaient, à Stuttgart, amendé la résolution Bebel en précisant que la guerre, si elle éclatait malgré tous les efforts, devait être utilisée par les socialistes pour soulever les masses et renverser le capitalisme. Le PSOP souligne l'importance de ce passage capital de la résolution de Stuttgart en l'intégrant in extenso dans la charte qu'il adopte : « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste* » **12.**

Ainsi, sur cette question également, le PSOP en revient-il à la formule d'accord de l'Internationale ouvrière avant la scission, sans tenir compte du développement historique qui l'a précisément ultérieurement mise en question. Car il était dans la logique de l'amendement Lénine-Luxemburg de considérer la guerre comme la simple continuation de la politique par d'autres moyens, et, par conséquent, d'en tirer la conclusion de la nécessité d'une politique de « *défaitisme révolutionnaire* », faisant au prolétariat de chaque pays — donc à tous les prolétaires — obligation de lutter d'abord pour la défaite de sa propre bourgeoisie. La formule avait figuré dans le manifeste d'appel à la constitution de la Gauche révolutionnaire. Néanmoins le PSOP ne la retient pas, et la conférence choisit de lui substituer une formule plus générale, faisant au prolétariat le devoir de « *mettre fin à la guerre par sa transformation en révolution prolétarienne* ». Daniel Guérin explique le rejet du « *défaitisme révolutionnaire* » par les possibilités de malentendu qu'il recèle : « *Il ne peut avoir de sens que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien où, loin d'impliquer le souhait d'une défaite unilatérale de son*

propre pays, il vise à la défaite des deux camps belligérants » **13**. Et cette précision — donnée a posteriori — est utile. La formule de Lénine signifie en effet que le devoir des révolutionnaires — dans quelque pays que ce soit, mais indépendamment de ce qui se passe dans les autres pays — est d'œuvrer à la défaite de leur propre bourgeoisie, afin de la mettre à profit pour s'emparer du pouvoir. La formule adoptée par la conférence du PSOP reflète l'inquiétude inexprimée que le « *défaitisme* » — même « *révolutionnaire* » — dans les pays occidentaux n'aboutisse pas à favoriser la victoire du camp impérialiste opposé, celui de l'Allemagne et de l'Italie, c'est-à-dire du « *fascisme* ». Elle réserve en définitive la possibilité pour les socialistes de participer sinon à la « *défense nationale* » du moins à « *la lutte antifasciste* » au cas où le prolétariat ne combattrait pas sur des positions défaitistes dans les deux camps à la fois, une hypothèse qui n'est encore formulée par personne, mais sans doute présente dans tous les esprits.

En fait, si on laisse de côté une petite minorité partisane du « *défaitisme révolutionnaire* », deux courants de force sensiblement égale s'affrontent. Hélène Modiano est le porte-parole des « *pacifistes intégraux* » contre Danno, du Nord, qui défend le « *pacifisme révolutionnaire* ». Hélène Modiano considère la guerre comme un phénomène en soi, indépendant de la lutte des classes, à laquelle il faut opposer le désarmement et le refus de l'union sacrée. Danno insiste au contraire sur le lien direct entre la lutte des classes et la guerre, qui « *ne peut éclater que si la classe ouvrière ne s'est pas montrée assez puissante* ». Aussi la lutte contre la guerre ne doit-elle pas, selon lui, être menée indépendamment de la lutte des classes. Ce débat, seulement esquissé lors de la fondation du PSOP, ne tardera pas à reprendre dans un contexte plus dramatique lors de la crise de Munich, puis de la guerre. Pour l'heure, « *pacifistes* » et « *révolutionnaires* » s'accordent pour refuser toute union sacrée, et combattre pour la « *révolution avant la guerre* ». La menace de guerre et l'indépendance du courant pivertiste posent avec une acuité nouvelle la question de son orientation internationale. Le mot d'ordre d'unité organique entre la Seconde et la Troisième Internationale était au centre des perspectives de la Gauche révolutionnaire. La conférence constitutive du PSOP prend certes position pour l'« *unification des forces prolétariennes* », mais, dans le contexte de 1938, l'unité entre la Seconde et la Troisième Internationale ne peut constituer qu'une perspective lointaine. Les trotskystes pressent le PSOP de participer à la constitution de la Quatrième Internationale. Dans un profond désarroi, la conférence décide de remettre à plus tard le choix d'une affiliation internationale : « *La Deuxième, la Troisième et la Quatrième Internationale ne correspondent pas à l'idée qu'il (le PSOP) se fait d'une véritable Internationale, il réserve l'avenir et n'adhère à aucune d'entre elles* » **14**. La présence à la tribune de la conférence de fondation de Louise Gorkin et Fenner Brockway indique qu'en ce domaine le PSOP entend innover le moins possible et continuer à travailler avec les organisations avec lesquelles la Gauche révolutionnaire entretenait des relations suivies, les organisations du bureau de Londres, principalement le POUM et l'ILP.

La conférence adopte enfin le programme d'action immédiate qui se fixe pour tâcher de lier en un même mouvement « *la défense des revendications immédiates des masses laborieuses* » et « *la lutte pour le renversement du régime capitaliste* ». Constatant « *l'actuelle résignation des masses* » dont la source réside dans le « *sentiment d'impuissance dû à la trahison consciente ou non de tous les mandataires à qui les travailleurs avaient confié l'exécution de leurs volontés* », le programme d'action appelle les travailleurs à ne compter que sur eux-mêmes par le recours à « *l'action directe* » et l'emploi de « *leurs propres armes* » : grèves avec occupations, embargo populaire, boycottage, toutes formes d'action que les pivertistes considèrent plus efficaces que les « *meetings, défilés ou les combinaisons parlementaires* ». Le texte se prononce pour la création de comités de base, comités d'usine, de quartiers, d'unions de consommateurs et conclut par l'affirmation que toute action de la classe ouvrière se heurtera « *nécessairement* » à l'Etat qu'il sera nécessaire de « *briser* ». A cette fin, il appartiendra aux comités de masse, appuyés sur des « *milices populaires* » de « *dresser les éléments du nouveau pouvoir en face de l'ancien* ».

Une tentative de synthèse

Ainsi, dans les domaines principaux, structure, programme, orientation, affiliation internationale, le PSOP tente de trouver son identité. Marceau Pivert explique comment le PSOP a voulu emprunter au bolchevisme et à la social-démocratie ce qu'ils avaient de meilleur, l'un son programme, l'autre sa structure :

« Ce qui distingue le PSOP d'un parti social-démocrate, c'est plus la plate-forme politique (celle d'un parti internationaliste) que la structure. Celle-ci néanmoins au lieu d'être exclusivement orientée vers les préoccupations électorales ou de laisser à une bureaucratie un dangereux pouvoir de permanence, doit faire une place considérable aux entreprises et renouveler ses cadres assez fréquemment. Enfin contrairement à ce qui se passe dans un parti social-démocrate, la liberté d'information et de discussion doit y être entière. Mais ce qui le distingue d'un parti bolcheviste est moins dans la plate-forme que dans la structure. Le parti bolcheviste est né des conditions très spéciales dans lesquelles s'est trouvée l'avant-garde d'un prolétariat écrasé par la dictature tsariste au milieu d'un immense pays agricole. Ses caractères étaient probablement inévitables et, en tout cas, l'ont conduit à la victoire. Dans quelle mesure ils ont également dicté les conditions de sa dégénérescence, compte tenu du blocage du processus de la révolution internationale, cela peut se discuter, mais ce qui est sûr, c'est que la transposition pure et simple des formes, des principes d'organisation de la structure du parti bolcheviste en France, aujourd'hui, relèverait du schématisme et non plus du marxisme. Pour certains militants d'avant-garde, les principes de 1920 (les 21 conditions et la 22e, par exemple), l'homogénéité idéologique monolithique, la subordination totale de la " personnalité " à " l'appareil " du parti sont autant de nécessités à imposer au PSOP pour en faire un " parti révolutionnaire ". A les entendre, le principal mérite du militant serait l'obéissance, la capacité d'accomplir les " à-droite " ou les " à-gauche " que le comité central ou le secrétariat donnerait l'ordre d'exécuter. Or, à nos yeux, le PSOP n'est réellement révolutionnaire que s'il cultive précisément la vertu contraire : la capacité de résistance à des habitudes de caserne. A priori, nous refusons de nous déterminer autrement que par une appréciation individuelle et directe. Nous n'admettons ni Dieu ni Maître. Le militant du PSOP doit protéger sa personnalité, son jugement, son besoin d'information et le PSOP doit être le foyer commun où l'élaboration de la politique révolutionnaire résultera de l'effort de tous et non pas de l'autorité dogmatique de quelques-uns ou de quelqu'un. Telles sont les conditions pour qu'en dépit des divergences qui sont d'ailleurs le reflet des hésitations et des tâtonnements de la classe ouvrière elle-même, le PSOP se retrouve étroitement solidaire et discipliné dans l'action. Bien plus que l'autorité ou le prestige d'un " chef vénéré ", l'accord spontané de consciences droites qui s'inspirent d'une réalité honnêtement analysée, réalise l'efficacité marxiste » 15.

A vrai dire, le PSOP apparaît plus comme le produit des circonstances que d'un projet original, le type même de ce que Trotsky, dans cette période, caractérise comme un « *parti centriste* ».

Les données de l'avenir du PSOP sont ainsi posées. Le nouveau parti semble avoir eu quelque peine à se dégager de son passé de tendance à l'intérieur de la SFIO et il continue, d'une certaine façon, à se comporter en partie intégrante de la « *vieille maison* », alors que l'histoire lui pose pourtant des questions auxquelles il ne saurait répondre dans les termes traditionnels du langage auquel ses militants se sont habitués, et qui a contribué à nourrir leur conscience politique.

Mais son destin politique n'est pas pour autant réglé, il s'en faut. Car la naissance du PSOP — compte tenu de ses limites, de ses hésitations, de sa timidité, de son traditionalisme, en un mot du poids de ce « *patriotisme de parti* » qui continue à peser très lourd en dépit de la rupture — constitue en elle-même un extraordinaire facteur de renouvellement de l'ensemble des données de la vie politique et du rythme de développement du mouvement ouvrier français. Pivert et ses amis en ont-ils eu conscience ? Il est impossible de répondre de façon catégorique à cette question. Mais, indépendamment de la conscience qu'en ont ses dirigeants comme ses militants, la fondation du PSOP est en elle-même un acte proprement « *révolutionnaire* ». Quelques milliers de militants en sont venus, bon gré mal gré, à la conclusion que l'avenir du mouvement ouvrier, du mouvement socialiste en France, ne se trouvait pas entre les mains des deux grands appareils traditionnels, — de leur convergence vers le parti unique ou

de leur concurrence acharnée, — mais dans celles d'une organisation, même petite, se déterminant exclusivement en fonction des intérêts et du mouvement même de la classe ouvrière.

C'est là un événement capital, particulièrement dans le contexte de crise du mouvement ouvrier qui est celui des lendemains de l'échec du Front populaire et de la marche en avant vers la guerre qui caractérisent les années 1938-1939.

Notes :

1. Juin 36, 1er juillet 1938.
2. Id.
3. Lettre de Léon Trotsky à Alfred Rosmer, 14 février 1939.
4. Archives Charles Lancelle.
5. Lettre de Léon Trotsky à Daniel Guérin, 10 mars 1939.
6. Juin 36, 11 juin 1938.
7. Juin 36, 22 juillet 1938.
8. Ibid.
9. Juin 36, 22 juillet 1938.
10. Juin 36, 11 juin 1938.
11. Juin 36, 22 juillet 1938.
12. Juin 36, 22 juillet 1938.
13. Guérin (Daniel), op. cit., p. 203-210.
14. Juin 36, 22 juillet 1938.
15. Les Cahiers rouges, mai 1939.

Chapitre 13

Contre le courant



Le PSOP ne pouvait certes pas s'attendre à trouver sous ses pas une route parsemée de fleurs : l'exclusion de la fédération de la Seine de la SFIO, la décision de ses animateurs d'accepter cette scission qui leur était imposée, étaient en elles-mêmes le signe de la tension des rapports entre les classes, de l'accroissement des contradictions internationales. Le fait que les militants de l'ex-Gauche révolutionnaire ne pouvaient plus être tolérés dans les rangs du parti de Léon Blum et de Paul Faure, et que Marceau Pivert acceptait désormais cette rupture, exprimait un tournant de la situation objective. Désormais se profilaient concrètement à l'horizon la perspective de la deuxième guerre mondiale et son corollaire, la lutte acharnée de la bourgeoisie pour que le mouvement ouvrier renonce à ses objectifs de classe et accepte de s'intégrer à l'union sacrée nécessaire dans cette perspective.

Moins de six mois se seront écoulés que le PSOP aura déjà connu de terribles difficultés pour se déterminer non seulement par rapport aux mouvements profonds de la classe ouvrière devant la mise en place de cette nouvelle situation et de ces nouveaux rapports entre les classes, mais également en fonction de l'aggravation des tensions internationales qui se traduisent à travers ce qu'il est convenu d'appeler la crise de Munich.

Au congrès du PSOP, Marceau Pivert avait défini deux axes de bataille : « *Prendre en main les revendications matérielles des masses travailleuses et mener une lutte active contre la préparation de la guerre* ». **1**

Ce sont effectivement ces deux questions qui se trouvent bientôt au premier plan de l'actualité. Des luttes ouvrières, des grèves extrêmement dures contre les mesures imposées par le passage à une économie d'armement, éclatent pendant l'été et l'automne 1938. La menace de guerre se précise avec la crise en Tchécoslovaquie et les accords de Munich.

A l'automne 1938, une autre question se pose aux militants de la Gauche révolutionnaire qui ont été conduits à rompre, malgré eux, avec le parti socialiste : la crise de la SFIO a été publique et de grande ampleur ; elle n'est pourtant pas la seule. Dans toutes les organisations, un courant se détourne, ou tend à se détourner, des directions officielles du Front populaire. Le PSOP parviendra-t-il, dans le contexte de la préparation à la guerre, à être le « *cristal* » capable de rassembler en une seule force ces tentatives diverses ?

Face à l'offensive anti-ouvrière

La conférence de fondation du PSOP est à peine close que le gouvernement Daladier engage l'offensive contre les conquêtes de juin 36. Dès le 21 août 1938, dans une allocution radiodiffusée, Daladier laisse prévoir « *l'aménagement des quarante heures* ». Le 26 août, il précise : « *Au cœur de l'Europe, de grands Etats font la revue ou l'épreuve de leurs forces. Pour leurs ouvriers, il n'y a plus de limites réelles à la durée du travail. La plupart des pays du monde donnent ainsi l'exemple d'une intense activité* » **2**. Daladier considère que, dans un tel contexte, les entreprises doivent pouvoir disposer, « *sans formalités inutiles ni discussions interminables* », des heures nécessaires à leur activité. Jusqu'à 48 heures par semaine, précise-t-il, dans les entreprises qui intéressent la défense nationale.

Avec l'application de la législation de guerre aux dockers de Marseille, le gouvernement passe aux actes. Dès la mi-juillet, les dockers ont refusé de travailler de nuit et le dimanche afin d'obtenir une augmentation de salaire. La loi sur l'arbitrage obligatoire leur est appliquée. L'arbitre, M. Masselin, déclare que « *les dockers ne sont pas fondés à refuser l'exécution des heures supplémentaires* », et leur enjoint de reprendre le travail. Le 19 août, l'assemblée générale des dockers décide, à l'unanimité des 5 000 présents, de refuser la reprise proposée par les dirigeants du syndicat, Gagnaire et Andréani, ainsi que par le secrétaire adjoint de l'union locale, Fanucchi, tous trois membres du parti communiste français. Le dimanche suivant, le gouvernement fait décharger les bateaux par les troupes coloniales sous la protection des gardes mobiles. Le 26 août, un décret du ministre de Monzie accorde aux dockers une augmentation de six francs par jour (ils en réclamaient 18), mais maintient le régime des heures supplémentaires dont ils exigeaient la refonte. Une assemblée générale est convoquée pour le lendemain. Les dockers trouvent la porte de la bourse du travail fermée. Ils apprennent par la presse que le conseil syndical a accepté les conclusions du décret ministériel et que l'ordre de reprise du travail est lancé. Malgré cela, la reprise n'a pas lieu et, le 8 septembre, le gouvernement réquisitionne le port de Marseille en vertu de la loi du 11 juillet 1938 sur « *l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre* » qui prévoit que tout refus d'obéissance est passible d'une peine de trois mois à cinq ans de prison **3**.

De même nature est la grève générale du bâtiment, totale dans la région parisienne à partir du 19 septembre, qui affecte 100 000 travailleurs. Déclenchée à la suite du refus du patronat de réajuster les salaires et de discuter de nouvelles conventions collectives, elle est marquée par des bagarres avec la police et l'arrestation de nombreux membres des piquets de grève. Le secrétaire de la fédération, Arrachard, se prononce pour la reprise et adjure les grévistes de reprendre le travail. Il n'est pas

opportun, leur explique-t-il, de faire grève au moment où il s'agit de prendre les armes contre le fascisme **4.**

Quand, le 25 septembre, les dirigeants syndicaux du bâtiment, Toudic, Brout, Arrachard, auxquels Jacques Duclos est venu prêter main-forte, tentent de faire entériner par l'assemblée des délégués des chantiers, réunis à la Grange-aux-Belles, la reprise du travail qu'ils ont décidée la veille, le mécontentement éclate : Toudic est hué et 300 délégués quittent la salle quand Jacques Duclos veut prendre la parole **5.**

Dans la grève du bâtiment comme dans celle des dockers de Marseille, s'exprime une dure opposition à la politique des organisations syndicales. Le processus dépasse d'ailleurs largement le cadre des organisations. Depuis plusieurs mois, un courant confus tend à se détourner des organisations traditionnelles et ouvre des possibilités pour la constitution d'une organisation politique authentiquement révolutionnaire dont le PSOP serait le pivot. Suzanne Nicolitch note que la constitution du PSOP agit sur les militants de la SFIO « *comme un ferment sur une pâte amorphe* » et provoque, au sein du parti communiste, « *cette espèce de trouble qui ressemble à des remords* ».

Le printemps 1938 a vu en effet se développer une crise dans le parti communiste. Selon La Lutte ouvrière, c'est par centaines que, au printemps 1938, délégués d'entreprises, militants syndicaux et secrétaires de cellules d'usines ont quitté, à Paris et en province, le parti communiste **6.** Un symptôme de cette crise est la lettre adressée par le député de Clichy, Maurice Honel, à Maurice Thorez et sa publication dans L'Humanité du 13 mai. Tout en faisant acte d'allégeance à la direction du parti, en dénonçant « *les agents provocateurs du fascisme, les trotskystes, qui s'efforcent de nuire par tous les moyens au Front populaire* », le député parle du malaise qui existe dans les masses et les cadres du parti. Il fait allusion au « *regard interrogateur* » tourné vers les dirigeants du parti communiste, fait état « *d'une inquiétude grandissante* », « *d'une angoisse même* ». Les ouvriers, dit-il, « *souhaitent de la part du Front populaire plus de vigueur* » et ce souci s'exprime même chez certains par le désir d'aller au-delà de la formation du Front populaire par la constitution d'un « *front ouvrier* » ou d'un « *front révolutionnaire* ». Toutes ces remarques, assure-t-il, traduisent incontestablement l'état d'esprit d'une notable partie de la classe ouvrière.

Au mois de juin, trois responsables de la CGT, Drappier, Michaud et Klemman, délégués ouvriers de l'atelier 26 des usines Renault, sont attaqués par L'Étincelle (18 juin 1938), journal de la section communiste de Boulogne-Billancourt, comme « *agents de Renault* » et « *trotskystes* ». Drappier avait adhéré au parti communiste en 1934 et avait fondé le journal de la CGT Renault, L'Unité, Michaud était trésorier de la section syndicale Renault, Klemman, membre du comité régional du parti communiste. Tous trois sont membres de la commission exécutive de la CGT Renault. Drappier, Michaud et Klemman ne sont que les plus connus d'un groupe de 14 ouvriers qui, dans une lettre à Maurice Thorez, ont posé des questions sur la politique du parti communiste pendant l'affaire de Clichy et la grève de la métallurgie. L'exclusion sanctionne leur acte d'indépendance. Malgré cela, les ouvriers des ateliers 86 et 87 réélisent deux des exclus comme délégués, contre des candidats soutenus par le parti communiste **7**. Incontestablement, il y a là l'indice d'une modification des relations entre les masses et les appareils.

D'autres regroupements s'ébauchent par ailleurs : en janvier 1937, a été créé le Cercle syndicaliste Lutte de classe qui, à partir de janvier 1938, publie un journal bimensuel : Le Réveil syndicaliste. Le Cercle Lutte de classe s'est constitué autour de Gustave Galopin, un ancien dirigeant national des JC et de la fédération unitaire des métaux, permanent revenu à l'usine en 1934, et d'autres exclus du parti communiste qui animent un noyau de métallurgistes. Le manifeste du Cercle « *contre le réformisme et le nouveau réformisme dans le mouvement syndical, le chauvinisme et la nouvelle union sacrée* » revendique « *la liberté d'expression des minorités dans les organismes dirigeants du mouvement syndical de la base au sommet* ».

Le Cercle syndicaliste Lutte de classe est une tentative pour organiser sur le plan syndical un front unique des minorités révolutionnaires. Des militants du PSOP, Collinet, Colette Audry, Duvernet, y côtoient les trotskystes de toute obédience, les animateurs de la fédération des techniciens les opposants communistes du groupe Que faire ? comme Raymond Guilloré, des anarcho-syndicalistes, en particulier du bâtiment mais, surtout, nombre d'anciens militants du PC en rupture avec le stalinisme. Les anciens de la fédération unitaire de l'enseignement, regroupés dans l'Ecole émancipée, travaillent en liaison avec lui. Animée par Gilbert Serret et Louis Bouët, l'Ecole émancipée représente le seul courant issu de la CGTU qui ait pu résister, des années durant, et au prix d'une lutte acharnée, aux attaques de la fraction du PCF. Après la réunification syndicale, elle avait maintenu son orientation lutte de classe contre les attaques conjuguées des amis de Frachon et de ceux de Jouhaux. La colonne vertébrale du cercle est constituée par les métallurgistes, anciens du parti communiste, groupés autour de Gustave Galopin, décidés à demeurer fidèles à l'ancienne ligne révolutionnaire. Ils tentent d'unir dans le travail syndical les minorités divisées sur le plan politique. Parmi eux Bott, vétéran du comité pour la Troisième Internationale, Guyard, animateur, en septembre-octobre 1936, de la grève Sauter-Harlé.

L'influence du Cercle est loin d'être négligeable : il se ramifie sous forme de cercles locaux, régionaux, d'industries, d'entreprises, qui existent dans la plupart des centres ouvriers et dans toutes les grandes entreprises de la région parisienne. Ses militants sont actifs dans la grève de la métallurgie parisienne d'avril 1938, dans celle des dockers, du bâtiment où ce sont eux qui organisent l'opposition à la reprise du travail. Au congrès des métaux, les 2 et 3 juillet 1938, Gustave Galopin dirige l'opposition à la direction et dénonce dans une intervention retentissante ce qu'il appelle le « *syndicalisme d'union sacrée* » **8**. Douze sections, avec 57 mandats, voteront à son appel contre le rapport d'activité. Au congrès du syndicat national des instituteurs, la minorité Ecole émancipée obtient 20 % des mandats.

Ces minorités révolutionnaires doivent faire face à la double offensive du gouvernement et du parti communiste. Juin 36 est saisi, le métallo du PSOP, Duvernet, gérant du Réveil syndicaliste, est inculpé avec le terrassier Jourdain, pour « *incitation de militaires à la désobéissance* ». Des meetings du PSOP sont interdits. Pendant l'été sont découvertes des « *listes noires* » établies par le service des cadres du parti communiste, donnant de militants révolutionnaires des signalements de type policier **9**. C'est au mois de juillet 1938 que Rudolf Klement, militant du secrétariat de la Quatrième Internationale est enlevé en plein Paris par la Guépéou, puis assassiné. Disparitions et assassinats ne sont que l'aboutissement d'une politique qui comporte l'emploi systématique de calomnies, dénonciations, terreur physique. L'interprète de l'UGT définit sans détours cette politique au congrès des métaux de juillet 1938 : « *Nous avons eu aussi des " galopins " en Espagne, mais notre prolétariat les a réduits au silence. Les ouvriers français feront de même avec leurs " galopins "* » **10**. Le même jour, à une conférence régionale du bâtiment, Arrachard menace : « *En Espagne aussi, il y avait également des irréductibles dans les rangs. Il a fallu s'en débarrasser, à l'arrière comme à l'avant, et en France aussi nous avons affaire aux mêmes éléments. Il faudra donc aussi nettoyer nos arrières* » **11**.

Chaque minorité révolutionnaire a sa part. Les trotskystes sont certes les mieux servis. Mais le PSOP n'est pas épargné. Déjà la conférence constitutive du PSOP a été saluée en ces termes par L'Humanité : « *Le groupe trotskyste de Marceau Pivert a tenu hier à Paris une parlote appelée pompeusement congrès. Le plus gros travail de Pivert et de ses amis a été, au cours de la discussion, la défense des trotskystes du POUM qui, en Espagne, se sont révélés comme des agents directs du fascisme* » **12**.

Le 5 août, L'Humanité accuse le PSOP d'être « *au service de Hitler et de Franco* ». Ces calomnies sont suivies de coups : le 15 octobre, à Chatenay, le parti communiste tente de briser par la force un meeting du PSOP. Le 8 septembre, Marceau Pivert s'apprête à tenir un meeting à la sortie des usines Farman de Boulogne, quand trois cents militants du parti communiste, dirigés par le député Quinet, s'emparent de la salle, rouent l'orateur de coups, lui arrachent les cheveux et lui crachent à la figure aux cris de « *trotskyste assassin* » **13**.

Les militants syndicalistes Lutte de classe sont dénoncés par les dirigeants du PCF comme un « *camouflage* » des « *trotskyistes* », « *calomniant et injuriant les militants ouvriers* » **14.**

Aussi, malgré la diversité de leurs origines et la violence des luttes fractionnelles qui les opposent, les minorités révolutionnaires ressentent profondément la nécessité d'une coordination de leurs actions et initiatives, terriblement dispersées face à un redoutable appareil. Un rassemblement politique est pour l'instant hors de question, mais le cadre d'un courant syndical Lutte de classe apparaît à tous comme la possibilité réelle d'un rapprochement. Le 5 juin 1938, à l'initiative de l'Ecole émancipée, est organisée une conférence des minorités Lutte de classe de la CGT à laquelle participent les Amis de l'Ecole émancipée, le Cercle syndicaliste Lutte de classe, les syndiqués bolcheviks-léninistes (trotskyistes) et plusieurs autres groupes se réclamant du courant « *syndicalisme constructif* ». Il s'agit d'organiser une minorité confédérale et, dans ce but, la conférence désigne un « *comité d'organisation* » de neuf membres, trois de l'Ecole émancipée, trois du Cercle Lutte de classe, et trois qu'elle élit directement. En fait, les principaux animateurs de cette minorité ne sont pas prêts, au moins pour le moment, à pousser l'unité d'action au-delà du cadre syndical. Galopin, par exemple, pense qu'il lui est nécessaire de préserver son « *indépendance* » afin d'être à même d'unir des minorités politiques divisées. Louis Boue et Gilbert Serret, depuis leur exclusion du PC, se sont également refusés à faire, vers une organisation politique, le pas que les trotskyistes, notamment, les ont si fréquemment adjurés de faire.

En 1938 pourtant, la création du PSOP semble susceptible de modifier même ces données anciennes. Gilbert Serret, ancien militant du PC, ancien secrétaire de la fédération unitaire de l'enseignement, accepte d'écrire dans Juin 36. Les différents groupes trotskyistes commencent à se demander si le PSOP ne pourrait pas, en définitive, constituer le cadre d'un rassemblement des éléments révolutionnaires épars en même temps qu'un centre d'attraction aussi bien pour la jeune génération militante que pour les communistes en rupture avec le PCF. Les hommes de la nouvelle minorité confédérale ont pour eux une expérience du mouvement syndical en France et le fait qu'ils appartiennent — à la différence des pivertistes — au mouvement communiste. Ils disposent, au sein de la centrale syndicale, de positions et d'une audience qui ont, jusqu'à maintenant, cruellement manqué aux pivertistes. Au congrès de Nantes de la CGT, Gilbert Serret sera le porte-parole de tous les révolutionnaires français quand il affirmera, au terme d'un impitoyable bilan : « *Le Front populaire, formidable escroquerie sociale, n'a non seulement, en fait, rien su réaliser de ce qu'il avait promis, mais encore, il est parvenu à faire accepter à la classe laborieuse ce qu'elle n'aurait jamais accepté d'un gouvernement réactionnaire* » **15.**

Après avoir dirigé tous ses efforts pour la conquête d'ex-militants de la SFIO, le PSOP se tourne vers ces minorités révolutionnaires et les militants du PCF. Mais il aborde ce travail avec un handicap de taille. Il lui aurait fallu posséder dans la CGT — à l'instar du parti communiste et de la SFIO — une solide fraction pour combattre à la fois staliniens et réformistes, et être à même de constituer la colonne vertébrale de la minorité confédérale — premier pas vers le regroupement politique. Or la conférence de fondation en a décidé autrement. Tout en décidant de créer des groupes d'entreprise, elle a prévu de leur interdire « *toute incursion dans le domaine syndical* ». Le PSOP se fixe comme objectif de « *protéger l'unité* » et de « *changer l'orientation* » des syndicats, mais il s'en est refusé les moyens. Cette orientation, adoptée en réaction à la « *colonisation* » de la CGT par la fraction stalinienne, laisse les militants du PSOP désarmés face à la solide organisation de leurs adversaires dans le syndicat.

Et, bientôt, la crise de Munich, loin de rassembler les minorités, va au contraire les diviser un peu plus.

La crise de Munich

Faisant sien le mot d'ordre célèbre de Karl Liebknecht, « *L'ennemi principal est dans notre pays* », la Gauche révolutionnaire avait, en son temps, proclamé bien haut son attachement au « *défaitisme révolutionnaire* ». Mais, nous l'avons vu, la conférence de fondation s'était ralliée à la formule du « *pacifisme révolutionnaire* » malgré l'opposition des « *pacifistes intégraux* ».

Depuis, de concert avec les autres minorités, le PSOP menait une campagne intense contre le danger de guerre, affirmait le caractère impérialiste de la guerre menaçante, appelait les travailleurs à refuser leur soutien à leur bourgeoisie et à ne pas tomber dans le piège de l'« *union sacrée* » au nom de l'antifascisme.

Dans une affiche apposée le 10 septembre, le PSOP appelle les travailleurs à défendre « *les libertés, le pain et la paix* » par la grève générale d'avertissement. Cette position unit dans le PSOP pacifistes et défaitistes, également hostiles à la politique de préparation à la guerre du gouvernement et à l'appui donné à cette politique par les partis communiste et socialiste.

Le 5 septembre, la France rappelle les réservistes de la ligne Maginot, et Léon Blum déclare ces mesures « *surabondamment justifiées* ». La Grande-Bretagne adopte une position identique : au violent discours de Goering au congrès de Nüremberg, le 10 septembre, le gouvernement britannique répond par une déclaration affirmant que la Grande-Bretagne ne saurait se « *désintéresser d'un conflit dans lequel l'intégrité de la France pourrait se trouver menacée* ».

Mais, le 13 septembre, le gouvernement français repousse la mobilisation générale. Les gouvernements anglais et français hésitent entre leur ancienne politique, l'union des « *démocraties* » avec l'URSS contre le fascisme, politique qui suppose la fermeté vis-à-vis des ambitions allemandes, et une politique de compromis avec Hitler le détournant vers l'Est. Le 14 septembre, au lendemain des graves incidents survenus dans la région des Sudètes où l'état de siège est proclamé, Chamberlain décide de se rendre à Berchtesgaden. Le 18 septembre, ministres français et anglais décident d'accepter la cession à l'Allemagne de la région des Sudètes. Le 21, le gouvernement de Prague, qui, cinq jours auparavant, avait dissout le parti allemand des Sudètes et lancé un mandat d'arrêt contre Henlein, son chef, se résigne à accepter le « *plan franco-britannique* ». La crise rebondit le 22 septembre, les troupes tchèques commencent à évacuer la région des Sudètes mais la réoccupent en fin de journée tandis que Chamberlain part pour Godesberg où, le lendemain, la rupture intervient à la suite de la remise par Hitler d'un « *mémoire* » à caractère d'ultimatum expirant le 30 octobre. Les conséquences de la rupture de Godesberg sont immédiates : la mobilisation générale est décidée en Tchécoslovaquie. Le lendemain, samedi 24, la France mobilise les échelons 2 et 3. La France et l'Angleterre, dont les dirigeants doivent se rencontrer le lundi à Londres, se préparent à la guerre. En réponse au discours de Hitler au Sportpalast de Berlin, le Foreign Office publie une déclaration précisant que, si la Tchécoslovaquie était l'objet d'une attaque allemande, la France lui viendrait en aide et aurait à ses côtés l'Angleterre et la Russie.

Le samedi 24 et dimanche 25 septembre, une activité fébrile s'empare des organisations révolutionnaires. Le 24, le conseil syndical des techniciens de la métallurgie convoque une réunion. Sont présents : la CGTSR, le Cercle syndicaliste Lutte de classe, l'Union anarchiste, le PSOP, le syndicat des correcteurs, celui des typographes, du tonneau, des PTT du central (employés) et du e secteur parisien des PTT (employés), le POL la JSR.

Dans un souci unitaire, les représentants de ces organisations se séparent sans prendre de décision, à l'annonce de la convocation, par le Centre syndical d'action contre la guerre, d'une réunion pour le lendemain.

Le dimanche après-midi, la réunion convoquée par le CSACG débute sous la présidence de Giroux, du syndicat des PTT. Jaquier et Golschild représentent le PSOP. Le rapport introductif fait au nom du CSACG, présenté par Alexandre du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, demande qu'il soit fait appel à Daladier pour lui demander de négocier. Lubin, du syndicat des techniciens de la métallurgie de la région parisienne, lui oppose un manifeste contre la guerre. Signé par son organisation, le Cercle syndicaliste Lutte de classe, la CGTSR et le POL il dénonce l'union sacrée de guerre qui se prépare sous le vocable de défense de la démocratie contre le fascisme, refuse toute collaboration avec Daladier et appelle les travailleurs à résister à la guerre par les méthodes de la lutte des classes : soutien aux

mouvements grévistes en cours, lutte contre le capitalisme et d'abord contre sa propre bourgeoisie, fraternisation avec le prolétariat allemand sous l'uniforme **16.**

Quelle va être l'attitude du PSOP ? Son pacifisme le pousse à rechercher la solution, apparemment la plus « efficace » dans l'immédiat, mais qui conduit à une politique de pression sur le gouvernement Daladier. D'un autre côté, la scission de Royan l'a amené à adopter des positions plus clairement internationalistes. La semaine précédente, Marceau Pivert s'est exprimé sans équivoque dans Juin 36 : « *Si l'apaisement diplomatique se poursuit, il sera provisoire. Les contradictions internes du régime capitaliste, la nécessité pour les blocs impérialistes de conquérir de nouveaux débouchés ne laissent place à aucune illusion... Nous avons nos méthodes à nous... le refus à notre impérialisme de notre conscience et de notre volonté dont il a besoin pour jouer sur l'échiquier diplomatique* » **17.**

Les représentants du PSOP semblent s'en tenir à cette ligne de conduite. Ils applaudissent vigoureusement la déclaration des minorités révolutionnaires. Jaquier affirme dans son intervention que la meilleure façon de lutter contre la guerre réside dans la lutte pour le maintien des quarante heures. La déclaration présentée par Lubin est, en revanche, très mal accueillie par les dirigeants réformistes du CSACG, Charbit, Hagnauer et Chambelland, qui suspendent la réunion et annoncent qu'une nouvelle réunion, le soir même, adoptera un texte d'affiche.

Dans la soirée, les représentants de la minorité révolutionnaire présentent un texte de compromis très en retrait sur leur texte primitif. Les réformistes refusent d'abord d'entendre les porteurs du texte, puis le rejettent, après avoir finalement accepté d'en discuter, refusant toute initiative où figurerait une condamnation de l'action gouvernementale. Le PSOP accepte alors de se désolidariser des minorités révolutionnaires et de signer sans conditions le texte du CSACG intitulé « *Mobilisation générale pour la paix* », qui appelle le peuple travailleur de France à faire un « *vaste effort pour sauver la paix* », et, surtout, demande au gouvernement de négocier et de poursuivre « *inlassablement les plus grands efforts pour le maintien de la paix* » **18.**

Bien que favorable au gouvernement, l'affiche du CSACG intitulée « *Arrière les canons* » sera lacérée par la police, les locaux de l'imprimerie cernés par les forces de l'ordre, les afficheurs arrêtés, Juin, secrétaire des dessinateurs d'art graphique, et Lecoin, secrétaire du SIA, inculpés. Le meeting prévu à la Mutualité est également interdit. Une nouvelle affiche, « *Mobilisation générale pour la paix* », est alors apposée. Parallèlement, le syndicat national des instituteurs et celui des agents des PTT prennent l'initiative de lancer une pétition contre la guerre qui demande au gouvernement Daladier de poursuivre les négociations et insiste auprès des chefs d'Etat pour qu'ils entendent l'appel du président Roosevelt et préfèrent le règlement pacifique à la guerre. Tout en faisant des « *réerves* » sur les termes de cette pétition, le PSOP en approuve le principe et cherche la fusion des signataires du manifeste du CSACG et de ceux de la pétition du SNI.

En apposant sa signature au bas de l'affiche du CSACG, la direction du PSOP choisit en définitive, dans le but de « *sauver la paix* », de se ranger dans les rangs de la gauche « *munichoise* ». Bien que déchiré, en dépit des réticences de nombreux militants dont témoignera Daniel Guérin, le PSOP se décide pour une politique de « *pression* » **19.** Il est particulièrement significatif que la rupture, dans la soirée du 25, se soit effectuée à partir du moment où le CSACG a catégoriquement refusé de poser la question de la défense des quarante heures, des revendications ouvrières et de la lutte contre un gouvernement dont, pour sa part, il se refuse à gêner en quoi que ce soit la « *politique de paix* ». Le « *pacifisme révolutionnaire* » proclamé à la conférence constitutive est abandonné, et c'est le « *pacifisme intégral* » de la minorité d'alors qui l'emporte dans la pratique. Les dirigeants du PSOP viennent de manifester, au cœur de la crise internationale, que le maintien de la paix constituait à leurs yeux la conquête essentielle qu'il s'agissait de maintenir, fût-ce au prix de révisions déchirantes.

Pivert prend position pour le recours à ce qu'il appelle « *la politique de Jaurès* » « *préconisant la négociation, la localisation des conflits, le recours à l'arbitrage* ». A la veille des accords de Munich, Juin 36 se réjouit de voir « *les chances de la paix singulièrement augmentées* », et Marceau Pivert fixe comme tâche au PSOP le rassemblement « *efficace* » de « *tous les pacifistes et internationalistes* », en particulier ceux qu'il salue dans la SFIO comme « *très proches* » en cette occasion et dont le « *geste de protestation* », même « *tardif* », méritait selon lui d'être « *salué* »²⁰. Lucien Hérard exprime finalement assez bien l'opinion dominante des militants du PSOP quand il écrit au lendemain des accords de Munich : « *En définitive, nous avons la paix. Une paix fragile éphémère, une paix bourgeoise et capitaliste, mais tout de même la paix* »²¹.

Quelques semaines plus tard, au conseil national du 17 et 18 décembre 1938, l'action menée aux côtés du CASCG est approuvée par 229 mandats contre 43 et 16 abstentions.

Symptômes de crise

Le jeune parti est durement secoué par cette épreuve. A la CAP du 28 septembre, Daniel Guérin présente une vive critique de la responsabilité que la direction a prise en signant l'appel du CSACG. Une minorité d'obédience trotskyste fait une déclaration où elle se désolidarise de la décision prise, affirme que, en cette circonstance, le PSOP a abandonné « *ses principes fondés sur la lutte de classes et affirmés dans la charte du parti* » et appelle au « *redressement du parti* ». Certains, comme André Weil-Curiel, étroitement liés, depuis 1936, à l'expérience de la guerre d'Espagne, et prémunis par cette expérience contre les illusions pacifistes, vont souligner la signification et la portée des accords de Munich, l'incontestable succès remporté par Hitler et Mussolini, l'isolement et la menace qui en résultent pour l'Union soviétique, l'encouragement et le renforcement du fascisme en Europe centrale et de la réaction dans tous les pays. Ces analyses, bientôt reprises par Michel Collinet qui avait pourtant apporté son appui à la politique de Munich en signant un article intitulé : « *Il faut imposer le désarmement* »²², indignent les pacifistes intégraux, Hélène Modiano et Krihiff, qui accusent leurs camarades de rejoindre les positions du « *social-patriote* » Zyromski et de prendre le chemin qui mène à la nouvelle « *union sacrée* ». André Weil-Curiel démissionne, convaincu que le parti fait fausse route.

Quant à Marceau Pivert, il reflète tour à tour ces différentes positions en s'efforçant de les concilier. Dans son rapport devant le conseil national de décembre, il tente de justifier la politique suivie :

« La CAP a participé sans hésitation ni sectarisme à l'action du Centre syndical d'action contre la guerre. Elle a considéré que ce qui importait le plus, à cette heure critique, c'était l'organisation de la résistance au formidable courant belliciste déclenché par les staliniens, les blumistes et une partie de la bourgeoisie. Certes, nous avons fait des sacrifices quant à la forme donnée aux protestations par tracts et affiches, mais des centaines de milliers de tracts et des milliers de doubles colombiers ont été diffusés et c'était l'essentiel... Certes, nous n'avons pas bataillé sur les textes. Nous avons préféré nous mettre au travail, avec les camarades du SIA nos colleurs d'affiches, nos distributeurs de tracts dans un travail pratique qui n'a pas été négligeable. C'est ainsi que nous concevons l'unité d'action ».

Il reconnaît pourtant que l'unité avec les pacifistes, conduite au nom de l'efficacité immédiate, n'a pas eu les résultats souhaités : « Maintenant la guerre impérialiste n'est pas retardée. On la prépare fébrilement partout... Et nous ne sommes probablement qu'au début d'une période de recul, de dégoût formidable des masses populaires qui paient cruellement les fautes de leurs mauvais bergers ». Il tire un bilan de l'action du parti durant ces jours difficiles qui peut sembler bien optimiste : « Le parti a traversé la tempête de septembre sans faiblir un seul instant. Le PSOP a été la première organisation ouvrière dressée contre la guerre d'un point de vue marxiste internationaliste, son journal a été saisi, ses affiches lacérées, ses militants traqués, poursuivis, quelques-uns emprisonnés, ses meetings interdits. Ainsi le PSOP a dû faire ses preuves dès ses premiers pas »²³.

En réalité, force est bien de constater qu'au lendemain de Munich, l'unité du jeune parti se révèle précaire et que le compromis réalisé à la conférence constitutive sur la question de la guerre n'a pas résisté à la pression des événements et à la tension dramatique des derniers jours de septembre. La tendance du « *pacifisme intégral* » sort renforcée, cependant que le « *pacifisme révolutionnaire* » s'avère déchiré entre la pression du pacifisme intégral et celle, non moins puissante, de « *l'antifascisme* » tel que l'exprime à ce moment le parti communiste.

L'attitude du PSOP au cours de la crise internationale de septembre 1938 a une autre conséquence, et non des moindres : elle a compromis le regroupement en passe de s'effectuer autour du Cercle syndicaliste Lutte de classe. En décembre, à la conférence des minorités, Gustave Galopin ne dissimule pas sa déception en constatant qu'il n'existe dans l'opposition révolutionnaire aucune organisation politique valable, et réaffirme avec force sa volonté de s'en tenir strictement au terrain syndical. La rupture de la négociation du 25 septembre n'a certes pas coupé définitivement le PSOP du noyau dirigeant de l'opposition syndicale dans la CGT, mais ses militants, par la logique de la position du parti, en constituent désormais l'aile droite.

Le 7 octobre 1938, Lucien Hérard, dans les colonnes de Juin 36, s'était félicité que la paix ait été préservée, car elle constituait à ses yeux un « *répît* » qu'il s'agissait maintenant de savoir utiliser. « *Nous allons, écrivait-il, jouer notre dernière chance* ». Mais à cette date, la dernière chance des militants pivertistes n'était-elle pas déjà derrière eux ? En se déterminant, face à la crise de Munich, non par rapport au mouvement propre de la classe ouvrière elle-même, mais en s'efforçant d'orienter cette dernière dans la mesure de ses moyens, par rapport aux divergences entre les différentes tendances de la bourgeoisie française et en s'alignant, en dépit de ses critiques, derrière l'une d'entre elles, le PSOP n'avait-il pas déjà effectué un choix dont la portée allait se révéler plus redoutable encore lors de la crise sociale qui allait culminer avec la grève générale du 30 novembre 1938 ?

Notes :

1. Juin 36, 17 juin 1938.
2. Le Réveil syndicaliste, 29 août 1938.
3. Le Réveil syndicaliste, 18 juillet 1938.
4. Syndicats, 28 septembre 1938.
5. Le Réveil syndicaliste, 10 octobre 1938.
6. La Lutte ouvrière, 12 mai 1938.
7. La Lutte ouvrière, 5 août 1938 et 8 juillet 1938.
9. La Lutte ouvrière, 19 août 1938.
10. Le Réveil syndicaliste, 18 juillet 1938.
11. Juin 36, 22 juillet 1938. Le journal du parti communiste espagnol, Treball, annonce en ces termes la fondation du PSOP : « Les pivertistes fondent le POUM français pour mieux servir le fascisme ».
12. Juin 36, 21 octobre 1938.
13. Juin 36, 10 et 17 septembre 1938.
14. L'Humanité, 23 janvier 1939.
15. La Lutte ouvrière, 25 novembre 1938.
16. Le Léniniste, bulletin de discussion réservé aux membres du PSOP, n° 1, octobre 1938.
17. Juin 36, 17 septembre 1938.
18. Le Léniniste, octobre 1938.
19. Guérin (Daniel), op. cit., p. 217.
20. Juin 36, 30 septembre 1938.
21. Juin 36, 7 octobre 1938.
22. Ibid.

Chapitre 14

La défaite de novembre 1938



En cet automne de l'année 1938, il y a interaction ou, si l'on préfère, rapport dialectique entre la « *politique extérieure* » et « *la politique intérieure* ». La crise de Munich passée, la bourgeoisie française est capable de retrouver provisoirement une unité dans la voie de la liquidation des conquêtes de juin 1936 et de la mise au pas, de toute façon nécessaire, du mouvement ouvrier. Sa tâche est facilitée par l'engagement des appareils dans le conflit qui a explosé en France par rapport à la crise internationale. En novembre 1938, c'est le bourgeois « *antimunichois* » Paul Reynaud qui sera l'homme de pointe d'une politique qui est celle de l'ensemble de la bourgeoisie munichoise comme antimunichoise. Les engagements « *antimunichois* » de l'appareil du PCF, son désir de peser sur le rapport des forces entre les deux tendances opposées de la bourgeoisie, vont le conduire à user de toute sa puissance encore considérable pour une limitation de l'action ouvrière qui, cette fois, aboutit à une défaite grave.

En signant, le 30 septembre, les accords de Munich, Daladier a fait en effet un pas décisif dans la voie de la politique, préconisée par son ministre Georges Bonnet, de conciliation avec l'Allemagne hitlérienne — et par conséquent de rupture de l'alliance russe. Le 4 octobre, le gouvernement Daladier se fait attribuer les pleins pouvoirs : il s'agit maintenant d'appliquer les mesures de politique économique décidées depuis le mois d'août. Au congrès radical qui se tient à Marseille, le président du Conseil est catégorique : « *J'ai choisi ma route* ».

Trois jours plus tard, il change de ministre des Finances. Le nouveau titulaire de ce poste clé est Paul Reynaud, partisan d'une politique de « *fermeté* » vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne comme de la classe ouvrière. Entouré d'une équipe de collaborateurs parmi lesquels figurent MM. Jacques Rueff, Alfred Sauvy, Maurice Couve de Murville et Michel Debré, il va tenter de mettre à profit le désarroi provoqué au sein du mouvement ouvrier par la crise internationale pour lever l'hypothèque des acquis ouvriers de 1936.

Le 10 novembre, pour protester contre le vote antimunichois des communistes, les représentants du parti radical quittent le comité national du rassemblement populaire, portant ainsi le coup de grâce au Front populaire moribond. Le 12, Paul Reynaud présente lui-même ses « *décrets-lois* » de façon provocante : « *Nous vivons, déclare-t-il, en régime capitaliste. Le régime capitaliste étant ce qu'il est, il faut obéir à ses lois. Ces lois c'est le profit, c'est le risque individuel, c'est la liberté des marchés, c'est le stimulant de la concurrence* »¹.

La guerre mondiale n'a pas eu lieu. Mais, à sa place, c'est en France la guerre sociale : les organisations ouvrières, particulièrement celles qui, au moment de Munich, se sont prononcées pour une « *fermeté* » qui signifiait la guerre, sont dorénavant au pied du mur : elles devront se battre ou capituler. L'homme qui les en défie n'est pas un « *munichois* ».

Les décrets-lois prévoient le rétablissement de la semaine de six jours, la suppression des majorations pour les deux cent cinquante premières heures supplémentaires, le rétablissement du travail aux pièces,

des sanctions pour refus de faire des heures supplémentaires (licenciement, refus de l'indemnité de chômage, retrait de la carte de travail pour les étrangers...), le recrutement de 1 500 gendarmes supplémentaires en même temps que des dégrèvements d'impôts et la suppression de certains contrôles pour les chefs d'entreprise.

Riposte ouvrière aux décrets-lois

Le mécontentement contre les décrets-lois est grand. Dès le 17 novembre, au lendemain du congrès de la CGT, des grèves éclatent dans les produits chimiques, chez Hutchinson, chez Cail à Denain, aux raffineries de Donge, où les travailleurs occupent l'usine. A Puteaux et à Aubervilliers, la police fait évacuer de force les usines cependant que les grèves s'étendent aux secteurs décisifs de la métallurgie et de l'industrie de guerre. A Valenciennes, elle est générale dans la métallurgie, et Denain-Anzin, Dunkerque sont également touchées. Avec la grève de la métallurgie parisienne (Farman, Citroën, Panhard, Caudron, Bloch...) et l'occupation des usines Renault le 23 novembre, le mouvement tend à se généraliser et à se transformer en affrontement ouvert avec le gouvernement.

Dans la plupart des usines de la région parisienne, ce sont les délégués syndicaux contrôlés et dirigés par le parti communiste qui suscitent le mouvement. Ce sont eux qui, en particulier, le 23 novembre déclenchent la grève chez Renault. Il semble bien que les dirigeants communistes aient pensé recommencer l'opération de la grève de la métallurgie de mars 1938 et utiliser le mécontentement ouvrier contre les décrets-lois Daladier dans le but de faire pression sur la politique extérieure du gouvernement. C'est en particulier afin de nourrir la protestation contre la venue à Paris de Ribbentrop qu'ils déclenchent la grève aux usines Renault et dans de nombreuses autres usines de la région parisienne.

Les travailleurs vont s'engouffrer dans cette ouverture. C'est dans l'enthousiasme que Renault a débrayé et que l'occupation de l'usine est organisée. Le gouvernement réagit aussitôt, masse cent pelotons de gardes mobiles et près de 1 500 agents autour des bâtiments. De leur côté, les travailleurs se préparent à soutenir le siège. Les portes sont soudées, des lances d'incendie mises en batterie, des camions-citernes pleins d'essence placés devant certaines entrées. Les premières tentatives de la police pour investir l'usine sont repoussées par des jets de projectiles divers. Les ouvriers demandent à leurs directions syndicales qu'elles fassent appel à l'aide des autres usines, comme pour Goodrich au printemps 1938 **2**.

C'est alors que se produit le revirement des dirigeants du parti communiste. Le député communiste Alfred Costes, flanqué du maire SFIO de Boulogne, Morizet, vient tenter de convaincre les ouvriers qu'ils doivent évacuer l'usine au moment où la police commence les jets de grenades et tente de l'investir. Profitant des atermoiements des occupants, déconcertés par l'intervention de Costes et Morizet, la police parvient à évacuer l'usine après plus de trois heures de dures bagarres. Des centaines d'ouvriers sont arrêtés, dont 84 sont condamnés, dans les jours qui suivent, à des peines allant de dix jours à deux mois de prison **3**.

Devant la détermination gouvernementale et les réactions que provoque la répression, il semble bien que les dirigeants communistes craignent de voir se développer une résistance qui risquerait de déborder le cadre qu'ils ont fixé à l'action, et de conduire à un affrontement généralisé. Reculant devant le caractère de violence que prend le mouvement, ils cherchent à l'enrayer. Il n'y aura, de leur part, ni de celle de la CGT, aucun appel à des actions qui permettraient de dégager les grévistes de Renault, alors que les travailleurs, spontanément, cherchent les voies d'un combat d'ensemble. Le vendredi 26, il faudra trois votes successifs, à l'usine Bloch, pour que les travailleurs acceptent la reprise « *proposée* » par les responsables syndicaux. Le parti communiste, qui avait été à l'initiative des grèves, dans un souci de lutte contre un gouvernement « *munichois* », semble effrayé par le caractère que prennent grèves et

occupations. Il s'attache donc à interrompre ce mouvement en train de faire tache d'huile et dénonce, dans ce but, les minorités révolutionnaires responsables, selon lui, des violences.

Pendant la bataille de Renault, Costes et Morizet ont proposé au commissaire de police de laisser les grévistes évacuer les lieux et de n'arrêter que le lendemain les « *coupables* » que tout le monde connaît, qui ont lancé des boulons contre les gardes mobiles. Au second procès Renault, Costes tentera de rejeter les responsabilités des bagarres sur « *une poignée d'agitateurs membres d'une Quatrième Internationale* »⁴, tandis qu'une déclaration du « comité de défense des ouvriers des usines Renault », que Costes et Morizet président, déclare : « *Des milliers de tracts distribués par des agitateurs trotskystes aux portes des usines Renault, appelant sans cesse les ouvriers à l'action directe, démontrent que les meneurs ne sont pas les dirigeants de la CGT, mais bien les signataires de ces tracts* »⁵.

Commencé le 17 novembre, le mouvement n'est endigué que le 26. Il est à noter que ce sont les couches les plus avancées de la classe ouvrière, métallurgistes de la région parisienne, travailleurs de l'industrie de guerre, cheminots, qui se sont lancés dans cette lutte marquée par un acharnement extrême. Les grévistes n'avaient plus en face d'eux un gouvernement qu'ils considéraient comme « *leur* », comme c'était le cas en juin 1936. A bien des égards, les grèves prennent des allures révolutionnaires et insurrectionnelles. La déception qu'a apportée le Front populaire s'exprime avec âpreté pendant ces quelques jours, marqués, non par la démoralisation, mais, au contraire, par l'impatience et la volonté de vaincre.

La grève du 30 novembre

Au lieu de développer et de généraliser les grèves, la direction de la CGT, toutes tendances réunies, demande et obtient des travailleurs l'arrêt des mouvements en cours, au nom d'une action de plus grande envergure à conduire cinq jours plus tard, et dont elle fixe, dès le début, le cadre. Le communiqué de la CGT précise en effet : « *Quels que soient les circonstances et les événements, le travail devra reprendre le jeudi 1^{er} décembre au matin. La CGT déclare que la grève se fera sans occupation d'usine, de bureau, de chantier. Le mercredi 30 novembre, il ne sera organisé aucune manifestation et tenu aucune réunion* »⁶.

La décision de faire grève le 30 a été prise le 25 novembre, à la réunion de la commission administrative de la CGT. Les décrets-lois de Paul Reynaud avaient pourtant été annoncés pendant que se déroulait à Nantes le congrès de la CGT. Le texte voté donnait seulement mandat au bureau de la CGT et à sa commission administrative d'organiser, en accord avec les fédérations intéressées, « *la résistance à l'application des décrets portant atteinte aux droits et aux intérêts des travailleurs* », ainsi que de « *préparer sans retard l'action nécessaire, y compris la cessation collective du travail dans le cas où celle-ci s'avérerait indispensable à la défense des conquêtes sociales* »⁷.

La décision de déclencher le 30 novembre une grève générale apparaît donc comme le résultat d'un tournant des dirigeants de la fraction du PCF qui, après avoir voté pour la motion de Nantes, ont poussé aux grèves le 22 novembre pour finalement décider, avec les autres tendances, de l'action générale limitée à la seule journée du 30. Commentateur précieux de ces journées décisives, André Delmas, alors secrétaire du SNI, explique que leur bref séjour dans leurs départements, entre la fin du congrès et le comité confédéral du 22 novembre, « *avait convaincu les secrétaires des unions départementales que la colère grondait dans les rangs de la classe ouvrière* ». Il ajoute également que Paul Reynaud, parce qu'il « *souhaitait la chute du gouvernement Daladier* » aurait, délibérément provoqué la colère de la classe ouvrière⁸.

L'objectif des dirigeants du PCF était-il de renverser le gouvernement Daladier, ou tout au moins de changer en son sein le rapport des forces entre partisans du compromis avec l'Allemagne hitlérienne ou de la fermeté ? Telle est sans doute la préoccupation dominante dans les premiers jours de la vague

gréviste. Mais, très vite, ce jeu se révèle terriblement dangereux, et c'est dans cette perspective qu'il faut situer l'appel à la grève générale du 30 novembre, décidée, rappelons-le, le 25. Il s'agit en fait d'une grève pour « l'ordre ». L'appel de la CGT précise que l'action est « *uniquement destinée à protester contre les décrets-lois* » et qu'il ne saurait être question de la laisser exploiter « *comme un mouvement politique ou comme un mouvement de renversement de l'ordre social* »⁹.

Les cinq jours accordés par la CGT au gouvernement Daladier sont mis à profit par celui-ci afin de préparer, à sa manière, cette grève générale placée d'emblée sous le signe du respect de la légalité. Dès le 25 novembre, un décret réquisitionne les travailleurs des chemins de fer, le 28, un second procède de même pour l'ensemble des personnels des services publics. Le même jour, une circulaire du président du Conseil indique que les fonctionnaires en grève pourront être révoqués sur l'heure. De puissants renforts de gardes mobiles et de policiers sont acheminés sur Paris tandis que des troupes, en uniforme de campagne, traversent ostensiblement les artères de la capitale pour aller prendre position aux points stratégiques.

Malgré les cinq millions de syndiqués de la CGT, la grève est un échec. Deux millions de travailleurs au maximum y prennent part. Le gouvernement a eu le temps de préparer la « *journée* ». Dans les dépôts de métro et d'autobus, un des secteurs les plus combatifs, la troupe procède à l'arrestation des premières équipes, décourage les suivantes, qui trouvent certains dépôts sous la garde des mitrailleuses. Aucun piquet de grève, aucune assemblée générale ou manifestation permettant aux travailleurs de se réunir et de ne pas affronter en ordre dispersé la répression organisée ne sont prévus. De nombreuses catégories de travailleurs n'ont pas fait grève. Or, ce sont en général les couches les plus avancées, dont l'élan a précisément été brisé par l'arrêt de la première vague de grèves et qui ne voient, dans cette action qui doit — de toute façon — se terminer le lendemain, aucune perspective permettant d'aller plus loin. Ce sont les cheminots, les travailleurs de l'industrie de guerre et de la métallurgie qui ne font grève que dans une très faible proportion. Inversement, participent à la grève des couches beaucoup plus « *arriérées* » qui n'ont pas pris part à la première vague et se mettent en mouvement maintenant, se croyant « *protégées* » par les secteurs décisifs. Dans certains secteurs limités, par exemple à Clermont-Ferrand, le mouvement prend un caractère insurrectionnel comparable à celui des usines Renault, le 23 novembre. Dès les premières heures, des groupes d'ouvriers parcourent la ville, imposant la fermeture des magasins et des cafés. Après de violents affrontements avec les gardes mobiles, pendant lesquels des barricades sont érigées, les travailleurs restent maîtres de l'Hôtel des postes et de la gare.

Le PSOP et les luttes ouvrières

Quelle a été la politique du PSOP pendant les journées décisives qui vont du congrès de la CGT à l'échec de la grève générale du 30 novembre ? A la veille du congrès de Nantes, Lucien Hérard a réaffirmé dans Juin 36 que les groupes d'entreprises du PSOP ne s'assigneraient jamais pour tâche « *la conquête de fonctions de direction dans le syndicat* » et s'engageraient à ne jamais donner aux adhérents du PSOP de mots d'ordre « *impératifs* » pour la « *résolution des problèmes syndicaux* ». C'est « *spontanément* », de « *lui-même* », « *sans que son parti ne lui dicte une ligne de conduite* » que le militant révolutionnaire doit envisager les problèmes syndicaux et gagner par « *ses qualités de syndiqué* » les militants à l'idéologie du PSOP ¹⁰. Les militants du PSOP n'avaient évidemment aucune chance de jouer quelque rôle que ce soit dans ce congrès dominé par les conséquences des accords de Munich.

La tendance « *ex-unitaire* » de l'ancienne CGTU, animée par le parti communiste et le centre des « *ex-confédérés* » de Léon Jouhaux, qui détient la majorité, se sont alliés sur une politique d'union sacrée et se refusent en conséquence à décider une action contre les décrets-lois. Ceux des réformistes, qui ont été « *munichois* » en septembre, se regroupent autour de la tendance « *Syndicats* », animée par René Belin et le secrétaire du SNI, André Delmas, tandis que l'emploi d'un nouveau mode de délégation au congrès a permis de réduire considérablement la représentativité de la minorité révolutionnaire du Cercle Lutte de classe et de l'Ecole émancipée dont Gilbert Serret est le porte-parole.

Le PSOP apporte son appui à Maurice Chambelland, délégué du comité intersyndical du livre que Juin 36 interviewe. Militant syndicaliste, Maurice Chambelland avait suivi Pierre Monatte au parti communiste au lendemain de la Révolution russe. Déçu par la bureaucratisation de l'Internationale communiste et le développement du stalinisme, il refait en sens inverse le chemin parcouru depuis 1917 et milite pour « *l'indépendance des syndicats* » et contre l'emprise du parti communiste sur la CGT. En accord avec une partie de la tendance « *Syndicats* », il s'est prononcé pour le retrait de la CGT du Front populaire. Animateur du Centre syndical d'action contre la guerre (CSACG), il se rallie, au congrès de Nantes, à la motion d'André Delmas qui se prononçait « *pour l'emploi exclusif dans les rapports internationaux de méthodes de négociation et d'arbitrage* » et « *approuvait d'enthousiasme* » la proposition faite par le président Roosevelt de réunir une conférence internationale.

Ainsi les préférences du PSOP vont-elles plus à l'aile « *pacifiste* » des réformistes qu'à la minorité révolutionnaire qui a présenté sa propre motion. Pourtant Marceau Pivert se refuse à suivre ceux des « *pacifistes* » qui abandonnent, au nom de la défense de la paix, la lutte contre le gouvernement. Bien que méfiante à l'égard de l'utilisation « *belliciste* » que tente de donner la direction du parti communiste aux grèves partielles, la CAP du PSOP félicite les travailleurs « *qui ont compris que la grève était la seule réponse à la provocation du gouvernement* ». Juin 36 titre « *Vive la grève générale* » et souhaite que la vague de grève conduise à un « *nouveau juin 36* », seul susceptible aux yeux de la direction du PSOP de « *sauver les masses populaires* » à la condition d'être, cette fois, mené jusqu'à son terme **11**. Le PSOP mène campagne pour la grève du 30 novembre. Marceau Pivert fustige les pacifistes du syndicat de l'enseignement laïc du Rhône qui se sont prononcés contre la grève afin de ne pas gêner la « *politique de paix* » du gouvernement. Il soutient la nécessité de ne tomber « *ni dans une erreur* », la politique « *belliciste du parti communiste* », « *ni dans l'autre* », le soutien de l'aile « *fascisante* » de la bourgeoisie au nom de la défense de la paix. Il appelle les travailleurs à « *résister coûte que coûte aux attitudes qui entraînent les travailleurs en dehors de leur terrain de classe* » et, pour cela, à tout faire pour que la grève soit une réussite parce qu'elle est une action contre les décrets-lois et, que, quels que soient les dangers de « *détournement* » qui subsistent et les « *raisons véritables des grèves partielles* », la grève générale constitue l'unique moyen de « *reclasser, de restaurer et de regrouper les forces vives du prolétariat* » **12**. Bien loin de marquer le redressement escompté, la défaite du 30 novembre, suivie d'une vague sérieuse de répression, est un coup dur porté à la classe ouvrière, la fin de la période ouverte par les grèves de juin 36, et c'est ainsi que les travailleurs la ressentent.

Juin 36 tente d'analyser les causes de l'échec de la grève. Il en rappelle les causes profondes, les deux années de démobilisation des masses par la politique de Front populaire, mais mentionne aussi les causes les plus récentes, reconnaissant ainsi implicitement s'être laissé duper pour avoir joué le jeu trop loyalement. La lutte contre les décrets-lois a été liée « *obstinément à la politique extérieure par le parti communiste et, en conséquence, la fraction pacifiste de la CGT a déraillé à son tour* ». Il trace ce bilan impitoyable :

« ... Hélas, tout a été conduit de manière à faire jouer la contagion dans le sens de la défaite. Ce qui s'est passé au métro est significatif à ce sujet : pourquoi n'a-t-on pas procédé comme au 29 décembre 1937 ? Mais surtout, on a déclenché la grève 18 jours après la publication des décrets-lois. Il aurait fallu la déclencher dès le lendemain.

On a provoqué des grèves partielles sans les utiliser pour étendre le mouvement.

Il aurait fallu saisir l'occasion de la répression par les gaz pour déclencher la grève générale.

On a donné à la grève un caractère de passivité qui a livré les meilleurs militants à l'isolement, à l'encadrement par les gardes mobiles.

Il aurait fallu organiser une véritable grève active et ne pas opposer " l'inertie " et " l'ordre " à l'agressivité croissante du patronat et du gouvernement.

Si la direction de la CGT avait parlé le langage que les fascistes tenaient le 6 février 1934, Daladier aurait démissionné. Elle s'est contentée d'une " lettre " à l'heure où il fallait " agir ". On n'a rien fait pour

développer la combativité, l'agitation, la volonté de vaincre : pas de mots d'ordre, pas de permanences, pas de directives, pas de perspectives, proches ou lointaines. Les directions n'avaient rien à dire à ces ouvriers et fonctionnaires qui risquaient leur pain pour la cause commune ! Pas de réunions ! Pas de meetings ! Pas de rassemblement !

Ces erreurs sont tellement grossières qu'un mot vient obstinément à l'esprit : trahison. Pendant que le gouvernement attaquait, par ses décrets, sa radio, sa presse, on cherchait le compromis : on l'espérait tellement qu'aucune préparation technique n'eut lieu même in extremis » **13.**

L'échec de la grève générale dépouille le PSOP de nombre de ses illusions. Il suscite, dans ses rangs, l'amertume et la désillusion. Mais au découragement de beaucoup répond aussi la rage de ceux qui refusent la capitulation. Au lendemain de la défaite, c'est tout de même un appel à l'énergie que lance le PSOP :

« Maintenant, la démoralisation et l'inquiétude sont plus graves que jamais. Nous ne pouvons vraiment échapper aux périls qui viennent de s'amplifier au cours de ces dernières heures que si nous sommes capables de nous montrer impitoyables pour les auteurs des trahisons successives dont nous sommes victimes et si nous savons regrouper très vite tous les éléments révolutionnaires honnêtes et décidés au sein du mouvement syndical aussi bien que sur le plan politique. La lutte n'est pas terminée. Les contradictions du régime nous permettront des retours offensifs. C'est par les épreuves que nous progresserons. Les forces vives du prolétariat ont été déviées, mais elles ne sont pas détruites » **14.**

Trotsky reprend la discussion

Il ne faut pas sous-estimer la portée d'une telle prise de position. La défaite ouvrière est certes grave, elle ne constitue pas un écrasement. Des milliers d'hommes abandonnent l'activité militante, découragés, écœurés ou tout simplement las, mais une minorité réfléchit et s'efforce de dresser un bilan. Les dirigeants du PSOP ont encore la possibilité de tirer des enseignements des premiers mois particulièrement difficiles d'existence de leur parti. C'est entre leurs mains que réside pour le moment la seule possibilité — mince il est vrai — qui existe pour la classe ouvrière de retourner la situation : la constitution d'un parti qui ne peut pas, certes, pour le moment, espérer devenir rapidement un parti de masse, mais dont le rôle — s'il était suffisamment soudé, homogène, systématiquement implanté dans les syndicats et les entreprises — pourrait être décisif dans le nécessaire combat pour donner au prolétariat « *sa politique à lui* », selon l'expression de Marceau Pivert. Paradoxalement, c'est dans la situation la plus défavorable pour le prolétariat que celui-ci ait connue depuis l'époque de la fondation de la Gauche révolutionnaire, que les animateurs du courant pivertiste ont les plus grandes possibilités de jouer un rôle proprement historique.

C'est pourquoi Trotsky, après s'être vainement battu et à plusieurs reprises pour que Pivert prenne les responsabilités qui lui incombaient alors, à ses yeux, et qui l'a maintes fois dénoncé comme un « *centriste impénitent* », s'adresse de nouveau à lui, pour le convaincre qu'il est encore possible de réaliser, dans le bref délai que l'histoire leur laisse, la véritable fondation du parti révolutionnaire plus que jamais nécessaire.

Au lendemain du 30 novembre, le problème du regroupement des révolutionnaires se trouve de nouveau posé : le dialogue entre Marceau Pivert et Trotsky, interrompu depuis la fondation de la Gauche révolutionnaire, reprend.

Du Mexique où il a pu trouver un asile précaire, Léon Trotsky s'adresse à Marceau Pivert pour lui faire part de ses réflexions sur les conséquences de la défaite ouvrière du 30 novembre :

« Le développement approche manifestement du dénouement, écrit-il. Comme dénouement, il ne peut y avoir que l'établissement d'une dictature fasciste, dans les premiers temps préfasciste (bonapartiste) de

type militaire, ou la victoire du prolétariat. Je ne pense pas non plus qu'il y ait désaccord quant aux délais : un an ou deux c'est le délai maximum qui reste jusqu'au dénouement " définitif ", c'est-à-dire irréparable pour de longues années ».

Les conséquences qu'il en tire ne sont pas éloignées de celles du dirigeant du PSOP :

*« Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes, comprenant clairement la situation, complètement affranchis de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise, " socialiste ", " communiste ", " anarcho-syndicaliste ", etc., et disposés à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses. Dans les dix ou quinze dernières années, nous avons vu plus d'une fois les grands partis traditionnels et leurs regroupements, dans le genre du front de fer (sans fer) ou du Front populaire (sans peuple) s'effondrer sous la pression d'immenses événements. Ce qui ne se brise pas, ni ne s'effondre, c'est uniquement ce qui a été soudé par des idées révolutionnaires, claires, précises, intransigeantes »**15.***

Trotsky pèse les chances qui subsistent : ou bien le prolétariat français sera écrasé sans résistance et, dans ce cas, il est inutile de faire des pronostics : « *La protestation servile n'exige aucune stratégie* », ou bien, dans le court délai qui reste, « *l'avant-garde du prolétariat français relèvera la tête, rassemblera autour d'elle les masses et se trouvera capable tant de résister que d'attaquer* ». « *Sans insurrection, ajoute-t-il, la catastrophe est inévitable et dans un délai très court* ». Mais cette hypothèse exige selon lui l'existence d'une organisation révolutionnaire disposée à aller « *jusqu'au bout* » et qu'il faut à tout prix tenter de constituer avant qu'il ne soit trop tard. Il ne voit d'autre perspective pour la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification immédiate du PSOP et de la section de la Quatrième Internationale. Le dialogue, interrompu à la veille de juin 1936, reprend dans des conditions évidemment tout autres ; la tendance générale est maintenant à la défaite, la constitution d'une avant-garde pourrait seulement permettre de saisir et de favoriser l'occasion d'un renversement de la situation.

A vrai dire, au moment où Trotsky intervient personnellement, les propositions d'unification entre le PSOP et les organisations se réclamant de la Quatrième Internationale remontent déjà à plusieurs mois, mais les négociations traînent en longueur. Sous l'impulsion de Trotsky, la majorité du secrétariat international de la Quatrième Internationale, avec l'appui de J.P. Cannon et du Socialist Workers Party des Etats-Unis, estimait nécessaire la fusion de l'organisation trotskyste française, le POI, avec le PSOP. Dès le 8 octobre 1938, au lendemain de la conférence de fondation de la Quatrième Internationale, tenue le 3 septembre 1938 à Périgny, dans la maison d'Alfred Rosmer, le comité central du POI s'est adressé à la CAP du PSOP pour lui proposer la fusion des deux organisations.

Le 17 octobre, une délégation du PSOP rencontre celle du POI. Un accord est conclu pour un travail en commun « *dans les comités contre la guerre* » dont le PSOP avait pris l'initiative lors de la crise de septembre. Le 29 octobre 1938, la CAP du PSOP refuse les quatre points présentés par le POI. Jaquier, au nom du PSOP, propose que l'action commune soit limitée à un accord de front unique entre les deux organisations, établi par l'intermédiaire de quelques personnalités privées telles que Treint, Junker et Villate **16.** La question est mise à l'ordre du jour du conseil national du PSOP des 17 et 18 décembre. Lucien Hérard explique que, compte tenu des difficultés du PSOP pendant la crise de septembre et de novembre et des problèmes qui sont apparus, il convient d'être « *prudent* », voire « *méfiant* », à l'égard de l'entrée des trotskystes qui ne pourraient qu'accentuer l'hétérogénéité du parti. Marceau Pivert considère, lui, que la fusion, aux conditions proposées par le POI, « *est pire que la scission* » et s'y oppose fermement. Seul Daniel Guérin, qui estime que le PSOP doit jouer le rôle de « *creuset* » des minorités révolutionnaires, est plutôt favorable, sans pour autant accepter les « *conditions* » du POI. Finalement, le conseil national refuse la fusion avec le POI mais admet l'adhésion de ses membres à titre individuel ; pour éviter tout danger de « *noyautage* », il interdit l'existence des bulletins de tendance **17.**

Le 22 décembre 1938, Trotsky écrit personnellement à Marceau Pivert et lui propose à nouveau la fusion du PSOP et du POI. Il constate les convergences entre les deux organisations sur l'appréciation de la situation politique nationale et internationale qui exige, selon lui, la constitution immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France et à l'échelle internationale. Il critique durement les rapports que le PSOP entretient avec le bureau de Londres :

« Votre parti peut-il aborder de grandioses tâches la main dans la main avec Fenner Brockway, Walcher, Sneevliet, Brandler et autres vénérables invalides, qui non seulement n'ont montré en rien leur capacité à s'orienter dans les événements révolutionnaires, mais, au contraire, ont montré à maintes reprises leur incapacité non moins absolue d'apprendre quoi que ce fut de leurs propres erreurs. Le meilleur groupe fut, parmi eux, le POUM, mais n'est-il pas clair maintenant que l'effroi du POUM devant l'opinion publique petite-bourgeoise de la Deuxième et de la Troisième Internationale et surtout des anarchistes fut l'une des principales causes de l'effondrement de la révolution espagnole ? »

Trotsky place Marceau Pivert devant ses responsabilités :

« Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à celle qui pesait sur Andrés Nin dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans des moments de crise politique aiguë, l'initiative personnelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose : aller jusqu'au bout... »18.

La réponse du PSOP

Le 26 janvier, Marceau Pivert répond à Trotsky au nom du bureau du PSOP : *« Nous savons que la crise approche »*, écrit-il en constatant la convergence de leurs appréciations réciproques sur la situation politique. S'il regrette l'absence de pronostic de Trotsky quant aux rythmes et aux délais, il affirme son identité de vue avec lui pour reconnaître que, dans tous les cas, le problème qui se trouve à l'ordre du jour, est celui de la formation d'une avant-garde révolutionnaire prête à poser la question de la conquête du pouvoir **19**.

Mais là s'arrêtent les points d'accord. Il reproche à Trotsky de sous-estimer les qualités du bureau de Londres et rejette catégoriquement son jugement sur le POUM lequel, selon lui, ne porte aucune responsabilité dans l'effondrement de l'avant-garde révolutionnaire espagnole, qui résulte des efforts conjugués des impérialismes anglais, français, allemand, italien ainsi que du stalinisme. *« Une politique d'avant-garde, écrit-il, n'est pas, hélas, aussi pleinement rentable dans une période de retraite et de dépression du mouvement ouvrier que dans une période de marche en avant »*.

Marceau Pivert n'esquive pas le problème de sa responsabilité personnelle. Il reconnaît *« qu'une stratégie prolétarienne authentique et résolue peut avoir dans des circonstances favorables une portée incalculable »* et répond à Trotsky que, effectivement, *« il y a, en vérité, des moments où l'on doit s'engager " à fond et jusqu'au bout " »*. Mais Pivert joue sur les mots car il ajoute aussitôt : *« Nous les avons traversés ces moments, en juin-juillet 1936 »*. Alors qu'il est clair que, pour Trotsky, aller jusqu'au bout signifie justement rompre avec la politique qui, en Espagne, avait conduit les dirigeants du POUM — tout comme ceux de la Gauche révolutionnaire en France — à participer au Front populaire, à accepter, en Catalogne, la dissolution du comité central des milices antifascistes et, finalement, à participer à la restauration du gouvernement *« bourgeois »* de la Généralité de Catalogne dans lequel Andrés Nin avait accepté de siéger comme conseiller à la justice. Marceau Pivert aborde enfin la question qui l'avait déjà opposé à Trotsky lors de l'exclusion des bolcheviks-léninistes de la SFIO : celle des méthodes d'organisation, qu'il considère comme essentielle et constitue, pour lui, une *« question préalable »*.

« Mais nous désirons vous parler franchement, camarade Trotsky, au sujet des méthodes sectaires que nous avons constatées autour de nous, qui ont contribué aux échecs essayés et qui ont affaibli l'avant-garde. Je songe à ces méthodes qui consistent à violer l'intelligence révolutionnaire des militants (nombreux en France) qui ont l'habitude de se faire eux-mêmes leur opinion et qui se mettent loyalement à la dure école des faits. Je songe à ces méthodes qui consistent à interpréter sans indulgence le moindre tâtonnement dans la recherche de la vérité révolutionnaire. Je songe enfin aux méthodes qui tendent, par une colonisation opérée de l'extérieur, à dicter, au mouvement ouvrier des attitudes, des tactiques et des réactions qui ne surgissent pas des profondeurs de son intelligence collective. C'est dans une large mesure pour cette raison que la section française de la Quatrième Internationale s'est montrée absolument incapable, non pas même d'atteindre les masses, mais de former des cadres éprouvés et sérieux » **20.**

Marceau Pivert considère que les « sérieux désaccords » interdisent toute fusion. Bien sûr, les trotskystes peuvent toujours entrer dans le PSOP individuellement comme l'a déjà fait à cette date la minorité du POI en respectant les statuts et la charte du parti et en bénéficiant de la démocratie intérieure garantie à tout membre du parti. A « une illusoire fusion organique portant en elle des germes de confusion et de désagrégation », il oppose la proposition d'un accord entre les deux organisations pour l'action commune contre la guerre impérialiste.

Au bureau du PSOP, Daniel Guérin ne partage pas l'opinion de Marceau Pivert. Absent de la réunion où a été approuvée la lettre de Marceau Pivert, il écrit à Trotsky. Pour lui, il n'y a pas, comme le pensent les autres membres du bureau, de « sérieuses divergences » entre les trotskystes et le PSOP. Les divergences ne sont que des créations artificielles dues au « sectarisme » de certains dirigeants du POI, en particulier Pierre Naville. Il pense qu'une fusion est préférable à un « front unique » entre organisations et que le PSOP peut être le creuset unifiant l'avant-garde révolutionnaire à condition que les trotskystes n'envisagent pas cette fusion comme une « manœuvre déloyale » visant à s'introduire comme un « corps étranger » dans le PSOP afin d'y préparer en son sein une nouvelle scission « entraînant un certain nombre de militants afin de former avec eux un nouveau POI ». Malgré les « soupçons » que la tactique de certains trotskystes lui inspire, il affirme ne pas vouloir écarter la possibilité d'une fusion loyale dont il dépend, selon lui, de Trotsky, et de lui seul, qu'elle ne soit pas une tentative de débauchage et de noyautage du PSOP. Le seul désaccord « purement formel » pour Daniel Guérin, mais non pour Trotsky qui n'a pas changé sa position concernant les « étiquettes » et les « numéros », porte sur la question de la Quatrième Internationale :

« Nous voulons construire une nouvelle Internationale révolutionnaire. Le seul désaccord provient du fait que vous avez baptisé votre secrétariat international " Quatrième Internationale ", alors qu'à notre avis la nouvelle Internationale ne peut pas être créée par un coup de baguette magique. Elle naîtra au sein des masses et nous devons y préparer activement les masses, leur faire comprendre sa nécessité, les aider à en trouver le chemin. Encore une fois, je le répète (bien que j'entende à l'avance votre protestation véhémement) ce n'est qu'une question de désaccord dans la forme et qui ne devrait pas devenir un obstacle à l'indispensable regroupement, au renforcement indispensable et urgent de l'avant-garde révolutionnaire en France » **21.**

Le ton est certes différent de celui de Marceau Pivert. Pourtant les conclusions pratiques de Guérin sont, somme toute, identiques à celles de la majorité du bureau du PSOP puisqu'il précise que par « fusion », il entend « l'entrée individuelle » des membres du POI dans le PSOP.

En même temps qu'il reçoit la réponse de Marceau Pivert, Trotsky est informé de la situation dans le PSOP par Alfred Rosmer qui, bien que non membre de la Quatrième Internationale, avait accepté de se charger d'une mission d'information auprès de Marceau Pivert afin de sonder ses intentions. Les renseignements transmis par Rosmer renforcent la conviction de Trotsky de la nécessité de l'entrée dans le PSOP. Il a déjà réussi à convaincre certains de ses camarades du POI d'entrer aux conditions de

Marceau Pivert, puisqu'il n'y a pas d'autres solutions, et multiplie les démarches pour convaincre les autres de suivre la même voie. Plaidant en faveur d'un compromis qu'il estime nécessaire, il considère en même temps qu'il doit se réaliser dans la clarté des positions respectives.

Devant le contenu de la réponse de Marceau Pivert, il abandonne les formes « *diplomatiques* » qu'il avait mises dans sa première lettre pour exposer clairement et sans compromis les divergences qui le séparent du PSOP. Il s'en explique dans une lettre à Alfred Rosmer et dans la réponse qu'il fait à Daniel Guérin **22**. Il constate qu'entre Marceau Pivert et lui, il y avait des « *prémisses identiques* » qui se sont exprimées en particulier par la convergence de leurs vues lors des journées de juin 1936 durant lesquelles Pivert écrivait la formule magnifique « *tout est possible* », tandis que lui, de son côté, tirait une appréciation identique dans son article : « *La révolution française a commencé* ». Pourtant il affirme que Pivert n'a pas tiré « *les conclusions nécessaires de ces prémisses révolutionnaires* ». « *Le malheur, écrit-il, c'est que Marceau Pivert, partant d'une analyse radicale exacte de la situation, demeure indécis devant les tâches révolutionnaires qui découlent de cette analyse* ».

« Le plus difficile, écrit-il, et aussi le plus important dans une période telle que celle traversée actuellement par la France, c'est de se libérer de l'influence de l'opinion publique petite-bourgeoise, de rompre avec elle intérieurement, de ne pas craindre ses aboiements, ses mensonges et ses calomnies, et, tout aussi bien, de mépriser ses louanges et ses flatteries. A cette condition seulement, on peut s'assurer la liberté d'action nécessaire, la faculté de percevoir en temps voulu la voix révolutionnaire des masses et de se placer à leur tête pour l'offensive décisive ».

Et Trotsky reproche à Marceau Pivert de rester lié à cette « *opinion publique petite-bourgeoise* » et d'être « *pénétré* » de l'influence de la morale maçonnique, « *cette morale fausse, hypocrite, frelatée qui imprègne en France, directement ou indirectement la majorité des chefs ouvriers officiels* ».

« La question de la franc-maçonnerie, selon moi, a une importance énorme, aussi bien politique que symbolique. Dans la période de profonde crise révolutionnaire que traverse actuellement la France et qui pose devant le prolétariat de la manière la plus brûlante la question de la lutte pour le pouvoir, c'est pour les leaders révolutionnaires un devoir élémentaire et urgent de rompre tout lien politique et moral avec les chefs traîtres du radicalisme bourgeois et du " socialisme " officiel qui, à chaque événement décisif, seront toujours contre les travailleurs.

Je ne sais si Daladier est franc-maçon, mais Chautemps, en tout cas, en est un et, avec lui, d'autres membres du gouvernement. Je me demande comment il est possible de s'opposer sérieusement à l'abjecte politique du Front populaire, c'est-à-dire la subjugation politique du prolétariat par la bourgeoisie radicale, et en même temps de demeurer dans un bloc " moral " avec les chefs de la bourgeoisie radicale, avec les canailles et staviskestes qui, en leur qualité de francs-maçons, prétendent assumer la tâche de " régénération morale de l'humanité " ».

A Daniel Guérin, il précise :

« Qu'est-ce qui lie Pivert à la maçonnerie ? Je vous le dis : c'est ce qui le sépare de la Quatrième Internationale, c'est-à-dire l'indécision sentimentale petite-bourgeoise, la dépendance à l'égard de l'opinion publique officielle. Si quelqu'un me déclare qu'il est matérialiste et en même temps qu'il se rend à la messe le dimanche, je dis que son matérialisme est faux... Combiner le socialisme révolutionnaire à la franc-maçonnerie est aussi inconcevable que combiner le matérialisme au catholicisme. Le révolutionnaire ne peut politiquement avoir deux domiciles : l'un avec la bourgeoisie pour l'âme, l'autre avec les ouvriers pour la politique courante. La duplicité est incompatible avec le révolutionnaire prolétarien. Excluant toute stabilité interne, la duplicité engendre la sensibilité, la susceptibilité, la timidité intellectuelle... ».

C'est là et seulement là qu'il faut chercher pour Trotsky l'explication de la sensibilité de Marceau Pivert aux « méthodes » des trotskystes. Il admet, certes, qu'il puisse y avoir des tendances sectaires dans son organisation, qu'il se soit produit des « incidents », ou que certains de ses amis aient « manqué de tact ». Puis il élève le débat pour tenter d'expliquer la racine des divergences sur la question organisationnelle et la source des griefs de Pivert :

« Depuis les origines du mouvement ouvrier, l'accusation d'user d'un ton déplacé, d'être trop violent ou de manquer de tact n'a jamais cessé d'être lancée contre les représentants de l'aile gauche. Cela s'explique, d'une part, par le fait que les socialistes qui n'ont pas rompu complètement avec les préjugés de l'opinion publique bourgeoise et qui sentent l'ambiguïté de leur propre situation ne supportent pas la moindre critique : c'est une loi de psychologie ; d'autre part, ceux qui, luttant désespérément contre les partis dominants, sont inspirés par des idées révolutionnaires intransigeantes, ont toujours tendance particulièrement dans une situation critique comme celle d'aujourd'hui, à se montrer impatients, exigeants à l'extrême, irritables à l'égard de ces éléments centristes qui hésitent, attendent, se dérobent, perdent du temps. Toute l'histoire du mouvement révolutionnaire est marquée par un dialogue polémique entre ces deux types humains ».

Sans concession, Trotsky aborde la question de l'Espagne, « le problème le plus important de ces dernières années » sur lequel il reproche à Pivert de n'avoir jamais fait une seule tentative pour soumettre son appréciation de la situation espagnole à une critique sérieuse et d'avoir systématiquement refusé la confrontation des analyses. Puis il revient sur les problèmes d'une organisation internationale et des relations du PSOP. Il a des mots très durs pour Maxton, qualifié de « laquais pacifiste de l'impérialisme », pour Fenner Brockway « de prêtre centriste ».

Trotsky conclut sa lettre à Daniel Guérin en écrivant que, s'il admet qu'il puisse y avoir dans le PSOP des nuances dont certaines sont proches des conceptions de la Quatrième Internationale, la lettre de Marceau Pivert, qui exprime le courant dominant du PSOP, l'a convaincu que, entre Pivert et lui, il n'y avait rien moins qu'un « abîme ».

« Quand j'ai écrit à Pivert, précise-t-il, je ne me faisais pas de grandes illusions, mais je ne renonçais pas à l'espoir d'un rapprochement avec lui. La réponse de Pivert m'a montré que nous avons affaire avec lui à un centriste organique qui, sous l'influence des événements révolutionnaires, se déplacerait plutôt vers la droite que vers la gauche. Je serais heureux de me tromper. Mais à l'étape actuelle, je ne puis pas me permettre un jugement optimiste ».

Cette appréciation ne change cependant rien à l'orientation de Trotsky sur le PSOP. « Je n'identifie pas Pivert à votre jeune organisation », écrit-il à Daniel Guérin. La scission du PSOP s'est faite « sur la gauche ». La composition du PSOP est « très largement prolétarienne ». Ces deux faits, écrit-il à Alfred Rosmer, sont « le gage très précieux d'une possible évolution révolutionnaire » ; il donne à ses amis français comme tâche de la précipiter.

Il faut d'abord que Trotsky parvienne à convaincre ses camarades. Leur admiration et leur respect pour le « vieux » ne les empêchent pas de discuter ses analyses et ses conclusions. La majorité du POI refuse en effet une entrée dans le PSOP qui ne pouvait se faire qu'individuellement et sans conserver un journal de tendance, puisque la direction du PSOP n'acceptait ni de tenir un congrès de fusion ni de discuter d'une plate-forme politique. Pour les uns, derrière les frères Bardin, Johannès dit Boitel et Alfred, le PSOP est un parti « centriste ossifié », incapable d'évoluer à gauche, et ils considèrent préférable de s'appuyer sur les minorités syndicales qu'ils influencent. Pour d'autres, en particulier Pierre Naville, l'approche de la guerre rend nécessaire l'existence d'un noyau politique qui ne soit pas soumis « à la discipline centriste du PSOP » car, expliquent-ils, « rien ne nous garantissait que ce jeune parti, à peine sevré de la SFIO, très hétérogène, accepterait de voir des tendances se cristalliser en son sein ».

Tandis que la majorité du POI refuse d'entrer aux conditions du PSOP, la minorité appuyée par Trotsky adhère au PSOP dont elle considère qu'il constitue « le centre essentiel de regroupement des éléments révolutionnaires ». Elle affirme sa fidélité au programme de la Quatrième Internationale et annonce que, bien que contrainte d'abandonner son affiliation à la Quatrième Internationale, elle se réserve le droit, dans le cadre de la discipline du PSOP, de faire prévaloir l'unification du PSOP avec la Quatrième Internationale, « *parti mondial de la révolution socialiste* ». Finalement, la plupart des militants du POI se résignent à entrer à leur tour. Le secrétariat de la Quatrième Internationale, sur la demande de Trotsky et à la suite d'un voyage en Europe de J.P. Cannon, dirigeant du SWP américain, a en effet décidé de ne plus reconnaître le POI comme section française de la Quatrième Internationale si celui-ci se refusait à entrer dans le PSOP dont l'existence constituait un « *fait nouveau en relation avec le regroupement des révolutionnaires* ». Le secrétariat international insistait sur « *la nécessité d'aborder cette fraction honnête et dévouée de la classe ouvrière dans un esprit de collaboration loyale, avec le souci de construire côte à côte avec ses militants le parti révolutionnaire* ». De son côté le PCI, qui avait constitué une fraction dans le PSOP dès sa constitution, avait décidé l'entrée de ses membres dès décembre 1938 **23**.

Une nouvelle période de collaboration s'ouvre. Elle est infiniment moins favorable que celle de 1935 : le cours des événements s'est retourné. Il ne reste que quelques mois avant la guerre, et les différentes crises, que les trotskystes ont connues, les voient entrer dans le PSOP en ordre dispersé, séparés en quatre fractions rivales dont une seule, la minorité du POI est reconnue par le secrétariat international de la Quatrième Internationale. Pourtant, leur présence, jointe au développement de la marche vers la guerre, va faire apparaître clairement ce qui n'était que virtualité.

Notes :

1. Le Réveil syndicaliste, novembre 1938.
 2. La Lutte ouvrière, 10 mars 1939 ; La Commune, 25 novembre 1938 et décembre 1938 ; Le Réveil syndicaliste, 27 mars 1939 ; L'Humanité, 26 novembre 1938.
 3. Juin 36, 2 décembre 1938.
 4. L'Humanité, 5 mars 1939.
 5. Id.
 6. L'Humanité, 26 novembre 1938.
 7. Delmas (André), A gauche de la barricade, p. 165.
 8. Id., p. 179.
 9. Id., p. 182.
 10. Juin 36, 18 novembre 1938.
 11. Juin 36, 25 novembre 1938.
 12. Id.
 13. Juin 36, 2 décembre 1938.
 14. Juin 36, 2 décembre 1938.
 15. Lettre de Léon Trotsky à Marceau Pivert, 22 décembre 1938.
 16. La Lutte ouvrière, 14 octobre 1938.
 17. La Lutte ouvrière, 13 janvier 1939.
 18. Lettre de Léon Trotsky à Marceau Pivert, 2 décembre 1938.
 19. Lettre de Marceau Pivert à Léon Trotsky, 26 janvier 1939.
 20. Lettre de Marceau Pivert à Léon Trotsky, 26 janvier 1939.
 21. Lettre de Daniel Guérin à Léon Trotsky, 2 février 1939.
 22. Lettre de Léon Trotsky à Daniel Guérin (10 mars 1939), lettre à Alfred Rosmer (14 février 1939).
 23. Lettre de Pierre Naville à Pierre Broué, 10 juin 1967.
-

Chapitre 15

L'approche de la catastrophe



Le premier congrès du PSOP était convoqué à la Pentecôte 1939. Durant des mois, la direction du PSOP, qui voyait dans les contradictions une menace pour l'unité de l'organisation et un facteur de désagrégation, avait préféré à un débat sans concession les compromis, les votes d'unanimité et le silence sur les questions controversées.

Le congrès se prépare dans un climat bien différent. Au bureau du parti, Daniel Guérin vote contre le rapport introductif de Marceau Pivert. Des motions contradictoires sont rédigées, la polémique se développe dans la tribune libre de Juin 36. Le 15 mars, les troupes allemandes sont entrées à Prague, la course aux armements se poursuit à un rythme effréné. Les formules générales sur « *la lutte contre le danger de guerre* » ne suffisent plus, alors qu'il devient tous les jours de plus en plus évident qu'il est désormais trop tard pour pouvoir éviter la catastrophe. Les trotskystes sont entrés dans le PSOP. Ils comptent bien y clarifier le débat et hâter l'évolution du parti vers des positions révolutionnaires. Leur intention avouée est de précipiter, à la veille de la guerre qu'ils estiment désormais inévitable, la rupture du PSOP avec le passé hérité de la « *vieille maison* ». A cette fin, le règlement des questions de la franc-maçonnerie et du pacifisme leur paraît indispensable. Cela ne peut manquer de susciter bien des passions : ils y sont en effet nombreux ceux qui ne sont pas prêts à abandonner ce qu'ils considèrent comme l'héritage du parti socialiste là où les autres ne voient que préjugés réformistes.

A la fin du mois de mars, le PSOP publie une affiche intitulée « *La guerre qui vient* », dans laquelle il envisage la « *terrible éventualité* », mais affirme que « *rien n'est perdu* » et « *qu'il suffit qu'un maillon saute pour que se brisent enfin toutes les chaînes* ». Le 23 mars, devant le conseil fédéral de la région parisienne, Marceau Pivert avance pour la première fois publiquement l'idée que la guerre est probable et peut-être même inévitable et demande que le PSOP détermine son attitude pour le cas où cette tendance se vérifierait **1**.

La semaine suivante, au cours d'une réunion d'information, Daniel Guérin, parlant en son nom personnel mais exprimant la position de la majorité de la CAP, est encore plus net. « *Aujourd'hui, déclare-t-il, il est impossible de s'y tromper, nous n'échapperons pas à la guerre impérialiste* ». Il fixe au mois de juillet 1939 l'ultime répit qu'il lui semble possible d'obtenir. Revenant à l'affiche publiée quelques jours auparavant, il concède que la propagande vers les masses ne doit pas présenter la guerre comme fatale afin de n'inciter personne à la « *passivité* » mais ajoute que les militants doivent, eux, regarder la vérité en face. S'il est vrai qu'il existe des maillons plus faibles que d'autres — en particulier l'Italie et les pays coloniaux — il est peu probable que ces maillons sautent avant le début de la guerre. Il ne pense pourtant pas que les militants doivent céder au découragement car la situation est contradictoire : si la guerre est effroyable, elle ouvre, en revanche, de grandes perspectives révolutionnaires et la crise engendrée par la guerre peut entraîner la chute, du système capitaliste **2**.

S'il veut résister, le PSOP doit, selon lui, faire un énorme effort pour s'adapter à la situation nouvelle, se débarrasser des mauvaises habitudes héritées de la SFIO, bavardages, structure d'un parti de masse, alors que la situation exige un « *mouvement de cadres* » éduqués et résolus. Daniel Guérin pense qu'il faut, à marche forcée, transformer le PSOP « *qui n'est pas encore un parti révolutionnaire* » en un parti de militants se consacrant exclusivement à l'organisation et capables d'affronter la clandestinité rendue nécessaire par la dictature et la guerre. Pour mener à bien cette reconversion, il demande que toutes les

minorités révolutionnaires soient intégrées dans le PSOP et que soient liquidées les illusions pacifistes qui ont conduit aux compromis avec le Centre syndical d'action contre la guerre. Il considère que ces illusions constituent un danger énorme dans la mesure où elles introduisent des erreurs de perspectives qui préparent de cruelles déconvenues, et apportent un soutien objectif à la bourgeoisie dans les périodes où ses intérêts lui commandent d'ajourner momentanément la guerre. Il demande enfin que le parti se saisisse de la question internationale : il tient pour indispensable de surmonter la faiblesse du manifeste adopté au congrès de Royan et de la charte constitutive. Il précise que, s'il continue à penser que la proposition faite par Trotsky en 1935 d'une Quatrième Internationale « *proclamée par en haut* » était une erreur, elle ne doit pas conduire le PSOP à garder le silence sur la nécessité d'une « *nouvelle Internationale* » qui devient aujourd'hui le problème essentiel. En cas de guerre, la reprise des liaisons internationales est en effet déterminante, et l'hypothèse d'un effondrement du capitalisme durant la guerre exige l'existence d'un mouvement à même d'orienter les masses réveillées. Il demande en conséquence que la constitution du Front ouvrier international « *ne soit dirigée contre personne* », en particulier pas contre les partisans de la Quatrième Internationale avec qui il s'agit au contraire de discuter. Le PSOP doit se préparer à affronter la tempête, il est grand temps de passer aux actes, de doter le parti de structures et de méthodes appropriées et d'aborder les problèmes de doctrine révolutionnaire impossibles à éluder.

Débats sur la question de la guerre

Pour la première fois, les dirigeants du PSOP envisagent la guerre. Ce tournant est un véritable coup de massue pour nombre d'entre eux qui, au conseil fédéral du 23 mars, se déclarent « *aterrés* » de cette « *acceptation* ». Marceau Pivert lui-même est déchiré. Dans son rapport au congrès, il constate, la « *rage au cœur* », qu'il faut abandonner le mot d'ordre de « *révolution d'abord* » parce qu'il n'est plus susceptible d'avoir « *l'efficacité souhaitée* ».

Le débat est ouvert, il va diviser profondément le congrès. Les semaines qui s'écoulent entre le conseil fédéral du 23 mars et le congrès sont marquées par de considérables oscillations. La majorité considère la guerre comme l'éventualité la plus probable. Elle n'en poursuit pas moins la politique « *pacifiste* » menée lors de la crise de Munich. En avril 1939, le PSOP signe le manifeste du Centre d'action contre la guerre (CACG), un nouveau regroupement fondé autour d'anciens animateurs du Centre syndical d'action contre la guerre et sur l'initiative du SIA et de la fédération CGT des postes qui poursuit une politique d'appui à l'aile « *munichoise* » de la bourgeoisie. Au moment même où le PSOP signe le manifeste du CACG qui affirme « *qu'aucun conflit n'est insoluble, que la guerre n'est pas fatale et que rien ne pourra la leur faire accepter* », se tient une session du Front ouvrier international contre la guerre. En marge des séances, une réunion secrète, groupant Jay Lovestone, dirigeant de l'ILLA, Fenner Brockway de l'ILP, Marceau Pivert et Daniel Guérin, décide la création d'un « *secrétariat international* », à assurer par Daniel Guérin en pays neutre et devant entrer en fonction dès le début des hostilités. De l'argent est remis à Daniel Guérin, Lucien Weitz est chargé de se rendre en Scandinavie. Dans les semaines qui suivent, tout un matériel, notamment des codes chiffrés, sont envoyés à Oslo **3**.

Le premier congrès du PSOP devait tenter d'adopter une position claire. L'unanimité se fait sans difficulté sur un « *appel aux travailleurs* » : « *Si du choc des impérialismes devait sortir la guerre, nous resterions des adversaires irréductibles de l'ennemi qui est dans notre pays. Nous nous tiendrons prêts à hâter l'heure du réveil des peuples, de la chute des tyrans, de la contagieuse émancipation des hommes enfin libres* »**4**.

Cet accord de principe acquis, le congrès se divise sur un grand nombre de propositions. La discussion porte sur deux questions : l'attitude à adopter « *avant la guerre* » et la conduite à tenir dans l'hypothèse où celle-ci ne pourrait être évitée. Trois motions s'opposent sur la première question.

Une motion Roger défend la position de ceux qui demandent que le PSOP poursuive la politique qui a été la sienne lors de la crise de Munich. Elle reprend les propositions du CSACG et du CACG et propose que le PSOP collabore avec tous les groupements pacifistes et économiques qui refusent l'union sacrée et la défense nationale. L'échec de la politique de Munich est maintenant trop manifeste pour que cette position puisse encore être majoritaire : elle ne recueille que 15 mandats.

Une motion Collinet-Hérard, soutenue par le pacifiste René Modiano, obtient 120 mandats. Elle se refuse à voir dans la guerre un élément favorable au triomphe d'une révolution prolétarienne et propose que le parti s'oppose à la guerre « *par la lutte des classes* ».

La motion de la gauche, présentée par Lucien Weitz et Jean Rous, critique la position « *pacifiste* » adoptée durant la crise de septembre, qui conduit à abandonner le terrain de la lutte des classes. Elle recueille 33 mandats.

La division est encore plus grande sur la deuxième question : que doit faire le parti au cas où la guerre éclaterait malgré tous les efforts faits pour l'éviter ? Quatre positions sont en présence.

1. Michel Collinet présente une motion commune avec la 15e section de Marceau Pivert. Il rejette le « *défaitisme révolutionnaire* ». Vouloir la « *défaite* » du capitalisme français, c'est inconsciemment opter pour la victoire de Hitler et de Mussolini. Il considère que la guerre est certes une guerre « *impérialiste* » et non une guerre de défense de la « *démocratie* » contre le « *fascisme* ». Il insiste cependant sur la différence entre fascisme et démocratie bourgeoise et considère que le prolétariat a deux ennemis, l'un intérieur, la bourgeoisie, l'autre extérieur, le fascisme, et que le second est le danger principal. Cette analyse le conduit à affirmer qu'une défaite des démocraties bourgeoises ne favoriserait nullement la révolution, car un pays vaincu dans lequel triompherait la révolution serait assailli par le vainqueur dans un état de faiblesse extrême. Il pense qu'il faut donc s'appuyer sur le sentiment « *patriotique* » et « *antifasciste* » des masses et tenter d'éviter une défaite des démocraties tout en maintenant l'indépendance du prolétariat. Bien que s'opposant résolument à l'union sacrée — ce en quoi elle se distingue de la position de Zyromski — cette position constitue une variante de la position « *antifasciste* » du leader de la Bataille socialiste avec qui Michel Collinet collabore au comité de rédaction de L'Espagne socialiste.

2. La gauche du PSOP oppose à la motion Collinet un texte qui obtient exactement le même nombre de mandats : 59. Présenté par le trotskyste Jean Rous, Lucien Weitz et Daniel Guérin, le texte de la gauche affirme son attachement inconditionnel à la tactique du « *défaitisme révolutionnaire* », et déclare vouloir œuvrer à la « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire* ». Il considère que la défaite militaire provoquée par le développement du mouvement révolutionnaire est incomparablement plus avantageuse pour le prolétariat, et pour tout le peuple, que la victoire militaire assurée par l'union sacrée. Le parti ne doit pas se laisser détourner du but — la prise du pouvoir — par le risque que l'agitation révolutionnaire contribue à la défaite militaire de son pays. Le prolétariat doit, au contraire, profiter de l'écroulement et de la dislocation de l'appareil de l'Etat bourgeois consécutifs à une défaite pour prendre le pouvoir, comme en Russie. La gauche repousse l'argument selon lequel une telle tactique favoriserait la victoire de Hitler. L'agitation révolutionnaire pourrait, au contraire, exercer un puissant attrait, une contagion révolutionnaire, sur les travailleurs des pays fascistes. De plus, la conquête du pouvoir par les travailleurs transformerait la « *guerre impérialiste* » en « *guerre révolutionnaire* », le prolétariat étant alors partisan de la défense nationale afin de défendre ses conquêtes et son Etat.

3. La troisième motion présentée par Lucien Hérard et Blaise, reprend de nombreux arguments de la gauche. Elle affirme en particulier que le parti ne doit pas se laisser détourner de son action par la crainte de contribuer à la défaite militaire de sa bourgeoisie. Elle repousse pourtant les formules de « *défaitisme révolutionnaire* » et de « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* » devenues, selon elle,

incompréhensibles. Elle leur substitue le terme « *d'utilisation de la guerre impérialiste pour faire la révolution* ». Cette motion obtient 45 mandats.

4. Le dernier texte, celui des pacifistes René Modiano, Krihiff, Roger et Kreisler, ne recueille que 26 mandats. Intitulé « *Seule la paix est révolutionnaire* », il se refuse à envisager la guerre comme inévitable, affirme qu'un compromis entre les nations sur la base d'un désarmement général est encore possible, que « *ni Hitler, ni Mussolini, ni le Comité des forges, ni la City de Londres ne veulent la guerre* » et que « *les chefs d'Etat eux-mêmes et les grands capitaines d'industrie et de finance reculent épouvantés devant cette perspective* » tant elle contient de germes de « *révolte* » et de « *bouleversement* ». Les pacifistes affirment en outre qu'il serait criminel de penser que le conflit puisse favoriser les perspectives révolutionnaires. Non seulement ils reprennent les arguments de Michel Collinet pour qui une guerre civile se développant à l'intérieur d'une guerre internationale aurait toutes les chances de se transformer en défaite par la coalition des bourgeoisies, précédemment opposées mais réunies, comme ce fut le cas lors de la Commune de Paris. Mais, de plus, ils rejettent même une révolution victorieuse dans ces conditions. Ils considèrent en effet qu'une victoire acquise à la suite d'une guerre civile serait nécessairement vouée à se transformer en une forme de socialisme autoritaire n'ayant rien à voir avec le socialisme libertaire qu'ils souhaitent : « *La guerre civile espagnole prouve, en effet, qu'à mener une guerre civile longtemps, la révolution en vient inmanquablement à créer son armée avec des généraux, à centraliser de plus en plus entre les mains des chefs toutes les forces vives pour les opposer aux forces centralisées entre les mains de l'adversaire de classe et, ainsi, à se dénaturer, à renoncer à soi-même, à se renier, à ne plus se différencier du fascisme qu'on prétend combattre* »**5**.

Les pacifistes vont jusqu'au bout de leur logique et affirment que la dictature dans la paix rétablie est préférable à la guerre. La paix rétablie, même sous la dictature fasciste, permettrait, en effet, selon eux, de retrouver le terrain de la lutte des classes et de mener le combat antifasciste.

Ainsi, à la veille de la catastrophe, les divergences sont profondes entre partisans de la lutte antifasciste et ceux qui préfèrent accepter le fascisme plutôt que la guerre, entre eux et les partisans du défaitisme révolutionnaire. Cette hétérogénéité deviendra facteur direct de dislocation lorsque, dans quelques mois, la guerre sera une réalité. Les divergences sont encore avivées par une autre question : la défense de l'URSS.

La gauche du PSOP considère, en effet, que dans l'hypothèse probable d'une agression de l'Allemagne hitlérienne contre la Russie soviétique, le devoir des révolutionnaires est de contribuer, sans condition, à la « *défense de l'URSS* » sans pour autant abandonner leur position « *d'indépendance de classe et de lutte pour la révolution* » dans les pays capitalistes pouvant conjoncturellement être « *alliés* » de l'URSS, ni leur lutte pour le renversement de la bureaucratie stalinienne.

Les pacifistes, de même que Michel Collinet, ne font pas, eux, la différence — capitale pour la gauche — entre le régime social progressiste de l'URSS et son régime politique qui constitue un obstacle à une véritable défense de l'URSS et qu'il s'agit de renverser. Ils considèrent que le régime de l'URSS n'est pas « *meilleur* » que celui des régimes capitalistes et, par conséquent, que les révolutionnaires n'ont pas de devoir particulier sur cette question. Michel Collinet va plus loin : il écrit que défendre l'URSS, comme le préconise Trotsky, signifierait défendre et renforcer le régime policier de Staline, combattre la possibilité d'un « *compromis* » entre impérialismes, inciter l'expansion fasciste à se porter vers l'Ouest, et, par conséquent, faire porter aux travailleurs français le poids principal d'une nouvelle tuerie mondiale. Lucien Hérard rejette lui aussi la défense de l'URSS. Selon lui, il existe une « *convergence* » entre les régimes fascistes et le régime stalinien. L'Etat fasciste n'est plus un Etat bourgeois, mais un Etat « *bureaucratique* » dans lequel un appareil militaire et policier, de serviteur du capitalisme, en serait devenu le maître. De même, l'Etat ouvrier russe s'est transformé en un Etat « *technocratique* ». Il pense que le courant dominant de l'histoire va dans le sens du remplacement de la démocratie bourgeoise par

une société dirigée par les « *techniciens* » et de la « *convergence* » des systèmes sociaux jusqu'ici opposés, vers une « *société bureaucratique* ».

La question de la guerre exacerbe les conflits de tendance. Ceux qui la tiennent pour inévitable pensent qu'il faut préparer le parti à affronter la clandestinité et la répression, et, à cette fin, éliminer les illusions pacifistes et réformistes qui occupent une place encore trop importante dans le jeune parti. Ils estiment que, s'il veut survivre dans la crise internationale qui s'annonce, le PSOP devra faire preuve d'une intransigeance théorique et politique qui passe par la rupture de tous les liens « *moraux* » avec la bourgeoisie. A cet égard, le fait que de nombreux militants et dirigeants du PSOP soient francs-maçons leur paraît être le signe d'un lien qui subsiste avec le socialisme traditionnel de collaboration de classe qu'ils veulent rompre, afin d'orienter le parti sur une voie authentiquement révolutionnaire.

Bataille autour de la franc-maçonnerie

L'appartenance à la franc-maçonnerie de nombreux militants du PSOP avait été évoquée lors de la conférence constitutive de juin 1938. Les délégués du Maroc, arguant de l'attitude « *colonialiste* » des francs-maçons de leur pays, avaient demandé que la conférence proclame l'incompatibilité entre le PSOP et la franc-maçonnerie. La discussion avait été renvoyée au congrès. En signe de protestation, ils avaient alors refusé de procéder à la constitution de la fédération du Maroc et retenu les cotisations.

Par souci d'éviter une crise grave — les délégués du Maroc n'étant pas les seuls à souhaiter que tous les militants quittent les loges — le bureau du parti avait adressé, le 16 novembre 1938, une lettre à cette fédération lui précisant que, en attendant le congrès national, elle était autorisée, à titre provisoire, à refuser l'accès du parti « *à tel ou tel élément dont la présence lui paraîtrait incompatible avec la poursuite de la lutte anti-impérialiste* ». Cette décision permettait à la fédération du Maroc de ne pas accepter les francs-maçons dans ses rangs, elle ne tranchait pourtant pas le problème au fond. De nouveau soulevé au conseil national des 17 et 18 décembre par le délégué du Maroc, Galetti, le règlement du problème était une nouvelle fois ajourné.

On peut aisément comprendre l'embarras de la direction du PSOP. De nombreux dirigeants du PSOP sont des francs-maçons convaincus : Marceau Pivert, Suzanne Nicolitch, André Weil-Curiel, René Rul, Octave Bicard, Jacques Enock. Les maçons du PSOP entretiennent entre eux et avec des maçons du parti socialiste des liens suivis : ils se réunissent régulièrement, notamment dans un restaurant « *Le coq au vin* » **6**.

Le 13 mars, les différentes positions s'affrontent lors d'une assemblée d'information. Bailly présente un rapport de 41 pages contre la franc-maçonnerie et s'oppose vivement au secrétaire administratif de la région parisienne, René Rul, qui déclare que, s'il est obligé de choisir entre le PSOP et la franc-maçonnerie, ce n'est pas pour le parti qu'il optera. Inscrite à l'ordre du jour du premier congrès du PSOP, la discussion sur la franc-maçonnerie est ouverte par trois rapports contradictoires présentés par Suzanne Nicolitch, Daniel Guérin et Spinetta.

Le rapport de Suzanne Nicolitch est un long plaidoyer en faveur de la double appartenance. Elle explique le rôle progressif de la franc-maçonnerie, affirme que des loges sont avant tout une « *école de pensée* » qui permet d'acquérir une « *culture* » qui complète le socialisme traditionnel. La morale maçonnique constitue, selon elle, un facteur « *d'évolution* » de nombreux militants vers une orientation révolutionnaire. Elle assure que le passé de la franc-maçonnerie témoigne de, sa vertu révolutionnaire, et invoque, à cette fin, les noms prestigieux de Robespierre, Marat et Babeuf, ceux des francs-maçons de la Commune de Paris ainsi que les persécutions qui accablent les francs-maçons dans les régimes totalitaires d'Italie, d'Espagne et d'Allemagne.

Les trotskystes et Daniel Guérin répondent à Suzanne Nicolitch qu'il existe une opposition irréductible entre le prolétariat révolutionnaire et la société bourgeoise, sa morale et sa philosophie dont la franc-maçonnerie n'est qu'une expression. Ils soutiennent qu'il faut « *creuser l'abîme nécessaire* » entre l'avant-garde révolutionnaire et la société bourgeoise tout entière et s'opposer résolument à toute forme de « *collaboration de classe* » dont la franc-maçonnerie est le symbole par sa façon d'enchaîner le prolétariat à l'Etat national en utilisant les « *mots à eux* », d'« *humanité* », de « *démocratie* », de « *liberté* » et « *d'égalité* ».

A l'appui de sa démonstration, la gauche publie des documents de la franc-maçonnerie donnant instruction à ses membres de travailler à la « *prospérité* » et au « *redressement* » de la « *nation française* » et à la « *solidité de l'Etat français* » et de se garder de participer « *à un mouvement quelconque déterminé par des idéologies internationalistes* ».

Entre les positions affirmées de Suzanne Nicolitch et de la gauche du PSOP, Spinetta tente de trouver un compromis. Sans prendre position sur le fond, il considère que le problème est en quelque sorte « *indifférent* » et que l'appartenance à la franc-maçonnerie ne constitue en rien un obstacle pour le développement du parti et sa qualité de « *parti révolutionnaire* ».

A la veille du congrès, il est difficile de savoir quel sera le résultat des différents rapports communiqués aux sections. Fort peu ont fait connaître leur position (14 sur 200), mais, parmi elles, certaines vont au-delà des propositions de Daniel Guérin lui-même qui demandait seulement que le congrès adopte une position de principe quant au rôle contre-révolutionnaire de la franc-maçonnerie et remette à plus tard les questions d'ordre disciplinaire. La fédération Rhône-Loire adopte un texte proposé par Colliard qui affirme que la double appartenance au PSOP et à la franc-maçonnerie, « *organisation secrète à sens contre-révolutionnaire imprégnée d'esprit bourgeois* », constitue un danger mortel pour l'avenir du parti et demande au congrès d'interdire l'adhésion de ses membres à la franc-maçonnerie.

La portée de la décision à prendre dépasse de loin la simple question de la franc-maçonnerie : une condamnation de la franc-maçonnerie constituerait un désaveu personnel de Marceau Pivert et de la majorité du bureau du PSOP.

Mis en cause, Pivert jette tout son prestige dans la bataille. A la veille du congrès, il publie une « *déclaration* » : « *Je rejette les suspicions et les interprétations inqualifiables qui laisseraient supposer que ma qualité de franc-maçon ferait de moi un homme asservi à une puissance politique secrète nourrissant des desseins contre-révolutionnaires* » **7**.

Il invoque la charte constitutive du parti qui laisse libre cours à « *l'indépendance personnelle* » et donne comme seul fondement à la discipline « la conscience de chacun d'être un militant responsable » puis tente d'expliquer et de justifier son appartenance au PSOP et à la franc-maçonnerie :

« Et c'est ainsi parce que je crois servir au maximum les intérêts du prolétariat et de l'humanité tout entière en poursuivant ma tâche, sur deux plans, comme je l'ai fait depuis vingt ans.

Faire comprendre aux francs-maçons que leur idéal de fraternité universelle ne peut prendre une forme concrète, à notre époque, qu'à travers le processus d'une révolution prolétarienne internationale à laquelle ils doivent participer pour détruire le système capitaliste et construire le socialisme.

Faire comprendre aux travailleurs organisés que leurs aspirations révolutionnaires ne peuvent atteindre définitivement leur but qu'à la faveur d'un effort permanent d'observation scientifique des faits, d'autocritique, c'est-à-dire de laïcité philosophique ou de libre examen. Aux uns, je veux contribuer à faire découvrir par l'étude objective des réalités la nécessité historique de la révolution internationale. Aux autres, je veux contribuer à faire admettre qu'ils doivent se considérer comme les dépositaires et les

héritiers naturels de toutes les méthodes de libre investigation qui sont à l'origine des grandes conquêtes de l'humanité » 8.

L'intervention de Marceau Pivert est décisive : au vote, la motion de la gauche obtient la majorité relative, 76 mandats, mais les textes de Suzanne Nicolitch et Spinetta obtiennent respectivement 62 et 50 mandats. C'est donc une majorité de 112 mandats qui accepte la double appartenance au PSOP et à la franc-maçonnerie.

L'aile maçonne coïncide largement avec le groupe de militants les plus attachés aux souvenirs de la SFIO, et qui se refusent à rompre l'un des derniers liens qui les rattache à la social-démocratie, à son esprit et ses habitudes. Dans les semaines précédant le congrès de Royan, les plus chauds partisans de la nécessité de rester dans le parti étaient les francs-maçons : Suzanne Nicolitch, René Rul et Jacques Enock. Les repas communs organisés entre maçons du PSOP et de la SFIO sont un lien matériel non négligeable dans lequel s'expriment le regret de la scission et peut-être aussi l'espoir de la voir résorbée. La rupture des pivertistes avec le parti socialiste a conduit le PSOP à évoluer vers des positions à bien des égards plus proches du bolchevisme que du socialisme traditionnel de collaboration de classe. L'appartenance de nombreux cadres du PSOP à la franc-maçonnerie reste, incontestablement, la plus solide des attaches avec le passé. En mai 1939, le « *cordon ombilical* » n'est pas totalement tranché.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'aile franc-maçonne se confonde largement avec la droite du parti hostile aux reconversions souhaitées par la gauche. Incontestablement, dans la bataille autour de la franc-maçonnerie suscitée par les trotskystes, la gauche a marqué des points. Certes, le congrès n'a pas condamné la franc-maçonnerie mais il ne l'a pas non plus approuvée. René Lefevre, Maurice Jaquier et Suzanne Nicolitch prennent l'initiative de la contre-attaque.

L'offensive antitrotskyste

Quelques jours avant le début du congrès de Saint-Ouen, René Lefevre publie un violent article dans la tribune de discussion de Juin 36. Sous le titre « *Une activité scissionniste au sein du PSOP* », il met en garde contre l'activité d'un « *groupement* » ayant donné dans le passé maintes preuves de son « *pouvoir désagrégateur* » et qui menace maintenant le parti. Il accuse les trotskystes de les avoir « *malhonnêtement combattus* » dans la SFIO et de tenter maintenant dans le PSOP une manœuvre de « *noyautage* » identique à celle qu'ils avaient menée dans les partis sociaux-démocrates. Il affirme que le « *jésuitisme* », le « *caporalisme* » et la « *démagogie* » des trotskystes rendent impossible tout travail commun et demande au congrès de prendre les mesures qu'impose « *l'urgence du danger* » : l'exclusion des minorités si elles poursuivent leur activité 9.

Le même numéro de Juin 36 publie une brochure de Kurt Landau « *Bolchevisme, trotskysme, sectarisme* ». Landau a écrit cette brochure en août 1937, en Espagne, quelques semaines avant d'être assassiné par la Guépéou. Kurt Landau défend la thèse selon laquelle le stalinisme est le produit du bolchevisme qu'il est nécessaire de rejeter au profit de « *formes neuves* » ; quant au trotskysme, il considère qu'il n'est qu'une mauvaise caricature du stalinisme dont les « *méthodes dictatoriales* » de Trotsky sont une expression. La publication de cet article dépasse de loin le contenu fort médiocre, de sa démonstration. Kurt Landau est, en effet, un transfuge du trotskysme et un martyr du stalinisme. Ancien militant du parti communiste autrichien, rédacteur à la Rote Fahne depuis 1921, puis membre de la section d'agitation du parti communiste allemand, il a été avec Trotsky et Rosmer un des fondateurs de l'opposition de gauche avec qui il rompt dès 1931. Critique sarcastique de « *l'entrisme* » en 1934, lié ensuite au groupe « *Que faire ?* », il part en Espagne au début de la guerre civile, y collabore avec le POUM avant d'être assassiné par la Guépéou. Son passé d'ancien trotskyste, de combattant de la guerre d'Espagne et de martyr des purges stalinienne, le respect que les révolutionnaires — trotskystes compris — portent à la mémoire de ce combattant, en font l'instrument rêvé d'une bataille de tendance contre la gauche.

L'atmosphère est ainsi préparée. Dès le début du congrès, la fédération de Normandie dépose une motion préalable sur « *l'activité trotskyste* » qui reprend les termes de l'article de R. Lefevvre.

Transmise à la commission des résolutions, elle n'est pas soumise au vote du congrès. Elle sera néanmoins présentée par Juin 36 comme ayant été adoptée **10**. René Rul parvient à faire adopter par 96 mandats contre 78 et 15 abstentions une motion révisant les statuts. Apparemment, il ne s'agit que d'une mesure technique : sa motion propose que l'ancienneté au PSOP ne soit accordée qu'après dix-huit mois de présence au parti pour tous les adhérents provenant d'une organisation autre que la SFIO. Mais l'ancienneté est indispensable pour avoir le droit d'accéder aux fonctions dirigeantes. Sous prétexte de ne pas ouvrir les portes du parti à n'importe qui, et de sélectionner les dirigeants, la mesure permet en réalité d'éliminer de tout mandat les minorités trotskystes et de préserver l'hégémonie du courant issu de la SFIO.

Cette offensive contre les trotskystes a d'ailleurs l'aval de la direction du POUM, elle-même engagée dans une politique d'exclusion. Juin 36 ne se fait pas faute de publier les communiqués annonçant les exclusions de militants du groupe Nuevo Curso **11**. Devant la menace, la gauche tente de s'organiser. Le ton des articles de Lefevvre, l'accord avec la fraction droitière du POUM, les références fréquentes à l'exclusion du groupe bolchevique-léniniste en 1935 et sa justification, laissent en effet présager que la droite, isolée sur la question de la franc-maçonnerie, tentera de pousser plus avant sa contre-attaque. Daniel Guérin constitue un bloc avec les anciens du POI, Jean Rous et Yvan Craipeau, qui publient maintenant La Voie de Lénine ; à la veille du congrès les deux minorités trotskystes POI et PCI tentent de surmonter leurs divisions et décident de constituer un comité de coordination permanent. Mais une divergence profonde les sépare : l'exclusion du dirigeant du PCI, Raymond Molinier, des rangs de la Quatrième Internationale. « *L'affaire Molinier* » est le prétexte que saisit la direction du PSOP pour entamer une procédure qui conduit à l'exclusion de plusieurs militants trotskystes. Il y a, « *pour tous les membres du PSOP et pour tous ceux qui y demandent leur adhésion, incompatibilité entre l'appartenance au PSOP et toute collaboration ou intelligence directe ou indirecte, politique, culturelle, financière, à titre individuel ou collectif, sous quelque prétexte que ce soit avec Raymond Molinier et tout ce qu'il peut entreprendre, soit seul, soit comme associé, soit par personne interposée, d'une manière ouverte ou secrète* » **12**.

On peut remarquer le luxe de précautions avec lequel la résolution prend soin de préciser tous les cas pouvant se présenter. Il semble bien que, en votant cette résolution, tous les congressistes n'aient pas eu les mêmes intentions. Il ne fait aucun doute que beaucoup ont accepté ce texte par souci de morale prolétarienne. Il n'en demeure pas moins que cette motion pouvait être utilisée pour disloquer la gauche et empêcher son organisation en tendance. Il faut bien constater que, quelques mois auparavant, alors que Raymond Molinier était exclu de la Quatrième Internationale, l'opinion de Marceau Pivert était tout autre : il avait adressé une lettre à Molinier le louant pour son activité révolutionnaire passée dans le parti socialiste.

Quoi qu'il en soit, le lendemain du congrès, le PCI se réunit en présence de Raymond Molinier afin d'adopter une position à la suite du vote du congrès les concernant. Prévenu de la réunion, Marceau Pivert entouré de quelques solides gaillards, vient constater l'infraction. La commission des conflits est saisie le 3 juin. Sur rapport de Lucien Vaillant, Dragui Nicolitch et Niclas, elle décide l'exclusion des dirigeants de la commission exécutive de la Seine des JSOP : Morgat, Roger Foirier, Pierre Andréi **13**, Privas **14**, Remond et S. dit F. alias B... et donne 48 heures à Marc Laurent, frère de Raymond Molinier, pour se désolidariser des exclus. Le jour même, les locaux des JSOP sont fermés, les membres du bureau des JSOP chassés d'une réunion d'information. Les exclus font appel de la décision, invitent leurs camarades à rester dans le PSOP et, en gage de bonne foi, acceptent leur démission et leur remplacement à la direction des JSOP par six de leurs camarades. Ce geste n'a pas l'effet souhaité : le 25 juin, le conseil fédéral de la Seine ratifie les exclusions par 700 voix contre 400 **15**. De plus, la CAP demande à tous les trotskystes restant au PSOP, même les plus hostiles à Raymond Molinier, de signer

un engagement rédigé dans des termes qui ne sont pas sans rappeler ceux employés par la direction du parti socialiste à la suite de la dissolution de la fédération socialiste de la Seine **16**.

Au lendemain du congrès, et fort des positions qui y ont été adoptées, Marceau Pivert revient sur les divergences qui l'opposent au trotskysme, à ses méthodes, à sa conception du parti révolutionnaire. Trotsky ne se fera pas faute, à nouveau, de répondre à ses arguments. C'est le 9 juin que Juin 36 publie « *le PSOP et le trotskysme* ». Marceau Pivert reprend les accusations lancées par la droite du parti. Il revient encore une fois sur les « *méthodes* » des trotskystes :

« Si le trotskysme veut bien se dépouiller des prétentions à l'hégémonie ; s'il peut admettre que l'état actuel du mouvement ouvrier international exige un effort de collaboration confiante entre tous les éléments qui ont courageusement rompu avec le social-patriotisme et le national-communisme ; s'il abandonne les méthodes fractionnelles, le noyautage commandé de l'extérieur, les moyens de pression et de corruption, ou de dénigrement qualifié pour la circonstance de " centriste " en vue d'une opération analogue à la préparation d'une " citronnade ", alors, comme courant politique, le trotskysme peut et doit trouver sa place au sein du PSOP considéré comme le foyer de libre recherche et l'instrument d'action collective de l'avant-garde révolutionnaire.

*Mais si le trotskysme se révèle incapable de faire cet effort sur lui-même ; s'il se présente au seuil du PSOP, ou au sein même de ses fédérations comme le détenteur unique des vérités sacrées ; comme le maître qui commande, impose, fustige, corrige et dicte ses volontés ; s'il entre dans l'organisation et travaille de manière à dégoûter, à démoraliser, à faire fuir les militants révolutionnaires qui ne pensent pas comme lui, s'il apparaît comme le cousin germain du stalinisme, alors, oui, l'incompatibilité éclate et la preuve est faite que le « trotskysme » par ses méthodes d'organisation est décidément inassimilable à un parti démocratique où le jeu des tendances exige un minimum de communauté dans les moyens d'action et les principes d'organisation » **17**.*

Il tire ensuite le bilan de la tentative de travail commun durant les derniers mois. Il affirme ne pas vouloir porter de jugement « *définitif* » et salue même les « *efforts remarquables* » fait par certains militants du POI pour travailler en militants loyaux du PSOP. Mais il ajoute que certains résultats obtenus dans quelques régions, et la preuve d'une activité fractionnelle avec des éléments extérieurs au parti, ont conduit le PSOP à prendre certaines « *précautions* ». Il quitte alors le domaine de la critique des méthodes pour exposer les divergences de conception même du parti révolutionnaire et de son rôle :

« Nous considérons, en effet, que le parti révolutionnaire qui manque à l'heure actuelle au prolétariat de ce pays, de même que l'Internationale révolutionnaire qui devra, elle aussi, se forger à travers les formidables événements qui se préparent, ne peut être qu'une organisation sensible aux transformations profondes qui s'accomplissent présentement dans le sein même des masses populaires. A la conception d'un parti-chef, sorte d'Etat-major centralisé, qui prépare, dans le secret des conspirations, l'action dite révolutionnaire, nous préférons la conception d'un parti largement ouvert sur le mouvement réel des masses et ménageant à l'avant-garde révolutionnaire toutes les possibilités de contact direct avec les couches les plus larges du prolétariat ouvrier et paysan.

*Notre choix est mûrement réfléchi : il engage l'avenir du parti, la forme même de la révolution et la méthode de construction du socialisme qui ne sera pas autoritaire mais libertaire » **18**.*

Pivert reproche à Trotsky de rester fidèle aux conceptions qui ont prévalu lors de la fondation de la Troisième Internationale. Il concède que l'intransigeance de la direction de la Troisième Internationale à l'égard des éléments « *centristes* » était peut-être alors inévitable et traduisait les exigences les plus impératives d'un moment historique particulièrement décisif, mais il repousse la méthode de Trotsky qui consiste, selon lui, à figer cette conjoncture en une loi générale en avançant, comme base à la constitution du parti révolutionnaire, le « *dogme d'un programme fondé sur les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste* ». Cette démarche lui semble particulièrement inadéquate en 1939, à un

moment où le recul formidable du mouvement ouvrier impose au contraire de regrouper dans le PSOP, avec le maximum de souplesse, toutes les forces prolétariennes opposées à la guerre et à l'union sacrée, et, à cette fin, de mettre au premier plan, non un programme définitif, mais, « *la critique impitoyable de tout ce qui a substitué à l'expression des volontés du prolétariat révolutionnaire, une volonté bureaucratique ou réformiste, ou opportuniste, ou une religion quelconque* » **19**.

A l'encontre des conceptions de Trotsky, en matière d'organisation, il invoque l'autorité de Rosa Luxemburg et ses arguments en faveur de la spontanéité :

« Avec Rosa Luxemburg, nous pensons que les " grands mouvements populaires ne sont pas provoqués par les recettes techniques prises dans la poche des instances du parti " .

*Après elle, nous pensons que " l'heure historique exige chaque fois les formes correspondantes au mouvement populaire, et qu'elle se crée elle-même de nouvelles formes, improvise des méthodes de luttes inconnues auparavant, examine et enrichit, sans se soucier des prescriptions du parti, l'arsenal du Peuple " »***20**.

S'il veut trouver sa place dans le PSOP, le trotskysme doit donc se débarrasser de ses prétentions à l'hégémonie, et reconnaître qu'aucune tendance du mouvement ouvrier ayant rompu avec le réformisme et le stalinisme ne peut prétendre détenir toute la lumière, qui ne peut découler que d'une collaboration loyale, dans laquelle chacun doit apporter « *quelque chose de spontané, de sain, de libre* » à l'élaboration d'une politique commune qui exige, pour être totalement élaborée, une attention extrême aux manifestations de reprise du mouvement de la classe ouvrière et une liaison étroite avec lui.

La réplique de Trotsky

Trotsky ne se fait pas faute de répondre à Marceau Pivert. Il envoie un long article : « *Le trotskysme et le parti socialiste ouvrier et paysan* » que Juin 36 refuse de publier malgré ses mises en demeure répétées **21**. Refusant de se situer sur le terrain de la psychologie — « *l'excès de sensibilité traduit un manque d'assurance en soi* », dit-il à propos des reproches de « *dénigrement systématique* » avancés par Pivert — il oppose théorie, programme et orientation.

Il répond d'abord aux accusations de Marceau Pivert concernant les questions de « *méthodes* ». Ce que Marceau Pivert dénonce dans les « *prétentions à l'hégémonie* » des trotskystes n'est que le droit légitime qu'un parti démocratique doit reconnaître à une minorité de chercher à gagner la majorité. En accusant les trotskystes de chercher à gagner à leurs positions la majorité du parti, Marceau Pivert ne fait que défendre le monopole et l'hégémonie de sa propre tendance. Il défend de même le droit de fraction. Certes, explique-t-il, il est préférable qu'il n'existe pas de fractions car elles affaiblissent le parti, mais celles-ci sont inévitables lorsque les divergences politiques sont importantes. Tenter de les faire disparaître par des mesures administratives ne permet pas de régler les problèmes qui ont été à l'origine de leur constitution, lorsque l'interdiction des fractions a pour conséquence d'abolir la démocratie interne du parti dont Marceau Pivert se réclame pourtant avec force. Il oppose à Marceau Pivert, qui rejette en même temps le droit de fraction et le centralisme de type bolchevique, l'expérience même du parti bolchevique, qui a su concilier la démocratie la plus totale avec la centralisation et la discipline maximum :

« Tout en déniait à l'opposition le droit de combattre pour conquérir la majorité (" l'hégémonie ") du parti et en interdisant par là-même les fractions, c'est-à-dire en foulant aux pieds les principes élémentaires de la démocratie intérieure, Marceau Pivert a l'imprudence d'opposer la démocratie du parti socialiste ouvrier et paysan au centralisme bolchevique. Opposition téméraire. Toute l'histoire du bolchevisme a été celle d'un libre combat de tendances et de fractions (...). Jamais il ne vint à l'esprit du comité central bolchevique d'exiger de ses adversaires qu'ils « renonçassent aux méthodes propres aux

fractions », si ceux-ci estimaient que sa politique était fautive. La tolérance et la loyauté à l'égard de l'opposition a été un des traits les plus caractéristiques de la direction léniniste.

Le parti bolchevique a, il est vrai, interdit les fractions au Xe congrès (mars 1921) à un moment de danger mortel. On peut discuter sur la question de savoir si cela fut juste ou non. Le cours ultérieur de l'évolution a montré en tout cas que cette interdiction a été l'un des points de départ de la dégénérescence du parti. La bureaucratie s'est empressée de faire de l'idée de « fraction » un épouvantail pour ne pas permettre au parti de penser ou de respirer. C'est ainsi que s'est formé le régime totalitaire qui a tué le bolchevisme. N'est-il pas singulier que Marceau Pivert qui aime à parler de démocratie, de libre critique, etc., emprunte non pas au bolchevisme juvénile sa démocratie vivante, agissante et créatrice, mais au bolchevisme décadent sa peur bureaucratique devant les fractions ».

Il défend l'idée que la discipline dans l'action est le correctif efficace de la lutte de fraction et que les accusations de Marceau Pivert à propos des « méthodes » ne sont que l'expression du refus de ce dernier d'aborder les divergences politiques et son manque d'arguments sur le fond.

Il saisit les mots de Marceau Pivert sur le « parti-chef » et les références à Rosa Luxemburg pour défendre les principes du bolchevisme qui, explique-t-il, est le seul, jusqu'à ce jour, dans l'histoire, à avoir formé un parti révolutionnaire capable de prendre le pouvoir :

« De quel " parti-chef " s'agit-il ? de l'ancien parti bolchevique ? Si c'est cela, pourquoi ne pas le dire franchement ? Peut-on éduquer les travailleurs au moyen d'allusions voilées ? De plus, sur le fond, ces allusions sont fausses. L'histoire ne connaît pas de parti qui, en même temps que par une profonde démocratie intérieure, ait été caractérisé comme le parti bolchevique par un tel doigté, une telle hardiesse et une telle souplesse dans la manière d'aborder les masses. Marceau Pivert ne fait encore que promettre d'établir le contact avec les « couches les plus larges » alors que le parti bolchevique, lui, a groupé des millions de travailleurs pour les mener à la victoire. A propos, à quelles " conspirations secrètes " Marceau Pivert fait-il allusion en termes si méprisants ? N'est-ce pas à la préparation de l'insurrection en Octobre ? Mais alors il ne fait que répéter ce que les libéraux, mencheviks et socialistes-révolutionnaires ont toujours dit (...). Jusqu'à présent seul le bolchevisme a su trouver les formes d'organisation qu'exige la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Tourner le dos au bolchevisme en se livrant à des généralités sans avoir derrière soi aucune autre expérience révolutionnaire, est une manière d'agir inadmissible, irréfléchi et indigne de soi ».

Il récuse la référence de Rosa Luxemburg invoquée par Pivert à l'appui de ses vues en matière d'organisation : « *Il y a beaucoup à apprendre chez Rosa ; mais ses conceptions en matière d'organisation étaient le point le plus faible de sa position, car en elles se résument ses erreurs dans le domaine politique et théorique. En Allemagne, Rosa ne réussit pas à créer un parti ou une fraction révolutionnaire et ce fut là l'une des causes de l'échec de la révolution de 1918-1919...* »

Il prend l'exemple de ses propres conceptions, proches en 1904, de celles de Rosa Luxemburg :

« En 1904, j'ai écrit une brochure, Nos tâches politiques, qui, sur le plan de l'organisation, développait des vues très proches de celles de Rosa Luxemburg (...). Cependant toute mon expérience ultérieure m'a prouvé que, dans cette question, Lénine avait raison contre Rosa Luxemburg ainsi que contre moi. Marceau Pivert oppose le trotskysme de 1939 au trotskysme de 1904. Mais depuis cette époque il y a eu, rien qu'en Russie, trois révolutions. Se peut-il qu'au cours de ces trente-cinq années nous n'ayons rien appris ? »

En réalité, les conceptions de Marceau Pivert en matière d'organisation signifient, à ses yeux, la rupture avec la « démocratie du parti » et le remplacement « du centralisme démocratique » par le « centralisme bureaucratique », c'est-à-dire par « l'hégémonie de l'appareil sur les idées ». Il ajoute que ces vues n'ont

pas de caractère propre et ne font que refléter les positions ambiguës de Marceau Pivert à l'égard du programme et de la tactique. Elevant le débat, il aborde alors les questions d'orientation.

Pour une « *collaboration confiante* », chaque courant doit présenter son passeport politique. Marceau Pivert exige du trotskysme qu'il « *collabore loyalement* » avec tous les éléments ayant rompu avec le social-patriotisme et le national-communisme. Le trotskysme peut revendiquer cette qualification :

« Le bolchevisme a rompu avec toutes les formes de patriotisme un quart de siècle avant le parti socialiste ouvrier et paysan. Or Marceau Pivert ne manifeste pas du tout une " collaboration confiante " à l'égard du bolchevisme. Les trotskystes qui ont donné la preuve du caractère révolutionnaire de leur internationalisme par une longue lutte et d'innombrables sacrifices, sont tenus de faire confiance à Marceau Pivert. Mais Pivert n'est nullement obligé de faire confiance aux trotskystes. Marceau Pivert a pour règle : confiance à droite et répression à gauche. Or, c'est aussi celle que Léon Blum prend pour lui-même, mais avec une avance de quelques degrés ».

Le PSOP peut-il présenter un bilan identique ? Certes, la rupture du PSOP d'avec le parti socialiste est essentielle, et Trotsky n'en minimise pas la portée, mais, à ses yeux, la rupture avec un parti profondément corrompu ne permet pas, en elle-même, de résoudre tous les problèmes d'action révolutionnaire. Il considère qu'en se refusant à élaborer un programme révolutionnaire et à définir clairement et sans erreurs ses amis et ses ennemis, la direction du PSOP est encore loin d'avoir coupé « *l'ancien cordon ombilical* ». Il affirme que Marceau Pivert n'a pas « *courageusement rompu* » tous les liens qui l'unissaient au social-patriotisme. Il subsiste en particulier celui de la franc-maçonnerie, « *ce réservoir de premier ordre du patriotisme impérialiste* », ainsi que les alliances internationales du PSOP :

« Non Pivert n'a pas rompu " courageusement " avec le social-patriotisme et sa variété le social-pacifisme, sinon il n'aurait pas conclu une alliance contre nous avec Maxton, le leader du parti travailliste indépendant. Entre le marxisme révolutionnaire et le pacifisme impérialiste il y a un abîme (...). Marceau Pivert marche la main dans la main avec Sneevliet, qui, ces dernières années, construit toute sa politique de façon à ne pas indisposer — Dieu nous en garde — le gouvernement hollandais et à ne pas priver l'organisation syndicale sectaire des subsides de l'Etat ».

Parmi ces alliances, l'attitude à l'égard du POUM lui paraît décisive :

« Pivert s'efforce de défendre la mémoire d'Andrés Nin contre d'odieuses calomnies et c'est évidemment très bien. Mais quand il représente la politique de Nin comme un exemple révolutionnaire, on ne peut qualifier cela autrement qu'un crime envers le prolétariat. En pleine guerre révolutionnaire entre les classes, Nin est entré dans un gouvernement bourgeois dont le but était d'abolir les comités ouvriers, piliers du gouvernement prolétarien. Après ça, au lieu de reconnaître l'énormité de l'erreur commise, le parti de Nin réclama le retour à la coalition avec la bourgeoisie. Pivert oserait-il le contester ? Ce ne sont pas les mots qui décident, mais les faits. La politique du POUM est caractérisée par la capitulation de celui-ci devant la bourgeoisie à tous les moments critiques et non par telle ou telle citation de discours ou d'articles de Nin. D'une manière générale, il ne saurait y avoir de plus grand crime que de se coaliser avec la bourgeoisie en temps de révolution sociale.

Au lieu de dénoncer impitoyablement cette politique néfaste, Pivert reproduit pour les justifier les articles de Kurt Landau. Comme Nin, Landau est tombé, victime du GPU. Mais les plus chaleureuses compassions pour les victimes des bourreaux staliniens ne libèrent pas de l'obligation de dire la vérité aux travailleurs. Landau, aussi bien que Nin, a été une variété de mencheviste de gauche, un disciple de Martov et non de Lénine. En soutenant les erreurs de Nin et non pas la critique que nous en faisons, Landau, comme Victor Serge, comme Sneevliet, comme Pivert, a joué à l'égard de la révolution espagnole un triste rôle. Au sein du POUM, l'opposition de gauche (José Rebull et ses amis) relève la tête. Le devoir des marxistes est de

pousser à fond la critique. Or, Pivert soutient les pires conservateurs du POUM dans le genre de Gorkin. Non, Pivert, n'a pas tiré les conclusions de sa rupture avec Blum ».

Trotsky ajoute que Marceau Pivert devrait se garder de tirer des conclusions hâtives de la faiblesse de la Quatrième Internationale : le parti socialiste ouvrier et paysan est encore loin d'être un parti de masse et n'a pas eu le temps d'éprouver sa force de résistance à la pression de l'impérialisme. De plus, la fondation du PSOP confirme les vues des trotskystes sur la faillite des deux vieilles Internationales : « *Le parti socialiste ouvrier et paysan s'est séparé du parti de Blum. D'un large point de vue historique, le parti socialiste ouvrier et paysan n'est qu'un sous-produit du trotskysme. Marceau Pivert estime-t-il que ce " résultat " est lui aussi insignifiant ?* ».

Mais il reste à ce parti à choisir entre le menchevisme de gauche et le bolchevisme :

« Pivert croit que nous représentons le dogmatisme et la routine et que lui représente la pensée critique. En réalité, en critiquant le « trotskysme », Marceau Pivert répète de vieilles formules mencheviques sans y ajouter un seul mot. Or, le menchevisme a été mis, lui aussi, à l'épreuve et celle-ci fut sérieuse. Le parti bolchevik a dirigé victorieusement une grande révolution : resté isolé, il n'a pas pu résister à la pression des forces historiques hostiles. Autrement dit, le bolchevisme russe n'a pas eu la force de se substituer à la classe ouvrière mondiale. Quant au menchevisme, il n'a rien apporté à la révolution, hormis la prostration et la trahison. Le menchevisme de gauche personnifié par Martov n'a abouti qu'à un honnête désarroi et à l'impuissance. La tâche historique assignée par la révolution d'Octobre n'a pas été remplie. Les forces fondamentales qui ont pris part à la lutte restent les mêmes. Le choix à faire n'est pas entre le trotskysme et le parti socialiste ouvrier et paysan mais entre le bolchevisme et le menchevisme. Nous sommes prêts à aller de l'avant en partant du bolchevisme. Nous n'acceptons pas de marcher à reculons ».

Somme toute, malgré les tensions et les divergences, Trotsky ne désespère pas de l'issue du débat engagé. Il n'est pas prêt à abandonner ce qu'il considère comme essentiel : continuité théorique et intransigeance programmatique. Mais il affirme qu'il n'est rien qu'il ne souhaite autant que la critique, quel qu'en soit le « ton », à condition qu'elle porte sur le « fond ». Il faut pour cela cesser de se nourrir des formules vides d'hier et entreprendre sérieusement et honnêtement la discussion du programme et de la stratégie de la nouvelle Internationale. Dans cette discussion, les trotskystes versent leur programme, celui de la Quatrième Internationale qu'ils ne considèrent pas comme une vérité intangible et qu'ils sont même prêts à réviser si des arguments décisifs sont présentés. A cette fin, il propose, sans succès, à Marceau Pivert d'éditer en commun une revue internationale de discussion.

C'est le 15 juillet que Trotsky fait parvenir son article à Juin 36. A cette date, il estime qu'il est encore possible que le PSOP parvienne à surmonter ses faiblesses et s'oriente vers une voie authentiquement révolutionnaire. Mais les délais accordés par l'histoire sont désormais extrêmement brefs. Le premier congrès du PSOP sera le dernier. Ses difficultés à naître, ses nombreuses hésitations expliquent dans une certaine mesure qu'au mois de mai 1939 le PSOP ait perdu plusieurs milliers d'adhérents. Il n'en compte plus que 5 000 alors que des dirigeants pensaient pouvoir en organiser 20 000. Plus de 1 000 abonnements au journal n'ont pas été renouvelés au début de l'année. Pour de nombreux militants et dirigeants du PSOP, le congrès de Saint-Ouen constitue en fait leur dernier acte politique **22**.

Les raisons fondamentales de cette crise, de cette incapacité à se développer, ne résident que secondairement dans la paralysie née des luttes fractionnelles. Le courant pivertiste a manifestement laissé passer sa chance en juin 1936 et au printemps 1937. En 1939, toute la situation est contre les révolutionnaires qui doivent désormais aller « *contre le courant* ». Les erreurs, les atermoiements ne font qu'aggraver une tendance générale. Le véritable problème réside dans ce que Trotsky appelait « l'indifférence, prélude à la catastrophe ». Le bulletin intérieur du PSOP le constate avec amertume, en avril 1939 : « *De toute part, les masses découragées quittent les organisations politiques de la classe*

ouvrière, parti socialiste et parti communiste. Seuls résistent encore les rares éléments qui continuent au travers des échecs à escompter qu'un redressement est possible : les imbéciles et les permanents » 23.

Le phénomène ne touche pas seulement les grandes organisations. Ceux qui se détournent d'elles ne rejoignent pas pour autant le PSOP. La désillusion, le découragement les détournent de toute action politique comme ils pèsent sur de nombreux militants qui ne peuvent supporter de voir leurs efforts et leurs sacrifices ne pas réussir à retourner la situation.

Si l'espoir d'un sursaut révolutionnaire n'est plus envisageable, il reste cependant à savoir si le PSOP parviendra à se tremper suffisamment pour traverser la catastrophe.

Notes :

1. « Aux camarades des sections de la région parisienne », 27 mars 1939, Papiers des Amis de Marceau Pivert.
2. Extrait d'un exposé fait à la fin de 1939 devant les militants de la Seine du PSOP par Daniel Guérin, Archives Jean-Jacques Marie.
3. Guérin (Daniel), op. cit., p.241.
4. Juin 36, 2 juin 1939.
5. Les Cahiers rouges, mai 1939.
6. Lettre de Fred Zeller, 25 octobre 1971.
7. Les Cahiers rouges, mai 1939.
8. Les Cahiers rouges, mai 1939.
9. Juin 36, 19 juin 1939.
10. « Mise au point de la minorité », Bulletin intérieur du PSOP, juillet 1939.
11. La fraction de droite dirigée par Arquer et Rovira, issue du mouvement nationaliste catalan, s'était emparée de la direction et de l'appareil du POUM en exil et défendait la politique menée durant les années précédentes contre les critiques des diverses fractions de gauche, notamment Solano et Andrade tandis que le centre animé par Gorkin, Gironella et Bonet tentait de maintenir l'équilibre. La fraction Arquer tentait d'exclure le groupe Nuevo curso, proche du PCI.
12. Rapport de la commission d'enquête sur Raymond Molinier, Papiers des Amis de Marceau Pivert.
13. Pseudonyme de Pierre Boussel, dit Lambert, actuellement dirigeant de l'OCI.
14. Pseudonyme de J. Grimblat, plus tard dirigeant du PCI puis de l'AMR.
15. La crise dans les Jeunesses socialistes avait été de même nature que celle dans le parti mais avec des mouvements de plus grande amplitude et l'apparition de tendances plus radicales. Après l'exclusion de l'Entente des JS de la Seine au congrès de Lille en 1935, les exclus avaient constitué la JSR. Au début de 1936, la SFIO reconstituait l'Entente qui devait devenir, en quelques mois, plus nombreuse que la JSR qui subissait le contrecoup de la crise des bolcheviks-léninistes et perdait de nombreux adhérents, par exemple le groupe La lutte finale de Tessier qui rejoignait l'Entente reconstituée. A la Pentecôte 1936, lors du congrès de fondation du POI, la JSR constitue la majeure partie du nouveau parti. La scission du POI, en POI et PCI, fait apparaître à côté de la JSR sous influence du POI une JCI proche du PCI. La JSR publie Révolution et la JCI Le Jeune bolchevik. Une nouvelle crise secoue l'Entente reconstituée devenue favorable à la Gauche révolutionnaire. Au congrès de Creil, les jeunes sympathisants sont exclus et constituent la JSA sous la direction de Lucien Weitz. Elle publie le journal la Jeune garde. La scission de Royan et la fondation du PSOP font apparaître une nouvelle organisation de jeunesse : la JSOP constituée par les jeunes qui quittent le Parti socialiste, la JSA, puis les JCI et les diverses fractions de la JSR. Dès le mois de décembre 1938, plusieurs membres de la JCI sont élus à la direction fédérale de la Seine de la JSOP. Le 14 mars 1939, leurs propositions sont adoptées à une très large majorité contre celles défendues par la direction du PSOP. Dans les faits le PSOP attachait peu d'importance à son organisation de jeunesse. Seule l'Entente de la Seine animée par la JCI avait une activité réelle. Elle constituait dans les faits la véritable direction de l'organisation, le secrétaire national, Lucien Weitz, par ailleurs rédacteur de Juin 36, s'occupait plus du PSOP que de la JSOP. Significatif est le

fait qu'il faut attendre le mois de mars pour qu'un journal de la JSOP soit édité : La Jeune garde, encore est-il édité par l'Entente de la Seine à grand-peine. Le 19 mars, la direction du PSOP en décide même la suppression, sous l'accusation qu'il serait édité avec de l'argent fourni par Raymond Molinier. Cinq numéros (février, avril, mai, juin, juillet-août) voient le jour, mais cela en dit long sur la méfiance du PSOP à l'égard de son organisation de jeunesse. La CE de la Seine obtient la convocation d'une conférence nationale des JSOP durant le premier congrès du PSOP. Elle se déroule dans une ambiance tendue, sous la « protection » des TPPS adultes, et est écourtée après une communication de L. Weitz annonçant la convocation d'un congrès pour le 14 juillet et sa préparation par une commission d'organisation composée du comité central des JSOP et de la CE de la Seine. Le premier congrès du PSOP est l'occasion de violentes attaques contre les menées des trotskystes dans la JSOP, en particulier de la part de Dardel, Pissarioux, et Chapelain de la fédération de Normandie.

16. Papiers des Amis de Marceau Pivert.

17. Pivert (Marceau), « Le PSOP et le trotskysme », Juin 36, 9 juin 1939.

18. Ibid.

19. Ibid.

20. Ibid.

21. Trotsky (Léon), « Le trotskysme et le PSOP », 15 juillet 1939.

Chapitre 16

L'épreuve suprême : la guerre



Le 23 août, les dirigeants du PSOP apprennent la signature du pacte Hitler-Staline. Le soir même, Marceau Pivert s'embarque pour les Etats-Unis où il va assister au congrès de l'ILLA, organisation américaine membre du FOI. Il laisse deux articles, que Juin 36 publiera les semaines suivantes **1**.

Le premier prend position sur le pacte germano-soviétique. Marceau Pivert y dénonce « *la bureaucratie sans principes qui règne par la terreur, la Guépéou et la corruption* » et demande aux militants d'attendre de pied ferme la vague anti-ouvrière qui ne peut que résulter de la nouvelle « *trahison* » des intérêts du prolétariat mondial par Staline.

Le second article commémore l'assassinat de Jean Jaurès et tente à cette occasion de fixer le cadre de ce que doit être l'orientation du parti : combat acharné contre le nationalisme, développement de la lutte des classes et lutte de chaque prolétariat contre sa propre bourgeoisie : « *Lutte des classes d'abord. Avant comme pendant la guerre, même au risque de défaite militaire* ».

Deux jours après le départ de Marceau Pivert, Guérin part à son tour, pour la Norvège, où il va organiser le secrétariat du Front ouvrier international. Il sera suivi, de près, mais jusqu'à Amsterdam seulement, par Maurice Jaquier, par qui Marceau Pivert a imaginé de le « *doubler* » mais qui reviendra, faute de moyens de transport **2**.

A Paris, une équipe autour du secrétaire administratif Emile Rouaix, successeur de Maurice Jaquier à ce poste depuis le congrès, tente de maintenir la continuité du parti **3**.

La répression anti-ouvrière que Marceau Pivert craignait, au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique, a déjà commencé : Lucien Weitz est détenu à la prison de la Santé, Marceau Pivert lui-même est inculpé ainsi que d'autres dirigeants du PSOP pour la distribution d'un tract aux jeunes soldats de l'arsenal de Cherbourg **4**. Le journal des JSOP, La Jeune garde, a été saisi pour propagande antimilitariste, les premières perquisitions policières sont opérées au local de la rue Rochechouart.

Le climat n'est certes pas à l'optimisme, mais la majorité des dirigeants du PSOP sont persuadés que le pire pourra, malgré tout, être évité. Marceau Pivert est parti persuadé que le conflit trouverait une solution pacifique à laquelle il s'emploie en organisant Outre-Atlantique une série de conférences sur la paix. Seul, peut-être, Daniel Guérin ne partage pas cette illusion **5**.

Ainsi, à partir du mois d'août 1939, la direction du PSOP est-elle dispersée en trois centres. Mais Marceau Pivert à New York, Daniel Guérin à Oslo et l'équipe parisienne affirment la volonté de maintenir à tout prix l'existence et l'activité du parti selon les principes clairement affirmés au début de l'été. Comment le jeune parti va-t-il traverser la tourmente de la guerre ? Arrivera-t-il seulement à maintenir son existence dans une situation où tout ce qui subsiste d'organisation du mouvement ouvrier va être impitoyablement frappé par la répression la plus féroce, compte tenu de la difficulté qu'il aura à s'orienter dans une situation qui est assurément la plus défavorable pour les révolutionnaires ?

Marceau Pivert aux Etats-Unis et au Mexique

Pivert est en réalité parti pour assister au congrès de la Labor League de Jay Lovestone et Bertram Wolfe, et prononcer aux Etats-Unis une série de conférences pour la paix. L'évolution de la situation en Europe et l'inculpation dont il est l'objet le décident à demeurer aux Etats-Unis conformément à une décision antérieure. Il y entreprend la publication d'un bulletin du FOI et collabore tant avec l'organisation de Lovestone qu'avec le parti socialiste américain. C'est du fait d'un discours prononcé le 8 avril 1940 aux côtés d'Angélica Balabanof, dans un meeting du parti socialiste américain, qu'il se voit refuser la prolongation de son permis de séjour aux Etats-Unis, qu'il quitte alors pour le Mexique. La collaboration entre Pivert, Gorkin (secrétaire du CMRI, arrivé, lui aussi, à New York au mois de mars 1940), et Jay Lovestone est interrompue à la suite du cours de plus en plus patriotique adopté par la Labor League. Marceau Pivert commente avec amertume dans son carnet l'évolution de l'organisation sœur : « *J'ai un mandat, j'y reste fidèle (...), je n'ai pas résisté pendant dix ans aux arguments de Zyromski, aux subtilités de Léon Blum, aux facilités et aux séductions de tous les social-patriotes pour tomber dans les mêmes erreurs un peu plus tard* » **6**.

Quelques jours avant de quitter les Etats-Unis pour le Mexique, Marceau Pivert accomplit un geste spectaculaire. Les armées allemandes sont entrées à Paris ; le 18 juin, le général de Gaulle lance à la radio de Londres son fameux appel ; Marceau Pivert s'adresse au général de Gaulle pour lui demander de diffuser en Allemagne l'appel du Front ouvrier international qu'il vient de recevoir du secrétariat d'Oslo avec qui il entretient une correspondance régulière. Rédigé par Daniel Guérin, l'appel du FOI aux ouvriers et soldats allemands constitue une tentative de maintenir dans la tourmente de la guerre les principes internationalistes :

« Camarades, nous voulons vous parler comme l'auraient fait vos grands disparus : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, symboles universellement admirés par le prolétariat révolutionnaire international. A aucun moment notre voix ne s'est confondue avec celle des bandits impérialistes qui ont provoqué la guerre actuelle. Depuis le premier instant, nous nous sommes levés contre les impérialismes de Londres et de Paris, de même que contre les dictatures sanglantes de Berlin et de Moscou. Nous sommes le troisième camp, le camp des opprimés de tous les pays, le camp de ceux qui meurent pour rien, le camp des esclaves coloniaux que se disputent les négriers modernes, le camp des veuves et des orphelins, le camp des affamés et des miséreux, le camp de la révolution socialiste mondiale (...) ».

L'appel s'adresse ensuite aux travailleurs allemands pour qu'ils combattent Hitler :

« En face de vous combattent des ouvriers et des paysans comme vous, qui ont des épouses et des mères, comme vous, et qui, comme vous, aiment leurs enfants, leur foyer, leur peuple et leur pays (...). L'invasion de la Pologne, de la Norvège et de la Hollande, de la Belgique, de la France, soulève contre vous des nuées de haine qui éclateront en tempête sur la tête de vos fils (...).

Mais si vous le voulez, vous pouvez les transformer en un courant universel d'admiration et d'affection qui vous donnera plus de prestige que jamais aucune victoire militaire ne pourrait vous accorder.

Arrêtez le massacre,

Débarrassez-vous de vos maîtres,

Tendez aux ouvriers et aux paysans des autres pays une main fraternelle »7.

Le 25 juin 1940, Marceau Pivert s'adresse au général de Gaulle et lui propose de diffuser par avion l'appel sur l'Allemagne et les régions occupées : *« Je n'ignore pas le risque d'incompréhension que comporte cette communication ; elle est uniquement inspirée par le désir de tenter un effort d'ordre politique contre les puissances totalitaires (...) » 8.*

Se rendant compte de ce que son initiative peut avoir d'inattendu aux yeux d'un officier général qui passe avant tout pour un nationaliste, il explique :

« Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce qu'un socialiste fidèle à son drapeau, qui n'est pas le vôtre, songe aujourd'hui à mettre à votre disposition quelques parcelles d'une dynamite politique qu'il croit efficace si toutefois vous ne craignez pas d'en faire usage. Nous savons, en effet, qu'en dépit des victoires militaires de Hitler, une fraction consciente du prolétariat allemand n'est pas indifférente à la propagande internationaliste que nous avons entreprise depuis le début de la guerre ».

Le 27 juillet, le général de Gaulle répond à Marceau Pivert **9**. Il affirme que la lettre de Pivert lui a paru *« très intéressante »* et qu'il l'a communiquée à plusieurs personnalités françaises et anglaises de Londres, mais il élude la proposition. Le 18 août, le leader socialiste lui envoie une seconde lettre dans laquelle il exprime son amertume de ne pas avoir reçu de réponse précise : *« (...) Sans doute, votre réserve vient confirmer le caractère internationaliste de notre littérature puisqu'il paraît plus difficile de la diffuser que cela ne fut pour Hitler de diffuser certains discours de son complice Molotov (...) ».*

Il n'abandonne pourtant pas tout espoir d'être entendu : *« (...) Pardonnez-nous notre insistance : si vous ne pouvez pas, et nous le comprenons, prendre, même indirectement, la responsabilité de notre politique, de la même manière qu'il nous est impossible à nous, d'endosser la responsabilité de la vôtre, ne pouvez-vous pas, pour le moins, autoriser les aviateurs socialistes (que vous savez exister) à prendre avec eux notre matériel politique, en même temps que vos bombes ? ».*

Il suggère ensuite au général de Gaulle de rencontrer Fenner Brockway, dirigeant de l'Independent Labour Party, afin, entre autres, d'envisager la diffusion d'une édition française de New Leader, journal de l'ILP. Le général de Gaulle devait rencontrer à ce sujet John MacNair et intervenir pour que quelques *« extraits »* de l'appel soient diffusés par la BBC.

L'initiative de Marceau Pivert peut surprendre. Sa démarche, déjà, est celle d'un homme seul qui tente désespérément de *« faire quelque chose »*. C'est ce qu'il confie à son carnet, le 2 juillet 1940 : *« Ah, comme je voudrais avoir un compagnon de pensée (...) loin de mes amis, des miens, de ceux qui pensent comme moi et qui existent encore, j'en suis sûr, et qui sont peut-être exactement comme moi, effroyablement seuls dans leur propre désert, comme je suis dans le mien, mais fidèles, malgré tout, malgré tout » 10.* A ses camarades restés dans la France occupée avec qui les liaisons vont bientôt être interrompues, il apporte l'aide de ses réflexions **11**.

Réflexions d'un exilé sur la guerre

Il analyse d'abord la nature de la guerre. Il ne s'agit en aucune façon d'une guerre de la démocratie contre le fascisme, mais d'une guerre impérialiste, prolongement de la première guerre mondiale pour un nouveau partage du monde entre les Etats bourgeois. Il considère que la cause de la guerre ne doit pas être cherchée dans le désir de telle ou telle équipe dirigeante de transformer la société, mais dans les contradictions de la société capitaliste elle-même. L'agressivité du fascisme a été déterminée par le potentiel explosif d'un puissant pays industriel privé de colonies et condamné par sa structure capitaliste à ne pouvoir distribuer sa surproduction sur le marché intérieur. En outre, la guerre a constitué un dérivatif extrêmement précieux pour les classes dirigeantes, préoccupées par leurs contradictions internes, puisqu'elle impose l'union sacrée et éloigne, pour un temps, le spectre de la révolution prolétarienne.

Le fascisme n'est que la prolongation, au sein d'une économie capitaliste mondiale criblée d'antagonismes, du système d'exploitation capitaliste. Il est la « *contre-révolution type du 20e siècle* ». La guerre n'est pas celle du droit contre la barbarie, la responsabilité n'en incombe pas au seul fascisme, ce qui sous-entendrait que les autres Etats bourgeois seraient dans leur bon droit, mais au système capitaliste lui-même, dont le fascisme n'est que l'expression la plus barbare, ce qui implique qu'« *un socialiste ne peut à aucun prix accepter la moindre solidarité politique dans une guerre dont le régime qu'il combat est la cause et dont la classe capitaliste qui la dirige accentue nécessairement le caractère réactionnaire* » **12.**

Pour lui, de même que le régime capitaliste impérialiste porte dans ses flancs la guerre, une classe, qui, comme la classe capitaliste, porte dans son sein les germes de la contre-révolution, est congénitalement incapable de vaincre et de détruire le fascisme. La lutte contre le fascisme, l'impérialisme et la guerre est donc inséparable de la lutte — dans tous les pays — contre le capitalisme qui en est la cause profonde. Le seul avenir réside à ses yeux dans la destruction du régime capitaliste et l'instauration du socialisme.

Marceau Pivert défend en conséquence la stratégie du « *troisième front* ». La stratégie des socialistes révolutionnaires ne doit se confondre ni avec un camp, ni avec l'autre, car elle passe à travers les deux. Elle n'est que la contrepartie de la politique observée par les classes dirigeantes qui se battent sur deux fronts, chaque bloc impérialiste essayant de dominer son rival tout en tentant de se protéger contre la révolution prolétarienne. Les masses doivent, quant à elles, chercher à transformer la guerre impérialiste en guerre de libération sociale.

A cette fin, elles doivent refuser toute confiance à leur propre bourgeoisie : « *Si donc des circonstances comme celles que nous vivons obligent les travailleurs à diriger le canon de leurs fusils dans la même direction que leurs maîtres capitalistes, c'est-à-dire contre les fascistes, ils ne doivent jamais oublier que ces armes sont simplement prêtées pour défendre les intérêts de leurs maîtres, mais non pour transformer le monde dans le sens des intérêts des travailleurs* ».

Marceau Pivert refuse donc catégoriquement la stratégie qui, explique-t-il, a conduit à la défaite le prolétariat espagnol, qui consiste à gagner d'abord la guerre en s'alliant avec sa bourgeoisie pour faire ensuite la révolution.

Il reconnaît pourtant que, s'il n'est pas question d'aliéner la nécessaire indépendance de classe du prolétariat et la perspective du renversement de l'ordre social, il faut tenir compte de la différence entre les pays fascistes et les forces et pays qui les combattent. Dans les pays fascistes ou soumis à l'envahisseur fasciste, les travailleurs n'ont qu'un moyen à leur disposition, l'organisation clandestine, le sabotage, la recherche des occasions de fraternisation avec les travailleurs du camp opposé ou du pays conquis. Dans les pays qui combattent le fascisme, le travailleur s'il appartient à une usine ou à une

armée qui dirige ses efforts contre le fascisme, doit donner tout son effort, « *bon ouvrier et bon soldat, bon officier, si possible* »,

« *Mais en protégeant catégoriquement contre les propagandes, les interprétations et les falsifications de ses maîtres sa conscience de travailleur, ses convictions socialistes, ses informations et liaisons internationales.*

Ainsi se dégage une ligne générale simple et sans équivoque : jetés dans la guerre, dans l'économie de guerre, dans les sacrifices et les souffrances par le mécanisme d'un système social dont ils ont prévu les conséquences, les socialistes refusent de prendre la moindre responsabilité politique dans la direction de cette guerre : ils observent une activité technique maximum dans le camp allié, une activité conspirative maximum dans le camp fasciste, mais, dans les deux cas, ils doivent se rejoindre autour des mêmes objectifs : fin de la guerre par la révolution sociale. Fin de toute dictature fasciste par la construction d'une société socialiste ».

Quels doivent être dans ces conditions les alliances politiques et leur contenu ? Il s'agit, écrit-il, de faire un front unique loyal de toutes les forces antifascistes décidées. Des accords peuvent être conclus avec les gaullistes, voire avec Herriot, mais à la condition que ce soit « *à la base* » et pour des objectifs précis.

Le PSOP ne doit pas rester à l'écart des combats susceptibles d'être engagés, il doit être prêt à son poste, sans poser aucune condition pour toute action indépendante de n'importe qui mais sans jamais aliéner sa liberté ni son indépendance politique : « *Nous sommes trop faibles pour pouvoir avoir l'ambition que notre famille pourra se débrouiller toute seule. Mais il n'appartient à personne de nous dépouiller de notre patrimoine propre* » **13**.

Ce patrimoine, c'est l'existence d'une organisation indépendante et son programme politique : libération nationale et sociale de la France en liaison avec la libération nationale et sociale de tous les peuples européens, constitution d'un gouvernement provisoire ouvrier et paysan, excluant tout représentant de la bourgeoisie et s'appuyant sur des comités ouvriers et paysans prenant en main la transformation économique et politique de la société, expropriation des capitalistes et socialisation des principaux moyens de production et des banques, remise en route par le gouvernement provisoire ouvrier et paysan des grands services nécessaires, assurance de la sécurité du nouveau régime, élaboration d'une constitution de la République socialiste des travailleurs de France par les délégués des travailleurs après libre circulation des opinions et consultation minutieuse de toutes les forces populaires et constitution de la Fédération des républiques socialistes d'Europe selon les mêmes principes.

Le parti ne devra en aucun cas abandonner sa « *personnalité* », il devra, de plus, veiller au respect d'un certain nombre de règles dans tout accord avec des formations antifascistes : prise en commun des décisions, à la majorité et après information et discussion loyale des différentes propositions, seules étant abordées les questions concrètes et les propositions applicables rapidement et non les thèses et les théories : « *Vous avez les vôtres, nous avons les nôtres, seule l'expérience est capable de nous faire changer* », respect absolu de la souveraineté de chaque organisation dans le choix de ses délégués à un exécutif commun, engagement de l'organisation seulement pour des actions décidées en commun, solidarité effective et protection mutuelle des militants et de leurs familles, quarantaine à l'égard des « *collaborateurs* », assurance qu'il n'y aura aucune exclusive contre aucun groupe se réclamant de la démocratie réelle ou de la classe ouvrière.

Marceau Pivert propose un certain nombre de points minimum, un programme d'action pouvant servir de base à la constitution d'un tel front unique antifasciste.

En quoi l'entrée de la Russie soviétique en guerre modifie-t-elle la stratégie des révolutionnaires ? Le caractère de la guerre s'en trouve-t-il modifié ? Marceau Pivert pense que l'entrée en guerre de l'URSS

ne modifie en rien le caractère impérialiste de la guerre, ni la nature contre-révolutionnaire de la caste dirigeante en URSS. Il n'en demeure pas moins qu'elle constitue un élément nouveau qui impose, sinon une révision de la stratégie, du moins une adaptation aux conditions nouvelles. Marceau Pivert s'en explique dans une lettre écrite quelques jours après le début des hostilités sur le front de l'Est.

Si la guerre reste une guerre impérialiste pour le partage du monde, la Russie, au contraire de tous les autres pays engagés dans le conflit, ne mène pas, elle, une guerre impérialiste, mais une guerre « défensive » pour la défense des conquêtes sociales issues de la révolution d'Octobre 1917. Cela implique que les révolutionnaires doivent être du côté de la Russie pour sa défense inconditionnelle parce qu'il s'agit de défendre le régime social progressif issu de la révolution russe qui constitue une position du prolétariat international.

Si les révolutionnaires doivent se prononcer pour la défense de l'URSS, cela ne peut pas signifier un soutien à Staline, bien au contraire, les travailleurs soviétiques ne combattent pas pour Staline, mais malgré et contre lui, pour la défense des « conquêtes d'Octobre » : « *Le prolétariat russe a autre chose à perdre que les chaînes de la dictature, il a à perdre les derniers vestiges de la révolution d'octobre* » **14.**

Le soutien que les révolutionnaires doivent apporter à l'URSS n'est donc pas un soutien à Staline mais aux travailleurs russes :

« Malgré ses trahisons et ses massacres, Staline n'a pas réussi à tuer dans le peuple russe le souvenir de la glorieuse révolution. Il est obligé pour se maintenir au pouvoir d'user du prestige de la révolution gagnée par le prolétariat russe de 1917 pour appeler le peuple russe à le suivre. Staline a poignardé la révolution en Espagne ; il a chassé, puis odieusement assassiné Trotsky, chef militaire de l'armée rouge et vainqueur de la contre-révolution intérieure et extérieure. Mais pour accomplir ses exploits contre-révolutionnaires, même au cours de son alliance avec Hitler, Staline devait démagogiquement se servir du langage de Lénine et se rapporter aux glorieuses journées de 1917. Tout nouvel exploit contre-révolutionnaire a dû être démagogiquement expliqué au nom de la " révolution ", " au nom des soviets ", " au nom de l'Etat des prolétaires ". L'armée rouge — décapitée il est vrai par Staline lui-même — est toujours l'héritière des vaillantes milices prolétariennes qui ont marché vers la victoire sous la direction de Trotsky. C'est cette armée rouge qui se bat contre les bandes fascistes ; elle ne se bat pas " pour Staline ", ni pour sa dictature ; elle se bat pour sauver les vestiges de la révolution d'Octobre sur un sixième du globe ; elle se bat dans l'esprit de Lénine » **15.**

Le caractère de la guerre que mènent les travailleurs russes, le régime social dont ils sont porteurs, impliquent qu'ils soient tenus pour partie intégrante du « troisième camp ». Dans le conflit germano-russe, les socialistes révolutionnaires doivent être pour la défaite allemande et la victoire russe. Une telle victoire aurait un caractère fondamentalement différent d'une victoire de l'Angleterre sur l'Allemagne. Une telle solution signifierait certes le retard du processus de fascisation sur le monde entier, mais elle ne pourrait constituer une solution durable. Elle signifierait, en effet, le maintien du système capitaliste et donc le maintien des causes qui conduisent au fascisme et à la guerre. Par contre, la victoire de l'armée rouge aurait pour conséquence de transformer le régime social de l'Allemagne en un système socialiste et constituerait un puissant facteur de développement de la révolution prolétarienne en Europe. Il existe, il est vrai, note Marceau Pivert, un risque : celui que Staline réussisse à « confisquer » la révolution, mais ce risque doit être pris : « *Staline arrivera-t-il, malgré tout, à prendre la " direction de la révolution ", c'est-à-dire l'assassiner ? C'est possible. Mais nous préférons le risque d'une révolution confisquée à la certitude de la destruction des conquêtes de 1917 sur un sixième du globe* » **16.**

Quelle doit être, en conséquence, la stratégie des ouvriers en Angleterre, en Amérique, en URSS ?

Les soldats russes doivent mener la lutte pour la victoire, pour la défense de l'URSS, mais en même temps refuser toute confiance à leur gouvernement. Le seul espoir du renversement de Staline réside dans une victoire de l'armée rouge et le développement de la révolution prolétarienne en Europe.

En Angleterre et en Amérique, la lutte des ouvriers doit rester indépendante, en opposition à l'ennemi de classe. Le prolétariat doit dénoncer le gouvernement pour le caractère « réactionnaire » de son « aide » à l'Union soviétique. Il doit réclamer une aide effective, non pas les bombardements par la RAF, mais la livraison directe d'armes à l'Union soviétique. De même, les ouvriers américains doivent dénoncer leur gouvernement qui n'aide l'URSS qu'en paroles : « *En actes, le gouvernement américain continue son aide à l'Angleterre pour ses propres intérêts impérialistes, tandis que les ouvriers ont un seul intérêt : le soutien de l'armée rouge dans sa lutte pour le maintien des conquêtes d'Octobre. S'il y a une armée capable d'étouffer la réaction, c'est celle qui a su le faire une fois déjà* » 17.

Cette aide inconditionnelle que la classe ouvrière internationale doit apporter à la défense de l'Union soviétique demande la préservation à tout prix de l'indépendance de classe. Il n'est pas question que la « défense de l'URSS » devienne un prétexte pour accepter l'union sacrée et la subordination des prolétariats à leur bourgeoisie nationale « antifasciste » :

« Subordonner le mouvement propre de la classe ouvrière aux intérêts de classe de Monsieur Churchill ou de Monsieur Roosevelt ? Non, en Amérique et en Angleterre, les communistes pratiquent l'union sacrée, combattent la lutte des classes et substituent à leur drapeau rouge celui des étoiles et bandes rayées ou de l'Union Jack.

Nous dénonçons cette persistance à revenir au vomissement opportuniste. Ce n'est pas cela qui donnera un tank ni un bombardier de plus à l'armée rouge » 18.

Ce refus d'accepter la politique des partis communistes après leur revirement consécutif à l'entrée en guerre de la Russie ne signifie pas que les socialistes révolutionnaires doivent refuser l'alliance avec le PC. Le stalinisme est totalement contre-révolutionnaire, c'est un fait. Mais c'est également un fait qu'une fraction importante, voire majoritaire de la classe ouvrière fait confiance à ces partis, et c'est également un fait que la classe ouvrière a besoin de son unité pour se défendre aujourd'hui contre la répression fasciste et, demain, pour prendre le pouvoir. La mission du PSOP consiste donc à rechercher la constitution d'un front unique révolutionnaire combattant sur des positions de classe et permettant à l'unité antifasciste de ne pas se transformer en union sacrée :

« Une chose est certaine : vous connaissez ma ligne générale et ma profonde conviction que le mouvement révolutionnaire devra liquider le stalinisme ; mais si j'étais en mesure de le faire, je referais néanmoins les démarches que j'ai faites et provoquées le soir du 6 février quand nous sommes allés proposer le front unique loyal au PC. Le danger terroriste va peut-être croître. Il est possible qu'il étouffe tout... très provisoirement... Dans tous les cas, ma position reste la même : organiser le front unique de toutes les forces révolutionnaires, sur des bases acceptables et sans aucune limitation du droit de critique mutuelle des différentes tendances » 19.

Dans les premiers mois de la guerre, Marceau Pivert se considère comme un militant du PSOP, éloigné par la force de son parti. Ses analyses, ses propositions de travail sont des contributions à l'élaboration de la ligne politique de l'organisation. Dans un texte non daté, mais écrit certainement à l'automne 1941, il parle de la nécessité de « réorganiser » le parti en France afin que celui-ci puisse lui donner un « mandat clair » afin de poursuivre sa tâche Outre-Atlantique au nom du Front ouvrier international.

A quelques milliers de kilomètres de Mexico, un autre « centre » assure durant quelques mois la continuité du PSOP : le secrétariat d'Oslo animé par Daniel Guérin.

Le secrétariat d'Oslo

Le 25 août 1939, Daniel Guérin est parti pour la Norvège où il est accueilli à Oslo par les jeunes socialistes de gauche groupés autour de Haakon Mayer. Il applique ainsi les décisions prises par la conférence du Front ouvrier international d'avril 1939 qui avait décidé — dans une réunion secrète des principaux dirigeants — de constituer un centre clandestin en pays neutre en cas de guerre et de lui en confier la responsabilité.

Ce départ ne s'effectue pas dans une ambiance unanime. A la réunion du bureau du PSOP, le 21 août 1939 — la dernière tenue en présence de Marceau Pivert — la décision aurait été prise, sur la demande de Pivert lui-même et en l'absence de Daniel Guérin, d'envoyer Maurice Jaquier à Oslo afin de le « *second* » et peut-être de le contrôler. Afin de compléter cette mesure, Marceau Pivert avait également prié René et Hélène Modiano, qui partaient en vacances en Norvège, de bien vouloir y demeurer en cas de guerre afin d'y *second*, eux aussi, Daniel Guérin **20**.

Il est clair qu'il était dans l'intention de Pivert de tempérer quelque peu Daniel Guérin par la présence d'éléments plus modérés du PSOP. Certains dirigeants du FOI vont plus loin, contestent formellement son mandat et refusent de reconnaître la légitimité du « *secrétariat d'Oslo* ». Au début du mois d'août, une école d'été de l'ILP s'est tenue à Fort Mahon : un certain nombre de dirigeants du FOI présents, notamment Julian Gorkin, Jay Lovestone et Léon Borochowitz, auraient décidé de revenir sur les décisions du mois d'avril.

La lutte de tendances au sein du FOI s'est en effet considérablement exacerbée depuis la conférence d'avril 1939. Déjà cette conférence avait été l'occasion de la constitution d'un autre organisme international : le CMRI. Selon ses inspirateurs, le CMRI n'était pas un organisme « *concurrent* » du FOI. Sa mission était de regrouper les groupes marxistes révolutionnaires et de se consacrer aux tâches théoriques en laissant au FOI le rôle spécifique de lutter contre la guerre. En réalité, la constitution du CMRI était, pour la droite du FOI, un moyen de contrebalancer l'influence trop importante à ses yeux de la gauche et son désir de se rapprocher de la Quatrième Internationale. La conférence d'avril 1939 s'était terminée par un compromis : la création des deux organismes avait été adoptée à la majorité. Pourtant, dans les mois qui suivent, les deux centres tendent à mener chacun leur politique. Avec le départ de Marceau Pivert, la situation devient on ne peut plus embrouillée : Marceau Pivert anime un centre du FOI à New York, tandis que Daniel Guérin en dirige un second à Oslo. Mais le centre d'Oslo n'est reconnu ni par l'ILP, ni par l'ILLA de Jay Lovestone, ni par le POUM de Gorkin, alors que Marceau Pivert travaille aux Etats-Unis en collaboration avec les mêmes Lovestone et Gorkin.

A Oslo, Daniel Guérin organise son secrétariat. Autour de lui et du couple Modiano, sont réunis quelques militants allemands : Peter Blachstein du SAP, Walter Schwarz de l'opposition brandlérienne et le trotskyste Joseph Hindels. Deux autres trotskystes collaborent avec le centre sans y appartenir, Heinz Epe, dit Walter Held, ancien secrétaire de Trotsky durant son séjour en Norvège, et Alois Neurath, ancien maire socialiste et président de la République des conseils de Reichenberg en 1919 et ancien secrétaire du parti communiste tchèque de langue allemande. A partir d'octobre 1939, le secrétariat publie, en nombre réduit d'exemplaires, un petit bulletin d'information international adressé aux correspondants du FOI. Il est en relation avec Marceau Pivert aux Etats-Unis et, à Paris, avec ce qui subsiste du PSOP, ainsi qu'avec un certain nombre de groupes trotskystes. Il est contraint de cesser toute activité après l'arrestation, fin avril 1940, de Daniel Guérin et de R. Modiano.

Tandis que Marceau Pivert aux Etats-Unis et Daniel Guérin à Oslo tentaient d'assurer la continuité du PSOP, à Paris, le PSOP continuait, non sans difficultés, une activité réduite. L'absence de Marceau Pivert est ressentie, nous dit Daniel Guérin, comme « *irréparable* » : « *Il avait le don d'amortir les heurts, de concilier les extrêmes, et l'amitié confiante qui nous unissait l'un à l'autre évita, ou colmata, bien des fissures. Privé de sa direction où la chaleur humaine tenait une si large place, le parti socialiste ouvrier et*

paysan parti à la dérive, éclata en morceaux. Comme beaucoup de choses qui tenaient encore debout à la veille du 1er septembre 1939, il ne devait pas survivre à la tempête » 21.

La décomposition du PSOP

Au moment du départ de Marceau Pivert et de Daniel Guérin, la situation du PSOP à Paris n'est pas encore catastrophique mais le climat est déjà lourd. Les premières arrestations et perquisitions ont eu lieu. Le journal a bien lancé un appel à l'ensemble des organisations à la lutte contre la répression, mais personne ne répond positivement et, dans le numéro suivant, l'éditorial constate avec amertume qu'insensiblement, mais à une allure qui s'accélère, on s'achemine vers un régime de dictature. Marceau Pivert a écrit avant son départ qu'un nouveau « *Juin 36* » pouvait mettre en échec la dictature de Daladier mais il faut bien constater qu'il s'agit là d'une hypothèse toute théorique. Les provocations s'ajoutent aux premiers signes de répression : au début du mois d'août, un sténographe du Sénat est arrêté comme agent hitlérien. Il n'a jamais été membre du PSOP, mais a travaillé en 1936, sous la direction de Marceau Pivert, au secrétariat général de la présidence du Conseil. L'arrestation de Jean Amourelle fournit l'occasion d'une violente campagne de presse à laquelle participe le parti communiste qui insinue qu'il y aurait collusion entre le PSOP et les nazis. En réalité, de l'argent avait été effectivement proposé par Amourelle à la direction du PSOP pour sortir un quotidien du soir qui aurait comme nom La Carmagnole. Le bureau du PSOP avait discuté la proposition et décidé de la rejeter considérant qu'il s'agissait d'une provocation. Selon Maurice Jaquier et Henri Goldschild, il ne fait pas de doute qu'il s'agissait d'argent que les Allemands proposaient aux milieux pacifistes français.

De nombreux dirigeants et militants ont déjà quitté le PSOP avant l'été 1939. Le découragement s'est abattu sur les militants et, comme les autres partis ouvriers, le PSOP voit fondre ses effectifs. Lucien Hérard, co-secrétaire national avec Marceau Pivert abandonne toute activité politique. « *Tout est à réviser* », écrit-il, « *nous avons échoué dans notre tentative de créer un parti. Nous avons échoué avant la guerre. Celle-ci nous fournit une " sortie " comme on dit au théâtre... Pour moi, pour nous, le PSOP a vécu. Nous n'avons plus aucune section dans le département et même à Dijon, il n'y a plus eu de réunion et il n'y en aura plus* ». La « *révision* » de Lucien Hérard ne concerne pas que le PSOP : « *Il est permis d'élever des doutes sur la capacité politique (et technique) du prolétariat, son imbécilité par contre est hors de doute... son prétendu destin historique est sujet à caution* » 22.

Nombreux sont pourtant ceux qui continuent à militer avec courage jusqu'à l'ultime minute et qui sont dispersés par la mobilisation qui, de surcroît, leur interdit tout contact et toute activité politique.

Dans les semaines qui suivent le départ de Marceau Pivert, la contradiction apparaît tous les jours plus flagrante entre la volonté du PSOP de maintenir contre vents et marées ses positions de classe « *contre le fascisme, la dictature militaire et la guerre* » et le maintien de la légalité du parti qui lui interdit toute propagande antimilitariste et tout contact avec les militants mobilisés. Le 14 juillet 1939, alors que de nombreux militants sont déjà inculpés, *Juin 36* publie la liste de la commission administrative de la région parisienne ainsi que les responsabilités de chacun de ses membres. Le numéro du 28 juillet convoque — comme si de rien n'était — la conférence paysanne du PSOP prévue par le congrès de Saint-Ouen, pour les 9 et 10 septembre 1939. Il semble bien que, jusqu'au dernier moment, la majorité des dirigeants du PSOP ait été persuadée que la guerre serait évitée.

Le 21 août, se tient la dernière réunion du bureau du parti en présence de Marceau Pivert. Sont présents Lucien Vaillant, secrétaire national, Henri Goldschild, trésorier, Maurice Jaquier, secrétaire administratif qui doit être remplacé par Emile Rouaix, ancien secrétaire de la fédération de l'Ain. Il y est notamment décidé d'organiser une liaison avec Marceau Pivert aux Etats-Unis par l'intermédiaire du responsable du PSOP de Vendée, Poireaudeau. Le 31 août, la CAP se réunit chez Suzanne Ni-colitch, le local de la rue Rochechouart commençant à devenir peu sûr. Sont encore présents entre autres : Suzanne Nicolitch et son mari Dragui Nicolitch, Emile Rouaix, Henri Barré, Jean Rous, Lucien Chapelain, Charles Lancelle, René Lefeuvre, Daniel Haas, Spinetta, Lucien Vaillant et Henri Goldschild 23.

La question de l'illégalité est au centre des discussions. L'Humanité vient d'être interdite, la censure va être appliquée, faut-il poursuivre l'activité du parti dans sa forme légale ? Suzanne Nicolitch et la droite du PSOP se prononcent pour la poursuite, coûte que coûte, de l'activité du parti dans sa forme antérieure et le maintien de la parution du journal malgré la censure. Elle repousse toute forme d'activité illégale et tout contact avec les mobilisés. La gauche de Jean Rous est au contraire favorable à ce que le PSOP « plonge » immédiatement dans la clandestinité totale et s'organise en conséquence. Entre ces deux positions, une troisième, défendue par Barré, Chapelain, Jaquier et Rouaix, se montre favorable à une solution intermédiaire qui consisterait à préparer le passage dans la clandestinité par une réorganisation des structures du parti et de son fonctionnement, tout en maintenant une activité semi-légale et en laissant ouvert le local de la rue Rochechouart. La gauche et le centre se prononcent pour la mise en place des cellules de 4 ou 5 membres avec une liaison directe entre le responsable de cellule et le secrétaire administratif national, l'organisation de liaisons entre les cellules locales et d'entreprise et les mobilisés, la recherche auprès des familles, afin de prendre contact avec les militants dispersés par la mobilisation, et l'édition d'un matériel spécial adapté aux conditions de propagande imposées par la situation. Toutes ces propositions sont rejetées par la majorité de la CAP qui décide de laisser ouvert le local du PSOP et de poursuivre coûte que coûte la parution de Juin 36.

Dans les semaines qui suivent la CAP du 31 août, les tensions s'exacerbent entre la majorité « *légaliste* » qui s'obstine à faire paraître un journal blanchi par la censure et les partisans de l'action clandestine. La gauche de Jean Rous décide de ne plus respecter la discipline et d'entrer dans la clandestinité en ne maintenant que quelques liens avec le reste de l'organisation : la majorité de cette tendance est constituée par la fraction trotskyste et les éléments sympathisants qui lui font confiance. Leur organisation en fraction au sein du PSOP depuis de longs mois facilite certainement la reconversion. Parmi eux, Renée Plasson, Yvan Craipeau, Pierre Stibbe, Lucien Weitz toujours en prison, Maria Guérin, Jean Rous, Nathalie Weitz. Le groupe du centre ne tarde pas à prendre des mesures similaires : Rouaix, Chapelain, Barré décident de ne plus appliquer la ligne majoritaire, forment des cellules, louent un nouveau local clandestin et organisent des contacts avec des militants mobilisés. Maurice Jaquier, absent de Paris, les appuie. Le 20 novembre 1939, a lieu la dernière réunion de la CAP du PSOP. La majorité décide l'exclusion de la gauche, pour avoir enfreint la discipline et refusé d'appliquer les décisions prises lors de la réunion du 31 août. Les partisans du centre restent au PSOP, mais maintiennent leur propre centre clandestin organisé autour de Jaquier, Rouaix, Lancelle, Barré, Lucien Chapelain, Daniel Haas et des militants des JSOP. Ils organisent quelques cellules à Aubervilliers, Bagneux, Bondy, dans le 19e et à Plessis-Robinson **24**.

Trop tardive, cette tentative échoue rapidement. Le 9 décembre 1939, une perquisition de police au local de la rue Rochechouart est suivie de plusieurs arrestations. Emile Rouaix, Lucien Preiss, Maurice Jaquier, Daniel Haas et un JSOP de Plessis-Robinson, Benjamin Altmann, prennent le chemin de la prison. Ils y sont rejoints par Lucien Chapelain, responsable national des JSOP après l'arrestation de Lucien Weitz et responsable du groupe de Bondy, Raymond Lesergent, Paul Chodat et Maurice Goiron. Accusés de reconstitution du parti communiste dissous, ils sont finalement inculpés « *d'éditions de tracts d'origine ou d'inspiration étrangère de nature à saper le moral de la population et de l'armée* ». En l'absence de matériel récent, des militants du PSOP avaient collé et distribué des papillons et des tracts vieux de quelques mois. Seuls, Benjamin Altmann et Daniel Haas seront libérés, les autres comparaîtront le 7 mars 1940 devant le 2e tribunal militaire de la Seine qui les condamnera à de lourdes peines **25**.

Le courant « *légaliste* » de la majorité du PSOP ne devait pas avoir plus de chance. Suzanne Nicolitch et son mari tentent jusqu'à l'ultime instant de maintenir la parution de Juin 36. Les derniers numéros légaux et censurés paraissent les 8 octobre, 11 novembre, 29 décembre 1939, janvier-février 1940 ainsi qu'un numéro clandestin en mai 1940. La dernière activité du PSOP, au lendemain de l'invasion allemande, semble avoir été ce tract ronéotypé distribué dans la région parisienne qui affirmait avec courage le pacifisme et l'internationalisme du PSOP et adjurait les travailleurs « *de ne pas englober dans une même*

*haine les Allemands, soldats contre leur gré, et leurs chefs nazis, seuls responsables des injustices commises par l'armée d'occupation » et de ne pas perdre espoir dans la classe ouvrière mondiale « afin que la bataille de classe engagée depuis plus d'un siècle se termine par la victoire définitive du prolétariat de tous les pays »***26.**

Quand, le 21 juin 1940, Maurice Jaquier parviendra à retourner à Paris, après avoir réussi à s'échapper au cours du transfert des prisons françaises à la suite de la débâcle, il ne trouve plus trace de l'organisation. « *Le PSOP s'était littéralement volatilisé, écrit-il, je me suis retrouvé au soir du 1er septembre 1940... plus seul encore que Marceau Pivert à Mexico »* **27.**

L'invasion de la France marque l'échec aussi bien de ceux qui avaient eu l'illusion que la guerre permettrait aux révolutionnaires de continuer à s'exprimer que de ceux qui ont tenté, sans préparation, de passer à une clandestinité pour laquelle ils n'étaient pas préparés. C'est le bilan qu'en tirera quelques années plus tard Maurice Jaquier qui écrit : « *Le PSOP n'était pas prêt pour la lutte dans l'ombre... ni l'organisation, ni les militants ne pouvaient affronter la clandestinité volontaire, ni, a fortiori, les combats à venir. L'hétérogénéité de leurs anciennes appartenances ne les disposait pas aux formes d'actions imposées par la situation. Le PSOP était venu trop tard, n'avait pas eu l'occasion de s'aguerrir, n'avait eu ni les moyens, ni le temps de se transformer, il n'était pas un parti révolutionnaire »* **28.**

Au moment où, en France, le PSOP a complètement disparu de l'échiquier politique, les illusions de Marceau Pivert sur son destin sont grandes. Le 4 mai 1940, il écrit à sa femme à propos de son inculpation afin de donner quelques conseils pour sa défense à son avocat, Marius Moutet, et ajoute : « *Je ne sais rien, depuis mon arrivée en Amérique, des décisions prises par les responsables du parti, mais, étant donné qu'ils représentent régulièrement la volonté des militants, qu'ils sont chargés d'un mandat sacré auquel, j'en suis sûr, ils demeurent fidèles, je suis complètement solidaire de ce qu'ils font »* **29.**

L'histoire du PSOP s'arrête donc en principe en ce mois de l'invasion de la France par les armées hitlériennes. A vrai dire, depuis septembre 1939, ce ne sont plus que les soubresauts de l'agonie. Le PSOP ne reverra pas le jour à la libération même si Marceau Pivert affirme à Mexico en 1944 que le « *PSOP continue* », laissant penser qu'il n'a pas abandonné tout espoir de reconstitution du parti.

Le mouvement national révolutionnaire

Vers la fin du mois de juin 1940, un certain nombre de militants du PSOP reprennent contact sur l'initiative de Jean Rous. Sont présents, chez l'ancien bergeryste, Pouderous-Cegos, d'anciens dirigeants du PSOP, Maurice Jaquier, Lucien Weitz, parti de la prison de Clairvaux à la faveur de la débâcle, Henri Barré, Michel Lissansky, Fred Zeller, Ladmiral, Miasnikov de « *l'opposition ouvrière* », le maximaliste italien Consani, d'anciens bergerystes qui condamnent l'action de Gaston Bergery auprès du maréchal Pétain ; l'avocat Rebeyrolles, Marcel Hytte, l'industriel Antoine Perez, Raymond Rousseau, des JSOP, ainsi que toute une équipe d'anciens trotskystes du PSOP et d'anciens membres du PSOP travaillant autour de Guillou, responsable du « *Haut comité de lutte contre le chômage* »**30.**

Des liaisons sont organisées avec des isolés du PSOP des Lilas, de Montrouge, de Bagneux, du 20e et du 4e arrondissement. Les adhérents sont regroupés dans une société d'« *Amis de la musique* ». Les fonds initiaux sont fournis par Maurice Jaquier qui les tient d'un boyaudier de Villejuif, Octave Bicard, ami personnel de Marceau Pivert, qui s'exile en Colombie. Maurice Jaquier tente d'entrer en rapport avec Marceau Pivert et cherche sans succès à enrôler Michel Collinet, Suzanne Nicolitch, l'agent de change Degez, ami personnel de Pivert et mécène du PSOP, Renée Plasson, Lucien Vaillant et Pierre Stibbe **31.**

Jean Rous est l'incontestable maître à penser de ce groupe de rescapés. Après la rupture intervenue à la CAP du PSOP le 20 novembre 1939, il a participé à la constitution des « *comités pour la Quatrième Internationale* », reconstitution clandestine du courant trotskyste héritier du POI dans lequel il entraîne

une partie de la gauche du PSOP. Les comités de la Quatrième Internationale défendaient les principaux thèmes suivants : affirmation que la seule lutte contre le nazisme réside dans l'action révolutionnaire, refus de toute solidarité avec l'impérialisme français et critique de l'union sacrée et du socialisme national, définition du défaitisme révolutionnaire comme visant à la révolution en profitant de l'affaiblissement de son propre impérialisme, critique du pacte germano-soviétique et du défaitisme du PC qui s'inscrit dans la perspective de cette alliance, affirmation de la nécessité d'une révolution internationale et d'une Quatrième Internationale. Avec Jean Rous, les principaux animateurs de ces comités, en liaison avec Daniel Guérin à Oslo et la Quatrième Internationale aux Etats-Unis, étaient Yvan Craipeau, Henrik (H.R. Kunstlinger), Etienne (Spoulber), Gibelin, Nathalie Weitz, Maria Craipeau, Filliâtre, etc. **32.**

Après la rupture du front militaire et l'invasion de la France, les comités pour la Quatrième Internationale modifient leur orientation dans le sens d'une « *défense révolutionnaire* » et lancent en particulier le mot d'ordre « *Soldats, prenez en charge la défense contre Hitler* ». Cette orientation entraîne la rupture de Jean Rous avec les comités pour la Quatrième Internationale qui poursuivent leur activité sous la direction de Marcel Hic, Yvan Craipeau, David Rousset, Rigal et Gibelin.

Jaquier nous a laissé un récit vivant de la réunion de juillet 1940. Il y est venu, peu après son retour à Paris, avec Henri Barré, déjà en contact avec un représentant de la « *France libre* » et qui penche pour une alliance tactique avec le mouvement que patronne à Londres le général de Gaulle, une perspective qui n'enchant personne. Jaquier écrit : « *Tous ceux qui sont là sont d'accord sur l'écroulement des réactions de classe. Sur les raisons, on diverge* ». Weitz, Zeller, Lissansky, Jaquier sont d'accord, au moins sur ce point : il faut reconstituer le PSOP afin de réfléchir, discuter, dégager perspectives et orientation. Mais Rous s'estime plus avancé sur ce plan et considère que, malgré les risques d'une telle entreprise, il faut s'orienter vers la partie de la bourgeoisie opposée à l'hitlérisme.

Rous a pris des contacts, pour « *tâter le terrain* », prendre des repères : il aurait rencontré Paul Faure, cependant que Barré devait essayer de prendre contact avec Marcel Gitton, l'ancien secrétaire du PCF, et d'autres avec le colonel Loustaunau-Lacau, l'ancien animateur des réseaux « *Corvignoles* ». Sur sa proposition, trois décisions sont prises : constitution d'un mouvement qui s'intitulera « *Mouvement national révolutionnaire* », publication d'un journal pour le moment clandestin appelé La Révolution française, adoption du mot d'ordre « *ni Londres, ni Vichy, ni Berlin, ni Moscou* »**33.** Dans la perspective d'une domination hitlérienne durable, le MNR tentera de « *jouer le jeu* », d'obtenir de Vichy et des éléments antiallemands une couverture légale, voire des moyens matériels **34.** Les responsables du MNR tentent également de constituer des « *comités de défense des libertés syndicales* » qui dénoncent la « *collaboration* » du gouvernement de Vichy et des autorités allemandes dans la répression de la grève des mineurs du Nord et de Belgique **35.**

L'entreprise n'ira pas loin. Quelques mois plus tard, tous ses initiateurs se retrouveront soit en prison, soit dans des organisations clandestines de résistance. Le MNR sera violemment pris à partie, tant par la presse trotskyste clandestine que par Marceau Pivert et quelques-uns des derniers fidèles du PSOP.

« *Quelle que puisse être leur attitude ultérieure, écrit le journal La Vérité en décembre 1940, nous saurons un jour les traiter comme ils le méritent* »**36.** Quant au dernier tract du PSOP, sorti dans la région parisienne au lendemain de l'invasion, il note : « *Nous dénonçons comme traîtres ou imbéciles tous ceux qui, quel que soit leur passé de militant, prétendent aujourd'hui nous entraîner dans des organisations d'aventures dont la doctrine se borne à un inconsistant verbiage fasciste où se mêlent contre tout bon sens, le " national " et le " révolutionnaire "* »**37.**

L'observateur superficiel peut s'étonner d'apprendre que ces militants révolutionnaires ont peut-être mendié, auprès de Vichy, une autorisation de s'exprimer. Ce fait, s'il était prouvé, pourrait paraître

inexplicable, même si l'on se souvient que, dans la même période, les dirigeants du PCF s'adressent à la Kommandantur pour en obtenir l'autorisation de faire paraître L'Humanité.

Tout peut s'éclairer si l'on se souvient du contexte des lendemains de la débâcle, qui n'est pas seulement celle de l'armée française et qui voit s'effondrer comme châteaux de cartes les organisations traditionnelles qui paraissaient les plus solides, comme le parti socialiste ou la CGT elle-même. La création du MNR apparaît alors pour ce qu'elle est, l'expression de l'impasse politique dans laquelle les militants du PSOP se débattaient déjà depuis septembre 1939. Privés de programme, d'orientation, de toute organisation, livrés à eux-mêmes dans les pires conditions, ces militants sont maintenant ballotes au gré des forces politiques dominantes, soumis à des impressions fugitives qu'ils érigent en absolu, contraints à un empirisme qui leur fait abandonner les principes si souvent réaffirmés.

Soulevés par le formidable mouvement de masse de juin 1936, les dirigeants du PSOP portaient haut et fier leurs idées, mélange des aspirations et des illusions des militants ouvriers de cette génération. Dans l'épouvantable situation de l'été 1940, il leur faudrait, pour simplement survivre, une organisation, même rudimentaire, un programme, ou une orientation claire permettant l'analyse de la situation mondiale. Ils n'ont rien de tout cela, dans une période où la plupart de ceux qui veulent poursuivre le combat de classe en sont réduits à la condition d'individus isolés au milieu d'une classe ouvrière morcelée et démoralisée. Incontestablement, les pivertistes n'étaient pas à la hauteur d'une telle situation, et c'est sans doute de cet été 1940 que les historiens dateront la disparition du courant pivertiste. En fait, pourtant, il va se poursuivre pendant une partie de la guerre et de l'occupation sous une forme qui ne manque ni de noblesse, ni de clairvoyance, et qui constitue un chant du cygne dont Marceau Pivert s'enorgueillira, un mouvement clandestin qui prouve, s'il en était besoin, l'attachement des militants ouvriers pivertistes à leur tradition et à leur combat.

L'Insurgé

C'est dans la région lyonnaise que prend naissance, à partir du mois d'août 1940, un mouvement de résistance qui prend pour nom L'Insurgé. Ses fondateurs, principalement Marie Fugère, ancien secrétaire de la fédération du Rhône du PSOP, à qui Marceau Pivert avait confié en partant la responsabilité du Front ouvrier international pour la France, avaient choisi ce nom nouveau parce qu'ils considéraient que le « PSOP » avait été compromis par la demande de légalisation et qu'il était nécessaire de changer de nom pour continuer à porter le drapeau **38**.

C'est à partir du mois d'août 1940 et durant les premiers mois de l'année 1941, que des contacts sont pris entre Marie Fugère, Suzanne Ni-colitch, Pierre Stibbe et Maurice Zavaró. Suzanne Nicolitch est réfugiée à Trévoux. Agrégée de l'Université et professeur au lycée Camille Sée, elle vient d'être révoquée par le gouvernement de Vichy. Chez son père, Jean Allamercery, vieux militant du Syndicat national des instituteurs, très lié à Monatte, elle trouve asile et aide politique **39**. Pierre Stibbe, avocat, s'est évadé au début de l'année 1941 d'un camp de prisonniers de guerre en Bretagne. Il va servir d'agent de liaison pour L'Insurgé ainsi que pour d'autres mouvements de résistance dans tout le Sud-Est. Maurice Zavaró est étudiant en droit et ancien responsable des JSOP à Paris. L'âme du groupe, celui qui en sera le dirigeant incontesté jusqu'à son arrestation et sa déportation, est Marie Fugère, représentant de cette génération de cadres ouvriers socialistes qui avaient rejoint le PSOP. Ouvrier électromécanicien, il a été secrétaire des groupes d'entreprise de la métallurgie lyonnaise de la SFIO qui comptèrent près de 1 500 adhérents avant de devenir l'animateur des groupes d'entreprise du PSOP.

La première initiative du groupe, qui étudie la possibilité de faire paraître un journal est, à vrai dire, quelque peu surprenante. Il s'agit d'une adresse des francs-maçons lyonnais au président Roosevelt, rédigée par Suzanne Nicolitch et adoptée par le groupe **40**. Le texte, adressé au « frère Roosevelt » par l'intermédiaire du représentant des Etats-Unis à Vichy, demande respectueusement au président des Etats-Unis de tout faire pour que l'Amérique « jette son poids dans la balance », il fait de la « démocratie

américaine » l'agent de l'instauration d'un « *ordre nouveau* », d'un « *moderne humanisme* » opposé à l'ordre fasciste, au stalinisme et au libéralisme économique de l'Europe d'avant-guerre et l'établissement d'une paix sans annexion ni sanction, le droit de self-government accordé aux peuples coloniaux parvenus à la maturité politique, l'aménagement d'un système économique « *qui ne mentirait plus aux exigences de la technique moderne* » et l'élaboration d'un système politico-social qui ne perpétue plus le triomphe d'une classe de privilégiés sur l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels. Toute référence au mouvement ouvrier a disparu, et, à vrai dire, le processus, qui conduit les anciens du PSOP à une telle prise de position, ne paraît pas fondamentalement différent de celui qui conduit d'autres dirigeants du PSOP vers le MNR et Marceau Pivert à demander l'appui du général de Gaulle. Dans ces trois cas, nous assistons à une tentative de trouver, en l'absence d'une lutte conséquente de la classe ouvrière brisée par la guerre, des substituts à qui confier la lutte de transformation sociale. Marceau Pivert cherche du côté du général de Gaulle et de la fraction de la bourgeoisie nationale antifasciste qu'il incarne. Les dirigeants du MNR cherchent du côté de la bourgeoisie vichyssoise et de ses éventuelles contradictions, tandis que Suzanne Nicolitch s'adresse au président Roosevelt et au capitalisme américain.

L'Insurgé ne suivra pas le cours initialement inspiré par Suzanne Nicolitch, qui disparaît prématurément le 22 février 1942. C'est au mois de mars suivant que le premier numéro de L'Insurgé est édité clandestinement. Patiemment Marie Fugère (alias Sauvaget) tisse son réseau. Son bras droit est l'ouvrier serrurier Poncet. Ancien membre de la SFIO et de ses groupes d'entreprise, il a été membre de la CAP du PSOP. Dès 1940, il a entamé un travail de regroupement dans le troisième arrondissement et le Sud de Villeurbanne. Il bénéficie d'un prestige certain dans les milieux ouvriers lyonnais. A côté de Fugère et de Poncet, trois anciens militants socialistes : Barboyon (alias Lacroix), aide à la pharmacie de l'Hôpital Grange-Blanche, ancien membre du groupe d'entreprise SFIO de l'établissement, Guillot, ouvrier ajusteur aux carburateurs Zénith et animateur du groupe d'entreprise SFIO et Mme Cottin, comptable. Sous la direction du comité central, la ville de Lyon est organisée en secteurs. Celui de la Croix-Rousse est dirigé par Louis Seurre, ouvrier tisserand, celui du centre est animé par Mascaras (alias Mathurin), secrétaire du syndicat des laveurs de vitres et Aimé Ferraton, tous deux anciens de la SFIO. Quant à celui de la rive gauche, il est sous le contrôle de Poncet. Le groupe est, incontestablement, un groupe « *ouvrier* » non seulement par sa composition sociale, mais aussi par ses traditions et ses liaisons avec les anciens des groupes d'entreprise SFIO et les usines de la région lyonnaise. Il faut voir là l'élément qui donnera dès le début un caractère de classe marqué au mouvement,

Le réseau de L'Insurgé pousse rapidement ses ramifications dans tout le Sud-Est. A Saint-Etienne, se constitue un groupe d'une centaine de membres autour de Robert Arnaud, du syndicat des municipaux, de Chevigny, du syndicat du livre, et de deux syndicalistes enseignants, les instituteurs René Garaud et Jean Duperray. A la différence du groupe de Lyon, celui de Saint-Etienne comprend peu d'anciens du PSOP, quelques anciens militants socialistes, mais une majorité de syndicalistes révolutionnaires. Le réseau s'étend dans le Languedoc, autour d'anciens du PSOP : le professeur Trégaro (alias Germain), ancien secrétaire de la fédération du PSOP de l'Hérault, Marcel Valière, ancien secrétaire de la fédération unitaire de l'enseignement, animateur de la minorité Ecole émancipée du syndicat national des instituteurs, Béjard et Jalade ; le groupe du Languedoc est en contact avec Marcelin à Nîmes, Cassétari à Avignon, Garrigues à Béziers, Gos à Narbonne, Séguala à La Salle-d'Aude, Lucien Vaillant du PSOP à Toulon, Ricard à Sainte-Maxime. Dans le Languedoc et la Côte d'Azur, le réseau de L'Insurgé se calque sur ce qui subsistait du PSOP dont les principaux responsables sont restés à leur poste. Un groupe se constitue également à Clermont-Ferrand. L'influence du PSOP dans sa formation y est moindre qu'à Lyon ou dans le Languedoc.

Le groupe de Clermont s'est constitué autour de Gilles Martinet, d'un militant du parti maximaliste italien, Bogoni, et d'un ancien du PSOP, Pierre Bernard, qui publie un bulletin ronéotypé, Le Bulletin ouvrier, qu'ils abandonneront pour fusionner avec L'Insurgé. D'autres liaisons existent avec Grenoble,

où Pierre Stibbe s'est finalement réfugié, ainsi qu'avec Bourg-en-Bresse et Miribel, par l'intermédiaire de Alain Mercier et du jeune instituteur Godard.

La principale activité du groupe consiste dans la publication clandestine du journal imprimé L'Insurgé. Le premier numéro, en mars 1942, porte en manchette : « *Liberté, égalité, fraternité, mort aux tyrans, Convention 1792... Vivre en travaillant ou mourir en combattant. Les Canuts de Lyon* ». Avec le numéro 7 (septembre 1942), apparaît le sous-titre « *Organe socialiste de libération prolétarienne* ». A partir du numéro 9, le journal compte quatre pages imprimées et, dans le numéro 10, le groupe de Saint-Etienne assure la rédaction d'une rubrique intitulée « *CGT - Journal, pour la liberté française et européenne, pour la reconstruction du syndicalisme mondial* », rubrique qui se transforme avec le n° 15 en « *Le peuple syndicaliste - fondé par les syndiqués militants de la CGT* ».

En juillet 1943, la répression s'abat sur des noyaux méridionaux : Jalade, Trégaro (Montpellier), Garrigues (Béziers), Cassétari (Avignon), Gos (Narbonne) sont emprisonnés à Montpellier où Fugère et Foray viennent les rejoindre. Seul, Trégaro parvient à s'évader, les autres seront déportés en Allemagne où devaient mourir Jalade, Cassétari (Buchenwald) et Garrigues (Dora). Le comité central poursuit son activité sous la direction de Poncet et Barboyon. Le journal paraît jusqu'à la Libération, le groupe de Clermont-Ferrand prenant désormais une part déterminante dans sa rédaction. C'est à partir de cette date que des contacts sont pris entre L'Insurgé et le Mouvement « *Libérer et fédérer* », de Toulouse, dirigé par Jean Cassou et Pierre Berteaux qui publiait depuis le 14 juillet 1942, Libérer et fédérer, « *Organe du mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction de la France* ». Les pourparlers aboutissent à la rencontre, à Toulouse, en mars 1944, de deux délégués de L'Insurgé, Barboyon et Godard avec Zaksas et Mo-nier. H est décidé de créer le « *Mouvement révolutionnaire socialiste* » dont le journal portait le double titre L'Insurgé-Libérer et fédérer à Lyon et Libérer et fédérer-L'Insurgé, à Toulouse. Le premier numéro commun, qui paraît en avril-mai 1944 (numéro 24 de L'Insurgé et 15-16 de Libérer et fédérer), publie le manifeste du nouveau mouvement.

Quelle est l'orientation politique de L'Insurgé ? Les problèmes essentiels concernent les rapports entre la « *question nationale* », remise à l'ordre du jour par l'occupation, et la « *question sociale* » à savoir la nature du régime à instaurer à la Libération. La réponse à cette question en conditionne deux autres : l'attitude à avoir par rapport à la lutte armée et à l'organisation des maquis et celle des alliances avec des formations bourgeoises antifascistes qui reposent, sous une forme différente, le fameux problème de l'union sacrée et de la collaboration des classes.

L'Insurgé reconnaît la réalité de la question « *nationale* » en France, mais se refuse à la séparer de la question sociale. Il affirme qu'il ne saurait y avoir libération nationale sans libération sociale et avance le mot d'ordre de « *Quatrième République économique et sociale, république syndicale* ».

Dès la fin de l'année 1942, le mouvement précise sa position à l'occasion des grandes grèves lyonnaises contre les départs en Allemagne. Le 14 octobre, les cheminots lyonnais arrêtent le travail pour protester contre les départs. L'Insurgé publie des appels à la grève générale. Le 15, la grève s'étend aux principales usines métallurgiques de la région lyonnaise. Le 16, la reprise s'effectue, après la libération des ouvriers arrêtés les jours précédents et la promesse du gouvernement que les départs seraient ajournés. L'Insurgé tire les leçons du mouvement de grève dans un numéro spécial. Il réaffirme que, s'il existe une « *question nationale* », la classe ouvrière constitue la force principale de la libération nationale qui passe par « *l'écrasement* » de Vichy et des nazis français et allemands. La libération ne peut avoir de sens que dans la perspective de l'instauration d'une « *république sociale, une république des travailleurs* » et d'une Europe socialiste.

Ainsi, malgré l'ambiguïté et la variété des formules employées : « *République sociale* », « *République ouvrière et paysanne* », « *Quatrième République économique et sociale* », « *République syndicale* », L'Insurgé fixe l'instauration du socialisme comme but immédiat à la lutte de libération nationale.

La question de la défense nationale et de la « *libération nationale* » pose la difficile question des alliances, non seulement avec les autres formations de la résistance, mais les pays « alliés » et le gouvernement provisoire d'Alger. La question nationale lui paraissant essentielle, L'Insurgé prend position pour la constitution d'un « *front antifasciste de combat* ». Il admet que les comités d'usine qu'il appelle à former à partir de la grève d'octobre 1942 et les mouvements de résistance à tendance uniquement nationale travaillent en collaboration à la condition expresse de ne pas abandonner les buts prolétariens du mouvement et son indépendance absolue.

L'Insurgé se refuse en effet à sombrer dans le chauvinisme : « *Nous ne nous battons pas pour anéantir les Allemands en tant que peuple* ». C'est à ce titre que L'Insurgé travaillera en liaison avec un groupe d'action de Libération-Sud pour incendier le fichier de l'Inspection du travail. C'est aussi à ce titre que la fusion envisagée un instant avec Combat sera finalement rejetée et que seront refusés les fonds proposés par la résistance gaulliste qui mettait comme condition l'abandon par L'Insurgé de sa propagande spécifique au profit d'une propagande en faveur du général de Gaulle.

Cette position qui fait de la libération nationale l'objectif premier amène L'Insurgé à se prononcer en faveur des maquis. Dès le premier numéro, le journal signale que « *la résistance collective, les armes à la main, a éclaté en Haute-Savoie et dans certaines contrées de notre pays* ». Le journal adresse aux combattants des maquis son fraternel salut et engage ses sympathisants à faire preuve de « *solidarité intense, sous toutes ses formes* ». Le mois suivant, dans un article intitulé « *Le maquis* », le journal passe en revue les problèmes que pose la lutte armée, celui des cadres, du matériel, ainsi que le délicat problème des rapports entre le maquis et le travail dans les usines. Il se prononce pour la combinaison de la lutte des classes et de l'action des maquis qu'il conçoit comme « *l'avant-garde combattante* » de la classe ouvrière. Loin d'opposer l'action dans la résistance armée et l'organisation de la classe ouvrière dans le domaine économique et social, il veut au contraire les réunifier. A cette fin, le groupe organise un centre à Annecy afin de servir de transit vers les camps de la montagne.

L'Insurgé a courageusement refusé d'abandonner son programme et son organisation pour obtenir les subsides de la résistance gaulliste. Le problème des rapports avec la résistance « *bourgeoise* » et les alliés repose, il est vrai, dans un contexte radicalement différent, la question si souvent débattue, lors du Front populaire, de l'union sacrée et de la collaboration de classe. L'Insurgé considère que les travailleurs n'ont pas, à eux seuls, la possibilité de battre les puissances de l'Axe. Il se prononce en conséquence pour une alliance tactique et « *momentanée* » avec les puissances alliées et accepte de reconnaître le gouvernement provisoire d'Alger malgré la place trop importante, à son goût, faite aux éléments giraudistes. L'Insurgé a bien conscience des difficultés d'une telle position. Le journal insiste sur le caractère de « *classe* » de l'aide anglo-américaine : il considère que les alliés, désormais certains de la victoire, ne prolongent la guerre que dans le but d'affaiblir l'armée rouge et de laisser les nazis décimer l'avant-garde du prolétariat européen. Il estime que, si les gouvernements fascistes tombent à la suite d'une défaite militaire, les puissances alliées tenteront par tous les moyens de les remplacer par des réactionnaires européens « *plus ou moins disposés à les servir mais en parfaite union d'idée et d'aspiration pour empêcher toute tentative révolutionnaire* ». Avec l'entrée des représentants du parti communiste au gouvernement provisoire, Gilles Martinet, un des principaux rédacteurs de L'Insurgé depuis l'arrestation et la déportation de Fugère, pose la question : « *Est-ce un nouveau Front populaire qui s'affirme à Alger ?* ». Il note qu'en 1943 comme en 1936, il s'agit d'une même formule politique, « *celle d'un bloc de la classe ouvrière, de la plus grande partie de la paysannerie et des classes moyennes et d'une fraction de la bourgeoisie* ». Il pense que cet équilibre entre différentes forces de classe peut être momentanément réalisé mais qu'il ne peut pas y avoir d'« *Etat social* », conciliant les intérêts du capitaliste et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité. Et Gilles Martinet pense résoudre la contradiction en soutenant, pour le moment, les mesures positives prises par le comité d'Alger, tout en se préparant à rompre cette alliance, une fois l'indépendance nationale retrouvée et les libertés restaurées, pour mettre au premier plan la lutte pour des objectifs socialistes.

A vrai dire, il y a dans les conceptions de L'Insurgé beaucoup d'illusions quant à la puissance des forces qui désirent la restauration bourgeoise. « *Le capitalisme libéral moribond n'est plus à craindre* », écrit L'Insurgé en août 1942. En janvier 1944, le journal titre « vers la République française des soviets », se prononce pour la constitution d'un gouvernement « *communiste* » et la fédération des républiques socialistes européennes. Il estime que, si le gouvernement d'Alger tente de s'opposer à la marche au socialisme, il sera « *balayé* » par la révolution sociale, désormais inéluctable, puisque communistes et socialistes sont, cette fois, décidés à marcher au socialisme et que la libération révolutionnaire de la France opérera sa jonction avec l'avance de l'armée rouge.

De même, le manifeste du Mouvement révolutionnaire socialiste, issu de la fusion de L'Insurgé et de Libérer et fédérer, se prononce pour l'instauration d'un régime socialiste après la Libération. Il considère qu'une « *révolution populaire* », « *sans guerre civile* », « *qui n'ajoute pas aux ruines de la guerre étrangère les dévastations, les pillages, les hécatombes de l'émeute* », est possible : « *Car seuls quelques politiciens tarés et les exploités traditionnels du peuple peuvent redouter cette révolution et chercher à la combattre. Or ces hommes se sont pour la plupart mis en dehors de la communauté nationale en collaborant avec l'ennemi et seront à ce titre châtiés comme traîtres avant même qu'il soit besoin de les écraser comme contre-révolutionnaires* » **42**.

La portée des déclarations de L'Insurgé en faveur d'une « *République française des soviets* » et d'un « *gouvernement communiste* » se trouve singulièrement amoindrie lorsque l'on sait que le manifeste du Mouvement révolutionnaire socialiste reconnaît le Comité français de libération nationale comme le gouvernement légal de la France.

Des conceptions du PSOP, il ne reste presque rien que des réminiscences. L'Insurgé renonce à occuper la place vacante sur l'échiquier politique de la France d'après-guerre d'une organisation fidèle aux principes de l'indépendance de classe du prolétariat et du refus de la collaboration de classe, fût-elle baptisée « *antifasciste* ». En se situant dans la gauche de l'union nationale, mais en son sein, L'Insurgé rejette la perspective d'une organisation politique indépendante fondée sur un programme révolutionnaire. Le manifeste du Mouvement révolutionnaire socialiste proclame que, pour mener à bien la « *révolution populaire* », le peuple ne doit compter « *ni sur d'anciens hommes ni sur les anciens partis* ». Et dans l'esprit de ses rédacteurs, le PSOP semble être compris dans ces partis puisqu'il note que, des anciens partis, seul le parti communiste pourrait prétendre à cette mission en faisant valoir qu'il a seul gardé sa cohésion, « *pris une part active à la résistance* » et conservé sa « *foi révolutionnaire* ».

Mais il ajoute que la composition sociale de la France ne permet pas de penser que le parti communiste soit à même de faire autour de lui l'unanimité nécessaire à une véritable révolution populaire et que, de plus, il est à craindre que toute tentative révolutionnaire, dirigée par le parti communiste, ne devienne le prétexte à la formation d'un nouveau bloc contre-révolutionnaire et d'une nouvelle « *Commune* ». L'Insurgé ne reconstruira pas le PSOP, mais se prononce pour un « *mouvement* » aux contours et au programme mal définis, se donnant pour tâche de rassembler « *l'ensemble des forces de la communauté française issues de la résistance* ».

Des révisions nécessaires ?

De ce côté-là, le PSOP est bien mort et si Marceau Pivert peut rétorquer, en mars 1943, à Victor Serge qui lui affirmait que le PSOP s'était « *complètement liquéfié* » dès le début de la guerre, que celui-ci « *continue* » et « *comme une force* » et que « *des copains lyonnais ont préconisé dans une feuille clandestine la constitution d'une armée rouge* » à la Libération, ce projet, qui avait peut-être été celui de Marie Fugère et des fondateurs de L'Insurgé, semble abandonné **43**. Marceau Pivert, lui-même, semble avoir considérablement évolué dans les derniers mois de la guerre.

Expulsé des Etats-Unis le 20 juillet, il a quitté New York pour Mexico où il rejoint Julian Gorkin. C'est également à Mexico que Léon Trotsky avait trouvé refuge. Il paraît impensable que, malgré les divergences passées, les deux hommes ne se rencontrent pas à nouveau et qu'il n'en résulte pas, enfin, un véritable accord. Ils n'en auront pas l'occasion : le lendemain du jour où Pivert s'embarque pour le Mexique, Trotsky tombe sous les coups d'un agent de Staline. Amère ironie, Marceau Pivert ira habiter avec Julian Gorkin dans la maison du peintre Diégo Rivera, à Coyoacán, dans laquelle Trotsky avait habité ; un refuge qu'ils devront quitter, quelques mois plus tard, à la suite d'une tentative d'assassinat du GPU, dirigée cette fois contre eux, au cours de laquelle Julian Gorkin est blessé **44**.

Pivert continue à rédiger le bulletin du Front ouvrier international et publie, en collaboration avec Gorkin, une revue imprimée, Analysis. Avec Gorkin et Victor Serge, arrivé au Mexique quelques mois après l'invasion de la France, il participe à la constitution d'une commission socialiste internationale regroupant divers groupes de réfugiés politiques allemands, autrichiens, italiens, polonais et espagnols. Il collabore également, à travers le centre culturel ibéro-mexicain, avec la gauche socialiste espagnole de la tendance Largo Caballero ainsi qu'avec des militants anarcho-syndicalistes espagnols. A partir de 1942, il participe, toujours avec Victor Serge et Juliàn Gorkin, à l'édition d'une revue mensuelle Mundo socialismo y libertad.

Des divergences importantes apparaissent entre lui et Victor Serge. Le récit qu'en fait Victor Serge dans ses Carnets permet ainsi de suivre l'itinéraire de Pivert durant les années postérieures à 1941. Victor Serge pense que les défaites du socialisme européen ne sont pas uniquement imputables, comme voudrait le faire croire Marceau Pivert, à l'insuffisance des chefs de la classe ouvrière, mais s'expliquent davantage par l'insuffisance même de la classe ouvrière et du socialisme par suite du développement de la technologie moderne. Il reproche à Pivert son attachement aux « *vieilles formules* », sa confiance dans la classe ouvrière et dans la croyance qu'elle sera capable de prendre le pouvoir et de réaliser le socialisme.

De plus, Victor Serge pense que la fin de la guerre suscitera bien une immense révolution mais qu'il est utopique de croire que le processus de la révolution russe se répétera. Il rejette l'affirmation de Marceau Pivert selon laquelle cette guerre n'est somme toute pas fondamentalement différente de la première guerre impérialiste. Il ne pense pas que les socialistes doivent agir pour la transformation de la guerre en révolution prolétarienne. Selon lui, le socialisme n'est pas à l'ordre du jour en Europe, contrairement à ce que croit Pivert ; et, quand bien même la révolution serait objectivement possible, elle constituerait une erreur monstrueuse, car elle permettrait le triomphe du stalinisme et l'isolement des révolutionnaires face à leur pire ennemi. Victor Serge objecte à Marceau Pivert qui pense, quant à lui, que « *les ouvriers prendront le pouvoir* », « *occuperont les usines* » et formeront la « *fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe* », que le socialisme doit renoncer aux idées de dictature et d'hégémonie ouvrière et se contenter d'obtenir le rétablissement des libertés démocratiques traditionnelles, conditions de la renaissance du mouvement ouvrier et socialiste. Le « *troisième camp* », affirme Victor Serge, ne peut pas avoir pour objectif la transformation socialiste de la société, du moins pour l'instant ; il doit se contenter d'être l'allié des « *démocraties* » contre le fascisme et le stalinisme.

Si l'on se réfère à ce récit de Victor Serge concernant les discussions menées à Mexico, il semble que Marceau Pivert ait continué à défendre, durant toutes les années de guerre, les principes qu'il avait affirmés dès le début des hostilités.

Il reste cependant une question de taille. Marceau Pivert pense fermement que la seule issue à la guerre reste le socialisme et que la libération réalisera ce que « *Juin 36* » n'avait pas pu accomplir. Mais, si comme il l'affirme, le socialisme n'a pas pu l'emporter en juin 36, non par suite de la faiblesse du prolétariat, mais comme conséquence de la trahison de ses chefs, comment pourrait-il aujourd'hui l'emporter sans une nouvelle direction ? Les perspectives organisationnelles de Marceau semblent des plus floues.

Au printemps de 1944, encore, l'exilé de Mexico, légitimement fier de l'action de L'Insurgé qui défend avec courage des idées qu'il juge proches des siennes, affirme encore que le PSOP continue. Il a d'ailleurs réussi, pendant toute la guerre, à maintenir un contact au moins avec ces militants lyonnais, Trégaro, Lucien Vaillant, et, bien sûr, Marie Fugère et Suzanne Nicolitch. Il fait de Marie Fugère, dans un geste qui n'est évidemment que symbolique, le représentant du FOI pour la France. A partir de février ou mars 1943, un groupe de passeurs espagnols que dirige l'ancien chef militaire des colonnes du POUM, José Ro-vira, réussit à établir une communication entre L'Insurgé et Mexico, via Lisbonne et le franchissement clandestin de deux frontières. D'autres liaisons sont réalisées par l'intermédiaire de la valise diplomatique suisse. Ce système se maintient jusqu'à la Libération ⁴⁵. C'est par ces deux canaux que Marceau Pivert peut écrire aux responsables de L'Insurgé, recevoir des exemplaires du journal qu'il fait exposer et diffuser en mai 1944 à la foire annuelle du livre de Mexico. Certains de ses fidèles ont cru pendant quelques mois qu'il allait continuer le PSOP, qui, pour eux, avait encore sa place. Rien n'est pourtant moins sûr et Marceau Pivert ne semble pas faire de la reconstitution du PSOP et du FOI l'élément majeur de son orientation.

En mars 1943, il participe à la fondation du mouvement « *Socialisme et liberté* ». La déclaration de principe du nouveau mouvement est signée à titre individuel par des militants originaires de la social-démocratie, d'organisations socialistes et révolutionnaires, libertaires ou syndicalistes révolutionnaires. Le texte, très vague, se prononce pour l'instauration d'un socialisme dans la liberté, défend le principe du passage au socialisme par les moyens révolutionnaires et la destruction de l'Etat, mais rejette la dictature du prolétariat. La déclaration est muette sur nombre de questions essentielles : elle s'abstient de tout bilan à l'égard de la social-démocratie et du stalinisme et ne se prononce ni sur la question de l'Internationale ni sur celle du parti révolutionnaire. Les signataires se contentent d'annoncer qu'il existe entre eux un « *accord profond* » pour la création d'un « *mouvement* », indépendant des partis et organisations existantes, regroupant différents courants n'abandonnant pas « *leurs traditions historiques différentes* ».

Force est de considérer qu'en ce mois de mars 1943, si Marceau Pivert continue à affirmer des positions politiques courageuses, la question de la constitution d'un parti révolutionnaire indépendant des deux bureaucraties semble abandonnée au profit d'un vague « *mouvement* », dont les contours politiques flous et l'ambiguïté qui préside à sa constitution ne semblent pas être de bon augure pour son développement futur. Dans les derniers mois de la guerre, Marceau Pivert semble avoir considérablement reculé devant l'ampleur de la tâche, il est vrai, plus subie que voulue, de construction d'un authentique parti révolutionnaire qu'il avait assumée à la scission de Royan.

Notes :

1. Juin 36, 28 juillet et 25 août 1939.
2. Jaquier (Maurice), op. cit., p. 172.
3. Jaquier (Maurice), op. cit., p. 172. Maurice Jaquier précise que c'est en vue de la « mission à Olso », contestée formellement par Guérin - qu'il avait précisément obtenu au 1^{er} congrès son remplacement par Rouaix.
4. En avril 1940, de nouvelles poursuites seront engagées contre lui pour l'activité générale du PSOP. Marius Moutet se chargera de sa défense (lettre de Marceau Pivert à sa femme, New York, 4 mai 1940).
5. Selon Mme Colette Guyot, qui fut secrétaire du PSOP jusques et y compris en juin 1940, la majorité des militants restés à Paris, de même que Marceau Pivert, croyaient encore à la possibilité d'un accord entre puissances.
6. Guérin (Daniel), op. cit., p. 259.
7. Appel du FOI, juin 1940, Mémorial de l'Insurgé, p. 85.
8. Lettre de Marceau Pivert au général de Gaulle, 25 juin 1940.

9. Lettre du général de Gaulle à Marceau Pivert, 27 juillet 1940.
10. Guérin (Daniel), op. cit., p. 259.
11. La correspondance entre Marceau Pivert et Daniel Guérin était relativement régulière malgré la censure. Par contre, les relations entre Marceau Pivert et Paris ont été très vite interrompues, Poireaudeau qui devait assurer la boîte aux lettres étant décédé peu après le départ de Marceau Pivert. Le pseudonyme de Pivert était Charlotte, celui de Guérin, Breton, et celui de Rouaix, Lorrain.
12. Pivert (Marceau), « Pour la victoire du troisième front... Qui ?... Pourquoi ?... Comment ?... », janvier 1941, Archives Jean-Jacques Marie.
13. Pivert (Marceau), lettre non datée, en partie codée : « Aux responsables du parti », dactylographiée, Archives Jean-Jacques Marie.
14. Lettre de Marceau Pivert, 6 juillet 1941, Archives Jean-Jacques Marie.
15. Ibid.
16. Lettre de Marceau Pivert, 6 juillet 1941, Archives Jean-Jacques Marie.
17. Ibid.
18. Lettre de Marceau Pivert, « Aux responsables du parti », non datée, Archives Jean-Jacques Marie.
19. Ibid.
20. Selon René Mondiano, lettre à l'auteur.
21. Guérin (Daniel), op. cit., p. 267.
22. Lettre de Lucien Hérard au secrétariat du PSOP, 30 novembre 1939, Archives Charles Lancelle.
23. Lettre de Maurice Jaquier à Daniel Guérin, 15 décembre 1968.
24. Lettre de Maurice Jaquier à Daniel Guérin, 15 décembre 1968.
25. Les accusés seront défendus par Me Junker, du PUP, pour Jaquier et Rouaix, Me Suzanne Lévy pour Chapelain et Preiss. Me Le Troquer accepte de se joindre à la défense. Jaquier, Preiss et Rouaix seront condamnés à 5 ans de prison, 1 000 F d'amende et cinq ans de privation de droit civil, civique et de famille. Raymond Lesergent, 3 ans de prison et 1000 F d'amende, Paul Chodat et Maurice Goiron, un an de prison avec sursis.
26. Pivert (Marceau), « Eléments d'orientation pour une politique socialiste internationale », octobre 1946, p. 75, Archives Jean-Jacques Marie.
27. Lettre de Maurice Jaquier à Daniel Guérin, 15 décembre 1968.
28. Ibid.
29. Lettre de Marceau Pivert, New York, 4 mai 1940.
30. Lettre de Maurice Jaquier à Daniel Guérin, 15 décembre 1968.
31. Ibid.
32. Bibliographie du mouvement trotskyte.
33. La révolution française, n°1, Archives Jean Rous.
34. La demande de légalisation du MNR auprès des autorités de Vichy approuvée par les militants de L'Insurgé est, par contre, formellement contestée par Jean Rous et Maurice Jaquier.
35. Archives Jean Rous.
36. Bibliographie du trotskysme, p. 10, Archives CES.
37. Pivert (Marceau), op. cit., p. 75.
38. Fugère (Marie), Mémorial de L'Insurgé, p. 18.
39. Mémoire de Dragui Nicolitch sur Suzanne Nicolitch à Daniel Guérin, Papiers des Amis de Marceau Pivert.
40. Message des francs-maçons lyonnais au président Roosevelt, 30 janvier 1941, Archives de L'Insurgé ; Archives départementales du Rhône. Selon Dragui Nicolitch, la forme maçonnique avait été employée parce qu'elle était la seule susceptible de jouir d'un préjugé favorable auprès du président des Etats-Unis.
41. Témoignage de J. Duperray, syndicaliste révolutionnaire lié à Monatte, Archives de L'Insurgé.
42. Manifeste de « L'Insurgé » « Libérer et fédérer », organe du Mouvement révolutionnaire socialiste, Mémorial de L'Insurgé, p. 104-105, Archives de L'Insurgé, Archives départementales du Rhône. Les premiers contacts entre « L'Insurgé » et « Libérer et Fédérer » avaient été pris dès 1941 par l'intermédiaire de J.-P. Vigier. Les contacts furent rompus, Fugère voulant à tout pris « continuer le PSOP »

alors que Rouaix en liaison à Toulouse avec « Libérer et Fédérer » pensait qu'il fallait s'orienter vers un regroupement sur des bases beaucoup plus larges.

43. Serge (Victor), Carnets, Paris, Julliard, 1952, 218 p., p. 135.

44. Lettre de Juliàn Gorkin, 18 janvier 1972. A la suite de l'assassinat en URSS des chefs du Bund polonais, Alter et Erlich, le groupe avait organisé une réunion qui fut attaquée par le PC. Gironella et Gorkin seront assez sérieusement blessés. Pour protester contre l'attentat, Pivert, Victor Serge et Gorkin publièrent une brochure : La GPU prépare de nouveaux crimes.

45. Mémorial de l'Insurgé, p. 29.

Chapitre 17

L'enfant terrible est de retour



C'est au printemps 1946 que Marceau Pivert revient en France où il reprend son travail de professeur de mathématiques et de physique au lycée J.-B. Say. Cardiaque, il a dû prendre des précautions pour redescendre au niveau de la mer, après plusieurs années passées à l'altitude de Mexico. Il lui a fallu également surmonter de nombreux obstacles matériels et administratifs.

Dès la Libération, il a repris contact avec ses anciens camarades du PSOP, qui l'ont informé de la situation, et leur a demandé de « *maintenir leur cohésion idéologique* » afin de « *restaurer dans sa force de regroupement le courant internationaliste, libertaire et révolutionnaire* » **1**. La dispersion des anciens du PSOP est en effet considérable. Ici ou là, des anciens du PSOP ont rejoint l'organisation trotskyste enfin réunifiée sous le sigle de PCI. D'autres ont rejoint le parti communiste dont ils se sont rapprochés dans la Résistance. C'est le cas d'Émile Rouaix, de Maurice Jaquier, mais aussi de Robert Simon, des dirigeants des JSOP, Lucien Chapelain, devenu adjoint de Marcel Paul dans l'organisation de la résistance au camp de Buchenwald, et de Michel Lissansky, devenu officier FFI et qui occupe des responsabilités dans le Front national. A Lyon, groupé autour de Marie Fugère retour de déportation, le groupe de L'Insurgé semble pencher pour l'indépendance et envisage la reconstitution du PSOP. Les parisiens sont, eux, dans leur majorité, retournés à la SFIO. Au mois de novembre 1944, un groupe de militants socialistes, « *ex-membres du parti socialiste, Gauche révolutionnaire, PSOP, ou militants révolutionnaires* », publie une déclaration, « *Pour un regroupement socialiste* », où ils font part de leur intention de demander leur réintégration ou leur admission dans le parti socialiste, organisation de « *masse* » qui leur donne actuellement le plus de garanties en ce qui concerne la liberté d'expression **2**. Les rédacteurs du texte déclarent qu'ils entrent dans le parti socialiste « loyalement », sans arrière-pensée ni intention cachée de se livrer « *à certain jeu de massacre ou noyautage ayant pour but de faire le plein et de sortir* » tout en entendant rester fidèles aux enseignements de la pensée marxiste révolutionnaire.

Une période d'hésitation

Marceau Pivert est manifestement dans l'embarras. Le 22 mars 1945, il écrit aux dirigeants de l'ILP britannique qu'il faut maintenir la tradition de la Gauche révolutionnaire et du PSOP, et émet des réserves sur la tactique du retour au parti socialiste, mais reconnaît que « *ceux qui sont sur place peuvent avoir des éléments d'appréciation tactique qui nous manquent* ». En tout état de cause, l'essentiel est « *que le drapeau socialiste révolutionnaire soit tenu haut et ferme* ». En fait il subit les sollicitations contradictoires de ceux qui veulent « continuer le PSOP » et de ceux qui veulent « *refaire la Gauche* »

révolutionnaire » : le groupe de Lyon et les parisiens. Il demande aux uns et aux autres de comprendre qu'il tient pour le moment à réserver sa position à la fois parce qu'il a pris des engagements internationaux dans le mouvement « *Socialisme et liberté* », mais aussi parce qu'il s'estime insuffisamment informé : « *Je vous demande de me considérer comme tel, hors rang, franc-tireur, fraternel et compréhensif et désireux de réserver ma décision organique jusqu'à complète information* »**3.**

Dans une lettre qu'il envoie conjointement à Marie Fugère et à Lucien Vaillant, il jauge les acquis respectifs du groupe de Lyon et de celui de Paris :

« Le groupe de Lyon possède de bons militants et au moins un titre exceptionnel dont on ne le remerciera jamais trop : il a maintenu l'organisation. Mais le groupe de Paris semble avoir une expérience très prometteuse des luttes politiques socialistes dans la région parisienne. Je me réjouis de tout cœur de l'arrivée de Lancelle, Fritscher, cette brave et fidèle Lucie Colliard à la tête de la fédération. Mais ces deux catégories de mérites : continuité héroïque à Lyon, habileté tactique à Paris, ne sont pas encore à mes yeux des titres déterminants » **4.**

En fait, Marceau Pivert abandonne rapidement l'hypothèse PSOP. Il précise qu'il ne s'agit nullement de « *refaire le PSOP* », « *dépassé par les événements* ». Il demande au groupe de Lyon, aux « *amoureux du PSOP dont je suis, mais résigné à regarder en avant plutôt qu'en arrière* », d'éditer un bulletin, même modeste, associant les militants socialistes révolutionnaires de L'Insurgé et des syndicalistes et collaborant avec le mouvement « *Socialisme et liberté* ». En fait, une position d'attente.

Surtout, il regarde lui aussi vers le parti socialiste. La conquête de la fédération de Paris par une coalition dirigée par les anciens du PSOP constitue à ses yeux « *un petit signal intéressant* » mais il s'interroge sur la possibilité d'aller au-delà de ce qui avait été obtenu en 1936-1938. « *Il y a encore bien des obstacles insoupçonnés dans cette voie de la reconquête du parti ou mieux de son ascension à une position révolutionnaire : car la fédération de la Seine, en fait, nous l'avions déjà conquise... et les corrompus de Puteaux ou les Desphelippon ayant disparu, c'était l'endroit où les choses devaient normalement être les plus faciles* » **5.** Il conseille pourtant à ceux qui sont entrés au parti socialiste de persévérer, d'organiser le regroupement des militants étrangers et de construire des groupes d'entreprises, « *non pour aller faire avaler aux ouvriers la politique du parti* », mais, au contraire, pour aller chercher au cœur des entreprises « *la confirmation, la vérification et la preuve qu'une politique de classe correspond bien aux aspirations réelles des travailleurs* ».

Bien vite cependant, son opinion est faite. La découverte de ce qu'était réellement L'Insurgé, entreprise plus modeste qu'il ne l'avait sans doute cru de loin et le retour à la « *vieille maison* » de la majorité de ses anciens compagnons, l'ont-ils convaincu de l'inutilité de poursuivre le combat de façon indépendante ? Dès son retour en France, il demande sa réintégration au parti socialiste et invite « *tous les militants révolutionnaires honnêtes et antitotalitaires* », tous les « *internationalistes et libertaires* » à rejoindre d'urgence les rangs de la SFIO et à se mettre au travail « *avec confiance et dans un esprit de fraternité* », avec la certitude « *d'insérer son modeste effort dans un immense processus à peine commencé* » dont le « *redressement révolutionnaire du parti socialiste* » constitue le premier chaînon

Les fondements du retour

La raison principale de son choix semble bien résider dans son analyse de la situation internationale et de l'état du mouvement ouvrier. De ses réflexions durant toute la guerre, Marceau Pivert tire la conviction qu'il faut « *résister* » et que cela n'est possible que grâce à un parti de masse. Résister à la menace de réaction bourgeoise : « *Le danger est sérieux, écrit-il, beaucoup plus sérieux qu'on ne le croit, d'une vague totalitaire s'engouffrant dans le vacuum politico-historique créé par la disparition du nazisme* ».

Marceau Pivert constate avec amertume que la réalité nouvelle diffère largement des pronostics et des espoirs nourris durant la guerre, de la croyance que la libération nationale allait coïncider avec la libération sociale. Force est en effet de constater que la défaite du nazisme n'a pas signifié l'écroulement de l'ordre social ancien. Marceau Pivert craint que le retour de de Gaulle ne signifie l'arrivée au pouvoir d'un « *nouveau Bonaparte* » et la consolidation des cadres « *d'un vieil Etat autoritaire ayant comblé les vides laissés par Pétain au moyen des anciens cagouleurs patriotes et des staliniens si bien faits pour les comprendre* ».

Mais il craint aussi, et peut-être surtout, le mal que peut faire le stalinisme. De ses réflexions solitaires de Mexico, il tire la solide conviction, dont il ne se départira plus, que le débouché révolutionnaire ne passe pas par une alliance avec le PC mais qu'il devra au contraire lui être imposé. A Michel Lissansky qui vient d'adhérer au PC et se gausse de l'entrée de Charles Lancelle dans la SFIO, il répond qu'il aime « *mille fois mieux ce geste* » que celui que Lissansky vient d'accomplir :

« Crois-tu vraiment que ces organisations (le PC et le Front national) désirent et peuvent organiser une Europe socialiste ? (...) Les discours de Thorez, qui recommence à couillonner les pauvres bougres comme en 36, montrent bien que ce n'est pas le socialisme qui l'intéresse... Et toi ? qu'est-ce qui t'intéresse ? Je pense que tu as tout de même un autre idéal que d'être un fonctionnaire important dans un immense appareil (ça c'est facile) au prix de la liberté de penser, au prix de ta complicité muette avec tous les crimes contre la révolution ; ce genre de nouveaux privilégiés qui confondent l'émancipation des travailleurs avec une promotion de grade dans une bureaucratie quelconque est malheureusement assez répandu, hélas, on l'a bien vu avec les plats de lentilles offerts par la " race élue "... » 8.

C'est en effet au fascisme que Marceau Pivert compare le stalinisme. Si l'URSS a des raisons de se méfier des « *autres impérialismes* », écrit-il, la manière dont elle s'y prend révèle à elle seule la profonde dégénérescence thermidorienne qui la ronge :

« Et cela seul (le partage de la Pologne) suffirait à marquer la frontière entre la vraie révolution socialiste et la caricature sanglante qu'on nous propose ; après tout, les nazis aussi ont fait cela, le transfert des populations, la manipulation territoriale, la terreur et la destruction systématique de tout ce qui s'oppose à la volonté du maître, au talon de fer de l'armée. Mais s'ils s'appelaient cyniquement socialistes, c'est du moins en antimarxistes qu'ils se présentaient aux foules ignorantes. La démagogie stalinienne a ceci de particulier qu'elle se réclame du marxisme en le piétinant aussi lourdement que les bottes nazies » 9.

Les conclusions — définitives — auxquelles arrive Marceau Pivert ne sont pas seulement le fruit de la situation au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elles émanent d'un bilan qu'il fait sur une bonne dizaine d'années d'expérience.

A partir des procès de Moscou et de la guerre d'Espagne, il a, en effet, été amené à poser en termes nouveaux la question des relations avec le parti communiste. Profondément attaché à la morale révolutionnaire, à la probité, à la libre confrontation des idées et des opinions, il rejette comme totalement étrangers au mouvement ouvrier, à son histoire, à ses traditions et ses buts, les violences et les assassinats du stalinisme dirigés contre les militants révolutionnaires. Il a d'abord participé avec courage à tous les actes de protestation contre les procès de Moscou : meetings, déclarations, demandes de commission d'enquête. Lors de la guerre civile espagnole, il s'est dépensé sans compter pour l'aide au camp républicain. C'est même la raison principale qui l'a incité, nous l'avons vu, malgré de profondes divergences, à rester chargé de mission dans le ministère Léon Blum dans la mesure où il sait qu'il peut utiliser cette position pour aider les Espagnols. L'action du stalinisme en Espagne lui inspire un profond dégoût : ce sont, cette fois, non des inconnus, mais ses camarades, des hommes qu'il a rencontrés, dont il a pu personnellement apprécier les convictions révolutionnaires et socialistes, des combattants de la guerre civile, trotskystes, anarchistes, poumistes, socialistes révolutionnaires qui disparaissent sous les

coups de la GPU : Kurt Landau, Andrés Nin, Rudolf Klement, Berneri, Durruti et bientôt Léon Trotsky qu'il admirait, même s'il ne partageait pas nombre de ses analyses. Le pacte Hitler-Staline, le partage de la Pologne, puis l'invasion de la Finlande ne font qu'aviver ce dégoût qu'alimentent également des expériences personnelles. Lors de la fondation du PSOP, Marceau Pivert a subi les invectives puis les coups du PCF. A Mexico, il échappe de justesse à un attentat organisé par le GPU qui blesse grièvement son ami et compagnon d'exil, l'ancien dirigeant du POUM, Julian Gorkin.

La Libération ne modifie pas, bien au contraire, son jugement. Il n'a pas connu, comme ses camarades qui ont participé à la Résistance, la fraternité des maquis, les illusions nées des combats au coude à coude, l'enthousiasme de la Libération de Paris. Il a vu les événements de loin, avec recul, à partir d'une vaste perspective internationale, assisté au partage du monde qui entraîne entre autres la liquidation de la résistance grecque, les assassinats sur ordre de Staline des chefs du PC grec qui voulaient continuer la lutte.

Ses amis du Bund, Erlich et Alter, organisateurs de la défense de Varsovie en 1939 et animateurs de la résistance polonaise au nazisme, qui étaient allés au-devant de l'armée rouge avec une proclamation de sympathie envers l'URSS, se retrouvent au bain sur ordre de Staline et y seront étranglés. Désormais, sa conviction est faite. Elle sera définitive, renforcée encore par la répression de la révolte de Berlin-Est en 1953 et par l'intervention russe en Hongrie en 1956. Il est également persuadé que le stalinisme constitue un « *nouvel impérialisme* », un « *totalitarisme* » tout aussi malfaisant que le totalitarisme nazi. S'il considère qu'il s'agit de défendre les « conquêtes d'Octobre », les conquêtes sociales de la Révolution russe. Il rejette la thèse « *trotskyiste* » de la « *défense de l'URSS* » pour rechercher les moyens de se défendre contre ce « *nouvel impérialisme* » symbolisé par la « *menace des 200 divisions russes* » **10.**

Aussi en arrive-t-il à abandonner toute idée de réunification, ou même simplement d'accord de front unique avec les partis « *communistes* ». Il considère le PC comme un parti « *totalitaire* », totalement ossifié sous l'emprise d'une bureaucratie qui règne sans aucun contrôle et qui est elle-même l'instrument que Staline manipule à volonté au gré des modifications de sa politique internationale : « *Ce qui dicte la ligne politique du PC et de son satellite Front national, ce n'est pas l'intérêt collectif du prolétariat international, la volonté du peuple français, les aspirations de la résistance révolutionnaire. C'est Staline, les intérêts de sa bureaucratie et il est trop clair qu'il ne veut pas entendre parler de révolution* » **11.**

Marceau Pivert est ulcéré par le cours patriotique, chauvin, adopté par le PCF à la Libération. Avec une ironie amère, il écrit à Michel Lissansky : « *J'aimerais que tu me dises ton avis sur ce tract qui représente côte à côte Maurice Thorez et Charles de Gaulle avec cette légende : " Deux grands patriotes que certains ont osé appeler des déserteurs "* » **12.** Il considère que le PC est le principal responsable de l'endiguement de la vague révolutionnaire d'après-guerre, que sa politique a permis la reconstruction de l'Etat bourgeois disloqué par la défaite du nazisme. De plus, il voit dans la conjonction de la politique « *impérialiste* » de Staline et de l'agressivité de l'impérialisme américain le danger d'un nouveau conflit mondial.

Pendant longtemps, Marceau Pivert a considéré que le PC avait un caractère contradictoire, qu'il était possible, comme en 1934, que la pression des masses oblige la direction à modifier sa position. Il voyait dans la fusion du PS et du PC la possibilité de reconstruire le mouvement ouvrier et de se débarrasser du parasitisme bureaucratique qu'il comprenait comme une maladie sur un corps capable de réagir. Il en arrive, au contraire, à la conclusion qu'il n'existe plus aucune possibilité de contrôle sur un appareil contre-révolutionnaire qui emprunte au fascisme ses méthodes d'extermination, de transfert de populations, de partage des nations, et de règne par la terreur et la corruption.

Mais alors se pose une question : faut-il donc désespérer ? Et Marceau Pivert se la pose. La cause de l'affaiblissement du socialisme démocratique, écrit-il, est qu'il porte le poids de deux dégénérescences superposées : celle de la démocratie bourgeoise au milieu de laquelle il s'est développé et celle de la «

monstrueuse caricature » du « *socialisme* » que constitue le stalinisme qui est « *l'usurpateur* » des traditions révolutionnaires d'Octobre, qui piétine les idées fondamentales du socialisme : l'internationalisme, la passion de la justice, la dignité du producteur, les droits de l'homme, qui développe les « *tares les plus monstrueuses des régimes de réaction : règne du bon plaisir, censure, terreur policière, cynisme, machiavélisme de bas-empire, culte du mensonge, pratique de l'immoralité, avilissement de l'homme et corruption bureaucratique* ». Un tel régime, poursuit-il, ne peut que provoquer « l'aversion ou le désespoir » chez les travailleurs politiquement éduqués de l'Europe occidentale ou centrale : « *Si le socialisme démocratique ne s'en distingue pas résolument, il n'a plus qu'à disparaître lui aussi* » **13.**

Si Marceau Pivert a définitivement abandonné son optique « *unitaire* », jamais il ne se départira de sa foi dans la classe ouvrière. Et finalement, il ne désespère pas. Mais il soutient que le mouvement ouvrier devra se reconstruire contre le stalinisme à qui il faut arracher le meilleur de la classe ouvrière. En avril 1949, il précise dans *Correspondance socialiste* en quoi la situation s'est modifiée depuis le Front populaire :

« La seule grande modification, c'est qu'il nous était possible à ce moment-là de préconiser l'unité d'action avec les communistes. Alors que cela n'est plus possible : l'Espagne révolutionnaire a été assassinée à la fois par les staliniens et par les soi-disant démocraties, y compris la démocratie américaine de Roosevelt qui a pratiqué le blocus des armées républicaines. De cette terrible expérience résulte une modification fondamentale de la stratégie ouvrière. Tant que l'ensemble du mouvement prolétarien n'aura pas rejeté avec dégoût le stalinisme, il y aura des risques d'utilisation par l'ennemi de classe de la situation générale d'infériorité dans laquelle s'est placée une classe opprimée solidaire des oppresseurs totalitaires. La première condition à remplir, par les travailleurs, pour reprendre leur marche en avant, c'est l'élimination du virus stalinien dans leurs propres rangs. Tout ce qui contribue à cette opération préalable est salutaire. Tout ce qui risque de prolonger l'influence stalinienne est détestable » **14.**

C'est cette nécessité de résister au stalinisme et de reconstruire contre lui le mouvement ouvrier qui amène indiscutablement Marceau Pivert à considérer que le parti socialiste reste dans les circonstances présentes le seul instrument disponible pour remplir cette mission. Et cette démarche le conduit à se forger une image du parti socialiste qui, pour rassurante qu'elle soit, va le conduire aux dernières désillusions de sa vie.

Après de nombreuses démarches et bien des protestations de la 15e section, ainsi que celles des nombreux amis qu'il compte toujours au parti socialiste, Marceau Pivert parvient à obtenir sa réintégration, malgré l'opposition de Daniel Mayer qui avait d'abord obtenu du comité directeur que les portes du parti socialiste restent fermées à celui qu'il appelait avec mépris « *le résistant de Mexico* ». Il va bientôt retrouver le poste de secrétaire de la fédération de la Seine, dont Charles Lancelle avait assuré « *l'intérim* » et, bientôt, il revient au comité directeur de la SFIO.

Il charge la SFIO, profondément épurée par les années de résistance, les départs comme les exclusions, de tous ses espoirs. Au lendemain du 38e congrès, en août 1946, il note dans *Masses* : « *Une étape est franchie : le fonctionnement de la démocratie intérieure du parti socialiste est assuré. Ce sont les militants du rang qui commandent et qui dictent à leurs délégués, à leurs mandataires, si hauts placés soient-ils, la politique qu'ils ont décidée en leur âme et conscience et conformément à la règle loyale de la majorité* » **15.**

Palinodie ? Reniement ? C'est ce que pensent un Rouaix ou un Jaquier qui refusent quant à eux de revoir Marceau Pivert après ce qu'ils considèrent comme une capitulation. Mais il a répondu d'avance : ce n'est pas lui qui a changé mais le parti socialiste qui s'est « *renové* » en s'épurant et dans lequel les militants révolutionnaires ont à nouveau leur place. Il l'écrit dans un texte qui se veut un bilan, après avoir rappelé la fidélité de la fédération de la Seine au mandat qu'elle avait reçu de « *lutter contre l'union nationale et*

de défendre la charte constitutive du parti », ce qui lui a valu d'être, après Royan, « maintenue en dehors du Parti ».

« Ces douloureux événements ont heureusement été réparés par le parti socialiste SFIO, épuré des Paul Faure et des Desphelippon, qui avaient poussé l'union sacrée, l'un jusqu'au conseil national du maréchal Pétain, l'autre jusqu'au gangstérisme des Déat et autres nazis français. Le 38e congrès, tenu à Paris le 30 août 1946, a effacé d'une manière inéquivoque les fautes contre la démocratie intérieure et contre le socialisme lui-même qui ont marqué cette douloureuse période de divisions ouvrières et de désorientation en face d'une crise sociale sans précédent. La fédération de la Seine, pour demeurer fidèle à l'internationalisme, avait été conduite à constituer le parti socialiste ouvrier et paysan au nom duquel, du moins, le mouvement français put maintenir, à travers la guerre, des liaisons internationales » 16.

Nouveaux combats dans la SFIO

Le travail dans la SFIO reprend. La fédération de la Seine constitue désormais la principale tribune de Marceau Pivert qui va en rester secrétaire jusqu'en 1950, date à laquelle il se retire pour soigner une santé chancelante mais aussi en raison de la conception de la démocratie qu'il avait avant-guerre codifiée dans les statuts du PSOP. Il écrit toujours autant : lettres, articles, instructions ainsi que ces milliers de petits bouts de papier sur lesquels il griffonnait un conseil ou demandait une information. Les titres des bulletins qu'il anime se succèdent, Socialisme et liberté, Correspondance socialiste, Entre nous, Correspondance socialiste internationale, Arguments, mais il collabore également à Spartacus, Masses, à la Revue socialiste pour ne citer que les principaux. Est-ce là la reconstitution d'une tendance, d'une nouvelle Gauche révolutionnaire que nombre de ses camarades estiment nécessaire ? La réponse de Marceau Pivert, en septembre 1949, est nette : c'est un non catégorique : « *Oui, camarades, j'ai bien compris votre désir et j'ai déjà répondu bien des fois négativement depuis trois ans. Ma position n'a pas changé : notre parti est trop fragile, trop attaqué de toutes parts, trop subordonné encore à une conjoncture nationale et internationale qui limite ses possibilités pour pouvoir se payer le luxe de renouveler les luttes de tendances que nous avons connues autrefois » 17.*

Pour Marceau Pivert, il s'agit d'abord de « *refaire le parti* », tout le parti, et à cette fin, de ne pas introduire des lignes de clivage artificielles, susceptibles de constituer des obstacles à cette évolution et à ce redressement : « *Nous essayerons de faire en sorte que, si une Gauche révolutionnaire venait à jaillir des circonstances, elle comprenne d'un coup l'immense majorité des militants du parti » 18.*

Il considère que la SFIO constitue le seul cadre, le seul axe autour duquel le mouvement ouvrier soit susceptible de se reconstituer contre l'impérialisme et le stalinisme. Il faut donc à tout prix éviter d'affaiblir ce centre, rechercher un compromis sur l'essentiel, favoriser le redressement du parti socialiste, de tout le parti socialiste. En 1946, Marceau Pivert et ses camarades participent au regroupement de la coalition de gauche qui va éliminer Daniel Mayer et porter Guy Mollet au secrétariat général. La motion commune de la « *gauche* », majoritaire au congrès d'août 1946, condamne le retour du « *révisionnisme* », du « *ministérialisme* » et du « *parlementarisme* », la soumission au général de Gaulle et la politique de concessions au MRP.

Significative également est la « *tentative de synthèse* » qu'il présente avec André Ferrat et Albert Gazier au 40e congrès de la SFIO, en juillet 1948. Les signataires de la motion notent les désaccords sur la question de la participation au gouvernement entre ceux qui pensent qu'il ne faut participer à aucun gouvernement qui n'appliquerait pas le programme socialiste, ceux qui considèrent qu'il vaut mieux que les socialistes dirigent le gouvernement même s'ils sont obligés de s'écarter sensiblement du programme du parti et ceux qui veulent poser des conditions particulières dans chaque circonstance. Ils examinent les divergences sur la signification à donner à « *l'autonomie* » du parti socialiste, les uns sacrifiant tout à la lutte contre le communisme dans lequel ils voient le danger principal et le seul ennemi de la

démocratie, les autres voyant dans le gaullisme une menace plus imminente, d'autres enfin voulant combattre sur deux fronts.

Pour Marceau Pivert, André Ferrat et Albert Gazier, il ne s'agit là que de désaccords de « tactique » mais non « *d'opposition sur les principes et sur les buts* ». De même, ils demandent que des mesures soient prises pour réviser les statuts afin d'apaiser les frictions entre le groupe parlementaire, le comité directeur et le groupe socialiste au gouvernement : « *Les hommes sont beaucoup moins responsables que les institutions* », note la motion de tentative de synthèse.

La « troisième fin »

Cette entreprise de redressement n'a de chance de réussite que si elle est conduite au niveau international. Pour échapper aux blocs et restaurer le socialisme, il faut reconstruire l'Internationale socialiste, faire l'Europe et assurer la jonction avec les peuples coloniaux. Le 10 février 1950, Marceau Pivert note le chemin considérable à parcourir : toutes les forces réactionnaires, capitalisme, militarisme, stalinisme et cléricalisme, sont organisées sur le plan international, seuls les partis socialistes se refusent à reconstituer l'IOS et s'adonnent à une politique de collaboration de classes, chacun défendant les intérêts de sa propre bourgeoisie **19**.

Dans ce contexte, Marceau Pivert pense que compte tenu de la division du monde en blocs, les objectifs essentiels sont nécessairement limités et défensifs. Il soutient que, si la lutte des classes reste le moteur de l'histoire, elle est en quelque sorte dévoyée par les impérialismes qui ont réussi à polariser le monde et qui utilisent la moindre revendication dans un dispositif général de préparation à la troisième guerre mondiale. Le socialisme étant réduit depuis 1940 à n'être qu'une force d'appoint, les socialistes sont contraints d'opérer un « *recul stratégique* », leur objectif essentiel ne peut plus être « *la conquête révolutionnaire du pouvoir* » car « *d'autres que les socialistes, du moins sur le continent européen, sauraient vite déborder toute tentative à ce sujet* », mais « *la conquête des consciences* » et celle d'une structure économique et politique indépendante des deux impérialismes. Cette conception de l'organisation d'une « *défensive* » amène Marceau Pivert à se prononcer contre la ratification du traité de l'OTAN, mais en faveur de l'aide économique américaine susceptible, selon lui, de favoriser l'unification de l'Europe. Il approuve également la constitution de gouvernements de coalition de type « *troisième force* » dans le but de « *défendre la République* » contre les deux « *totalitarismes* », se prononce contre le réarmement de l'Allemagne et la CED, mais milite en revanche pour la création d'une armée européenne, la convocation d'une Assemblée constituante européenne et la nomination d'un « *gouvernement européen* » prenant en charge la politique internationale de l'Europe, sa diplomatie et sa défense. Au service de cette politique, il constitue avec les dirigeants de l'ILP britannique le Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe (MSEUE).

Il est également l'un des principaux organisateurs du « *congrès des peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique* », réuni à Puteaux en juin 1948, qui se fixe comme objectif d'obtenir l'émancipation progressive des peuples coloniaux dans le cadre d'une association politique et économique avec l'Europe libre. En janvier 1948, Marceau Pivert fonde avec plusieurs intellectuels de renom la revue Socialisme et liberté. L'appel constitutif constate que c'est par l'asservissement de l'Europe que chaque bloc tente de se défendre, et se prononce pour une Europe indépendante et socialiste susceptible d'arrêter l'engrenage de la marche à la troisième guerre mondiale : « *Divisée, l'Europe peut être à l'origine de la guerre, unie, elle sera à l'origine de la paix* ».

Malgré ces compromis qu'il juge nécessaires pour des raisons défensives, la conception qu'a Marceau Pivert de la « *troisième force* » reste dans l'ensemble résolument « *socialiste* » et implique non seulement la rupture avec les deux blocs mais aussi avec les pratiques impérialistes et colonialistes de la bourgeoisie française.

La question coloniale

Dès 1946, Marceau Pivert s'oppose à la politique menée en Indochine et réclame le droit pour les peuples indochinois de décider de leur avenir. De même, et bien avant 1954, il est de toutes les actions politiques en faveur de l'autonomie et de l'indépendance de l'Algérie. Depuis de longues années, Marceau Pivert est lié à Messali Hadj et à son mouvement dont l'histoire n'est pas sans ressembler à celle de la Gauche révolutionnaire. animateur de l'Etoile Nord-Africaine, membre du PCF qu'il quitte en 1926, Messali Hadj était, le 12 février 1934, avec ses partisans, au côté des organisations ouvrières. L'Etoile adhère au Front populaire, prend part à toutes ses manifestations. Le 26 janvier 1937, quelques semaines avant la dissolution de la Gauche révolutionnaire par la CAP de la SFIO, le gouvernement de Front populaire dissout l'Etoile Nord-Africaine en vertu du décret permettant la dissolution des ligues fascistes. Messali Hadj réorganise son mouvement qui devient le parti du peuple algérien (PPA) et commence en juin 1937 une tournée en Algérie au cours de laquelle il défend le droit à l'indépendance, réclame la convocation d'un parlement algérien, la réforme agraire. Arrêté le 27 août 1937 — toujours sous un gouvernement de Front populaire —, il est condamné en mars 1941 par un tribunal du gouvernement de Vichy à 16 ans de travaux forcés et 20 d'interdiction de séjour. Il ne connaîtra après la guerre qu'un bref intermède de liberté d'ailleurs toute relative entre 1946, où il fonde le mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), et 1952 où, de nouveau arrêté, il est assigné à résidence. Après le début de la guerre d'Algérie et la dissolution du MTLD, il rassemble ses partisans au sein du mouvement national algérien (MNA). Dès les premiers jours, Marceau Pivert, qui a pour Messali Hadj respect et admiration, défend les militants du MNA et leur chef contre la répression gouvernementale et les attaques du FLN et de ses alliés.

En 1957, avec la délégation française — Andrée Viénot, Lucien Weitz, Jean Daniel, Yves Dechézelles —, il quitte le Congrès anticolonialiste méditerranéen d'Athènes pour protester contre le refus de la délégation FLN d'admettre la présence des représentants du MNA. La critique qu'il fait du FLN permet de saisir les éléments essentiels des conceptions qu'il a défendues dans sa longue carrière de militant. Il est d'abord choqué par le terrorisme du FLN dirigé, comme à Melouza, contre le MNA qui doit ainsi faire face à une double répression. Surtout, après les assassinats du dirigeant syndicaliste Ahmed Bekhat et du dirigeant messaliste Filali qu'il avait en très haute estime, il voit dans ces pratiques du FLN un retour aux méthodes du stalinisme utilisées pendant la guerre d'Espagne contre les révolutionnaires. Il considère d'ailleurs que le FLN — qu'il défend inconditionnellement contre la répression — est un mouvement sans principes, de « *collaboration de classes* », conçu par « *d'anciens militants messalistes désireux de collaborer à des " réformes " et même à une " intégration " dans la République française* », et par les jeunes activistes du CRUA agissant en liaison avec le gouvernement du Caire, dont les objectifs ne lui paraissent pas plus clairs. Par-dessus tout, enfin, il reproche au FLN de refuser de se situer dans le camp du socialisme révolutionnaire tout en recherchant l'appui du bloc stalinien : « *On connaît la position du FLN : " Création d'un gouvernement provisoire FLN de la République d'Algérie ", c'est-à-dire que le FLN, dont la composition sociale est très disparate, ne fait pas confiance au peuple algérien lui-même : il entend par le jeu diplomatique obtenir le monopole de la représentation dans les négociations. Voilà l'erreur politique capitale qui révèle son caractère de subordination aux conflits des blocs* » **20**.

Avec le conflit algérien, auquel il consacra ses dernières forces, il vit les dernières désillusions de sa vie militante. L'année 1956, avec le vote des pouvoirs spéciaux au gouvernement Mollet en Algérie, l'intervention à Suez des troupes françaises, celle de l'armée russe à Budapest, voit se refermer plus brutalement que jamais la tenaille qu'il cherchait à desserrer avec sa politique de la « *troisième force* ». Il prend sans doute conscience de cet échec-là puisqu'en 1954 déjà il a démissionné du Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe quand ce dernier mouvement a cédé, selon lui, aux sollicitations de la guerre froide et accepté de soutenir la remilitarisation de l'Allemagne.

Bilan d'échec

Le bilan de ces dix nouvelles années de lutte pour redresser le parti socialiste est nul. Ses espoirs qu'une construction européenne indépendante des deux blocs pourrait constituer un pas vers la réalisation du socialisme démocratique sont également réduits en poussière. Echec donc sur les deux axes de combat de la dernière période de sa vie. Mais le vieux lutteur ne baisse pas les bras pour autant. Son adhésion en 1956 au Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière, sa collaboration au mensuel La Commune — dont Pierre Broué est le directeur-gérant — en constituent une preuve significative ; il côtoie dans cette tentative de rassemblement les militants trotskystes groupés autour de Pierre Lambert et Robert Chéramy, des syndicalistes comme Paul Ruff et, épisodiquement, Denis Forestier, l'anarcho-syndicaliste de l'UD-FO de Loire-Atlantique, Alexandre Hébert, les « exclus » du PC, Edgard Morin, Jean Duvignaud, ses camarades de parti, l'« ancien » Yves Dechézelles, et les jeunes, Michel Rocard, Jean-Jacques Marie, Jacques Martinais. Il est de cette poignée d'hommes qui, à l'automne 1956, refusent de se taire face à l'expédition de Suez sous prétexte que les Russes envoient leurs tanks à Budapest, et refusent de ne pas qualifier de crime la répression en Hongrie sous le prétexte que Guy Mollet a envoyé sur l'Egypte les « paras » du général Massu. Une fois encore, en dépit de la maladie et, de toute évidence, d'une immense lassitude, il cherche à dégager les voies de l'action autonome de la classe ouvrière à travers le combat pour la démocratie ouvrière dont il continue à penser qu'elle constitue son arme la plus précieuse.

Pourtant, au sein de la SFIO soumise à la discipline de la politique algérienne de Guy Mollet et Robert Lacoste, c'est vraiment l'impasse pour l'ancien dirigeant du PSOP. Son enthousiasme, sa culture immense, sa sincérité et pour tout dire sa chaleur humaine, toujours communicative, lui ont certes permis de réunir autour de lui une fois encore un groupe de jeunes disciples dont Jean-Jacques Marie est à ses yeux le fleuron. Grâce à eux, il a pu maintenir le bulletin Correspondance internationale, préserver et même développer son réseau international dans le mouvement socialiste, mais il commence à ne plus croire que le redressement de son parti soit possible. Or, il n'est pas à l'âge, ni dans l'état physique où l'on peut « sans un mot se mettre à rebâtir ».

Pendant dix ans, depuis son retour, Marceau Pivert a respecté la discipline. Et ce n'est certainement pas par manque de courage ou par servilité, les derniers mois de sa vie en témoignent. Mais, face à la menace stalinienne, il ne voyait pas d'autre issue, lui qui avait refusé la voie que Trotsky lui proposait encore en 1938. Or, durant ces dix années, il est allé de désillusion en désillusion. Dès décembre 1946, au lendemain du bombardement de Haïphong par l'amiral Thierry d'Argenlieu, il confie à Charles Lancelle et Henri Barré :

« Nous ne pouvons pas nous dissimuler que si le sang coule et si l'on envoie à la mort des petits gars innocents, c'est à cause de la politique de confusion et de compromis qui a laissé croire, depuis deux ans, qu'on pourrait faire à la fois une politique capitaliste et une politique socialiste (...). Je ne pourrais pas, quant à moi, me taire plus longtemps sans avoir le sentiment d'une honte intérieure et d'une inquiétude. En rentrant au parti, est-ce que je n'ai pas avalisé à l'avance ce genre de politique... ? » 21.

Pourtant, il se taira encore longtemps. Il s'incline encore lorsque, le 25 mars 1954, le comité directeur du parti socialiste décide d'interdire la parution d'Entre nous, puis, le 5 mai 1954, de Libre discussion, petits bulletins dans lesquels il s'exprimait. Mais après Suez, il est décidé à « reprendre sa liberté ». Le 17 octobre 1956, il est convoqué devant le bureau du parti à propos d'une lettre qu'il venait d'adresser au directeur de France-Observateur, dans laquelle il rappelait les décisions de congrès et protestait contre le refus du comité directeur de prendre des initiatives de paix en Algérie et de négocier avec le FLN.

Le 18 décembre 1956, il envoie sa lettre de démission du parti socialiste à son ami Charles Lancelle qui le convainc de la reprendre. Il se laisse faire, mais son opinion est faite et il s'en confie à ses proches :

« Et tous me demandent avec angoisse pourquoi " je prête encore mon nom " à l'escroquerie politique étiquetée SFIO. Voilà la vérité : je réponds que mon devoir est d'être là, en contact avec ce qu'il y a encore

de sain dans le parti. Ce serait si facile de reprendre ma liberté et d'écrire partout où l'on désirerait m'accueillir. Non. En dépit de l'atroce déchirement qu'a été pour moi le 30 août 1956 (oui j'ai failli y laisser ma peau car mon état cardiaque depuis ce jour n'est plus « compensé »), j'ai fait l'impossible pour maintenir au parti le plus de militants qualifiés et conscients... pour aider l'opposition, toute l'opposition, variée, pluraliste, mais précisément à cause de sa tradition démocratique (et aussi socialiste). J'avais envoyé ma démission d'un parti qui, construit contre la guerre, décidait la guerre contre un petit peuple. Cette démission fut reprise par mes amis, ceux de la 15e en particulier (...).

Me voici hors de combat, du moins physiquement. Voici donc le conseil que je donne maintenant : je n'insiste plus pour maintenir les copains dans le parti, chacun décide pour lui-même (...).

Mais je me refuse en même temps de faire quoi que ce soit pour livrer ce parti à une bureaucratie qui s'effondrera, tôt ou tard, comme celle de Paul Faure (...).

L'essentiel est donc de ne pas se décourager, de rester groupés en noyaux de qualité... » 22.

Marceau Pivert n'a plus de projet, il se sait perdu. Mais il veut au moins sauver l'honneur du socialisme. Le ralliement du secrétaire général du parti socialiste, Guy Mollet, au général de Gaulle en 1958 constitue le choc auquel il ne résistera pas. Trois jours avant sa mort, il trouve cependant la force d'écrire :

« Le traître Guy Mollet doit être démasqué dans le parti. Il n'est plus possible de coexister avec celui qui a choisi de servir aussi cyniquement la classe bourgeoise, préparant sa dictature militaire, alors qu'il est le représentant officiel d'un parti de la classe ouvrière » 23.

L'enterrement de Marceau Pivert, au Colombarium du Père Lachaise dans les tout premiers jours de la Cinquième République, était à bien des égards symbolique de la fin d'une période historique, et la présence d'Alfred Rosmer et de Pierre Monatte, de plusieurs anciens du POUM en portait témoignage. Mais il y avait aussi des dizaines de jeunes hommes et femmes dont la présence signifiait que le combat de « Marceau » continuait, et que, par son dernier geste — sa rupture avec le parti auquel il avait tant donné — il était resté fidèle à sa classe, donc à l'avenir.

Notes :

1. Lettre de Marceau Pivert à Lucien Vaillant et Marie Fugère, 9 janvier 1945, Archives Charles Lancelle.
2. « Pour un regroupement socialiste », 23 novembre 1954, Archives Jean-Jacques Marie.
3. Lettre de Marceau Pivert à Lucien Vaillant et Marie Fugère, 9 janvier 1945.
4. Ibid.
5. Lettre de Marceau Pivert à Lucien Vaillant et Marie Fugère, 9 janvier 1945.
6. Pivert (Marceau), « La démocratie intérieure », Masses, socialisme et liberté, novembre 1946.
7. Lettre de Marceau Pivert à Michel Lissansky, avril 1945, Archives Charles Lancelle.
8. Ibid.
9. Lettre de Marceau Pivert à Michel Lissansky, avril 1945, Archives Charles Lancelle.
10. Pivert (Marceau), Notes, Archives Charles Lancelle.
11. Lettre de Marceau Pivert à Michel Lissansky, avril 1945.
12. Ibid.
13. Pivert (Marceau), *Éléments d'une stratégie socialiste internationale*, 1948, Archives Charles Lancelle.
14. Pivert (Marceau), « Faut-il donc désespérer ? », *Correspondance socialiste*, avril 1949.
15. *Masses*, octobre 1946.
16. Pivert (Marceau), *Éléments d'orientation pour une stratégie socialiste internationale*, octobre 1946, Archives Jean-Jacques Marie.
17. *Correspondance socialiste*, septembre 1949.

18. Correspondance socialiste, septembre 1949.
19. Pivert (Marceau), note manuscrite, 10 février 1950.
20. Voir le compte rendu de la conférence d'Athènes, Correspondance socialiste, décembre 1957, janvier 1958.
21. Lettre de Marceau Pivert à Charles Lancelle et Henri Barré, 21 décembre 1946, Archives Charles Lancelle.
22. Lettre à Marcel Brun, 25 décembre 1957.
23. Correspondance socialiste, juin 1958.
23. Gitton (Marcel), « Après les événements de février. Le PC dans la lutte antifasciste et l'unité d'action de la classe ouvrière », rapport au comité central du PCF, 14 mars 1934, p. 26.
24. « La marche à l'unité d'action antifasciste », La Bataille socialiste, novembre 1934.
25. « Contre l'opportunisme », Cahiers du bolchevisme, février 1934.
26. « La crise du parti socialiste », Cahiers du bolchevisme, 15 juin 1934.
27. La Vérité, 30 mars 1934.
28. Brunet (Jean-Pierre), « Réflexions sur la scission de Doriot, février-juin 1934 », Le Mouvement social, février-mars 1970, p. 43-63.
29. Wolf (Dieter), Doriot, p. 115. Selon les souvenirs d'André Vassart, Fried aurait redouté un bloc entre Doriot et Vassart, secrétaire à l'organisation qui venait d'être appelé à Moscou comme représentant du PCF.
30. L'Humanité, 27 avril 1934.
31. L'Emancipation, 19 mai 1934.
32. Guérin (Daniel), op. cit., p. 75.
33. L'Humanité, 3 mai 1934.
34. Cahiers du bolchevisme, 15 juillet-1er août 1934.
35. Vassart (Célie), Le Front populaire en France, Hoover Institution.
36. Cahiers du bolchevisme, 15 juillet-1er août 1934.
37. Danos (Jacques), Gibelin (Marcel), Juin 36, p. 26.
38. Ibid.
39. Lefranc (Georges), op. cit., p. 53.
40. Ibid.
41. Ibid.
42. Danos (Jacques), Gibelin (Marcel), op.cit., p. 27.
43. Cahiers du bolchevisme, 15 juillet-1er août 1934.

Conclusion



Marceau Pivert n'a pas été un théoricien, en dépit de sa culture, immense, et de sa plume alerte, mais un militant et c'est peut-être ce qui fait son intérêt. Il est en effet le miroir d'une génération de socialistes, dont il est, sinon le prototype, au moins celui qui concentre en sa personne les aspirations comme les illusions. Il fut des leurs, dans le rang, à la tête des manifestations, dans les collages d'affiches, dans les groupes de TPPS, prenant la parole, conseillant, rédigeant un tract, une affiche ou l'article du journal de sa belle écriture sur un coin de table.

Jamais permanent, jamais « élu », il ne quittera son métier d'enseignant que durant les quelques mois où il sera chargé de mission à la présidence du Conseil. Sanctionné, il sacrifiera sa carrière et sa promotion universitaire. Enseignant le jour, militant le soir et une bonne partie de la nuit, utilisant ses

fins de semaines pour des tournées de meetings et de conférences, il a vécu cet emploi du temps, assurément difficile pour le grand malade qu'il était, jusqu'au dernier jour de sa vie qui s'identifie totalement à son action militante. L'attachement de sa 15e section et de la fédération de la Seine constituent l'hommage des militants du rang à celui qui était des leurs, à celui qui n'a jamais cherché à utiliser « *la base* » pour une carrière ou une manœuvre. Dans un parti finalement profondément corrompu, où régnaient la routine et le conservatisme, Marceau Pivert était le symbole de l'honnêteté, de l'allant et de l'enthousiasme. Il n'est donc point étonnant que le meilleur de ce parti se soit si souvent reconnu en lui.

Marceau Pivert ne manquait pas de qualités. Tous ceux qui l'ont approché, à l'exception des bureaucrates qui le détestaient — et il le leur rendait bien — ont été séduits par l'homme et lui ont conservé attachement ou estime, même lorsqu'ils le combattaient. Ses qualités de cœur, son sens de l'honneur, de l'amitié, son courage, sa fraternité et son immense honnêteté, tels sont les mots qui viennent spontanément sur les lèvres de ceux qui l'ont côtoyé et qui ne l'appelaient que « Marceau ». Ces qualités ont leur revers. Ce « *chevalier* » est tout le contraire d'un Machiavel. Souvent naïf, il compte presque toujours sur la bonne foi des autres. Sa loyauté confina souvent à l'impuissance lorsque — après l'avoir utilisé — l'appareil frappait l'enfant terrible du parti comme il le fit à nouveau, en 1958, lorsque la commission des conflits de la SFIO le priva, avec André Philip, de toute délégation pour avoir protesté contre l'intervention à Suez. Il apparut alors qu'il n'avait été que la bonne conscience de la SFIO.

Ce socialiste fut, en effet, un moraliste et un humaniste qui croyait dans les vertus de l'éducation et de la raison universelle. Avant d'être socialiste, il était devenu franc-maçon et l'est resté jusqu'à la fin de sa vie. La franc-maçonnerie, dans laquelle Trotsky voyait le cordon ombilical qui le reliait à la morale et à l'esprit de la bourgeoisie, était pour Marceau Pivert une école de justice, de vérité et de raison. Il ressentait l'engagement socialiste comme le développement logique de ses positions républicaines et démocrates. Servir la vérité et la justice, impliquait pour lui le devoir révolutionnaire et internationaliste. Mais il pensait aussi qu'on ne pouvait servir les intérêts de la révolution et du socialisme qu'à la condition de se conformer dans son action et ses choix aux exigences de justice et de vérité. Pour libérer la société, il fallait que l'individu se libère lui-même, d'où l'importance de l'éducation, du sens moral, de la raison, du doute systématique et du rejet de tous les dogmes et des vérités reçues. Mais pour libérer l'individu, il fallait libérer la société par le socialisme.

Au combat pour le socialisme s'intégrait normalement pour lui celui de la défense de la république, des libertés démocratiques et de la laïcité. Marceau Pivert voyait en effet dans l'Eglise et le cléricalisme un obscurantisme. Farouchement laïque, il pensait qu'il fallait arracher les consciences à l'influence réactionnaire de l'Eglise. Pour lui, la querelle autour de l'école publique n'était pas « *d'un autre âge* ». L'Eglise, écrivait-il, poursuit toujours, sous des formes diverses, le même but : mettre la main sur la formation des enfants au compte de la préservation de l'ordre social contre le socialisme. Il faut donc défendre la législation scolaire républicaine, imposer la nationalisation de l'enseignement, assurer la laïcité de l'Etat et l'indépendance absolue du mouvement ouvrier à l'égard de l'Eglise. Durant toute sa vie, Marceau Pivert est resté inflexible sur cette question, fustigeant dans des dizaines d'articles, « *la dictature du sabre et du goupillon* ». Dans les dernières années de sa vie, il revient à nouveau sur ce « *rêve insensé* » : la tentation de croire qu'il pourrait y avoir convergence entre christianisme et socialisme : tentation dans laquelle il ne voit que la forme pernicieuse de l'offensive cléricale poursuivant le même but que l'union sacrée internationale, c'est-à-dire, porter atteinte à l'autonomie et à l'action de classe du prolétariat international.

Un chercheur américain, M. D. Baker, s'est attaché à définir le personnage de Marceau Pivert. Il le décrit comme un « *révolutionnaire professionnel* », terme équivalent pour lui à celui de « *déraciné* », précisant même : un « *arriviste qui n'arrivera jamais, un homme qui posait au perpétuel hors-la-loi* ».

Le jugement relève sans doute moins de la malignité que de l'ignorance. Il est possible assurément de comparer Marceau Pivert à un révolutionnaire professionnel, mais il n'est pas ce qu'entrevoit dans ce terme M. Baker. L'arrivisme est une notion qui révolte Marceau Pivert. Il a toujours refusé les places et les honneurs au travers desquels la direction du parti socialiste savait si bien intégrer des militants capables mais qui manquaient de fermeté. Quelle que soit la variété de ses positions politiques, il n'hésitera jamais, comme il le fera à nouveau durant l'affaire algérienne, à prendre les positions qu'il estime en accord avec sa conscience.

« *Déraciné* » et « *hors-la-loi* », rien ne correspond moins au personnage. Sa mentalité, ses conceptions plongent au contraire profondément dans les traditions révolutionnaires françaises, dans l'héritage du siècle des Lumières et de la grande Révolution. Si Marceau Pivert n'hésite pas à se mettre hors-la-loi, c'est au sens des constitutions révolutionnaires qui affirmaient que l'insurrection est non seulement un droit mais le « *plus sacré des devoirs* ». « *Isolé* » ? S'il est à contre-courant dans le rapport des forces générales, c'est cependant un homme de masse. Il fera de sa section du 15^e arrondissement la plus puissante de la capitale. Il rejettera constamment la proposition de Trotsky parce que, au fond, il croit qu'il n'est possible d'être efficace que dans un parti de masse. En tout état de cause, par sa formation, par ses idées, il est par toutes les fibres de sa personne lié au parti socialiste et aux traditions révolutionnaires françaises avec leurs forces et leurs faiblesses et, de ce point de vue, nullement un phénomène aberrant ou une curiosité. S'il fallait absolument lui donner une étiquette, lui qui aurait certainement repoussé une telle tentative, c'est dans le grand courant des socialistes utopiques qu'il trouverait en définitive sa place.

Mais le pivertisme ne se réduit pas, tant s'en faut, à son leader. Et la question se pose de savoir ce qu'il fut : d'abord courant diffus, puis tendance organisée de la SFIO, et de nouveau après-guerre, courant plus diffus au sein de la fédération de la Seine, après avoir été, deux ans à peine, un petit parti. La profonde hétérogénéité — du point de vue des origines et de la doctrine — des militants rassemblés autour de Pivert est frappante : courant issu de la Bataille socialiste, une branche du « *néo-guesdisme* » de l'après-guerre, courants dérivant du PC à travers des oppositions de droite et de gauche, syndicalistes, pacifistes, doriotistes de la première période, qui constituent le noyau initial et la tête de la Gauche révolutionnaire. Ces hommes ont en commun d'avoir vécu — quoique de façon différente — la même période, la même histoire, celles de la scission de Tours et surtout de ses lendemains, celles d'un mouvement ouvrier déchiré profondément entre le réformisme de la SFIO et l'aventurisme d'un PC stalinisé. La majorité d'entre eux ont rejoint le parti socialiste depuis plusieurs années quand ils se regroupent derrière Pivert et le drapeau de la Gauche révolutionnaire. C'est dans cette vieille maison, moins rénovée que rebâtie sur de fragiles fondations qu'ils ont acquis une autorité personnelle, se sont attachés à des traditions et qu'ils ont contracté l'illusion selon laquelle le réflexe qui entraînait ce parti vers la gauche après la déroute ouvrière en Allemagne allait sans doute être maintenu. Ils sont représentatifs d'une génération militante venue à la politique, pour une part dans les années 1934-1935, dans la lutte pour l'unité d'action, mais aussi dans la vague de fond de juin 1936. Ceux-là sont venus directement au parti socialiste ou à la Gauche révolutionnaire, et c'est dans ce cadre étroit que se situe leur unique expérience. En bref, d'une part une « *vieille garde* » — anciens communistes, anciens socialistes, pacifistes — dont la fusion ne sera jamais totale, mais qui survivra en gros à la guerre, et, de l'autre, une jeune génération, moins franchement « *pivertiste* », dont les éléments en pointe sont constitués surtout par les Jeunesses socialistes, militants souvent très jeunes, moins marqués par les traditions du PS et du PC, et vis-à-vis desquels le vieux noyau éprouvera toujours quelque défiance.

Au total donc, plus une rencontre conjoncturelle que l'expression directe d'un profond courant ayant une base bien déterminée. Dans le domaine des idées politiques et des mots d'ordre, l'hétérogénéité des positions simultanément ou successivement défendues par la Gauche révolutionnaire, par la fédération de la Seine, par le PSOP, puis par les derniers des pivertistes, n'est pas moins profonde, marquée de l'absence totale d'originalité. Les emprunts au bolchevisme sont fréquents et relativement importants, mais de toute évidence destinés avant tout à servir d'armes contre la social-démocratie ;

inversement, il est fait appel à la social-démocratie contre le bolchevisme et son visage du moment, le trotskysme, et au trotskysme lui-même, à d'autres moments contre la social-démocratie et le stalinisme. Aucune constante principielle qui puisse servir d'axe d'orientation : Marceau Pivert est partisan de l'unité d'action avec le PC en 1934 et dans les années qui suivent, mais rejette cette « *illusion* » après la deuxième guerre. En 1934-1935, il reprend à son compte la « *défense de l'URSS* », puis la rejette au profit de la pseudo-théorie d'un « *nouvel impérialisme* ». Même variation sur la question du parti : du combat pour l'unité organique à l'organisation des révolutionnaires dans la SFIO et au PSOP, des « *mouvements* » qu'il cherche à animer au retour au « *redressement révolutionnaire du parti socialiste* », la ligne semble souvent brisée et l'analyse impressionniste.

M. Baker, qui affirme que Rosa Luxemburg était l'« *idole intellectuelle* » de Marceau Pivert pense que c'est d'elle que dérive sa « *philosophie* ». Il n'est certes pas difficile de trouver sous la plume de Pivert des affirmations d'attachement à un socialisme libertaire — dont la marxiste Rosa Luxemburg n'a jamais été la théoricienne, sauf pour quelques imaginations exaltées — et de mettre en avant des références où il invoque son autorité dans ce sens. Notons simplement, pour le moment, que c'est seulement quand s'enfle le mouvement des masses que Marceau Pivert — loin d'être un théoricien — se met à chercher dans le passé des références et qu'il préfère Rosa Luxemburg à Lénine et Trotsky parce qu'elle peut lui permettre — au moins le croit-il — de rejeter, à la fois la social-démocratie réformiste et le bolchevisme qu'il identifie, plus ou moins, au stalinisme ou, en tout état de cause, à ses origines. Ajoutons que la théorie dite « *luxemburgiste* » en matière d'organisation, avec laquelle il ne se familiarise qu'à cette époque, n'explique pas ses positions politiques, mais lui paraît, au contraire, répondre à la situation et surtout aux positions qu'il occupe ; un parti qui se nie lui-même en tant que parti, un état-major qui ne commande pas : façon commode de résoudre, en les niant sur le plan théorique, l'antagonisme, voire la distinction entre « *parti* » et « *masses* », que d'esquisser l'image d'un parti révolutionnaire qui serait en quelque sorte en plein dépérissement avant même la prise du pouvoir. Il y a, de la part de Marceau Pivert, tentative de s'approprier, afin de couvrir une situation particulière, une philosophie inachevée répondant au caractère inachevé de l'organisation politique qu'il anime, tout en lui permettant de se situer dans le mouvement historique, de s'ancrer dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste et d'y trouver une « *légitimité* ».

Il est difficile de déceler les racines sociales et politiques spécifiques du « *pivertisme* ». Le stalinisme a trouvé sa stabilité dans la puissante couche bureaucratique érigée en URSS et dans l'appareil international constitué à partir de la Russie. Le réformisme a représenté les couches privilégiées de l'aristocratie ouvrière ; l'anarcho-syndicalisme a trouvé sa base dans les couches ouvrières encore liées à la production de type artisanal. Mais rien de tel pour le « *pivertisme* ».

Était-il un courant « *gauchiste* » comme le laisse à penser Jean Rabaut ? Bien que la qualification puisse s'expliquer par le goût du jour, après mai 1968, elle ne nous semble pas sérieuse. Au sens que lui donnait Lénine, le « *gauchisme* » était la maladie infantile du communisme, traduisant l'impatience révolutionnaire de certaines couches du prolétariat et conduisant à la théorie des minorités agissantes : de ce point de vue, rien n'est moins gauchiste que le pivertisme. Le gauchisme déserte les syndicats, Marceau Pivert se refusait même à y organiser une fraction, poussant la loyauté jusqu'au respect scrupuleux de la non-ingérence dans les « *affaires* » syndicales. Le gauchisme se complaît à la dénonciation des organisations traditionnelles et les ignore dans sa pratique, préférant le recours aux minorités agissantes qui, précisément, leur abandonnent le terrain. Rien n'est plus étranger au pivertisme. A Trotsky, le pressant à plusieurs reprises de s'engager dans la voie de l'indépendance vis-à-vis des organisations traditionnelles, Marceau Pivert répondit toujours qu'en dehors de la SFIO il n'était point de salut et que l'heure d'une nouvelle Internationale n'était pas encore venue, qu'elle se dégagerait du mouvement même de la classe ouvrière.

Faut-il, après M. Baker, chercher dans la composition sociale du PSOP « *qui n'était pas un parti ouvrier* », dans le rôle qu'y ont joué « *les travailleurs en faux-col, les fonctionnaires, les enseignants ou les membres des professions libérales* » les fondements de ce courant ?

D'abord, il n'est discuté par personne — même pas par M. Baker — que le PSOP comptait dans ses rangs une proportion importante d'ouvriers. Par sa composition sociale, le PSOP était sans doute au moins aussi « *ouvrier* » que la SFIO à l'époque — dont personne ne nie qu'elle avait encore très largement ce caractère. Ensuite parce qu'il est à nos yeux d'une évidence aveuglante qu'un parti ouvrier dans une société du type de celle de la France contemporaine ne saurait être conçu sans dogmatisme caricatural sous la forme d'un parti ne recrutant que des ouvriers d'usine ou de chantier. L'histoire tout entière du mouvement ouvrier français réfute cette conception platement « *ouvriériste* » — fort peu répandue d'ailleurs dans la classe ouvrière — qui exclut des rangs des travailleurs les « *travailleurs en faux-col, fonctionnaires ou enseignants* ». Considérer que le courant pivertiste était un courant de la petite bourgeoisie, parce que les deux tiers de ses membres appartenaient à des couches sociales de ce type, relève d'un contre-sens, non seulement sur les termes sociologiques de l'analyse politique, mais sur la signification même de l'histoire ouvrière. En France, c'est ce « *rôle messianique de l'intelligentsia* » — ou quelque autre nom qu'on préfère légitimement lui donner — qui fait que, depuis la Commune de Paris, en passant par l'affaire Dreyfus, jusqu'aux mouvements politiques et sociaux actuels, de très nombreux éléments instruits de la classe des salariés se sont, sans hésiter, rangés, avec le prolétariat d'usine dans les rangs du mouvement ouvrier, de même que ce sont les instituteurs, ces « *éducateurs de la paysannerie* » qui ont contribué à préparer et parfois assurer l'alliance entre ouvriers et paysans comme le notait déjà Marx, dans La Lutte de classes en France, quand, à propos de la loi sur les instituteurs, il qualifiait ces derniers de « *capacités, porte-parole, éducateurs et interprètes de la classe paysanne... prolétaires de la classe des gens instruits* ».

Ajoutons que tous les mouvements révolutionnaires — et l'on chercherait en vain une exception — ont toujours été caractérisés dans leurs débuts par la place importante qu'y ont tenue les intellectuels. Leur présence, celle d'ailleurs également des jeunes travailleurs ou étudiants, des étrangers peu ou mal assimilés — les juifs par exemple — dans ces mouvements minoritaires d'avant-garde, est un phénomène parfaitement explicable. La composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se construire n'est jamais à prédominance ouvrière, pour la très simple raison que toute tendance révolutionnaire nouvelle, allant nécessairement, d'une certaine façon, à contre-courant d'une foule de traditions, de sentiments et d'habitudes, se cristallise d'abord à travers des hommes qui ressentent moins le poids de la vie nationale et de ses pôles traditionnels, comme les étrangers, voire les juifs, ou qui jouissent d'une indépendance relative plus grande de par leur place dans la société, jeunes gens sur qui ne pèse pas le poids des défaites passées et qui ne mesurent pas encore comme des adultes tout le poids des contraintes matérielles, intellectuels qui échappent partiellement aux mouvements « *de foule* », pour qui les questions théoriques et idéologiques revêtent une grande importance et à qui une formation spécifique facilite la généralisation. Quant aux lourds bataillons de la classe ouvrière, ils ne se mettent eux-mêmes en mouvement que beaucoup plus tard, au cours du processus de la montée révolutionnaire, non sur la seule base de programmes ou de pronostics, fussent-ils rigoureusement confirmés à chaque étape, mais sur la base de leur expérience concrète des luttes qu'ils ont menées et qu'ils mènent. Il va de soi que ces facteurs, la mobilité, la capacité de ressentir parmi les premiers les mutations en cours, l'aptitude à s'engager dans des voies nouvelles et hardies, ont leur revers, qui s'appellent prophétisme, voire sectarisme, ce qui rend compte souvent de la difficulté pour les groupes révolutionnaires en train de naître à pénétrer parmi les couches les plus profondes et les plus exploitées, à les comprendre et à pouvoir exprimer consciemment et clairement leurs aspirations, bref, à être capables, comme le disait Lénine, « *l'oreille collée au sol, d'entendre l'herbe pousser* », ce qui est l'une des aptitudes indispensables d'un parti qui prétend être révolutionnaire.

Est-il nécessaire de discuter encore l'opinion suivant laquelle la composition sociale de la direction du groupe pivertiste organisé — Gauche révolutionnaire, puis PSOP — révélerait ce caractère petit-

bourgeois plus nettement encore que la composition du groupe lui-même ? Sans doute, puisque l'argument, si souvent ressassé, n'est apparemment pas encore usé. Il faut donc rappeler que ni Lénine, ni Trotsky, ni même Staline, ni Zinoviev, ni l'ingénieur Krassine, ni l'étudiant Boukharine, ni le prince Ossinsky, ni la fille du général Kollontaï n'étaient des ouvriers d'usine, que Liebknecht était avocat et Rosa Luxemburg, docteur en sciences économiques, leur successeur, Levi, docteur en droit et avocat, et le célèbre Treint, instituteur et même capitaine de réserve. La présence d'une majorité d'enseignants à la tête de ce courant organisé ne fait que refléter un trait constant, familier pour qui connaît un tant soit peu le mouvement ouvrier français, le rôle de la Fédération des syndicats d'instituteurs dans le développement de la CGT, celui des militants de la Fédération unitaire de l'enseignement dans la seule tentative organisée de résistance à la colonisation de la CGTU, à la fin des années vingt, par la fraction stalinienne du PCF, le rôle d'André Delmas et de l'organisation syndicale des instituteurs dans la réalisation de l'unité syndicale dans les années trente, celui de la FEN depuis la grande scission de la CGT, en 1947.

Il reste que le mouvement ouvrier, à toutes les époques et dans tous les pays, ne se présente jamais à l'état de « *précipité* » pur, mais au contraire, comme un champ de bataille dans lequel s'affrontent classes sociales et idéologies correspondantes : le fait que le courant pivertiste soit incontestablement un courant ouvrier n'exclut pas l'expression en son sein — et particulièrement à sa direction — d'influences de l'idéologie de la petite bourgeoisie, de courants conciliateurs, pacifistes ou démocratiques purs. L'appartenance de Pivert et de plusieurs de ses compagnons à la franc-maçonnerie en constitue assurément l'expression la plus matérielle : elle n'est assurément pas la seule. De ce point de vue, la bataille que mèneront les trotskystes lors du premier congrès du PSOP pour que sa direction rompe avec les loges peut apparaître à l'observateur superficiel comme un mauvais procès, voire un prétexte commode pour mettre Pivert en difficulté et prétendre à la direction. Elle s'éclaire pourtant d'un jour nouveau si l'on se souvient que, quelque vingt ans auparavant, l'Internationale communiste menait un combat identique contre la majorité du PC français qui venait d'accepter les 21 conditions mais rechignait devant la « 22e ». Déjà à cette époque, dans son rapport devant le 4e congrès de l'IC, Trotsky dénonçait l'appartenance à la franc-maçonnerie de plusieurs dirigeants français : il y voyait le cordon ombilical qui les liait encore aux couches dirigeantes de la bourgeoisie et affirmait « *l'incompatibilité complète et absolue, implacable, entre l'esprit révolutionnaire et l'esprit de la petite bourgeoisie maçonnique, instrument de la grande bourgeoisie* ».

Disons-le, même si nous avons souvent employé ce mot pour désigner les différents regroupements autour de Marceau Pivert, il n'y eut de « *pivertisme* » que de façon conjoncturelle, ou, en d'autres termes, il n'y a jamais eu d'avenir pour un « *pivertisme* » dont l'histoire est marquée du sceau de l'instabilité et du circonstanciel. Il fut le moment d'une crise, le reflet et l'expression plus ou moins fidèle d'ailleurs d'un procès de transition, de la modification, dans une période donnée, des rapports entre masses et appareils. Et c'est vers la définition donnée par Lénine et Trotsky du « *centrisme* » dans le mouvement ouvrier que nous proposons de nous tourner pour parvenir à appréhender le phénomène pivertiste.

Pour les dirigeants de l'Internationale communiste, la réalité ne se réduisait pas à l'opposition entre le parti révolutionnaire exprimant « *jusqu'au bout* » les intérêts du prolétariat et les appareils bourgeois qui campaient dans le mouvement ouvrier. Sous le nom de « *centrisme* », ils ont cherché à qualifier l'ensemble des groupements et courants intermédiaires et à élaborer une stratégie dans leur direction, tentant de les aider et de les éduquer lorsqu'ils évoluaient vers la gauche, de les détruire s'ils s'orientaient au contraire vers la droite. Pour eux, en effet, les conceptions politiques sont déterminées, non par des caractéristiques formelles, mais par le contenu de classe. Le prolétariat est une classe « *bourgeoise* » de la société bourgeoise, et ce n'est que par la lutte pour son émancipation et son organisation qu'il acquiert son indépendance politique et devient une classe « *pour soi* », consciente de ses propres intérêts. Lénine notait que tant que le prolétariat ne s'est pas uni et n'est pas parvenu à expulser de ses rangs tout ce qui appartient aux classes ennemies, appareils, préjugés, illusions, le

mouvement ouvrier reste un mouvement ouvrier-bourgeois, de même qu'il développera plus tard la théorie de l'Etat ouvrier comme « *Etat bourgeois sans bourgeoisie* » tant que le développement des forces productives sera insuffisant pour permettre d'échapper au droit et à la répartition bourgeoise. La nécessité du parti révolutionnaire fondé sur un programme clairement défini et scientifiquement établi, intégrant l'expérience des luttes ouvrières, découle d'une telle situation : seule une minorité la plus avancée, la plus consciente, la plus audacieuse, peut prendre sur elle l'initiative d'une politique claire ayant pour but le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois au moyen de l'unification préalable du prolétariat sous le signe de la dictature et de la réorganisation socialiste de la société. Aussi longtemps que durera le capitalisme qui impose son idéologie aux masses exploitées, la différence subsistera entre le parti, résultat d'une sélection idéologique, et la classe, constituée automatiquement par la marche de la production. Mais, pour les marxistes, le processus qui rallie la totalité de la classe aux solutions défendues par le parti révolutionnaire est loin d'être linéaire. Lénine et Trotsky voyaient dans l'existence de courants « *centristes* » l'expression de processus de transition au sein du prolétariat, des frottements au sein de ses différentes couches, des difficultés de la marche vers les positions révolutionnaires finales. On comprendra pourquoi Lénine et Trotsky considéraient que, par leur nature même de phénomènes de « *transition* », ces courants ne pouvaient disposer de base sociale bien déterminée. Le centrisme n'exprime que la mutation, la transition, le déplacement dans un sens ou dans un autre. Lénine notait, dans sa polémique contre Kautsky, qui était pour lui un centriste orienté à droite : « *Le kautskysme ne représente aucun courant indépendant : il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskysme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le parti ouvrier-bourgeois* ».

Les masses ne demeurent jamais bien longtemps dans cet état de transition. Temporairement reliées au « *centrisme* », elles vont ensuite rejoindre le parti révolutionnaire, ou retournent sous le contrôle des appareils, à moins qu'elles ne tombent momentanément dans l'indifférence. Ainsi disparut le parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, partageant ses troupes entre le communisme, la social-démocratie et le découragement, ainsi disparut l'Internationale « *deux et demi* ». Seuls des individus ou de petits groupes peuvent se figer de façon relativement durable sur des positions intermédiaires.

Il existe pourtant, différentes suivant les époques, mais présentant d'incontestables traits communs, des variétés de « *centrisme* ». En mars 1934, dans un article intitulé « *Centrisme et Quatrième Internationale* », Trotsky dégageait les traits communs à un certain nombre de groupes ou organisations en rupture avec les partis de la social-démocratie et qui s'étaient tenus à l'écart de l'Internationale communiste : SAP allemand, OSP hollandais, ILP britannique, NAP norvégien, FCI espagnole... et proposait, à la place d'une définition générale du « *centrisme moderne* », difficile du fait de son caractère par essence conjoncturel, une énumération de traits dont il est difficile de ne pas admettre qu'ils s'appliquent parfaitement au courant pivertiste, lequel devait d'ailleurs travailler, des années durant, avec les organisations précitées au sein du bureau de Londres des organisations et partis socialistes indépendants des Internationales existantes. Caractère flou de la « *théorie* » et prédilection affirmée pour la « *pratique* », emprunt à l'arsenal menchevique des arguments contre le bolchevisme, et au bolchevisme des critiques contre le réformisme et le stalinisme, refus d'admettre l'existence d'un courant « *centriste* », refus de se déterminer en fonction de principes ou, du moins, refus de faire passer ces derniers avant la « *réalité* », hésitations à rompre définitivement sur la droite, crainte de l'isolement et d'une certaine « *opinion publique* » des partis et organisations traditionnelles dominantes, tendance prononcée à dénoncer comme étant du « *sectarisme* » les positions claires et tranchées et l'attachement à son organisation, goût pour les situations intermédiaires aboutissant à des déchirements internes surmontés par des compromis d'ordre personnel ou éminemment transitoires. « *Le centriste, écrit Trotsky, occupe une position entre un opportuniste et un marxiste, qui n'est pas sans analogie avec celle qu'occupe un petit bourgeois entre un capitaliste et un prolétaire : il courbe la tête devant le premier et méprise le second* ».

Sans doute est-il possible d'aborder de cette façon non seulement le pivertisme, mais bien d'autres courants, à d'autres époques. Mais la description utile ne vaut pas explication. Incontestablement, les différentes influences de classes subies par un courant comme le pivertisme, perceptibles dans sa façon d'appréhender les problèmes posés comme dans sa pratique militante, ont eu sans doute un rôle plus déterminant que sa composition sociale. L'histoire du courant pivertiste est celle d'une longue oscillation entre un attachement réel au parti socialiste, qui l'entraîne à bien des compromis, — qu'il accepte difficilement et regrette souvent — et une opposition ouverte et virulente à l'appareil de ce parti et à sa politique. Entre les deux pôles où s'inscrit cette oscillation, rythmée par le mouvement de la classe, c'est incontestablement l'opposition à l'appareil, la volonté de créer une force révolutionnaire, qui paraît dominante à l'observateur et qui donne au courant sa coloration première. Dans les faits pourtant, c'est le conservatisme d'organisation, le maintien dans les rangs socialistes qui l'emportent à chaque crise, conduisant Pivert à ce que certains de ses proches considèrent comme des « *capitulations* », des reculs, en tout cas, qui font s'éloigner de lui, par couches successives, de jeunes militants à la recherche d'une nouvelle direction. Et même lorsque tous les ponts semblent rompus, quand Pivert choisit la voie d'une existence indépendante, les liens avec le passé sont loin d'être aussi totalement brisés que le laissent paraître les déclarations du PSOP. Il n'est que de se rappeler la « *sanction* » infligée par Pivert dans son exil de Mexico à Léon Blum, au terme de son « *procès* », pour démontrer à quel point, jusqu'au bout, il a considéré qu'ils appartenaient, bien que séparés, à la même maison.

En définitive, rien n'exprime mieux le caractère fondamental du pivertisme que son mot d'ordre de « *Front populaire de combat* ». Pour le marxiste en effet, la nécessaire indépendance de la classe ouvrière dans ses perspectives de combat pour le pouvoir s'exprime dans la formulation du « *gouvernement ouvrier* » mise en avant par le e congrès de l'IC et qu'il arrivera d'ailleurs à Pivert de reprendre. Et il y a, d'autre part, les gouvernements de coalition avec la bourgeoisie qui sont — et qui ne peuvent qu'être — des gouvernements bourgeois, comme André Ferrat l'explique à Marceau Pivert en 1936. Incontestablement, sous le vocable de « *gouvernement de combat* », de « *Front populaire de combat* », Marceau Pivert tente de concilier l'inconciliable. Ce faisant, il avance des mots d'ordre qui couvrent sur sa « *gauche* » le Front populaire, ou, si l'on préfère, le gouvernement bourgeois que les partis ouvriers cautionnent déjà par leur participation ou leur soutien. On ne change pas les choses en changeant les mots, et le nombre de postes détenus respectivement par le parti socialiste et le parti radical dans le gouvernement ne modifie pas le fait que ce gouvernement est un gouvernement de coalition. Comme le dit le proverbe russe, « *il suffit d'une cuillerée de goudron pour gâcher le meilleur des barils de miel* » : la guerre civile en Espagne et la non-intervention, la pause, puis les reculades de l'année 1938, la participation aux gouvernements de coalition d'après-guerre le démontrent clairement. Le « *Front populaire de combat* » mis en avant par la Gauche révolutionnaire n'exprimait que sa propre instabilité et son refus de cesser de « *couvrir* » le parti socialiste sur sa gauche. La création du PSOP n'a pas eu, en dernière analyse, de signification radicalement différente. Elle résulte en effet, certes de la tendance profonde à une « *nouvelle scission de Tours* », mais aussi de l'effroi de Marceau Pivert devant une perspective qu'il ne cesse de repousser et devant une scission à laquelle il est finalement contraint au moment où la situation s'est complètement retournée et où la guerre est devenue inévitable.

Ces quelques éléments de discussion posés, est-il possible de donner une définition du courant pivertiste ?

Il existe évidemment plusieurs façons d'aborder cette question. C'est ainsi que M. Baker, après avoir commenté l'alternative « *socialisme-fascisme* » qui, selon Marceau Pivert, se dresse face aux hommes de son temps, et avoir rappelé les solides arguments qui accompagnent sa présentation, conclut en soulignant qu'il y a là « *l'impressionnante façade de raisonnable, de sérieux et de normal qui accompagne la paranoïa* ». M. Baker, considérant que la société telle qu'elle existe est un tout organique, un être vivant dans lequel les classes sociales coexistent dans une nécessaire complémentarité, considère toute opposition quelle que soit son origine — comme un signe de malaise, voire de maladie. La loi générale est pour lui que les opposants, en se développant, et pour se développer, doivent s'appuyer sur les

tendances profondes et permanentes de cette société, et, en définitive, tendre à s'y intégrer, leur rôle d'incitateur au progrès et à la transformation se terminant automatiquement, d'une manière ou d'une autre, par une intégration à un système ainsi perfectionné.

Vu sous cet angle, le courant pivertiste constituerait bien évidemment une aberration puisqu'il s'inscrirait contre l'évolution naturelle et organique d'une société fondamentalement saine. Son existence ne saurait être niée. Sa permanence est donc un signe de déséquilibre, la réaction de l'organisme à une maladie profonde, le « *blocage* » dont souffre la société française, et l'histoire proprement dite aussi bien que l'analyse sociologique prendront appui l'une sur l'autre pour la démonstration souhaitée : à contre-courant de la tendance à l'intégration qui entraînait la classe ouvrière à travers ses grands partis traditionnels, bien que sous des formes différentes, le courant pivertiste était d'avance voué à l'échec, à la contradiction et à la décomposition finale. Ses racines sociales ne peuvent être recherchées dans les oppositions de classe comme la bourgeoisie et le prolétariat, mais bien plutôt dans les couches intermédiaires de la petite-bourgeoisie rebelles à l'intégration et finalement attachées à des valeurs d'un passé périmé. M. Baker voit dans le rôle des enseignants au sein de ce courant, dans la personnalité même d'un Pivert, marqué par la guerre, la source de ce refus de la réalité, de cette résistance à l'intégration sociale qu'il tient pour la loi première d'une société non bloquée. Le courant pivertiste, comme les courants qui, à une époque ou une autre, se détachent sur leur gauche des partis traditionnels, ne serait donc qu'une péripétie, un de ces inévitables remous de l'histoire, finalement sans importance particulière, puisque n'indiquant que l'existence d'un minuscule contre-courant.

L'analyse de M. Baker, faite du point de vue d'un acte de foi dans la société capitaliste de libre entreprise, pourrait par certains aspects être reprise mot pour mot aujourd'hui dans certaines organisations ouvrières. L'analyse par le PCF des « groupes gauchistes » procède de la même méthode, même si la perspective historique peut apparaître comme quelque peu différente : cette fois, entre les deux forces fondamentales, celle des « monopoles » et celle de la classe ouvrière organisée derrière « son parti », il n'y a place que pour les convulsions et les grimaces d'une petite bourgeoisie impatiente qui refuse la discipline du « *parti de la classe ouvrière* » et masque sous des phrases révolutionnaires son désespoir devant le passage du rouleau compresseur de l'histoire et l'effondrement des valeurs démocratiques bourgeoises auxquelles elle était attachée.

Nous ne partageons ni l'une ni l'autre de ces conceptions de l'histoire, chacune à sa façon adoratrice du fait accompli, glorifiant ce qui est et affirmant qu'il n'est pour l'humanité d'autre possibilité que celles qui se réalisent. L'histoire contemporaine du mouvement ouvrier s'inscrit en réalité en faux contre ces conceptions figées des rapports sociaux et politiques à l'intérieur d'une société capitaliste. La crise de l'Allemagne au lendemain de la première guerre mondiale a vu une fraction importante de la social-démocratie traditionnelle, ralliée derrière les dirigeants pacifistes exclus en 1917, constituer un parti de masse, le parti social-démocrate indépendant et la majorité de ce même parti décider après un débat passionné d'adhérer à la III^e Internationale en souscrivant à ses 21 conditions, et constituer ce parti communiste allemand unifié de plusieurs centaines de milliers de membres que des analyses du type évoqué plus haut ne pouvaient que juger impossible et irréalisable. Dans le même ordre d'idées, on a pu voir en Espagne, dans les années 1933 à 1936, une organisation de masse des Jeunesses socialistes entamer une évolution qui entraînait derrière elle nombre de cadres du parti proprement dit et du syndicat qu'il contrôlait, se prononcer pendant un temps pour la création d'une Quatrième Internationale, et, finalement, passer armes et bagages, derrière ses dirigeants, dans le parti communiste espagnol, à qui les Jeunesses socialistes unifiées fournirent ainsi sa première base de masse.

A partir de 1935, le courant pivertiste, Gauche révolutionnaire de la SFIO d'abord, parti socialiste ouvrier et paysan ensuite, était riche de virtualités diverses comme l'avait été en Espagne le courant caballeriste, comme l'avait été en Allemagne le parti qu'inspiraient les dirigeants dits « *indépendants* » se dirigeant vers le communisme. Nous le pensons d'abord pour une raison fondamentale qui est que nous ne

partageons pas l'optimisme de M. Baker quant aux possibilités d'évolution organique de la société capitaliste, minée, selon nous, par des contradictions insurmontables, et nous ne partageons pas non plus l'opinion selon laquelle il n'existerait d'autre issue à ces contradictions que le développement d'une politique « *d'unité populaire* » en vue de l'érection d'une « *démocratie avancée* » qui ne serait qu'une nouvelle tentative de sauvetage de l'Etat bourgeois. Le courant pivertiste incarne à nos yeux l'une des formes à travers lesquelles, dans une période marquée par la consolidation de l'influence du stalinisme dans une société bourgeoise en marche vers le fascisme, s'exprime la réaction de la classe ouvrière comprimée dans la société et à l'intérieur de ses propres organisations, à la recherche d'une voie révolutionnaire toujours proclamée « *utopique* » par ses adversaires, souvent vaincue et toujours renaissante à travers mille tâtonnements et bien des échecs.

M. Baker part bien évidemment d'un point de vue tout différent pour ne pas dire radicalement opposé. C'est ainsi qu'après avoir constaté la puissance du courant « *révolutionnaire* » au sein de la SFIO, qu'il évalue pour sa part à quelque 150 000 personnes dans les années 1937-1938, il écarte à l'avance toute interprétation proche de la nôtre en écrivant que les votes en faveur de Marceau Pivert dans cette période constituent « *plus un signe de protestation qu'un signe d'intentions révolutionnaires, plus un signe de rage et de frustration qu'un cri de guerre* ». Ne parvenant pas totalement à effacer de l'esprit de son lecteur les impressions produites par les citations qu'il a lui-même fournies du caractère révolutionnaire du mouvement étudié, il va plus loin, rattachant le courant pivertiste, pour expliquer ce trait, à ce qu'il appelle les caractères des « *mouvements français de protestation* » et qu'il définit ainsi, « *un caractère fondamentalement destructif* », et le « *totalisme* », c'est-à-dire la tendance à poser la protestation en « *termes qui vont bien au-delà de l'occasion immédiate de la protestation et qui mettent en question ou impliquent les fondements mêmes de l'ordre social, de l'ordre politique, voire des deux* ». Avouons qu'il est parfois difficile de conserver le sérieux nécessaire face à de telles analyses à prétentions sociologiques et historiques, même placées sous la glorieuse bannière de l'école sociologique américaine et qui nous semblent, pour notre part, tout droit issues de la médecine du temps de Molière, convenablement ridiculisée en son temps par ce dernier : le courant pivertiste n'est pas révolutionnaire parce qu'il n'est qu'un mouvement de protestation, et il n'a l'air de l'être que parce que les mouvements de protestation en France mettent en question l'ordre politique et social ; et voilà pourquoi votre fille est muette, c'est bien évidemment parce qu'elle ne parle pas.

Il est pourtant plus d'un grain de vérité dans ces remarques qui souffrent essentiellement d'un parti pris de conservatisme qui écrase toute analyse par son caractère statique de scolastique stérilisante. Il est vrai que les « *intentions révolutionnaires* » ne s'expriment jamais en tant que telles sous une forme consciente et généralisée dans les périodes mêmes que tout le monde s'accorde à considérer précisément comme « *révolutionnaires* », voire simplement « *prérévolutionnaires* », et que « *l'intention révolutionnaire* », avant de se matérialiser, en « *action révolutionnaire* » a besoin que se soient succédés des gestes et des « *signes* » de protestation. Il est vrai qu'aucun individu, ni aucun militant se réclamant de la classe ouvrière, qu'aucune organisation digne de ce nom, ne se décident à lancer le « *cri de guerre* » avant que l'expérience de leur classe — ou d'une importante partie d'entre elle — n'ait revêtu d'abord, obligatoirement, le passage par une phase où s'expriment, à propos de la lutte pour des revendications, très simples et très élémentaires, ces revendications « *quantitatives* » que tant de théoriciens balayent aujourd'hui avec mépris, comme des revendications « *réformistes* », alors qu'elles suscitent une foule de signes de « *rage* » et de « *frustration* ». Mais c'est précisément là que se situe l'intérêt de l'étude du courant pivertiste. Pour que la « *protestation* » ait pu se transformer en « *intention révolutionnaire* », pour que les « *signes de rage et de frustration* » se transforment en « *cris de guerre* », il fallait que cette construction d'une organisation révolutionnaire ait précisément, à travers les luttes quotidiennes ou grandioses, permis cette transformation de la conscience de larges masses, et c'est précisément cette construction que les militants pivertistes et leur petit courant organisé n'ont pas été capables de mener à bien. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que ce que Baker appelle — sans percevoir apparemment la contradiction dans les termes mêmes de son analyse — « *l'effondrement de la société de consensus sous l'impact de la dépression et de l'apparition de la menace de l'Allemagne nazie* », en d'autres termes,

la crise de la société capitaliste et du régime parlementaire en France, n'ait pas ouvert la voie à une société socialiste, au travers de l'organisation des travailleurs français en vue de la révolution ?

Il reste à tenter d'expliquer le pourquoi de l'échec d'une entreprise dont nous pensons, pour notre part, qu'elle était loin d'être rigoureusement exclue par le développement historique, même si la victoire était loin de lui être assurée d'avance par contrat.

Notons d'abord qu'après la période révolutionnaire d'après-guerre — de 1917, date de la victoire russe, à 1923, date de la défaite allemande — la tendance générale est au reflux, accélérée de façon catastrophique par l'écrasement sans combat du prolétariat allemand et de ses organisations face à Hitler et au grand capital en 1933. C'est à juste titre que, dans une interview accordée peu avant sa mort, Trotsky compare les efforts des révolutionnaires de son temps à ceux d'alpinistes sur qui se déclenchaient sans répit les avalanches de pierre et de neige. Cela ne signifie nullement qu'il existe des sommets inviolables. Mais il est clair, en revanche, que les révolutionnaires ne peuvent se situer et agir en dehors du courant historique général, hors de la disposition générale des forces.

Bien sûr, cette tendance générale présente des fléchissements, des remontées, des ruptures : en 1936, en France et en Espagne au moins, les masses tentent, à nouveau, et avec quelle détermination, d'occuper la scène de l'histoire. Mais le fascisme a déjà vaincu en Allemagne, comme en Italie, et met sa force matérielle déjà considérable au service du pronunciamiento contre-révolutionnaire et préventif du général Franco. La quasi-totalité des militants ouvriers de ce temps attendent un secours, qui leur paraîtrait naturel, du pays de la révolution d'Octobre, la Russie soviétique. Or, cette dernière, qui n'a pas bougé lors de l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, pour laquelle elle porte d'ailleurs une responsabilité écrasante, non seulement ne tentera pas d'aider en France et en Espagne les militants et les organisations qui aspirent à y renouveler et à y élargir les conquêtes de la révolution d'Octobre, mais au contraire, mettra toute sa puissance nouvellement acquise au service de leur destruction, de leur défaite politique et de leur anéantissement physique. Faut-il rappeler que l'exécution des plus connus des vieux bolcheviks compagnons de Lénine commence aux premiers jours de la bataille de Madrid, quand les travailleurs français savourent encore le fruit de leur victoire de juin avec les premiers « *congés payés* » ? Faut-il rappeler l'extermination, en Russie même, de dizaines de milliers de communistes partisans de Trotsky ou, tout simplement, adversaires de Staline ? L'assassinat de Trotsky lui-même au Mexique ? Ceux d'Andrés Nin, de Kurt Landau, des dirigeants trotskystes Moulin et Wolf, de centaines de militants communistes, socialistes, anarchistes, adversaires de Staline, en Espagne ? Celui du polonais Ignace Reiss en Suisse ? Ceux de Léon Sédov, fils de Trotsky, de Rudolph Klement, son secrétaire, dans la France du Front populaire ? Faut-il rappeler que Marceau Pivert lui-même devait échapper de justesse, à Mexico, à un attentat au cours duquel son camarade et ami Julian Gorkin allait être, lui, mutilé pour la vie ? Et que le bras était le même qui, dans le monde entier, et avec la plus totale impunité traquait les révolutionnaires, à quelque groupe ou chapelle qu'ils appartiennent.

Les forces que Pivert et ses amis exprimaient de façon incomplète et de biais, les aspirations révolutionnaires de couches importantes de travailleurs refusant la politique de collaboration que leur imposaient leurs grandes organisations, se mouvaient à contre-courant de l'histoire, au lendemain de la victoire hitlérienne en Allemagne, et disposaient de trop peu de temps pour une clarification et un combat d'organisation auxquels rien n'avait préparé ses porte-parole ! Mais, que des militants aussi « *désarmés* » que Marceau Pivert et ses camarades soient parvenus à associer à eux, à influencer directement près de 60 000 militants du parti socialiste, atteste l'existence de ce courant profond, tentative d'une fraction importante des masses pour se dégager de l'emprise des appareils et pousser plus avant le développement historique. A la faiblesse des dirigeants pivertistes formés — et déformés — dans ce parti condamné à mort après la scission de Tours et ne survivant qu'à contrario, en contrecoup de la dégénérescence de la révolution russe et des partis communistes stalinisés, s'ajoutaient d'autres obstacles « *objectifs* » : les forces contre-révolutionnaires déchaînées au sein même du mouvement ouvrier, les rythmes pris par l'histoire mondiale, et inéluctablement, ces éléments « *subjectifs* » qui

finissent par constituer d'insurmontables obstacles, le découragement après des combats vains, la lassitude, la démoralisation, prix des lourdes défaites comme des lentes désillusions. C'est une minorité loin d'être insignifiante de la génération militante de 1936 qui s'est regroupée dans la Gauche révolutionnaire, puis dans le PSOP, avant d'être rongée puis détruite tant de l'intérieur que sous les coups de multiples et puissants adversaires. Et n'est-il pas significatif que Trotsky, critique impitoyable de Marceau Pivert et de ses conceptions « *centristes* », ait encore estimé possible en 1938 de faire jouer au PSOP le rôle nécessaire d'axe du rassemblement des courants révolutionnaires avant l'épreuve décisive de la guerre ?

Au terme de ce travail, nous ne pensons donc pas que le pivertisme — puisqu'il faut bien continuer à employer le mot — ait constitué un phénomène aberrant, rassemblé un quarteron d'utopistes, ni que son combat n'ait été qu'une bataille d'arrière-garde. L'étude que nous avons esquissée de l'implantation de la Gauche révolutionnaire et du PSOP nous a permis de souligner que c'est dans les secteurs les plus dynamiques du parti socialiste qu'il s'est développé, ce qui confirme notre hypothèse initiale suivant laquelle il exprimait non une quelconque résistance à l'« *intégration* » de couches sociales condamnées mais, au contraire, la recherche d'une voie répondant aux aspirations profondes des masses.

Il est en effet nécessaire de relever qu'au début de toute période de montée des masses, ces dernières se tournent d'abord et comme naturellement vers les organisations traditionnelles dont elles attendent la réalisation de leurs propres objectifs et une transformation radicale de leur situation. Vérifiée tant en Russie en 1917 qu'en Allemagne en 1918, cette tendance a été confirmée en France aussi bien en 1936 qu'en 1944, et elle l'est aujourd'hui sous nos yeux avec le développement du PC puis du PS portugais, comme avec la spectaculaire renaissance du parti socialiste en France. Pourtant, les masses — et là encore l'expérience quotidienne le prouve — ne se tournent pas vers ces partis du fait de la politique de leur direction — soit qu'elles l'approuveraient dans son détail, soit qu'elles correspondraient fidèlement à leurs aspirations —, mais tout simplement parce qu'elles se dirigent d'abord et d'emblée, dès qu'en mouvement, vers les solutions qui leur semblent à la fois les plus simples et les plus efficaces. Ce n'est que plus tard, sous le fouet des expériences négatives, des désillusions, de la découverte, que ces organisations constituent l'obstacle principal sur la voie de la réalisation de leurs aspirations, qu'elles commencent à rechercher des solutions plus radicales et éventuellement une autre organisation : la classe ouvrière ne change pas d'organisation comme un ouvrier de chemise, même quand elle commence à penser que la sienne est sale.

C'est cette tendance générale qui s'est manifestée à partir de 1934 en France, et qui a gonflé notamment et en priorité les rangs de la SFIO. Or, de ce courant nouveau, de cette masse de sang frais qui vient en 1936 revivifier la « *vieille maison* », une importante fraction, presque tout de suite, se refuse à soutenir la politique des chefs les plus en vue, les Léon Blum et les Paul Faure, mais, au contraire, apporte son soutien, ses votes, accorde sa sympathie souvent hâtive à la Gauche révolutionnaire. Les cinquante à soixante mille socialistes qui suivent de près ou de loin la tendance pivertiste sont, en majorité, non des militants âgés, non des hommes du passé et de l'époque de la scission de Tours, mais des hommes nouveaux, les militants de la génération de juin 1936. Cette constatation est capitale. La Gauche révolutionnaire, la poignée de militants qui, autour de Pivert, venus d'horizons divers, la fondent et qui, pour la plupart, ont derrière eux une expérience militante de quelques années, n'était pas a priori incapable de découvrir le chemin qu'elle cherchait pour conquérir les masses et les aider ainsi à découvrir par leur propre expérience la voie de la révolution.

Que Pivert et ses camarades n'aient pas réussi à rassembler cette force potentielle, qu'ils aient été en définitive incapables de transformer en organisation ces dizaines de milliers de sympathies éparses, nous semble constituer un autre problème. Le lecteur a pu sans doute ressentir l'impatience souvent mal contenue que provoquaient en nous les hésitations, les reculades, les tergiversations de Pivert face à des possibilités qui nous semblaient réelles, que nous sentions à portée de sa main : nous avons, bien entendu, sur lui l'avantage de connaître la suite de l'histoire et d'avoir pu déjà mesurer les conséquences

des initiatives dont il ignorait, pour sa part, quels allaient être les lendemains. Nous pensons effectivement que la Gauche révolutionnaire a laissé passer, n'a pas su saisir les possibilités qui s'offraient à elle, que les concessions de Pivert à Blum au printemps 1936 l'ont empêché d'aborder la vague gréviste en jouissant de l'indépendance politique nécessaire, et que l'ambiguïté maintenue ultérieurement autour de la formule du Front populaire, loin de lui ouvrir, comme le croyait Pivert, le chemin des masses, a, tout au contraire, contribué à l'en isoler. Alors qu'existaient de réelles possibilités de construire un parti ouvrier indépendant qui aurait pesé, dans une situation encore incertaine, d'un poids réel, les compromis et les compromissions, les reculades et les rodomontades, l'absence de fermeté sur des questions essentielles, bref, l'ensemble de la politique menée par Pivert avec le souci primordial de ne pas « *s'isoler des masses* » ont finalement abouti au résultat inverse. Les pivertistes se sont vus contraints de constituer, au bout du compte, le parti indépendant dont ils avaient si longtemps refusé d'envisager la perspective, au moment où la situation était presque sans issue, voire totalement fermée, c'est-à-dire, en définitive, dans les pires conditions.

Nous considérons qu'il s'agit là d'erreurs mortelles. Elles sont néanmoins explicables. Ce que Pivert et ses camarades recherchaient empiriquement, c'était la voie de la victoire, de la révolution prolétarienne, la construction de son instrument, un parti révolutionnaire. Le seul modèle auquel ils eussent pu se référer était celui du parti bolchevik. Mais le bolchevisme n'avait eu d'existence réelle que dans la seule Russie. Il apparaissait à Pivert et aux hommes de sa génération sous le masque du stalinisme et de sa politique stupide et catastrophique d'abord, odieuse et criminelle ensuite. L'Internationale communiste du vivant de Lénine n'avait pas eu le temps de transmettre au mouvement ouvrier occidental les acquis et les leçons de la révolution russe. Les hommes qui avaient détenu ces secrets, les cadres du parti bolchevik, étaient exterminés par fournées entières au moment même où Pivert et les siens se lançaient à la recherche des solutions dont ils avaient eu les éléments. Il manquait à Marceau Pivert et aux siens un chaînon essentiel dans la compréhension de la continuité de la lutte du mouvement ouvrier, et ce n'est pas par hasard que nous l'avons vu chercher des solutions dans la période antérieure à la révolution d'Octobre, rêver de reconstituer le parti unifié de 1905, ou revenir, dans ses polémiques, à des arguments employés en 1904 par Rosa Luxemburg et Trotsky contre Lénine, alors même que la révolution russe avait tranché sans appel ce débat en faveur de Lénine et de la conception du parti qu'il avait défendue.

Restait pourtant Trotsky. Par son expérience inégalée, il demeurait le seul qui pouvait transmettre aux générations ouvrières hors de Russie, à la jeunesse qui cherchait à tâtons une voie révolutionnaire, l'expérience capitale du premier tiers du siècle. Marceau Pivert, Daniel Guérin, d'autres proches d'eux, l'ont rencontré, ont discuté avec lui, ont lu et médité ses écrits, ont correspondu, polémique avec lui. Ils reconnaissaient son expérience, admiraient l'homme et sa vaste culture, redoutaient le combattant, subissaient tout de même, au bout du compte, son emprise. Mais il n'a jamais réellement réussi à les convaincre. Etouffé par l'exil qui lui était imposé, contraint à une défensive désespérée, traqué de pays en pays, frappé dans ses affections les plus chères, amputé de la meilleure partie de ses compagnons d'armes demeurés en Russie, submergé par l'ampleur d'un combat qu'il menait presque seul dans des conditions matérielles et morales parfois inimaginables, il n'a jamais disposé du temps et sans doute de la liberté d'esprit, de la disponibilité nécessaire, pour mener, avec des hommes comme Marceau Pivert, la patiente discussion nécessaire pour qu'ils puissent faire eux-mêmes leur expérience. Les conditions qui étaient les siennes l'obligeaient à la précipitation, à la hâte, parfois à l'improvisation : avec ses propres camarades qu'il dirigeait de loin, ses conseils paraissaient des ordres, ses objections des interdictions, et son prestige était parfois ressenti comme un joug. Qu'il fut présent, physiquement, dans le combat commun, comme au lendemain du 6 février 1934, et tout semblait, comme par miracle, aller mieux. Ses amis politiques lui étaient certes totalement dévoués, mais n'étaient, dans le meilleur des cas, que de brillants seconds, manifestant confusion, voire sectarisme, loin de pouvoir favoriser l'évolution politique d'un homme comme Marceau Pivert. En outre, le « *Vieux* » — comme disent les militants révolutionnaires — avait contre lui d'avoir été battu, et la défaite n'est pas un bon argument pour convaincre.

Marceau Pivert et ses camarades ont ressenti tout cela, réagi à ces influences contradictoires, cherché et tâtonné eux aussi. Ils ont pensé qu'il existait des voies de traverse, des raccourcis qui permettraient d'éviter la voie difficile indiquée par Trotsky, mais ils ne se résignaient pas, pour une foule de raisons, à l'emprunter. Force est, sur ce plan, de dresser le constat d'un bilan d'échec. La masse des militants qui avaient rejoint Pivert l'ont quitté. Les premiers, découragés par la caution qu'il apportait à un gouvernement où ils ne reconnaissaient ni leurs aspirations, ni la politique qu'il avait défendue, d'autres après la fusillade de Clichy, d'autres au lendemain de Puteaux, d'autres enfin à Royan même, jalonnant les étapes d'un incessant recul. Le dernier carré, ceux qui, contre vents et marées, s'étaient courageusement lancés dans la grande aventure du PSOP se sont à leur tour dispersés, avec la guerre, la répression, l'absence de Pivert lui-même. Ne reste-t-il rien de ce mouvement qui incarna un grand espoir et que tant de témoins que nous avons rencontrés ont vécu dans l'exaltation et l'ardeur militante ? Ne reste-t-il vraiment rien, comme nous l'avons parfois pensé, que leurs souvenirs et l'amer regret des occasions manquées ?

A vrai dire, nous ne le pensons pas. Les mêmes problèmes, non résolus, se posent aujourd'hui à l'humanité. La crise économique, sociale, politique, se développe dans le monde entier. Depuis quelques années, des mouvements ouvriers d'une ampleur exceptionnelle ont secoué tous les pays et d'abord les plus avancés. Pour le moment, les formations politiques traditionnelles du mouvement ouvrier conservent une hégémonie qu'elles ont su préserver en se servant si longtemps mutuellement de repoussoir, et il est bien probable que, dans une prochaine étape, ce sont une fois de plus des millions d'hommes et de femmes qui se rassembleront derrière elles, en s'éveillant à la vie politique dans le cadre de la mise en mouvement de leur classe tout entière. Mais déjà le mouvement des masses dessine sur le contour des vieux appareils les motifs des lézardes le long desquelles il les brisera en tant qu'obstacles intolérables sur le chemin vers l'émancipation de l'humanité : les travailleurs de Berlin, de Vorkuta, de Budapest, de Prague, de Szczecin et de Gdansk ont inscrit sur les murs le destin final du stalinisme. D'ores et déjà s'esquissent des courants, multiples et divers, qui aspirent à secouer la tutelle des appareils bureaucratiques : comme le pivertisme, il y a des décennies, ils sont encore confus, hésitants, à moitié engagés. Comme lui, ils sont le reflet d'un mouvement de même nature, mais incontestablement plus profond, renforcé par ces dizaines d'années de retard : depuis l'époque de Pivert — et bien avant encore — les lois de l'histoire exigent que la classe ouvrière se dégage des appareils conservateurs qui l'enserrent et pourtant ne l'ont pas étouffé, au contraire.

Dans cette conjoncture nouvelle, aux mille traits anciens, le « *pivertisme* » n'a pas d'avenir, car, en définitive, ce ne sont point les lois de l'histoire qu'il a exprimées jusqu'au bout, au travers de son développement, mais seulement les détours qu'elles empruntent pour se réaliser. Les « *modernistes* » qui se réclament de lui — J.-P. Chevènement l'a fait expressément — ne font que jouer avec les mots : le fondement même de leur démarche est à l'opposé de celle des forces qui inspirèrent Pivert et même de celle de Pivert et de ses compagnons, inscrits et même enracinés dans une histoire et une tradition qu'ils ont, eux, pour ambition de gommer. Pourtant cette étude ne nous a pas paru inutile. C'est parce que nous pensons que le débat ouvert à Tours en 1920 n'est pas clos, parce que nous croyons qu'il s'agit aujourd'hui de constituer non « *une extrême-gauche* », mais une nouvelle direction du prolétariat capable de réaliser les lois de l'histoire — ces lois qui sont plus fortes que les appareils bureaucratiques —, c'est parce que la crise des partis traditionnels est mise à nouveau à l'ordre du jour par la montée révolutionnaire, et qu'elle passera inévitablement par de nouveaux regroupements de type « *centriste* », c'est pour toutes ces raisons, et à la fois parce que cette crise nous paraît certaine et parce que son issue dépend de l'activité humaine, que nous avons jugé cette étude utile. Qu'elle nous ait passionné, et que nous nous soyons attachés à ces hommes qui ont pourtant été vaincus, est une récompense personnelle qui n'est venue que de surcroît, et sans que nous l'ayons voulue ni recherchée.

Bibliographie



Fonds d'archives

Papiers des Amis de Marceau Pivert. Fonds d'archives rassemblé par Daniel Guérin, déposé aux Archives de France sous les cotes 22 AS1 - 22 AS2 - 22 AS3.

Papiers de L'Insurgé. Fonds d'archives déposé aux Archives de France par Marie Fugère sous la cote 22 AS4.

Dossier de L'Insurgé. Fonds d'archives déposé aux Archives départementales du Rhône par le comité d'histoire de la seconde guerre mondiale.

Archives de la Préfecture de police (classement provisoire BA 108 - SFIO 62 910- BA 45 et 46 - 171 537).

Archives du Centre d'études socialistes (CES).

Archives Pierre Frank, déposées à la BDIC de Nanterre.

Archives privées Charles Lancelle.

Archives privées Jean-Jacques Marie.

Archives privées René Lefeuvre.

Archives privées Claude Beaurepaire.

Archives privées Jean Rous.

Archives privées P. Broué.

Archives cinématographiques rassemblées par Robert Talpain. « La commune »,

25' (1935) - « Les Bastilles 1789-1935 », 45' (1935) - « L'attentat contre

L. Blum », 20' (193...) - « Le deuxième Paris-Roubaix travailliste » (1936) -

« Réception de Salengro, Lagrange et Lebas à Roubaix », 25' (1936) - « Le conseil national

extraordinaire du 10 mai 1936 », 30' - « Pourquoi la crise ? », 15' (1936) - « Anniversaire de la mort de

Jaurès », 20' (1936) - « 'Boulogne socialiste », 15' (1936) - « Le retour à la vie », 15' (1936) - «

L'inoubliable manifestation du Vélodrome d'hiver du 7 juin 1936 » (1936) -

« 14 juillet 1936 », 35' (1936) - « Les Faucons rouges chez eux », 20' (1936) -

« La vie et la mort de Roger Salengro », 25' (1934) - « Contre le courant », 20' (1938) - « La nouvelle

vague », 55' (1951).

Journaux

L'Alerte ouvrière et paysanne, journal régional du PSOP, 101g.

La Bataille socialiste, 1927-1939.

La Batalla, organo del POUM, 1935-1938.

Bulletin revolutionary socialist, Secretariat of the international Bureau for revolutionary socialist unity, 1935-1936.

Bulletin de l'Internationale ouvrière socialiste, 1924-1939.

Bulletin socialiste du 15', organe du parti socialiste SFIO.

271

Bulletin national, organe intérieur des JSOP, 1938.

La Commune, journal du parti communiste internationaliste, 1936-1938.

Les Cahiers rouges, revue d'étude de la Gauche révolutionnaire, puis du PSOP, 1937-1939.

Correspondance socialiste internationale, 1946-1959.

Le Cri des jeunes, organe national des JS, 1934-1938.
Le Drapeau rouge, journal du socialisme révolutionnaire, 1936.
L'Emancipation, organe central de l'unité totale des travailleurs, 1934-1936.
L'Espagne socialiste, journal du Comité d'action socialiste pour l'Espagne, 1937-1938.
Essais et combats, organe de la Fédération nationale des étudiants socialistes, 1937-1938.
L'Étincelle socialiste, hebdomadaire socialiste (SFIO) d'information et d'éducation marxiste, 1925-1937.
La Feuille mensuelle du CSACG, 1938-1939.
La Gauche révolutionnaire, bulletin intérieur du parti socialiste (SFIO), 1935-1937.
Jeunesse, revue mensuelle du CNM des JS (SFIO), 1936-1937.
L'Humanité.
L'Insurgé, organe socialiste de libération prolétarienne (Lyon), 1941-1944.
La Jeune garde, organe de la jeunesse socialiste SFIO, 1936-1937, puis organe de la JSOP, 1939.
Juin 1936, journal de la fédération de la Seine du parti socialiste (SFIO), 1938, puis organe central du PSOP, 1938-1939.
Que faire ?, revue communiste marxiste, 1934-1939.
La Lutte des classes, revue théorique de l'opposition communiste, puis du groupe bolchevique-léniniste, 1931-1935.
La Lutte ouvrière, journal du POI, 1936-1939.
Masses, revue mensuelle d'action prolétarienne, 1933-1939.
Le Populaire.
Quatrième Internationale, revue du comité central du POI, 1936-1939.
La République sociale, organe des travailleurs du 15', 1935-1936.
Le Prolétaire du Havre, organe du rayon du Havre du PCI, 1939.
SIA, organe de la Solidarité internationale antifasciste, 1937-1939.
Le Réveil syndicaliste, bi-mensuel des cercles syndicalistes lutte des classes, 1938-1939.
Révolution, journal des JS de la région parisienne, puis de la JSR, 1934-1939.
La Révolution espagnole, édition française du POUM, 1936-1937.
La Revue socialiste, revue mensuelle de culture politique et sociale, 1946-1958.
Le Socialiste de la Seine, organe mensuel intérieur de la fédération socialiste de la Seine, 1937.
Spartacus, pour la culture révolutionnaire et l'action de masse, 1934-1935.
Syndicats, hebdomadaire du monde du travail, 1936-1939.
La Vague, organe du rassemblement révolutionnaire, 1936-1937.
La Vérité, hebdomadaire de l'opposition de gauche, puis de la Ligue communiste et du GBL, 1929-1934.
La Vie du Parti, supplément mensuel du Populaire, 1929-1940.
Les Cahiers du bolchevisme, revue bimensuelle du comité central du parti communiste français (SFIC), 1924-1939.
La Révolution prolétarienne, revue bimensuelle du syndicalisme révolutionnaire, 1924-1939.
La plupart de ces collections ne se trouvent nulle part à l'état complet. Il est nécessaire de les reconstituer à partir de fonds d'archives ainsi que des fragments des collections dont disposent les bibliothèques : British Museum, Bibliothèque nationale, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

Imprimés

Pivert (Marceau), Ce que doit être l'école unique, Paris, 1927.
Un des aspects de l'offensive cléricale, le noyautage de l'enseignement public par les davidées, Paris, 1930.
Allocution dans Paul Langevin, Science et laïcité, Paris, 1931
L'église et l'école : perspective prolétarienne, Paris, éd. Fi-guières, 1932 — Préface de L. Blum, 256 p.
Avant-propos à Dollet (Henri), Vive l'unité — Critique révolutionnaire de quelques idées fondamentales du léninisme, Paris, 1934. Avant-propos à Dollet (Henri), La neutralité syndicale, Paris, 1935.

Révolution d'abord, Paris, Ed. nouveau Prométhée, 1936. Picard (Victor) et Pivert (Marceau), L'armée prétorienne des trusts : mouvement Croix de Feu, Front national, Front paysan, Paris, Librairie populaire, 1936, 12 p.

Pivert (Marceau), Avant-propos à Dollet (Henri), Préface à Rosa Luxemburg. Eglise et socialisme, 1937. Préface à Exclus ! Pourquoi ? Réponse à une brochure du CNM- des JS-SFIO, Paris, 1937.

Pivert (Marceau), Hérard (Lucien), Modiano (René), Quatre discours, et un programme — CN de Montrouge (14 février 1937), CN de Puteaux (18 avril 1937). De l'exercice du pouvoir à la conquête du pouvoir. Supplément au re 1 des Cahiers rouges, Paris, mai 1937, 50 p.

Action directe contre la guerre et le fascisme, Cahiers mensuels - de Spartacus, Paris, 1938.

Tendre la main aux catholiques ? Réponses et réflexions d'un socialiste, Paris, Librairie populaire, 1938.

La révolution avant la guerre, Paris, Ed. nouveau Prométhée, 1938, 48 p.

Pivert (Marceau), Hérard (Madeleine), Rupture nécessaire, réponse à Maurice Deixonne, Paris, Editions du PSOP, 1938, 24 p.

I, A dônde va Francia ?, Mexico, 1941, préface de Julian Gorkin.

Pivert (Marceau), Gorkin (Juliàn), Serge (Victor), Chevalier (Paul), Los problemas del socialismo en nuestro tiempo, Mexico, 1944, 120 p.

Aspects économiques et sociaux de la révolution française, Mexico, B. Costa Auric, 1945, 12 p.

Essai d'orientation, Paris, Ed. MISC, 1946, 23 p.

Préface de M. Pivert et de M. le comte de Casa Rojas à D.G.R. Serbanesco, Sous la botte soviétique, deuxième édition du Ciel rouge sur la Roumanie, Paris, 1957, 348 p.

« USA — Europe — URSS — La position socialiste », La Revue socialiste, décembre 1947, pp. 566-570.

« Positions socialistes en Grèce », La Revue socialiste, avril 1949, pp. 328-336.

« La crise de l'internationalisme socialiste », La Revue socialiste, avril 1950, pp. 258-266.

« Le 43, congrès national du parti socialiste », La Revue socialiste, juin 1951, pp. 1-6.

« Est-il possible d'atténuer la tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ? », La Revue socialiste, janvier 1951, pp. 33-35.

« La reconstruction de l'Internationale socialiste », La Revue socialiste, février 1951, pp. 129-139.

« Il faut construire l'Internationale socialiste », (I), La Revue socialiste, octobre 1951, pp. 271-283.

« Il faut construire l'Internationale socialiste » (II), La Revue socialiste, novembre 1951, pp. 410-422.

« La session de l'ONU, vers la détente ou vers le désastre ? », La Revue socialiste, décembre 1951, pp. 504-509.

« 1952: l'année cruciale », La Revue socialiste, janvier 1952, pp. 2-19.

Pivert (Marceau), « L'heure du socialisme international », La Revue socialiste, avril 1952, pp. 337-345.

« Une élection présidentielle laborieuse », La Revue socialiste, janvier 1954, pp. 1-6.

« Vingt ans après... irons-nous vers la paix ou vers la guerre ? » (I), La Revue socialiste, mars 1954, pp. 275-285.

« Vingt ans après... irons-nous vers la paix ou la guerre ? » (II), La Revue socialiste, avril 1954, pp. 396-410.

« Les communistes, les socialistes et la paix », La Revue socialiste, novembre 1954, pp. 338-355.

« Signification internationale de la bataille laïque », La Revue socialiste, mai 1955, pp. 460-480.

« Juin 1936 et les défaillances du mouvement ouvrier », La Revue socialiste, juin 1956, pp. 2-33.

« Pologne, Hongrie et Russie. Essai d'interprétation socialiste » (- I), La Revue socialiste, février 1957, pp. 113-125.

« Pologne, Hongrie et Russie. Essai d'interprétation socialiste » (II), La Revue socialiste, mars 1957, pp. 235-246.

« Révolution et contre-révolution en Afrique du Nord », La Revue socialiste, juin 1958, pp. 567-581.

A lead to world socialism on Spain — war — fascism — imperialism, Report of Revolutionary socialist congress, Brussels, octobre 1931 - novembre 1936, Barcelona, 1936, 32 p.

Bauer (Otto), Dan (Théodore), Dunois (Amédée), Zyromski (Jean), L'Internationale et la guerre. Pour la discussion internationale, Paris, Ed. nouveau Prométhée, 1935, préface de Frédéric Adler.

Bernard (François), Bouet (Louis), Dommanget (Maurice), Serret (Gilbert), Le syndicalisme dans l'enseignement, histoire de la Fédération unitaire de l'enseignement des origines à l'unification de

1935, présentations et notes de Pierre Broué, Collection « Documents » de l'IEP de Grenoble, 3 tomes, 1969.

Blum (Léon), L'œuvre de Léon Blum, publiée par Robert Blum. T. IV, vol. 1, Du 6 février au Front populaire, les lois sociales, la guerre d'Espagne, 1934-1937, 510 p., Paris, A. Michel, 1964. T. IV, vol. 2, La fin du rassemblement populaire. De Munich à la guerre. Souvenirs sur « l'Affaire », 1937-1940, 630 p., Paris, Albin Michel, 1965.

Le socialisme a vu clair, discours du 18 janvier 1936 à la fédération - de la Seine, Paris, 1936.

L'histoire jugera, recueil d'articles éditoriaux du Populaire entre 1932 et 1941, rassemblés par Suzanne Blum. Préface de W.C. Bullit, suivi de la défense de Léon Blum au procès de Riom, Montréal, 1943.

Braun (Nicole), L'organe de masse, contribution à la crise de la section française de la LCI (BL), édité par le secrétariat international de la Ligue des communistes-internationalistes (bolcheviks-léninistes), juin 1936, préface de Crux (Léon Trotsky), 50 p. (21/27).

Deixonne (Maurice), La vérité sur la scission de Royan, 64 p. Imprimerie du Cantal, Aurillac, 1938.

Exemplaire annoté par Marceau Pivert, Archives Jean-Jacques Marie.

Doriot (Jacques), Pour l'unité d'action, Les communistes de Saint-Denis et les événements du 6 au 12 février 1934, lettre ouverte à l'Internationale communiste, 31 p., Paris, 1934.

Ferrat (André), Lettre ouverte aux membres du PC, suivie des discours prononcés au CC et à la commission politique de la conférence nationale du PC, Paris, Imprimerie nouvelle, 1936, 44 p.

For world socialism, the resolution adopted at the revolutionary socialist con-gress, Paris, february, 19th-25th 1938, Londres, Bureau for revolutionary so-cialist unity, 1938, 54 p.

Frank (Pierre), La semaine du 6 au 12 février 1934, Paris, 1934, 30 p.

Faure (Paul), Au seuil d'une révolution,, Limoges, Imprimerie nouvelle, 1934, 291 p.

Gitton (Marcel), Après l'événement de février, le PC dans la lutte antifasciste et l'unité d'action de la classe ouvrière, préface de Marcel Cachin, rapport au CC du PC le 14 mars 1934, Bourges, Imprimerie ouvrière du Centre, 32 p. Guéhenno (Jean), Journal d'une révolution, 1937-1938, Paris, 1939.

La grève de la métallurgie parisienne, 24 mars - 16 avril 1938, La bête trotskyste... explique aux métallos trahis..., comment et pourquoi ont été abandonnés les 40 heures, Publications du PC1 (IV' Internationale), Paris, 1938, 20 p.

Mémorial de L'Insurgé, témoignages et documents rassemblés par M.-G. Fugère. Présentation de Fernand Rude.

Report of the international conference of the peoples of Europe - Asia - Africa against imperialism, Paris, 1948, London national Labour press, 1948, 124 p. Ribet (Maurice), Le procès de Riom, Paris, 1945.

Séverac (Jean-Baptiste), De l'unité d'action à l'unité organique, Paris, Ed. nouveau Prométhée, 1934, 64 p.

Trotsky (Léon), Lettre de Trotsky après l'exclusion des B.-L., 21 novembre 1935, Bulletin intérieur du GBL, n° 9, décembre 1935.

Lettre sur Marceau Pivert, 30 décembre 1935, Bulletin intérieur de la LCI (BL), n° 4, novembre 1935.

Discussion entre le SI et le BP de la Ligue sur la question Doriot : lettre du 23 mai 1934, lettre du 12 juin 1934, id.

Trotsky (Léon), « La Ligue devant le tournant », juin 1934, signé Vidal, Bulletin of the CLA, n° 16, septembre 1934.

« La Ligue devant un tournant décisif », juillet 1934, signé Vidal, Bulletin of the CLA, n° 18, octobre 1934.

« Bilan de la discussion », 6 août 1934, signé Vidal, Bulletin of the - CLA, n° 12, octobre 1934.

« Quelques faits concernant l'activité de notre section française », a- nnexe au rapport adressé à la section belge par le SI pour la IV',

Bulletin intérieur de la LCI, édité par le SI, n° 1, avril 1935, pp. 23-32. Lettre sur les rapports GBL-GR, 25 novembre 1935, id. Où va la France ? Paris, Librairie du travail, 1936, 194 p. Journal d'exil, 1935, Paris, Gallimard, 225 p. et Paris, Gallimard, - 1960.

Le mouvement communiste en France (1919-1939), textes choisis - et présentés par Pierre Broué, Paris, Editions de Minuit, 1967, 724 p.
Sur la deuxième guerre mondiale, textes rassemblés et préfacés par Daniel Guérin, Bruxelles, Editions La Taupe, 1970, 270 p.
Entre l'impérialisme et la révolution, préface de Nathan Weinstock, Bruxelles, Editions La Taupe, 1970, 192 p.
Writings of Leon Trotsky 1929-1939, New York, Merit publishers, 1- 969.
La révolution espagnole, 1930-1940, textes recueillis et présentés par Pierre Broué, Paris, Editions de Minuit, 1975, 787 p.
Zeller (Fred), « Souvenirs sur Trotsky : le socialisme menait au Vieux », La Vérité, 1947, n° 193-186, 188-190, 192, 194.
Lettre de Maurice Jaquier à Daniel Guérin, 15 décembre 1968.
Lettres de Pierre Naville à Pierre Broué, 25 juin 1965, 2 juillet 1965, 27 février 1967, 10 juin 1967.

Etudes

Abellio (Raymond), Les militants 1927-1939, Paris, Gallimard, 1975, 315 p. Entretiens, en collaboration avec Marie-Thérèse de Brosses, Paris, Pierre Belfond, 1966, 218 p.
Alba (Victor), Histoire du POUM, Alençon, Champ libre, 1975, 379 p.
Audry (Colette), Léon Blum ou la politique du juste, Paris, Julliard, collection Temps modernes, 1955, 200 p.
Baker (Donald), Revolutionism in the French socialist Party (SFIO) : the left-wing factions, 1921-1939, Stanford University, 1965, ronéotypé, microfilm. Berstein (Serge), Le 6 février 1934, Paris, Gallimard-Julliard, 1975, 257 p., collection Archives.
Léon Blum chef de gouvernement (1936-1937), Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, cahier n° 155, 1967, 439 p.
Bodin (Louis) et Racine (Nicole), Le parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1972, 310 p.
Bodin (Louis) et Touchard (Jean), Front populaire 1936, Paris, A. Colin, 1961, collection Kiosque, 296 p.
Broué (Pierre) et Temime (Emile), La révolution et la guerre d'Espagne, Paris, Editions de Minuit, 1961.
Coudène (Christian), Joubert (Jean-Paul), Revol (René), Trotsky, l'opposition de gauche et le GBL 1929-1936, Mémoire 2, cycle, Grenoble, IEP, 1968. Chambaz (Jacques), Le Front populaire pour le pain, la liberté et la paix, Paris, Editions sociales, 1961, 228 p.
Chavardès (Maurice), Été 1936. La victoire du Front populaire, Paris, Calmann-Lévy, collection l'Heure H, 1966, 360 p.
Colton (Joël), Léon Blum, traduit de l'anglais par M. Matignon, Paris, Fayard, 1968, 527 p.
Craipeau (Yvan), Le mouvement trotskyste en France, Clamecy, Syros, 1972, 282 p.
Danbs (Jacques) et Gibelin (Marcel), Juin 36, Paris, Editions ouvrières, collection Masses et Militants, 1952, 287 p., préface d'Edouard Dolléans.
Delmas (André), A gauche de la barricade. Chronique sociale de l'avant-guerre, Paris, Editions de l'hexagone, 1949-1950, 224 p.
Deutscher (Isaac), Trotsky, tome III, Le prophète hors la loi (l'exil), Paris, Julliard, trad. par Jean Clerc, 704 p.
Dolléans (Edouard), Histoire du mouvement ouvrier, Paris, A. Colin, 3 vol., 1936-1953.
Droz (Jacques), Le socialisme démocratique, 1864-1960, Paris, A. Colin, collection U, série histoire contemporaine, 1966, 350 p.
Dupeux (Georges), Le Front populaire et les élections de 1936, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, cahier n° 99, 1959, 183 p. Ferrat (André), Histoire du parti communiste français, Paris, Bureau d'édition,

1951, 259 p.

Gombin (Richard), Les socialistes et la guerre. La SFIO et la politique étrangère française entre les deux guerres, Paris, Mouton, 1970, 291 p.

Guérin (Daniel), Front populaire révolution manquée, Paris, Maspero, 1970, 319 p.

Greene (Nathanael), Crisis and decline : the French socialist party in the Popular Front Era, Ithaca, 1969.

Jaquier (Maurice), Simple militant, Paris, Denoël, 1974, 357 p.

Kriegel (Annie), Aux origines du communisme français, Paris, Mouton, 1964, 2 vol., 995 p.

Lefranc (Georges), Le mouvement socialiste sous la Troisième République (1875-1940), Paris, Payot, collection bibliothèque historique, 1963, 448 p. Histoire du Front populaire (1934-1938), Paris, Payot, collection - études et documents, 1965, 504 p.

Le Front populaire (1934-1938), Paris, PUF, collection Que sais-je - ?, 1965, 128 p.

Juin 36, l'explosion sociale du Front populaire, Paris, Jul-liard, collection Archives, 1966, 352 p.

Essai sur les problèmes socialistes et syndicaux, Paris, Payot, - 1970, 261 p.

Ligou (Daniel), Histoire du socialisme en France (1871-1961). Lettre-préface de Pierre Mendès France, Paris, PUF, 1962, 672 p.

Marcus (John T.), French socialism in the crisis years (1933-1936). Fascism and the French left, New York, A. Praeger, 1958.

Moch (Jules), Front populaire et grande espérance, Paris, Librairie Perrin, 1971, 466 p.

Meach (R.O.), The struggle for power : reformism in the French socialist party (SFIO) 1920-1937. An evaluation of reformist socialism, Berkeley, University of California, 1952.

Nooman (Lowel G.), Study of the theory and tactical policy of the French socialist party (SFIO) 1920-1937. An evaluation of reformist socialism, Berkeley, University of California, 1952.

Rabaut (Jean), Tout est possible ! Les « gauchistes » français 1929-1944, Paris, Denoël, 1974.

Rioux (Jean-Pierre), Révolutionnaires du Front populaire, Paris, Union générale d'éditions, 1973, 443 p.

Robrieux (Philippe), Maurice Thorez, vie secrète et vie publique, Paris, Fayard, 1975, 660 p.

Willard (Claude), Quelques aspects du fascisme en France avant le 6 février 1934, Paris, Editions sociales, 1961, 228 p.

Le mouvement socialiste en France (1893-1905) : Les gues-distés, Paris, Editions sociales, 1965, 772 p.

Socialisme et communisme français, Paris, A. Colin, collection U2, histoire contemporaine n° 4, 1967, 160 p.

Wolf (Dieter), Doriot, Paris, Fayard, 1969, 480 p.

Ziebura (Gilbert), Léon Blum et le parti socialiste (1872-1934). (Léon Blum, Theorie und Praxis einer sozialistischen Politik, 1872 bis 1934), traduit par Jean Duplex, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, cahier n° 154, 1967, 416 p.

Articles

Badie (Bertrand), « Les grèves du Front populaire aux usines Renault », Le Mouvement social, décembre 1972.

Broué (Pierre) et Dorey (Nicole), « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire (1936-1938) », Le Mouvement social, 54, janvier-mars 1966.

« L'action clandestine de Trotsky en Dauphiné (1934-1935) », Les Cahiers d'histoire, XIII, 3, 1968, pp. 327-341.

Brunet (Jean-Paul), « Réflexion sur la scission de Doriot, février-juin 1934 », Le Mouvement social, janvier-mars 1970, pp. 43-63.

Dupeux (Georges), « L'échec du premier gouvernement Léon Blum », Revue d'histoire moderne et contemporaine, X, janvier-mars 1963, pp. 35-44.

Fiat (Robert), « Aspect de la résistance française : L'Insurgé », Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale, 47, juillet 1962, pp. 61-78.

Georges (Bernard), « La CGT et le gouvernement Blum », Le Mouvement social, 54, janvier 1966.

Kriegel (Annie), « Les effectifs du parti communiste français sous la Troisième République », Revue française de science politique, février 1966.

Lazitch (Branko), « Les archives du Komintern et la naissance du Front populaire », Contrepoint, 3, 1971.

« Le Front populaire 1936 et l'unité aujourd'hui », Cahiers du communisme, 9, septembre 1966, 311 p.
Ozouf (Jacques), « L'Humanité et les journées de février 1934 (1945-1964) », Le Mouvement social, 54, janvier-mars 1966.

Prost (Antoine), « Les manifestations du 12 février 1934 en province », Le Mouvement social, 54, janvier-mars 1966.

Renaud (Jean), Vassart (Albert), « Quelques documents relatifs à la tactique classe contre classe », Le Mouvement social, 1970.

Rous (Jean), « Notes d'un militant, vingt-cinq ans d'essais et de combats », Esprit, avril 1959.

Vassart (Albert), Informations sur la politique du PCF entre 1934 et 1938, Hoover Institution, dactylographié, 65 p.

Vassart (Célie), Le Front populaire en France, Hoover Institution, dactylographié.

Wall (Irwin M.), « French socialism and the Popular Front », Journal of contemporary history, vol. 5, 3, 1970, pp. 3-20.
